

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)



■ Roger DUCROS

Editorial

CAMPS D'ETE OCI-LCI

■ Stéphane JUST

**La grève générale
et la question du pouvoir**

■ Victor LEPAGE

Sur le front unique

■ Lucien GAUTHIER

**Gouvernement ouvrier
et dictature du prolétariat**

Juin 1980 Prix 10 F

N° **592**

• La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)

Numéro 592 - Juin 1980

SOMMAIRE

3 - ■ Roger DUCROS

Editorial

CAMPS D'ETE OCI-LCI

15 - ■ Stéphane JUST

**La grève générale
et la question du pouvoir**

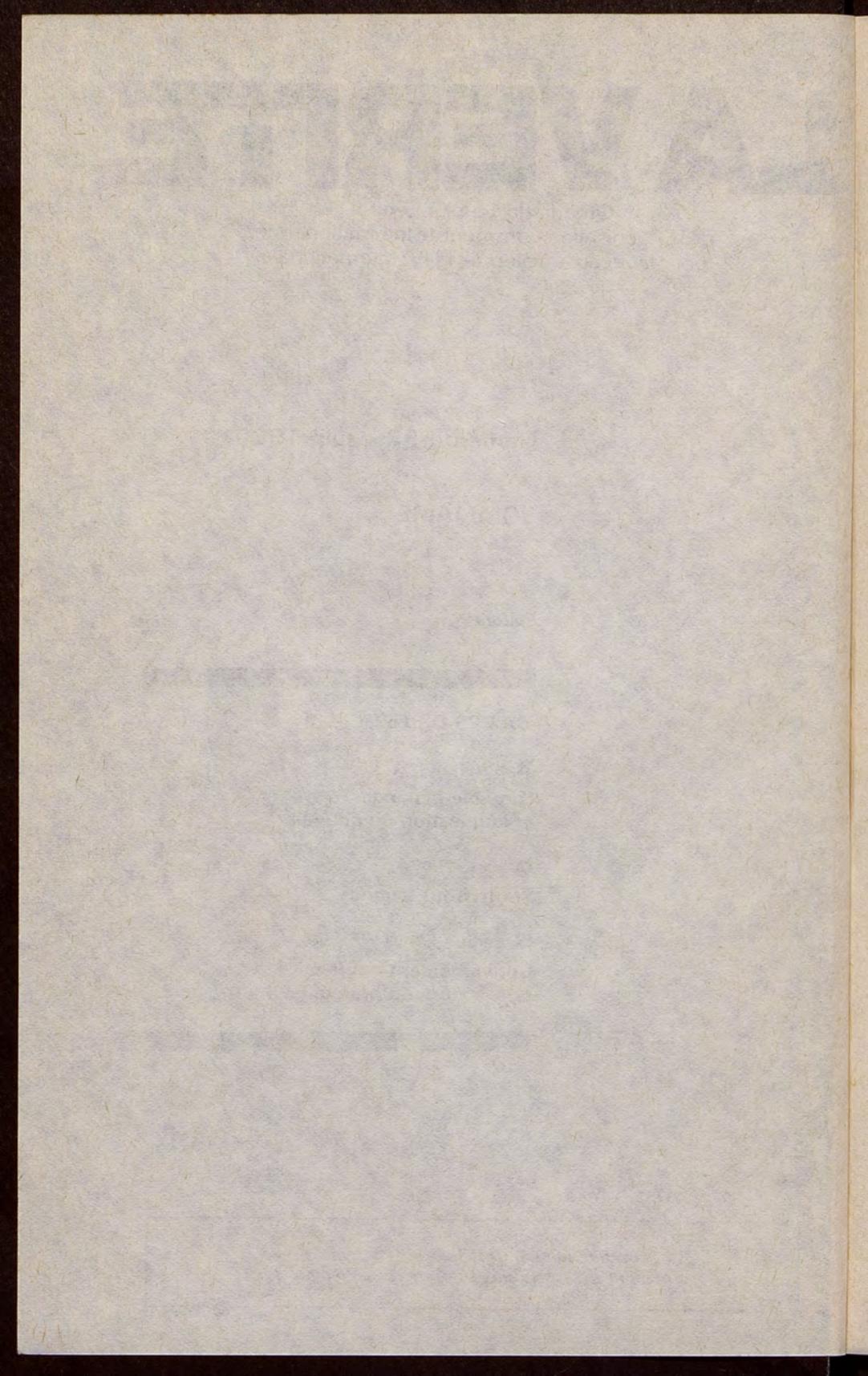
81 - ■ Victor LEPAGE

Sur le front unique

91 - ■ Lucien GAUTHIER

**Gouvernement ouvrier
et dictature du prolétariat**

Le prochain numéro de « La Vérité », daté du mois d'octobre 1980, sera mis en vente fin septembre 1980



Editorial

Ce numéro de « La Vérité » est consacré à la préparation des camps d'été que l'OCI et la LCI organisent cette année en commun.

Le premier article est consacré à la grève générale et à la question du pouvoir. Le deuxième texte est un schéma d'exposé portant sur la politique du front unique. Le troisième article porte sur le gouvernement ouvrier et paysan et la dictature du prolétariat. Ce numéro de « La Vérité » est donc spécial. Son contenu résulte de la situation politique et des circonstances particulières dans lesquelles les camps d'été se tiendront. Ces camps sont toujours des moments de formation et d'élaboration politiques pour l'ensemble des militants qui se préparent ainsi à affronter l'année politique commençant en septembre. Or, ce sont ces questions du front unique, du pouvoir, de la grève générale, du gouvernement, qui sont à l'ordre du jour, non seulement en France mais aussi en de multiples pays d'Europe et du monde.

En outre, les camps d'été de l'OCI se situent au moment où se prépare la fusion entre l'OCI et la LCI. C'est là un événement politique de la plus grande importance du point de vue de la construction de l'organisation française de la IV^e Internationale, et sur lequel le XXIV^e Congrès de l'OCI, comme le congrès de la LCI, vont se prononcer. Les camps d'été vont donc permettre une formation et une élaboration communes des deux organisations, une intégration de leurs expériences respectives.

Ce numéro spécial n'est pas pour autant réservé aux militants de l'OCI et de la LCI. Les problèmes qu'il traite sont ceux qui se posent à toute la classe ouvrière, et auxquels tous les militants ont à répondre, non seulement en France mais, répétons-le, en de nombreux pays d'Europe et du monde.

L'aide inappréciable du Kremlin à l'impérialisme américain

Les événements qui se sont produits ces derniers mois sur l'arène internationale confirment que la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour à une échelle sans précédent.

Chaque jour démontre plus clairement que la bureaucratie du Kremlin est intervenue militairement en Afghanistan pour verrouiller les développements révolutionnaires dans cette région du monde et au-delà. L'impérialisme américain s'est saisi de l'intervention militaire du Kremlin en Afghanistan pour tenter d'ordonner et de rendre cohérente sa politique mondiale, bien entendu dans le sens de la contre-révolution. Jamais l'impérialisme américain n'a été un « tigre de papier ». Pourtant, la défaite politique qu'il a subie au Vietnam a disloqué sa politique internationale. Depuis, il n'a jamais réussi à redonner une pleine cohérence, une totale unité, à cette politique.

Ce n'est pas la première fois qu'un tel rapport s'établit entre la politique du Kremlin et celle de l'impérialisme américain. Pour ne citer que quelques exemples, il faut rappeler celui de l'invasion de la Corée du Sud par les troupes nord-coréennes en 1950, l'installation de fusées de l'URSS à Cuba en 1962.

Dans le premier de ces cas, la révolution chinoise venait à peine de vaincre, infligeant une défaite majeure à tout le système impérialiste. Staline, de façon délibérée, fit envahir la Corée du Sud par le gouvernement du Nord qui était alors sous son contrôle, sachant parfaitement qu'il déclenchaît ainsi le processus de l'intervention américaine. Quelques mois plus tard, les troupes américaines s'approchaient du Yalu, le fleuve qui délimite la Corée de la Chine. Le gouvernement de Pékin, au prix de gigantesques pertes humaines et à un coût économique énorme, était contraint de s'engager dans une guerre qui devait durer trois ans. L'impérialisme américain portait à son point le plus élevé sa pression économique, politique et militaire sur l'URSS, les pays de l'Europe de l'Est, la Chine. Il accentuait la préparation de la troisième guerre mondiale en constituant sous sa direction un bloc économique, politique et militaire des gouvernements des pays impérialistes, incluant le Japon et l'Allemagne fédérale.

A Cuba, après la défaite de Batista en 1959 et la prise du pouvoir par le Mouvement du 26 juillet, toutes les interventions comme les pressions économiques et militaires de l'impérialisme américain n'avaient fait que contribuer à exaspérer et à précipiter le cours de la révolution cubaine. La déroute de l'intervention militaire de l'impérialisme américain — par émigrés cubains interposés —, le 14 avril 1961 à la baie des Cochons, avait donné une dernière et fantastique impulsion à la révolution cubaine et avait puissamment amplifié son rayonnement en Amérique latine et dans le monde. La bureaucratie du Kremlin donna délibérément les moyens à l'impérialisme américain de surmonter, au moins partiellement, les conséquences politiques de la victoire de la révolution cubaine, défaite extrêmement grave pour lui. Elle procéda en 1962 à l'installation de fusées qui pouvaient menacer directement le territoire des Etats-Unis. C'était une provocation délibérée contre la révolution cubaine, la bureaucratie du Kremlin fournissant à Washington un « casus belli » en or, si l'on peut dire. Kennedy adressa un ultimatum à Castro et à l'URSS, les sommant d'avoir à retirer les fusées, sans quoi les troupes US débarqueraient à Cuba. Finalement, les bureaucrates du Kremlin conclurent en octobre 1962 un accord avec le gouvernement américain par-dessus la tête de Castro. Les fusées furent démontées et retirées. Le prestige de l'impérialisme américain était rehaussé, un coup était porté au prestige et au développement de la révolution cubaine. La position de l'impérialisme américain en Amérique latine était renforcée d'autant.

Mais l'impérialisme est miné en profondeur

En intervenant militairement en Afghanistan, la bureaucratie du Kremlin a donné à l'impérialisme américain une chance inespérée de comprimer les contradictions sociales et politiques aux Etats-Unis. Elle lui a donné les moyens de sommer les impérialismes européens et japonais d'avoir à soutenir plus fermement sa politique contre-révolutionnaire mondiale. Elle lui a permis de relancer la préparation d'interventions contre-révolutionnaires directes, ce qui lui avait été impossible depuis sa défaite au Vietnam. A cela, il ne faut évidemment pas oublier d'ajouter la relance de la course aux armements et le renforcement de la pression économique sur l'URSS. C'est ainsi que l'impérialisme américain a préparé l'opération militaire en vue de libérer les prisonniers américains de son ambassade à Téhéran, détenus par les étudiants iraniens.

En ce qui concerne l'Amérique centrale, la déclaration du Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale écrit :

« Violeta Chamorro et José Robelo, les figures les plus représentatives de la bourgeoisie au sein du Gouvernement de reconstruction nationale (GRN), viennent de le quitter. Selon les dernières informations, le Mouvement démocratique national (MDN), le parti bourgeois dont Robelo est le dirigeant, a quitté la coalition gouvernementale. Il s'agit là d'événements d'une grande importance, qui s'inscrivent dans le cadre plus général du développement de la lutte des classes au Nicaragua et en Amérique centrale. Le départ du gouvernement de ces représentants de la bourgeoisie constitue une indiscutable victoire des ouvriers et des paysans au Nicaragua. Il exprime l'échec de la politique du FSLN qui visait depuis des mois à endiguer le développement de la révolution prolétarienne, à respecter les limites de l'alliance avec la bourgeoisie, à éviter l'affrontement entre les classes.

Les ministres bourgeois ont pris l'initiative de la rupture comme expression d'une tentative de regroupement de la bourgeoisie contre la révolution et ses conquêtes. Cette contre-offensive s'appuie sur la volonté de l'impérialisme américain de ne pas être acculé à une nouvelle retraite, comme le manifeste son soutien politique, financier et militaire à la junte sanglante du Salvador. »

Mais les rapports internationaux entre les classes, ceux existant à l'intérieur du système impérialiste comme dans chaque bourgeoisie et au sein de chaque bureaucratie, ceux entre les bureaucraties et entre les bureaucraties et l'impérialisme, ne sont plus ce qu'ils étaient en 1950 ou même en 1962. La politique de Carter ressemble plus à une tentative désespérée, à une fuite en avant, qu'à une véritable reprise en main des rapports internationaux et à une politique solidement établie. La pression que l'impérialisme américain exerce sur les impérialismes européens et sur l'impérialisme japonais pour qu'ils s'alignent sur sa politique internationale se heurte à de dures résistances. Carter fulmine contre le fait que ses alliés européens demandent la protection militaire des Etats-Unis mais se montrent « circonspects quant aux obligations de l'alliance ». Prendre des « sanctions » économiques contre l'URSS et l'Europe de l'Est heurte

l'« ost-politik » du capital ouest-allemand. S'associer à la campagne contre les Jeux olympiques est une chose, appliquer une politique de boycott économique de l'URSS et des pays de l'Europe de l'Est en est une autre. L'Allemagne fédérale assure à elle seule 30 % des exportations occidentales vers l'URSS et les pays de l'Est, 24 % des crédits publics, 28 % des accords de « coopération industrielle » et 34 % des « accords de coopération industrielle tripartite ». Voilà qui pose de sérieux problèmes, même s'il ne s'agit que d'une part limitée des échanges commerciaux, financiers et techniques internationaux du capital allemand. Aucun impérialisme européen n'est par ailleurs en état de se lancer dans une politique équivalente à celle des moments les plus durs de la guerre froide, sans exacerber des contradictions économiques, sociales et politiques déjà suffisamment explosives, pas plus d'ailleurs que l'impérialisme japonais.

La démonstration la plus éclatante des limites politiques actuelles de l'impérialisme américain est donnée par l'échec du raid militaire qui devait libérer les prisonniers américains détenus par les étudiants iraniens.

Même en utilisant les prétextes que lui donne l'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin en Afghanistan, le gouvernement Khomeini-Bani Sadr ne parvient pas à discipliner les masses en Iran, à stabiliser et à reconstruire l'Etat bourgeois. Il est politiquement insupportable à l'impérialisme américain que le personnel de son ambassade à Téhéran reste prisonnier des étudiants iraniens. C'est un défi politique. Toutes les négociations entreprises, directement ou indirectement, avec le gouvernement Khomeini-Bani Sadr ont échoué, car l'autorité gouvernementale et les possibilités de l'appareil d'Etat iranien sont extrêmement limitées. L'impérialisme américain devait donc agir directement, quitte à prendre les plus grands risques. De là la nécessité pour lui d'entreprendre le raid militaire qu'il préparait depuis des mois, sans oser le lancer. De toute évidence, cela ne s'est pas fait sans hésitations, ordres et contre-ordres. La machine militaire a son propre déterminisme et, conséquence des contradictions politiques, elle n'est pas aussi bien huilée que sa puissance technique l'exigerait. Le résultat est l'échec que l'on connaît, la démission de Cyrus Vance qui désapprouvait le raid. L'impérialisme américain vient d'essuyer une défaite politique cuisante, qui ne peut que stimuler le mouvement révolutionnaire des masses, faire rebondir la crise politique et accentuer les conflits inter-impérialistes comme la crise de tout le système, bien que les impérialismes européens et japonais se soient engagés à boycotter économiquement l'Iran. Sans doute, l'impérialisme américain va-t-il tenter de réagir et d'effacer cette défaite. Néanmoins, celle-ci existe et montre combien il est vulnérable.

Les impérialismes européens, non seulement se heurtent à l'impérialisme américain, mais connaissent un accroissement des antagonismes qui les opposent les uns aux autres. L'échec des négociations avec la Grande-Bretagne sur le financement du Marché commun agricole n'est certes pas définitif, mais il est significatif. Le Marché commun agricole est, on le sait, la plus grande et peut-être la seule « réussite » du Marché commun. Or, la crise actuelle exprime sa fragilité et donc celle de tout l'édifice de la Communauté économique européenne, cela au moment où de nouveaux nuages s'amoncellent dans le « ciel » de l'économie capitaliste. Si les taux d'intérêt aux Etats-Unis semblent se stabiliser avec une légère tendance à la baisse, le « prime rate » reste à 18,5 %, la hausse des prix se situe aux environs de 19 %. Pourtant, l'activité économique se ralentit : en mars, recul de 1,3 % des ventes au détail et de 0,8 % de la production indus-

trielle. Les ventes américaines d'automobiles ont baissé de 33 % au début avril, et les mises en chantier de logements de 22 % en mars. Au cours de ces derniers mois, jusqu'à la semaine dernière, les taux d'intérêt pratiqués aux USA ont subi une hausse considérable. Elle a déplacé vers ce pays le flux des capitaux flottants, a mis en relief la fragilité des monnaies européennes, y compris celles réputées fortes, le mark notamment. La hausse moyenne des prix pour mars se situe, en ce qui concerne l'ensemble Allemagne, France, Angleterre et Italie, à 19 %. Les taux d'intérêt y sont également très élevés. En Allemagne, bastion économique de l'Europe capitaliste, on prévoit pour 1980 un déficit de 20 milliards de marks de la balance des paiements courants avec l'étranger et la Bundesbank, afin de soutenir le mark, a eu recours à des emprunts à l'étranger. Mais si la baisse récente des taux d'intérêt aux Etats-Unis diminue la pression sur les monnaies européennes — dont le mark —, la baisse de l'activité économique aux Etats-Unis fait surgir de nouvelles menaces de crise sur les économies capitalistes d'Europe. Il s'ensuit une concurrence accentuée qui provoque des tensions croissantes à l'intérieur de la Communauté économique européenne.

Le système impérialiste est miné dans ses profondeurs, pourri dans son corps. Les rapports entre les classes sont de façon écrasante, à l'échelle internationale, favorables au prolétariat. L'aide extraordinaire que la bureaucratie du Kremlin apporte à l'impérialisme lui donne les moyens de se raidir, de tendre toutes ses forces. Mais la bureaucratie du Kremlin, tout comme celle de Pékin, ne peut revitaliser l'impérialisme, lui redonner force et santé. L'épreuve de la dislocation de l'ensemble du système, du déferlement révolutionnaire, est inéluctable. La victoire de la révolution prolétarienne est loin d'être pour autant assurée. Elle dépend totalement de la solution de la « crise de la direction révolutionnaire », c'est-à-dire de la construction des sections nationales de la IV^e Internationale, de la reconstruction de la IV^e Internationale.

La marche à la révolution se poursuit

Irrépressiblement, le mouvement de la révolution prolétarienne mondiale se développe. La révolution se poursuit en Iran. Elle se poursuit au Nicaragua.

La déclaration du Comité paritaire consacrée au Nicaragua insiste à juste titre : la démission de ministres bourgeois du Gouvernement de reconstruction nationale, gouvernement de coalition entre le FSLN et des secteurs décisifs de la bourgeoisie, est une victoire des ouvriers et des paysans du Nicaragua. Le GRN et la direction du FSLN ne sont pas parvenus à imposer aux ouvriers et aux paysans les exigences de la bourgeoisie et de l'impérialisme. La révolution est trop profonde, la dissolution de l'Etat bourgeois trop radicale. L'ordre, l'Etat bourgeois, ne pourraient être rétablis et reconstruits qu'au cours d'une véritable guerre civile qui exigerait certainement l'engagement total de l'impérialisme américain. Les masses, par leur mouvement, exigent des dirigeants du FSLN : rompez avec la bourgeoisie et avec l'impérialisme, emparez-vous du pouvoir en vous appuyant sur nous.

Au Salvador, la révolution — malgré les tueries et l'atroce répression, malgré la tentative de la ligoter dans les filets d'une collaboration de classes de type front populaire que représente la « Coordination révolutionnaire de masse » — semble devoir rompre tous les barrages et s'étendre.

dre par suite en Amérique centrale. C'est d'ailleurs pourquoi on ne peut exclure une intervention étrangère préventive manigancée par l'impérialisme américain, sinon une intervention directe. Les élections au Pérou sont de fait centrées sur la question du pouvoir, du gouvernement, de quel gouvernement, ce qui est la caractéristique de toute situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaire.

La grève générale des métallos de São Paulo est le type même de la grève de masse dont parle, à propos de la révolution russe de 1905, Rosa Luxemburg. Elle est à la fois grève économique et grève politique. Elle affirme la nécessité de l'indépendance de classe du prolétariat, d'un parti ouvrier, de syndicats, et d'une centrale indépendante de l'Etat et de la bourgeoisie. Elle devient combat contre la dictature. Elle soulève la question de la grève générale contre la dictature, d'une Constituante souveraine contre les pseudo-réformes démocratiques de la dictature. Or, le Brésil et son prolétariat sont le pays et le prolétariat déterminants de l'Amérique du Sud.

A de multiples reprises, l'OCI a souligné dans sa presse, « Informations ouvrières » et « La Vérité », dans les textes d'analyse et d'orientation qu'elle a élaborés, l'actualité de la révolution non seulement en France, en Italie, en Espagne, au Portugal, mais aussi — bien que les rapports entre les classes ne soient pas encore ce qu'ils sont déjà dans les pays précités — en Allemagne, en Angleterre, en Belgique. Elle a souligné que, bien sûr, les développements de la lutte des classes participent de la loi du développement inégal et combiné, que la révolution dans chaque pays européen a ses caractéristiques, sa réalité et son unité propres, mais que l'inégalité du développement ne doit pas faire oublier son caractère combiné. A la période présente de la lutte des classes, les liens internationaux dans les rapports entre les classes se sont considérablement resserrés, sont extrêmement étroits, et si la révolution dans chaque pays existe comme telle en Europe, c'est pourtant de la révolution prolétarienne européenne, elle-même partie de la révolution prolétarienne mondiale, qu'il s'agit.

Le tour que viennent de prendre en Suède les rapports entre les classes confirme avec force ces analyses et les orientations qui en procèdent.

Le capitalisme suédois a eu l'inappréciable avantage de pouvoir se tenir en dehors des deux guerres mondiales et en a tiré d'énormes profits, une position internationale privilégiée extrêmement forte. L'impossibilité de maintenir dans ce pays les anciens rapports de conciliation entre les classes qui prévalaient depuis très longtemps et qui résultait de la position privilégiée du capitalisme suédois, et également de la force de la classe ouvrière, est significative de la crise insurmontable du capitalisme en général et du capitalisme en Europe en particulier. Il a donc fallu en finir avec ce « capitalisme social » qui a longtemps été une forteresse stable en Europe du Nord, sous l'égide du parti social-démocrate. Le bastion du « capitalisme social » et de la collaboration de classes tombe en ruines. Le capital suédois a lock-outé 700 000 travailleurs. La centrale syndicale a appelé le reste de la classe ouvrière à faire grève. Le parti social-démocrate a déclaré qu'il fallait que le gouvernement actuel s'en aille. On ne peut pas dire que c'est la grève générale, la centrale n'y a pas appelé, la social-démocratie n'a pas engagé le combat pour le pouvoir. Ni les dirigeants de la centrale, ni ceux de la social-démocratie ne veulent certes de la révolution. Mais c'est une situation à caractère révolutionnaire, un affrontement classe contre classe. Son issue ne serait pas douteuse si les

dirigeants voulaient mener le combat. Ceux-ci étant ce qu'ils sont, on ne peut en préjuger. En tout cas, désormais, la révolution est également à l'ordre du jour en Europe du Nord. Inéluctablement, tous les rapports européens en seront affectés dans le sens de l'accentuation des crises de domination de classe, des crises politiques des bourgeoisies et du renforcement de la marche à la révolution prolétarienne européenne.

A l'opposé du point de vue de la géographie, la terre tremble également sous les pieds de l'impérialisme en Afrique. La victoire écrasante au Zimbabwe du parti de Robert Mugabe, le ZANU-FP, accélère la déstabilisation de toute l'Afrique noire et est une menace directe contre ce bastion de l'ordre impérialiste qu'est l'Afrique du Sud. Les exploités, les opprimés, en l'occurrence la quasi-totalité de la population noire, n'accepteront pas de respecter l'ancien ordre colonial et les limites que Robert Mugabe semble vouloir tracer à leur mouvement. Une nouvelle phase se prépare, qui les verra se dresser pour en finir avec le colonialisme incarné par l'extrême minorité blanche.

Au même moment, la lutte des Kabyles en Algérie menace la fragile stabilité de l'Etat édifié à grand-peine après que l'indépendance politique du pays ait été imposée à l'impérialisme français. Et voici qu'en Cisjordanie, sapant les accords Begin-Sadate conclus sous le patronage de l'impérialisme américain, la lutte du peuple palestinien contre Israël et pour reconquérir son pays prend un nouvel essor.

A quoi on peut ajouter que la mort de Tito peut être un grand malheur et pour l'impérialisme, et pour la bureaucratie du Kremlin, dans la mesure où elle contribue à libérer les contradictions explosives existant en Yougoslavie, qui portent en elles la révolution politique.

Il ne s'agit là que d'un rapide coup d'œil sur le panorama de la lutte des classes internationale, s'arrêtant sur les aspects les plus immédiatement saillants. Il suffit à démontrer qu'il y a loin entre la tentative de l'impérialisme américain d'utiliser l'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin en Afghanistan pour mettre en place une politique unifiée et cohérente à l'échelle internationale qui lui permette de maîtriser les rapports mondiaux, et sa réussite. Une fois encore, plus que jamais, le trait principal, la caractéristique dominante des rapports mondiaux, ce sont la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires, la montée de la révolution prolétarienne.

Notre axe politique : le combat pour le front unique

Les textes politiques que ce numéro de « La Vérité » publie, et qui préparent les camps d'été de l'OCI et de la LCI, en traitant largement, il n'est pas nécessaire de reprendre l'analyse des récents développements de la lutte des classes en France, qui s'insèrent dans les développements de la lutte des classes mondiale.

La crise de la Ve République devient purulente. Elle apparaît ainsi qu'une plaie infectée que gagne la gangrène. Venant après l'affaire Boulin, l'affaire des diamants que Bokassa a offerts au président en exercice de la Ve République, les morts et les assassinats curieux d'anciens hauts personnages et d'anciens ministres de la Ve République, voici l'affaire

Poniatowski. Elle témoigne des mœurs du régime, et surtout des rapports actuels entre ses différentes fractions, des moyens que les uns et les autres utilisent au cours de leurs combats fratricides. Car, évidemment, ce nouveau scandale n'éclate pas aujourd'hui par hasard.

Il est une certaine façon, bien dans le style de cette cour des miracles, de préparer les élections présidentielles. L'homme visé au travers de Poniatowski est Giscard d'Estaing. Les poignards sont sortis. Poniatowski, ancien ministre de l'Intérieur, homme de confiance de Giscard, ira-t-il en Haute cour ? Rien n'est moins certain. Il possède, à ses dires, trois à quatre cents kilos de dossiers, de quoi sans doute faire valser les hommes du RPR et de l'UDF réunis. Seule la « grandeur d'âme » des dirigeants du PCF les empêche d'insister sur ces scandales et sur la profondeur de la crise du régime que leur révélation démontre. Ils ne combattent qu'« à la loyale », en « hommes d'honneur », et surtout en respectant strictement les règles du régime, ses institutions, ses élus, que ceux-ci soient le président de la République ou les députés UDF-RPR à l'Assemblée nationale. Fidèles au régime, les dirigeants du PCF ne peuvent évidemment que défendre ses institutions, ses hommes, et défendre leur « honneur ».

La V^e République agonisante et pourrissante accélère d'autant plus la mise en place des réformes réactionnaires. Le gouvernement Giscard-Barre est pris d'une frénésie de réformes. La session de printemps de l'Assemblée nationale est conviée à ratifier la réforme de l'enseignement professionnel (loi Legendre) ; la réforme de la Sécurité sociale (loi Berger) ; la réforme judiciaire ; d'autres encore... Dans son entretien télévisé du 5 mai, Giscard d'Estaing a « mis le paquet » : il demande aux dirigeants des centrales ouvrières et du CNPF que, partant du rapport Giraudet sur l'« aménagement du temps de travail », ils « négocient ».

« Je souhaite que les conversations entre les partenaires sociaux commencent le plus tôt possible, autrement dit que, dès à présent, les partenaires sociaux nouent une négociation à partir des conclusions de ce rapport.

Le gouvernement et moi-même souhaitons que ces négociations puissent aboutir d'ici le mois de juillet, afin que leurs conclusions puissent être concrétisées par le gouvernement sous forme de projets de loi déposés sur le bureau des Assemblées au début de la prochaine session. Certaines dispositions ne sont pas législatives et seront réglées par les partenaires sociaux. Mais certaines autres, qui intéressent le Code du travail, doivent faire l'objet de textes législatifs.

Ainsi, le calendrier serait le suivant : ouverture le plus tôt possible des négociations, conclusion de ces négociations d'ici l'été, préparation par le gouvernement des textes de loi nécessaires, adoption des projets de loi au cours de la session d'automne. Ainsi, à la fin de l'année, on aurait mis en forme, par des débats contractuels d'abord, et ensuite par des dispositions législatives, cette très importante réforme de la durée du travail et de l'aménagement de ce temps de travail. »

Les textes législatifs dont il s'agit aboutissent tout simplement à la remise en cause de la législation sur les quarante heures par semaine. La faillite politique du régime, sa crise, comme les contradictions croissantes

sur le plan international du système capitaliste, le poussent à aller vite, très vite, et très loin dans son offensive tous azimuts contre la classe ouvrière, la jeunesse et les masses exploitées. Il lui est quelquefois obligatoire d'arrondir les angles, il n'en poursuit pas moins sur la même ligne. Tout cela n'est possible qu'avec la complicité, voire la participation active des dirigeants des organisations ouvrières. Ainsi, dans cette question de l'« aménagement du temps de travail », ce que le patronat voulait faire avaler était trop gros. Le gouvernement a fait faire un rapport à une personnalité « neutre », Pierre Giraudet, ancien P-DG de la RATP, actuellement P-DG d'Air-France, qui arrondit les angles en maintenant l'essentiel : supprimer le principe des quarante heures par semaine et introduire ceux de l'« horaire annuel » et de la disponibilité de la main-d'œuvre qui compléteraient ceux de sa polyvalence et de sa mobilité. Toute la publicité est faite autour de la prétendue « cinquième semaine de congés ». Si les centrales acceptent de coopérer, le gouvernement pourra alors faire passer une loi qui supprime le principe des quarante heures.

Mais, dans l'immédiat, ce sont le débat et le vote à l'Assemblée nationale de la loi Berger réformant la Sécurité sociale qui concentrent l'offensive gouvernementale contre la classe ouvrière, la jeunesse et les masses exploitées. Sur ce point, Giscard d'Estaing a été net : le ticket modérateur sera imposé aux mutuelles, et, ensuite : « Le poids des cotisations sociales est devenu insupportable. Insupportable sur les salaires, insupportable sur les exploitations agricoles, commerciales ou artisanales. » Giscard se masque derrière ces catégories sociales afin de ne pas dire : insupportable pour le grand capital et le gouvernement qui voudraient d'autre part pouvoir puiser dans la caisse. Telle est la raison d'être et tel est l'objectif du projet de loi Berger. Le morceau est difficile à faire passer. Il faut absolument paralyser tout mouvement de masse. Les grandes manœuvres ont commencé. Elles vont se déployer avec la journée de dislocation du 13 mai. Tous les dirigeants des centrales coopérant, ils vont en faire une « journée de grèves », de mouvements ici et non ailleurs, d'« actions » sous « toutes les formes », ponctuées ou non de manifestations. A l'évidence, un appel conjoint à une grève générale d'avertissement de vingt-quatre heures aurait eu le plus grand écho et mobilisé dans leur ensemble tous les travailleurs. C'est justement cela qu'il fallait éviter. La journée du 13 mai est un contre-feu, comme l'avait été la journée du 9 octobre 1976 contre le plan Barre. Les dirigeants espèrent qu'ultérieurement l'Assemblée pourra doucement ronronner. Députés du PS et du PCF feront des discours. Peut-être déposeront-ils une motion de censure. Alors, les députés RPR et UDF voteront la loi. Minoritaires dans le pays, ils donneront au gouvernement les moyens d'attenter profondément à cette conquête ouvrière essentielle qu'est la Sécurité sociale, une conquête dont bénéficient l'immense majorité des hommes et des femmes de ce pays.

La classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées sont en conflit avec la politique de division, de soumission et même d'application des plans et des réformes réactionnaires du gouvernement et du capital. Elles veulent en finir avec Giscard-Barre, cette Assemblée nationale, la Ve République et ses institutions. Elles veulent la grève générale. Encore une fois, ce sont cette volonté et ces aspirations qu'il s'agit de dégager et d'exprimer. Ouvrir cette voie, c'est ouvrir la voie de la révolution. Quoi que fassent les appareils, il apparaît clairement à tous que la solution est politique, que la réalisation du front unique entre le PS et le PCF amènerait rapidement la chute de ce gouvernement, la liquidation de la Ve Répu-

blique, et qu'elle donnerait les moyens de porter au pouvoir un gouvernement du PS et du PCF, un gouvernement Mitterrand-Marchais sans ministres des organisations et partis bourgeois. La campagne qui se développe en direction du PS et du PCF pour qu'ils réalisent l'unité, pour qu'au moins, ensemble, au moment de la discussion et du vote de la loi Berger ils appellent la classe ouvrière, la jeunesse et les masses exploitées à manifester devant et contre cette Assemblée nationale dont la majorité RPR-UDF est minoritaire dans le pays, pour lui dénier le droit de décider et pour empêcher cette loi de passer, est un puissant levier d'agitation, de mobilisation, d'organisation pour le front unique. Elle s'inscrit comme un moment de la bataille politique que mène l'OCI.

Roger Ducros,
le 8 mai 1980.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

travailleurs,

militants,

jeunes

Chaque semaine,

Informations ouvrières

tribune libre de la lutte des classes.

JE M'ABONNE A « INFORMATIONS OUVRIERES »

NOM, Prénom	1 an	150 F
	[pli clos]	250 F
	6 mois	80 F
Adresse	[pli clos]	130 F
	Etranger [1 an]	210 F
Code postal et ville	[pli clos]	320 F

- Rayer les mentions inutiles
- Joindre le règlement correspondant
- Bulletin à envoyer à « **INFORMATIONS OUVRIERES** »

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
C.C.P. 21 831 - 73 Paris — Tél. : 247 13 34



«РЯДОМ С ВИДАМ ПОСИТ»



« LE RASSEMBLEMENT AU GRAND JOUR
DES OPPRIMÉS
CONTRE LES OPPRESSEURS »

la grève générale et la question du pouvoir

par Stéphane JUST

En France, la grève générale est à nouveau à l'ordre du jour. En une de ses formules concentrées, Trotsky écrivait à propos de la grève générale de juin 1936 : « Ce ne sont pas des grèves corporatives. Ce ne sont pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs. C'est le début classique de la révolution. » (Où va la France ?)

Ainsi que l'a dit Marx, « toute lutte de classe (c'est-à-dire toute lutte d'une classe contre une autre classe) est une lutte politique. » Dès lors que la classe ouvrière commence à se rassembler, à s'organiser comme classe, elle définit des objectifs qui lui sont propres, elle engage le combat politique contre les classes dominantes, contre la bourgeoisie notamment. En même temps, elle dégage les méthodes et les moyens de combat qui lui sont propres et qui correspondent à sa place dans la production sociale et les rapports politiques. La grève est au centre des moyens de combat de la classe ouvrière. Très rapidement, lorsque la classe ouvrière s'efforce d'atteindre des objectifs qui lui sont généraux comme classe, lorsqu'il lui faut engager le combat contre les classes exploiteuses, contre la bourgeoisie, la question de la grève générale se pose.

L'Angleterre a été le berceau du mode de production capitaliste. C'est dans ce pays que, à partir des rapports internationaux, il a pris son essor. L'Angleterre est aussi le pays où le mouvement ouvrier s'est le plus tôt organisé et constitué comme tel. Dès

les années 1820, de nombreux syndicats se forment. En 1838, la « Grand national consolidated Trade union » (littéralement : la plus grande union consolidée des métiers) représente déjà près d'un million de membres.

Au début 1834, une tentative est faite pour organiser une grève générale en vue d'arracher la journée de huit heures. Elle échoue. A la fin de l'année, la GNCTU se dissout. Parallèlement à la constitution du mouvement syndical se développe un mouve-

Deux photographies de manifestations de masse pendant les grèves générales de la révolution russe de 1905.

ment qui combat pour les droits politiques de la classe ouvrière : la « National union of the working class and others » est fondée en avril 1831, notamment dans le combat pour le suffrage universel. Elle annonce le mouvement chartiste.

« La suppression universelle simultanée de la force productive dans tous les métiers apparaît en 1832 sous le nom de "Grand national holiday". Les chartistes l'appelleront tantôt "sacred month", tantôt "general strike" », écrit *Edouard Dolléans dans son Histoire du mouvement ouvrier*.

LE CHARTISME ET LA GREVE GENERALE

C'est une nouvelle association ouvrière, la « London working association », fondée le 16 juin 1836, qui élabore la « Charte du peuple ». Pendant dix ans, la Charte sera au centre des luttes de la classe ouvrière anglaise. Elle comprenait six points : suffrage universel, parlement annuel, vote au scrutin secret, indemnisation des membres du parlement, suppression des obligations de propriété, circonscriptions électorales égales. Le 28 février 1837, une pétition comprenant ces six points est rédigée. La campagne politique pour la « Charte du peuple » prend son essor au début de 1838. Le 21 mai, 150 000 personnes se réunissent à Glasgow pour la soutenir. Ainsi que l'écrivent A.-L. Morton et G. Tate, auteurs de l'*« Histoire du mouvement ouvrier anglais »* :

« En 1838, la victoire paraissait proche et presque tous pensaient que la Charte allait être gagnée en quelques mois, ou, au pire, en quelques années. La réunion de Glasgow le 21 mai fut suivie de rassemblements semblables dans tous les grands centres : 80 000 personnes à Newcastle ; 100 000 à Bradford ; 200 000 à Birmingham. La manifestation la plus impressionnante fut le rassemblement de Kersal Moor, près de Manchester, où 250 000 personnes environ participèrent à ce que S. Macoby appelle "probablement le plus grand rassemblement politique qui se soit jamais tenu dans ce pays". Il eut lieu un lundi et fit fermer toutes les usines de la région.

A l'approche de l'hiver, des réunions aux flambeaux eurent lieu dans des quantités de villes du Lancashire et du Yorkshire. Au cours de ces réunions, on recueillit des signatures pour la pétition et on élut des délégués à la convention qui devait se tenir à Londres au printemps et constituer l'organisme de direction et d'unification de tout le mouvement. »

La convention chartiste se réunit le 4 février à Londres. Il s'agit d'un véritable parlement ouvrier. Le 7 mai la pétition portant 1 250 000 signatures est déposée au Parlement anglais. La convention, ne s'estimant pas en sécurité à Londres, s'installe à Birmingham. Le 12 juillet, par 235 voix contre 46, le Parlement rejette la pétition.

« Le 16 juillet, au cours d'une réunion où il y eut peu d'assistants, la convention décida d'ordonner une grève générale le 12 août. Mais rien ne fut fait pour mettre à exécution cette décision ; il semble qu'il n'y ait eu aucun contact entre la convention et les syndicats, sans l'appui desquels une telle grève était impossible. Le 22 juillet, la décision fut annulée et un appel fut lancé pour des grèves d'avertissement "de deux ou trois jours, afin de consacrer tout ce temps à des défilés solennels et des réunions". Il y fut répondu largement dans plusieurs régions du Lancashire et du Yorkshire, et notamment dans le Durham, où de nombreux mineurs débrayèrent.

Cependant, ce recul encouragea le gouvernement ; il y voyait un aveu de faiblesse, et en août il effectua des arrestations en masse. Très vite, des centaines de chartistes se retrouvèrent en prison, dont plusieurs dirigeants. La convention ne put pas opposer de chefs à cette attaque et elle fut dissoute le 12 septembre sans avoir pris d'autres décisions. »

Le mouvement chartiste reprit avec plus d'ampleur en 1841. Une « National charter association » (Association nationale de la Charte) est constituée. La nouvelle pétition nationale est couverte par 3 315 752 signatures. Présentée en mai 1842 au Parlement, celui-ci la rejette par 287 voix contre 49.

« L'été de 1842 vit donc une explosion de grèves absolument sans précédent à la fin d'une longue dépression, relatent encore Morton et Tate. Elle commença en juin et juillet chez les mineurs et les ouvriers du fer du Staffordshire et du Warwickshire. Quand une mine ou une usine métallurgique fermait, les ouvriers allaient chercher les autres travailleurs du voisinage et les faisaient débrayer pour marquer leur solidarité. Le mouvement est souvent désigné sous le nom de "Plug Riots" (émeutes des soupapes), car la pratique courante consistait à débrancher les chaudières pour les arrêter. Bientôt le mouvement s'étendit à toute la région industrielle du Nord ainsi qu'à l'Écosse et au Pays de Galles. Au début d'août, le même processus commença dans les filatures du Lancashire, à Stalybridge, Ashton, Hyde. Le 9 août, Manchester fut immobilisée par des défilés venus de toutes les villes environnantes. Le 13, ce fut le tour de Burnley. Bientôt la vague déferla sur le Yorkshire, les Potteries et d'autres régions.

A mesure qu'il s'étendait, le mouvement évolua. Les événements des dix années précédentes avaient appris aux travailleurs que l'action industrielle seule ne pouvait leur donner ce qu'ils voulaient sans une transformation politique de la société. L'un après l'autre, des meetings décideront que "tout travail devrait cesser jusqu'à ce que la Charte du peuple devienne la loi du pays". »

Une fois encore, la grève générale est à l'ordre du jour. Cependant, écrivent A.L. Morton et G. Tate :

« La direction de l'Association nationale de la Charte ne prenait aucune part à cette agitation. Une conférence avait été prévue — pure coïncidence — pour le 12 août à Manchester. Les délégués eurent la surprise de trouver la ville en pleine grève. Ils durent réviser à la hâte leur agenda pour discuter de cette situation nouvelle (...).

Mais la conférence ne prit aucune décision pratique et se sépara en laissant la grève se poursuivre sans direction centrale. Pour rendre la situation encore pire, O'Connor attaqua violemment McDouall dans le "Nor-

thern Star" et dénonça la grève comme étant une manœuvre de l'"Anti Corn Law League" destinée à réduire les salaires et distraire l'opinion publique de la Charte.

Sans direction, sans organisation et sans fonds, la grève échoua. »

En 1847, le mouvement pour la Charte a un renouveau au moment des élections générales. Une nouvelle pétition recueille 1 975 000 signatures. Elle est présentée au Parlement le 10 avril 1848.

« Un grand meeting fut prévu à Kennington Common, qui devait être suivi d'une marche vers Westminster. Le gouvernement exploita alors au maximum la panique que lui-même et la presse avaient contribué à créer. Sous prétexte qu'il soupçonnait la préparation d'un coup d'Etat révolutionnaire, il mobilisa de nombreuses troupes ainsi que des milliers de policiers spéciaux. S'étant assuré ces énormes forces, il annonça que le meeting de Kennington pouvait avoir lieu mais que la marche vers Westminster était interdite. Devant cette menace, les dirigeants chartistes décidèrent d'annuler le défilé, pensant que c'était la seule façon d'éviter un massacre. La pétition fut présentée par une petite délégation et, malgré ses 1 975 000 signatures, elle était moins impressionnante que ne l'avait laissé entendre O'Connor et que ne l'avait espéré avec confiance la masse des partisans. Le gouvernement eut l'avantage de pouvoir annoncer une victoire sans avoir eu à livrer bataille. »

C'en était fini du mouvement chartiste, d'autant que, sur le continent, le mouvement révolutionnaire de 1848 était écrasé.

Premier mouvement politique ouvrier de masse, le chartisme a ceci de remarquable que les revendications démocratiques apparaissent aux plus larges masses comme entièrement liées aux revendications économiques. Déjà, la classe ouvrière est le porteur des revendications démocratiques et la force agissante pour les arracher à la bourgeoisie alors la plus puissante du monde. La relation entre revendications économiques et revendications

politiques dès l'aube du capitalisme et du mouvement ouvrier s'établit à chaque moment. Ainsi que le font remarquer les auteurs de l'« Histoire du mouvement ouvrier anglais » :

« La "National charter association" peut prétendre à juste titre être le premier véritable parti de la classe ouvrière. »

Pour lutter sur le terrain politique, la classe ouvrière doit se constituer en parti distinct. A chaque moment crucial du combat politique se pose la question de la grève générale. L'échec du chartisme (tout relatif car un ensemble de conquêtes en résultera, au moins indirectement, pour la classe ouvrière anglaise, comme la loi des dix heures, la loi sur les usines, au cours des années 1840) est évidemment consécutif aux conditions objectives : la bourgeoisie était encore une classe historiquement nécessaire, à l'aube de sa

mission historique progressive. Pourtant, d'ores et déjà le mouvement chartiste montre que la lutte de masse du prolétariat contre le gouvernement et la bourgeoisie, pour ses revendications économiques et politiques, dans la mesure où elle exige la mobilisation comme classe, passe le plus souvent par la grève générale. Elle montre aussi que la grève générale ne se suffit pas à elle-même, mais qu'elle est bien le « rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs », une des premières étapes possibles de la révolution prolétarienne. Le mouvement chartiste souligne également l'importance de la direction révolutionnaire. A trois reprises, en 1838, 1842, 1848, la direction du mouvement chartiste s'est révélée être en dessous de ses tâches historiques ; elle a été incapable d'assumer jusqu'au bout son rôle de direction politique du prolétariat et en conséquence elle a précipité sa défaite.

la grève générale est-elle la panacée universelle ?

LA GREVE GENERALE, « ARME ABSOLUE » CONTRE LA GUERRE

Les anarchistes, les anarcho-syndicalistes ont fait de la « grève générale » une panacée, un mythe, l'« arme absolue » de la classe ouvrière.

En apparence contradictoirement, les réformistes ont bien souvent répandu également cette illusion. Dans la Première Internationale, la grève générale sera déjà brandie comme moyen de lutte contre la guerre, position qui sera reprise par les anarcho-syndicalistes et également par Jaurès au cours des années 1890 et 1900.

Au III^e Congrès de l'Association internationale des travailleurs, qui se tient à Bruxelles du 6 au 13 septembre 1868, la première question à l'ordre du

jour est : « Quelle doit-être l'attitude des travailleurs dans le cas d'une guerre entre les puissances européennes ? » Dans son « Histoire du mouvement ouvrier (1830-1871) », Edouard Dolléans rapporte :

« Tolain, au nom des délégués parisiens, présente cette résolution :

“Considérant (...) que la guerre n'a jamais été que la raison du plus fort, et non pas la sanction du droit ; qu'elle est un moyen de subordination des peuples par les classes privilégiées ou les gouvernements qui les représentent ; qu'elle fortifie le despotisme, éoufse la liberté (...) ; que, dans l'état actuel de l'Europe, les gouvernements ne représentent pas les intérêts légitimes des travailleurs (...). Déclare protester avec la plus grande énergie ; invite toutes les sections de l'Association à agir avec la

plus grande énergie pour empêcher, par la pression de l'opinion publique, une guerre de peuple à peuple qui, aujourd'hui, ne pourrait être considérée que comme une guerre civile parce que, faite entre producteurs, elle ne serait qu'une lutte entre frères et citoyens."

Le congrès vote également une autre résolution, présentée par Charles Longuet :

"Le congrès recommande aux travailleurs de cesser tout travail dans le cas où une guerre viendrait à éclater dans leurs pays respectifs."

Ensuite, Dolléans s'étonne :

« Cette décision, qu'ont reprise plus tard tous les congrès internationaux ouvriers, choque pourtant Marx. Dans sa lettre à Engels, le 16 septembre, il ironise et parle de la "sottise belge de vouloir faire la grève contre la guerre". »

C'est l'étonnement de Dolléans qui est étonnant. Aussi bien la résolution de Tolain que celle de Longuet sont de pures abstractions. Celle de Tolain est creuse : « La guerre n'a jamais été que la raison du plus fort et non pas la sanction du droit. » Selon l'expression de Clausewitz, « la guerre est un des moyens de la politique », l'une des expressions des antagonismes et contradictions économiques, sociales et politiques entre les classes et à l'intérieur des classes, et un des moyens de les régler. Elle peut être aussi l'expression de l'impasse d'une société. Quant au « droit », il n'est pas éternel, mais également une expression des rapports économiques, sociaux et politiques, et se modifie avec ceux-ci. Il est des guerres progressives d'un côté et réactionnaires de l'autre, et des guerres réactionnaires des deux côtés.

Les formules de Tolain sont substituées à une analyse concrète des rapports européens du moment. L'Europe était encore en pleine époque de développement capitaliste et, en particulier, au moment de la formation de nations sur la base de ce développement. C'était notamment le cas de l'Allemagne et de l'Italie, qui n'avaient pas encore réalisé leur unité nationale. La constitution de nations, la réalisation de leur unité et de leur

indépendance, étaient hautement progressives historiquement, comme cadre au développement des forces productives. La réalisation de cette unité et de cette indépendance mettait en cause les rapports et les équilibres en Europe. Après l'Autriche, la France de Napoléon III se dressait ainsi qu'un obstacle à la réalisation de l'unité de l'Allemagne et de l'Italie. Porter un jugement indifférencié et tenir abstraitemen la balance égale entre la France, l'Allemagne et l'Italie revenait à soutenir l'état de choses existant, c'est-à-dire à s'opposer à l'unité et à l'indépendance de l'Allemagne et de l'Italie. Or, celles-ci ne pouvaient se réaliser que par la guerre, et ne se sont effectivement réalisées que par les guerres de la Prusse contre l'Autriche en 1866 et contre la France en 1870.

La position de Marx et d'Engels jusqu'au début de la guerre franco-allemande était déterminée par ces considérations. Que ce soit la bureaucratie et les hobereaux prussiens qui, sous la direction de Bismarck et du roi de Prusse, aient dirigé la guerre n'empêchait pas que cette guerre était, dans sa première phase, une guerre nationale du côté de l'Allemagne. En revanche, après la défaite de Napoléon III à Sedan et le renversement du Second Empire, en raison de la volonté de Bismarck et du roi de Prusse d'annexer l'Alsace et la Lorraine et d'imposer une énorme contribution de guerre à la France, la guerre devenait une guerre d'oppression et de pillage du côté de l'Allemagne et une guerre nationale du côté de la France.

Que des guerres justes et nécessaires se transforment en guerres d'oppression et de pillage est un phénomène lié à ce que la société est divisée en classes. Même lorsqu'elles jouent un rôle progressif, les classes exploiteuses restent des classes exploiteuses et se livrent à l'oppression et au pillage. Même les guerres de la révolution française, sans parler de celles de Napoléon I^e, n'ont pas échappé à ces contradictions.

Mais c'est d'une autre façon encore que les résolutions de Tolain et de Charles Longuet (que devaient reprendre plus tard les anarchistes, les anarchosyndicalistes et également certains réformistes, dont Jaurès) sont

creuses. Quelques décennies plus tard, l'époque progressive du mode de production capitaliste était passée. Une nouvelle époque de ce mode de production s'ouvrait, celle que Lénine a caractérisée comme l'époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, celle du capitalisme pourrisant, réaction sur toute la ligne. Dès les années 1890-1900, les grandes puissances capitalistes, devenues impérialistes au sens marxiste du terme, se sont partagé le monde.

Les guerres entre les puissances impérialistes commençaient avec les guerres entre les Etats-Unis et l'Espagne, le Japon et la Russie. Ni d'un côté ni de l'autre, ces guerres n'avaient plus rien de progressif. La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Les guerres inter-impérialistes ne sont que la conséquence de la domination des impérialismes, de leur lutte pour se partager l'exploitation du monde entier au profit du capital financier de chaque métropole impérialiste, ou se le repartager. La longue paix armée entre les grandes puissances européennes tendait manifestement à sa conclusion dès la fin du XIX^e siècle. Le militarisme devenait de plus en plus, non seulement une nécessité politique, mais une exigence économique. De nouvelles alliances se constituaient, esquissant les camps impérialistes qui se préparaient à s'affronter en Europe : d'un côté la Triple Entente (France, Russie et Angleterre), de l'autre la Triplice (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie), pour la domination de l'Europe et, au-delà, du monde, tandis que les Etats-Unis et le Japon s'apprétaient à jouer entre les camps impérialistes en lutte pour leur propre compte, et également pour la domination du marché mondial. C'est dans ces conditions que se dressait, dans les années 1890-1900, la menace d'une guerre européenne et mondiale, à laquelle le mouvement ouvrier international organisé devait faire face.

En 1889, le congrès de Paris, qui se tient rue Petrelle, pose la première pierre de la construction de la Deuxième Internationale. Le congrès s'est efforcé d'unir en une même Internationale, comme l'avait fait la Première Internationale (l'Association internationale des travailleurs), le

mouvement politique du prolétariat et le mouvement syndical. Mais la séparation ne va pas tarder à s'établir. En 1896 se tient à Londres le IV^e Congrès de la Deuxième Internationale. Liebknecht y propose une résolution qui impose, pour participer au prochain congrès, qui se tiendra à Paris en 1900, la reconnaissance de l'action politique et parlementaire — résolution adoptée. Du coup, sont écartés de ce congrès les anarchistes, les anarchosyndicalistes et les syndicalistes « purs ». A l'initiative de la CGT se tient à Paris une sorte de pré-conférence qui convoque une conférence syndicale internationale. Elle se tiendra à Copenhague en août 1901. De là date l'Internationale syndicale qui sera connue sous le nom d'Internationale d'Amsterdam. Mais l'Internationale syndicale est rapidement dominée par les syndicats à direction socialiste, et Karl Legien, secrétaire de la centrale syndicale allemande, devient également secrétaire de l'Internationale syndicale. Au congrès de Christiana, en septembre 1907, une résolution définit, en réponse à la CGT, les rapports entre les deux Internationales :

« La conférence considère que les questions du militarisme et de la grève générale appartiennent à celles qui ne sont pas à résoudre par une conférence de fonctionnaires syndicaux, mais exclusivement par la représentation de l'ensemble du prolétariat international, par les congrès socialistes internationaux se tenant régulièrement (...). La conférence adresse au prolétariat français l'invitation pressante de débattre les questions en cause conjointement avec l'organisation politique de la classe ouvrière de son propre pays, de coopérer au règlement de ces questions en participant aux congrès socialistes internationaux (...). »

Dès le congrès de Zurich, en août 1893, la question de la lutte contre la guerre est soulevée. Le Hollandais Demela Nieuwenhuijs soutient la proposition de grève générale et de la grève militaire en cas de guerre. Cependant, c'est au congrès de l'Internationale socialiste de Stuttgart en 1907 et à celui de Dresde que, en raison de la menace de plus en plus pres-

sante d'une guerre européenne, se pose de façon brûlante la question de l'attitude des partis socialistes en cas de guerre. Lors de ces congrès, Jaurès reprend la position opposant à la menace de guerre la « grève générale et simultanée ».

C'est cette même position que défend la CGT en France. Le congrès confédéral de Marseille, qui se tient en 1908, vote la résolution que nous publions ci contre.

Cette position est réaffirmée au congrès de Toulouse en 1910.

La résolution du congrès confédéral de Marseille de la CGT affirme ne reconnaître que « les frontières économiques séparant les deux classes ennemis : la classe ouvrière et la classe capitaliste ».

Si effectivement la division de la société en classes à l'époque du plein développement capitaliste est dominée par l'antagonisme entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, elle ne se réduit pas à cette division. D'autres classes et couches sociales existent qui, à partir de l'antagonisme fondamental entre le prolétariat et la bourgeoisie, ont une importance considérable. Mais surtout sont complètement éliminés de cette résolution la lutte des classes vivante, réelle, mouvante, les rapports politiques entre les classes et à l'intérieur des classes, au profit d'une vision mécanique creuse de la lutte des classes, proclamatoire et déclamatoire.

La guerre a des origines économiques et sociales. A l'époque de l'impérialisme, les guerres inter-impérialistes ont comme cause fondamentale l'impasse du mode de production capitaliste, la lutte pour la domination du marché mondial, l'ouverture de nouveaux débouchés pour les capitaux et les marchandises. Pourtant, le déclenchement de guerres impérialistes dépend des rapports politiques entre les classes et à l'intérieur des classes, aux échelles nationale et internationale. Sans que ce soit un absolu, les exemples des deux guerres mondiales inter-impérialistes démontrent qu'elles ne sont en général possibles qu'autant que la bourgeoisie maîtrise les rapports entre les classes et que le capital financier domine les rapports politi-

1908 : LA CGT, LA GUERRE ET LA GREVE GENERALE

« Le congrès confédéral de Marseille, rappelant et précisant la décision d'Amiens,

— considérant que l'armée tend de plus en plus à remplacer à l'usine, aux champs, à l'atelier, le travailleur en grève quand elle n'a pas pour rôle de le fusiller, comme à Narbonne, Raon-l'Etape et Villeneuve-Saint-Georges ;

— considérant que l'exercice du droit de grève ne sera qu'une duperie tant que les soldats accepteront de se substituer à la main-d'œuvre civile et consentiront à massacrer les travailleurs ;

le Congrès, se tenant sur le terrain purement économique, préconise l'instruction de jeunes pour que, du jour où ils auront revêtu la livrée militaire, ils soient bien convaincus qu'ils n'en restent pas moins membres de la famille ouvrière et que, dans les conflits entre le capital et le travail, ils ont pour devoir de ne pas faire usage de leurs armes contre leurs frères les travailleurs. Considérant que les frontières géographiques sont modifiables au gré des possédants, les travailleurs ne reconnaissent que les frontières économiques séparant les deux classes ennemis : la classe ouvrière et la classe capitaliste. Le congrès rappelle la formule de l'Internationale : les travailleurs n'ont pas de patrie ! Qu'en conséquence, toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, qu'elle est un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications. Le congrès déclare qu'il faut, au point de vue international, faire l'instruction des travailleurs, afin qu'en cas de guerre entre puissances les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire. »

ques au sein de la bourgeoisie. L'éclatement de telles guerres est en soi une défaite de la classe ouvrière et des masses exploitées. En réalité les déclarations les plus radicales appelant à répondre « à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire » n'ont fait que préparer la capitulation devant la guerre impérialiste. Même lorsqu'elles émanent de militants syndicalistes, elles ne font qu'exprimer l'idéalisme petit-bourgeois, ignorant du cours réel de la lutte des classes et se changeant rapidement en son contraire au feu des événements. En posant ainsi le problème, la plupart des partisans de répondre à l'éclatement de la guerre par une déclaration de « grève générale révolutionnaire » conditionnaient, explicitement ou implicitement, consciemment ou inconsciemment, la « grève générale » dans leur pays à la « grève générale » dans le pays ennemi. Ce qui est une façon comme une autre de se préparer à la « défense de la patrie ».

Le 16 juillet 1914 se réunissait à Paris un congrès du Parti socialiste. Jaurès faisait un rapport et le congrès adoptait une résolution qui estime particulièrement efficace « la grève ouvrière simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés ». Dans son « Histoire du mouvement ouvrier », Dolléans rapporte :

« Le 23 juillet au soir, l'ultimatum du gouvernement austro-hongrois est remis à Belgrade et publié le 24. Le 26 juillet, *La Bataille syndicaliste* déclare : "Nous ne voulons pas de guerre." Elle rappelle la résolution votée par la conférence extraordinaire du 1^{er} octobre 1911 : "Le cas échéant, la déclaration de guerre doit être pour chaque travailleur le mot d'ordre pour la cessation immédiate du travail... A toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent sans délai répondre par la grève générale révolutionnaire." »

Au jour de la déclaration de guerre, aucune des directions des partis socialistes et des syndicats n'a appelé à la « grève simultanément et internationalement ». Puisque les autres n'appelaient pas à la « grève générale », il ne restait plus qu'à participer à l'« union sacrée » au nom de la « défense de la patrie ».

LA GREVE GENERALE, « ARME ABSOLUE » POUR RESOUDRE LA QUESTION SOCIALE

Arme absolue contre la guerre, la « grève générale » devait également être l'« arme absolue » de l'émancipation sociale. Rosa Luxemburg cite Engels qui, en 1873, critique Bakounine et sa fabrique de révoltes en Espagne :

« La grève générale est, dans le programme de Bakounine, le levier employé à inaugurer la révolution sociale. Un beau matin, tous les ouvriers de tous les ateliers d'un pays ou même du monde entier abandonnent leur travail et par là forcent en quatre semaines au plus les classes possédantes ou à capituler ou à se déchaîner contre les ouvriers, en sorte que ceux-ci ont alors le droit de se défendre et par là même l'occasion d'en finir avec la vieille société tout entière. »

Au congrès des « alliancistes », qui venaient de rompre avec l'Association internationale des travailleurs à Genève en septembre 1873, la même idée était reprise, « sauf qu'on reconnaît de tous les côtés qu'il fallait, pour la faire, une organisation complète de la classe ouvrière et une caisse pleine ». Par la suite, anarchistes et anarcho-syndicalistes devaient s'en faire les propagateurs. Briand, avant que de devenir député, ministre et président du conseil, et de réprimer les grèves, se fera le porte-parole de la « grève générale » pour résoudre la « question sociale ». Au congrès de Marseille, le V^e Congrès de la Fédération des syndicats, qui se tient du 19 au 23 octobre 1892, il présente un rapport sur la grève générale. Mais, tant aux congrès de la Fédération des Bourses du travail, fondée le 7 février 1892, qu'à ceux de la Confédération générale du travail, fondée au congrès de Limoges de la Fédération des syndicats et groupes corporatifs, qui se tient en septembre 1895, qu'à ceux qui se tiendront à la suite de l'intégration de la Fédération des Bourses du travail dans la CGT au congrès de Montpellier du 22 au 26 septembre 1902, il sera réaffirmé que la grève générale est l'arme absolue pour résoudre la « question sociale ».

Après Marx, Engels combat avec acharnement cette conception. Il est indispensable de préciser pourquoi et comment. D'abord et avant tout parce que cette conception de la grève générale se situe hors du temps et de l'espace. Après la défaite de la Commune, la dissolution de la Première Internationale, Marx et Engels estimaient que suivrait une période de construction du mouvement, de ses organisations politiques et syndicales. Le moment n'était pas venu pour le prolétariat de s'engager dans la lutte finale pour renverser la bourgeoisie comme classe et détruire son Etat.

Il n'est que de considérer le programme que Marx rédigea en commun avec Guesde, et sur lequel se constitua en 1880 le Parti ouvrier français. Une première partie peut être considérée comme fixant l'objectif final :

« Considérant,

que l'émancipation de la classe productrice est celle de tous les êtres humains — sans distinction de sexe, ni de race,

que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terre, usines, navires, banques, crédit, etc.),

qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir :

1) la forme *individuelle*, qui n'a jamais existé à l'état de fait général et qui est éliminée, de plus en plus, par le progrès industriel ;

2) la forme *collective*, dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le développement même de la classe capitaliste ;

Considérant,

que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive (ou prolétariat) organisée en parti politique distinct,

qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel (transformé ainsi d'instrument de duperie, qu'il a été jusqu'ici, en instrument d'émancipation),

les travailleurs socialistes français, en donnant pour but à leurs efforts l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et le retour à la collectivité de tous les moyens de production, ont décidé comme moyen d'organisation et de lutte d'entrer dans les élections avec les revendications immédiates suivantes. »

Ensuite vient un programme de revendications immédiates :

« A — Partie politique

1) Abolition de toutes les lois sur la presse, les réunions et les associations et surtout de la loi contre l'Association internationale des travailleurs. Suppression du livret, cette mise en carte de la classe ouvrière, et de tous les articles du Code établissant l'infériorité de l'ouvrier vis-à-vis du patron et de l'infériorité de la femme vis-à-vis de l'homme.

2) Suppression du budget des cultes et retour à la nation "des biens dits de mainmorté, meubles et immeubles appartenant aux corporations religieuses" (décret de la Commune du 2 avril 1871), y compris toutes les annexes industrielles et commerciales de ces corporations.

3) Suppression de la dette publique.

4) Abolition des armées permanentes et armement général du peuple.

5) La Commune maîtresse de son administration et de sa police.

B — Partie économique

1) Repos d'un jour par semaine ou interdiction légale pour les employeurs de faire travailler plus de 6 jours sur 7. Réduction légale de la journée de travail à 8 heures pour les adultes. Interdiction du travail des enfants dans les ateliers privés au-dessous de 14 ans et, de 14 à 18 ans, réduction de la journée de travail à 6 heures.

2) Surveillance protectrice des apprentis par les corporations ouvrières.

3) Minimum légal des salaires déterminé chaque année d'après le

prix local des denrées par une commission de statistique ouvrière.

4) Interdiction légale aux patrons d'employer des ouvriers étrangers à un salaire inférieur à celui des ouvriers français.

5) Egalité de salaire à travail égal pour les travailleurs des deux sexes.

6) Instruction scientifique et professionnelle de tous les enfants mis pour leur entretien à la charge de la société représentée par l'Etat et par la Commune.

7) Mise à charge de la société des veillards et des invalides du travail.

8) Suppression de toute immixtion des employeurs dans l'administration des caisses ouvrières de secours mutuels, de prévoyance, etc., restituée à la gestion exclusive des ouvriers.

9) Responsabilité des patrons en matière d'accidents, garantie par un cautionnement versé par l'employeur dans les caisses ouvrières et proportionné au nombre des ouvriers employés et aux dangers que présente l'industrie.

10) Intervention des ouvriers dans les règlements spéciaux des divers ateliers : suppression du droit usurpé par les patrons de frapper d'une pénalité quelconque leurs ouvriers, sous forme d'amendes ou de retenues sur les salaires (décret de la Commune du 17 avril 1871).

11) Annulation de tous les contrats ayant aliéné la propriété publique (banques, chemins de fer, mines, etc.) et exploitation de tous les ateliers de l'Etat confiée aux ouvriers qui y travaillent.

12) Abolition de tous les impôts indirects et transformation de tous les impôts directs en un impôt progressif sur les revenus dépassant 3 000 F. Suppression de l'héritage en ligne collatérale et de tout héritage en ligne directe dépassant 20 000 francs. »

Ainsi donc, dans ce programme qui sera adopté par le Parti ouvrier français en son congrès du Havre de 1880, deux parties sont à distinguer : l'une fixe les objectifs généraux du parti ; l'autre est une charte des revendica-

tions politiques et économiques immédiates. C'est en affirmant ses objectifs fondamentaux — l'expropriation du capital — et en combattant immédiatement pour ce programme minimum que le parti ouvrier peut se construire et se préparer à prendre le pouvoir à une autre étape.

Anarchistes et anarcho-syndicalistes qui voient dans la grève générale le moyen suprême pour résoudre la « question sociale » rejettent l'action politique et notamment la participation aux élections et l'agitation parlementaire. Ils bornent l'action du prolétariat aux moyens purement « économiques », dont la « grève générale ». Ce faisant, ils se dressent ainsi qu'un obstacle sur la voie de la construction d'un mouvement ouvrier se développant sur tous les terrains de la vie sociale et politique. Ils nient que le prolétariat ait à s'emparer du pouvoir politique. S'ils sont pour la destruction en principe de l'Etat bourgeois, ils refusent néanmoins que le prolétariat s'en donne les moyens, et surtout que sur les décombres de l'Etat bourgeois il constitue son propre pouvoir, il construise son propre Etat. S'ils commémorent la Commune de Paris, ils rejettent son enseignement, à savoir la nécessité de la réalisation de la dictature du prolétariat. Leur apologie de la grève générale n'est au fond qu'un moyen de couvrir leur carence politique, de masquer leurs limites en utilisant une phraséologie « gauchiste ». Dans ces conditions, la « grève générale » n'est qu'un rideau de fumée qui masque l'abandon du terrain décisif de la lutte des classes à la bourgeoisie : le terrain politique. La phrase gauche couvre cette capitulation et en prépare d'autres.

L'EPOQUE DE L'ORGANISATION DU PROLETARIAT COMME CLASSE

La fureur d'Engels et des marxistes, qui estiment que l'époque est à « l'organisation du prolétariat en parti » pour se préparer à la lutte pour le pouvoir, qui estiment que le combat pour les libertés démocratiques est

indispensable à « l'organisation du prolétariat en parti », qui estiment que toutes les possibilités que la société bourgeoise offre au prolétariat pour ce faire doivent être utilisées, est parfaitement justifiée. C'est l'époque où Engels écrit sa fameuse préface à la réédition de 1895 de la brochure de Karl Marx : « Les luttes de classe en France ».

« La guerre de 1871 et la défaite de la Commune avaient, comme Marx l'avait prévu, transféré pour un temps le centre de gravité du mouvement ouvrier européen de France en Allemagne. En France, il va de soi qu'il avait besoin d'années pour se remettre de la saignée de mai 1871. En Allemagne, par contre, où l'industrie, favorisée en outre par la manne des milliards français, se développait vraiment comme dans une serre chaude de plus en plus vite, la social-démocratie grandissait avec une rapidité et un succès plus grands encore. Grâce à l'intelligence avec laquelle les ouvriers allemands utilisaient le suffrage universel, institué en 1866, l'accroissement étonnant du parti apparaît exactement aux yeux du monde entier dans des chiffres indiscutables. En 1871, 100 000, en 1874, 352 000, en 1877, 492 000 voix social-démocrates. Ensuite, survint la reconnaissance des ces progrès par les autorités supérieures sous la forme de la loi contre les socialistes. Le parti fut momentanément dispersé. Le nombre des voix tomba à 312 000 en 1881. Mais ce coup fut rapidement surmonté, et dès lors c'est seulement sous la pression de la loi d'exception, sans presse, sans organisation extérieure, sans droit d'association et de réunion, que l'extension rapide va vraiment commencer. 1884 : 550 000 voix, 1887 : 763 000, 1890 : 1 427 000 voix. Alors, la main de l'Etat fut paralysée. La loi contre les socialistes disparut. Le nombre de voix socialistes monta à 1 787 000, plus du quart de la totalité des voix exprimées. »

(Il faut se rendre compte que le suffrage universel n'était que relativement universel. Toutes les femmes en étaient exclues. Les nombreuses conditions pour être électeur réduisaient considérablement la portée de ce suffrage universel. S. J.)

« Le gouvernement et les classes dominantes avaient épousé tous leurs moyens, sans utilité, sans but, sans succès. Les preuves tangibles de leur impuissance — devant lesquelles les autorités, depuis le veilleur de nuit jusqu'au chancelier, avaient dû s'incliner — et cela de la part d'ouvriers méprisés, ces preuves se comptaient par millions. L'Etat était au bout de son latin. Les ouvriers étaient au commencement de leur.

(...) Mais les ouvriers allemands avaient, après le premier service que constituait leur simple existence en tant que Parti socialiste, parti le plus fort, le plus discipliné et qui grandissait le plus rapidement, rendu à leur cause un autre grand service. En montrant à leurs camarades de tous les pays comment on se sert du suffrage universel, ils leur ont fourni une nouvelle arme, une arme des plus acérées.

Depuis longtemps déjà, le suffrage universel avait existé en France, mais les urnes étaient tombées en désuétude par suite du mauvais usage que le gouvernement bonapartiste en avait fait. Après la Commune, il n'y avait pas de parti ouvrier pour l'utiliser. En Espagne aussi, le suffrage universel existait depuis la République. Mais, en Espagne, l'abstention aux élections fut de tout temps la règle chez tous les partis d'opposition sérieux. Les expériences faites ensuite avec le suffrage universel étaient tout, excepté un encouragement pour un parti ouvrier. Les ouvriers révolutionnaires des pays romains s'étaient habitués à regarder le droit de suffrage comme un piège, comme un instrument d'escroquerie gouvernementale. En Allemagne, il en fut autrement. Déjà, le *Manifeste communiste* avait proclamé la conquête du suffrage universel, de la démocratie, comme une des premières et des plus importantes tâches du prolétariat militant, et Lassalle avait repris ce point. Lorsque Bismarck se vit contraint d'instituer ce droit de vote comme le seul moyen d'intéresser les masses populaires à ses projets, nos ouvriers prirent aussitôt cela au sérieux et envoyèrent Auguste Bebel au premier Reichstag constituant. Et, à partir de ce jour-là, ils ont utilisé le droit de vote de façon à être récom-

pensés de mille manières, de servir d'exemple aux ouvriers de tous les pays. Ils ont transformé le droit de vote, selon les paroles du programme du parti marxiste français, de moyen de duperie qu'il avait été jusqu'ici en instrument d'émancipation. »

(Ici, Engels cite le programme du Parti ouvrier français élaboré par Marx et cité plus haut - S.J.)

« Et, si le suffrage universel ne nous avait pas donné d'autres bénéfices que de nous permettre de nous compter tous les trois ans, que d'accroître, par la montée régulière constatée, la rapidité inattendue du nombre de voix, la certitude chez les ouvriers, dans la même mesure que l'effroi chez les adversaires, de devenir ainsi notre meilleur moyen de propagande, de nous renseigner exactement sur notre propre force ainsi que sur celle de tous les partis adverses, de nous fournir ainsi pour proportionner notre action un critère supérieur à tout autre, nous préservant ainsi d'une pusillanimité inopportun aussi bien que d'une hardiesse folle, tout aussi inopportune, si c'était cela le seul bénéfice que nous ayons tiré du droit de suffrage, ce serait déjà bien et plus que suffisant. Mais il a encore fait bien davantage : dans l'agitation électorale, il nous a fourni un moyen qui n'a pas son égal pour entrer en contact avec les masses populaires. Par cette utilisation efficace du suffrage universel, un tout nouveau mode de lutte du prolétariat a été mis en œuvre, et il se développa rapidement.

On trouva que les institutions d'Etat, où s'organise la domination de la bourgeoisie, fournissent encore de nouveaux tours de main au moyen desquels la classe ouvrière peut combattre ces mêmes institutions. On participa aux élections aux différentes Diètes, aux conseils municipaux, aux conseils des prud'hommes, on disputa à la bourgeoisie chaque poste à l'occupation duquel une partie suffisante du prolétariat avait son mot à dire. Et c'est ainsi que la bourgeoisie et le gouvernement en arrivèrent à avoir plus peur de l'action légale que de l'action illégale du parti ouvrier, des succès des élections que de ceux de la rébellion. »

LES MARXISTES ET LA GREVE GENERALE

Les marxistes n'ont cependant jamais condamné le recours à la grève générale. Le Premier congrès de la Deuxième Internationale décidait de réaliser le 1^{er} mai une manifestation internationale pour les revendications ouvrières. L'American federation of labor avait déjà décidé de faire du 1^{er} mai 1890 une manifestation internationale pour les revendications ouvrières, pour la journée de 8 heures, en commémoration du 1^{er} mai 1886 où la police avait tiré sur les ouvriers de Chicago en grève pour la journée de 8 heures. Le guesdiste Raymond Lavigne avait proposé la résolution suivante :

« Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et toutes les villes à la fois, les travailleurs mettent le même jour les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement la journée de travail à huit heures et d'appliquer les autres résolutions du congrès international de Paris. »

Bebel et Liebknecht faisaient ajouter l'amendement suivant :

« Les travailleurs des diverses nations auront à accomplir cette manifestation dans les conditions qui leur sont imposées par la situation spéciale de leur pays. »

Là est l'origine du 1^{er} mai, journée internationale de lutte de la classe ouvrière pour ses revendications. En de nombreux pays, en particulier en France, les centrales et les partis ouvriers appelaient à une journée de grève générale le 1^{er} mai. Souvent, le 1^{er} mai a été une journée de durs affrontements entre la classe ouvrière, la bourgeoisie et son Etat. Les grévistes risquaient d'être renvoyés de leur travail. Les manifestations étaient violemment réprimées et parfois de façon sanglante. Ainsi, le 1^{er} mai 1891, le gouvernement faisait tirer la troupe à Fourmies.

Cependant, ce type de grève générale est particulier : limitée dans le temps, elle exprime les aspirations de

la classe ouvrière et sa combativité ; elle affirme le prolétariat comme classe, son unité et sa solidarité nationale et internationale. De ce point de vue, le 1^{er} mai a eu une grande importance politique. La bourgeoisie et ses gouvernements l'ont bien compris, qui ont durement réprimé les grèves et les manifestations du 1^{er} mai, avant que de désamorcer cette journée de lutte internationale, exprimant les rapports entre le prolétariat et la bourgeoisie, en la transformant avec la complicité des dirigeants des organisations ouvrières en « fête du travail ».

Dans les premières années de la Deuxième Internationale, les partis membres de l'Internationale ouvrière ont impulsé de véritables grèves générales, notamment en Belgique, et aussi en Autriche, pour arracher le suffrage universel. Rosa Luxemburg écrit dans un article daté du 23 avril 1902, dans « Neue Zeit » :

« Dans la lutte menée de 1886 à l'heure actuelle pour le suffrage universel, la classe ouvrière belge fit usage de la grève de masse comme du moyen politique le plus efficace. C'est à la grève de masse qu'elle doit, en 1891, la première capitulation du gouvernement et du Parlement : les premiers débuts de la révision de la Constitution ; c'est à elle qu'elle doit, en 1893, la seconde capitulation du parti dirigeant : le suffrage universel au vote plural. »

Ensuite Rosa Luxemburg explique le mécanisme des grèves générales belges de 1891 et 1893 :

« Dans la situation politique particulière, l'application de la grève générale en Belgique est un problème nettement déterminé. Par sa répercussion économique directe, la grève agit avant tout au désavantage de la bourgeoisie industrielle et commerciale, et dans une mesure bien réduite seulement au détriment de son ennemi véritable, le parti clérical. Dans la lutte actuelle, la répercussion politique de la grève de masse sur les cléricaux au pouvoir ne peut donc être qu'un effet indirect exercé par la pression que la bourgeoisie libérale, gênée par la grève générale, transmet au gouvernement clérical et à la majorité parlementaire. En outre, la grève générale exerce aussi une pres-

sion politique *directe* sur les clercs, en leur apparaissant comme l'avant-coureur, comme la première étape d'une véritable révolution de rue en gestation. Pour la Belgique, l'importance politique des masses ouvrières en grève réside toujours, et aujourd'hui encore, dans le fait qu'en cas de refus obstiné de la majorité parlementaire elles sont éventuellement prêtes et capables de dompter le parti au pouvoir par des troubles, par des révoltes de rue. »

Ainsi la lutte pour le suffrage universel, objectif politique, amène à la mobilisation et à l'action révolutionnaire des masses, ouvre la voie au travers de la grève générale à la révolution : « La grève générale est l'avant-coureur comme première étape d'une véritable révolution de rue en gestation. »

Non seulement son objectif et son contenu sont politiques, mais en outre elle ne se déclenche pas de façon arbitraire, elle correspond aux aspirations et à la maturation politique des masses. Dans un autre article, Rosa Luxemburg donne les indications suivantes :

« En 1891, la première courte grève de masse avec ses 125 000 ouvriers a suffi pour imposer l'institution de la commission pour la réforme du droit de vote. En avril 1893, il a suffi d'une grève spontanée de 250 000 ouvriers pour que la Chambre de prononce, en une seule longue séance, sur la réforme du droit de vote qui croupissait depuis deux ans dans la commission. »

Les marxistes, et en premier lieu Engels, considèrent que l'heure de la révolution prolétarienne n'a pas encore alors sonné. Ils estiment que le capitalisme est encore en mesure de développer à l'échelle mondiale les forces productives. Mais la lutte pour les réformes, l'utilisation des campagnes électorales, des élections, de la tribune parlementaire, et la lutte sur le terrain et selon les méthodes propres au prolétariat, qui sont par nature révolutionnaires, ne s'opposent pas, elles font partie d'une même action politique : l'organisation du prolétariat comme classe, la préparation de la révolution prolétarienne et de la prise

du pouvoir. La grève générale doit être considérée en rapport à cette action politique et comme un de ses moyens. Dans sa brochure « Le Chemin du pouvoir », qui date de 1909, Kautsky rappelle que, dans la lutte pour la démocratie, aux moyens employés précédemment,

« il faut ajouter la grève générale que nous avons adoptée en principe vers 1893 (Engels vivait encore) et dont l'efficacité dans certaines circonstances a été éprouvée depuis à plusieurs reprises. »

DEJA L'OPPORTUNISME A L'OEUVRE

Mais il est vrai que, se couvrant derrière l'utilisation des élections et du Parlement, derrière la lutte pour les réformes sociales et politiques, le révisionnisme allait pénétrer et s'emparer de la Deuxième Internationale et de ses partis réputés les plus « marxistes ». Dès les années 1897-1900, le révisionnisme avait son théoricien dans la social-démocratie allemande : Bernstein. Dans une série d'articles parus dans le « Neue Zeit » et dans un livre publié en français sous le titre « Socialisme théorique et socialisme pratique », il expliquait :

— le capitalisme fait preuve d'une capacité d'adaptation de plus en plus grande, ce qui se manifeste par le fait qu'il n'y a plus de crise générale grâce au développement des communications et de l'information ; la survie des classes moyennes, la différenciation des différentes branches de la production, et l'accès de larges couches du prolétariat au niveau des couches sociales ; l'amélioration de la situation économique du prolétariat ;

— la multiplication des sociétés par actions signifie que le capitalisme devient économiquement démocratique, résolvant progressivement d'une certaine façon la question de la propriété collective des moyens de production ;

— les syndicats et les coopératives ouvrières doivent, de réforme en réforme, permettre de supprimer le profit capitaliste comme moteur de la production ;

— la tâche de la social-démocratie consiste à faire progresser sans cesse la démocratie au moyen de l'action électorale et parlementaire, l'insertion dans le pouvoir d'Etat, dans l'Etat, pour le transformer.

L'aboutissant du révisionnisme se concrétise le plus clairement d'abord en France. En 1899, le « socialiste » Millerand entrait au gouvernement Waldeck-Rousseau. Pour la première fois depuis 1848, un « socialiste » participe à un gouvernement bourgeois. Jaurès, Briand, Viviani se prononcent pour. La question est posée : un socialiste peut-il participer à un gouvernement bourgeois ? Jaurès justifie cette participation en prétendant que

« tout en se dressant en révolutionnaires contre l'Etat bourgeois, ce n'est pas de loin qu'on combattra, c'est en s'installant au cœur même de la citadelle ».

Pour lui la participation à un gouvernement bourgeois, comme le vote du budget, est une question de circonstance, la participation ministérielle est complémentaire et de même nature que l'utilisation du Parlement.

En principe, le révisionnisme et le « ministérialisme » sont condamnés, d'abord par la social-démocratie allemande, ensuite par la Deuxième Internationale. Mais si la social-démocratie allemande maintient la nécessité de combattre pour la prise du pouvoir politique, elle se situe en réalité entièrement sur le terrain parlementaire. La résolution adoptée au congrès de la Deuxième Internationale qui se tient à Paris en 1900 condamne le « ministérialisme » tout en lui ouvrant la porte :

« L'entrée d'un socialiste isolé dans un gouvernement bourgeois ne peut être considérée comme le commencement normal de la conquête du pouvoir politique, mais seulement comme un expédient forcé, transitoire, exceptionnel. »

Toute la pratique de la Deuxième Internationale et de ses partis devient réformiste et révisionniste. Elle mènera à la capitulation, en août 1914, de chaque parti de la Deuxième

Internationale devant sa propre bourgeoisie (sauf le Parti bolchevique). La pratique opportuniste et révisionniste des partis de la Deuxième Internationale nourrit évidemment l'anarchisme, l'anarcho-syndicalisme, le rejet de la lutte politique, le recours à la phrase « révolutionnaire » et à l'invocation de la « grève générale » ainsi qu'une panacée. Cependant, en France par exemple, les anarchosyndicalistes se ralieront en même temps que les socialistes de toutes nuances à l'*« Union sacrée »*, au moment où la Deuxième Guerre mondiale se déchaînera. Ce qui prouve que ce n'est pas l'utilisation des élections, du Parlement, l'action politique, qui en est la cause. Elle réside, ainsi que Lénine l'a expliqué, en ce que, à partir de l'existence d'une aristocratie ouvrière, les appareils des partis socialistes et des centrales syndicales se sont adaptés à la société bourgeoise, ils sont devenus des appareils bourgeois à l'intérieur du mouvement ouvrier, « les lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise ».

L'adaptation de ces appareils à la société bourgeoise commence à se dessiner justement, alors que se noue la crise du système impérialiste qui va exploser dans la Première Guerre mondiale : au début du XX^e siècle. Rosa Luxemburg le remarque au moment de la grève générale belge de 1902, dont l'objectif est toujours d'arracher le suffrage universel plein et entier. Dans l'article cité plus haut, elle écrit :

« Si la défense des cléricaux fut désespérée déjà dans la dernière décennie du siècle passé, lorsqu'il ne s'agissait que du commencement des concessions, elle devait, selon toute apparence, devenir une lutte à mort maintenant qu'il est question de livrer le reste, la domination parlementaire elle-même. Il était évident que les discours bruyants à la Chambre ne pouvaient rien obtenir. Il fallait la pression maximum des masses pour vaincre la résistance maximum du gouvernement.

En face de cela, les hésitations des socialistes à proclamer la grève générale, l'espoir secret mais évident, ou tout au moins le désir de l'emporter, si possible, sans avoir recours à la grève générale, apparaissent dès

l'abord comme le premier symptôme affligeant du reflet de la politique libérale sur nos camarades, de cette politique qui, de tout temps, on le sait, a cru pouvoir ébranler les remparts de la réaction au son des trompettes de la grandiloquence parlementaire.

(...) En imposant *d'avance*, sous la pression des libéraux, des limites et des formes légales à sa lutte, en interdisant toute manifestation, tout élan de la masse, ils dissipaien la force politique latente de la grève générale, qui ne voulait de *toutes manières* être autre chose qu'une grève pacifique. Une grève générale enchaînée *d'avance* dans les fers de la légalité ressemble à une démonstration de guerre avec des canons dont la charge aurait été auparavant jetée à l'eau, sous les yeux des ennemis. Même un enfant ne s'affraie pas d'une menace « les poings dans les poches », ainsi que *Le Peuple* le conseillait sérieusement aux grévistes, et une classe au pouvoir luttant à la vie et à la mort pour le reste de sa domination politique s'en effraie moins encore. C'est précisément pour cela qu'en 1891 et 1893 il a suffi au prolétariat belge d'abandonner paisiblement le travail pour briser la résistance des cléricaux, qui pouvaient craindre que la paix ne se changeât en trouble et la grève en révolution. Voilà pourquoi, cette fois encore, la classe ouvrière n'aurait peut-être pas eu besoin de recourir à la violence, si les dirigeants n'avaient pas déchargé leur arme *d'avance*, s'ils n'avaient pas fait de l'expédition de guerre une parade dominicale et du tumulte de la grève générale une simple fausse alerte.

Mais, en second lieu, l'alliance avec les libéraux a anéanti l'autre effet, l'effet direct de la grève générale. La pression de la grève sur la bourgeoisie n'a d'importance politique que si la bourgeoisie est obligée de transmettre cette pression à ses supérieurs politiques, aux cléricaux qui gouvernent. Mais cela ne se produit que si la bourgeoisie se sent subitement assaillie par le prolétariat et se voit incapable d'échapper à cette poussée.

Cet effet se perd dès que la bourgeoisie se trouve dans une situation commode qui lui permet de reporter

sur les masses prolétariennes à sa remorque la pression qu'elle subit, plutôt que de la transmettre aux gouvernements cléricaux, et de se débarrasser ainsi d'un poids embarrassant par un simple mouvement d'épaule. La bourgeoisie belge se trouvait précisément dans cette situation au cours de la dernière campagne : grâce à l'alliance, elle pouvait déterminer les mouvements des colonies ouvrières et faire cesser la grève générale en cas de besoin. C'est ce qui arriva, et, dès que la grève commença à importuner sérieusement la bourgeoisie, celle-ci lança l'ordre de reprendre le travail. Et c'en fut fait de la « pression » de la grève générale.

Ainsi la défaite finale apparaît comme la conséquence inévitable de la tactique de nos camarades belges. Leur action parlementaire est restée sans effet parce que la pression de la grève générale à l'appui de cette action fit défaut. Et la grève générale resta sans effet parce que, derrière elle, il n'y avait pas le spectre menaçant du libre essor du mouvement populaire, le spectre de la révolution.

En un mot, l'action extra-parlementaire fut sacrifiée à l'action parlementaire, mais précisément à cause de cela toutes les deux furent condamnées à la stérilité et toute la lutte à l'échec. » (*Sur la grève générale.*)

LA GREVE GENERALE ET LA REVOLUTION DE 1905

Mais la grève générale conquiert des lettres de noblesse comme arme de combat du prolétariat au cours de la première révolution russe en 1905. Les lecteurs doivent se reporter à la brochure de Rosa Luxemburg « Grève générale (ou grève de masse), parti et syndicats », ainsi qu'au livre de Trotsky « 1905 ». Cet article ne peut que se borner à souligner l'essentiel. La grève générale du début de l'année 1905 ouvre la première révolution russe. Mais la grève générale de janvier-février 1905 vient de loin. Rosa Luxemburg écrit :

« La période actuelle, pour ainsi dire officielle, de la révolution russe, est avec raison datée du soulèvement

du prolétariat de Saint-Pétersbourg, le 22 janvier 1905, de ce défilé de 200 000 ouvriers devant le palais du tsar, qui se termina par un terrible massacre. La sanglante fusillade de Saint-Pétersbourg fut, comme on sait, le signal de l'explosion de la première série gigantesque de grèves en masse s'étendant en peu de jours sur toute la Russie et, de Saint-Pétersbourg, portant dans tous les coins de l'empire et les couches les plus étendues du prolétariat le rappel de la révolution. Mais ce soulèvement de Saint-Pétersbourg au 22 janvier n'était que le point culminant d'une grève en masse qui avait embrassé tout le prolétariat de la capitale des tsars en janvier 1905. Or, cette grève de janvier à Saint-Pétersbourg eut lieu incontestablement sous l'influence immédiate de la gigantesque grève générale qui avait éclaté peu auparavant, en décembre 1904, dans le Caucase, à Bakou, et tint longtemps toute la Russie haletante. Mais, à leur tour, les événements de décembre à Bakou n'étaient qu'un dernier et vigoureux rejeton des grandes grèves qui, en 1903 et 1904, avaient, comme un tremblement de terre périodique, ébranlé tout le midi de la Russie, et dont le prologue fut la grève de Batoum, dans le Caucase, en mars 1902. Enfin, ce premier mouvement de grève en masse dans la chaîne continue des éruptions révolutionnaires actuelles n'est lui-même séparé que par cinq ou six années de la grève générale des ouvriers textiles de Saint-Pétersbourg, en 1896 et 1897. Et si le mouvement d'alors semble séparé de la révolution d'aujourd'hui par quelques années de calme apparent et de réaction énergique, tout homme qui connaît l'évolution politique intérieure du prolétariat russe jusqu'au degré actuel de conscience de classe et d'énergie révolutionnaire fera commencer l'histoire de la période présente de luttes en masse avec ces grèves générales de Saint-Pétersbourg. Elles ont, entre autres, pour le problème de la grève en masse, cette importance qu'elles contiennent déjà en germe tous les éléments principaux des grèves en masse qui suivirent. »

Tout ce processus est évidemment inséparable du développement de tous les rapports économiques, sociaux et

politiques qui ont lieu en Russie au cours de cette période. Le vieil empire des tsars est déjà profondément miné, brutalement intégré au capitalisme mondial au moment où celui-ci parvient à son stade impérialiste. Les contradictions explosives de l'époque de l'impérialisme se nouent à celles du vieil empire, le déstabilisent complètement. La guerre contre le Japon et la défaite démontrent l'extrême faiblesse de la Russie des tsars et précipitent la révolution. Quant à la grève générale de janvier 1905,

« là encore, l'occasion fut, comme on sait, minime. Deux ouvriers des chantiers Poutilov avaient été renvoyés parce qu'ils appartenaient à l'association « légale » de Zoubatov. Cette mesure de rigueur provoqua, le 16 janvier, une grève de solidarité de tous les ouvriers de ces chantiers, au nombre de 12 000. Les social-démocrates commencèrent, à l'occasion de la grève, une vive agitation pour l'extension des revendications, et posèrent celles de la journée de huit heures, du droit de coalition, de la liberté de parole et de la presse, etc. La fermentation des ateliers Poutilov gagna rapidement les autres prolétaires et, en peu de jours, 140 000 ouvriers étaient en grève. Des délibérations en commun et des discussions orageuses conduisirent à l'élaboration de cette charte prolétarienne des libertés civiques, portant en tête la journée de huit heures, et avec laquelle, le 22 janvier, 200 000 ouvriers, conduits par le prêtre Gapone, défilèrent devant le palais du tsar. En une semaine, le conflit des deux ouvriers renvoyés des chantiers de Poutilov s'est transformé en prologue de la plus grosse révolution des temps modernes.

Les événements qui suivirent sont connus : le massacre de Saint-Pétersbourg provoquait en janvier et février, dans tous les centres industriels et les villes de Russie, de Pologne, de Lituanie, des provinces baltiques, du Caucase, de la Sibérie, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, de gigantesques grèves en masse et grèves générales. Mais, si l'on y regarde de plus près, les grèves en masse se produisent dès lors sous d'autres formes que dans la période précédente. Cette fois, les organisations social-

démocrates prirent partout les devants par des appels, partout c'est la solidarité révolutionnaire avec le prolétariat de Saint-Pétersbourg qui fut expressément marquée comme le motif et le but de la grève générale, partout il y eut aussitôt des manifestations, des discours, des combats avec la troupe. Pourtant, là non plus, il ne fut question ni de plan préalable, ni d'action organisée, car les appels des partis pouvaient à peine aller du même pas que les soulèvements spontanés de la masse ; à peine les dirigeants avaient-ils le temps de formuler les mots d'ordre de la foule des prolétaires se ruant en avant.

Autre différence : les grèves en masse et générales antérieures avaient leur origine dans le concours de diverses luttes pour les salaires, lesquelles, dans la tendance générale de la situation révolutionnaire et sous l'impulsion de l'agitation des social-démocrates, devenaient vite des manifestations politiques ; l'élément économique et la dispersion syndicale étaient le point de départ, l'action de classe combinée et la direction politique étaient le résultat final. Ici, le mouvement se fait à rebours. Les grèves générales de janvier-février éclatèrent tout d'abord comme action révolutionnaire unie, sous la direction de la social-démocratie ; mais cette action se rompt bientôt en une infinité de grèves locales, parcellaires, économiques, dans diverses régions, villes, professions, usines.

Durant tout le printemps de 1905 jusqu'au plein été, fermenta dans l'empire géant une lutte économique infatigable de tout le prolétariat contre le capital, lutte qui gagna par en haut les professions libérales et petites-bourgeoises, employés de commerce, de banque, ingénieurs, comédiens, artistes, et pénétra par en bas jusque chez les gens de maison, les agents subalternes de la police, jusque même dans les couches du « lumpenprolétariat », débordant en même temps de la ville dans les campagnes et frappant même aux portes des casernes. »

Le massacre du dimanche sanglant (le 9 janvier selon le calendrier russe, le 22 janvier selon notre calendrier) impulsait le développement d'une

grève générale qui s'annonçait. En octobre 1905 une nouvelle grève générale déferlait

« comme réponse au projet de Douma Boulyguine, la seconde grève générale étendue à tout l'empire et dont les travailleurs des chemins de fer donnent le mot d'ordre. Cette seconde grande action révolutionnaire du prolétariat présente déjà un caractère essentiellement différent de la première, celle de janvier. L'élément de conscience politique y joue un bien plus grand rôle. A la vérité, ici encore, la première occasion de grève en masse a été secondaire et en apparence fortuite : c'est le conflit des cheminots avec l'administration à propos de la caisse des retraites. Mais le soulèvement général du prolétariat industriel qui suivit est soutenu par une claire idée politique. Le prologue de la grève de janvier avait été une supplique au tsar pour la liberté politique ; le mot d'ordre de la grève d'octobre était : Finissons-en avec la comédie constitutionnelle du tsarisme ! Et, grâce au résultat immédiat de la grève générale : le manifeste du tsar du 30 octobre, le mouvement ne rentre pas en lui-même, comme en janvier, pour aller retrouver les commencements de la lutte de classe économique ; il déborde au-dehors dans une ardente activité de la liberté politique nouvellement conquise. Manifestations, réunions, une jeune presse, des discussions politiques au grand jour et des massacres sanglants comme fin de chanson, là-dessus nouvelles grèves générales et nouvelles manifestations — tel est l'orageux tableau que présentent les journées de novembre et décembre.

En novembre, à l'appel de la social-démocratie, s'organise à Saint-Pétersbourg la première grève en masse de démonstration, pour protester contre les massacres et l'établissement de l'état de siège en Livonie et en Pologne. La fermentation qui suit le court rêve constitutionnel et le cruel réveil mène finalement, en décembre, à l'explosion de la troisième grève générale en masse dans tout l'empire. Cette fois encore, le cours et l'issue en sont tout autres que dans les deux premiers cas. L'action politique ne se tourne plus en action économique, comme en

janvier, mais elle n'obtient pas non plus une victoire rapide, comme en octobre. La camarilla tsariste ne renouvelle pas les essais tentés avec la véritable liberté politique (...). Par l'évolution logique interne des événements qui se déroulent, la grève en masse se transforme cette fois en révolte ouverte, en lutte armée de rue et de barricades à Moscou. Les journées de décembre à Moscou terminent la première année de la révolution, si laborieuse, comme point culminant de la ligne ascendante de l'action politique et du mouvement de grève en masse. »

Après elles s'amorce le reflux de la révolution.

Rosa Luxemburg définit remarquablement le contenu de la grève générale :

« Grèves politiques et économiques, grèves en masse et partielles, grèves de démonstration et de combat, grèves générales d'une ville, luttes pacifiques pour les salaires et batailles de rue, combats de barricades — tout cela se croise, se côtoie, se traverse, se mêle : mer de phénomènes éternellement mouvante et changeante. Et la loi du mouvement de ces phénomènes devient claire : elle n'est pas dans la grève en masse elle-même, ni dans ses caractères techniques, mais bien dans les rapports politiques et sociaux des forces de la révolution. La grève en masse n'est que la forme revêtue par la lutte révolutionnaire et toute modification dans les rapports des forces aux prises, dans le développement du parti et dans la séparation des classes, dans la position de la contre-révolution, agit immédiatement, par mille voies invisibles et incontrôlables, sur l'action de la grève. Mais avec cela cette action même ne cesse presque pas un instant. Elle est la pulsation vivante de la révolution et en même temps son plus puissant ressort. En un mot, la grève en masse, telle que nous la montre la révolution russe, n'est pas un moyen ingénieux, inventé pour donner plus de force à la lutte prolétarienne ; elle est le mode de mouvement de la masse prolétarienne, la forme de manifestation de la lutte prolétarienne dans la révolution. »

un rôle déterminant dans les processus révolutionnaires à l'époque impérialiste

La révolution russe de 1905 peut être considérée non seulement comme la répétition de la révolution russe de 1917, mais encore comme la préface à l'époque de la révolution prolétarienne mondiale. Dans toutes les révoltes prolétariennes qui ont eu lieu depuis, la « grève de masse », la grève générale, a joué un rôle déterminant dans le processus révolutionnaire. A chaque fois, elle a été l'indispensable « rassemblement des opprimés contre les oppresseurs ».

LA GREVE GENERALE EN FEVRIER 1917 ET NOVEMBRE 1918

A propos de la révolution de février 1917, Trotsky écrit :

« Le 23 février, c'était la "Journée internationale des femmes". On projetait, dans les cercles de la social-démocratie, de donner à ce jour sa signification par les moyens d'usage courant : réunions, discours, tracts. La veille encore, il ne serait venu à la pensée de personne que cette « Journée des femmes » pût inaugurer la révolution. Pas une organisation ne préconisa la grève ce jour-là. Bien plus, une organisation bolcheviste, et des plus combatives, le comité du rayon essentiellement ouvrier de Vyborg, déconseillait toute grève. L'état d'esprit des masses, d'après le témoignage de Kaïourov, un des chefs ouvriers du rayon, était très tendu et chaque grève menaçait de tourner en collision ouverte. Mais comme le comité estimait que le moment d'ouvrir les hostilités n'était pas encore venu — le parti n'étant pas encore assez fort et la liaison entre ouvriers et soldats étant trop insuffisante — il avait donc décidé de ne point faire appel à la grève, mais de se préparer à l'action révolution-

naire pour une date indéterminée. Telle fut la ligne de conduite préconisée par le comité à la veille du 23, et il semblait que tous l'eussent adoptée. Mais le lendemain matin, en dépit de toutes les directives, les ouvrières du textile quittèrent le travail dans plusieurs fabriques et envoyèrent des déléguées aux métallos pour leur demander de soutenir la grève. C'est "à contre-cœur", écrit Kaïourov, que les bolcheviks marchèrent, suivis par les ouvriers mencheviks et socialistes-révolutionnaires. Mais, du moment qu'il s'agissait d'une grève de masse, il fallait engager tout le monde à descendre dans la rue et prendre la tête du mouvement : telle fut la résolution que proposa Kaïourov, et le comité de Vyborg se vit contraint de l'approuver. "L'idée d'une manifestation mûrissait depuis longtemps parmi les ouvriers mais, à ce moment, personne ne se faisait encore une idée de ce qui en sortirait." Prenons bonne note de ce témoignage d'un participant, très important pour la compréhension du mécanisme des événements. »

Le mouvement est lancé. La grève générale alimente les manifestations. Les manifestations étendent la grève générale. Mais ce ne sont là que les moyens de la mobilisation au grand jour des opprimés. Mouvements de masse, combats partiels avec le patron, début d'armement des masses en lutte, contacts avec les soldats, amènent à la victoire de la révolution lorsque les soldats s'insurgent et passent ouvertement du côté de la révolution. Ainsi, en cinq jours, la monarchie est balayée. L'ouvrier a fait sa jonction avec le paysan sous l'uniforme.

Tout au cours de la révolution russe, en avril, en juin, en juillet, grèves générales et manifestations

immenses rassemblent à nouveau les masses à la tête desquelles marche le prolétariat. Ainsi les masses fusionnent, deviennent un corps, le prolétariat se constitue en classe s'exprimant et agissant. En octobre, l'insurrection bolchevique a l'aspect d'une opération militaire, d'un coup d'Etat. Mais elle est la plus haute forme de mobilisation ordonnée du prolétariat comme classe. Elle inclut par conséquent la grève générale bien qu'elle la dépasse de loin.

La révolution allemande de novembre 1918 est également précédée de grèves de masse en 1917. La révolution combine soulèvements de métallos et de soldats, grève générale, manifestations de masse, assauts contre les prisons.

« Dans la soirée, les hommes de confiance du parti social-démocrate dans les entreprises présentent leurs rapports aux responsables : ils sont unanimes à affirmer que, dans toutes les usines, les ouvriers sont prêts à passer à l'action le 9 novembre, et qu'il ne saurait être question de chercher désormais à les retenir. Les appels au combat vont parvenir à des hommes décidés à se battre de toute façon.

La révolution est désormais lancée. Ceux qui la voulaient et cherchaient à la préparer, ceux qui la désiraient mais qui n'y croyaient pas et souhaitaient qu'elle soit provoquée, ceux qui ne la voulaient pas et l'avaient jusqu'au dernier moment combattue, vont, ensemble, prendre le train en marche. Les nouvelles qui parviennent de toutes les régions d'Allemagne dans la nuit du 8 au 9 le confirment : ici les marins, là les soldats, lancent des manifestations, tandis que les ouvriers se mettent en grève. On désigne des conseils d'ouvriers et de soldats. Les prisons sont prises d'assaut. Le drapeau rouge, emblème de la révolution mondiale, flotte sur les édifices publics. » (Pierre Broué - *Révolution en Allemagne*).

Désormais toute véritable crise révolutionnaire verra la combinaison de la grève de masse, de la grève générale, des manifestations, des combats de rue, de l'armement du prolétariat, de la dislocation de l'armée, sinon du

passage des soldats du côté de la révolution, cela à des degrés divers.

Ici, il est utile de remarquer que grève générale et grève de masse ne sont pas nécessairement identiques. Rosa Luxemburg montre que, dans la Russie des années précédant la révolution de 1905 et pendant cette révolution, de nombreuses grèves de masse déferlent, qui ne mettent en mouvement qu'une partie ou un secteur du prolétariat. Par contre, en janvier et en octobre 1905, il s'agit d'authentiques grèves générales. Mais les grèves de masse s'intègrent dans le processus révolutionnaire. Elles préparent la grève générale ou la prolongent. Là où, tel un bouillonnement, les grèves de masse déferlent, la grève générale n'est pas loin, bien qu'il se peut qu'elle ne se produise pas. Inversement, toute grève générale n'est pas obligatoirement précédée de grèves de masse. Il est important de ne pas procéder par schéma. Une chose est certaine : lorsque des centaines de milliers de prolétaires se mettent en mouvement, que déferlent les grèves de masse, c'est que tout le prolétariat bouillonne, c'est qu'il se produit une fermentation générale à l'intérieur de la classe ouvrière : grève générale et révolution sont à l'ordre du jour.

LA GREVE GENERALE CONTRE LE COUP D'ETAT DE KAPP

Dans un pays aussi industrialisé que l'Allemagne, la grève générale montrera sa redoutable puissance en mars 1920. Elle brisera le coup d'Etat militaire que le général von Lüttwitz a organisé avec la participation de l'état-major et du représentant des junkers prussiens et des hauts fonctionnaires impériaux. Pierre Broué rapporte :

« Les insurgés lancent un ultimatum qui exige la démission d'Ebert et l'élection d'un nouveau président, la dissolution du Reichstag et de nouvelles élections, et, en attendant, un cabinet de techniciens avec un général au ministère de la Guerre. Noske, qui convoque les chefs militaires non

liés au complot dans son bureau à 1 h 30, s'entend répondre qu'il n'est pas question de résister les armes à la main. Le conseil des ministres, réuni à 3 h, décide finalement d'évacuer la capitale, n'y laissant que deux de ses membres, dont le vice-chancelier Schiffer : avant l'aube, la quasi-totalité du gouvernement et plus de deux cents députés ont pris la route de Dresde, où ils pensent trouver protection auprès du général Maercker.

Aux premières heures de la matinée, les hommes d'Ehrhardt occupent Berlin, hissant le drapeau impérial sur les édifices publics. Installé à la chancellerie, Kapp promulgue ses premiers décrets, proclame l'état de siège, suspend tous les journaux, nomme commandant en chef le général von Lüttwitz. A midi, il peut considérer que tous les états-majors et toutes les forces de police de la région militaire de Berlin se sont ralliés à son entreprise. Inquiets de l'attitude du général Maercker, les membres du gouvernement ont repris la route, cette fois dans la direction de Stuttgart, où ils pensent pouvoir compter sur le général Bergmann. Au soir du 13 mars, il semble que le putsch l'ait emporté sans effusion de sang puisque, nulle part, ni l'armée ni la police ne font mine de s'y opposer, et les autorités du Nord et de l'Est reconnaissent le nouveau gouvernement.

Pendant que le gouvernement prend la fuite, la résistance s'organise pourtant. Dès le matin, Legien réunit la commission générale des syndicats : à 11 heures, celle-ci lance le mot d'ordre de grève générale. De son côté, Wels, un des rares dirigeants social-démocrates à être resté sur place, fait rédiger et imprimer une affiche, qu'il fait suivre des signatures des ministres social-démocrates — qu'il n'a évidemment pas consultés — et qui appelle à la grève générale sur le thème de l'union contre la contre-révolution et pour la défense de la république. Le parti social-démocrate indépendant appelle aussi les ouvriers à la grève générale "pour la liberté, pour le socialisme révolutionnaire, contre la dictature militaire et le rétablissement de la monarchie".

Dès le 14 mars, qui est pourtant un dimanche, il est possible de mesurer l'emprise et l'ampleur du mouvement. Les trains s'arrêtent les uns après les autres. A Berlin, à 17 heures, il n'y a plus ni trams, ni eau, ni gaz, ni électricité. Un peu partout éclatent des bagarres entre militaires et ouvriers. La veille, il y a déjà eu des réactions : à Chemnitz, à l'initiative des communistes que dirige Bandler, constitution d'un comité d'action comprenant les syndicats et tous les partis ouvriers : il prend les devants, en l'absence de troupes, constitue une milice ouvrière, l'*Arbeiterwehr*, qui occupe la gare, la poste, l'hôtel de ville. A Leipzig, les négociations sont entamées entre partis ouvriers, mais les communistes refusent de signer le texte préparé par les autres organisations pour appeler à la grève générale. Dans la nuit du 13 au 14, les premiers incidents violents se produisent à Dortmund, entre la police et des manifestants ouvriers. Le 14, les premiers combats commencent dans la Ruhr. Le général von Watter donne à ses troupes l'ordre de marcher sur Hagen, où les ouvriers s'arment : social-démocrates et indépendants lancent un appel commun à la grève générale. A Leipzig, les hommes des corps francs ouvrent le feu sur une manifestation ouvrière : il y a vingt-deux morts, et les combats se poursuivent. A Chemnitz, les organisations ouvrières décident la constitution immédiate d'une milice ouvrière de 3 000 hommes.

(...) En fait, dès le 15 mars, le gouvernement Kapp-Lüttwitz est complètement paralysé. Le socialiste belge Louis De Brouckère écrit :

"La grève générale (...) les étreint maintenant de sa puissance terrible et silencieuse."

Tout est mort dans Berlin, où le pouvoir ne parvient pas à faire imprimer une seule affiche. Au contraire, dans la Ruhr, où le corps franc Lichtschlag s'est mis en mouvement, il a été tout de suite attaqué par des détachements d'ouvriers armés. On se bat, de même, à Leipzig, à Francfort, à Halle et à Kiel. Les marins de Wilhelmshaven se sont mutinés, et arrêté l'amiral von Leventzow et quatre cents officiers.

(...) Dans la Ruhr, un phénomène comparable, mais qui entraîne des masses ouvrières plus nombreuses, donne naissance à ce qu'on appellera l'« armée rouge » : un comité d'action formé à Hagen sous l'impulsion des militants indépendants Stemmer, un mineur, et Josef Ernst, métallo, crée un « comité militaire » : en quelques heures, 2 000 travailleurs en armes marchent sur Wetter, où les ouvriers sont aux prières avec les corps francs.

Le 16 mars, il semble qu'on se batte ou qu'on s'y prépare dans l'Allemagne entière, sauf peut-être dans la capitale, où la supériorité militaire des troupes semble écrasante. L'« armée rouge » des ouvriers de la Ruhr marche sur Dortmund. Les corps francs et la Reichswehr tiennent le centre de Leipzig contre des détachements ouvriers improvisés. A Kottbus, le major Buchrucker donne l'ordre de fusiller sur place tout civil porteur d'armes. A Stettin, où s'est constitué un comité d'action sur le modèle de Chemnitz, c'est dans la garnison qu'on se bat entre partisans et adversaires du putsch.

A Berlin, Kapp, aux abois, négocie avec le vice-chancelier Schiffer, qui représente le gouvernement Bauer. Kapp accepte dans l'intérêt commun que le général Groener tente une médiation auprès du président Ebert. Mais Ebert ne se presse pas. Kapp, aux prises avec la grève générale, lutte en réalité "contre des problèmes qui dépassent les forces humaines", selon l'expression de Benoist-Méchin. Son gouvernement est en quelque sorte suspendu dans le vide. Le pain, la viande, commencent à manquer dans la capitale. Le directeur de la Reichsbank refuse de payer les dix millions de marks que lui réclame Kapp. Le 16 mars, à 13 heures, celui-ci donne l'ordre "de fusiller les meneurs et les ouvriers des piquets de grève à partir de 16 heures". Cette fois, c'est le grand patronat lui-même qui s'émeut devant une mesure qui risque de déclencher la guerre civile ; à la tête d'une délégation, Ernst von Borsig en personne assure à Kapp qu'il faut renoncer à la force :

"L'unanimité est si grande au sein de la classe ouvrière qu'il est

impossible de distinguer les meneurs des millions d'ouvriers qui ont cessé le travail."

Les ouvriers de la Ruhr ont repris Dortmund à 6 heures du matin. Dans la nuit du 16 au 17, un régiment de pionniers se mutine à Berlin même, emprisonne ses officiers. Il faut l'intervention du fer de lance du putsch, la brigade de marine Ehrhardt, pour obtenir leur libération. Si les putschistes s'obstinent, la guerre civile est inévitable et la victoire ouvrière probable, tant sur eux que sur le gouvernement, dont la base et les possibilités d'action se restreignent d'heure en heure, puisque l'armée, putschiste ou "neutre", a cessé désormais d'être sûre.

Le 17 mars, Kapp, qui a pris conscience de sa défaite, choisit la fuite. Pressé par des officiers plus politiques que lui de mettre fin à l'aventure, le général von Lüttwitz l'imitera à quelques heures de distance, laissant même au vice-chancelier Schiffer le soin de rédiger sa lettre d'explication. Ses adjoints, qui ne répondent déjà plus de leurs troupes, demandent que le commandement soit remis à un général qui ne se soit pas compromis dans le putsch : von Seeckt sera cet homme providentiel. Au total, le putsch n'a pas duré plus d'une centaine d'heures, et il a bel et bien été écrasé par la réaction ouvrière, au premier chef la grève générale.

Mais les conséquences n'en sont pas épousées. Le même jour en effet éclatent à Berlin les premiers combats armés : échange de coups de feu à Neukölln, construction de barricades par les ouvriers à la porte de Kottbus. A Nuremberg, la Reichswehr tire sur une manifestation ouvrière, faisant vingt-deux morts et déclenchant en contre-coup une véritable insurrection. A Suhl, les milices ouvrières s'emparent d'un centre d'entraînement de la Reichswehr et y mettent la main sur un important stock d'armes et de munitions. A Dortmund, la police, contrôlée par les socialistes, se range du côté de l'"armée rouge" contre les corps francs. Partout la grève générale se poursuit. La question est désormais de savoir si la fuite précipitée de Kapp va permettre de l'arrêter, et à

quel prix, ou bien si la vague révolutionnaire imprudemment soulevée par les kappistes conduit à une nouvelle guerre civile. »

La faiblesse et les erreurs du Parti communiste allemand, les hésitations du Parti social-démocrate indépendant, le rôle que la direction réformiste des syndicats a joué dans le déclenchement de la grève générale permettront que le mouvement soit finalement canalisé et que la grève générale cesse le 22 mars. Un nouveau gouvernement social-démocrate est formé, que préside Hermann Müller.

Ce même gouvernement Müller confiera au général von Watter le soin de rétablir l'ordre dans la Ruhr et d'y écraser l'*« armée rouge »*. P. Broué écrit :

« Le 3 avril, les troupes de von Watter se mettent en marche. Elles ne rencontrent qu'une résistance sporadique, le chaos et la discorde entre dirigeants paralysant toute velléité de coordination de la défense. Le comportement des troupes pendant cette récupération du bassin est tel qu'il provoque l'indignation de Severing lui-même. Bientôt les tribunaux militaires vont frapper de lourdes peines de prison les militants ouvriers accusés de crimes ou de délits de droit commun, en réalité mesures de réquisition ou de combat. Un mois après l'écrasement du putsch par la grève générale, les complices des putschistes prennent dans la Ruhr une bonne revanche. »

Legien, le vieux leader syndical réformiste ayant maintes fois condamné le recours à la grève générale, a déclenché la grève générale contre le coup d'Etat de Kapp. A ce titre, elle mérite que l'on s'y arrête car elle présente un cas particulier, illustrant notamment les contradictions du réformisme, qui peut être caractérisé comme classique. Le même Legien se refuse à lever le petit doigt pour empêcher le massacre de l'*« armée rouge »* et des ouvriers de la Ruhr par la Reichswehr, alors qu'ils ont joué un rôle considérable au cours de la grève générale qui a écrasé le coup d'Etat de Kapp.

LA GREVE PAR « VAGUES » DE 1920 EN FRANCE

Au cours de toute cette période, la grève générale est un des chaînons dans tous les processus révolutionnaires plus ou moins développés qui se produisirent en Autriche, en Hongrie, en Italie, en Espagne, etc. Il n'est pas possible de s'y arrêter dans le cadre de cet article. Il faut cependant signaler le mouvement gréviste de 1920 en France et la grève générale en Angleterre en 1926.

Au début de l'année 1920, en France, une première grève des cheminots éclate à la suite de la mise à pied de deux jours infligée au cheminot Campanaud pour s'être absenté de son travail afin de se rendre à une réunion syndicale. L'ordre de grève est donné sur le PLM et la compagnie du PLM révoque 500 cheminots. La fédération lance l'ordre de grève générale des cheminots. E. Dolléans écrit :

« A l'appel de grève générale, tous les réseaux, à l'exception de celui du Nord, ont répondu. Au bout de quelques jours, l'arrêt du travail est presque complet sur toutes les lignes. Le gouvernement décide la mobilisation militaire des cheminots, mais n'ordonne d'abord que celle de trois classes du service actif. La fédération des mineurs, celle des métaux, les dockers votent des ordres du jour de solidarité avec les cheminots ; dans les mines de houille du Pas-de-Calais, éclatent des grèves partielles. Le gouvernement ne poursuivit pas jusqu'au bout le geste qu'il avait ébauché. L'enjeu ne lui parut pas justifier le risque. Il décida de faire un geste lui permettant de détacher du bloc gréviste la majorité des cheminots. Celle-ci ne pouvait se laisser séduire par l'exécution des promesses si longtemps différées. Pour dénouer une grève qu'elle n'avait pas voulue, A. Millerand s'adresse à la fédération des cheminots. La CGT, de son côté, estime le mouvement de grève prématûrément, son Conseil économique du travail n'ayant pas encore mis au point un plan de gestion des services publics. Sur l'injonction du président du conseil, la commission Tissier, sortie de son sommeil, a préparé les bases d'un accord éventuel entre les

quel prix, ou bien si la vague révolutionnaire imprudemment soulevée par les kappistes conduit à une nouvelle guerre civile. »

La faiblesse et les erreurs du Parti communiste allemand, les hésitations du Parti social-démocrate indépendant, le rôle que la direction réformiste des syndicats a joué dans le déclenchement de la grève générale permettront que le mouvement soit finalement canalisé et que la grève générale cesse le 22 mars. Un nouveau gouvernement social-démocrate est formé, que préside Hermann Müller.

Ce même gouvernement Müller confiera au général von Watter le soin de rétablir l'ordre dans la Ruhr et d'y écraser l'*« armée rouge »*. P. Broué écrit :

« Le 3 avril, les troupes de von Watter se mettent en marche. Elles ne rencontrent qu'une résistance sporadique, le chaos et la discorde entre dirigeants paralysant toute velléité de coordination de la défense. Le comportement des troupes pendant cette récupération du bassin est tel qu'il provoque l'indignation de Severing lui-même. Bientôt les tribunaux militaires vont frapper de lourdes peines de prison les militants ouvriers accusés de crimes ou de délits de droit commun, en réalité mesures de réquisition ou de combat. Un mois après l'écrasement du putsch par la grève générale, les complices des putschistes prennent dans la Ruhr une bonne revanche. »

Legien, le vieux leader syndical réformiste ayant maintes fois condamné le recours à la grève générale, a déclenché la grève générale contre le coup d'Etat de Kapp. A ce titre, elle mérite que l'on s'y arrête car elle présente un cas particulier, illustrant notamment les contradictions du réformisme, qui peut être caractérisé comme classique. Le même Legien se refuse à lever le petit doigt pour empêcher le massacre de l'*« armée rouge »* et des ouvriers de la Ruhr par la Reichswehr, alors qu'ils ont joué un rôle considérable au cours de la grève générale qui a écrasé le coup d'Etat de Kapp.

LA GREVE PAR « VAGUES » DE 1920 EN FRANCE

Au cours de toute cette période, la grève générale est un des chaînons dans tous les processus révolutionnaires plus ou moins développés qui se produisirent en Autriche, en Hongrie, en Italie, en Espagne, etc. Il n'est pas possible de s'y arrêter dans le cadre de cet article. Il faut cependant signaler le mouvement gréviste de 1920 en France et la grève générale en Angleterre en 1926.

Au début de l'année 1920, en France, une première grève des cheminots éclate à la suite de la mise à pied de deux jours infligée au cheminot Campanaud pour s'être absenté de son travail afin de se rendre à une réunion syndicale. L'ordre de grève est donné sur le PLM et la compagnie du PLM révoque 500 cheminots. La fédération lance l'ordre de grève générale des cheminots. E. Dolléans écrit :

« A l'appel de grève générale, tous les réseaux, à l'exception de celui du Nord, ont répondu. Au bout de quelques jours, l'arrêt du travail est presque complet sur toutes les lignes. Le gouvernement décide la mobilisation militaire des cheminots, mais n'ordonne d'abord que celle de trois classes du service actif. La fédération des mineurs, celle des métaux, les dockers votent des ordres du jour de solidarité avec les cheminots ; dans les mines de houille du Pas-de-Calais, éclatent des grèves partielles. Le gouvernement ne poursuivit pas jusqu'au bout le geste qu'il avait ébauché. L'enjeu ne lui parut pas justifier le risque. Il décida de faire un geste lui permettant de détacher du bloc gréviste la majorité des cheminots. Celle-ci ne pouvait se laisser séduire par l'exécution des promesses si longtemps différées. Pour dénouer une grève qu'elle n'avait pas voulue, A. Millerand s'adresse à la fédération des cheminots. La CGT, de son côté, estime le mouvement de grève prématûrément, son Conseil économique du travail n'ayant pas encore mis au point un plan de gestion des services publics. Sur l'injonction du président du conseil, la commission Tissier, sortie de son sommeil, a préparé les bases d'un accord éventuel entre les

cheminots et les compagnies. M. Millerand offre sa médiation. La fédération des cheminots et les compagnies l'acceptent. Le 1^{er} mars, l'accord est signé et les représentants des cheminots demandent à la commission administrative de la CGT d'y souscrire.

Quelles étaient les conditions de l'arbitrage ? La détermination rapide des échelles de salaires par la commission Tissier, la promesse de fixer le statut des délégués syndicaux. Enfin et surtout, la grève n'entraînera pas de révocations.

L'ordre de reprise du travail est lancé ; les syndicalistes révolutionnaires critiquent la fédération des cheminots, "la grande responsable de l'échec de la grève générale". Par contre, ils ménagent la CGT. Même, le 2 mars, le comité de grève fait appel au bureau confédéral et à Georges Dumoulin pour qu'il vienne, aux côtés de Monmousseau, affirmer la victoire des cheminots et recommander la reprise du travail. »

Mais, en réalité, la prudence du gouvernement lui est commandée parce que la grève générale des cheminots est annonciatrice d'une grève générale de l'ensemble des corporations.

« En avril, au congrès des cheminots, à la salle Japy, le bureau fédéral est mis en cause et condamné. Les conditions de l'accord de mars n'avaient pas été respectées par les compagnies : d'où une irritation naturelle qui explique le vote d'un ordre du jour adressant au gouvernement une mise en demeure. Le président du conseil, alors à San Remo, répond aussitôt en refusant de reviser l'accord signé. Le congrès décide donc la grève immédiate et pose comme revendications : la nationalisation des chemins de fer, la réintégration des cheminots, l'abandon des poursuites judiciaires et la reconnaissance du droit syndical.

La décision des cheminots, portée à la connaissance de la CGT, est un appel au concours de l'administration confédérale. Les rédacteurs de l'ordre du jour espèrent pouvoir ainsi entraîner les grandes organisations syndicales, "déclencher les vagues

successives d'assaut". Mais il faut obtenir l'assentiment de la CGT, car le second ordre du jour a été voté par une majorité plus faible. Une troisième motion, votée le 25 avril à Aubervilliers, décide la grève générale de tous les réseaux, mais en laissant au nouveau bureau fédéral le soin d'en fixer la date et d'examiner, en accord avec la CGT, si le 1^{er} mai doit être le pivot de l'action.

Le 28 avril, Jouhaux déclare à la commission administrative : "Il y a un saut à faire : il faut le faire couramment. Il ne saurait être question de tendances. Les responsabilités devront être partagées, quelle que soit l'issue de la lutte. La CGT entend se réservé la direction du mouvement ainsi que ses conclusions." En fait, par 28 voix contre 22, le comité fédéral des cheminots avait voté la grève générale pour le 30 avril. Le comité fédéral met ainsi la CGT devant le fait accompli, puisque les ordres de grève sont lancés avant que la commission administrative de la CGT se soit réunie.

Le 1^{er} mai 1920 est fêté par toute la France d'une façon exceptionnelle. Il est suivi de grèves de solidarité dans la région lyonnaise en faveur des cheminots ; du 11 au 16 mai, chômage général pour les tramways, à Lyon et à Saint-Etienne, et dans le bâtiment ; dans les mines de Saint-Etienne, de Montceau-les-Mines, chez les métallurgistes de Lyon. Grève générale des ouvriers imprimeurs à Lyon ; du 17 au 23 mai, les quotidiens n'ont pas paru.

La grève des cheminots se développe. Des manifestes adoptés par la fédération des cheminots et la CGT réalisent l'accord sur la tactique de la grève, la tactique des vagues successives : mineurs, marins, dockers doivent entrer dans la lutte afin de paralyser la vie économique. »

Cela signifie que le bureau confédéral est contre la grève générale et en sabote la possibilité au moyen d'une « tactique » qui sera reprise plus tard par les staliniens en novembre-décembre 1947 (voir dans le n° 589 de « La Vérité » l'article sur la grève Renault).

La grève des cheminots s'effrite. Le 15 mai, la commission administrative

de la CGT invite les cheminots à reprendre le travail. La grève est battue : des centaines et des centaines de révocations sont prononcées, des militants syndicalistes-révolutionnaires sont arrêtés dès le 3 mai. Pierre Monatte, ensuite Levesque, Midol et Monmousseau, le 19 mai. Millerand, l'ancien ministre « socialiste » du gouvernement Waldeck-Rousseau, intente des poursuites contre les secrétaires confédéraux et demande au parquet la dissolution de la CGT.

Les grèves de 1920 ont une grande importance en ce qu'elles marquent une étape de la lutte des classes en France. Pour la première fois depuis la Commune, un mouvement prolétarien d'une si vaste ampleur a lieu ; pour la première fois en termes réels de lutte de classe et non de résolutions et de discours gauchistes de congrès, la grève générale est à l'ordre du jour. Mais aussi l'éclatante démonstration est faite de comment une direction ouvrière peut, au nom de la grève générale, trahir la grève générale.

LA GREVE GENERALE EN ANGLETERRE

De cela, la grève générale anglaise fournit un autre exemple. Comme souvent, cette grève générale est venue de loin. Ses origines profondes sont dans la crise qui étreint l'impérialisme anglais, qui était encore avant la guerre l'impérialisme dominant et dont la dégringolade est commencée et se précipite. (Voir « Où va l'Angleterre ? » de Trotsky.) Mais il se bat pour conserver sa position et en faire supporter les conséquences à la classe ouvrière anglaise. En septembre 1919 éclate la grève des 500 000 cheminots anglais. En lançant l'ordre de grève, J.-H. Thomas, secrétaire du syndicat des cheminots, déclare :

« C'est le jour le plus triste de ma vie. J'ai tout fait pour trouver un moyen de conciliation et j'ai échoué. »

Edouard Dolléans écrit dans son « Histoire du mouvement ouvrier (1871-1936) » :

« Le 27 septembre, le trafic est complètement paralysé. Mais des

navires de guerre viennent mouiller à l'embouchure de la Tamise ; des soldats, baïonnette au canon, parcourent les rues de Londres. Les cheminots ont fait appel à la solidarité ouvrière. A Leeds, 1 500 postiers refusent de participer au transport des lettres par automobiles. L'opinion générale des grandes corporations ouvrières est favorable aux cheminots. Les compagnies font appel au recrutement de volontaires ; seulement, le 1^{er} octobre, il n'y a que huit cents trains en service, soit 2 % du service normal. Des usines sont obligées de fermer, faute de charbon ; des mines cessent de travailler, parce que le charbon n'est pas enlevé.

J.-H. Thomas a voulu conserver à la grève son caractère corporatif ; il a refusé l'aide des employés de tramways et omnibus de Londres, celle aussi des électriens. Cependant, peu à peu, la grève a une tendance à se généraliser. Le 1^{er} octobre, les organisations des transports, des postiers, de l'industrie du livre, des mécaniciens-constructeurs de navires, à la suite d'une réunion, décident d'envoyer une délégation au Premier ministre. Celui-ci pose, comme condition préalable à toute négociation, la reprise du travail. Les cheminots refusent. Une nouvelle réunion des grandes corporations ouvrières a lieu. Leur pression amène le gouvernement à trouver un compromis. La grève avait duré neuf jours et n'avait été qu'une grève corporative, qui n'avait pas permis d'amorcer la grève générale. »

Mais celle-ci est à l'ordre du jour. L'industrie minière a été une des composantes de la domination de l'industrie britannique au XIX^e siècle. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, elle est en pleine crise, entre les mains de centaines de sociétés privées, et incapable de supporter la concurrence étrangère. Les 800 000 mineurs réclament la nationalisation des mines. Pendant l'hiver 1920, ils se prononcent, par 524 000 voix contre 346 000, pour la grève générale.

« Mais, le 11 mars 1920, le congrès syndical extraordinaire réuni à Londres pour obliger le gouvernement à procéder à la nationalisation des mines écarte la proposition de grève

générale soumise par les mineurs. A l'action syndicale comportant la grève générale, que préconisent Frank Hodges, secrétaire de la fédération des mineurs, et Tom Mann, secrétaire de la société des mécaniciens, le congrès, à une grosse majorité, préfère l'action parlementaire préconisée par J.-H. Thomas, appuyé par Tom Shaw, des textiles, et J.-R. Clynes, des ouvriers non qualifiés. Ceux-ci justifient leur attitude par le revirement de la majorité syndicale anglaise :

"Au lendemain des élections générales kaki, les mineurs avaient eu avec eux, pour la grève générale, la masse syndicale, le centre qui suit tantôt un courant, tantôt un autre. Aujourd'hui, après la série des succès électoraux travaillistes aux élections partielles, le centre est contre eux et suit les politiciens partis à la conquête de la Chambre des communes.

Pourquoi l'aventure risquée d'une grève générale, quand nous avons à notre portée un moyen plus simple, moins coûteux et certainement pas aussi dangereux ? Nous devons montrer aux travailleurs que la voie saine, c'est d'user intelligemment du pouvoir que leur offre la Constitution la plus démocratique du monde et qui leur permet d'obtenir tout ce qu'ils désirent." (J.-H. Thomas.)

J.-H. Thomas, par son influence, fait échec aux syndicalistes qui escomptaient le succès d'une grève générale grâce au jeu de la triple alliance. » (La triple alliance est composée des fédérations des cheminots, des mineurs et des transporteurs. NDRL.)

En 1921, à nouveau les mineurs sont prêts à la grève. Les compagnies décident en effet de substituer aux négociations nationales sur les salaires des négociations régionales. Pour prévenir la grève, elles décident le lock-out. Une fois encore, les mineurs font appel à la « triple alliance ». Mais les dirigeants « négocient » avec le Premier ministre et refusent d'appeler à la grève générale. Ou plutôt :

« Après avoir lancé l'ordre de grève générale le vendredi 15 avril 1921 (...), le secrétaire général des cheminots J.-H. Thomas recule et

annule cet ordre. Nouvel échec qui aboutit à l'écrasement des mineurs, laissés à leurs propres forces. »

En 1926 la charge accumulée va exploser. Les compagnies houillères veulent imposer une baisse des salaires. En même temps, la commission d'enquête sur la situation des mines conclut au rachat des compagnies minières, à leur fusion et à leur gestion sous le contrôle du gouvernement. A.-J. Cook, alors secrétaire général de la fédération des mineurs, lance le slogan : « Ni un penny sur la paie, ni une seconde sur la journée », et rejette le rapport de la commission. C'est notamment pour maintenir la parité de la livre que le gouvernement et le patronat se livrent à une offensive anti-ouvrière qui touche plus particulièrement les mineurs, mais aussi toutes les corporations. Les masses veulent la grève générale. Le Trade union council (TUC) décide alors de lancer l'ordre de grève générale. Mais, dès le départ, comment agit-il ? Retenons le témoignage de Henry Pelling dans son « Histoire du syndicalisme britannique », précisément parce qu'il est favorable à la direction du TUC.

« Le conseil général n'avait commencé ses préparatifs qu'une semaine avant la cessation du travail. Cependant, les dispositions prises étaient au fond raisonnables, et on ne peut mettre leur succès en doute. En plus du million de mineurs déjà en grève, un million et demi d'ouvriers cessèrent le travail. C'étaient tous les ouvriers des transports, les imprimeurs de livres et de journaux, certains ouvriers du bâtiment, ceux du fer et de l'acier, des produits chimiques lourds et de la production d'énergie. Parmi ceux qui furent autorisés à poursuivre le travail, on trouve les ouvriers du textile et les employés des postes. Les ouvriers de l'industrie mécanique et des chantiers maritimes ne cessèrent le travail qu'au bout d'une semaine.

Ce n'était donc pas à proprement parler une « grève générale », et le conseil général refusa de lui donner ce nom : néanmoins, du fait qu'elle était beaucoup plus « générale » que toutes les grèves précédentes ou à venir, on l'a toujours appelée ainsi. »

Ainsi donc, le conseil général du TUC limite le plus qu'il lui est possible l'étendue de la grève générale. Pourtant :

« Il n'y avait pratiquement ni bus, ni trams, ni métros ; les docks, les hauts fourneaux et les centrales électriques devinrent aussi silencieux que les puits de mines. Les journaux avaient fermé leurs portes, et le gouvernement dut d'abord compter sur la BBC pour la diffusion des nouvelles : bientôt fut publié un journal officiel appelé "British Gazette". Dans les régions non industrielles du pays, la vie n'était guère changée, mais, dans tous les grands centres, c'était une expérience étrange et même irréelle. »

Un seul journal paraît, le « British Worker », que publie le Trade union council. Le gouvernement s'organise comme pour une guerre civile. Mais, de l'autre côté, les membres du conseil général

« n'avaient aucun dessein révolutionnaire, ils redoutaient tout autant que le gouvernement une situation de chaos politique ; et, à mesure que le temps passait et que le gouvernement continuait à assurer le transport des produits essentiels, ils ne voyaient pas d'autre solution que la reprise des négociations. Plusieurs d'entre eux, J.-H. Thomas en particulier, avaient peur de perdre le contrôle de leurs partisans et d'être entièrement dépassés par les événements ; ils étaient donc d'autant plus soucieux de saisir n'importe quelle occasion de reprendre contact avec le cabinet ».

Plus haut, Henry Pelling explique :

« Au début, le conseil général avait essayé d'exercer un contrôle global sur la grève pendant qu'il siégeait en session plénière au bureau du TUC, à Eccleston Square. Mais, dans les vingt-quatre heures, Ernest Bevin, bien qu'il fût nouveau venu au conseil, avait pris l'initiative de persuader ses collègues de confier diverses responsabilités à des sous-commissions, sous le contrôle suprême d'un petit comité d'organisation de la grève. Lui-même, en tant que secrétaire général du syndicat clé, la Transport and General workers union, faisait partie de ce comité.

Pendant ce temps, dans toutes les villes et cités de province, des comités de grève locaux voyaient le jour, généralement sous l'égide des conseils de métier. Souvent ils adoptèrent le titre militant de "comités d'action". Les communications entre eux et Eccleston Square étaient maintenues grâce à des messagers et aussi, à partir du 5 mai, par un journal spécial publié par le conseil général, le "British Worker". »

Henry Pelling poursuit :

« Cette occasion fut fournie par le retour de l'étranger de Sir Herbert Samuel, président de la commission royale de 1925. Samuel se mit en rapport avec Thomas et avec les membres du cabinet ; et bientôt il rencontra un comité de négociation du conseil général et essayait de mettre au point une solution acceptable pour les deux parties. Il dressa un mémorandum pour le règlement de la grève des mineurs selon les directives de ce comité ; et le comité accepta. Malheureusement, aucun responsable des mineurs ne faisait partie du comité : le comité exécutif de la fédération des mineurs avait quitté Londres, et ce ne fut que plus tard qu'il eut l'occasion de voir le mémorandum de Samuel : ils le rejettèrent, comme on pouvait s'y attendre. Cela n'empêcha pourtant pas le comité de négociation de poursuivre ses efforts dans la même direction ; au contraire, ayant découvert que l'attitude des mineurs était complètement négative, ses membres se sentirent dégagés de l'obligation de les consulter à l'avenir. En fait, ils se hâtèrent de persuader le conseil général d'arrêter la grève sur la base du rapport de Samuel ; et, sans s'assurer que le gouvernement avait pris des engagements avec lui, ils envoyèrent immédiatement une délégation au 10, Downing Street, pour annoncer cette décision au Premier ministre. Bevin, qui faisait partie de cette délégation, mais n'était pas membre du comité de négociation, essaya d'obtenir des engagements concernant la réintégration des grévistes et la suppression des lock-out par les propriétaires des mines ; mais les réponses de Baldwin furent délibérément vagues, et Bevin commença à comprendre que la reprise du travail n'était en somme

qu'une reddition sans conditions. En sortant, il dit à ses collègues J.-H. Thomas et Arthur Pugh, président du conseil général : "Il y a quelque chose qui ne va pas." Mais il était trop tard pour reculer : la décision avait été prise. C'était le 21 mai, le neuvième jour de la grève.

L'ordre de reprendre le travail surprit de nombreux grévistes, mais le comité de négociation essaya de dissimuler le fait qu'il s'agissait d'une reddition. Le "British Worker" publia ce "chapeau" trompeur : "Les conditions de paix : les mineurs ont eu un contrat honnête." Ceux qui reprenaient le travail subirent bientôt des brimades, si bien que l'étonnement fit place à la colère : ils se mirent en grève à nouveau, et, pendant quelques jours, la situation du pays fut aussi instable qu'auparavant. Peu à peu, les ouvriers comprîrent que leurs neuf jours de solidarité s'étaient terminés par une défaite humiliante. Quant aux mineurs, ils restèrent en grève, se sentant trahis tout comme en 1921. »

La grève des mineurs britanniques s'est prolongée plusieurs mois : jusqu'à épuisement. A bout de ressources, les mineurs ont dû reprendre le travail. Il faut signaler ce que Trotsky écrit dans « L'Internationale communiste après Lénine » à propos du comité que la direction des syndicats de l'URSS avait constitué avec la direction du TUC :

« La grève générale avait pour but d'exercer, par la force de cinq millions d'ouvriers, une pression unie contre les industriels et l'Etat, puisque la gestion de l'industrie charbonnière était le problème le plus important de la politique de l'Etat. A cause de la trahison de la direction, la grève fut sabotée dès la première étape. C'était une grande illusion que de croire qu'après cet échec la grève économique des mineurs, seule, isolée, obtiendrait ce que la grève générale n'avait pas obtenu. C'est en cela que résidait la force du conseil général. Par un froid calcul, il mena les mineurs à la défaite ; et des masses considérables d'ouvriers auraient dû se convaincre que les directives des Judas du conseil général étaient "justes" et "raisonnables" !

Le maintien de la coalition amicale avec le conseil général et l'aide donnée en même temps à la grève économique des mineurs contre laquelle il intervenait paraissaient des manœuvres calculées pour que ceux qui se trouvaient à la tête des Trade unions pussent se tirer, avec un minimum de pertes, des épreuves les plus pénibles.

Les syndicats russes, du point de vue révolutionnaire, jouèrent un rôle très désavantageux et vraiment piteux. C'était un devoir évident d'aider à la grève économique, même quand elle fut isolée ; entre révolutionnaires, il ne peut y avoir là-dessus d'opinions divergentes. Mais ce secours devait avoir non seulement un caractère financier, mais aussi un caractère révolutionnaire et politique. La direction syndicale russe devait dire franchement à la fédération des mineurs et à la classe ouvrière anglaise que la grève des mineurs n'avait de sérieuses chances de réussite que si, par son obstination, sa ténacité, son envergure, elle était prête à frayer la voie à une nouvelle explosion de la grève générale. On ne pouvait arriver à un tel résultat qu'en luttant directement et ouvertement contre le conseil général, agence du gouvernement et des patrons charbonniers. La lutte pour la transformation de la grève économique en grève politique aurait dû signifier une guerre furieuse contre le conseil général sur le terrain de la politique comme sur celui de l'organisation ; le premier acte devait en être la disparition du Comité anglo-russe, devenu un obstacle réactionnaire, un boulet que l'on traînait au pied.

Aucun révolutionnaire qui pèse ses paroles n'affirmera que dans cette voie la victoire était assurée. Mais ce n'est que dans cette voie qu'elle était possible. La défaite éventuelle aurait été une défaite essuyée sur un chemin qui pouvait par la suite conduire au triomphe. Une telle défaite instruit, c'est-à-dire renforce les idées révolutionnaires dans la classe ouvrière. Au contraire, en ne soutenant que financièrement une grève corporatiste, qui traîna en longueur et finit par apparaître comme sans issue (corporatiste dans ses méthodes, elle était révolutionnaire et politique par ses buts), on ne fit qu'amener de l'eau au mou-

lin du conseil général, qui attendait tranquillement que la grève s'achevât par épuisement pour prouver qu'il avait "raison". »

D'autres grèves, comme la grève générale de juin 1936 en France, présentent un intérêt considérable. Il n'est pas nécessaire d'en reprendre l'analyse : un important matériel existe à son propos que les militants peuvent étudier dans « Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui ». La révolution espagnole de 1936 s'est annoncée par de puissantes grèves de masse dans les villes et des occupations de terres à la campagne. Le coup d'Etat militaire de Franco l'a précipitée. Sur ce point un important matériel existe, notamment « La Révolution et la guerre d'Espagne » de Pierre Broué et Emile Témime.

Certes, la grève générale n'est pas la seule voie qui débouche sur la révolution prolétarienne. Pendant la

Deuxième Guerre mondiale, le mouvement des partisans yougoslaves, en 1947-1950, la guerre révolutionnaire en Chine, la guerre révolutionnaire que le Parti communiste vietnamien a dirigée contre l'impérialisme français de 1946 à 1954 et ensuite contre l'impérialisme américain, participaient des méthodes et des moyens de lutte contre l'impérialisme et la bourgeoisie. La grève générale n'a pour autant rien perdu de son importance décisive du point de vue de la mobilisation des masses, de l'ébranlement et de la dislocation de la société et de l'Etat bourgeois. La guerre révolutionnaire n'exclut pas la grève générale, ni la grève générale la guerre révolutionnaire. Les grèves de masse en mars 1943 et en mars 1944 en Italie du Nord ont annoncé la chute du fascisme et engagé le puissant mouvement révolutionnaire qui a secoué l'Italie à la fin de la guerre, tandis que se constituait un important mouvement de partisans. D'autres exemples existent.

DANS LES PRECEDENTS NUMEROS DE « LA VERITE »

il faut relire :

**Denis COLLIN : La grève Renault de 1947
(n° 589)**

**Denis COLLIN : La grève générale d'août 1953
(n° 590)**

**Stéphane JUST : La grève générale de mai-juin
1968 est venue de loin (n° 591)**

depuis la Deuxième Guerre mondiale

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, de multiples grèves générales ont jalonné le cours de la lutte des classes en France, en Italie, en Belgique, en Grèce, etc. Au contraire de ce que d'aucuns affirment, ces explosions prouvent que la lutte de classe dans les vieilles métropoles impérialistes n'est pas restée stagnante depuis la fin de cette guerre, mais que, à de nombreuses reprises et dans de nombreux pays, des crises sociales et politiques à caractère révolutionnaire ont eu lieu. La grève générale française d'août 1953, à laquelle le numéro 590 de « La Vérité » a consacré un article, fait partie de ces explosions à caractère révolutionnaire.

LA GREVE GENERALE EN BELGIQUE (1960-1961)

La grève générale belge qui a duré du 20 décembre 1960 au 20 janvier 1961 est une autre de ces explosions au cours desquelles était posée la question du gouvernement, du pouvoir. Au point de départ de la grève générale, le projet de loi du gouvernement Eyskens dit « loi unique » :

« Pour donner une idée de l'ampleur du projet mis sur pied par le gouvernement Eyskens, voici quelques-unes des mesures prévues par cette loi :

— La loi unique porte de 40 à 50 % la part du financement par l'Etat des investissements privés.

— 85 % des nouveaux impôts de la loi unique proviennent de la fiscalité indirecte, qui pèse plus lourdement sur les travailleurs que sur les autres couches sociales.

— Augmentation de 20 % des taxes de transmission, qui doit rapporter 5,7 milliards, dont les travailleurs paieraient la plus grande partie sous forme d'une augmentation de prix ; cette augmentation étant d'ail-

leurs calculée de manière à ne pas provoquer la hausse de l'index, qui entraîne une hausse correspondante des salaires.

— Réduction de 1 milliard du fonds des communes et de 2 milliards du budget des secteurs sociaux.

— Augmentation de 25 % des cotisations de pension à la charge des agents des services publics. Pour ces mêmes agents, la loi unique prévoit le recul de l'âge de la retraite de 60 à 65 ans.

— Enfin, la loi unique remet en cause tout le système d'assurance maladie-invalidité, et celui de l'assurance chômage, en permettant de priver de secours certaines catégories de chômeurs au bout de quelques mois, et en établissant un système d'inquisition à l'égard des chômeurs, soumis à de multiples mesures vexatoires et à des visites domiciliaires. » (brochure de la SPEL sur la grève générale belge).

Le 16 décembre 1960, au comité national de la Fédération générale des travailleurs belges (FGTB), une résolution déposée par Renard obtient 475 823 contre 496 487 et 53 000 absences. Elle propose des débrayages régionaux, une grève générale de vingt-quatre heures et un référendum sur la grève générale contre la loi unique. Compte tenu de ce que ce sont les dirigeants qui disposent des voix au comité national, cela signifie que la grande majorité des travailleurs belges étaient pour la grève générale. La Centrale générale des services publics appelle le 12 décembre à une grève illimitée à partir du 20 décembre, date de l'ouverture à la Chambre de la discussion de la loi unique. La grève est partout très largement suivie. Toutes les corporations s'engagent spontanément au cours des jours suivants dans la grève générale : la totalité des travailleurs flamands, les secteurs décisifs d'Anvers et de Gand. Les 27 et 28

décembre, la grève générale atteint son sommet, le gouvernement est impuissant, paralysé, la grève générale est maîtresse du pays. Mais si certains dirigeants fédéraux ou locaux de la FGTB sont contraints de donner l'ordre de grève, seules les directions régionales wallonnes et celle d'Anvers donnent l'ordre de grève. La direction de la FGTB se refuse à lancer l'ordre de grève générale. Quant à la centrale syndicale chrétienne, elle joue ouvertement son rôle de jaune et de briseuse de grève.

Mais, à partir du 28 décembre, la grève doit déboucher sur le plan politique dans la lutte ouverte pour renverser le gouvernement, ou piétiner. Spontanément, les travailleurs dans les meetings et manifestations de rue fixent eux-mêmes le prochain objectif à atteindre : la marche sur Bruxelles, c'est-à-dire l'affrontement direct avec l'appareil d'Etat bourgeois dont les organes dirigeants, gouvernement, Parlement, sont tous concentrés dans la capitale.

De la bourgeoisie à la gauche du mouvement ouvrier, la garde est montée autour du gouvernement, du pouvoir, de l'Etat. Le gouvernement a mis le Parlement en vacances, le Parti socialiste et le Parti communiste belges « mènent la lutte pour sa convocation ». Les dirigeants de la FGTB s'opposent à la « marche sur Bruxelles » et également le leader de la « gauche », André Renard. Le 3 janvier, au cours d'un meeting, il condamne publiquement l'exigence des manifestants qui crient : « Marche sur Bruxelles ! » Pis encore, Renard met en avant des revendications propres à diviser les travailleurs flamands et wallons : « le droit pour la Wallonie de disposer d'elle-même et de choisir les voies de son expansion économique et sociale » pour appliquer des « réformes de structure ». Quant à Mandel, il s'aligne sur André Renard. « La Gauche » du 14 janvier 1961 écrit :

« Il nous est reproché d'avoir lancé le mot d'ordre de marche sur Bruxelles. (...) Comme nous constatons que cette revendication n'a pas été reprise par les dirigeants, nous nous inclinons, mais nous rappelons que, au moment où notre annonce de la semaine passée a paru, aucune indication n'était encore donnée à ce sujet. »

Dès lors, le mouvement décline, les travailleurs belges n'ayant pas les moyens organisationnels et politiques d'aller plus loin. Les comités de grève sont constitués uniquement de dirigeants syndicaux. Ce sont les directions syndicales de la FGTB, sous la houlette d'André Renard, qui se sont constituées en comité de coordination des régions wallonnes. Il n'existe pas de parti ou même d'organisation politique révolutionnaire capable d'intervenir efficacement dans la grève générale et d'ouvrir la voie du combat contre le gouvernement et pour un gouvernement ouvrier. André Renard estime que la grève générale est « une grève économique qui fait peser une pression sur le capitalisme et l'Etat ». A partir du 7 janvier, la grève décline. Le gouvernement a convoqué la Chambre, qui adopte le 14 la loi unique. Le 21 janvier, les derniers grévistes, les 120 000 métallurgistes des bassins de Liège et de Charleroi, reprennent le travail.

LA GREVE GENERALE ET LA REVOLUTION HONGROISE DES CONSEILS (1956)

L'émergence de la révolution politique dans les pays où le capital a été exproprié mais où des bureaucraties parasitaires monopolisent le pouvoir politique et gèrent les nouveaux rapports de production, conditions de leurs priviléges économiques, tend à souligner la place déterminante de la grève générale dans le processus révolutionnaire pour balayer ces bureaucraties et pour que la classe ouvrière prenne ou reprenne le pouvoir. C'est en Allemagne de l'Est que le premier mouvement révolutionnaire du prolétariat contre la bureaucratie parasitaire a déferlé. Le 17 juin 1953, les ouvriers de la Stalin Allee à Berlin-Est débraient et manifestent contre les conditions de travail qui leur sont imposées. Rapidement, la grève s'étend à l'Allemagne de l'Est et devient grève générale. Les comités ouvriers se constituent. La revendication d'un « gouvernement des métallurgistes » signifie clairement que l'objectif de la grève générale ne peut être que le pouvoir politique. Seule l'intervention des tanks de la bureau-

cratie du Kremlin pourra écraser le mouvement révolutionnaire des ouvriers de l'Allemagne de l'Est et briefer leur grève générale.

Trois ans plus tard, en Pologne et en Hongrie, la grève générale rassemble les travailleurs de ces pays contre la bureaucratie. En Pologne, la bureaucratie, en remplaçant à temps Bierut par Gomulka, qui sort de prison, en obtenant de celle du Kremlin qu'elle consent au retrait de son Gauleiter, le maréchal Rokossowski, et renonce à intervenir militairement, parvient à contenir et ensuite à endiguer le mouvement révolutionnaire. Quant à la révolution hongroise des conseils, la chronologie des événements publiés dans « La Révolution hongroise des conseils ouvriers » de François Manuel suffit à rendre compte de la place centrale que la grève générale y occupe.

20-21 octobre : révolution en Pologne, retour de Gomulka au pouvoir.

23 octobre : manifestation des étudiants de Budapest et début de l'insurrection.

24 octobre : Nagy président du conseil. Intervention russe.

25 octobre : grève générale insurrectionnelle en Hongrie.

26 octobre : combats dans tout le pays, où se sont formés conseils ouvriers et comités révolutionnaires.

27 octobre : manifeste et programme des syndicats.

28 octobre : manifeste et programme des intellectuels. Election du conseil central des ouvriers de Budapest. Nagy signe une trêve avec les étudiants et négocie avec les conseils. Deuxième ministère Nagy avec des petits-propriétaires et des nationaux-paysans.

29 octobre : Nagy reconnaît les conseils. Le PC salue l'insurrection.

30 octobre : Nagy révèle qu'il n'est pas responsable de l'appel aux Russes. Déclaration de Moscou sur les démocraties populaires.

31 octobre : Budapest évacuée par les Russes.

1^{er} novembre : neutralité de la Hongrie proclamée : elle veut quitter le

pacte de Varsovie - les conseils reconnaissent le gouvernement Nagy.

2 novembre : fondation d'un nouveau Parti communiste par Nagy, Kadar, Lukacs - manifestes et programmes des syndicats et de la jeunesse.

3 novembre : troisième gouvernement Nagy avec des socialistes et des représentants des insurgés (Maleter).

4 novembre : deuxième intervention russe à l'appel d'un « gouvernement » Kadar - les combats durent jusqu'au 11 environ.

11 novembre : premières promesses de Kadar à la radio.

14 novembre : le gouvernement Kadar reconnaît les conseils ouvriers.

14 novembre : le conseil central de Budapest pose ses conditions et décide la poursuite de la grève générale.

15 novembre : le conseil de Csepel décide la fin de la grève.

16 novembre : le conseil central appelle à la reprise du travail.

21 novembre : Kadar interdit la réunion du conseil national ouvrier -grève générale de quarante-huit heures décidée contre l'interdiction.

22 novembre : le conseil ouvrier de Csepel se prononce contre la grève de quarante-huit heures.

23 novembre : le conseil central rapporte l'ordre de grève après avoir négocié avec Kadar - les Russes violent l'accord entre Kadar et les Yougoslaves et enlèvent Nagy.

26 novembre : le conseil central demande des milices ouvrières et des journaux pour les conseils.

30 novembre : Kadar rejette les revendications des conseils.

4 décembre : Kadar dissout les comités révolutionnaires.

6 décembre : début des arrestations massives de membres des conseils ouvriers.

7 décembre : ordre de grève générale de quarante-huit heures du conseil central.

8 décembre : Kadar dissout le conseil central et les conseils locaux et régionaux.

10 et 11 décembre : grève générale en Hongrie.

11 décembre : arrestation de Sandor Racz, président du conseil central des ouvriers de Budapest.

1968 EN TCHECOSLOVAQUIE

Classiquement, le mouvement révolutionnaire du printemps et de l'été 1968 en Tchécoslovaquie a commencé à se manifester par une crise qui fissure l'appareil stalinien. Mais celui-ci résiste. Antonin Novotny est remplacé, au cours de la session du 3 au 5 janvier du comité central du Parti communiste tchécoslovaque (PCT), par Alexandre Dubcek comme chef du gouvernement. Il reste cependant premier secrétaire du PC. Mais, au mois de mars, la classe ouvrière commence à intervenir ouvertement, directement, selon ses propres méthodes. Pierre Broué écrit :

« C'est par les jeunes ouvriers que l'agitation est passée des universités aux usines. Passifs d'abord et surtout méfiants, les ouvriers s'enhardissent peu à peu, avant de se mettre à leur tour en mouvement. Les réunions syndicales sont bondées, les orateurs toujours plus nombreux, les revendications apparaissent. La base exige le retour à la conception traditionnelle, ouvrière, des syndicats : des organismes de défense des intérêts matériels et moraux de la classe, des instruments des ouvriers. Dès le 12 mars, mis en accusation à une réunion de la fraction communiste du conseil central des syndicats, le président Pastyrik et deux de ses principaux collaborateurs démissionnent. Le 21, le présidium désigne le successeur de Pastyrik à la tête des syndicats, un ancien ministre, Karel Polacek. Mais les syndiqués ne l'entendent pas de cette oreille. Le 22, c'est la réunion du conseil central des syndicats. Le conseil du 9^e arrondissement, celui du quartier de Vysocany, qui comprend notamment la grande usine de Sokolovo de CKD, a reçu un mandat des délégués des 85 000 ouvriers qu'il représente : il proteste contre la désignation par une instance du parti du nouveau président des syndicats, dont il souligne l'"incompétence en matière syndicale". Le conseil cen-

tral, noyé sous les délégations envoyées par les usines, décide de ne pas les recevoir, "faute de place", mais doit néanmoins entendre l'ultimatum du conseil du 9^e arrondissement, qui menace de lancer une grève de protestation si la nomination de Polacek est maintenue. La fraction communiste du conseil se réunit, lâche du lest, et vote une résolution qui condamne "la déformation du rôle dirigeant du parti, qui réduit les syndicats au rôle d'agents d'exécution et de courroies de transmission du parti et même des décrets et décisions gouvernementaux (...), le style et les méthodes de travail (...) qui ont remplacé les principes par la coercition".

Le conseil central la reprend à son compte. C'est que, partout, les travailleurs exigent, frappent du poing sur la table. Le 23 mars, *Prace*, le quotidien des syndicats, évoque "ces journées exaltantes (...) avec l'éveil à la vie politique de cercles toujours plus larges". Les délégations d'usine se succèdent, venues de toutes les régions, et en particulier celle de l'usine Skoda de Pilsen. Le conseil central interrompt sa session et le présidium annonce la convocation prochaine d'une conférence nationale des syndicats libres et démocratiques, qui se prononcera sur la nomination des nouveaux responsables et pourra remettre éventuellement en cause celle de Polacek. Un peu partout éclatent des grèves, fusent des menaces de grève : des directeurs sont congédiés par des assemblées ouvrières, démocratiquement remplacés ; on revendique des hausses de salaires, on ouvre des débats sur toutes les questions par affiches murales, tracts, assemblées générales. Le correspondant de *l'Observer* raconte : "Un exemple parmi d'autres. L'autre jour, dans une grande usine de Prague considérée comme un bastion de la ligne dure du parti, les dirigeants syndicaux réunissent 3 000 ouvriers pour une interruption de dix minutes et leur présentent une résolution toute prête de soutien à Dubcek et au plénium de janvier qui l'a élu. Mais les ouvriers insistent pour discuter eux-mêmes et voter leurs propres résolutions. L'un après l'autre, ils bondissent à la tribune et critiquent les dirigeants syndicaux (...). Le mee-

ting dure une heure et demie et se termine par le vote de résolutions (...). Une jeune fille dit : Ce serait une erreur fatale que de croire que, Novotny parti, tout va aller très bien. Cela ne doit être qu'un commencement. »

Novotny, incarnation de la main-mise de la bureaucratie du Kremlin sur la Tchécoslovaquie, démissionne le 22 mars.

Mais la classe ouvrière agit prudemment ; la grève générale ne déferle pas. Elle sait que la bureaucratie du Kremlin redoute le processus révolutionnaire en cours et fait tout ce qu'elle peut pour que ce qu'il reste de l'appareil stalinien en Tchécoslovaquie soit sauvé et contienne, puis refoule et écrase la révolution montante. Au cours du printemps et du début de l'été 1968, Moscou ne cesse d'intervenir politiquement en ce sens, appuyée par les bureaucraties satellites des autres pays de l'Europe de l'Est. Mais il devient clair que l'appareil ne peut être sauvé et la révolution refoulée de la même manière qu'en novembre 1956 en Pologne. Au mois de mai, la direction du PCT convoque pour le 9 septembre le XIV^e Congrès du parti. Au cours de sa préparation, l'appareil est submergé, disloqué, balayé sous la pression des masses. Il ne fait aucun doute que l'appareil sera liquidé et que le PCT se disloquera au XIV^e Congrès. Dans la nuit du 20 au 21 août, 500 000 hommes des armées russe, polonaise, est-allemande, hongroise et bulgare envahissent la Tchécoslovaquie. Dubcek, Cernik, Smrkowsky, Spacek, Kriegel, Suron sont arrêtés. Le comité de ville de Prague décide alors de convoquer par radio les délégués élus pour le XIV^e Congrès. Il se tient clandestinement dans une usine du 9^e arrondissement et élit une nouvelle direction.

« La classe ouvrière est le fer de lance de la résistance populaire : ce sont les mineurs de Kladno, en grève dès le premier jour, imités par les mineurs des houillères de tout le pays, puis ceux des mines d'uranium. Ce sont les travailleurs des chemins de fer, qui arrêtent les transports de matériel en provenance d'Allemagne et de Russie et de troupes d'occupation. » (Pierre Broué.)

Une fois encore, la grève de masse rassemble la classe dans la résistance à l'oppression. Mais la direction politique n'est pas nette. Le XIV^e Congrès renouvelle sa confiance aux « autorités légitimement désignées », nommément Dubcek et Svoboda. Il déclare qu'il lancera le mot d'ordre de grève générale à partir du 23 août à midi « si des pourparlers ne s'ouvrent pas dans les vingt-quatre heures avec les autorités régulières du Parti et de l'Etat en vue du départ des troupes étrangères et si le camarade Dubcek n'en informe pas la nation en temps utile ». La bureaucratie du Kremlin devait se servir de Dubcek et de Svoboda en leur imposant les « accords » de Moscou, premier pas vers la « normalisation ». La grève générale n'aura pas lieu. De recul en recul, la bureaucratie du Kremlin imposera son gouvernement, la reconstruction de l'appareil, la « normalisation », l'épuration et la répression.

GREVE DE MASSE EN POLOGNE (1970-1971)

En revanche, en décembre 1970 et janvier 1971, la grève de masse mobilise le prolétariat polonais contre la bureaucratie :

12 décembre 1970 : le soir on annonce une hausse des prix de 10 à 30 % sur les produits alimentaires de première nécessité, ainsi que sur d'autres biens de consommation. Les ouvriers des chantiers navals de Gdansk décident de se mettre en grève.

14 décembre : début des manifestations et des combats de rue au chant de « l'Internationale » et aux cris de « pain et liberté » à Gdansk, Gdynia et Sopot. La plupart des entreprises de la « triville » sont en grève. Les ouvriers des chantiers navals organisent des comités de grève.

15 décembre : début des manifestations et des combats de rue à Slupsk et à Elblag. Constitution d'un comité central de grève, réunissant les travailleurs de Gdansk, Gdynia et Sopot.

16 décembre : le mouvement de grève gagne dans toutes les grandes villes polonaises comme Szczecin, Varsovie, Cracovie, Poznan, Kato-

wice, Wroclaw, Lodz, Zabrze, Gliwice, Czeztchowa, Bydgoszcz, etc. Selon une station de radio allemande, 60 % des usines polonaises ont cessé le travail.

17 décembre : début des manifestations et des combats de rue à Szczecin. Grève générale dans toute la ville. Constitution d'un comité central de grève, qui prend tout le pouvoir dans la ville. Décret signé par le Premier ministre Cyrankiewicz, instaurant l'état d'exception dans tout le pays.

20 décembre : destitution de Gomulka. Gierek devient premier secrétaire du POUP. Le bureau politique est profondément remanié. A la place de Psychalski (président du Conseil d'Etat), Kliszko (Affaires idéologiques), Strzelecki (appareil administratif) et Jaszcuk (Economie), viennent : Moczar (forces de sécurité), Babiuch (appareil administratif), Szydlak (Affaires idéologiques), Kociolek (Economie) et Jaroszewicz. Gomulka est également exclu du bureau politique.

23 décembre : session extraordinaire de la Diète. Jaroszewicz est nommé Premier ministre, Cyrankiewicz prend le poste de président du Conseil d'Etat. Plusieurs postes ministériels sont remaniés. « Déblocage » de sept milliards de zlotys pour augmenter les salaires, pensions et retraites des couches les plus touchées par la hausse des prix.

24 décembre : dans 106 grandes usines du pays, des réunions commencent, où les travailleurs se prononcent sur les modalités de la distribution des sept milliards.

Appel du cardinal Wyszynski à l'ordre, à l'unité nationale et à la réconciliation de l'Etat avec l'Eglise.

29 décembre : signature de l'accord avec l'URSS prévoyant la livraison immédiate de deux millions de tonnes de blé.

6 janvier 1971 : Gierek et Jaroszewicz à Moscou.

7 janvier : nouvelle révolte des ouvriers des chantiers navals de Gdansk et de Gdynia. Mot d'ordre principal : libération des 200 ouvriers arrêtés au cours des journées de décembre. Les grévistes exigent la venue immédiate de Gierek. Les cou-

pables des massacres doivent être désignés et punis. Des centaines de réunions et meetings se tiennent dans tout le pays. Des débrayages et des grèves sur le tas se poursuivront jusqu'au 26 janvier. Grève des transports en commun menée par des comités de grève.

9 janvier : les nouveaux dirigeants lancent une « campagne de vérité » dans tout le pays. Les travailleurs exigent le départ de Loga-Sowinski, président des syndicats.

Des réunions et meetings se succèdent aux chantiers navals de Gdansk. De même qu'à Szczecin, c'est une grève sur le tas.

11 janvier : visite éclair de Gierek à Berlin-Est. C'est le troisième entretien avec Ulbricht, après celui de Tejchma et Jedrychowski.

13 janvier : limogeage de Antoni Walaszek de son poste de premier secrétaire du parti de Szczecin.

14 janvier : les nouvelles autorités annoncent le gel des prix sur certains biens de consommation.

15 janvier : démission de Loga-Sowinski.

16 janvier : Gierek et Jaroszewicz à Prague.

18 janvier : reprise des grèves à Gdansk, dans les chantiers navals. Grève des travailleurs des transports en commun de la « triville ». On exige notamment : liberté de presse et d'élections, limogeage de Kociolek et Moczar du bureau politique, augmentation générale des salaires, châtiment des responsables des massacres, etc.

20 janvier : la grève se poursuit à Gdansk. Les travailleurs des transports en commun unissent leurs comités de grève en un comité central de grève pour toute la « triville ».

22 janvier : de nouvelles grèves à Szczecin. Grève générale dans toute la ville. Le conseil ouvrier des chantiers navals exige la venue immédiate de Gierek. Mot d'ordre : augmentation des salaires de 30 %.

23 janvier : des grèves éclatent dans les villes proches de Szczecin : Pila, Stargard, Szczecinski et Swinoujscie.

Circulaire de Jaroszewicz aux directeurs d'entreprise sur le « relâchement

de la discipline du travail » et l'« esprit de tolérance à l'égard des ouvriers ». Limogeage de Switala, ministre de l'Intérieur.

24 janvier : à 6 heures du soir, Gierek et Jaroszewicz arrivent aux chantiers navals Warski. La confrontation directe avec les 12 000 travailleurs dure neuf heures. Conquêtes arrachées : libres élections aux instances du parti, des syndicats, de l'administration et des organisations de jeunesse ; les emprisonnés seront libérés ; les dirigeants et les participants aux grèves ne seront pas poursuivis. Réponse négative de Gierek à la revendication centrale sur la hausse des salaires.

25 janvier : dans les chantiers navals de Szczecin, une « commission ouvrière » est créée et exerce le pouvoir ensemble avec le comité de grève.

26 janvier : Gierek et Jaroszewicz passent toute la journée dans les chantiers navals de Gdańsk, où la confrontation a duré sept heures. Les mêmes revendications qu'à Szczecin se répètent ici et les mêmes concessions sont faites par les dirigeants.

Au cours de ce meeting, le nouveau ministre de l'Intérieur, Szlachcic, dit que « l'emploi des armes aurait pu être évité ».

27 janvier : pour gagner l'appui des intellectuels, Gierek décide de... reconstruire le château des rois à Varsovie, au coût de 2 milliards de zlotys.

28 janvier : le gouvernement renonce au nouveau système de « stimulants » qui avait provoqué le mécontentement des ouvriers.

29 janvier : petite révolution à Szczecin où les ouvriers se mettent à nouveau en grève, furieux contre le refus de Gierek d'augmenter les salaires.

31 janvier : Gierek annonce qu'ensemble avec Jaroszewicz, ils se rendront prochainement de nouveau aux chantiers navals de Szczecin.

5 février : nouveaux remaniements dans le comité régional du parti de Szczecin.

Ainsi donc, les premiers mouvements révolutionnaires et les premières révolutions politiques contre les

bureaucraties parasites, pour les renverser, ont mis en évidence la place que la grève de masse, la grève générale, occupe dans le processus révolutionnaire. Celui-ci ne se limite pas cependant à la grève de masse, à la grève générale ; il inclut la constitution de comités, de soviets, les manifestations de masse, les combats de rue, la lutte politique sous de multiples formes. La nécessité de la direction révolutionnaire n'est pas moins grande pour conduire à la victoire la révolution politique qu'elle ne l'est pour conduire à la victoire la révolution sociale. Dans les pays où le capital a été exproprié mais où le prolétariat doit chasser du pouvoir une bureaucratie parasite et usurpatrice, la grève générale n'est pas moins également « le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs ». Son importance et son efficacité sont d'autant plus grandes que les rapports de production sont des rapports de production de transition entre le capitalisme et le socialisme, que l'Etat est propriétaire de l'essentiel des moyens de production. De ce fait, la grève générale ébranle les fondements de l'appareil d'Etat. La classe ouvrière n'en doit pas moins, pour vaincre, s'emparer du pouvoir politique, constituer un nouvel appareil d'Etat qui, sur la base des rapports de production existants, lui assure le pouvoir.

LA GREVE GENERALE : A CUBA ET AU NICARAGUA

Très souvent on semble vouloir l'ignorer, mais y compris à Cuba et au Nicaragua la grève générale a été au centre du processus révolutionnaire qui a abattu la dictature de Batista, puis, vingt ans après, celle de Somoza.

Cuba, fin décembre 1958-début janvier 1959 :

« La grève ouvrière nationale dura plus d'une semaine : ce fut un facteur décisif de la victoire qui anéantit les tentatives de coup d'Etat militaire, de médiation américaine et consolida le nouveau pouvoir révolutionnaire... Il y avait plusieurs dizaines de milliers d'hommes qui possédaient toutes les armes, tandis que l'armée et les milices rebelles ne comptaient pas plus de

5 000 hommes, dont beaucoup sans fusil, pour tout le pays. La grève a pesé de façon décisive dans la balance pour désarmer psychologiquement les militaires. De même que le refus massif du peuple de voter aux élections du 3 novembre 1958 avait été un autre facteur décisif. La grève générale fut l'instrument de la victoire, le Mouvement du 26 juillet est dans tout le pays la colonne vertébrale de cette victoire, et Fidel le chef incontesté. » (*Journal de la révolution cubaine*, Carlos Franqui.)

Au Nicaragua, le rapport de Luis Favre à la 9^e session du bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, que le n° 589 de « La Vérité » a publié, souligne :

« La grève générale de trois mois — devenue insurrectionnelle —, l'armement des masses dans le cours même de la guerre civile, les occupations de terres par les paysans, la constitution de milices et l'offensive militaire déclenchée par le Front sandiniste de libération nationale : tous ces éléments réunis sont venus à bout de la résistance de Somoza et de la Garde nationale.

(...) Avec l'aide d'un encadrement de l'armée du Panama, le FSLN masse ses troupes, sous la direction d'Eden Pastora, à la frontière du Costa Rica. L'objectif proclamé est celui d'occuper la ville de Rivas, au sud du pays, et d'installer le gouvernement provisoire dans le territoire même du Nicaragua. Cela aux fins d'obtenir la reconnaissance internationale du gouvernement et l'assurer ainsi d'une aide militaire et aussi de l'intervention directe des troupes du Panama et du Venezuela, qui assurent déjà un appui logistique et d'encadrement au FSLN.

Le FSLN lance, comme nous l'avons dit, un appel à la grève générale à partir du 4 juin. Sa nature d'organisation révolutionnaire petite-bourgeoise, son caractère hétérogène, le fait qu'il veut véritablement en finir avec Somoza, expliquent qu'il peut appeler à la grève générale, participer et même impulser la constitution des comités et milices pour cette lutte.

Les troupes du FSLN n'atteindront cependant pas leurs objectifs et c'est l'intervention des masses, en particulier à Hasaya, Esteli et Leon, qui infligera les coups les plus décisifs à la Garde nationale.

Enfin, en dehors de tout mot d'ordre du FSLN, c'est le soulèvement de Managua, la capitale, qui fera pencher la balance définitivement en faveur des masses, de leurs milices et de leurs comités, et qui provoquera le départ de Somoza et la destruction de l'ancien régime.

C'est donc la grève générale, l'armement des masses, l'insurrection, auxquels se joignent les actions militaires du FSLN, qui en ont fini avec la dictature haïe. »

En ce qui concerne l'Iran, la déclaration du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale résume rapidement le processus révolutionnaire qui a renversé le régime du chah :

« C'est en six mois que la dictature du chah a été réduite en miettes. En août 1978, après l'atroce provocation de l'incendie d'un cinéma à Abadan, 50 000 manifestants défient la police, criant : "Chah, nous te brûlerons !" »

Le 8 septembre, c'est le "vendredi noir". Fort de l'appui de l'impérialisme, de celui de la bureaucratie stalinienne, de celui de la bureaucratie de Pékin, le régime impérial compte sur la meurtrière efficacité de ses forces de répression. A Téhéran, c'est à la mitrailleuse lourde que l'armée ouvre le feu sur une immense manifestation.

Mais, dès le 24 septembre, le mouvement rebondit : c'est la grève des travailleurs du pétrole qui va déboucher sur la grève générale.

En janvier, le chah prend la fuite. Très vite, le gouvernement Bakhtiar semble s'évanouir, l'armée commence à se désagréger, les commandes de l'appareil d'Etat ne répondent plus. La grève générale paralyse le pays. Le 10 février, c'est l'insurrection qui éclate, et, en quelques heures, le feu de la révolution va gagner tout Téhéran, et bientôt tout le pays. »

« c'est la révolution qui produit la grève de masse »

(R. Luxemburg)

La nouvelle période de la révolution prolétarienne qui s'est ouverte en 1968 avec la grève générale française et le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie réaffirme le caractère mondial de la révolution prolétarienne. Elle ne laisse rien des conceptions révisionnistes sur la division du monde en blocs, ouvertement ou discrètement affirmées (comme par exemple la division en trois secteurs « interdépendants » de la révolution : le secteur de la révolution coloniale, celui des métropoles impérialistes, celui de la révolution politique). La lutte mondiale des classes, à l'époque de l'impérialisme, est une ; la révolution prolétarienne est une. Elles constituent un ensemble organique, donc différencié, mais nullement trois secteurs « interdépendants » comme dans le système solaire, par exemple, sont interdépendants le Soleil, la Lune, la Terre plus quelques autres planètes. Il s'agit d'un seul corps, d'un ensemble organique. Cette réaffirmation de l'unité de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes (métropoles impérialistes et semi-colonies) et dans les pays où le capital a été exproprié, mais où des bureaucraties parasitaires ont usurpé le pouvoir politique et écrémenté le surproduit social, souligne le rôle hégémonique du prolétariat dirigeant les masses exploitées, et par conséquent de ses méthodes propres, de ses formes d'action, dont la grève générale. C'est un fait que, en de nombreux pays capitalistes d'Europe, visiblement la grève générale est à l'ordre du jour : en Angleterre, au Portugal, en Espagne, en Italie, pour ne citer que ceux-là. Cela n'apparaît pas de la même façon en Europe de l'Est, car la forme du pouvoir politique fait que les processus qui aboutissent aux explosions révolutionnaires restent le plus souvent longtemps souterrains. Néanmoins, ces processus sont à l'œuvre, et se manifestent déjà clairement en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est, d'une façon ou d'une

autre. Les révolutions en Iran, au Nicaragua, annoncent de nouveaux et gigantesques développements révolutionnaires dans les pays semi-coloniaux, où le prolétariat marchera en tête. D'ores et déjà, par exemple, les conditions de la grève générale se réunissent au Brésil. Le « foquisme » a définitivement fait faillite.

La grève générale ne surgit pas à n'importe quel moment de la lutte des classes. Elle résulte de tout un développement dans les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes. Elle suppose un degré déjà élevé d'homogénéité, non seulement objective, mais subjective, de la classe ouvrière. Certes la classe ouvrière est — en raison de la place qu'elle occupe dans les rapports de production bourgeois — la classe la plus homogène de la société bourgeoise. Mais cette homogénéité est relative. La classe ouvrière est une classe en soi du fait de son exploitation, et du mode d'exploitation qu'elle subit. Il y a un long parcours avant qu'elle ne devienne une classe pour soi. Objectivement, d'abord elle est composée de différentes couches, de différents secteurs qui subissent une exploitation plus ou moins intensive, plus ou moins brutale, dont les conditions de vie peuvent être très différenciées.

Ensuite, son organisation, son expérience sont également très différenciées. Elle est sillonnée de courants politiques, marquée de différentes influences. Elle subit les pressions idéologiques et politiques des classes dominantes. Enfin, elle fait partie du tissu social de la société bourgeoise. Or la grève générale c'est le prolétariat qui s'unifie comme classe, qui devient une classe pour soi, car elle se dresse comme classe contre les classes dominantes, contre la bourgeoisie. Ce faisant, au moins objectivement, il met en cause l'ordre social et politique en place, le gouvernement, le pouvoir, l'Etat bourgeois.

Une telle situation ne peut s'établir que comme expression de rapports sociaux et politiques entre les classes et à l'intérieur des classes arrivés au point où le tissu social se déchire : une situation de crise sociale et politique aiguë. La société dans son ensemble doit être en crise pour que la grève générale surgisse.

Bien qu'alors l'époque de la révolution prolétarienne mondiale n'était pas encore ouverte, les grèves générales belges de 1891, 1893, 1902 ont été les produits et ensuite les moteurs d'une crise politique de la société bourgeoise dans son ensemble, extrêmement profonde. Elles ont témoigné autant que créé une situation révolutionnaire. Depuis que s'est ouverte cette époque, le surgissement de la grève générale exprime de façon explosive qu'en haut on ne peut plus et qu'en bas on ne veut plus vivre comme avant. Sans quoi, « le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs » ne serait pas possible.

« C'est le révolution qui crée d'abord les conditions sociales, rendant possible cette transformation immédiate de la lutte économique qui trouve son expression dans la grève en masse. Et si le schéma vulgaire ne voit le rapport entre grève en masse et révolution que dans les sanglantes rencontres dans les rues terminant les grèves en masse, un coup d'œil un peu plus approfondi sur les événements de Russie nous montre un rapport absolument *inverse* ; en réalité, ce n'est pas la grève en masse qui produit la révolution, c'est la révolution qui produit la grève en masse. »

Voilà ce qu'écrit Rosa Luxemburg dans son analyse de la lutte de classe du prolétariat russe au cours de la révolution de 1905. En d'autres termes, la grève de masse, la grève générale, surgissent seulement là où la révolution prolétarienne est immédiatement à l'ordre du jour. Elles sont le produit de la crise sociale et politique qui engendre la révolution, dont elles sont un moyen. C'est pourquoi la grève générale est toujours préparée, parfois de longue date, par une intense activité pratique de la classe ouvrière, mais qui ne se limite pas seulement aux grèves. Tout au contraire, cette activité pratique des masses utilise tous les

terrains de la lutte des classes et toutes les formes politiques qu'elles peuvent utiliser dans des conditions et des circonstances déterminées. Tout à la fois en raison des données qui la conditionnent et parce qu'elle est « le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs », la grève générale soulève la question du pouvoir.

LES LIMITES DE LA GREVE GENERALE

Mais, si la grève générale pose la question du pouvoir, elle ne la résout pas pour autant automatiquement. Et d'abord, elle a besoin de s'organiser, elle a besoin d'une direction. Trotsky a mis en évidence ce que 1905, en même temps que la grève en masse, la grève générale, a fait surgir :

« Si donc nous avons le droit de mettre la capitale de la Neva au centre de tous les événements qui terminent 1905, à Pétersbourg même, nous devons accorder la plus haute place au conseil, ou soviet, des députés ouvriers. C'est en effet la plus importante organisation ouvrière que la Russie ait connue jusqu'à ce jour. De plus, le soviet de Pétersbourg fut un exemple et un modèle pour Moscou, Odessa et plusieurs autres villes. Mais il faut dire surtout que cette organisation, qui était vraiment l'émanation de la classe des prolétaires, fut l'organisation type de la révolution. Tous les événements pivotèrent autour du soviet, tous les fils se rattachèrent à lui, tous les appels vinrent de lui.

Qu'était-ce donc que le soviet ?

Le conseil des députés ouvriers fut formé pour répondre à un besoin pratique, suscité par les conjonctures d'alors : il fallait avoir une organisation jouissant d'une autorité indiscutable, libre de toute tradition, qui grouperait du premier coup les multitudes disséminées et dépourvues de liaison ; cette organisation devait être un confluent pour tous les courants révolutionnaires à l'intérieur du prolétariat ; elle devait être capable d'initiative et se contrôler elle-même d'une manière automatique ; l'essentiel, enfin, c'était de pouvoir la faire surgir dans les vingt-quatre heures. Le parti social-démocrate, qui unis-

sait étroitement, dans ses retraites clandestines, plusieurs centaines, et, par la circulation des idées, plusieurs milliers d'ouvriers à Pétersbourg, était en mesure de donner aux masses un mot d'ordre qui éclairerait leur expérience naturelle à la lumière fulgurante de la pensée politique ; mais ce parti n'aurait pas été capable d'unifier par un lien vivant, dans une seule *organisation*, les milliers et les milliers d'hommes dont se composait la masse : en effet, il avait toujours accompli l'essentiel de son travail dans des laboratoires secrets, dans les antres de la conspiration que les masses ignoraient. Le parti des socialistes-révolutionnaires souffrait des mêmes maladies de la vie souterraine, aggravées encore par son impuissance et son instabilité. Les difficultés qui existaient entre les deux fractions également fortes de la social-démocratie d'une part, et leur lutte avec les socialistes-révolutionnaires de l'autre, rendaient absolument indispensable la création d'une organisation *impartiale*. Pour avoir de l'autorité sur les masses, le lendemain même de sa formation, elle devait être instituée sur la base d'une très large représentation. Quel principe devait-on adopter ? La réponse venait toute seule. Comme le seul lien qui existait entre les masses prolétaires dépourvues d'organisation était le processus de la production, il ne restait qu'à attribuer le droit de représentation aux entreprises et aux usines. On avait comme exemple et comme précédent la commission du sénateur Chidlovsky. Une des deux organisations social-démocrates de Pétersbourg prit l'initiative de créer une administration autonome révolutionnaire ouvrière, le 10 octobre, au moment où la plus grande des grèves s'annonçait. Le 13 au soir, dans les bâtiments de l'Institut technologique, eut lieu la première séance du futur soviet. Il n'y avait pas plus de trente à quarante délégués. On décida d'appeler immédiatement le prolétariat de la capitale à la grève politique générale et à l'élection des délégués. « *La classe ouvrière*, disait l'appel rédigé à la première séance, a dû recourir à l'ultime mesure dont dispose le mouvement ouvrier mondial et qui fait sa puissance : à la grève générale... »

Dans quelques jours, des événements décisifs doivent s'accomplir en Russie. Ils détermineront pour de nombreuses années le sort de la classe ouvrière ; nous devons donc aller devant des faits avec toutes nos forces disponibles, unifiées sous l'égide de notre commun soviet... »

Plus loin :

« Au fur et à mesure du développement de la grève d'octobre, le soviet devenait tout naturellement le centre qui attirait l'attention générale des hommes politiques. Son importance croissait littéralement d'heure en heure. Le prolétariat industriel avait été le premier à serrer les rangs autour de lui. L'Union des syndicats, qui avait adhéré à la grève dès le 14 octobre, dut presque immédiatement reconnaître son protectorat. De nombreux comités de grève — ceux des ingénieurs, des avocats, des fonctionnaires du gouvernement — réglaient leurs actes sur ses décisions. En s'assujettissant les organisations indépendantes, le soviet unifia autour de lui la révolution.

En même temps, la division se faisait sentir de plus en plus dans les rangs du gouvernement.

Trepov ne ménageait plus rien et flattait de la main ses mitrailleuses. Le 12, il se fait placer par Nicolas II à la tête de toutes les troupes de la garnison de Pétersbourg. Le 14, il donne l'ordre de ne pas "ménager les cartouches". Il partage la capitale en quatre secteurs militaires, commandés chacun par un général. En qualité de général gouverneur, il menace tous les marchands de comestibles de les faire déporter dans les vingt-quatre heures s'ils ferment boutique. Le 16, il consigne sévèrement les portes de toutes les écoles supérieures de Pétersbourg, qui sont occupées par les troupes. Sans que la loi martiale ait été proclamée, elle entre de fait en vigueur. Des patrouilles à cheval terrorisent la rue. Les troupes sont cantonnées partout, dans les établissements de l'Etat, dans les édifices publics, dans les cours des maisons particulières. Alors que les artistes du ballet impérial eux-mêmes se joignaient à la grève, Trepov, inexorable, emplissait de soldats les théâtres

vides. Il ricanait et se frottait les mains, pressentant une chaude affaire.

Il se trompait dans ses calculs. Ses adversaires politiques, représentés par un courant bureaucratique qui cherchait un compromis frauduleux avec l'histoire, l'emportèrent. Witte, chef de ce parti, fut appelé au pouvoir.

Le 17 octobre, les soudards de Treptow dispersèrent la réunion du soviet des députés ouvriers. Mais celui-ci trouva la possibilité de s'assembler encore une fois. Il décida que l'on poursuivrait la grève avec un redoubllement d'énergie. Il recommanda aux ouvriers de ne plus payer ni leur loyer, ni les marchandises qu'ils prenaient à crédit, avant d'avoir repris le travail, et il invita les propriétaires et les commerçants à ne pas se montrer exigeants envers les ouvriers. Ce même 17 octobre parut le premier numéro des *Izvestia* du soviet des députés ouvriers.

Et, dans la même journée, le tsar signait le manifeste de la Constitution. »

Conjointement à la grève en masse, à la grève générale, le prolétariat avait constitué le cadre de son unité, sa représentation comme classe, son parlement et son exécutif, les soviets.

La grève générale soulève la question du pouvoir en ce que, rassemblement des opprimés contre les oppresseurs, elle paralyse le fonctionnement économique du pays et dans une très large mesure le fonctionnement de l'Etat bourgeois. Cependant, elle a ses limites, que Trotsky souligne :

« *Cette grève pacifique, écrivait M. Procopovitch dans la revue Pravo, grève qui a occasionné un nombre beaucoup moins considérable de victimes que ne l'avait fait le mouvement de janvier, et qui s'est terminée par un coup d'Etat, a été une révolution, car elle a transformé radicalement le régime gouvernemental de la Russie.* » *“L'histoire, dit-il encore, qui avait été au prolétariat un de ses moyens de lutte pour les droits populaires, l'insurrection et les barricades dans la rue, lui en donna un autre beaucoup plus puissant, la grève politique générale.”*

Nous donnions certes une énorme importance alors à une grève politique des masses, considérée comme l'indispensable méthode de la révolution russe, tandis que des radicaux comme les Procopovitch se nourrissaient de vagues espérances fondées sur l'opposition des zemstvos. Mais nous ne pouvons admettre en aucune façon que la grève générale ait abrogé et remplacé les anciennes méthodes révolutionnaires. Elle en a seulement modifié l'aspect et elle les a complétées. Nous ne pouvons pas non plus reconnaître que la grève d'octobre, quelque estime que nous en ayons, ait “radicalement transformé le régime gouvernemental de la Russie”. Au contraire, tous les événements politiques ultérieurs ne s'expliquent qu'en raison de ce fait que la grève d'octobre n'a rien changé au régime gouvernemental. Nous dirons même qu'elle n'aurait pas pu accomplir un “coup d'Etat”. En tant que grève politique, elle se borna à mettre les adversaires face à face.

Sans aucun doute, la grève des chemins de fer et du téléphone désorganisa au dernier degré le mécanisme gouvernemental. Et la désorganisation s'aggrava avec la durée de la grève. Mais, en se prolongeant, cette même grève troubloit les fonctions de la vie économique et sociale et affaiblissait nécessairement les ouvriers. Et, enfin, elle devait avoir un terme. Mais, dès que la première locomotive fut sous pression, dès que le premier appareil télégraphique produisit son tac-tac, ce qui subsistait du pouvoir trouva la possibilité de remplacer tous les leviers brisés et de renouveler toutes les pièces avariées de la vieille machine gouvernementale.

Dans la lutte, il est extrêmement important d'affaiblir l'adversaire ; c'est la tâche de la grève. En même temps, elle met sur pied l'armée de la révolution. Mais ni l'un ni l'autre de ces résultats ne constituent par eux-mêmes un coup d'Etat.

Il faut encore arracher le pouvoir à ceux qui le détiennent et le transmettre à la révolution. Telle est la tâche essentielle. La grève générale crée les conditions nécessaires pour que ce travail soit exécuté, mais elle est, par elle-même, insuffisante pour le mener à bien.

Le vieux pouvoir gouvernemental s'appuie sur sa force matérielle, et avant tout sur l'armée. Pour barrer la route à un véritable "coup d'Etat", autre que celui qu'on croit avoir fait sur le papier, on trouve toujours l'armée. A un certain moment de la révolution, une question se pose et domine toutes les autres : de quel côté sont les sympathies et les baïonnettes des troupes ? La réponse ne peut pas être obtenue par une enquête. On peut formuler bien des observations justes et précieuses sur la largeur et la régularité des rues modernes, sur les nouveaux modèles de fusil, etc, mais toutes ces considérations techniques laissent entière la question de la conquête révolutionnaire du pouvoir gouvernemental. L'inertie de l'armée doit être surmontée. La révolution n'arrive à ce but qu'en provoquant un affrontement entre l'armée et les masses populaires. La grève générale crée les conditions favorables de cet affrontement. La méthode est brutale, mais l'histoire n'en connaît pas d'autre. »

Finalement, la grève générale, comme toutes les autres méthodes de la révolution, exige une politique, un programme donnant à la question du gouvernement, du pouvoir, une réponse concrète, ainsi qu'une force politique luttant pour cette politique, pour ce programme, pour cette réponse concrète à la question du gouvernement, du pouvoir.

ROSA LUXEMBURG ET LA SPONTANÉITE

Rosa Luxemburg a insisté sur la spontanéité au cours de la révolution russe de 1905 :

« L'élément spontané joue, nous l'avons vu, un grand rôle dans toutes les grèves en masse de Russie, élément soit d'impulsion, soit d'arrêt. Cela ne vient pas de ce qu'en Russie la social-démocratie est encore jeune et faible, mais de ce que, dans chaque action particulière de la lutte, interviennent une telle infinité d'éléments économiques, politiques et sociaux, généraux et locaux, matériels et psychologiques, qu'aucune d'elles ne peut se définir et se développer comme un exemple arithmétique. La

révolution, lors même que le prolétariat, avec la social-démocratie à sa tête, y joue le rôle dirigeant, n'est pas une manœuvre du prolétariat en rase campagne ; c'est une lutte au sein des craquements, de l'émettement, du déplacement incessant de tous les fondements sociaux. Bref, si l'élément spontané joue dans les grèves en masse de Russie un rôle si prépondérant, ce n'est point parce que le prolétariat russe est "insuffisamment éduqué", mais parce que les révolutions ne se laissent pas diriger comme par un maître d'école. »

Rosa Luxemburg oppose la spontanéité au « bureaucratisme » des syndicats et aussi de la social-démocratie d'Allemagne, qui, déjà en cette période, exprimait l'adaptation à la société bourgeoise, l'opportunisme, le révisionnisme.

« Ce qu'il y a de plus précieux, parce que permanent dans ce brusque flux et reflux de la marée révolutionnaire, c'est son *précipité intellectuel*. La croissance par bonds, en intelligence et en civilisation, du prolétariat fournit une garantie infrangible de son irrésistible progrès ultérieur dans la lutte, tant économique que politique. Mais ce n'est pas tout. Les rapports mêmes entre ouvriers et patrons sont bouleversés ; depuis la grève générale de janvier et les grèves de 1905 qui ont suivi, le principe du capitaliste "maître chez lui" est supprimé *de facto*. Dans les plus grandes usines de tous les centres importants, se sont constitués spontanément des comités ouvriers, avec lesquels seul le patron traite et qui décident de tous les conflits.

Et enfin, plus encore : les grèves en apparence chaotiques et l'action révolutionnaire "désorganisée" suivant la grève générale de janvier deviennent le point de départ d'un fiévreux *travail d'organisation*. Madame l'Histoire fait de loin, en riant, un pied-de-nez aux hommes des clichés bureaucratiques, qui montent colèreusement la garde aux portes de la prospérité des syndicats allemands.

Les organisations solides qui, censément, devraient être édifiées à l'avance ainsi qu'une forteresse imprenable, comme condition *sine*

qua non d'une tentative éventuelle d'éventuelle grève en Allemagne, ces organisations sont précisément, tout au rebours, filles de la grève en masse en Russie ! Et, tandis que les gardiens des syndicats allemands ont avant tout peur que ces organisations, dans un tourbillon révolutionnaire, ne s'en aillent en pièces, comme des porcelaines précieuses, c'est un tableau tout contraire que nous montre la révolution russe : de la tourmente et de l'orage, des flammes et du feu, des grèves en masse, des batailles dans la rue, ce qui émerge, comme Vénus de l'écumé des mers, frais, jeunes, forts et contents de vivre, ce sont... des syndicats. »

Le style de Rosa Luxemburg est éblouissant et ce qu'elle écrit est pour notre époque un enseignement particulièrement précieux. En effet, ce qui n'était alors que le bureaucratisme, l'opportunisme, et non le révisionnisme, des appareils syndicaux et des partis ouvriers, est devenu depuis longtemps action contre-révolutionnaire ouverte et déterminée. Ce ne sont plus seulement les partis socialistes et social-démocrates, les appareils syndicaux, qui de nos jours sont devenus contre-révolutionnaires, mais, avec une science extraordinaire dans cet art particulier, les partis staliens. Ce sont seulement ces forces vives, bondissantes, de la classe ouvrière qui garantissent que les obstacles contre-révolutionnaires dressés pour empêcher le déferlement révolutionnaire du prolétariat seront submergés.

Rosa Luxemburg n'en souligne pas moins l'importance du parti du prolétariat :

« Avec la psychologie d'un syndiqué qui ne consent à chômer au Premier Mai qu'une fois bien assuré à l'avance d'un subside fixé avec précision, au cas où il serait renvoyé, on ne peut faire ni révolution ni grève générale. Mais justement, dans la tourmente de la période révolutionnaire, le proléttaire se transforme, de père de famille prudent qui exige un subside, en un "révolutionnaire romantique" pour qui même le bien supérieur, la vie, à plus forte raison le bien-être matériel, n'a que peu de valeur en comparaison du but idéal de la lutte. »

Mais si la direction de la grève générale, au sens de commandement qui en aurait l'initiative ou de calcul et des dispositions des frais qu'elle coûtera, est l'affaire de la période révolutionnaire elle-même, il n'en est pas moins vrai qu'en un tout autre sens la direction, dans les grèves en masse, revient au socialisme et à ses organes dirigeants. Au lieu de se casser la tête avec le côté technique, avec le mécanisme de la grève, le socialisme est appelé, dans la période révolutionnaire, à en prendre la direction *politique*. La tâche la plus importante de "direction" dans la période de grève générale consiste à donner à la bataille son mot d'ordre, sa tendance, à régler la *tactique* de la lutte politique de façon qu'en toute phase et à tout moment soit réalisée et mise en activité la somme entière de puissance déjà engagée dont le prolétariat dispose, en activité, qu'elle se manifeste dans la position de combat du parti, que la tactique du socialisme ne se trouve jamais, en décision et en précision, *au-dessous* du niveau des rapports de forces existant en réalité, mais qu'au contraire elle dépasse ce niveau. Et cette direction se transforme d'elle-même, dans une certaine mesure, en direction technique. Une tactique du socialisme conséquente, résolue, allant de l'avant, provoque dans la masse le sentiment de la sécurité, de la confiance, de l'ardeur au combat ; une tactique hésitante, faible, fondée sur une dépréciation du prolétariat, exerce sur la masse une action paralysante et perturbatrice. Dans le premier cas, les grèves en masse éclatent "d'elles-mêmes" et toujours "en temps opportun" ; dans le deuxième, même des appels directs des dirigeants à la grève en masse restent sans résultat. Et la révolution russe nous offre des exemples parlants de l'un et de l'autre. »

Pourtant, l'histoire l'a prouvé, Rosa Luxemburg sous-estime l'importance et le rôle du parti révolutionnaire dans le processus révolutionnaire, donc dans la grève générale. Elle réagit sous l'impression de l'attitude et des méthodes de la lourde machine social-démocrate allemande, qui se méfiait dès cette période de l'initiative révolutionnaire du proléta-

riat allemand et l'étoffait. La social-démocratie agit ainsi car elle a déjà un pied dans le camp de la contre-révolution.

La spontanéité des masses est toujours une spontanéité historiquement déterminée. Elle est le produit de toute une expérience politique de lutte de classe parvenue, en des circonstances données, à un point donné. Des dizaines d'années d'activité des organisations et des partis ouvriers au sein des masses la nourrissent, avec l'acquis et aussi les contradictions et limites que cela implique, surtout à l'époque actuelle où les partis ouvriers traditionnels sont passés du côté de la contre-révolution, de la défense de l'ordre bourgeois. Cette spontanéité inclut le rejet de la soumission à l'ordre bourgeois, le rejet de la politique et des méthodes qui soumettent le prolétariat à la bourgeoisie, le rejet des méthodes de défense des régimes politiques de domination de classe de celle-ci. Elle inclut aussi les illusions des masses. La spontanéité du prolétariat est donc une notion qui demande à être précisée en fonction d'un ensemble de déterminations. De toute façon, elle a ses limites.

GREVE GENERALE, SPONTANÉITE ET STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE

L'expérience a prouvé au cours de la révolution russe, des révolutions, crises et mouvements révolutionnaires qui se sont succédé, et dans lesquels s'incluent les multiples grèves générales, l'importance décisive des partis et organisations révolutionnaires et contre-révolutionnaires, de leurs politiques, de leurs programmes. Tenant compte que la classe ouvrière a une histoire, qu'elle dispose d'organisations déterminées, la Troisième Internationale a commencé, plus précisément dans ses III^e et IV^e Congrès, à préciser la stratégie de la révolution prolétarienne, notamment dans ce qui est alors caractérisé comme la « tactique du front unique ». Trotsky, dans son livre « L'Internationale communiste après Lénine », a vivement insisté sur la nécessité d'une stratégie révolutionnaire. Le programme sur lequel la IV^e Internationale

a été fondée, « L'Agonie du capitalisme et les Tâches de la IV^e Internationale », dit « Programme de transition », est précisément la traduction programmatique de la stratégie de la révolution prolétarienne mondiale. Il ne traite pas de la grève de masse, de la grève générale, comme telles, mais il indique :

« L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant ; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques. Quelle que soit la diversité des méthodes des social-traitres — de la législation "sociale" de Léon Blum aux falsifications judiciaires de Staline — ils ne réussiront jamais à briser la volonté révolutionnaire du prolétariat. De plus en plus, leurs efforts désespérés pour arrêter la roue de l'histoire démontreront aux masses que la crise de la direction du prolétariat, qui est devenue la crise de la civilisation humaine, ne peut être résolue que par la IV^e Internationale. »

La « spontanéité » des masses à l'époque actuelle se situe dans ces conditions. Partant, la stratégie à développer est définie dans les lignes suivante :

« La tâche stratégique de la prochaine période — période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation — consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »

Une fois encore : « la grève générale est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs. C'est le début classique de la révolution. » Elle est une des formes classiques, sinon la forme classique de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, de la réalisation dans l'action de son unité comme classe contre la bourgeoisie comme classe, son gouvernement, son Etat, son pouvoir.

Etant donné les rapports politiques actuels à l'intérieur du mouvement ouvrier, étant donné que les partis ouvriers traditionnels, les appareils syndicaux, défendent de toutes leurs forces, par tous les moyens, la société bourgeoise et même les régimes politiques bourgeois en place, étant donné la faiblesse des organisations de la IV^e Internationale qui construisent dans chaque pays le parti révolutionnaire, la « spontanéité » des masses est déterminante dans la marche à la révolution, donc à la grève générale. Pourtant, y compris en ce qui concerne sa préparation et son déclenchement — et par conséquent ses développements ultérieurs — l'intervention militante des organisations de la IV^e Internationale a d'ores et déjà une importance considérable car, sur la base du programme de la IV^e Internationale, il est possible de contribuer à l'enrichissement de l'expérience politique des masses et, en formulant en termes politiques cette expérience, de la dégager, de lui donner une expression consciente, donc par là même une portée beaucoup plus grande.

Toute grève générale pose objectivement certains problèmes fondamentaux : l'unité des masses en lutte, leur représentation, leur organisation, les objectifs politiques, la question du pouvoir. De là ne découle pas que les réponses se dégagent automatiquement, ni jusqu'où la grève générale ira, ni sur quoi elle débouchera. Cela dépend de nombreux facteurs, dont particulièrement le facteur conscient, organisé et agissant, de l'organisation qui construit le parti révolutionnaire, de sa capacité à s'inscrire dans le processus politique qui conduit le prolétariat à se dresser comme classe contre la bourgeoisie, son gouvernement, son Etat, à exprimer les besoins des masses, les exigences de la lutte.

Au moment actuel, où les rapports politiques au sein du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière sont ce qu'ils sont, une juste réponse à la question de la réalisation du front unique entre les organisations ouvrières, à celle de leur rupture avec la bourgeoisie, à celle d'une perspective d'un gouvernement constitué par les partis ouvriers sans ministres représentant les partis bourgeois, est absolument essentielle pour préparer la grève générale et au cours de son développement. La classe ouvrière, les masses exploitées, ne peuvent engager un combat frontal contre la bourgeoisie sans se tourner, sans en appeler constamment à leur représentation politique comme classe. Mais il ne faut surtout pas opposer l'action politique à l'initiative et à la « spontanéité » des masses.

Tout au contraire, il faut, par l'action et dans l'action politique pour le front unique, dégager l'initiative, la spontanéité des masses, car ce sont elles qui réaliseront l'unité de la classe ouvrière par leur propre mouvement, submergeant les obstacles que dressent les appareils bourgeois constitués à l'intérieur du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière, les « lieutenants ouvriers de la bourgeoisie ». Etablir la juste relation dialectique entre l'action politique pour le front unique et l'initiative, le mouvement spontané des masses, est indispensable.

Le mouvement par lequel la classe ouvrière s'engage comme classe dans le combat contre la bourgeoisie comme classe, son Etat, son gouvernement, est un mouvement pratique qui répond à des besoins et préoccupations pratiques, lesquels sont fonction de situations concrètes ; aussi est-il impossible de fixer un catalogue de revendications démocratiques, jusqu'aux revendications d'expropriation du capital, en passant par de multiples revendications économiques et politiques que les masses feront leurs.

Pourtant, une chose est certaine : dans tous les cas, la grève générale pose la question du pouvoir, la question du gouvernement, et bien qu'il s'agisse de concrétiser, à chaque fois la réponse ne peut être apportée que sur la ligne qui définit le programme de la IV^e Internationale : celle du gouvernement ouvrier et paysan.

La grève générale, il faut le réaffirmer, « c'est le début classique de la révolution », ce n'est donc pas l'acte unique par lequel la révolution prolétarienne et la prise du pouvoir s'accomplissent. Elle est un de leurs moments, une de leurs étapes. C'est comme telle qu'il faut la situer et y intervenir, ce qui exige inéluctablement l'action politique dans la préparation et le cours de la grève générale pour la construction du parti révolutionnaire, le parti de la IV^e Internationale. La grève générale est un élément, une composante de la stratégie révolutionnaire. Elle n'est pas, et de loin, toute la stratégie révolutionnaire.

A cet égard, la riche analyse que Rosa Luxemburg a faite de la grève

générale, de la spontanéité révolutionnaire, bien qu'elle y inclut jusqu'à un certain point le rôle du parti ouvrier révolutionnaire, ne suffit cependant pas. Il faut y ajouter les leçons du bolchevisme, les leçons de la révolution d'Octobre. Et celles-ci montrent que finalement l'essentiel est que, dans le processus révolutionnaire, se construise le parti, qu'il conquière l'hégémonie dans la classe ouvrière et les masses exploitées, ou tout au moins une position déterminante, qu'elles le reconnaissent comme la direction et l'organisateur du combat final pour la prise du pouvoir. Alors le mouvement des masses et l'action dirigeante du parti forment un ensemble : masses et parti ont les mêmes pulsions, vivent de la même vie.

en France, « le moment approche »

En France, la grève générale de mai-juin 1968 a blessé mortellement la V^e République sans l'abattre. Depuis, elle agonise. La crise de régime, crise de domination de classe de la bourgeoisie, se perpétue. Maintes fois l'OCI a analysé la forme particulière que la crise de domination de classe de la bourgeoisie qui se développe en France a prise. Il n'est donc pas nécessaire de refaire une fois encore cette analyse. Il suffit de rappeler quelques données essentielles que le rapport préparatoire pour le XXIV^e Congrès de l'OCI consigne :

« Sans reprendre tous les aspects de la crise des institutions bonapartistes de la V^e République analysés dans les textes et documents adoptés par les congrès antérieurs de l'OCI, il faut néanmoins, pour cadrer notre intervention, revenir sur quelques-unes de ses données fondamentales.

La bourgeoisie française est prise dans une contradiction qu'elle ne peut surmonter. La V^e République

est en faillite. Elle n'a pu — par suite de la lutte de classe du prolétariat — instaurer l'Etat fort, l'Etat corporatiste, détruire les organisations ouvrières, broyer le prolétariat. Tout au contraire, le prolétariat, les masses exploitées se sont politiquement renforcés. Seul un barrage que dressent le PS et surtout le PCF, les appareils bureaucratiques des centrales syndicales, et surtout l'appareil stalinien de la CGT (plus exactement la politique de l'appareil stalinien ordonne toute la politique des autres directions ouvrières trahies) a empêché les masses de balayer la V^e République et ses institutions et d'ouvrir la crise révolutionnaire. Or, la crise du système impérialiste, en particulier la marche à une crise économique majeure, contraint la bourgeoisie française à attaquer férolement la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées, leur standard de vie, leurs acquis et conquêtes. Le gouvernement Giscard-Barre aux abois doit s'efforcer de réaliser rapidement ce que de Gaulle, Pompidou, plus de vingt ans de V^e République n'ont pas

permis de réaliser du point de vue des acquis et des conquêtes du prolétariat et des masses exploitées, ce qu'ils n'ont pu engager et cela alors que la mise en place de l'Etat fort, l'Etat corporatiste, a irrémédiablement échoué.

Les intérêts de la classe dominante exigent que soient portés les coups les plus sévères aux masses laborieuses et à la jeunesse. Pour porter ses coups, la classe dominante doit utiliser les institutions bonapartistes de la Ve République, les seules dont elle dispose. Mais ces institutions sont en crise, crise dont le fondement est l'activité des masses. C'est ainsi que, sous peine d'écrasement politique et économique, la classe dominante doit s'appuyer sur les institutions du bonapartisme en crise, le gouvernement Giscard couronnant les institutions concentrant directement la haine des masses laborieuses et de la jeunesse. Répétons-le : la faiblesse de ces institutions ne permet pas au gouvernement Giscard-Barre d'atteindre par ses propres moyens ses objectifs. Les appareils, et particulièrement l'appareil stalinien, doivent prendre en charge la mise en application de la politique anti-ouvrière d'attaque contre la jeunesse et les masses. Aussi est-il essentiel que l'avant-garde révolutionnaire comprenne clairement à la fois le caractère inéluctable de la crise du régime et l'utilisation de la « démocratie » comme levier pour aider à amener la crise du régime à son point de rupture. L'avant-garde révolutionnaire combat pour libérer l'humanité de toutes les chaînes de l'oppression et de l'exploitation de l'homme par l'homme. Dans ce combat, le combat contre les illusions démocratiques est une nécessité absolue. Mais encore faut-il savoir comment combattre les illusions démocratiques.

La liquidation de la IV^e République en 1958 a résulté de conditions et d'événements déterminés, mais elle n'a pas correspondu à des données circonstancielles. Historiquement, la république parlementaire n'est plus la forme de domination politique correspondant aux besoins de la bourgeoisie française décadente. Ce sont les rapports déterminés entre les classes qui ont nécessité le recours à

la république parlementaire pour contenir la montée révolutionnaire née de la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

C'est ainsi qu'au lendemain de la guerre elle renaisait de ses cendres car les rapports entre les classes ne permettaient pas alors à la bourgeoisie d'avoir recours à l'Etat fort, à l'Etat corporatiste, objectif qui pourtant était celui de De Gaulle dès les années 1944 à 1950. Pour contenir les contradictions que la république parlementaire ne pourrait pas contenir, l'institution du bonapartisme en 1958 a correspondu aux besoins profonds de la bourgeoisie française décadente. Cependant le parlementarisme comme mode de domination de classe peut néanmoins revivre en fonction des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, de la faille du bonapartisme, ouvrant la crise révolutionnaire. Il devient alors un régime de crise totalement instable, dont la bourgeoisie a besoin momentanément pour contenir les masses, permettre éventuellement la mise en place d'un gouvernement de front populaire, mais par ailleurs menaçant et insupportable pour elle.

Ne pas comprendre la nature du bonapartisme et la nature de la démocratie parlementaire, l'une et l'autre de nature bourgeoise, serait abandonner les principes, nous désarmer, et glisser sur le terrain du front populaire. Mais ne pas comprendre que bonapartisme et démocratie parlementaire sont des formes de domination de la bourgeoisie qui s'excluent l'une et l'autre serait abandonner en sectaire dogmatique le terrain du marxisme, et par là même l'intervention politique à partir des données fondamentales de la politique révolutionnaire. La démocratie parlementaire comme le bonapartisme sont des produits du développement historique qui ne peuvent être éliminés que par la révolution prolétarienne. Sans qu'il nous soit permis d'oublier son contenu de classe (bourgeois), sans donc la prendre en charge, nous devons opposer la « démocratie » aux institutions bonapartistes, cela afin d'utiliser la « démocratie » contre la forme concrète que prend dans les conditions présentes la forme de domination de

classe de la bourgeoisie, à savoir la forme bonapartiste. C'est ainsi que la « démocratie » dont se servent les appareils bourgeois contre les masses laborieuses doit être utilisée (et l'est) par les masses laborieuses pour des objectifs tout différents. Parce que nous comprenons la nature bourgeoise du bonapartisme et de la démocratie parlementaire, en même temps que nous comprenons que ce sont deux formes de domination de la bourgeoisie qui s'excluent l'une l'autre, nous sommes à même de définir la situation réelle du point de vue des relations entre les classes et du point de vue de classe. Par là, nous nous rendons capables d'agir sur les événements.

Comprenant que la démocratie parlementaire ne pourra s'établir que dans l'effondrement du régime de la Ve République, que cet effondrement verra — dans la mesure où les institutions de la Ve République ont fusionné partiellement avec l'Etat bourgeois — pour le moins la « déstabilisation » de l'Etat bourgeois, nous agissons ainsi sur la contradiction insurmontable entre bonapartisme et démocratie parlementaire, pour aider notre classe à promouvoir ses propres éléments de pouvoir dans la crise d'effondrement. Sans aucunement prendre en charge, cela va de soi, répétons-le, la démocratie parlementaire, mais en utilisant la contradiction insurmontable entre bonapartisme et démocratie parlementaire, en partant de la nécessité de « combattre les illusions sur le terrain des illusions », nous voyons ce qui va arriver inéluctablement : une situation où démocratie parlementaire et formes plus ou moins développées du pouvoir ouvrier (conseils, comités) se côtoieront, comme la prochaine étape politique du combat pour la révolution prolétarienne qui doit renverser tout régime bourgeois, qui doit renverser le système de la propriété privée des moyens de production.

De là découle que, plus le moment du dénouement de la crise politique en crise révolutionnaire approche, plus le levier de la « démocratie » utilisé comme nous venons de l'exposer devient décisif, mais plus l'OCI doit conserver strictement son caractère de classe, et ne pas laisser les revendi-

cations de classe se noyer dans la « démocratie » en général. Et c'est là que se noue le problème de la grève générale, ses rapports avec la démocratie et avec le mot d'ordre du gouvernement Mitterrand-Marchais sans représentant de la bourgeoisie. »

DE GAULLE OBLIGE DE SE DEMETTRE

L'article que le dernier numéro de « La Vérité » a consacré à la grève générale de mai-juin 1968 était titré « La grève générale de mai-juin 1968 est venue de loin ». La grève générale qui se prépare vient également de loin. Ses origines remonteront à la grève générale de mai-juin 1968 elle-même, qui, entravée, transformée en « grève économique », disloquée, a néanmoins blessé mortellement, sans l'achever, la Ve République. Toutefois, la nouvelle grève générale qui se prépare ne se prépare pas strictement de la même façon que celle de mai-juin 1968. Avant et au cours de celle-ci, les grandes masses avaient l'illusion que la grève générale se suffirait à elle-même, que sa puissance suffirait à arracher les revendications et à balayer le gouvernement et la Ve République. Cette illusion a facilité la politique liquidatrice de la grève des partis ouvriers et des appareils des centrales syndicales, principalement le PCF et l'appareil stalinien de la CGT. Elle leur a permis de vider les entreprises, de prendre le contrôle du mouvement, de ne pas constituer le comité central de grève de la grève générale, de ne pas donner l'ordre de grève générale, de maintenir la division politique, de concocter les « accords de Grenelle » et, après que l'ensemble des ouvriers de chez Renault leur eurent intimé le « Ne signez pas », de conclure des accords corporation après corporation, entreprise après entreprise, de se dérober devant la question du pouvoir.

Le PCF demandait la dissolution de l'Assemblée nationale. De Gaulle la dissolvait. La grève générale était liquidée au nom des élections. Les « élections-trahison » amenaient à l'Assemblée nationale une majorité de députés UDR. Les masses ont voulu

ardemment la grève générale de mai-juin 1968. L'illusion de la grève générale se suffisant à elle-même les a désarmées politiquement. Elles en ont tiré plus ou moins nettement la conclusion qu'il faut encore réaliser les conditions politiques indispensables pour balayer le gouvernement de la Ve République et porter au pouvoir un gouvernement qu'elles considèrent comme étant leur gouvernement. Parmi ces conditions : la réalisation de l'unité de la grève, la réalisation du front unique des organisations et partis ouvriers.

La liquidation de la grève générale, l'élection de l'Assemblée nationale « bleu CRS », n'ont pas abattu la classe ouvrière. A peine de Gaulle vient-il de proclamer le 24 novembre 1968 : « C'en est fini des cortèges et exhibitions », que les ouvriers de chez Renault, les travailleurs de l'Assistance publique, les métallos de Bordeaux, manifestent pour que soient satisfaites leurs revendications. Ensuite, chez Renault, chez Peugeot, se produisent des grèves dites sauvages. A nouveau l'appareil stalinien de la CGT lance un de ces mots d'ordre d'*« action »* qui ne sont que des contre-feux à la mobilisation réelle de la classe ouvrière : tout seul, il appelle à une *« journée d'action »* le 12 février 1969. De Gaulle dit brutalement non à toutes les revendications. L'ensemble des dirigeants des centrales syndicales sont amenés à lancer conjointement un ordre de *« grève nationale »* pour le 11 mars 1969. La grève est générale, les manifestations sont massives. Les travailleurs comprennent cette grève comme une grève politique pour leurs revendications contre le gouvernement. De Gaulle tente désespérément de ressaisir l'initiative politique qui lui échappe : il décide d'un référendum pour le 27 avril 1969, dont l'objectif est d'instituer le corporatisme.

Mais la classe ouvrière a déjà réengagé le combat ; l'ensemble des centrales syndicales et les partis ouvriers appellent à voter non, la bourgeoisie est divisée : de Gaulle est battu et doit se démettre. Le mot d'ordre du 13 mai 1968 : « Dix ans, de Gaulle, ça suffit ! » est réalisé. Pourtant, la Ve République se survit. Ayant appelé conjointement à voter non au référen-

dum du 27 avril, les dirigeants de ce qu'il reste de la SFIO et ceux du PCF présentent chacun leur candidat au premier tour des élections présidentielles qui suivent la démission de De Gaulle. En fonction de la loi électorale, seuls restent candidats au second tour — ceux du PCF et de la SFIO ayant été éliminés au premier — Pompidou et Poher, candidats des partis bourgeois. La classe ouvrière est exclue de cette lutte politique.

LA POUSSÉE DES MASSES

Tout au cours des années suivantes, d'importantes grèves se sont succédé. Parmi celles-ci, il faut citer la grève Renault d'avril-mai 1971, que les dirigeants CGT disloquent en grèves tournantes. A l'occasion de ce mouvement, Georges Seguy explique :

« Du point de vue de la combativité, il ne faudrait pas grand-chose pour en arriver là (*à un éventuel mai-juin 1968*). Mais les conditions pour déboucher sur un changement politique dans notre pays ne sont pas réalisées. Ce qui pèse aussi sur les luttes syndicales. »

Très conscient, Seguy oppose à une nouvelle grève générale... l'absence de perspective gouvernementale. En juin 1971, les cheminots débraient spontanément et réalisent la grève. Une fois encore, dirigeants de la CGT et de la CFDT brisent la grève ; le 19 mai, ils expliquent :

« En dépit de la combativité qui s'exprime dans certaines consultations des cheminots en grève, la direction (*de la SNCF*) refuse d'aller au-delà des concessions acquises dont l'effet n'est pas immédiat. De surcroît, le renforcement des actions au plan national, seul capable de faire céder le gouvernement, n'est pour le moment pas envisageable. Cette appréciation tient compte d'un contexte politique général. »

En octobre, c'est la grève des conducteurs du métro de la RATP qui se réalisera contre la volonté affirmée des dirigeants syndicaux. Les conducteurs parviennent à imposer une assemblée générale aux dirigeants qui n'en veulent pas. L'un des grévistes lance :

« Les syndicats à nous, les permanents à notre service ! » Mais les conducteurs ne constituent pas leur comité central de grève ; sans direction, leur grève se disloque.

D'autres mouvements significatifs ont lieu.

Un événement politique d'importance se produit : la construction d'un nouveau Parti socialiste. La participation de la SFIO à la mise en place de la Ve République, Guy Mollet se faisant au Parlement le fourrier de De Gaulle, sa participation aux premiers gouvernements de la Ve République l'ont disloquée et presque détruite. Mais il existe en France dans la classe ouvrière et les masses populaires une tradition socialiste, et donc une place pour un parti ouvrier bourgeois de type parlementaire. Dans la tradition de la vieille SFIO, sans que ce soit celle-ci, un Parti socialiste, bien que très hétérogène, s'est construit et a occupé la place laissée libre. Il en résulte une modification dans les rapports à l'intérieur du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière et des masses populaires. A condition d'apparaître comme un parti ne collaborant pas aux gouvernements de la Ve République, un tel parti peut regrouper derrière lui de larges masses. Il doit également se situer sur le terrain de l'unité d'action avec le PCF et répondre aux aspirations unitaires. De son côté, le PCF prendrait de grands risques d'isolement en s'opposant aux aspirations unitaires des masses. Dans un premier temps, la direction du PCF va choisir, pour endiguer et noyer l'aspiration unitaire des masses, pour la dénaturer, la vieille tactique du front populaire, dénommée cette fois « Union de la gauche ». Le 27 juin 1972, le PS et le PCF signent le « Programme commun de gouvernement ». Le « Programme commun de gouvernement » se situe totalement dans le cadre de la Ve République, de sa Constitution et de ses institutions ; c'est ce qui lui confère son caractère. Pour que nul n'ignore qu'il se situe entièrement sur ce terrain, le 12 juillet, le groupe des « radicaux de gauche » le ratifie. A de multiples reprises, en particulier au cours de la campagne électorale pour les élections législatives de mars 1973, Mitterrand et Marchais affirment leur respect de la Ve République, de sa

Constitution, de ses institutions, notamment de la majorité présidentielle, de la majorité à l'Assemblée nationale, reflet de la majorité présidentielle. Aux élections législatives de 1973, fortement entamée (par rapport à 1968 elle perd 2 300 000 voix), la coalition des partis de la Ve République reste majoritaire, majorité présidentielle et majorité parlementaire coïncidant encore. En un premier temps, l'« Union de la gauche » a rempli sa fonction, au moins sur le plan électoral, en endiguant l'aspiration à en finir avec la Ve République et ses gouvernements.

D'importants mouvements de grève se produisent encore entre les élections législatives de mars 1973 et les élections présidentielles de mai 1974 : la grève des OS-presses de chez Renault à Boulogne-Billancourt, la grève de la Sécurité sociale, d'autres mouvements encore. Il faut signaler plus particulièrement le mouvement des lycéens en mars 1973 contre la loi Debré. Un événement fortuit, la mort de Pompidou, va contribuer à dégager la modification en cours des rapports politiques, aussi bien en ce qui concerne les rapports entre les classes qu'en ce qui concerne les rapports à l'intérieur des partis de la Ve République, les rapports entre le PS et le PCF, les rapports au sein du mouvement ouvrier et des masses populaires. Alors qu'aux élections législatives de mars 1973, le PS et le PCF ne totalisaient ensemble que 41 % des suffrages exprimés, Mitterrand, premier secrétaire du PS, candidat unique de la « gauche », en obtenait 49,3 % au second tour des élections présidentielles de juin 1974. Le candidat de l'UDR, Chaban-Delmas, n'obtenait au premier tour que 15,1 % des suffrages exprimés. Il s'en fallait donc d'un souffle pour que, y compris dans le cadre de la Ve République, dans celui d'un scrutin au caractère bonapartiste évident, les partis de la Ve République ne soient battus sur leur propre terrain. Entre le premier et le second tour, le PCF, en tendant la main à l'UDR, avait tout fait pour qu'il n'en soit pas ainsi. En même temps, l'UDR, parti par excellence de la Ve République, subissait une défaite retentissante.

Les élections présidentielles de 1974 exprimaient une fantastique poussée

« Les syndicats à nous, les permanents à notre service ! » Mais les conducteurs ne constituent pas leur comité central de grève ; sans direction, leur grève se disloque.

D'autres mouvements significatifs ont lieu.

Un événement politique d'importance se produit : la construction d'un nouveau Parti socialiste. La participation de la SFIO à la mise en place de la Ve République, Guy Mollet se faisant au Parlement le fourrier de De Gaulle, sa participation aux premiers gouvernements de la Ve République l'ont disloquée et presque détruite. Mais il existe en France dans la classe ouvrière et les masses populaires une tradition socialiste, et donc une place pour un parti ouvrier bourgeois de type parlementaire. Dans la tradition de la vieille SFIO, sans que ce soit celle-ci, un Parti socialiste, bien que très hétérogène, s'est construit et a occupé la place laissée libre. Il en résulte une modification dans les rapports à l'intérieur du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière et des masses populaires. A condition d'apparaître comme un parti ne collaborant pas aux gouvernements de la Ve République, un tel parti peut regrouper derrière lui de larges masses. Il doit également se situer sur le terrain de l'unité d'action avec le PCF et répondre aux aspirations unitaires. De son côté, le PCF prendrait de grands risques d'isolement en s'opposant aux aspirations unitaires des masses. Dans un premier temps, la direction du PCF va choisir, pour endiguer et noyer l'aspiration unitaire des masses, pour la dénaturer, la vieille tactique du front populaire, dénommée cette fois « Union de la gauche ». Le 27 juin 1972, le PS et le PCF signent le « Programme commun de gouvernement ». Le « Programme commun de gouvernement » se situe totalement dans le cadre de la Ve République, de sa Constitution et de ses institutions ; c'est ce qui lui confère son caractère. Pour que nul n'ignore qu'il se situe entièrement sur ce terrain, le 12 juillet, le groupe des « radicaux de gauche » le ratifie. A de multiples reprises, en particulier au cours de la campagne électorale pour les élections législatives de mars 1973, Mitterrand et Marchais affirment leur respect de la Ve République, de sa

Constitution, de ses institutions, notamment de la majorité présidentielle, de la majorité à l'Assemblée nationale, reflet de la majorité présidentielle. Aux élections législatives de 1973, fortement entamée (par rapport à 1968 elle perd 2 300 000 voix), la coalition des partis de la Ve République reste majoritaire, majorité présidentielle et majorité parlementaire coïncidant encore. En un premier temps, l'*« Union de la gauche »* a rempli sa fonction, au moins sur le plan électoral, en endiguant l'aspiration à en finir avec la Ve République et ses gouvernements.

D'importants mouvements de grève se produisent encore entre les élections législatives de mars 1973 et les élections présidentielles de mai 1974 : la grève des OS-presses de chez Renault à Boulogne-Billancourt, la grève de la Sécurité sociale, d'autres mouvements encore. Il faut signaler plus particulièrement le mouvement des lycéens en mars 1973 contre la loi Debré. Un événement fortuit, la mort de Pompidou, va contribuer à dégager la modification en cours des rapports politiques, aussi bien en ce qui concerne les rapports entre les classes qu'en ce qui concerne les rapports à l'intérieur des partis de la Ve République, les rapports entre le PS et le PCF, les rapports au sein du mouvement ouvrier et des masses populaires. Alors qu'aux élections législatives de mars 1973, le PS et le PCF ne totalisaient ensemble que 41 % des suffrages exprimés, Mitterrand, premier secrétaire du PS, candidat unique de la *« gauche »*, en obtenait 49,3 % au second tour des élections présidentielles de juin 1974. Le candidat de l'UDR, Chaban-Delmas, n'obtenait au premier tour que 15,1 % des suffrages exprimés. Il s'en fallait donc d'un souffle pour que, y compris dans le cadre de la Ve République, dans celui d'un scrutin au caractère bonapartiste évident, les partis de la Ve République ne soient battus sur leur propre terrain. Entre le premier et le second tour, le PCF, en tendant la main à l'UDR, avait tout fait pour qu'il n'en soit pas ainsi. En même temps, l'UDR, parti par excellence de la Ve République, subissait une défaite retentissante.

Les élections présidentielles de 1974 exprimaient une fantastique poussée

politique de la classe ouvrière, la crise sans issue de la V^e République, la recherche par la bourgeoisie d'une solution politique... Mais laquelle ? Les masses avaient conscience d'avoir remporté un succès politique qui pouvait rapidement déboucher sur la victoire décisive contre la V^e République et ses gouvernements. Giscard d'Estaing, vainqueur de l'UDR, désireux de réaliser l'ouverture à gauche, c'est-à-dire d'intégrer à sa couverture parlementaire, sinon au gouvernement, le PS, était contraint de constituer un gouvernement qui ménage l'UDR, le gouvernement Giscard-Chirac. Il lui fallait également poursuivre les « grandes réformes » de la V^e République. Alors que la bourgeoisie l'avait fait élire afin de réaliser une transition, intégrer un maximum de parlementarisme dans le fonctionnement de la V^e République, Giscard d'Estaing se trouvait et devait se trouver de plus en plus contraint d'accroître le caractère bonapartiste du régime, de concentrer de plus en plus le pouvoir entre ses mains, de réduire de plus en plus ouvertement l'Assemblée nationale à une chambre d'enregistrement.

Dès avant les élections présidentielles, d'importantes grèves exprimaient le mouvement en avant de la classe ouvrière : au début de l'année 1974, les mineurs de Lorraine imposent aux dirigeants syndicaux la grève, au lieu des grèves tournantes ; en avril, c'est au tour des travailleurs des banques d'imposer la grève.

Après les élections présidentielles, dès le 21 juillet, les travailleurs de l'ORTF manifestent devant l'Assemblée nationale, à qui le gouvernement a soumis la loi qui disloque l'Office. Les dirigeants syndicaux réduisent à l'impuissance les travailleurs de l'ORTF en leur imposant à la rentrée les grèves tournantes, comme ils vont réduire à l'impuissance les marins du « France » qui ont spontanément débrayé et occupé le navire contre son désarmement, en les isolant.

Mais le mouvement le plus important de cette année 1974, c'est la grève des postiers. En novembre, les postiers d'un centre de tri, puis des bureaux-gares, puis l'ensemble des PTT se mettent en grève. Ils imposent la grève

pour leurs revendications aux dirigeants qui n'en veulent pas. La grève prend son point d'appui sur l'ordre de grève que donnent les dirigeants FO des PTT au niveau de la région parisienne. La grève dure plusieurs semaines. Mais les postiers ne parviennent pas à imposer le front unique des organisations syndicales, à arracher l'ordre de grève générale aux fédérations des PTT, à constituer l'outil indispensable d'unification de la grève qui rassemble les organisations syndicales et les délégués de tous les centres et bureaux. Ce mouvement a un contenu politique précis : pour les revendications, contre le gouvernement Giscard-Chirac. Les postiers ne parvenant pas à réaliser ou à imposer l'unification du mouvement, sa centralisation, le mouvement s'effrite. Les postiers sont contraints de reprendre le travail. Mais ce mouvement est l'un des plus importants depuis la grève générale de mai-juin 1968. Il s'inscrit dans la lutte des classes comme un moment capital de la maturation politique de la classe ouvrière.

AU PS ET AU PCF : REALISEZ L'UNITE POUR EN FINIR AVEC LE GOUVERNEMENT GISCARD-CHIRAC !

Mais les résultats des élections présidentielles indiquent que le gouvernement Giscard-Chirac et la V^e République peuvent être battus et renversés en utilisant leurs propres consultations électorales. D'anciens ministres du gouvernement Messmer n'ont pas été intégrés à la nouvelle coalition gouvernementale. Ils ont fait démissionner leurs suppléants à l'Assemblée nationale et se représentent à la députation. Le 30 septembre, aux élections législatives partielles, la coalition de la V^e République perd, par rapport à 1973, des milliers et des milliers de voix. Au second tour, le 4 octobre, deux anciens ministres, dont Joseph Fontanet, sont battus. En relation avec les résultats des élections présidentielles et des élections législatives partielles, un mot d'ordre s'impose : « dissolution de l'Assemblée nationale ! », mot d'ordre qui fait appel aux aspirations démocratiques des masses, lesquelles

se conjuguent à leurs luttes de classe. Le 15 décembre 1974 se tient, à l'initiative de l'OCI, l'*« Assemblée nationale des délégués pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaîsse, pour que soit porté au pouvoir un gouvernement du PCF et du PS sans ministres représentants des organisations et partis bourgeois, pour le front unique des organisations ouvrières, partis et syndicats »*. Elle lance un appel au comité directeur du PS et au comité central du PCF. On y lit :

« Vous vous réclamez de la démocratie parlementaire, du suffrage universel.

Nous constatons l'écrasement de l'UDR qui, le 5 mai dernier, a recueilli moins d'un sixième des voix, alors qu'à l'Assemblée nationale le parti gaulliste, dominant l'Etat, l'ayant investi depuis seize ans, continue à occuper plus d'un tiers des sièges. Il y a violation de la démocratie. L'Assemblée nationale reflète un passé révolu. Elle ne représente pas le pays. Les mesures antiouvrières qu'elle vote (démantèlement de la Sécurité sociale, de l'ORTF, budget d'austérité) sont entachées d'arbitraire.

La démocratie parlementaire et le suffrage universel vous accordent le droit d'engager une grande campagne nationale, mobilisant les travailleurs et la jeunesse, pour la dissolution de l'Assemblée nationale.

Que disent encore la démocratie et le suffrage universel ?

Le 19 mai 1974, les travailleurs ont voté François Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste, contre Giscard d'Estaing.

Le 30 septembre 1974, dans ses fiefs, la majorité présidentielle a perdu des milliers et des milliers de voix. Deux ex-ministres ont été battus.

La démocratie parlementaire et le suffrage universel disent : le gouvernement Giscard-Chirac pas plus que l'Assemblée nationale sur laquelle il s'appuie n'ont aucune légitimité pour gouverner le pays.

Il ne peut, en aucun cas, se réclamer de la souveraineté populaire

pour mener une politique réactionnaire aux conséquences désastreuses.

La démocratie parlementaire, le suffrage universel, la volonté populaire, vous accordent le droit de mener une grande campagne nationale mobilisant les travailleurs et les jeunes pour la disparition du gouvernement Giscard-Chirac, pour substituer à ce gouvernement capitaliste menant le pays à la catastrophe, bafouant la démocratie, votre gouvernement, celui du Parti socialiste et du Parti communiste français sans ministres bourgeois.

C'est pourquoi nous vous appellons à réaliser l'unité à laquelle aspirent la population laborieuse et la jeunesse, pour en finir avec le gouvernement capitaliste Giscard-Chirac. »

Liant cette ligne politique au développement de la lutte des classes, à l'intervention dans les entreprises, les usines, la jeunesse, les grèves, l'OCI organise trois rassemblements le 27 avril à Lyon, Nantes et Paris, auxquels des milliers de militants, de travailleurs, de jeunes, participent.

Au printemps et au début de l'été 1975, le conflit entre les besoins et aspirations des masses et la politique des appareils s'est manifesté au cours de nombreuses et importantes grèves, notamment dans la métallurgie. Ce sont les grèves des caristes de chez Renault, de Chausson, d'Usinor, etc. Ces mouvements expriment l'aspiration au combat uni pour leurs revendications, contre le patronat et pour le gouvernement des travailleurs. Les appareils, et particulièrement l'appareil stalinien de la CGT, que la CFDT flanque le plus souvent, imposent les grèves tournantes, les journées d'action disloquantes et liquidatrices. Le 10 juillet, la direction de la CGT organise une journée d'action d'un nouveau type : des « délégations des entreprises en lutte » sont rassemblées au Champ-de-Mars ; au pied de la tour Eiffel, elles saucissonnent et mangent des frites. Se heurtant à la bouille systématique de leur mouvement, conscients que la lutte pour la satisfaction de leurs revendications est indissociable du combat unitaire contre le gouvernement Giscard-Chirac et pour en finir avec lui, au cours des six der-

niers mois de 1975, les travailleurs hésitent à engager d'importants mouvements de grève.

Tandis que l'appareil stalinien de la CGT s'emploie à disloquer et à liquider les mouvements de grève authentiques, le PCF a engagé dès le lendemain des élections législatives partielles de septembre-octobre 1974 une campagne contre le PS. Au cours d'une conférence de presse tenue le 10 février 1975, Marchais explique :

« Il apparaît maintenant avec netteté que la direction du Parti socialiste utilise la stratégie du Programme commun à des fins essentiellement partisanes. Elle le fait pour se renforcer et nous affaiblir, en prenant au besoin sur les campagnes que l'adversaire développe contre nous (...). Je retire du congrès de Pau l'impression d'une direction et d'un premier secrétaire sûr de lui et dominateur. »

En effet, se confirme et se renforce ce que les élections présidentielles ont exprimé : l'utilisation par les masses du terrain électoral, où il apparaît de plus en plus nettement que même de ce point de vue le président de la République, son gouvernement, sa couverture pseudo-parlementaire sont minoritaires dans le pays. Les élections cantonales de mars 1976 renforcent encore ce phénomène.

Du même coup, surgit un problème politique que la direction du PCF n'avait pas prévu : l'« Union de la gauche » ne parvient pas à endiguer l'aspiration des masses à l'unité du PS et du PCF pour en finir avec Giscard, son gouvernement, la Ve République et ses institutions, et pour porter au pouvoir un gouvernement de leurs partis. Le terrain électoral peut devenir celui d'une défaite irrémédiable du régime, et ouvrir la voie à une crise révolutionnaire.

L'année 1976 est marquée par une puissante grève des étudiants. Ils se dressent contre la réforme des second et troisième cycles. Elle s'est étendue sur plus de trois mois. Les étudiants désignent leurs comités de grève. A plusieurs reprises, se réunissent des coordinations nationales des étudiants qui sont des champs de bataille entre des orientations fondamentalement opposées, stalinien et gauchistes

s'opposant à la grève générale à l'Université, militants de l'AER et de l'UNEF (Unité syndicale) combattant pour. César Corte écrit dans le numéro 573 de « La Vérité » (septembre 1976) :

« Dès le 21 avril, René Maurice, secrétaire de l'UNEF-UEC, déclarait : *« Les étudiants, qui attendent une solution rapide de ce conflit, ne veulent ni crise politique, ni reddition gouvernementale, ni nouveau mai-juin 1968. »*

Les dirigeants du SNESup opposent un non catégorique à la volonté des enseignants du supérieur qui, le 25 avril, réunis à Amiens, adoptent la résolution suivante :

« L'assemblée des enseignants, membres du SGEN, du SNESup ou non syndiqués, réunis le 25 avril 1976 à Amiens, dans la journée des universitaires en lutte contre la réforme du second cycle, a constaté que les enseignants d'une majorité d'universités sont aujourd'hui en grève reconductible. »

« En conséquence, elle appelle les instances nationales des syndicats de l'enseignement supérieur à donner dans un délai très proche le mot d'ordre de grève nationale pour obtenir, en liaison avec les luttes étudiantes, l'abrogation de l'arrêté sur le second cycle. »

La logique du mouvement, c'était la grève générale de l'Université, la jonction avec les enseignants. Pour qu'il parvienne à arracher l'abrogation de la réforme du second cycle, il fallait que ce mouvement franchisse le seuil de la grève totale de l'Université, étudiants-professeurs. Les dirigeants du SNESup, aux côtés de ceux de l'UNEF-Renouveau, ont bloqué la réalisation de la grève générale de l'Université. Ils se sont refusés à donner l'ordre de grève aux enseignants du supérieur, malgré les demandes explicites de la coordination des enseignants d'Amiens. Et là est la raison pour laquelle le mouvement, bien qu'il ait contraint le gouvernement à des reculs, ne put arracher l'abrogation de la réforme. »

D'autres grèves ont eu lieu, comme celle des métallos de La Rochelle, que

l'appareil stalinien parvient à disloquer. En revanche, la grève des instituteurs de la Seine-Saint-Denis pour la garantie de réemploi des suppléants à la rentrée scolaire est victorieuse. César Corte tire les conclusions suivantes :

« Par leur combat politique, unis à la base sur leurs revendications, en engageant l'action, les instituteurs de la Seine-Saint-Denis ont réussi partiellement à imposer le front unique, à faire jouer aux organisations le rôle pour lequel la classe ouvrière les a construites, contre ce qu'affirmaient les dirigeants, qui, parce que toute leur politique est tendue vers le maintien en place de ce gouvernement, prétendaient que ces revendications étaient irréalistes. Par la méthode de la démocratie ouvrière, lui donnant son plein contenu dans le combat de classe, ils ont arraché la victoire. Ils ont appris dans ce combat qu'ils peuvent, en décidant eux-mêmes, en s'organisant par le comité de grève, unissant tous les personnels, contraindre les dirigeants. C'est une leçon d'importance pour toute la classe ouvrière de ce pays. Dans cette bataille se sont renforcés et dans certains cas constitués, à l'initiative et par le combat politique des militants de l'OCI, comme instruments politiques nécessaires au combat pour le front unique, les comités unitaires de base à Aulnay, aux Lilas, à Aubervilliers, Sevran, Pantin. »

LA DIVISION AU SECOURS DE GISCARD-BARRE

Mais, en cette année 1976, la crise du régime s'accentue brutalement : la coalition Giscard-Chirac se rompt. Elle était un colmatage de la fissure entre l'UDR — cette société du 10 décembre de la V^e République —, dont les positions clés dans l'appareil d'Etat étaient de plus en plus mises en cause, et ce qui allait devenir l'UDF. Giscard d'Estaing et son équipe politique investissent à leur tour l'Etat. La rupture a été provoquée par les résultats des élections cantonales, les grèves, la proximité des élections municipales,

pales et, un an et demi plus tard, des élections législatives. La déroute est en vue, et chacun s'efforce de tirer son épingle du jeu. Chirac se refuse à prendre en charge la politique d'*« austérité »* que la crise économique rampeante exige. Ce sera au nouveau gouvernement Giscard-Barre d'en assumer la responsabilité. En même temps, l'UDR ne peut casser la « majorité » à l'Assemblée nationale sans précipiter la catastrophe. Barre, présenté comme un « technicien », sera donc assisté de trois ministres d'Etat « politiques », Poniatowski, Lecanuet et Guichard.

Une fois encore, les appareils vont s'employer à désamorcer une explosion possible à la suite de l'accentuation de la crise du régime et de l'annonce du « plan Barre ». Le PS et le PCF continuent à considérer comme parfaitement légitime cette majorité de députés UDR et giscardiens minoritaires dans le pays, et ils le disent. La CGT, la CFDT et la FEN appellent en commun à une grève nationale le jeudi 9 octobre contre le plan Barre. Mais c'est le 17 octobre que l'Assemblée nationale prendra position sur une motion de censure PS-PCF, qui n'obtient que 181 voix, alors que la majorité absolue est de 242 voix. Les dirigeants du PS et du PCF se sont bien gardés d'appeler à manifester ce jour-là devant et contre l'Assemblée nationale. En conséquence, le plan Barre est adopté.

En suite de quoi, une série de grèves tournantes disloque la possibilité d'un véritable combat. D'autres mouvements sont, au cours de cette fin d'année, sabotés par les appareils.

Aux Chantiers de Saint-Nazaire, la direction refuse de renouveler les accords salariaux qui garantissaient la parité des salaires pratiqués dans cette entreprise avec ceux pratiqués dans la métallurgie parisienne. Pour prévenir un mouvement qui s'amorce, les dirigeants CGT, CFDT et FO décident d'organiser des débrayages tournants et l'occupation du « Bellamya ». Ils provoquent le lock-out et finalement capitulent devant la direction. Les dirigeants syndicaux isolent un autre mouvement important qui dure trois mois, celui de la Caisse d'épargne de Paris, et provoquent sa défaite.

La préparation des élections municipales étaie alors au grand jour la crise de la Ve République. Chirac transforme l'UDR en RPR. La lutte pour la municipalité de Paris est féroce. Chirac annonce sa candidature à la mairie de Paris contre Dominati, candidat de Giscard d'Estaing. Conjointement à l'affirmation de la crise du régime, la déconfiture électorale s'accentue et, surtout, s'affirme la poussée du PS et du PCF. En ce qui concerne les villes de plus de 30 000 habitants, les listes de la « majorité » obtiennent 46,5 % des suffrages, les listes que dirigent le PS et le PCF obtiennent 51,5 % des suffrages. La signification politique est sans équivoque : si tout se passe « normalement » aux élections législatives de l'année suivante, les partis de la Ve République seront écrasés en voix et en élus, la Ve République s'effondrera, la crise révolutionnaire sera ouverte. Le désarroi est total au sommet de la Ve République. Un nouveau gouvernement Barre est constitué, mais dont la « base » se réduit : les ministres d'Etat Poniatowski, Lecanuet et Guichard disparaissent. La question de la dissolution de l'Assemblée nationale se pose ouvertement devant tous.

Des mouvements importants se produisent. Sous l'impulsion de l'OCI, un combat est engagé dès le deuxième trimestre de l'année scolaire 1976-1977 contre les décrets parus au « Bulletin officiel » de décembre 1976, qui signifient, s'ils sont appliqués, le licenciement de 10 000 maîtres auxiliaires à la rentrée de septembre 1977. Un rassemblement national se tient le 6 mars. Il appelle les enseignants du secondaire et des CET à une grève le 15 mars. 6 000 grévistes. C'est évidemment une minorité. Mais, dans ce cas, ils ouvrent une voie, celle de l'action et du combat unitaires pour la garantie d'emploi aux MA et aux MI-SE. Le 16 mars, une coordination nationale des délégués des comités d'unité publie le texte suivant :

« Pour ces garanties, les MA, les MI-SE, les enseignants dans les établissements ont commencé à réaliser l'unité. Ce qui est possible dans les établissements doit l'être nationalement.

Directions nationales des organisations syndicales, il est de votre devoir

de réaliser l'unité pour que soit arrachée immédiatement la garantie d'emploi pour tous.

Les actions engagées démontrent que le personnel enseignant attend les décisions d'action unie jusqu'à satisfaction totale de notre revendication unanime : garantie d'emploi pour tous ! »

En quelques jours, 19 000 signatures sont recueillies sur cet appel. Le 17 avril, une nouvelle coordination se tient et lance l'appel suivant :

« Les MA disent : pourquoi les propositions d'action ne sont-elles pas unifiées ?

Est-il possible qu'au niveau des directions nationales l'unité ne se réalise pas ? ...

Grèves tournantes, division, journées d'action sans lendemain ? Les enseignants n'en veulent plus ! (...) Nous nous sommes mis d'accord pour proposer aux dirigeants des syndicats une action générale unitaire et efficace :

MARCHE NATIONALE SUR PARIS ! »

Ce sont aussi les dockers du port de Dunkerque qui décident la grève générale jusqu'à satisfaction de leur revendication : maintien de la réglementation du travail sur le nouveau quai aux aciers, réglementation qui oblige à la présence de deux dockers lors de toute opération. Ils exigent également que ce quai soit exploité comme un quai public et commercial, et que les salaires qui y seront pratiqués soient ceux du port de commerce. Le syndicat du port de Dunkerque dirige la grève. Tous les dockers sont syndiqués. Pourtant, les dockers élisent leur comité de grève. En fait, une lutte ouverte oppose la fédération CGT des ports et docks, le bureau confédéral que Krasucki représente, et la direction du syndicat des dockers du port de Dunkerque. La direction de la CGT est pour l'acceptation de la réglementation qu'Usinor veut imposer. Les dockers sont victorieux.

Le 24 mai, l'ensemble des centrales ayant conjointement appelé à une grève générale de vingt-quatre heures, la grève est totale.

Pour l'appareil stalinien, il faut à tout prix briser le processus qui se développe. Ce sera d'abord la conclusion du « mouvement » des travailleurs du « Parisien libéré ». Après deux ans d'« actions rodéo », de solidarité financière opposée à la grève générale de la corporation, un accord est signé entre la fédération du livre CGT, le patron d'alors du « Parisien libéré » et le gouvernement, accord qui est une pure et simple application des projets patronaux de rationalisation, de déqualification, de licenciements.

Mais l'essentiel est à ce moment d'empêcher à tout prix la défaite des partis de la Ve République aux élections législatives. La direction du PCF engage l'attaque qui aboutira à la rupture avec le PS, le prétexte invoqué étant la nécessité d'une « réactualisation du Programme commun ». Voici comment « La Vérité » n° 579 (décembre 1978) apprécie la politique du PCF :

« Une majorité de députés du PCF et du PS à la prochaine Assemblée nationale est du domaine du possible.

Mais ce serait un double échec de la politique de l'« Union de la gauche ». Premièrement : défaite des partis de la Ve République que l'« Union de la gauche » conforte. Deuxièmement : la ligne de retraite de la constitution d'un gouvernement d'« Union de la gauche » qui subordonne le prolétariat à la bourgeoisie, au travers de ses partis, deviendrait difficile à défendre et à tenir. Le vote classe contre classe — au premier tour vote pour le parti ouvrier de son choix, au deuxième tour désistement pour le candidat du parti ouvrier ayant obtenu le plus de voix au premier tour, report de toutes les voix sur lui —, en permettant que soit élue une majorité de députés du PS et du PCF, porterait le coup final à la Ve République agonisante. La crise révolutionnaire s'ouvrirait. Porter au pouvoir un gouvernement du PS et du PCF sans ministres représentant des organisations et partis bourgeois découlerait logiquement du résultat des élections.

Dès lors que cette éventualité devenait vraisemblable et proche, la direction stalinienne du PCF se lançait, sur l'ordre du Kremlin, à corps perdu

dans la bataille pour éviter par tous les moyens la défaite des partis intégrés à la Ve République et pour empêcher à tout prix qu'une majorité de députés du PCF et du PS soit élue aux prochaines élections législatives. La bureaucratie du Kremlin apportait son soutien ouvert au gouvernement Giscard-Barre en recevant ce dernier à Moscou, et ensuite le ministre Bourges. Brejnev déclarait espérer recevoir Barre à Moscou l'année suivante, c'était dire qu'il souhaitait la victoire des partis de la Ve République aux prochaines élections. Aux dirigeants du PCF revenait la tâche de chercher et de trouver un prétexte pour rompre avec le parti socialiste. Ce prétexte, ce fut l'« actualisation du Programme commun. »

Dès lors, les dirigeants du PCF engagent une campagne forcenée de division contre le PS, accusé d'être responsable de tous les maux, de trahir le « Programme commun de gouvernement ». A la conférence nationale du PCF qui se tient les 7 et 8 janvier 1978, Marchais affirme :

« Si la politique poursuivie par le Parti socialiste était mise en œuvre, non seulement il n'y aurait pas de changement, mais les conditions seraient créées pour que la bourgeoisie agrave encore sa politique d'austérité et d'inégalité avec plus de commodité pour elle. C'est ce qui se passe avec les gouvernements social-démocrates de Grande-Bretagne, d'Allemagne fédérale, et d'ailleurs. »

Le PCF refuse de s'engager au désistement automatique au second tour. De toutes ses forces, l'appareil stalinien conforte Giscard-Barre, Chirac, la Ve République et ses institutions, et il dit : mieux vaut Giscard d'Estaing, l'UDF, le RPR, que le PS et François Mitterrand. Evidemment, il faut empêcher la classe ouvrière de se mobiliser, de combattre et de vaincre selon ses propres méthodes de lutte, dont la grève. L'appareil stalinien de la CGT, épaulé par la CFDT, impose une fois encore au mois de décembre 1977 les grèves tournantes disloquantes à l'EDF, où se pose la question des salaires, les électriens et gaziers n'acceptant pas l'accord salarial que FO a signé. A la SNCF, les

fédérations CGT, CFDT, CGT-FO, CFTC liquident par une grève étalée sur trois jours, les 9, 10 et 11 décembre, la résistance à la conduite par un seul agent. Le gros œuvre est accompli chez Michelin, où le mouvement spontané des travailleurs a réalisé la grève des usines de Clermont-Ferrand contre le travail le samedi matin, que la direction veut réintroduire, et la reprise du travail le dimanche à 22 heures — le semi-continu.

Les travailleurs de chez Michelin ne se sont pas dotés d'un organisme centralisant et dirigeant leur grève. C'est la faiblesse du mouvement. L'appareil, lui, reste centralisé, et il est sûr dans ces conditions de rétablir son contrôle. C'est ce qui se produit. Au bout de dix jours, l'appareil stalinien de la CGT, flanqué de la CFDT, liquide la grève.

Malgré tout, au premier tour des élections législatives de 1978, une majorité de voix se porte sur les candidats du PS et du PCF. Cependant cette majorité est limitée et, compte tenu du découpage électoral, compte tenu du fait que le PCF n'appelle que dans la soirée du 13 mars au désistement en faveur du PS là où les candidats socialistes devancent au premier tour ceux du PCF, le RPR et l'UDF, minoritaires dans le pays, obtiennent la majorité en députés élus à l'Assemblée nationale. Le désastre immédiat est évité.

L'APPAREIL STALINIEN S'ENGAGE A FOND

Deux ans se sont écoulés depuis les élections législatives de mars 1978. Le recul du temps permet de mieux constater que la classe ouvrière n'a pas subi de défaite politique à ce moment. Au moment même des élections, une grève de la Caisse d'allocations familiales de Paris avait lieu. Elle s'est poursuivie après les élections. Elle a duré soixante-six jours. Quelques semaines plus tard, les machinistes de la RATP débraient spontanément pour arracher leurs revendications. 19 dépôts sur 22 s'engagent dans la grève. Mais, une fois encore, les machinistes ne sont pas dotés d'un organisme qui centralise et dirige leur grève, assure son unité. Les appareils CGT, CFDT,

FO et Autonomes ont les mains libres. Ils sont sûrs d'être en mesure de disloquer et de liquider la grève à un moment ou à un autre.

Immédiatement après les élections législatives, d'autres importants mouvements : une nouvelle grève des OS de Renault-Flins, la grève des travailleurs des arsenaux.

La grève des arsenaux commence à l'initiative des ouvriers de l'Arsenal de Brest le 12 juin. La fédération FO lance l'appel à la grève générale des arsenaux. Elle s'étend aux 100 000 travailleurs des arsenaux qui réclament le retour à la parité entre leurs salaires et ceux de la métallurgie de la région parisienne. L'OCI diffuse un appel qui reçoit 850 signatures :

« Nous demandons que, dans l'unité, avec nos organisations syndicales et à leur appel, puisque c'est de Paris que Raymond Barre et Yvon Bourges prétendent nous imposer leur loi en s'appuyant sur l'Assemblée nationale truquée, les syndicats réalisent l'unité pour appeler tous les travailleurs de tous les arsenaux à manifester le même jour au Palais-Bourbon, et pour cela organisent la montée en masse sur Paris. »

Là encore, en l'absence d'une direction centralisée de la grève, incluant les syndicats mais représentation des travailleurs en lutte, les appareils parviennent à liquider la grève sans que satisfaction ait été arrachée. C'est au cours de ce mois que la question de Manufrance est ouvertement posée. A l'initiative de l'OCI, 4 620 travailleurs de Saint-Etienne signent l'appel que contresignent plusieurs dizaines de milliers de travailleurs :

« Sur quel objectif combattre ?

Il y a la politique des manifestations tous azimuts dans Saint-Etienne, la politique des manifestations tenues éloignées du centre des décisions gouvernementales et de son Assemblée nationale désavouée.

Il y a la politique des délégations restreintes, qui n'ont pas empêché le gouvernement capitaliste d'avancer sur la voie des licenciements à Manufrance. C'est cette politique qui a permis la liquidation du "Parisien libéré".

Il y a les 4 620 travailleurs de Saint-Etienne qui demandent l'unité pour la montée en masse sur Paris contre l'Assemblée nationale.

Que craint le patron Gadot-Clet ?

Que craignent les capitalistes ?

Ce que les capitalistes et leur gouvernement craignent par-dessus tout, c'est que se réalise l'unité des travailleurs et de leurs organisations contre leur politique dévastatrice.

Ils savent qu'ils sont en minorité.

L'unité des organisations ouvrières pour aller, de toute la France, par milliers, à Paris, pour signifier à ce gouvernement : "C'est assez !", c'est la volonté des masses laborieuses de ce pays, qui refusent de s'incliner devant ce gouvernement et qui veulent le combattre.

C'est la volonté du 12 mars ! Il faut l'organiser !

Travailleurs, jeunes, nous nous adressons à vous.

Reprenez tous notre appel.

Signez-le tous.

Faites-le signer.

Rejoignez les comités pour l'unité pour que les dirigeants *prennent en compte ce que nous voulons tous* :

Que les dirigeants réalisent un accord sur un objectif de combat uni et centralisé contre le troisième gouvernement Barre et sa cascade de mesures antiouvrières.

Saint-Etienne,
le 16 juin 1978.

Sur le plan électoral, la poussée de la classe ouvrière et des masses populaires a de nouveau l'occasion de se manifester.

Le Conseil constitutionnel a invalidé cinq élections. A la fin de l'été et au début de l'automne 1978, cinq élections partielles ont donc lieu : cinq défaites écrasantes du RPR, de l'UDF et donc de Giscard d'Estaing ; quatre députés du PS, un du PCF, sont élus ; de La Malène (RPR), J.-J. Servan-Schreiber (UDF) sont battus. Partout, le PS et le PCF dépassent 50 % des voix, 58 % à Nancy. Le PS est le grand bénéficiaire en élus et en voix.

Cette poussée si politiquement significative s'accentue encore aux élections cantonales de mars 1979 : au premier tour, les candidats PS et PCF totalisent 55,11 % des suffrages exprimés. La poussée particulière du PS se confirme et s'accentue.

La crise politique de domination de classe de la bourgeoisie, la faillite du régime politique de la Ve République se renforcent d'autant mais, de plus, elles se conjuguent aux contradictions générales de l'impérialisme, et notamment sur le plan économique. Si bien que, malgré sa crise, en dépit des rapports de forces entre les classes et en fonction de la logique du système politique et des impératifs économiques du capital, le gouvernement Giscard-Barre engage une offensive économique sans précédent depuis des décennies contre la classe ouvrière, la jeunesse et les masses exploitées. C'est une offensive tous azimuts qui vise à organiser la baisse du pouvoir d'achat, des centaines de milliers de licenciements, la polyvalence, la déqualification, le démantèlement de l'enseignement, de la santé, de la Sécurité sociale, etc.

Une contradiction véritablement explosive ne cesse de croître. D'une part, il y a la tendance du mouvement des masses à réaliser et à imposer l'unité, à en finir avec le gouvernement Giscard-Barre, cette Assemblée nationale, la Ve République. Cette tendance s'exprime aussi bien au cours de grèves, de mouvements réels que les travailleurs et les jeunes parviennent à réaliser, sans être encore cependant en mesure de les pousser jusqu'au bout, qu'au travers des résultats électoraux. Il y a la crise mortelle du régime. D'autre part, il y a cette offensive sans précédent contre les masses.

Cette contradiction est aujourd'hui contenue uniquement par la politique des appareils syndicaux et des partis ouvriers, que la politique du PCF et de l'appareil stalinien ordonne. Il faut qu'ils aillent plus loin dans le sabotage des luttes ouvrières, dans la division. Ils doivent aller jusqu'à prendre directement en charge l'application de la politique d'agression contre les masses du gouvernement et de la bourgeoisie.

Se rendant parfaitement compte de cette contradiction explosive, au len-

demain des élections législatives Giscard d'Estaing a proposé l'*« union nationale »*. Mais les rapports politiques entre les classes et à l'intérieur des classes n'ont pas permis sa mise en œuvre. Le Parti socialiste ne peut participer au gouvernement de la Ve République, ou même le soutenir, sans se condamner, se disloquer, se liquéfier. L'expérience Mollet a été significative. Si une telle expérience était renouvelée, la dislocation du PS irait infiniment plus vite. Le PS est un parti ouvrier-bourgeois adapté à un régime parlementaire et non au bonapartisme. En outre, du point de vue de la bourgeoisie, le PS est une roue de secours indispensable, un recours nécessaire pour le moment inéluctable où la Ve République s'effondrera et où s'ouvrira la crise révolutionnaire.

Mais, même du point de vue des rapports avec la classe ouvrière, l'*« union nationale »* ouvertement proclamée, comme au moment de la Libération et après, est impossible. Le PCF, l'appareil de la CGT ne peuvent dire à la classe ouvrière, à la jeunesse, aux masses : « Nous participons ou nous collaborons au gouvernement : il faut produire d'abord, la grève est l'arme des trusts. » C'est d'une tout autre façon qu'il leur faut prendre en charge la défense du régime et la mise en place de la politique du patronat et du gouvernement : par la division, en ayant recours à la bousille du combat réel, d'une mobilisation réelle de la classe ouvrière, de la jeunesse et des masses, au nom de « la lutte, la lutte », « l'action, l'action ». Pendant ces deux dernières années, le PCF et l'appareil de la CGT ont, sur cette ligne, réalisé des exploits.

La façon dont la résistance des métallurgistes au « plan acier », qui implique des milliers de licenciements, a été disloquée (démarches auprès des parlementaires UDF et RPR pour qu'ils ne votent pas le « plan acier » en octobre 1978 ; pseudo-marche sur Paris le 23 mars 1979) est un exemple du genre. Le cas de Manufrance en est un autre, comme également la liquidation au bout de cinquante-huit jours de la grève des ouvriers de l'Alsthom-Belfort du 27 septembre au 26 novembre 1979. L'appareil stalinien de la CGT s'efforce de neutraliser la classe

ouvrière en organisant une infinité de grèves tournantes — dont il est impossible de tenir la comptabilité —, en se faisant le champion de la division syndicale, ce qui convient parfaitement aux appareils des autres centrales syndicales. Ensemble, ils coopèrent avec le patronat et signent de nombreux accords liquidant l'enseignement professionnel, instituant par l'établissement de la classification par niveaux la polyvalence et la déqualification, discutant avec lui de l'établissement de l'horaire annuel, du travail à mi-temps, des horaires variables. Ensemble, ils désarment la classe ouvrière et donnent tous les moyens au gouvernement de « réformer la Sécurité sociale », d'instituer les stages des élèves et des enseignants en entreprise et, inversement, la pénétration des agents du patronat dans l'enseignement, etc.

La clé de voûte de ce dispositif est néanmoins la politique de division que pratique la direction du PCF contre le PS. La raison est évidente, il faut boucher à la classe ouvrière toute perspective politique, pour que le gouvernement Giscard-Barre, l'Assemblée nationale et la Ve République dont la situation s'est encore aggravée au cours de l'année 1979, survivent. Quelle que soit son habileté, l'appareil stalinien n'a pu empêcher les explosions politiques où les travailleurs ont affronté les CRS, l'appareil d'Etat, à Saint-Chamond, Nantes, Valenciennes, Longwy, Denain. Les élections cantonales lui ont porté un nouveau coup. Giscard d'Estaing en a témoigné :

« Il a fallu beaucoup de doigté, beaucoup d'attention cet hiver, au moment des tensions les plus extrêmes, pour éviter que la société française se déchire. »

La crise de la Ve République est devenue purulente : les scandales de toute sorte, de toute nature, éclaboussent les plus hauts personnages du régime, de Giscard d'Estaing à son ami Poniatowski. Plus important encore que leur existence est le fait qu'ils soient révélés fort opportunément par la presse, ce qui situe les rapports existant à l'intérieur et jusqu'au sommet de l'appareil d'Etat. La ses-

sion de l'Assemblée nationale de l'automne 1979 a été celle de l'utilisation massive de l'article 49-3. Ministres ou anciens ministres se suicident ou sont assassinés. Et, pendant ce temps, la marche à la crise économique qui s'accélère : hausse des prix, chômage, etc. C'est au niveau de l'Assemblée nationale, de la question du gouvernement, qu'il faut absolument boucher toute perspective à la classe ouvrière, à la jeunesse, aux masses exploitées. Il faut donc affirmer et réaffirmer la légitimité de cette Assemblée nationale, en dépit des règles démocratiques les plus élémentaires. Il faut conjointement dénoncer le PS, diviser sur le terrain immédiatement politique. En fin de compte, cela conditionne la possibilité de bloquer et de disloquer tout combat réel de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées. Assurer la pérennité de la Ve République et de ses institutions, là est l'essentiel.

PREPARER, SE PREPARER A LA GREVE GENERALE

Il faut revenir directement à la question de la grève générale et comprendre la signification de ce que Rosa Luxemburg a écrit :

« Ce n'est pas la grève en masse (*la grève générale*) qui produit la révolution, c'est la révolution qui produit la grève en masse. »

En France, aujourd'hui, c'est parce que la question du gouvernement se pose directement et de façon brûlante, c'est parce que la crise de la Ve République atteint son point extrême, c'est parce que la crise révolutionnaire est imminente que la question de la grève générale est à l'ordre du jour pourachever ce que la grève générale de mai-juin 1968 a commencé : en finir avec la Ve République, engager le processus révolutionnaire.

La grève générale qui se prépare s'est élaborée, préparée, et continue à s'élaborer dans tous les mouvements de la lutte des classes, au travers de tous les rapports politiques qui, partant de la grève générale de mai-juin 1968, se sont développés au cours de la longue agonie de la Ve République.

Une chose est certaine, elle jaillira du plus profond des masses, de leur « spontanéité », en submergeant les appareils, les obstacles qu'ils dressent, leur politique. Dans une certaine mesure, ce sont les appareils, et plus particulièrement l'appareil stalinien de la CGT, le PCF, qui préparent la grève générale. Le soutien frénétique qu'ils apportent à Giscard-Barre et à la Ve République, et leur collaboration étroite avec le capital exigent qu'ils bouchent toutes les issues à la classe ouvrière et à la jeunesse. Ainsi bloquent-ils la voie électorale. Les masses ont cependant conscience que dans chaque scrutin se dégage une majorité PS-PCF. Elles en concluent d'abord qu'il faut en finir avec la division ; ensuite, que ce régime est antidémocratique ; enfin, qu'il leur faudra employer leurs propres méthodes et moyens, leurs propres formes d'action pour réaliser leur unité, imposer le front unique, en finir avec ce gouvernement, ce régime, arracher leurs revendications, porter au pouvoir « leur » gouvernement. Ces méthodes, ces moyens, ces formes d'action se concentrent à un moment donné dans la grève générale. Les appareils, particulièrement l'appareil stalinien de la CGT, disloquent, liquident les mouvements, les grèves réelles. Ils le peuvent car ils sont, eux, organisés et centralisés. La classe ouvrière apprend à ses propres dépens que débrayer, réaliser « spontanément » la grève, engager le combat ne suffit pas, qu'il faut l'organiser, le centraliser, constituer une direction placée sous son contrôle : c'est à partir de cette expérience que se constitueront les comités de grève, d'organisation et de direction du combat, et cela à tous les niveaux. Avec la grève générale de mai-juin 1968 et après elle, la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées ont accumulé une expérience politique d'une richesse inouïe. C'est elle qui jaillira sous l'apparence de la pure « spontanéité » lorsque la classe ouvrière se rassemblera comme classe contre les exploitants dans la grève générale.

C'est dire que la grève générale se prépare dans le quotidien. Le XIX^e Congrès de l'OCI qui se tenait en juin 1974 lançait la formule : « préparer la révolution, se préparer à la révolution ». Sur cette ligne, l'OCI s'est

totalement engagée. Elle s'est engagée à chaque fois qu'il lui était possible dans la préparation et le développement des luttes efficaces de la classe ouvrière et de la jeunesse. Elle s'est engagée en d'importantes campagnes politiques nationales. Bien sûr, il n'est pas possible ici de suivre pas à pas cette action politique dans chacune de ses manifestations. Mais il faut rappeler que, dès 1974, l'OCI s'engageait dans une vaste campagne d'agitation et d'organisation politique pour que le PS et le PCF s'unissent et appellent les masses à imposer la dissolution de l'Assemblée nationale.

Le thème central de toute l'action politique de l'OCI a été : rupture avec la bourgeoisie ; sur tous les terrains, front unique des partis ouvriers pour en finir avec la Ve République, son président, son gouvernement, son Assemblée nationale, ses institutions, et pour porter au pouvoir un gouvernement PS-PCF sans ministre bourgeois ; aider à dégager l'initiative des masses. A la fin de l'année 1977 et jusqu'à la veille des élections législatives de 1978, l'OCI est à l'initiative d'une vaste campagne pour exiger du PCF qu'il s'engage à se désister pour les candidats du PS au second tour là où ses candidats arriveraient après eux au premier tour. Au début de l'année 1980, l'OCI prend une nouvelle initiative nationale : une lettre ouverte à François Mitterrand et à Georges Marchais. Elle leur dit :

« Vous le savez mieux que personne, la Constitution de 1958-1962, que vous avez dénoncée à l'époque comme antidémocratique, a transformé le Parlement dont vous vous réclamez en un Parlement croupion.

Ainsi, non seulement la démocratie parlementaire est un leurre sous le régime de la Ve République, mais le recours multiplié à l'article 49-ter démontre avec éclat que le président de la République, de qui procède en dernière analyse la loi, n'a même plus le soutien de la partie RPR de sa fausse majorité.

S'opposer réellement dans les faits à l'utilisation par Giscard-Barre d'un pouvoir arbitraire, c'est respecter la démocratie.

Mais comment cela est-il possible avec la division ? »

Les militants de l'OCI et de la LCI ont rassemblé sur cette lettre 85 000 signatures. Ils ont constitué des comités d'initiative et d'unité et préparé une conférence nationale de ces comités. Elle s'est tenue les 15 et 16 mars 1980. Mesurant les aspirations de la classe ouvrière, un délégué a dit :

« Nos revendications ? Il y en a des centaines et il n'y en a qu'une : il faut renverser le gouvernement. »

Aucune revendication n'est négligeable. Toutes doivent être arrachées. La revendication qui les concentre toutes est celle du renversement du gouvernement ! Arracher les revendications dépend totalement d'une orientation qui s'inscrit dans le combat politique pour en finir avec le gouvernement. C'est pourquoi les grèves de masse, la grève générale sont à l'ordre du jour. Mais c'est aussi pourquoi le combat politique pour que se réalise le front unique des organisations ouvrières et particulièrement des partis ouvriers, le PS et le PCF, puisqu'il faut en finir avec le gouvernement Giscard-Barre, la Ve République et ses institutions et mettre au pouvoir un gouvernement de ces partis sans représentants des organisations et partis bourgeois, est aussi à l'ordre du jour.

Plus haut, cet article a souligné combien les illusions des masses sur la grève générale se suffisant à elle-même les ont désarmées et ont laissé les mains libres aux appareils pour disloquer et liquider la grève générale de mai-juin 1968. Il faut également rappeler que, plus ou moins nettement, l'OCI a partagé cette illusion. C'est ainsi que si l'OCI a mis au centre de son combat politique la préparation de la grève générale avant mai-juin 1968, si au cours de la grève générale elle a combattu pour la constitution du comité central de la grève générale, elle n'a pas mis au centre de cette activité la réalisation du front unique entre la SFIO et le PCF pour renverser le gouvernement, elle n'a pas lutté avec suffisamment de force au cours de la grève générale pour un gouvernement de la SFIO et du PCF.

Tout le mouvement, toutes les aspirations, toute l'expérience politique de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses, sont en contradiction avec la

politique des appareils de soutien au gouvernement, à sa politique, à la Ve République, que le PCF et l'appareil stalinien de la CGT ordonnent.

Pourtant, d'autant plus qu'il s'agit du prolétariat dans son ensemble, et non d'une couche de militants ou même de travailleurs plus ou moins « politisés » (comme certains disent), qu'il s'agit de sa mobilisation comme classe contre la bourgeoisie comme classe, ce mouvement, ces aspirations, cette expérience les amènent à vouloir intensément la réalisation du front unique entre les organisations ouvrières qui les organisent, ou dont elles estiment qu'elles les représentent (bien ou mal) politiquement. Pour arracher n'importe quelle revendication, pour s'engager dans n'importe quel combat réel, les travailleurs ressentent la nécessité du front unique de leurs organisations et le veulent. A bien plus forte raison lorsqu'il s'agit de la revendication des revendications, en finir avec ce gouvernement, laquelle appelle la question : quel autre gouvernement porter au pouvoir ? C'est pourquoi le mouvement vers la grève générale et pour résoudre la question gouvernementale est également le mouvement pour réaliser le front unique des organisations ouvrières, particulièrement entre le PS et le PCF. L'action politique en vue de préparer la grève générale, « le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs », a en son centre la lutte politique pour la réalisation du front unique des organisations ouvrières, particulièrement des partis ouvriers.

La Conférence nationale des comités d'initiative et d'unité des 15 et 16 mars 1980 a tout centré sur l'action politique pour la réalisation du front unique entre le PS et le PCF. Ainsi s'insère-t-elle dans la préparation de la grève générale. Il n'y a nulle opposition entre l'action politique pour la réalisation du front unique et l'affirmation que la grève générale se réalisera par le mouvement du prolétariat lui-même. Car, encore une fois, la « spontanéité » des masses est historiquement déterminée, elle se développe dans une direction : réaliser leur unité, réaliser le front unique de leurs organisations. Les travailleurs constituant leurs comités de grève se dotent d'organismes qui les représentent,

dirigent leurs combats, et dans ce sens réalisent leur unité, mais qui, pour réaliser leur unité, englobent leurs organisations. Ainsi que Trotsky l'a expliqué, les soviets sont le parlement et l'exécutif des masses, ils sont aussi la plus haute expression de la réalisation du front unique ouvrier.

La grève des instituteurs de Paris du mois de mars a illustré ce rapport. Les instituteurs ont engagé la grève de leur propre initiative, ils ont commencé à constituer des comités de grève, en même temps qu'ils exigeaient des dirigeants du SNI que le syndicat joue son rôle en appelant à la grève. La direction de la section départementale de Paris a appelé à la grève limitée à deux jours, les lundi 10 et mardi 11 mars, et à une manifestation pour le mardi 11. Des milliers et des milliers d'instituteurs ont manifesté. Mais alors que la direction de la section parisienne du SNI voulait diriger la manifestation vers l'Hôtel-de-Ville, les instituteurs sont allés au ministère, chez Beullac. Ensuite, des centaines et des centaines d'instituteurs sont allés au siège du SNI, dire aux dirigeants :

« Assez de journées d'action !
Grève générale jusqu'à satisfaction !
Dirigeants,appelez ! »

A la conférence des comités d'initiative et d'unité des 15 et 16 mars, un intervenant soulignait :

« Il y a dans cette grève l'expression d'ensemble de la politique que nous devons mettre en œuvre. Les instituteurs se lancent dans la bataille en élisant leurs comités de grève et s'adressent à leurs dirigeants. La grève générale est la seule possibilité de vaincre ce gouvernement sur le terrain de la lutte des classes. Comment cette possibilité peut-elle devenir réalité ? Il y a un même mouvement des travailleurs constituant leur comité de grève pour diriger directement la grève, et posant la question de la responsabilité des dirigeants.

Nous n'avons bien sûr aucune illusion, les dirigeants savent ce qu'ils font. Cependant, en posant la question de la grève générale, les instituteurs s'adressent non seulement à l'ensemble de leurs collègues, ouvrant la voie du combat contre le ministère, mais encore, au-delà, ils

expriment au niveau le plus élevé le mouvement de toute la classe ouvrière. En posant le problème de la responsabilité des dirigeants, les instituteurs, par leur grève, appellent les travailleurs dans leur ensemble à combattre pour se saisir de leurs organisations, à donner par là encore une réponse à la question clé : s'unir pour renverser le gouvernement, s'unir pour un nouveau gouvernement, un gouvernement des partis ouvriers sans ministre bourgeois. »

Diverses grèves ont eu le même sens que celle des instituteurs parisiens, notamment dans les PTT. A Carcassonne, à Montpellier, les préposés ont imposé l'unité, leur mouvement a été victorieux. Au centre de tri du PLM, le personnel a imposé la grève. Les dirigeants se sont opposés à l'assemblée générale de toutes les brigades pour unifier la grève, comme ils ont refusé d'appeler les personnels à manifester ensemble à la direction des services des ambulants responsable de la modification des roulements et des effectifs. Finalement, ils ont réussi à briser la grève.

Pour casser le mouvement des instituteurs et des enseignants, les dirigeants du SNI, du SNES, de la FEN ont programmé des grèves tournantes. Pourtant, la volonté d'unité et de grève générale des enseignants a fait de la grève de 48 heures des 24 et 25 avril une démonstration nationale d'une puissance inégalée depuis douze ans. La question qui se pose est évidemment : et maintenant ? La réponse de « L'Humanité » est : replonger dans les grèves tournantes, les journées d'action. Celle des dirigeants de la FEN et du SNI n'est pas encore connue. Celle des centaines de milliers d'enseignants, qu'il s'agit de formuler, n'est pas douteuse : « Assez de journées d'action ! Grève générale jusqu'à satisfaction ! Dirigeants, appelez ! »

Ces exemples illustrent comment se combinent l'initiative des masses qu'il s'agit de dégager, et l'aspiration à la réalisation du front unique qu'il s'agit d'imposer. Ils illustrent aussi comment se combinent les grèves réelles dans une entreprise, une corporation, et la préparation de la grève générale. Le dénominateur commun de tout ce processus ne peut être que politique. Il doit joindre réalisation du front uni-

que pour en finir avec le gouvernement, cette Assemblée nationale, pour porter au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers sans ministre bourgeois, et combat pour les revendications, ouverture d'une voie pour l'initiative des masses.

Ces extraits d'un tract de l'OCI donnent ainsi qu'une épure la ligne de combat qui prépare la grève générale :

« L'Assemblée nationale va siéger à partir du 2 avril. L'Assemblée nationale va "adopter" cette loi en mai. (Il s'agit de la loi Berger-NDLR)

Les députés du PCF et du PS feront, sans l'ombre d'un doute, des discours où ils condamneront la loi. Ils voteront contre la loi.

Et la loi passera néanmoins, l'expérience le prouve !

Pourquoi les dirigeants du PCF et du PS n'appellent-ils pas des millions de travailleurs à manifester, dans l'unité, contre l'Assemblée nationale le jour du vote de la loi Berger ?

— 84 000 travailleurs et jeunes ont signé la lettre d'unité à G. Marchais et F. Mitterrand.

— Des millions de travailleurs veulent en finir avec ce gouvernement.

Unité PCF-PS !

Ce gouvernement veut faire adopter la loi Berger en mai !

Il y a urgence !

Unité des travailleurs et des organisations pour la manifestation centrale le jour du vote de la loi Berger !

Dirigeants du PCF et du PS,appelez à manifester !

Nous irons manifester dans l'unité contre la loi Berger, contre l'Assemblée nationale ! »

Le rapport préparatoire au XXIV^e Congrès de l'OCI insiste :

« Plus le moment du dénouement de la crise politique en crise révolutionnaire approche, plus le levier de la "démocratie" utilisé comme nous venons de l'exposer devient décisif, mais plus l'OCI doit conserver strictement son caractère de classe, et ne pas laisser les revendications de classe se noyer dans la "démocratie" en général. »

D'une certaine façon, la politique de l'appareil stalinien, en évitant que la majorité en voix PS-PCF se transforme en majorité en élus, se tourne en son contraire : les masses sont amenées à rechercher une issue sur leur propre terrain, avec leurs propres méthodes, dont la grève générale.

La ligne politique que les extraits du tract de l'OCI exprime fait appel aux aspirations démocratiques des masses, comme toutes les campagnes politiques que l'OCI a menées, plus particulièrement de juin 1974 (pour la dissolution de l'Assemblée nationale) jusqu'à l'automne 1977 (pour une majorité en voix et en élus des partis ouvriers aux élections de mars 1978) et, depuis, pour balayer cette Assemblée nationale dont la majorité de députés, couverture du gouvernement Giscard-Barre, est minoritaire dans le pays. Cependant, elle ne fait aucune concession à la « démocratie en général » ; tout au contraire, elle utilise le levier de la « démocratie » pour la réalisation du front unique, la mobilisation des masses sur leur propre plan, selon leur propre méthode, contre cette majorité d'élus à l'Assemblée nationale et ce gouvernement minoritaire dans le pays, qui organisent contre les masses une offensive sans précédent depuis des dizaines d'années. C'est pourquoi elle est la ligne directrice de la préparation de la grève générale, et de tout mouvement particulier pour les revendications qui s'insèrent nécessairement dans la préparation de la grève générale.

A sa manière, l'appareil stalinien témoigne de ce que la grève générale se prépare. Pour tenter de relancer les « journées d'action », les grèves tournoiantes et dislocantes, la direction de la CGT a dû faire référence au « tous ensemble » en la personne de Krasucki. Elle l'a fait pour saboter la préparation de la grève générale, comme elle « organise » des pseudo-marches sur Paris pour saboter d'authentiques marches sur Paris. La première mesure de sabotage c'est l'accentuation de la politique de division, y compris la rupture avec la CFDT. La deuxième mesure a été de faire de la journée du 24 avril un salmigondis de mouvements partiels, de débrayages ici, de rodéos là, etc. Néanmoins, les rapports entre les classes sont tels que

ces manœuvres de grand style ne font que souligner la nécessité du front unique aussi bien au niveau des centrales syndicales qu'au niveau des partis ouvriers, l'exigence d'aller véritablement vers la grève générale pour qu'il en soit ainsi, et que la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées s'en donnent les moyens.

Bien évidemment, l'OCI n'a pas une position objectiviste. Elle prépare la grève générale en rassemblant une avant-garde : les meetings qui se tiendront à Paris et en province à la fin du mois de mai mesureront l'importance de la force que l'avant-garde aura été capable de rassembler. De même, l'OCI prépare la grève générale en se construisant elle-même.

La grève générale qui se prépare sera nourrie de l'expérience politique que les masses ont acquise au cours de la grève générale de mai-juin 1968 et depuis. Vraisemblablement, le besoin créant l'organe, des comités de grève surgiront, dans lesquels les dirigeants à tous les niveaux prendront place. Les masses tendront de toutes leurs forces à imposer l'unité des organisations ouvrières, syndicats et partis, à arracher l'ordre de grève générale, à réaliser le comité central de la grève générale. Elles voudront en finir avec le gouvernement et le régime politique actuels, porter au pouvoir un gouvernement de leurs partis, le PS et le PCF. Tout au moins, c'est sur cette voie qu'elles s'engageront. Jusqu'où pourront-elles aller ? Il n'y a pas de réponse à une telle question. Cela dépendra de multiples facteurs, dont le rôle que l'organisation qui construit le parti révolutionnaire sera en mesure et capable de jouer.

Encore faut-il prendre garde que « grise est la théorie, vert est l'arbre de la vie », c'est-à-dire se garder des schémas pré-établis. Il y a des lignes de développement et de multiples combinaisons et rapports concrets qui ne peuvent être prévus.

La grève générale se prépare, elle est d'ores et déjà en gestation. L'OCI

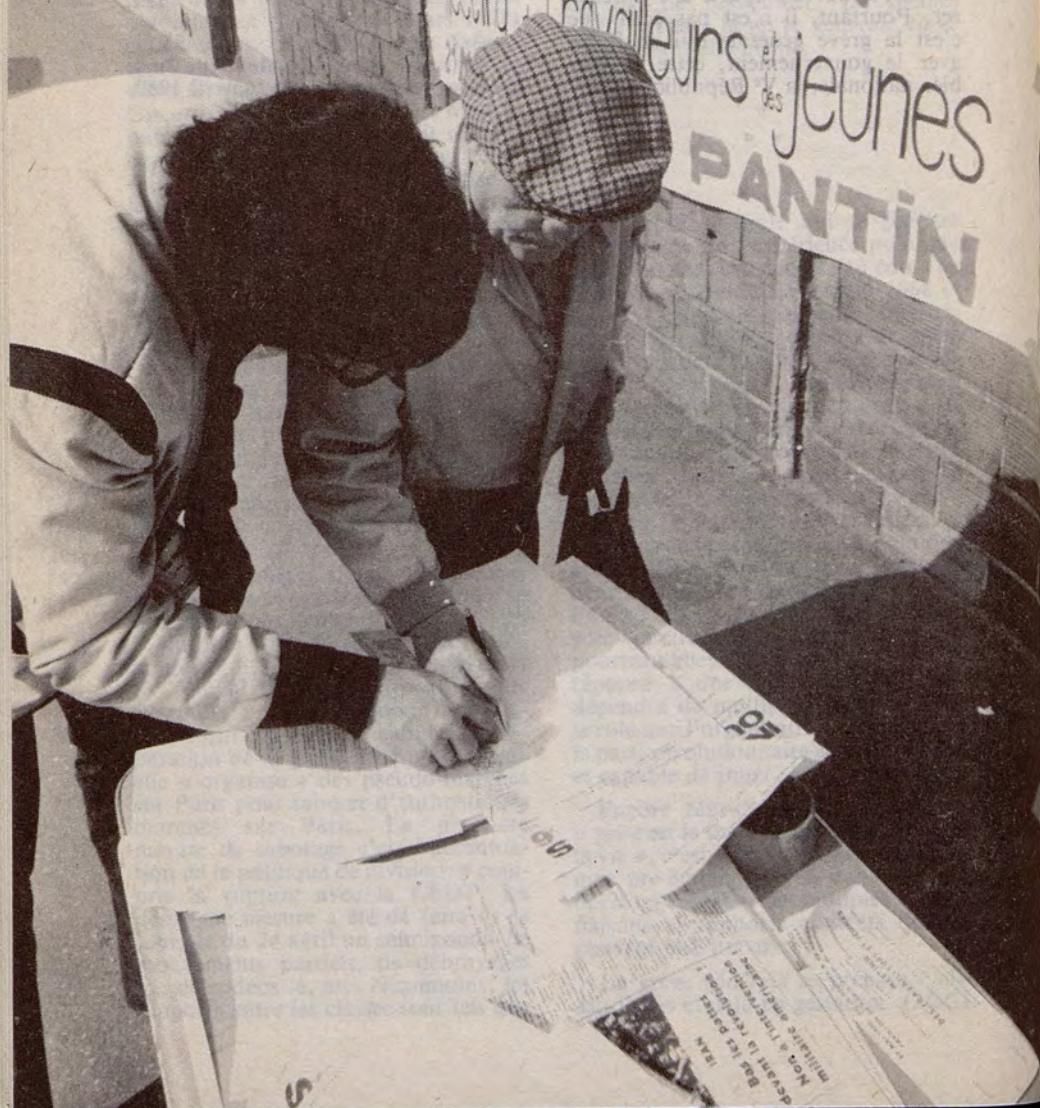
combat pour la préparation de la grève générale, son élaboration dans la lutte politique et les processus concrets de la lutte des classes, parce qu'elle est « le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, le début classique de la révolution ». Or la crise de la bourgeoisie amène inéluctablement à la crise révolutionnaire. L'OCI la prépare et s'y prépare. Mais elle sait que la grève générale ne se suffit pas à elle-même, qu'elle s'intègre au processus révolutionnaire mais qu'elle n'en est qu'une composante. Elle n'idéalise pas la grève générale.

Enfin : la grève générale est en gestation ; il faut la préparer et s'y préparer. Pourtant, il n'est pas écrit que c'est la grève générale qui en finira avec le gouvernement, cette Assemblée nationale, la V^e République. Per-

sonne ne peut dire quel événement en finira avec eux, comment la V^e République, déjà mortellement atteinte, finira. Par contre, il est sûr que, quelle que soit la forme immédiate, c'est en raison du processus de mobilisation des masses qui s'oriente vers la grève générale ; il est sûr que la chute de la V^e République ouvrira la crise révolutionnaire ; grèves de masse, grève générale, manifestations se produiront alors inéluctablement à la manière dont elles se sont produites au cours de la révolution de 1905 en Russie, et en général dans tout mouvement et crise révolutionnaires, dans toute révolution prolétarienne.

Stéphane Just,
le 26 avril 1980.

POUR
CHASSER le gouvernement Giscard-BARRE:
UNITÉ P.S:P.C.
Meeting des travailleurs et jeunes
PANTIN



SCHEMA
DU DEUXIEME EXPOSE
DES CAMPS OCI-LCI DE L'ETE 1980

**sur
le front unique**

par Victor LEPAGE

Tout le monde en convient, vu du côté de la classe ouvrière : le problème de l'unité est au centre des questions les plus aiguës de la politique française. La lutte des classes est la lutte des deux classes fondamentales : bourgeoisie et prolétariat. La bourgeoisie exploiteuse domine la société par son appareil d'Etat. Les prolétaires, exploités, se sont constitués comme classe contre l'exploitation, en réalisant leur unité dans leur combat contre la bourgeoisie et l'Etat bourgeois, combat cristallisé en querelles sociales, droits, garanties et organisations.

Si donc le problème de l'unité est au cœur de la lutte plus que séculaire du prolétariat pour son émancipation de l'exploitation capitaliste, il est tout naturel que l'unité (comme tous les autres problèmes vitaux pour les masses laborieuses et la jeunesse) devienne enjeu de la lutte des classes. Comme telle, la bourgeoisie est conduite à chercher par tous les moyens (économiques, politiques, idéologiques ou culturels) que lui confère sa position de classe dominante, pour préserver son système d'exploitation, à briser en toutes circonstances l'unité arrachée par le prolétariat dans sa lutte de classe. Une société divisée en classes, où l'une exploite les autres classes, ne peut subsister sans que la classe dominante impose son exploitation (ce qui signifie imposer sa forme de propriété), et ce en recourant à la force. L'Etat est l'expression matérielle de cette force organisée de la

classe exploiteuse, garantissant (dans la société bourgeoise) la domination de la bourgeoisie contre le prolétariat et toutes les autres couches sociales exploitées. Mais le recours — certes primor-

Avril 1980 : l'OCI et la LCI sont engagées dans la campagne pour l'unité PS-PCF, contre la division qui laisse les mains libres au gouvernement Giscard-Barre (Ph. P. Damien).

dial — à la force doit, pour que soient assurés le « calme » social et l'« ordre », être accompagné d'autres moyens — qui n'en sont que l'expression —, des moyens dits « idéologiques », par lesquels la classe dominante cherche à faire admettre qu'il n'est d'autre société « naturelle » que celle où les capitalistes, propriétaires des grands moyens de production, ont « naturellement » le droit d'exploiter les travailleurs. Ne pouvant garantir son système d'exploitation que par la division des producteurs, la société bourgeoise, à l'aide de tous les instruments qu'elle s'est constitués pour défendre son système d'exploitation, Etat, Eglises, presse, télévision, « idéologies » de tout acabit, etc., se doit de dénaturer l'aspiration des masses laborieuses à l'unité, fondée sur les conditions mêmes de leur résistance organisée à l'exploitation. Il est donc important, pour le révolutionnaire, de rétablir contre toutes les falsifications les conditions du combat pour le front unique.

FRONT UNIQUE : L'ETAT DE LA QUESTION

La question du front unique, mise au point au cours des Troisième et Quatrième Congrès de l'Internationale communiste sous la direction de Lénine et de Trotsky, a été, après 1924, au centre des polémiques les plus âpres entra la fraction stalinienne qui avait déjà subordonné l'Internationale communiste à ses intérêts et l'Opposition de gauche. C'est le refus farouche opposé par Staline à la mise en œuvre d'une politique de front unique entre la social-démocratie allemande et le PC allemand qui a été la cause principale de la victoire de Hitler en 1933, de l'écrasement du prolétariat allemand et de ses organisations. Dans une brochure éditée en 1932, Léon Trotsky, qui combattait alors pour le redressement du Komintern et des PC, définissait ainsi les bases théoriques de la tactique du front unique :

« Le prolétariat marche à l'acquisition de sa conscience non par les degrés de l'école, mais à travers la lutte de classe qui ne souffre pas d'interruptions. Pour sa lutte, le prolétariat a besoin de l'unité de ses rangs. Cela vaut autant pour les conflits économiques partiels dans l'enceinte d'une entreprise que pour les luttes politiques "nationales"... La tactique du front unique n'est pas, par conséquent, quelque chose d'occasionnel et d'artificiel, ce n'est

pas une manœuvre rusée quelconque. Non, elle découle entièrement des conditions objectives du développement du prolétariat. »

L'aspiration des masses laborieuses à l'unité découle des conditions mêmes de l'exploitation capitaliste qui conduit, par et dans la lutte des classes, à la constitution du prolétariat comme classe. Marx et Engels, dans la première section du Manifeste du Parti communiste (« Bourgeois et prolétaires »), établissent ainsi l'ensemble du processus objectif qui est à la base de la tactique du front unique, laquelle n'est pas « quelque chose d'occasionnel et d'artificiel » :

« Dans la mesure même où la bourgeoisie, autrement dit le capital, se développe, on voit se développer le prolétariat, la classe des travailleurs modernes, qui ne vivent qu'autant qu'ils trouvent du travail, et qui ne trouvent de l'ouvrage qu'autant que leur travail accroît le capital (...). Le prolétariat passe par différentes phases de développement. Sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même (...). A ce stade, les travailleurs forment une masse disséminée à travers tout le pays et divisée par la concurrence. Le prolétariat sent sa force grandir (...). Les heurts individuels entre les ouvriers et les bourgeois prennent de plus en plus le caractère de collisions entre deux classes. Bientôt, les ouvriers s'essaient à des coalitions contre les bourgeois ; ils se groupent pour défendre leurs salaires. Ils vont

jusqu'à fonder des associations durables, pour constituer des provisions en vue des révoltes individuelles. Ça et là, la lutte éclate sous la forme d'émeutes. De temps à autre, les travailleurs sont victorieux, mais leur triomphe est éphémère. Le vrai résultat de leurs luttes, ce n'est pas le succès immédiat, mais l'union plus étendue des travailleurs. Cette union est facilitée par l'accroissement des moyens de communication (...) qui mettent en relation les ouvriers de diverses localités. Or, ces liaisons sont nécessaires pour centraliser en une lutte nationale, en une lutte de classe, les nombreuses luttes locales qui ont partout le même caractère. Mais toute lutte de classe est une lutte politique. Cette organisation des prolétaires en une classe, et par suite en un parti politique, est à tout moment détruite par la concurrence des ouvriers entre eux. Mais elle renaît sans cesse, toujours plus forte, plus solide et plus puissante. »

La méthode qui est à la base de la tactique du front unique est ainsi définie par les bases matérielles de la place du prolétariat dans les relations sociales de production. La méthode du marxisme — qui n'est pas un dogme mais une règle pour l'action — permettra d'établir la nature des « bases matérielles », étrangères aux intérêts révolutionnaires du prolétariat (aristocratie ouvrière), que défendent les « diviseurs ». Ceux-là opposent la division à l'unité, avec une science consommée de la trahison ; ils organisent les grèves tournantes disloquées contre l'*« union »* forgée dans et par la lutte des classes, cela contre la « centralisation en une lutte nationale, en une lutte de classe, des nombreuses luttes locales », car ils se refusent à ouvrir à la lutte de classe la perspective de la lutte politique pour le pouvoir.

L'aspiration des masses à l'unité repose donc sur des bases matérielles et objectives, lesquelles ont constitué tout un ensemble de sentiments (y compris d'illusions). C'est en comprenant ce processus dans son ensemble que les constructeurs du parti révolutionnaire apprendront à pénétrer au plus profond des masses laborieuses et de la jeunesse, dégageant les militants qui, dans le combat d'unité, s'organiseront au sein de l'OCI.

DANS QUELLE SITUATION LE PROBLEME DU FRONT UNIQUE EST-IL POSÉ AUJOURD'HUI ?

La classe ouvrière traverse en ce moment une période de transition. Cette période est caractérisée par les faits suivants :

- la crise politique met en question le régime et les institutions de la V^e République ;

- la crise économique rampante a déjà abouti à une crise économique inconnue depuis la fin de la guerre ;

- le gouvernement Giscard-Barre et le patronat sont engagés dans une offensive générale contre toutes les conditions de vie, de travail, contre toutes les conquêtes sociales, sur tous les plans et dans tous les secteurs ;

- aux yeux des plus larges masses, la division apparaît comme le moteur politique qui permet au gouvernement et au patronat d'appliquer les plans anti-ouvriers. En dépit de la division, les masses laborieuses continuent à s'orienter à gauche (résultats des élections, luttes ouvrières, luttes des jeunes, etc.), témoignant ainsi qu'elles comprennent que le régime ne subsiste que par la division ;

- toute la situation politique,née d'une conscience politique aiguë des résultats de la division, suscite dans les masses laborieuses une tendance spontanée à l'unité (qui va de pair avec le soutien déjà massif apporté à nos initiatives unitaires : lettre à Mitterrand et Marchais, appel aux dirigeants du PCF pour qu'ils reçoivent la délégation des comités d'initiative et d'unité).

Recherchant les voies du combat contre l'offensive du gouvernement et du patronat, les travailleurs aspirent à l'unité : les masses laborieuses et la jeunesse ne comprennent pas la division, elles comprennent que c'est seulement par l'unité qu'elles pourront accroître leur capacité de résistance aux mesures patronales et gouvernementales.

Cette aspiration à l'unité entraîne les plus larges masses laborieuses et la jeunesse à s'intéresser de plus en plus aux luttes politiques, tandis que se dégage du sentiment général d'unité une avant-garde élargie qui cherche à

vérifier par son expérience propre la capacité politique de l'OCI engagée dans le combat pour le front unique.

C'est ainsi que la situation dans laquelle se pose le problème du front unique, aujourd'hui, crée les bases de la constitution de l'OCI des « 10 000 militants ».

PS, PCF ET FRONT UNIQUE

Il faudrait accepter comme un fait établi que le PCF est « à gauche », le PS « à droite », cela pour refuser de voir que le PCF est aujourd'hui le parti qui divise. Mais ce serait commettre une erreur incommensurable, si les dirigeants du PS se prononcent pour l'unité, que d'en conclure qu'ils sont partisans du front unique. Il s'agit donc de rétablir la place et les relations des deux grands partis ouvriers dans la lutte des classes. Nous avons vu que, pour Marx et Engels, « cette organisation des prolétaires en classe » est par suite leur « organisation en un parti politique ». Cela signifie que, dans la lutte des classes, les prolétaires se constituent en classe, en prolétariat, et cela est équivalent, comme son résultat, à la constitution du prolétariat en classe « politique ». Les prolétaires sont des vendeurs de force de travail. Comme tels, ils occupent une place « économique » déterminée dans les relations sociales de production. Le prolétariat, constitué en classe, occupe une place « politique » dans les relations sociales de production. Comme simples vendeurs de force de travail, les prolétaires sont divisés par la concurrence. Comme classe politique constituée par le résultat de leur lutte de classe, ils arrachent droits, garanties, conquêtes sociales, autant de positions « politiques » contre les positions politiques de la bourgeoisie (Etat bourgeois). C'est ainsi que le prolétariat, pour se constituer en classe, a constitué « son » parti politique. Mais, répétons-le, la lutte des classes est une lutte entre deux classes, la bourgeoisie et le prolétariat. Le système de production capitaliste entraîne nécessairement pour la bourgeoisie la nécessité qu'il y ait « concurrence » entre les producteurs. Les producteurs constitués en classe réalisent

leur union contre la « concurrence ». Les capitalistes et leur Etat sont amenés à rechercher à briser l'union, pour recréer sans cesse la situation de concurrence entre les prolétaires.

Avec la constitution de l'aristocratie ouvrière, le capital impérialiste a réussi à se subordonner une couche de prolétaires et, par là même, à subordonner à la bourgeoisie les partis socialistes. L'union sacrée de 1914 a consacré une situation où la Deuxième Internationale et ses partis sont passés du côté de l'ordre bourgeois. Si donc on garde à l'esprit que la bourgeoisie, de par sa position économique et politique dans les relations sociales de production, est amenée à combattre pour « diviser » (concurrence) le prolétariat, la responsabilité de la « scission » entre la Deuxième et la Troisième Internationale incombe entièrement aux dirigeants social-démocrates qui ont accepté de subordonner le prolétariat et les partis socialistes à la bourgeoisie dans la guerre impérialiste.

La dégénérescence de l'Internationale communiste et de ses partis, étroitement reliée à la dégénérescence de l'Etat ouvrier russe, conséquence de la constitution de la bureaucratie comme caste privilégiée, a entraîné également une situation où la Troisième Internationale et ses partis sont passés du côté de l'ordre bourgeois. C'est après la défaite allemande de 1933, conséquence de la politique dictée par Staline (« Le Parti socialiste allemand est un parti social-fasciste. »), que L. Trotsky, constatant, comme Lénine, Rosa Luxemburg et lui-même l'avaient fait en 1914, la tragédie de la politique de division, a appelé, pour former l'unité du front révolutionnaire du prolétariat, à la constitution de la IV^e Internationale.

La division est toujours le résultat d'une politique de capitulation devant la bourgeoisie. Partis constitués comme résultat de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie, les partis socialistes (social-démocrates) et les PC deviennent partis de collaboration de classes, « partis ouvriers-bourgeois ». Partis ouvriers par leur origine, par la place qu'ils occupent dans la lutte des classes, contrôlant les positions (garanties, droits, conquêtes sociales, etc.) qui

ont constitué le prolétariat en classe ; « bourgeois » en ce que, partis de collaboration de classes, les PS comme partis réformistes et les PC comme partis staliniens s'opposent à la révolution prolétarienne.

Ces considérations permettent d'éclairer le problème du front unique. Les travailleurs qui suivent le PCF commencent de plus en plus à réclamer une entente entre les dirigeants du PS et du PCF. Sans doute, ils ne sont pas encore prêts à condamner le PCF ; sans doute, leur volonté n'est pas toujours nettement formulée mais il est certain qu'ils veulent l'unité, le front unique PS-PCF. Et cette volonté d'unité est l'expression d'une aspiration plus large, celle de la recherche du combat uni pour les revendications contre le patronat et le gouvernement. Les travailleurs constatent que la division perpétue le régime et le gouvernement, fait échouer toute lutte sérieuse pour les revendications. De là, nous devons conclure que ce sentiment, cette volonté de voir se réaliser l'unité PS-PCF, partagés par les masses laborieuses et la jeunesse, partagés plus confusément par les militants du PCF, sont un sentiment et une volonté progressistes. Ils sont progressistes parce qu'ils se confondent avec l'hostilité contre le gouvernement, la recherche de la satisfaction des revendications.

Ils sont progressistes parce qu'ils opposent les aspirations des travailleurs à la réalité de la politique contre-révolutionnaire des appareils. Les dirigeants du PCF cherchent à toute force à diviser en imposant que tous acceptent de dire avec eux : « Le PS a viré à droite. » Se placer sur ce terrain serait considérer la masse qui a fait du parti exsangue de Guy Mollet (1) le PS actuel comme une matière tout à fait passive. Les masses laborieuses, et même une fraction de l'électorat du PCF, votent PS parce qu'elles condamnent la division, le PS leur apparaissant pour l'unité.

Ne pas comprendre ce sentiment d'unité, cette volonté d'unité partagées

par les travailleurs qui suivent le PCF comme un sentiment, une volonté progressistes, c'est ne pas comprendre que les travailleurs et les jeunes ont leur réflexion propre, leur expérience, ont la capacité d'imposer et de réaliser l'unité.

Le problème de l'unité est donc une nécessité ressentie par tous. Malgré la division — principalement orchestrée par les dirigeants du PCF — des organisations traditionnelles ayant l'appui des ouvriers, des millions d'hommes, de femmes et de jeunes savent que la seule unanimité à la base qui serait créée comme résultat de l'unité PCF-PS suffirait, à n'en pas douter, à liquider Giscard, le régime, le gouvernement. Le PCF apparaissant comme « diviseur », la signification de la « politique de Marchais » est aux yeux des masses laborieuses et de la jeunesse le soutien à Giscard.

Les travailleurs disent : les grèves tournantes n'ont d'autre résultat que de faire passer la politique gouvernementale. Ils aspirent à la grève générale. La grève générale veut dire ici : unité contre la division. Ce qui donne au combat pour la grève générale sa perspective politique, c'est le combat pour l'unité PS-PCF, pour chasser le gouvernement Giscard, pour le gouvernement Mitterrand-Marchais sans représentants des partis bourgeois.

Pour nous résumer, la politique de l'OCI est celle-ci : nous ne demandons pas au PCF et au PS de devenir révolutionnaires. Nous constatons que PCF et PS disent qu'ils sont pour les revendications, contre le gouvernement. Si cela est, alors il faut que la division cesse. Nous ne demandons pas au PCF et au PS d'adopter le programme révolutionnaire de la IV^e Internationale. Nous disons : « Nous sommes inconditionnellement pour que le gouvernement Giscard-Barre disparaisse. Nous sommes pour l'unité pour chasser le gouvernement Giscard-Barre. Et nous combattions pour l'unité, pour la grève générale, pour le gouvernement PS-PCF » (2).

(1) Guy Mollet, secrétaire général de la SFIO, a joué un rôle important dans l'arrivée de De Gaulle au pouvoir en 1958, dans la mise en place de la V^e République.

(2) Les problèmes du gouvernement ouvrier et paysan faisant l'objet d'un autre article, nous n'irons pas plus loin dans l'analyse sur la place de ce mot d'ordre transitoire.

SUR LE FRONT UNIQUE « A LA BASE »

Il n'y a aucune raison de demander à Marchais de se déclarer d'accord avec l'ensemble de la politique de Mitterrand, s'il estime ne pas devoir le faire. Cela est d'ailleurs vrai pour Mitterrand, qui n'a pas plus de raisons de se déclarer d'accord avec l'ensemble de la politique de Marchais.

Le PS est un parti réformiste de collaboration de classes, social-démocrate. Le PCF est un parti stalinien de collaboration de classes. Cela explique les divergences entre Marchais et Mitterrand. Mais il y a encore moins de raison de permettre à Marchais, par la division, de tenter de fortifier Giscard et son régime, de lui permettre d'aider Giscard contre Mitterrand. On ne saurait souffrir d'autre règle de politique ouvrière dans les conditions présentes que celle-ci : combat inconditionnel pour l'unité pour chasser Giscard ; par voie de conséquence et comme préalable : combat pour l'unité PS-PCF. Marchais et les dirigeants du PCF justifient la politique de division en opposant à l'unité au sommet l'unité à la base. Constatons en premier lieu que cette politique, transgressant la règle de politique ouvrière, aboutit à permettre au gouvernement Giscard-Barre de se maintenir au pouvoir.

Pour l'unité à la base, on devrait, selon Marchais, non pas réaliser le front unique entre deux partis ouvriers distincts, PS et PCF, dans l'action pratique, mais exiger que le PS adopte toutes les positions du PCF. Cela n'est pas l'unité, car si le PS se rangeait sur toutes les positions politiques du PCF, le PS n'aurait plus lieu d'être. Il y a plus : Marchais et la direction du PCF affirment que le PCF est le parti de la classe ouvrière ; autrement dit : ils identifient classe ouvrière et PCF. Si tel était le cas, cela signifierait que le PS n'est pas un parti ouvrier, que c'est donc un parti « bourgeois ». Autrement dit, en proposant l'unité à la base au PS, les dirigeants du PCF proposent l'unité avec un parti qu'ils estiment être un parti bourgeois. Par là même, les dirigeants du PCF s'affirment contre le front unique ouvrier, contre le front entre des partis se réclamant de la classe ouvrière.

Politique qui est à la base du front populaire, ou de l'union avec les chrétiens et autres « gaullistes honnêtes ». On a vu, en Allemagne en 1933, à quoi a abouti la politique de l'unité à la base opposée au front unique.

Il faut dire quelques mots de plus.

D'abord, que signifie la « base » ? La base, sans organisations, n'est pas autre chose que les travailleurs, producteurs de plus-value, opposés à eux-mêmes par la concurrence organisée par les capitalistes. Cette « base », combattant contre l'exploitation, s'est constituée en classe. Elle a forgé, comme résultat de ses combats de classe, son union contre la concurrence, et formé des organisations, arraché des droits, des garanties, des conquêtes sociales. C'est ainsi qu'on ne saurait parler de « base » en soi, a fortiori d'*« unité à la base »*, sans tenir compte des organisations.

Ensuite, quiconque a quelque expérience de l'intervention politique dans la lutte des classes sait que les dirigeants diviseurs opèrent un véritable détournement de l'aspiration — progressiste — à l'unité. Comment opèrent-ils ? Ils commencent par dire : il faut l'unité. Ils décident ensuite au sommet, sans en référer d'ailleurs à la base, des « actions ». Qui dit action dit nécessité de l'unité. Mais il se trouve que la « base » se regroupe dans et autour des organisations « de base » : sections et cellules du PCF, sections du PS, groupes socialistes d'entreprise, etc. C'est alors que le « sommet », les dirigeants du PCF, interdisent tout contact « à la base » entre cellules et sections du PCF et sections du PS. C'est ainsi que la politique dite d'unité à la base exclut toute unité à tous les niveaux. C'est ainsi que l'*« union à la base »* sans combat pour l'unité au sommet, et vice-versa, n'est pas autre chose que le camouflage d'une politique de division. Dans l'action et pour le succès, les travailleurs veulent l'unité. Qui les divise, sinon les dirigeants qui contrôlent les organisations ? La tactique habituelle des dirigeants diviseurs consiste, lorsqu'ils n'ont pu empêcher les travailleurs de réaliser l'unité dans une grève, à laisser les « travailleurs à la base » seuls, isolés, sans organisations, les contraignant ainsi par la

division à la reprise du travail. Il reste que toutes les conditions politiques se réunissent pour que les grandes masses imposent l'unité. Le front unique est légitimé par le fait que la pression des grandes masses pour arracher les revendications et en finir avec le gouvernement Giscard-Barre donne à l'unité sa possibilité de réalisation.

FRONT UNIQUE ET FRONT POPULAIRE

Nous l'avons dit, la réalisation du front unique du Parti socialiste et du Parti communiste français aboutirait, cela est plus que vraisemblable dans les conditions politiques actuelles, à la chute du gouvernement Giscard-Barre et du régime. Là est l'objectif du combat pour le front unique et contre la division. Le but de ce front unique est un gouvernement de ce front, donc un gouvernement PS-PCF, le gouvernement Mitterrand-Marchais.

Tous les moyens de lutte réelle sont à utiliser pour, par l'unité, réaliser cet objectif du front unique.

Enumérons les principaux moyens actuels de lutte :

— les moyens de lutte sur le terrain électoral : c'est pourquoi le combat pour que la direction du PCF s'engage tout de suite, immédiatement, à se désister pour le candidat du PS s'il devance celui du PCF au 1^{er} tour, la direction du PS s'étant prononcée pour la réciproque, est un combat d'unité contre le régime ;

— les moyens de lutte pour les revendications : créer les conditions du succès des grèves, c'est créer les conditions par lesquelles les travailleurs peuvent dire : en nous organisant pour l'unité, on peut gagner contre la division des grèves tournantes, journées d'actions et autres actions multiples et « multiformes » ;

— la division PS-PCF entraîne à la division dans tous les domaines. La division donne au gouvernement Giscard-Barre et au patronat étroitement unis tous les moyens contre les travailleurs et les jeunes. A tous les échelons de la lutte des classes, à l'entreprise, dans le quartier, à l'école, au lycée, dans les facultés, c'est la division qui laisse les mains libres au gouvernement pour appliquer ses plans

anti-ouvriers. Réaliser l'unité à tous les échelons, combattre pour l'unité à tous les échelons, c'est permettre aux masses laborieuses et à la jeunesse de s'ouvrir le chemin de la grève générale ;

— bien que le centre du pouvoir sous le régime (bonapartiste) de la V^e République se situe à la présidence de la République, en respectant le mécanisme institutionnel, les dirigeants matérialisent leur politique de collaboration de classes à l'Assemblée nationale. Le combat pour le front unique est le combat contre la politique de collaboration de classes, pour que les partis ouvriers, en qui les masses laborieuses continuent à voir leur direction, rompent la coalition qui les unit au régime, un régime dont ils acceptent la légitimité en violation de la démocratie parlementaire dont ils se réclament. Combattre pour la réalisation du front unique, c'est combattre pour la manifestation unie et centrale contre l'Assemblée nationale, contre la « légitimité » des décisions prises, en violation de la démocratie, par la coalition UDF-RPR à l'Assemblée nationale.

Tels sont les objectifs du front unique. Le front unique est une alliance des partis ouvriers. Le front populaire-Union de la gauche est une alliance des partis ouvriers avec les partis bourgeois. Cette alliance n'a qu'un but : sauver le régime bourgeois. C'est une alliance de collaboration de classes avec les partis bourgeois qui — quelle que soit leur représentativité, à peu près nulle lorsqu'il s'agit des radicaux de gauche — n'ont qu'un seul objectif : défendre contre les masses laborieuses et la jeunesse les intérêts de classe de la bourgeoisie exploitante. On ne peut marier l'eau et le feu : les capitalistes savent parfaitement où sont leurs intérêts. Les partis bourgeois les représentant acceptent l'alliance front populaire-Union de la gauche comme une réponse au mouvement des masses qui, pour sortir des tenailles du système de l'exploitation de l'homme par l'homme, engagent le combat d'émancipation. Le combat pour le front unique est le combat pour la satisfaction des aspirations des masses laborieuses et de la jeunesse.

« Les fronts populaires sont (*une*) des dernières ressources politiques de

l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. » (*Programme de la IV^e Internationale.*)

FRONT UNIQUE ET REVOLUTION

Répétons-le, la justification du combat pour le front unique réside dans le fait que sa réalisation signifierait la chute du gouvernement et du régime de la Ve République. Néanmoins, le front unique ne saurait être considéré comme une catégorie « en soi », sans relations avec le programme et la construction du parti révolutionnaire, dans une situation politique donnée.

Dans les conditions actuelles de division, toute réalisation même partielle de l'unité est la condition pour des actions sérieuses. Vice-versa, toute action sérieuse, quels qu'en soient le point de départ ou le motif qui conduit au déclenchement de cette action (sérieuse, non des actions symboliques) amènera à la réalisation de l'unité. Par voie de conséquence, à poser les questions les plus fondamentales soulevées par la situation politique, les relations diverses entre les classes et à l'intérieur de celles-ci. Du côté de la classe ouvrière, la résistance des dirigeants au front unique va de pair avec leur volonté de protéger le régime de la révolution. Cela entraîne les dirigeants à s'opposer directement à toute action sérieuse. On a vu récemment dans les usines de la métallurgie et dans les services des PTT les dirigeants, impuissants à s'opposer à l'unité réalisée, donner, avant même que l'assemblée générale des grévistes se réunisse, la directive aux militants du PCF (qui n'ont pas tous accepté) de reprendre le travail.

C'est ainsi que la résistance des dirigeants au front unique va également de pair avec le refus de respecter les règles de la démocratie ouvrière. Mais une telle attitude — dictée par la politique de division — amène à ce que des couches de plus en plus larges de travailleurs, y compris ceux influencés par le PCF, écoutent de plus en plus attentivement la politique d'unité. Ils font plus : déjà, dans de nombreux secteurs, travailleurs, jeunes et militants s'organisent pour réaliser l'unité des travailleurs et des organisations. C'est ainsi

que la politique de division conduit les masses laborieuses à comprendre — encore confusément — que les dirigeants veulent sauver Giscard.

Mais les masses laborieuses ne veulent pas sauver Giscard, elles portent au régime la haine la plus vive. C'est ainsi que la résistance acharnée des dirigeants au front unique conduit les masses laborieuses et la jeunesse à s'engager sur la voie où elles vont prendre elles-mêmes en main la solution des problèmes soulevés par la réalisation de l'unité. Cela par leurs propres moyens, et ces moyens appellent — les dirigeants, pour leur politique néfaste de division, décidant tout, tout seuls, expulsant les travailleurs du contrôle des luttes — irrésistiblement à l'explosion et, dans cette explosion, à la constitution des comités de grève de délégués élus intégrant les organisations. Mais ces comités de grève de délégués élus intégrant les organisations, ou toute autre forme de représentation démocratique des masses en lutte, ne se constitueront pas dans n'importe quelle situation. Le régime est à bout de souffle. Il croule sous les scandales. La crise politique, plus sévère que jamais, ébranle à chaque instant l'édifice institutionnel. Le régime est condamné. Il va s'écrouler sous les coups de la lutte des classes prolétarienne, ouvrant la crise révolutionnaire. La déstabilisation plus ou moins poussée de l'Etat bourgeois qui s'ensuivra donnera à la représentation démocratique des masses en lutte la « vocation du pouvoir ». C'est ainsi que le combat pour le front unique s'inscrit dans le développement historique de la lutte des classes vers la chute du régime et du gouvernement, pour le gouvernement PS-PCF, vers le gouvernement ouvrier et paysan qui, expression développée du front unique, ouvre le chemin aux « soviets », à la dictature du prolétariat.

FRONT UNIQUE ET CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE

Le problème du front unique est toujours un problème qui se résout sur le terrain de l'action pratique. L'unité est, dans les conditions politiques actuelles, le puissant levier de combat contre le patronat, la bourgeoisie, le gouverne-

ment, alors que la division apparaît comme le soutien au gouvernement et au régime. En plaçant au centre de leur intervention politique dans la lutte des classes le combat pour le front unique, les révolutionnaires se disposent pour les objectifs révolutionnaires qui sont les leurs, sur le terrain de l'action politique. Dans deux passages de la brochure « Et maintenant », Léon Trotsky situe en ces termes les relations entre le combat pour le front unique et le combat pour le parti :

« Les paroles du Manifeste du Parti communiste, disant que les communistes ne sont pas opposés au prolétariat, qu'ils n'ont d'autres buts et d'autres tâches que ceux du prolétariat, expriment cette pensée que la lutte du parti pour la majorité de la classe ne doit en aucun cas entrer en contradiction avec le besoin pour les ouvriers de l'unité de leurs rangs de combat. » (...) « La nécessité même du parti découle précisément du fait que le prolétariat ne naît pas avec la compréhension toute prête de ses intérêts historiques. La tâche du parti consiste, dans l'expérience de la lutte, à apprendre, à démontrer au prolétariat son droit à la direction. »

Une pensée formaliste pourrait en déduire qu'il y a contradiction entre ce qu'écrivent Marx et Engels et ce qu'écrit L. Trotsky. Dans le passage précédemment cité du Manifeste du Parti communiste, Marx et Engels font découler de l'organisation en classe du prolétariat, dans sa lutte de classe, qui est lutte politique, le parti politique. L. Trotsky dans la première citation se situe complètement sur cette position, indiquant après Marx et Engels que les communistes n'ont pas d'intérêts distincts de ceux du prolétariat. Il ajoute :

« La lutte du parti (*révolutionnaire*) pour la majorité de la classe ne doit en aucun cas entrer en contradiction avec le besoin pour les ouvriers de l'unité de leurs rangs de combat. »

Léon Trotsky ne fait que traduire une situation de fait. Les appareils social-démocrates et staliniens, en passant du côté de l'ordre bourgeois, ont entraîné la scission dans les rangs du prolétariat. Mais le parti révolutionnaire ne saurait que combattre pour l'unité du prolétariat. Car c'est seulement par l'union que les prolétaires se constituent en classe. Il ne saurait donc

y avoir contradiction entre le combat pour l'unité de classe contre la bourgeoisie et l'Etat et le combat du parti révolutionnaire pour la victoire de la révolution prolétarienne. Mais le prolétariat, s'il est la classe la plus homogène de la société (donc susceptible d'être la classe la plus consciente de ses intérêts de classe), de par la place qu'il occupe dans les relations sociales de production, est néanmoins classe divisée par l'exploitation capitaliste. Il ne peut conquérir la conscience de classe de ses intérêts, qui se confondent avec les intérêts historiques de l'humanité, que par et dans la lutte de classe révolutionnaire, mais la conquête de cette conscience de classe dans la lutte de classe se heurte à tous les obstacles, objectifs et subjectifs, dressés par la société bourgeoise, qui ne peut survivre et subsister qu'en dévoyant (divisant) le prolétariat de la conscience de ses intérêts historiques de classe. Un des obstacles bourgeois majeurs étant la division du front de classe opérée par les appareils bourgeois contrôlant le mouvement ouvrier. C'est ainsi que le combat du parti ne saurait en aucun cas et en aucune circonstance se « substituer » au combat du prolétariat, qui doit apprendre, avec l'aide du parti, à dégager les voies de l'émancipation des travailleurs, qui sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. C'est ainsi que, dans les conditions de la division, le combat politique pour le front unique devient le combat pour la construction d'une « OCI de 10 000 militants ». L'OCI combat dans les masses ouvrières et la jeunesse pour l'unité, contre la division ; par là même, l'OCI fait connaître les profondes raisons de la politique de division, dont les racines plongent dans la politique contre-révolutionnaire des appareils.

Lutter pour aider les masses laborieuses et la jeunesse à en finir avec le gouvernement Giscard-Barre équivaut à combattre pour l'indépendance de classe contre la politique de soutien au régime. Ce combat nécessite donc, pour garantir le succès à la bataille d'unité, de lutter pour organiser dans l'OCI les travailleurs et jeunes qui, sur la base de leur propre expérience et par l'intervention militante de l'OCI, sont amenés de plus en plus nombreux à se convaincre de la nécessité de prendre eux-mêmes en main le combat pour la réalisation de l'unité.

Victor Lepage,
le 2 mai 1980.



gouvernement ouvrier et dictature du prolétariat

Première partie

Pouvoir politique et dictature du prolétariat

Les enseignements du bolchevisme

par Lucien GAUTHIER

« La stratégie révolutionnaire couvre tout un système combiné d'actions qui, dans leur liaison et leur succession comme dans leur développement, doivent amener le prolétariat à la conquête du pouvoir.

Il est évident que les principes fondamentaux de la stratégie révolutionnaire ont été formulés depuis que le marxisme a posé devant les partis révolutionnaires le problème de la conquête du pouvoir sur la base de la lutte des classes. Mais la Première Internationale a seulement réussi à formuler ces principes sur le plan théorique et à les contrôler en partie, grâce à l'expérience de différents pays. L'époque de la Deuxième Internationale a fait naître des méthodes et des conceptions telles que (...) le problème de la stratégie s'est réduit à rien, il a été noyé dans le "mouvement" quotidien avec ses mots d'ordre relevant de la tactique journalière. C'est la Troisième Internationale seulement qui rétablit les droits de la stratégie révolutionnaire du communisme et lui subordonne entièrement les méthodes de la tactique. Grâce à l'expérience inappréciable des deux dernières Internationales sur les épaules desquelles se dresse la Troisième, grâce au caractère révolutionnaire de l'époque actuelle et à la gigantesque leçon historique que fut la révolution d'Octobre, la stratégie de la Troisième Internationale acquit, tout de suite, une combativité pleine de sève. »

La proclamation de la Commune de Paris en mars 1871. Karl Marx la salua comme « la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat ». (Ph. R. Viollet).

En 1928, Trotsky résume de cette manière toute l'expérience politique du mouvement ouvrier. Dix ans plus tard, il fondera la Quatrième Internationale afin de poursuivre la tâche ainsi entreprise. Le « Programme de transition », programme de fondation de la nouvelle Internationale, concentre ainsi tous les acquis du marxisme et du léninisme.

Ce qui est au cœur de la pratique et de la théorie bolcheviques, c'est la nécessité de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, l'instauration de la dictature du prolétariat. Et c'est précisément sur cette question décisive que les directions de la Deuxième puis de la Troisième Internationale ont failli historiquement, sont passées sur le terrain de l'ennemi de classe.

l'Etat et la lutte des classes : l'expérience des trois premières Internationales

L'Etat est le premier obstacle auquel se heurte la classe ouvrière dans le mouvement pour son émancipation et dans sa lutte quotidienne pour la défense de ses revendications. Mais il est aussi le dernier obstacle auquel vient s'affronter le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière au moment où le renversement de la classe dominante pose comme une question immédiate l'Etat.

L'Etat apparaît avec la naissance de classes sociales antagonistes : la division de la société en classes, entre exploités et exploiteurs, a pour corollaire le désarmement général de la population et la création d'un corps spécial chargé de maintenir les priviléges des exploiteurs (les « bandes armées »).

Dès son apparition, la division de la société en classes donne naissance à la lutte entre les classes, car, dans toute société de classes, les intérêts des exploités et des exploiteurs sont inconciliables. Cet antagonisme de classes nécessite le recours à l'Etat de la part de la classe des exploitateurs.

Cette lutte entre les classes revêt selon les périodes des formes et une intensité variables. Mais la révolution sociale, la destruction d'un mode de production et son remplacement par un autre, doit être distinguée comme

un mouvement historique spécifique parmi les multiples formes et moments de la lutte entre les classes.

Ce que Marx caractérise comme la « révolte des forces productives contre les rapports de production » constitue la condition objective de la révolution sociale. Comme Trotsky l'écrit :

« L'histoire du développement de la société humaine est l'histoire de la succession de différents systèmes économiques qui ont chacun leurs lois. Le passage d'un système à un autre fut toujours déterminé par la croissance des forces productives.

Jusqu'à un certain degré, les changements sociaux ont un caractère quantitatif et n'altèrent pas les fondements de la société, c'est-à-dire les formes dominantes de la société. Mais il arrive un moment où les forces productives accrues ne peuvent plus rester enfermées dans les vieilles formes de propriété. Alors survient dans l'ordre social un changement accompagné de secousses. » (Préface à l'édition américaine de l'abrégié du Capital.)

Ainsi, dès le XIII^e siècle, la bourgeoisie commence, à l'intérieur des sociétés dominées par le mode de production féodal, à créer des rapports sociaux de production qui correspon-

dent à l'essor de l'économie marchande capitaliste.

Tout au long des siècles qui suivent, ce processus se développe. Puis, s'étant assuré une base économique qui lui est propre, la bourgeoisie devra renverser — comme en 1789 en France, par exemple — l'Etat féodal, dernière barrière posée à son développement.

Mais le temps de la révolution bourgeoise est désormais passé. La contradiction se développe à l'intérieur du mode de production capitaliste, entre les exigences du développement des forces productives et les rapports de production eux-mêmes. Cela signifie qu'une nouvelle révolution se prépare à l'époque de Marx et se trouve actuellement à l'ordre du jour : la révolution prolétarienne.

« La centralisation des moyens de production et la socialisation du travail atteignent enfin un point où elles deviennent incompatibles avec leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe éclate. Le glas de la propriété privée sonne », écrit Marx.

« Pour Marx, écrit Trotsky, le problème de la reconstruction de la société résultait comme une nécessité historique inexorable, d'une part, de la croissance des forces productives jusqu'à leur pleine maturité, d'autre part, de l'impossibilité de développer davantage les forces productives sous l'empire de la loi de la valeur. »

« Il est évident, poursuit Trotsky, que Marx n'a jamais voulu dire que le socialisme se réaliseraient sans l'intervention de l'homme. »

Il serait donc faux de voir dans le passage du capitalisme au socialisme un mouvement fatal de l'histoire. Comme l'écrit Engels dans « Socialisme utopique et socialisme scientifique » :

« La contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste se manifeste comme l'antagonisme du prolétariat et de la bourgeoisie. »

Marx et Engels précisent, dans le « Manifeste du Parti communiste » :

« Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la met-

tront à mort : elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes — les ouvriers modernes, les prolétaires (...). L'existence et la domination de la classe bourgeoise ont pour bases essentielles l'accumulation de la richesse aux mains des particuliers, la formation et l'accroissement du capital ; la condition du capital, c'est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. Les progrès de l'industrie dont la bourgeoisie est l'agent sans volonté et sans résistance substituent à l'isolement des ouvriers résultant de leur concurrence leur union révolutionnaire par association. »

Le passage du capitalisme au socialisme ne pourra se réaliser que si — au travers de sa lutte contre la bourgeoisie — le prolétariat parvient à assurer la victoire de la révolution sociale, et avant tout arrache à la bourgeoisie son pouvoir politique.

LE PROLETARIAT, « SEULE CLASSE REVOLUTIONNAIRE JUSQU'AU BOUT »

L'histoire du prolétariat moderne est marquée par ses soulèvements, les mobilisations révolutionnaires par lesquelles ils tentent de s'élever à la tâche que l'histoire lui assigne : la prise du pouvoir politique.

Marx écrit :

« En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, ni leurs luttes entre elles. Ce que je fis de nouveau, ce fut :

1 - de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases de développement historique de la production ;

2 - que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ;

3 - que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes. »

Limiter le marxisme à la lutte des classes, c'est le tronquer, le déformer, le rendre acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est un marxiste, qui entend la reconnaissance de la lutte des classes à la reconnaissance de la dictature du prolétariat, disait Lénine.

Le prolétariat est une classe sociale différente de celles qui l'ont précédé. Le prolétariat a pour unique propriété sa force de travail, qu'il est contraint, pour vivre, de vendre à la bourgeoisie. Sous le régime capitaliste, la force de travail prolétarienne n'est qu'une marchandise. A la différence de la bourgeoisie, qui a eu la possibilité historique de jeter les bases de l'économie marchande et du capitalisme dans le cadre des sociétés féodales, le prolétariat ne dispose d'aucune possibilité de cette sorte.

« Toutes les classes qui, dans le passé, se sont emparées du pouvoir, essaient de consolider leur situation acquise en soumettant la société aux conditions qui leur assuraient leur revenu propre. Les prolétaires ne peuvent s'emparer des forces productives et sociales qu'en abolissant le mode d'appropriation qui était particulier à celles-ci, et par suite, tout le mode d'appropriation. Les prolétaires n'ont rien à sauver qui leur appartienne. » (Manifeste du Parti communiste.)

La bourgeoisie est contrainte de faire sa révolution pour se libérer des structures féodales qui sont autant d'obstacles à son développement. Le prolétariat, lui, n'a pas à instaurer un nouveau mode d'exploitation. Pour se transformer de « classe en-soi » en « classe pour-soi », il ne dispose que d'un moyen : l'« union révolutionnaire », la construction de son organisation. C'est pourquoi Marx et Engels écrivent dans le « Manifeste » :

« Toute lutte de classe est une lutte politique, et l'union que les bourgeois du Moyen Age mettaient des siècles à établir avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes la réalisent en quelques années grâce au chemin de fer. Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle

renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante. »

La forme la plus élevée de l'affrontement de classe, c'est la bataille pour instaurer son pouvoir, son propre Etat. Cela signifie que, pour se libérer des chaînes de l'exploitation, le prolétariat doit renverser le régime capitaliste en renversant l'Etat bourgeois, et en établissant sa propre dictature.

« Le but immédiat des communistes : constitution du prolétariat en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat. » (Manifeste du Parti communiste.)

En établissant sa propre dictature, le prolétariat s'emploie à réaliser les tâches qui permettent la transition du capitalisme au socialisme.

La doctrine de la lutte des classes appliquée par Marx et Engels à l'Etat et à la révolution socialiste mène nécessairement à la reconnaissance de la nécessité d'une domination politique du prolétariat, de sa dictature.

« Cette doctrine de Marx est indissolublement liée à toute la théorie sur le rôle révolutionnaire du prolétariat dans l'histoire. L'aboutissement de ce rôle, c'est la dictature du prolétariat. » (Lénine.)

L'ETAT ET LA REVOLUTION PROLETARIENNE

La lutte révolutionnaire du prolétariat se heurte non seulement à la bourgeoisie, mais encore à l'Etat, par le moyen duquel elle assure sa domination de classe. La transformation de la lutte de classe en révolution sociale pose donc la question du pouvoir politique, c'est-à-dire du pouvoir d'Etat, comme question centrale.

« L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (...). La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière. » (Marx, 1864.)

Et comme l'écrit Engels (« Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande ») :

« La lutte de la classe opprimée contre la classe dominante devient nécessairement une lutte politique, une lutte menée d'abord contre la domination politique de cette classe ; la conscience du rapport de cette lutte politique avec sa base économique s'estompe et peut même disparaître complètement. »

Pour Lénine :

« L'Etat est le produit et la manifestation de ce fait que les contradictions de classes sont inconciliaires. L'Etat surgit là, au moment et dans la mesure où, objectivement, les contradictions ne peuvent être conciliées. Et inversement : l'existence de l'Etat prouve que les contradictions de classes sont inconciliaires. » (*L'Etat et la révolution.*)

C'est précisément sur cette question que commence la révision du marxisme. C'est la lutte de Marx contre l'*« autogestion »* chère à Proudhon. C'est le combat de Lénine contre Kautsky. C'est la bataille de Trotsky contre le stalinisme. L'Etat, même l'*« Etat démocratique »* (sic), n'est pas un organe de « conciliation » de classes. Si la « conciliation » entre exploités et exploitants était possible, l'Etat ne pourrait ni surgir, ni se maintenir.

L'Etat bourgeois est en toute circonstance la dictature de la classe capitaliste sur le travail salarié. Les formes prises par cette dictature peuvent varier. La dictature du capital peut s'exprimer dans la démocratie parlementaire, dans le fascisme ou dans des formes intermédiaires comme le bonapartisme. Certes, la forme de la domination politique bourgeoise n'est pas indifférente au prolétariat du point de vue des conditions de son combat, mais, à travers ces différentes formes de la domination politique, c'est toujours la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat que l'Etat réalise.

C'est la raison pour laquelle Marx et Engels ne pensaient pas que même l'accession parlementaire au gouvernement du parti ouvrier puisse permettre l'économie d'un affrontement de classes, d'une révolution sociale. Ainsi, dans « *La Guerre civile en France* », tirant les enseignements pour le prolétariat mondial de la lutte

héroïque des travailleurs parisiens en 1871, Marx écrit :

« La classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat, de la faire fonctionner pour son propre compte. »

LES ENSEIGNEMENTS DE LA COMMUNE DE PARIS : DESTRUCTION DE L'APPAREIL D'ETAT BOURGEOIS ET DEPERISSEMENT DE L'ETAT

La Commune de Paris a été la première confirmation pratique du « socialisme scientifique » de Marx et de Engels. Seul le courant « marxiste » au sein de la Première Internationale a été en mesure de comprendre ce qu'elle signifiait, comme première forme, première ébauche historique de la dictature du prolétariat.

Dans sa lutte contre la bourgeoisie, le prolétariat parisien a su se donner les institutions nouvelles capables de saisir effectivement le pouvoir entre ses mains : il a détruit toutes les institutions fondamentales de l'Etat bourgeois, l'armée, la bureaucratie, la police ; il a jeté à bas le corps judiciaire. Il a instauré la « Commune en armes », le peuple en armes, l'élection des juges, et a jeté les bases d'un nouvel appareil étatique dans lequel les élus de la population parisienne étaient en permanence révocables. Quant au comité central de la Garde nationale qui, du fait de la guerre, jouait un rôle comparable à celui d'un gouvernement, il était lui-même composé de délégués élus par le peuple parisien.

La Commune de Paris constitue le premier acte historique de la destruction de l'Etat bourgeois et de l'instauration de la dictature du prolétariat. Elle amorce le processus de la mise en place par le prolétariat de son propre appareil étatique. Marx disait :

« C'est la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat. »

La question de l'Etat et de sa destruction est au cœur des divergences qui apparaîtront dans la Première

Internationale et qui amèneront à sa dissolution en 1876. Pour Marx, le « socialisme scientifique » est le contraire du « subjectivisme » qui croyait possible de décréter l'« abolition de l'Etat », et de l'« objectivisme » qui voyait dans la disparition de l'Etat un processus automatique et graduel.

Comparant la révolution française de 1789 et la révolution russe de 1917, Trotsky souligne la profonde différence existante entre révolution bourgeoise et révolution prolétarienne :

« Les rapports bourgeois, une fois libérés des entraves féodales, se développent automatiquement. Aucune force extérieure ne peut plus les arrêter. Ils doivent eux-mêmes créer leur propre fosse après avoir créé leurs fossoyeurs. Il en est de tout autre façon avec le développement des rapports socialistes. La révolution prolétarienne, non seulement affranchit les forces productives (...), mais elle met également à leur disposition immédiate l'Etat qu'elle a engendré. Tandis que l'Etat bourgeois se borne à un rôle de police, l'Etat ouvrier joue directement le rôle de patron et d'organisateur (...). A la différence du capitalisme, le socialisme ne s'édifie pas automatiquement mais consciemment. La marche vers le socialisme est inséparable du pouvoir étatique (...). » (*L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme.*)

C'est pourquoi l'Etat ne saurait être « aboli » par le prolétariat. Il ne dépeirra que lorsqu'il aura épuisé sa fonction d'instrument de la transition du capitalisme au socialisme, c'est-à-dire avec l'avènement de la société sans classes. Il ne peut perdre cette fonction que par le travail conscient de la classe ouvrière pour en réunir les conditions : c'est là le rôle de la dictature du prolétariat.

« Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. » (Marx.)

La dictature du prolétariat représente en tant qu'Etat un instrument de contrainte pour assurer la transition du capitalisme au socialisme. L'Etat ouvrier est donc un « appareil de transition » qui dirige le prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie pour l'avènement de la société sans classes. Mais il n'est pas la « direction » du prolétariat : celle-ci réside dans l'organisation révolutionnaire du prolétariat dans son parti révolutionnaire. Pour que le mouvement historique du prolétariat détruisse la « vieille machine d'Etat » et instaure sa dictature, il faut que ce mouvement soit exprimé consciemment par une direction révolutionnaire.

la lutte pour la conquête du pouvoir politique

La Première Internationale avait amorcé ce travail historique de transformation du prolétariat en « classe pour-soi », mais elle n'avait pu encore créer des partis ouvriers enracinés dans les masses.

La naissance de la Deuxième Internationale en 1889, sous l'égide d'Engels, permettra la construction de ces partis ouvriers de masse dont l'absence avait entraîné l'échec de la Commune.

DE LA COMMUNE A LA REVOLUTION RUSSE

En 1905 éclate en Russie une première révolution, la « répétition générale », comme on l'appellera plus tard. De manière spontanée, les travailleurs créent des conseils ouvriers. Les premiers soviets naissent.

A travers ces organismes, le prolétariat de Russie cherche à centraliser son

combat. Trotsky est un des premiers à souligner le rôle décisif des soviets dans la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir d'Etat. La révolution de 1905 a permis à Trotsky de comprendre que le capitalisme entrait dans la voie de son pourrissement, que la bourgeoisie — là où elle n'avait pu établir son pouvoir — n'avait plus de mission historique progressive, qu'elle était tout à fait incapable désormais d'accomplir les tâches de la révolution démocratique. Que c'était dorénavant au prolétariat de réaliser dans le cours même de sa révolution les tâches démocratiques bourgeoisées. Ce sont là les bases mêmes de la théorie de la révolution permanente.

Nous sommes entrés dans l'ère de l'impérialisme, que Lénine caractérisera dans son ouvrage comme le « stade suprême du capitalisme ». C'est l'« ère des guerres et des révolutions ».

Le déclenchement de la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne de 1917 en Russie confirmeront entièrement les analyses de Marx et Engels, de Lénine et de Trotsky : c'est désormais l'heure de la révolution prolétarienne.

Définissant en 1933 la nature de classe de l'Etat soviétique, Trotsky écrira :

« Si Marx et Engels ont appelé la Commune de Paris la "dictature du prolétariat", c'est seulement en vertu des possibilités qu'elle recélait. »

En effet, si la Commune de Paris était « la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat », comme l'écrivait Marx, la dictature du prolétariat ne pouvait être pleinement réalisée dans la mesure où un parti révolutionnaire ne dirigeait pas le gouvernement de la Commune. En outre, la dictature du prolétariat ne pouvait se perpétuer et se stabiliser sans l'expropriation de la bourgeoisie.

La Commune de Paris, tout en posant l'ensemble des problèmes d'une révolution prolétarienne aboutissant à la prise du pouvoir par les travailleurs, démontrait néanmoins que la révolution prolétarienne mondiale n'était pas encore imminente.

Le développement du capitalisme jusqu'à son stade suprême, la constitution de la Deuxième Internationale, puis de la Troisième, s'employant à l'organisation du prolétariat, réunissaient en revanche toutes les conditions objectives et subjectives de la révolution prolétarienne victorieuse.

Dans ce cadre, l'une des « nouveautés » de la révolution d'Octobre par rapport à la Commune de Paris sera bien sûr l'apparition et le développement des soviets, leur organisation centralisée dans le congrès panrusse des soviets, le rôle politique décisif joué en leur sein par les social-démocrates révolutionnaires russes, les bolcheviks, direction du prolétariat.

« Nous pouvons aussi feuilleter page par page l'histoire de la Commune, et nous y trouverons une seule leçon : il faut une forte direction de parti (...). Le prolétariat n'avait ni un parti, ni des chefs auxquels il aurait été étroitement lié. » (*Les Leçons de la Commune, Léon Trotsky, 1921.*)

C'est pourquoi les marxistes ne féti- chisent pas les formes, y compris les formes soviétiques. Les soviets ne suffisent pas à renverser la bourgeoisie. Il faut, à travers les soviets qui réalisent le front unique ouvrier, « exprimer consciemment le mouvement inconscient des masses » et le porter jusqu'à la tâche décisive de la prise du pouvoir d'Etat. C'est au parti révolutionnaire qu'il revient de le faire.

La « dualité de pouvoir » entre d'une part l'Etat bourgeois et de l'autre les soviets doit déboucher sur la prise du pouvoir politique par l'instauration de la dictature soviétique. Mais il ne s'agit en aucun cas d'un processus graduel et automatique. Il faut l'intervention du prolétariat et de son parti révolutionnaire pour détruire l'Etat bourgeois.

Pour que l'organisation soviétique, comme forme, trouve effectivement son contenu révolutionnaire décisif, il faut encore qu'à travers elle le prolétariat soit doté d'une direction révolutionnaire.

Ainsi, de février à octobre 1917, la situation politique en Russie est marquée par cette dualité du pouvoir.

D'un côté, le gouvernement provisoire regroupant les cadets bourgeois, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, de l'autre, le comité exécutif des soviets dans lequel, au début, sont majoritaires socialistes-révolutionnaires et mencheviks. Cela exprime le fait que, dans un même mouvement, les masses constituent leurs conseils et affluent vers ces partis qu'elles chargent de leurs aspirations progressistes. Mais, contre leur volonté d'obtenir « le pain, la paix et la liberté », les « conciliateurs » tentent alors de barrer la voie à la révolution :

Comme l'écrivit Lénine :

« Il va sans dire que les soviets pouvaient et devaient prendre en main tout le pouvoir d'Etat. Mais dans les soviets, seule une minorité de députés se rangeait du côté des ouvriers révolutionnaires. Quant à la majorité, elle se rangeait du côté des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Au lieu de supprimer le gouvernement de la bourgeoisie et de le remplacer par un gouvernement des soviets, ces partis préconisaient le soutien du gouvernement de la bourgeoisie, l'entente avec lui, la formation d'un gouvernement de coalition. Cependant, l'organisation des ouvriers et des paysans d'avant-garde progressait. L'impatience et la colère grandissaient dans les masses. Elles débordèrent les 20 et 21 avril. Le mouvement fut spontané. Les soviets pouvaient prendre le pouvoir. Au lieu de cela, les S-R et les mencheviks soutinrent le gouvernement capitaliste en train de s'effondrer. Les capitalistes, ravis, se frottaient les mains : ils s'étaient assurés contre le peuple le concours des "chefs des soviets". » (Les enseignements de la révolution.)

C'est pourquoi les bolcheviks ont combattu sur l'orientation de l'unité et de l'indépendance de la classe, pour un gouvernement sans ministres capitalistes. Le « Programme de transition » résume ainsi ce combat :

« D'avril à septembre 1917, les bolcheviks réclamaient que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks rompent leur liaison avec la bourgeoisie libérale et prennent le pouvoir dans leurs propres mains. A cette condition, les bolcheviks pro-

mettaient aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires, représentants petits-bourgeois des ouvriers et des paysans, leur aide révolutionnaire contre la bourgeoisie, en se refusant cependant catégoriquement tant à entrer dans le gouvernement des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks qu'à prendre une responsabilité politique pour lui. Si les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires avaient réellement rompu avec les cadets libéraux et avec l'impérialisme étranger, le gouvernement ouvrier et paysan créé par eux n'aurait pu qu'accélérer et faciliter l'instauration de la dictature du prolétariat. Mais c'est précisément pourquoi les sommets de la démocratie petite-bourgeoise s'opposeront de toutes leurs forces à l'instauration de leur propre pouvoir (...).

Néanmoins, la revendication des bolcheviks adressée aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires : *"Rompez avec la bourgeoisie, prenez dans vos mains le pouvoir"*, avait pour les masses une énorme valeur éducative. Le refus obstiné des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires de prendre le pouvoir, qui apparut si tragiquement dans les journées de juillet, les perdit définitivement dans l'esprit du peuple et prépara la victoire des bolcheviks. »

Cette citation concentre toute l'expérience de la révolution russe, tout le problème politique de la stratégie révolutionnaire.

DE LA DEUXIEME A LA TROISIEME INTERNATIONALE : ENCORE ET TOUJOURS LA QUESTION DE L'ETAT

La première guerre impérialiste mondiale, qu'accompagneront d'immenses soulèvements prolétariens, va précipiter la faillite de la Deuxième Internationale, préparée par une longue période de dégénérescence. La révolution prolétarienne en Russie permet la constitution de la Troisième Internationale. Mais Lénine avait diagnostiqué, dès 1914, le pas-

sage du côté de la défense de l'ordre bourgeois de l'Internationale fondée par Engels.

C'est sur la question du vote des crédits de guerre que s'exprimera l'adaptation à la bourgeoisie des divers partis de la social-démocratie. C'est l'expression d'un phénomène plus profond, que la guerre impérialiste révèle : il s'agit du développement dans les rangs du mouvement ouvrier de courants opportunistes qui abandonnent le combat de classe pour la recherche de la conciliation avec la bourgeoisie.

Lénine a expliqué que dans les métropoles impérialistes s'était constituée une aristocratie ouvrière, base sociale du réformisme et du révisionnisme.

Ce phénomène a correspondu à la formation, au sein des appareils puissants de la social-démocratie — dans le cours même du développement capitaliste — d'une bureaucratie d'origine ouvrière liée à la bourgeoisie, qui finira par avoir des intérêts sociaux distincts de ceux du prolétariat. Elle va dès lors rechercher la « conciliation » avec la bourgeoisie. Elle va pratiquer la collaboration de classes sous couvert d'utiliser l'Etat comme lieu de « conciliation » avec le capital.

Le réformisme devient la couverture théorique de la trahison des intérêts du prolétariat. Ce qui est alors en cause, pour les chefs de la Deuxième Internationale, c'est la renonciation à l'action de classe et à la révolution prolétarienne, qui les conduira à lutter contre la première révolution victorieuse au nom du « passage pacifique et graduel » au socialisme, puis à faire assassiner par l'Etat bourgeois R. Luxemburg et K. Liebknecht, dirigeants de la révolution allemande :

Lénine écrira dans « La Faillite de la Deuxième Internationale » :

« Le contenu politique de l'opportunisme et celui du social-chauvinisme sont identiques : c'est la collaboration de classes, la renonciation à la dictature du prolétariat, à l'action révolutionnaire, la reconnaissance sans réserve de la légalité bourgeoise, le manque de confiance dans le prolétariat, la confiance dans la bourgeoisie. »

Les bolcheviks, derrière Lénine, cessent alors d'être une fraction du parti russe, ils forment un parti indépendant. Au cœur de leur combat se trouve, on l'a vu, leur lutte contre les « conciliateurs » russes, pour la prise politique du pouvoir par la classe ouvrière.

Devant le développement de la lutte des classes en Russie, Lénine abandonne le mot d'ordre de « dictature démocratique des ouvriers et des paysans ». Pour Lénine, il s'agit de la révolution prolétarienne qui commence. Elle ne peut vaincre que par l'instauration de la dictature du prolétariat. Trotsky, fidèle à ses écrits sur la « révolution permanente », reconnaît la justesse de la thèse de Lénine sur l'organisation révolutionnaire du prolétariat.

A l'échelle internationale, le Parti bolchevique, le seul parti ouvrier qui se soit prononcé contre la guerre impérialiste, pour le défaitisme révolutionnaire, va engager le combat à travers les conférences de Zimmerwald et de Kienthal pour regrouper ceux qui restent attachés à l'internationalisme prolétarien au sein de la Deuxième Internationale. Le déclenchement de la révolution prolétarienne en Russie, le rôle dirigeant de Lénine et de Trotsky, l'instauration de la première dictature du prolétariat, du premier Etat ouvrier, vont renforcer le combat des bolcheviks pour construire le parti mondial de la révolution.

C'est le rôle joué par le Parti bolchevique dans la révolution russe, son orientation internationaliste, son refus du « chauvinisme », son attachement à la révolution mondiale qui donneront naissance en 1919 à la Troisième Internationale.

Ainsi, s'exprime dans la nouvelle Internationale ouvrière le fait que la révolution russe n'est que l'ouverture de la révolution mondiale, et que, à travers ce processus historique, un embryon de direction internationale a commencé à se construire.

La scission dans le mouvement ouvrier est dès lors consommée. Une scission qui n'a rien à voir avec la lutte entre Marx et Bakounine du point de vue des forces engagées dans la bataille. D'un côté, des partis ouvriers et des syndicats puissants, notamment

en Angleterre et en Allemagne ; de l'autre, des forces jeunes, des militants ou des forces marqués par le réformisme, mais à leur tête, le parti de la révolution russe, Lénine et Trotsky.

Se posent alors, comme une tâche immédiate pour les dirigeants de la Troisième Internationale, les problèmes de la stratégie et de la tactique pour la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière.

« La grande époque de la stratégie révolutionnaire commence en 1917, tout d'abord pour la Russie, puis pour toute l'Europe. La stratégie, évidemment, n'empêche pas la tactique : la question du mouvement syndical, de l'activité parlementaire, mais elles acquièrent maintenant une autre importance, comme méthodes subordonnées de la lutte combinée pour le pouvoir. La tactique est subordonnée à la stratégie. » (*Trotsky, Leçons d'Octobre.*)

PROBLEMES DE STRATEGIE ET DE TACTIQUE : L'APPORT DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

« Par mandat du comité central du Parti communiste russe, j'ouvre le Premier Congrès international (...). Camarades, notre congrès revêt une grande importance dans l'histoire mondiale. Il démontre la banqueroute de toutes les illusions de la démocratie bourgeoise. Il fallait trouver la forme pratique qui permet au prolétariat d'exercer sa domination. Cette forme, c'est le régime des soviets avec la dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat : ces mots étaient du "latin" pour les masses jusqu'à nos jours. Maintenant, grâce au système des soviets, ce latin est traduit dans toutes les langues modernes. » (*Discours d'ouverture du Premier Congrès par Lénine.*)

Ce discours d'ouverture donne la base et le cadre de l'activité politique des partis communistes unis dans la nouvelle Internationale : la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Et le « Manifeste de l'Internationale

communiste aux prolétaires du monde entier », écrit par Trotsky, précise :

« Il y a soixante-douze ans, le Parti communiste présenta au monde son programme sous la forme d'un manifeste écrit par les plus grands prophètes de la révolution prolétarienne, K. Marx et F. Engels. L'heure de la lutte finale et décisive est arrivée plus tard que ne l'espéraient et ne l'espéraient les apôtres de la révolution sociale. Mais elle est arrivée. Nous, communistes, nous nous sentons les héritiers et les continuateurs de l'œuvre dont le programme a été annoncé il y a soixante-douze ans. Notre tâche est de généraliser l'expérience de la classe ouvrière. »

« Généraliser l'expérience de la classe ouvrière », cela signifie, pour les dirigeants de l'Internationale communiste, définir une stratégie révolutionnaire commune aux partis communistes, sections de l'Internationale, « généraliser » l'orientation qui avait été celle du Parti bolchevique. Le Deuxième Congrès de l'Internationale communiste adoptera en 1920 les statuts, dont l'article I déclare :

« La nouvelle Association internationale des travailleurs est fondée dans le but d'organiser une action d'ensemble du prolétariat des différents pays tendant à une seule et même fin, à savoir : le renversement de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat et d'une république internationale des soviets qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste. »

Pour cela, il faut des partis, une Internationale, « débarrassés des mélanges impurs de l'opportunisme » et fondés sur le centralisme démocratique. Le congrès adoptera les fameuses « 21 conditions ». C'est le début du combat qu'engagent Lénine et Trotsky contre l'opportunisme et le centrisme pro-social-démocrate, mais aussi contre le sectarisme, pour une politique d'unité et d'indépendance de classe. La tâche principale du Troisième Congrès sera de confirmer les analyses de Marx et de Lénine sur l'inéluctabilité de l'effondrement du capitalisme, mais en précisant, en adaptant la stratégie révolutionnaire à

la situation réelle de la lutte des classes et à la situation de division du mouvement ouvrier. Le Quatrième Congrès approuvera les « Thèses sur l'unité du front prolétarien » proposées par l'exécutif de l'Internationale communiste et qui codifient l'orientation soutenue par l'exécutif depuis le Troisième Congrès.

Le front unique ouvrier vise à rassembler dans la lutte des classes l'ensemble des travailleurs et de leurs organisations. La nécessité du front unique se trouve posée parce que le prolétariat est divisé en différentes organisations. Pour l'Internationale communiste, il s'agit du moyen stratégique par lequel le prolétariat réalise son unité pour renverser le capital et réaliser sa dictature. Si la transformation du prolétariat de « classe en soi » en « classe pour soi » s'effectue par la construction du parti révolutionnaire, celle-ci n'est possible que par l'orientation stratégique du front unique ouvrier qui culmine dans la constitution des soviets et l'instauration de la « dualité de pouvoir ». C'est pourquoi la résolution de l'Internationale communiste précise :

« Le mot d'ordre du "gouvernement ouvrier" est une conséquence inévitable de toute la tactique du front unique. »

LA LUTTE POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER

On peut lire dans la « résolution sur la tactique » de l'Internationale communiste :

« A la coalition ouverte ou masquée bourgeoise et social-démocrate, les communistes opposent le front unique et la coalition politique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois, pour le renversement définitif de ce dernier. »

A cause des erreurs et du sectarisme de nombreux partis communistes, des secteurs entiers de la classe ouvrière restaient organisés sous le contrôle de la social-démocratie à la fin de l'année 1920. Devant la scission du mouvement ouvrier, il était nécessaire de formuler, en l'adaptant à cette nouvelle

situation, la stratégie du front unique ouvrier.

Une politique révolutionnaire doit tenir compte du développement historique de la classe ouvrière. C'est pourquoi, contre le sectarisme et l'opportunisme qui se manifestent au sein de l'Internationale communiste, Lénine et Trotsky ont dû combattre pour formuler cette orientation stratégique sous la forme de tactique de lutte pour le front unique entre partis communistes et partis social-démocrates.

Le front unique doit englober tout le prolétariat et par conséquent rassembler ses diverses organisations. La lutte révolutionnaire pour l'unité de la classe n'a pas pour but essentiel la « dénonciation » de la social-démocratie, elle répond à une nécessité historique. Quelques années plus tard, combattant le cours ultra-gauche de l'Internationale communiste en voie de stalinisation, Trotsky écrira :

« Le prolétariat commence à jouer un rôle indépendant à partir du moment où d'une classe sociale *en soi*, il devient une classe politique *pour soi*. Cela ne peut se produire que par l'intermédiaire du parti ; le parti est l'organe historique au moyen duquel le prolétariat accède à la conscience de classe. La progression de la classe vers la prise de conscience (...) est un processus complexe et contradictoire. La classe n'est pas homogène. Ses différentes parties accéderont à la prise de conscience par des chemins différents et à des rythmes différents. La bourgeoisie prend une part active dans ce processus. Elle crée ses organes dans la classe ouvrière ou utilise ceux qui existent déjà pour opposer certaines couches d'ouvriers à d'autres. Différents partis agissent dans le prolétariat. C'est pourquoi il reste politiquement divisé durant une grande partie de son chemin (...). Pour lutter, le prolétariat a besoin de l'unité de ses rangs. Par conséquent, la tactique du front unique n'est pas quelque chose d'occasionnel et d'artificiel, ni une manœuvre habile. Non, elle découle complètement et entièrement des conditions objectives du développement du prolétariat. Le passage du *Manifeste communiste* où il est dit que les communistes ne s'opposeront pas au prolétariat, qu'ils n'ont pas

d'autres objectifs et d'autres tâches que ceux du prolétariat, exprime l'idée que la lutte pour gagner la majorité de la classe ne doit, en aucun cas, entrer en contradiction avec le besoin que ressentent les ouvriers d'unir leurs rangs dans le combat. » (*Ecrits sur l'Allemagne*.)

C'est au nom de cette nécessaire unité que Trotsky combat l'orientation ultra-gauche de Staline en Allemagne, qui trace un trait d'égalité entre le fascisme et la social-démocratie :

« La majorité des ouvriers restent encore aujourd'hui dans leur parti, non pas parce qu'ils ont confiance dans la direction réformiste, mais uniquement parce qu'ils n'ont pas encore confiance dans la direction communiste. Mais, dès aujourd'hui, ils veulent se battre contre le fascisme. Si on leur indique la prochaine étape de la lutte commune, ils exigeront de leur organisation qu'elle s'engage sur cette voie. » (*Idem.*)

Pour construire le Parti communiste comme le parti révolutionnaire prolétarien, il faut se tourner vers les plus larges masses ouvrières, en formulant ce qui est nécessaire à la classe dans son ensemble et non pas à une fraction « avancée ». S'appuyant sur les écrits de Lénine contre l'« ultimatisme » et le sectarisme, Trotsky définitira alors ce qu'est la lutte révolutionnaire.

« Combinaison de la lutte pour le pouvoir et de la lutte pour les réformes ; indépendance complète du parti mais unité des syndicats ; lutte contre tout régime bourgeois, mais utilisation de ses institutions ; critique implacable du parlementarisme du haut de la tribune parlementaire ; lutte sans pitié contre le réformisme, tout en concluant avec les réformistes des accords pratiques pour des tâches partielles. » (*Idem.*)

Mais l'unité de la classe ouvrière et de ses organisations n'a en définitive pas d'autre objet que de rendre possible le combat pour le pouvoir politique de la classe ouvrière face à la bourgeoisie. C'est pourquoi « le mot d'ordre de gouvernement ouvrier est le couronnement de toute tactique de front unique ».

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET LA LUTTE POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER

Dans la lutte pour le gouvernement ouvrier, l'exigence immédiate, inconditionnelle, de la rupture des partis ouvriers avec la bourgeoisie et de la « coalition politique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois » constitue un levier pour la lutte révolutionnaire. C'est le premier pas dans la voie de la lutte concrète pour la dictature du prolétariat.

Lénine écrit par exemple à propos de la lutte politique en Angleterre, polémiquant avec l'un des « communistes de gauche » de Grande-Bretagne :

« L'auteur de la lettre a fort bien compris que seuls les soviets ouvriers, et non le Parlement, peuvent offrir au prolétariat le moyen d'atteindre le but (...). Mais l'auteur de la lettre ne pose même pas, ne croit même pas nécessaire de poser la question que voici : peut-on amener les soviets à la victoire sur le Parlement sans faire entrer les politiques "soviétiques" à l'intérieur du Parlement ? »

Pour Lénine, en effet, cet « antiparlementarisme » repose sur le même socle politique que le refus du front unique.

Il ne s'agit pas pour lui d'encourager les communistes à prendre le pouvoir par des voies « légales ». Sa lutte contre l'opportunisme en témoigne. Mais la lutte des classes, comme l'ont déjà expliqué Marx et Engels, s'exprime, de manière déformée, sur ce terrain aussi. Dans des pays où le poids de la social-démocratie fait des PC des organisations minoritaires dans la classe, il est nécessaire de partir de la « conscience actuelle » de la classe pour l'amener à la prise du pouvoir d'Etat :

« Si nous ne sommes pas un groupe de révolutionnaires, mais le parti de la classe révolutionnaire ; si nous voulons entraîner à notre suite les masses (...), nous devons d'abord aider Henderson ou Snowden à battre Lloyd George et Churchill (*Hen-*

derson et Snowden étaient des dirigeants travaillistes, Lloyd George et Churchill les principaux responsables du parti conservateur - NDLR. Et même, plus exactement, obliger les premiers — car ils redoutent leur propre victoire ! — à battre les seconds ; puis aider la majorité de la classe ouvrière à se convaincre par sa propre expérience que nous avons raison. »

Il ne s'agit donc pas pour Lénine d'une simple « ruse », mais bien d'une nécessité politique qui découle des liens existants entre les masses et le Labour Party. La victoire du Labour Party constituerait en ce sens une étape dans la lutte pour le gouvernement ouvrier en Grande-Bretagne.

Les bolcheviks font ainsi preuve du plus grand sens tactique pour mettre en avant tout mot d'ordre politique qui permette, de façon transitoire, aux masses d'aller de l'avant dans le sens de l'unité et de l'indépendance politiques de la classe ouvrière, d'aller de l'avant sur la voie du gouvernement ouvrier et paysan. Dans le même temps, l'Internationale communiste souligne bien ce qu'est un véritable gouvernement ouvrier. Il ne se définit pas seulement par sa composition, mais fondamentalement par les tâches qu'il doit accomplir.

« Dans la lutte commune de tous les ouvriers contre la bourgeoisie, tout l'appareil d'Etat devra tomber dans les mains du gouvernement ouvrier, et les positions de la classe ouvrière en seront renforcées. Le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat et à désarmer les organisations bourgeois contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à faire tomber sur les riches le principal fardeau des impôts et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Un gouvernement de ce genre n'est possible que s'il naît de la lutte des masses. Un gouvernement ouvrier résultant d'une combinaison parlementaire peut aussi fournir l'occasion de ranimer le mouvement ouvrier révolutionnaire. Mais il va de soi que la naissance d'un gouvernement véritablement ouvrier et le maintien d'un gouvernement faisant

une politique révolutionnaire doivent mener à la lutte la plus acharnée et éventuellement à la guerre civile contre la bourgeoisie. » (*IV^e Congrès de l'IC. Résolution sur la tactique.*)

Le « véritable gouvernement ouvrier » se distingue donc de toutes les formes de gouvernements. Ainsi, le gouvernement ouvrier est un gouvernement qui représente les intérêts du prolétariat et des masses exploitées. C'est un gouvernement de transition vers la dictature du prolétariat. Pour la direction de l'Internationale communiste, il n'est donc pas vrai que tout gouvernement formé par des partis ouvriers soit un gouvernement prolétarien, un gouvernement ouvrier et paysan.

Elle distingue ainsi deux catégories de gouvernements qui ne sont rien d'autre que des gouvernements de coalition camouflée (gouvernement ouvrier-libéral en Australie et gouvernement social-démocrate en Allemagne), et trois autres types :

« 3 - Un gouvernement des ouvriers et des paysans ; cette éventualité est à prévoir dans les Balkans ;

4 - un gouvernement ouvrier avec la participation des communistes ;

5 - un véritable gouvernement ouvrier prolétarien qui, dans sa forme pure, ne peut être incarné que par un parti communiste.

Les troisième et quatrième catégories ne constituent pas encore une forme de transition nécessaire vers la dictature, mais elles peuvent constituer un point de départ pour la conquête de cette dictature. La dictature complète du prolétariat ne peut être réalisée que par un gouvernement ouvrier composé de communistes. »

C'est là « la généralisation de l'expérience de la classe ouvrière », notamment du combat de la classe ouvrière de Russie et de la politique du Parti bolchevique. Le IV^e Congrès de l'Internationale communiste sera le dernier auquel Lénine et Trotsky assisteront. Lénine meurt quelques semaines après, non sans avoir mis en garde contre la bureaucratie. Pour Trotsky commence le combat contre le stalinisme.

la révolution permanente contre le menchevisme stalinien

Dans « L'Internationale communiste après Lénine », Trotsky écrit :

« Le III^e Congrès fut un jalon important. Ses enseignements demeurent vivants et féconds encore aujourd'hui. Le IV^e Congrès n'a fait que les rendre plus concrets. Le mot d'ordre du III^e Congrès ne disait pas simplement : *vers les masses, mais vers le pouvoir par la conquête préalable des masses*. Après que la fraction de Lénine (et qu'il appelait significativement l'aile "droite") eût vigoureusement rappelé le congrès à plus de retenue, Lénine, à la fin, réunit une petite conférence au cours de laquelle il lança cet avertissement prophétique : "Souvenez-vous qu'il importe simplement de bien prendre l'élan pour accomplir le saut révolutionnaire ; la lutte pour les masses, c'est la lutte pour le pouvoir." Les événements de 1923 ont montré que cette position leniniste n'était toujours pas acceptée. »

A l'été 1923, les bolcheviks sont dans l'attente de la victoire de la révolution prolétarienne en Allemagne. Pour Lénine, c'est à la fois une certitude et une nécessité historique. Le socialisme ne se construira pas dans un seul pays. Il faut que le prolétariat allemand exproprie la bourgeoisie, réalisant ainsi l'unité européenne de la révolution et ouvrant, de la manière la plus concrète qui soit, la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe. La situation en Allemagne est révolutionnaire. Mais les tergiversations et les hésitations de Zinoviev pèseront lourd dans la défaite de 1923. Elles se nourrissent des pressions de Staline, l'homme de la bureaucratie naissante, qui se refuse à voir, même du point de vue « chauvin » dont il se place, que la révolution prolétarienne en Allemagne est le seul moyen d'éviter l'isolement de la révolution russe. Ces oscillations ont désorienté la direction du Parti communiste allemand qui, inca-

pable de saisir l'occasion qui lui est ainsi offerte, contribuera à l'échec de la révolution.

Nombreux sont ceux qui, au sein du Parti bolchevique, ont vu dans la victoire de la révolution en Russie un « accident de l'histoire » et qui, face à la situation catastrophique de l'URSS, à l'isolement de la révolution, se demandent si la dictature révolutionnaire a toujours un avenir historique en Russie. Sont encore présentes dans les esprits les thèses de Plékhanov, théoricien du marxisme avant son passage au menchevisme, selon lesquelles, la révolution devant d'abord surgir dans les pays capitalistes avancés, la Russie ne pouvait connaître qu'une « étape » bourgeoise.

Mais, pour Lénine, et cela malgré ses affirmations passées sur la nécessaire « étape bourgeoise », le seul moyen d'obtenir la chute de l'autocratie et « le pain, la paix et la liberté » que réclament les masses, c'est d'insaurer la dictature du prolétariat.

Dans « La Tâche du prolétariat dans la présente révolution » (ou « Thèses d'avril »), Lénine écrit :

« Ce qu'il y a d'original dans la situation actuelle en Russie, c'est la transition de la première étape de la révolution qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, à sa deuxième étape qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie. »

C'est la même incompréhension de la nature de la révolution qui fonde les positions de refus des « Thèses d'avril » de Lénine, comme le refus de celles de Trotsky qui sont entre temps devenues celles de l'Internationale communiste.

Dès lors que le prolétariat existe comme classe, la bourgeoisie, à l'épo-

que de la décadence impérialiste, ne peut plus assumer ses propres tâches historiques. C'est la « réaction sur toute la ligne ». Face aux conceptions prétendument « orthodoxes » de Plékhanov, Trotsky revient à la thèse de Marx sur la révolution permanente, formulée dès 1850.

« L'idée de la révolution permanente fut mise en avant par les grands communistes du milieu du XIX^e siècle, Marx et ses disciples (...). Marx ne considérait la révolution de 1848 que comme prologue immédiat de la révolution prolétarienne. Marx s'était "trompé". Mais son erreur était une erreur de fait, non une erreur de méthodologie. La révolution de 1848 ne se transforma pas en révolution socialiste. »

En revanche, l'expérience de la révolution russe confirme pleinement qu'au stade de la décadence impérialiste, la lutte pour les tâches démocratiques bourgeoises doit être directement prise en charge par le prolétariat, tant dans les Etats où la bourgeoisie a déjà accompli sa révolution mais où, sous l'effet de la concurrence impérialiste, elle s'en prend férolement à tous les acquis des masses, que dans les pays dominés où la bourgeoisie n'a pu accomplir la révolution démocratique et nationale (1).

Cette thèse est alors vivement combattue par les épigones qui sont engagés au même moment dans la collaboration la plus éhontée avec la bourgeoisie dite « nationale » en Chine pour établir un « régime démocratique ». L'abandon des thèses des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste conduira le Parti communiste chinois à renoncer à la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan, à l'indépendance de classe, et mènera finalement le prolétariat chinois à la défaite.

« La tentative faite par l'Internationale communiste pour imposer aujourd'hui aux pays d'Orient le mot d'ordre de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, depuis longtemps dépassé par l'histoire, ne peut avoir qu'un sens réac-

tionnaire. Dans la mesure où l'on oppose ce mot d'ordre à celui de la dictature du prolétariat, il contribue politiquement à la dissolution et à la décomposition du prolétariat dans les masses petites-bourgeoises, et crée ainsi des conditions favorables à l'hégémonie de la bourgeoisie nationale (...). Introduire ce mot d'ordre dans le programme de l'Internationale communiste signifie véritablement trahir le marxisme et les traditions d'Octobre du bolchevisme. » (*L'Internationale communiste après Lénine.*)

Cette conception étapiste de la révolution s'accompagne pour Staline de la thèse antimarxiste de la possibilité de construire le socialisme dans la seule Union soviétique.

« SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS » ET CONTRE-REVOLUTION

En effet, le mode de production capitaliste est le premier mode de production de l'histoire à avoir revêtu un caractère mondial qui s'exprime dans l'existence du marché mondial.

Ainsi, la lutte des classes ne peut, elle, qu'être internationale, même si elle se déroule dans le cadre d'Etats nationaux.

« Le marxisme procède de l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales, mais comme une puissante réalité indépendante créée par la division internationale du travail et par le marché mondial qui, à notre époque, domine tous les marchés nationaux (...). C'est une utopie réactionnaire que de vouloir créer dans le cadre national un système harmonieux et suffisant, composé de toutes les branches économiques et culturelles du pays qui fait partie de l'unité mondiale. » (*Leon Trotsky, La Révolution permanente.*)

C'est à partir de cette donnée objective que Trotsky dégage un aspect essentiel de la révolution permanente : la victoire du socialisme n'est réalisable qu'à l'échelle du monde. En ce sens, la prise du pouvoir dans un pays par le prolétariat constitue le début

(1) Sur la théorie de la révolution permanente, voir « La Vérité » n° 588.

d'un processus révolutionnaire qui ne « s'achève que dans le triomphe définitif de la nouvelle société sur toute la planète ».

La révolution prolétarienne mondiale n'est ni l'addition de révolutions nationales et de constructions du socialisme pays par pays, ni un acte unique, éclatant simultanément dans tous les pays, mais un affrontement entre la bourgeoisie et le prolétariat s'étendant sur toute une période historique.

En URSS même, où le prolétariat a pris le pouvoir, loin d'être achevée, la révolution prolétarienne n'a donc fait que commencer. C'est pourquoi Trotsky écrit, toujours à cette même époque :

« Sans la victoire de la révolution mondiale, nous ne construirons pas le socialisme (...). La construction économique a une importance énorme. Si la direction se trompe, la dictature du prolétariat s'affaiblit ; sa chute porterait un tel coup à la révolution socialiste que celle-ci ne s'en remettrait pas avant toute une longue série d'années. Mais la décision du procès historique entre le monde du socialisme et le monde du capitalisme dépend du second levier, c'est-à-dire de la révolution prolétarienne mondiale. L'importance gigantesque de l'URSS vient de ce qu'elle est la base d'appui de la révolution mondiale, et non pas de sa capacité à construire le socialisme indépendamment de la révolution mondiale. » (*Léon Trotsky, L'Internationale communiste après Lénine.*)

Le maintien du marché mondial, la pression constante qu'il exerce sur l'URSS interdisent que commence à dépérir les normes bourgeoises dans l'Etat ouvrier. L'Etat ouvrier a un double caractère. Il doit conserver le système du salariat ou, comme Marx l'a écrit, les « normes bourgeoises de la distribution », cela afin d'accroître les forces productives. Cependant, le sort de ce système dépend de la direction générale du développement. Que la révolution éclate dans d'autres pays et que la richesse sociale augmente, alors, les inégalités tendent à se réduire. La victoire des tendances socialistes sur les tendances bourgeoisies entraîne la résorption de l'Etat

dans une société s'administrant elle-même. C'est pourquoi nous caractérisons l'URSS comme une société en transition entre le capitalisme et le socialisme. Ces contradictions inhérentes à la transition ne peuvent être résolues que par la victoire à l'échelle mondiale sur la bourgeoisie.

Mais, dans les conditions d'arriération et d'isolement où se trouvait l'URSS, les normes bourgeoises de distribution se sont grossièrement renforcées et ont engendré des tendances rétrogrades qui se sont cristallisées sous la forme de la bureaucratie. La défaite de la révolution allemande, dont Zinoviev et Staline portent la responsabilité, laisse alors la révolution russe isolée. Le reflux de la révolution européenne, l'arriération des forces productives en URSS et la destruction de la classe ouvrière vont renforcer le développement de la bureaucratie. Celle-ci, produit de la pression impérialiste, se renforcera des défaites du prolétariat que son conservatisme engendre et progressivement se constituera en une couche sociale parasitaire qui confisquera le pouvoir politique au prolétariat.

Ainsi, la lutte des classes en Chine mettait à l'ordre du jour une situation révolutionnaire. La bureaucratie naissante, s'orientant désormais selon ses intérêts propres, est directement responsable de la défaite de la révolution chinoise en 1927. Staline est, selon le mot de Trotsky, « le grand organisateur des défaites ». D'instrument de la révolution mondiale qu'elle était, l'Internationale communiste devient l'agence de la diplomatie du Kremlin. Le soutien au « comité anglo-russe », qui regroupe des syndicats russes et britanniques, va permettre aux chefs réformistes anglais de briser la grève générale des travailleurs britanniques en se couvrant de l'autorité de la révolution d'Octobre. Le soutien de l'Internationale communiste au Kuomintang permettra à Tchang Kaï-Chek de briser la révolution chinoise.

Dès lors, il n'est plus possible de considérer l'« isolement » de la révolution russe comme un facteur purement objectif. L'orientation politique internationale impulsée par la bureaucratie devient désormais un facteur décisif de sa propre consolidation sociale.

C'est ce que note vigoureusement Trotsky dans « L'Internationale communiste après Lénine » :

« La bureaucratisation a pour origine principale l'accroissement, au cours des dernières années, de l'écart entre la ligne politique de la direction et les perspectives historiques du prolétariat. La cause fondamentale de la crise de la révolution d'Octobre réside dans le retard de la révolution mondiale, à la suite de plusieurs lourdes défaites du prolétariat. A partir de 1923, la situation se modifie radicalement, il ne s'agit plus seulement de défaites du prolétariat, mais de défaites de la politique de l'Internationale communiste. Les fautes de cette politique, en Allemagne, en Angleterre, en Chine, — et dans une moindre mesure, dans d'autres pays — sont telles qu'il est impossible d'en trouver de semblables dans toute l'histoire du Parti bolchevique (...).

Voilà les causes immédiates et indiscutables des défaites. Essayer de montrer que même avec une politique juste, les défaites étaient inévitables, c'est verser dans un fatalisme éccœurant et renoncer à la compréhension bolchevique du rôle et de l'importance de la direction révolutionnaire. »

Trotsky, avec la lucidité politique qui le caractérise, écrira dès 1928-1929 :

« La nouvelle doctrine dit : le socialisme peut être construit sur la base d'un Etat national. De là peut et doit découler, en dépit de toutes les déclarations solennelles, une politique de collaboration avec la bourgeoisie de l'extérieur. Les tâches des partis de l'Internationale communiste prennent alors un caractère secondaire : protéger l'URSS des interventions et non pas lutter pour la conquête du pouvoir. Il ne s'agit pas d'intentions subjectives mais d'une logique objective de la pensée politique. »

L'histoire confirmera entièrement ce jugement. Elle vérifiera de même l'analyse faite par Trotsky dès 1928 selon laquelle c'est à travers les « zig-zags » les plus brutaux que la bureaucratie poursuit la même orientation

fondamentalement conservatrice, inspirée par la défense de ses intérêts de caste antiouvrière :

« Le cours ultra-gauchiste se heurte de plus en plus fort à la marche des événements. C'est à partir de ce moment que l'on cherche des forces révolutionnaires toutes faites en dehors du prolétariat : d'où l'idéalisatation de certains partis pseudopaysans dans divers pays, le flirt avec Raditch et La Follette, l'exagération du rôle de l'Internationale paysanne au détriment de l'Internationale syndicale, le faux jugement sur les syndicats anglais, l'amitié par-dessus les classes avec le Kuomintang, etc. Toutes ces bêtises par lesquelles le cours ultra-gauche aventurier tenta de se soutenir devinrent, ensuite, les appuis essentiels du cours ouvertement droitier qui s'instaura lorsque les ultra-gauchistes, incapables de se retrouver dans la situation, se brisèrent contre le processus de stabilisation de 1924-1925.

L'ultra-gauchisme de 1924-1925, désorienté devant la situation, fut brutalement remplacé par une déivation de droite qui, sous l'estampille de la théorie "ne pas sauter par-dessus les étapes", fit appliquer une politique d'adaptation à la démocratie bourgeoise, à la démocratie petite-bourgeoise, à la bureaucratie syndicale, aux koulaks. »

Formellement, de telles oscillations peuvent être constatées avant et après 1933. En effet, c'est une politique fondièrement opportuniste qui s'exprime dans le soutien apporté en Chine à Tchang Kai-Chek au nom du bloc des quatre classes, politique que l'on peut assimiler à la politique de front populaire qui prévaudra à partir de 1935 (France, Espagne) ; c'est une politique ultra-gauche qui prévaudra à partir de 1928, notamment en Allemagne, assimilant la social-démocratie à la gauche du fascisme, et qui contribuera à l'écrasement du prolétariat sous la botte hitlérienne. La bureaucratie stalinienne utilisera à différentes reprises ces différentes formes de politiques, au moins en apparence. Car à partir de 1933, une modification qualitative dans la politique du Kremlin devra être constatée.

Il est dès lors définitivement établi qu'en se constituant comme une « agence de la bourgeoisie mondiale au sein de l'Etat ouvrier », la bureaucratie est devenue une force conscientement contre-révolutionnaire dans l'arène internationale. A partir de 1933, elle représente l'obstacle principal à la révolution. Le « Programme

de transition » caractérise cette situation comme le « passage définitif de l'Internationale communiste du côté de l'ordre bourgeois ». Pour l'Opposition de gauche, l'Internationale communiste « est morte pour la révolution ». La tâche de l'heure est donc d'entreprendre la construction de la IV^e Internationale.

la IV^e Internationale contre l'impérialisme et le stalinisme

Dans ce qu'il est convenu d'appeler son « Journal d'exil », Léon Trotsky écrit :

« Ce que je fais maintenant est dans le plein sens du mot irremplaçable. Il n'y a pas dans cette affirmation la moindre vanité. L'effondrement de deux Internationales a posé un problème qu'aucun des chefs de ces Internationales n'est le moins du monde apte à traiter. Les particularités de mon destin personnel m'ont placé face à ce problème, armé de pied en cap d'une sérieuse expérience. Munir d'une méthode révolutionnaire la nouvelle génération, par-dessus la tête des chefs de la Deuxième et de la Troisième Internationales, c'est une tâche qui n'a pas, hormis moi, d'homme capable de la remplir. »

Cette tâche, c'est diriger le combat de l'Opposition pour empêcher que soit rompu le fil de la continuité. Comme le souligne Trotsky lui-même dans le « Programme de transition », « la lutte des classes ne souffre pas d'interruption » ; et par conséquent, la lutte pour la construction de l'Internationale ne peut être « suspendue » en attendant des « jours meilleurs », comme le conseillaient un certain nombre de militants.

« La Quatrième Internationale est déjà surgie de grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat de l'histoire ; la cause de ces défaites, c'est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La lutte des classes ne tolère pas d'inter-

ruption. La Troisième Internationale, après la Deuxième, est morte pour la révolution. Vive la Quatrième Internationale ! » (Programme de transition.)

LA CRISE DE LA CIVILISATION HUMAINE

Le programme de fondation de la Quatrième Internationale s'ouvre par ces mots :

« La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat. »

Le passage du côté de l'ordre bourgeois de la Deuxième puis de la Troisième Internationale constitue pour Trotsky la cause des défaites de la classe ouvrière. A la différence de la Deuxième et de la Troisième Internationales qui ont renoncé à lutter pour la dictature du prolétariat,

« la tâche stratégique de la IV^e Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. » (Idem.)

Contre ceux qui voudraient voir dans les défaites du prolétariat mondial autre chose que la conséquence directe de la politique de l'Internationale communiste, Trotsky doit réaffir-

mer que les conditions objectives sont plus que « mûres » : l'obstacle à la révolution, c'est la crise des directions. « La crise actuelle de la civilisation humaine, c'est la crise de la direction du prolétariat », écrivait Trotsky entre la défaite de 1933 en Allemagne et la guerre impérialiste qui venait. Le « Programme de transition » se donne pour but de résoudre la contradiction entre la maturité des conditions objectives et la non-maturité du facteur subjectif dû à la trahison de la Troisième Internationale. Le « Programme de transition » concentre et synthétise l'expérience du mouvement ouvrier international. C'est en ce sens que nous parlons de « Manifeste communiste » de notre époque, celle des guerres et des révolutions.

Il réaffirme, contre ceux qui désertent le terrain du combat prolétarien, que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Il formule clairement, en intégrant la nouvelle donnée historique de la dégénérescence de l'Internationale communiste, l'orientation stratégique prolétarienne :

« La tâche stratégique de la prochaine période — période prérévolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation — consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (...). Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière, et conduisant inévitablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »

Surmonter cette contradiction, c'est précisément construire la Quatrième Internationale. La voie de cette solution, c'est la mobilisation des masses pour la conquête du pouvoir d'Etat. C'est ce qui distingue la Quatrième Internationale de la Deuxième et de la Troisième. La construction (et a fortiori la reconstruction) de la Quatrième Internationale est inséparable

de la formulation d'une politique ouvrant la voie de la mobilisation des masses vers la conquête du pouvoir d'Etat.

C'est ce qui donne aux discussions sur la stratégie du front unique et du gouvernement ouvrier et paysan une telle importance.

L'EPOQUE DES GUERRES ET DES REVOLUTIONS

Le surtitre du « Programme de transition » est « L'Agonie du capitalisme et les Tâches de la Quatrième Internationale ». Il exprime les objectifs et les moyens de lutte du prolétariat révolutionnaire dans la période d'agonie du capitalisme.

On peut ainsi lire dans le « Programme de transition » :

« Les prémisses économiques de la révolution prolétarienne ont déjà atteint en général le point le plus élevé de maturité qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître.

(...) Les bavardages selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore "mûres" pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement "mûres", mais ont déjà commencé à pourrir. Sans révolution sociale, et cela dans la prochaine période historique, toute la civilisation humaine est menacée d'être emportée dans une catastrophe. »

La crise du système impérialiste met ainsi à l'ordre du jour dans tous les pays le renversement du régime bourgeois et l'instauration de la dictature prolétarienne.

« La direction générale du développement révolutionnaire peut être déterminée par la formule de la révolution permanente dans le sens qui a été définitivement donné à cette formule par trois révolutions en Russie (1905, février 1917, octobre 1917). »

La théorie de la révolution permanente est la théorie des rapports entre les classes, des rapports politiques qui se développent au cours de cette époque historique qu'est le stade suprême du capitalisme, l'impérialisme. C'est pourquoi le « Programme de transition » écrit :

« Ce qui distingue l'époque actuelle, ce n'est pas qu'elle affranchit le parti révolutionnaire du travail prosaïque de tous les jours, mais qu'elle permet de mener cette lutte en liaison indissoluble avec les tâches de la révolution. »

Les révisionnistes qui affirment que les staliniens et les social-démocrates « défendent les revendications immédiates » des travailleurs, et ne trahissent qu'« à l'échelle historique », rentrent ainsi en contradiction flagrante avec la théorie de la révolution permanente.

« L'Internationale communiste est entrée dans la voie de la social-démocratie à l'époque du capitalisme pourriant, alors qu'il ne peut plus être question de réformes sociales ni de l'élévation du niveau de vie des masses, alors que la bourgeoisie reprend chaque fois de la main droite le double de ce qu'elle a donné de la main gauche (...), alors que chaque revendication progressiste de la petite bourgeoisie conduit inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'Etat bourgeois. »

Ainsi, le « réformisme » de la social-démocratie à l'époque impérialiste, la politique de front populaire des staliniens ne visent pas à « réformer » le capitalisme, mais à le défendre, à sauver la domination politique de la bourgeoisie. A l'inverse, le combat pour la défense des revendications des travailleurs s'intègre entièrement au combat contre la bourgeoisie culminant dans l'affrontement central pour la conquête du pouvoir d'Etat :

« La Quatrième Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme minimum dans la mesure où elles ont gardé quelque force de vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail de tous les jours dans le cadre concret, réel,

c'est-à-dire révolutionnaire. Dans la mesure où les vieilles revendications partielles "minimum" des masses se heurtent aux tendances destructrices et dégradantes du capitalisme décadent — et cela se produit à chaque pas —, la Quatrième Internationale met en avant un système de *revendications transitaires* dont le sens est de diriger de plus en plus ouvertement et résolument les masses contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux "programme minimum" est constamment dépassé par le *Programme de transition*, dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne. »

C'est en cela que le « Programme de transition » est l'expression, au plan de la stratégie et de la tactique, de la théorie de la révolution permanente.

DEMOCRATIE, DEMOCRATIE PROLETARIENNE

Le retard pris par la révolution prolétarienne et le pourrissement de l'impérialisme renforcent encore l'importance du combat pour les tâches démocratiques bourgeoises que seul le prolétariat peut conduire à son terme. Cela a été formulé par Trotsky dans les « Thèses sur la révolution permanente ».

Dans le chapitre du « Programme de transition » sur les pays capitalistes arriérés, on lit :

« Il (*le prolétariat*) est contraint de combiner la lutte pour les tâches les plus élémentaires de l'indépendance nationale et de la démocratie bourgeoise avec la lutte socialiste contre l'impérialisme mondial. Les revendications de la démocratie, les revendications transitaires et les tâches de la révolution socialiste ne sont pas séparées dans la lutte par des époques historiques, mais découlent immédiatement les unes des autres. Quand il avait à peine commencé à édifier des syndicats, le prolétariat chinois se trouvait déjà contraint de penser aux soviets (...). Le mot d'ordre d'Assemblée nationale (ou Constituante) conserve toute sa valeur dans

des pays comme la Chine et l'Inde (...). Il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie "nationale". A une certaine étape de la mobilisation des masses sous le mot d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique, dans chaque période donnée, en particulier leur rapport avec l'Assemblée nationale, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne, par le caractère politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout, et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste. »

Dans ces pays dominés par l'impérialisme, les soviets sont les organes unitaires qui permettent de rassembler autour du prolétariat, contre l'impérialisme, la paysannerie et la petite bourgeoisie urbaine.

Ainsi, la lutte pour le développement des soviets ne s'oppose pas aux tâches démocratiques bourgeoises, mais les intègre et les réalise en instituant la dictature du prolétariat, menant la nation opprimée à la souveraineté nationale.

Il serait néanmoins erroné de limiter la lutte pour les droits démocratiques aux pays dominés par l'impérialisme. Dans les pays impérialistes eux-mêmes, la défense des libertés démocratiques conserve toute sa valeur. Comme il est dit dans le « Programme de transition » :

« Cela ne signifie pas que la Quatrième Internationale rejette les mots d'ordre démocratiques. Au contraire, ils peuvent à certains moments jouer un rôle énorme. »

La décomposition du parlementarisme bourgeois, le fascisme, le bonapartisme témoignent de la putréfaction de la société bourgeoise. Le capitalisme pourrissant doit en permanence s'en prendre aux conquêtes des masses, nier les droits démocratiques les plus élémentaires — la liberté de presse, d'organisation et d'expression — qui sont des points d'appui pour les masses dans leur combat con-

tre l'Etat bourgeois, cette « bande d'hommes en armes ».

Ainsi, la lutte pour la Constituante et la République dans l'Espagne de 1931 mettait directement à l'ordre du jour les tâches de la révolution prolétarienne. Elle était indissociable du combat pour renverser le régime bourgeois, la « vieille Espagne » selon le mot de Trotsky. Autour de cette perspective politique, les communistes devaient travailler à construire les soviets rassemblant, contre la monarchie, pour la République, les plus larges masses.

C'est au travers des soviets que pouvait se constituer un nouveau pouvoir et, à partir de là, être instauré un nouvel Etat, la dictature des soviets, réalisant, en les combinant, les tâches de la révolution bourgeoise et de la révolution prolétarienne, assurant ainsi le cadre du plein épanouissement de la démocratie, la démocratie ouvrière.

En URSS, le prolétariat vit sous le joug féroce de la bureaucratie. C'est pourquoi :

« La nouvelle montée de la révolution en URSS commencera sans aucun doute sous le drapeau de la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique (...). La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique. Il faut rendre aux soviets non seulement leur forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. La bureaucratie doit être chassée des soviets (...). Légalisation des partis soviétiques ! »

L'histoire a confirmé cette analyse. Dans les pays où le capital a été exproprié, c'est seulement à travers le rétablissement des libertés ouvrières que la classe ouvrière peut prendre en charge son propre destin, contrôler les rapports de production.

Depuis cinquante ans, le stalinisme foule les droits démocratiques et les libertés ouvrières dans les Etats ouvriers bureaucratiques. Il a empêché l'émergence de soviets dans tous les pays où le capital a été exproprié. Il a détruit les soviets en Russie. Il est donc évident que toute lutte anti-

bureaucratique empruntera la voie du combat pour les libertés démocratiques et que c'est l'extension de cette lutte, le développement d'un processus de révolution politique qui feront surgir des conseils ouvriers, cadre de la démocratie prolétarienne.

LA LUTTE POUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Dans le cours même de la lutte des classes, naissent et se développent des comités de travailleurs, forme embryonnaire des soviets.

« Les comités d'usine sont, comme il a été dit, un élément de dualité de pouvoir dans l'usine (...). Cependant, ces nouveaux organes et centres sentiront bientôt leur manque de cohésion et leur insuffisance. Aucune des revendications transitoires ne peut être complètement réalisée avec le maintien du régime bourgeois. Or, l'approfondissement de la crise sociale accroîtra non seulement les souffrances des masses, mais aussi leur impatience, leur ferveur, leur esprit d'offensive. Des couches nouvelles d'opprimés relèveront la tête et lanceront leurs revendications. Des millions de besogneux, à qui les chefs réformistes ne pensent jamais, commenceront à frapper aux portes des organisations ouvrières (...). Comment accorder les diverses revendications et formes de lutte ? (...) L'histoire a déjà répondu à cette question : grâce aux soviets qui réunissent les représentants de tous les groupes en lutte. Personne n'a jamais proposé, jusqu'à maintenant, aucune autre forme d'organisation, et il est douteux qu'on puisse en inventer une. Les soviets ne sont liés à aucun programme a priori. Ils ouvrent leurs portes à tous les exploités (...). Les soviets ouvrent une période de dualité de pouvoir dans tout le pays. » (Programme de transition.)

Dans cette situation révolutionnaire, deux régimes — le régime bourgeois et le régime prolétarien — s'opposent irréductiblement. Une classe doit l'emporter sur l'autre, soit la barbarie capitaliste, soit le pouvoir des soviets, la dictature du prolétariat.

Le mouvement des masses tend, lors des crises révolutionnaires, à travers le renforcement des vieilles organisations jusqu'à la constitution de conseils ouvriers qui en représentent la forme supérieure, à réaliser le front unique ouvrier. Pour assurer cette victoire que constitue la destruction de la machine de l'Etat bourgeois, il faut, comme l'a réalisé le Parti bolchevique, conquérir la majorité dans les soviets en affranchissant le prolétariat de sa vieille direction.

Mais, dans sa lutte contre la bourgeoisie, le prolétariat n'appréhende pas nécessairement que l'objectif final de son combat est la destruction de l'Etat bourgeois. En revanche, il le perçoit sous son aspect le plus immédiat : il faut chasser le gouvernement en place et lui substituer un gouvernement qui satisfasse les revendications.

Dans ce même mouvement, les masses chargent le plus souvent leurs vieilles organisations de leur aspiration à obtenir satisfaction de leurs revendications. Il s'agit donc pour les trotskystes de partir de cet aspect de la « conscience actuelle » des masses pour les conduire à une seule conclusion : la conquête du pouvoir d'Etat.

Comme l'écrit Trotsky :

« Le gouvernement ouvrier est une formule algébrique, c'est-à-dire une formule aux termes de laquelle ne correspondent pas des valeurs numériques fixes. »

Mais, dans ses formes tactiques, dans chaque moment de la lutte des classes, la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan tient compte des « valeurs numériques fixes » que sont les vieilles organisations.

Ainsi, exprimant les aspirations des masses à réaliser leur unité de combat, les trotskystes exigent des vieux partis ouvriers qu'ils rompent avec la bourgeoisie. Ce faisant, ils expriment par là, contre toutes les politiques contre-révolutionnaires de collaboration de classes, le mouvement profond qui entraîne les masses vers l'instauration de la dictature du prolétariat.

Il ne s'agit pas là d'une simple dénonciation des directions traîtres qui se refusent à aller au gouvernement. La venue au pouvoir d'un tel

gouvernement constituerait un pas en avant pour les masses, qui veulent aller de l'avant, chasser le gouvernement bourgeois.

Ce combat n'est rien d'autre que la mobilisation des masses qui, à travers la rupture de la coalition qu'elles veulent imposer, cherchent la voie de la conquête du pouvoir politique en constituant leurs organes de lutte : les conseils ouvriers.

L'agitation pour la constitution de soviets et le combat pour les centraliser ne peuvent être menés indépendamment du combat politique sur la ligne du gouvernement ouvrier et paysan. C'est autour de ce mot d'ordre que se développeront et s'organiseront les soviets.

La formulation du mot d'ordre de gouvernement intégrant les organisations correspond à la première étape de ce processus transitoire qui culmine dans la constitution du gouvernement des soviets, la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat.

FRANCE, ESPAGNE, URSS

On pouvait lire dans la « Pravda » du 17 décembre 1936 :

« Pour ce qui est de la Catalogne, l'épuration des trotskystes et des anarchistes a commencé. Elle sera menée avec la même énergie qu'en URSS. »

La bureaucratie reconnaissait à sa manière, cynique et réactionnaire, l'unité mondiale de la révolution et de la contre-révolution, le lien qui existe entre les procès de Moscou et l'assassinat en Espagne des trotskystes opposés à l'alliance avec la bourgeoisie « démocratique », le rapport entre le « socialisme dans un seul pays », la « coexistence pacifique » avant la lutte et la politique des « fronts populaires ».

Le prolétariat mondial, dans son combat d'ensemble pour la dictature du prolétariat, instrument pour la réalisation du socialisme, doit, dans un même mouvement historique, réaliser la révolution sociale dans les pays capitalistes et la révolution politique en URSS.

Le Sixième Congrès de l'Internationale communiste a fixé comme tâche centrale aux partis communistes la défense de la construction du « socialisme dans un seul pays ». Le Septième Congrès, sous couvert de lutte « contre le fascisme », a appelé à la constitution de larges « fronts populaires », subordonnant en réalité les partis ouvriers à la bourgeoisie et à la défense de l'ordre capitaliste.

C'est, en France, contre la vague révolutionnaire de 1934-1936, l'alliance du PC et de la SFIO avec le parti bourgeois radical. C'est la trahison de la révolution prolétarienne en Espagne, l'alliance avec l'« ombre de la bourgeoisie » pour livrer l'Espagne à Franco.

« Usurpant le drapeau de la révolution d'Octobre, le Komintern, par la politique conciliatrice des "fronts populaires", vole la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme. Les "fronts populaires" d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. » (Programme de transition.)

Seuls les trotskystes ont combattu pour le front unique ouvrier et le gouvernement ouvrier et paysan. En France, autour de l'exigence du « gouvernement Blum-Cachin », contre l'alliance avec les radicaux, ils ont tenté de centraliser le combat pour la constitution d'organismes de front unique et ont ainsi ouvert la voie à la préparation de la grève générale. En Espagne, Trotsky a combattu très durement la capitulation de Nin et l'entrée des anarchistes « anti-étatiques » dans le gouvernement de l'Etat bourgeois.

« Dans le feu d'une guerre révolutionnaire de classes, Nin est entré dans un gouvernement bourgeois dont le but était de détruire les comités ouvriers, fondement d'un gouvernement prolétarien. »

Le front populaire est l'alliance des partis ouvriers avec la bourgeoisie pour sauver la domination de la bourgeoisie, alors que celle-ci, du fait de la puissante montée révolutionnaire, est incapable de le faire sans le concours des partis qui ont la confiance des plus

larges masses. En Espagne et en France, les bolcheviks-léninistes ont pris appui sur cette montée révolutionnaire pour formuler clairement l'aspiration des masses : rompez avec la bourgeoisie, prenez tout le pouvoir ! Ils dégageaient ainsi la voie à l'action de classe et à la constitution de soviets pour, dans ce même mouvement, construire une nouvelle direction et renverser la domination impérialiste.

Le front populaire était la riposte de la bureaucratie aux nouveaux développements de la lutte des classes. C'était l'alliance avec la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne. La caste parasitaire cherchait à empêcher l'irruption révolutionnaire des masses en France et en Espagne, qui aurait fait basculer les rapports de force internationaux et contribué à une montée révolutionnaire en URSS même. C'était la crainte de Staline de voir les masses soviétiques, s'appuyant sur la vague révolutionnaire à l'ouest de l'Europe, affluer dans les rangs de l'Opposition et remettre ainsi en cause sa domination bureaucratique.

Le combat pour la dictature du prolétariat et les Etats-Unis socialistes d'Europe implique un même combat contre les fronts populaires, pour le gouvernement ouvrier et paysan, pour débarrasser le prolétariat de la bureaucratie stalinienne et lui rendre le pouvoir politique en réalisant une nouvelle révolution, une révolution politique.

LA GUERRE IMPÉRIALISTE

La guerre impérialiste viendra confirmer les analyses de Trotsky : la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. La défaite du prolétariat allemand, celle du prolétariat espagnol ont conduit le prolétariat à reculer et ont laissé le champ libre à la barbarie impérialiste. Mais de la guerre impérialiste devait sortir une nouvelle vague de crises révolutionnaires.

Les trotskystes n'avaient pas à « prévoir » la forme de la montée révolutionnaire qui se produisit à partir de 1943, mais ils s'orientèrent sur cette perspective. Elle était celle de la

prise politique du pouvoir par le prolétariat.

« Dans le même temps, nous n'oubliions pas un seul instant que cette guerre n'est pas notre guerre. La IV^e Internationale édifie sa politique non pas sur le sort des points de vue militaires des Etats capitalistes, mais sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile des ouvriers contre les capitalistes, sur le renversement des classes gouvernantes de tous les pays, sur la révolution socialiste mondiale. » (Manifeste de la IV^e Internationale.)

C'est parce qu'elle se situe sur le terrain du socialisme scientifique que la IV^e Internationale a pu dégager les traits principaux de la situation politique qui s'ouvrait. C'est la remontée internationale de la révolution qui décide du sort de la guerre :

« La IV^e Internationale ne peut défendre l'URSS que par les méthodes de la lutte des classes révolutionnaire... La défense de l'URSS coïncide avec la préparation de la révolution prolétarienne mondiale. »

L'Armée rouge décapitée par Staline recule devant la poussée des troupes de l'impérialisme allemand. Ce sont alors les ouvriers et les paysans, l'ensemble des masses laborieuses d'URSS qui, les armes à la main, se dressent pour combattre l'impérialisme qui foule aux pieds les conquêtes de la révolution d'Octobre en réintroduisant la propriété privée des moyens de production. L'armée de Hitler est stoppée. Elle subit — à Stalingrad — une défaite historique. La révolution mondiale reprend son cours.

La défaite de l'impérialisme allemand et la montée révolutionnaire qui débute à partir de 1943 ont pour origine directe ce soulèvement des masses soviétiques pour défendre le bastion des conquêtes sociales du prolétariat européen écrasé sous le talon de fer de l'impérialisme allemand. Ce bouleversement des rapports entre les classes va permettre l'avancée des armées soviétiques, qui s'accompagne de puissants mouvements des masses dans toute la partie occidentale de l'Europe.

En Yougoslavie, l'armement des masses contribue, à travers la guerre

de guérilla, à chasser les troupes impérialistes. Cette remontée touche à son tour l'Europe occidentale dès 1943-1944. « De la guerre impérialiste sortira la révolution », écrivait trois années plus tôt la IV^e Internationale. Mais la bureaucratie du Kremlin monte en première ligne pour sauver le système impérialiste : c'est, à travers les conférences de Téhéran, Yalta et Potsdam, la préparation de la sauvegarde de l'ordre bourgeois. Une Sainte-Alliance contre-révolutionnaire s'organise consciemment à l'échelle mondiale.

Dans les territoires occupés, le GPU et l'armée agissent pour étouffer et briser les mouvements prolétariens. A l'ouest de l'Europe (France, Italie), fidèles à leurs alliances dans la « résistance », les partis staliniens sont partie prenante des gouvernements d'*« union nationale »* et brisent les grèves pour reconstruire et défendre l'Etat bourgeois.

Seuls les trotskystes combattent sur la ligne du front unique, du gouvernement ouvrier et paysan (cf. « La Vérité » n° 583 sur le 40^e anniversaire de la IV^e Internationale).

« La certitude qui doit être la base d'airain de la politique de la IV^e Internationale, c'est que la transfor-

mation de la guerre impérialiste en guerre civile implique nécessairement la formation de comités ouvriers qui s'opposeront dans une période de dualité de pouvoir au pouvoir bourgeois et à la politique de trahison des staliniens. » (« La Vérité », juin 1944).

Les faits vont bientôt le prouver.

Des comités surgissent dans les usines, mais aussi dans les quartiers. Les staliniens passent à l'offensive pour briser le mouvement qui s'engage. Thorez proclame : « Il faut un seul Etat, une seule police, une seule armée. »

Pour interdire la voie révolutionnaire au prolétariat allemand, l'autorité des armées d'occupation se substitue à l'appareil d'Etat nazi en décomposition. La nation et le prolétariat allemands sont divisés. En Grèce, l'impérialisme, avec le concours de Staline, écrase la révolution.

A l'est de l'Europe, la bureaucratie s'emploie également à briser les comités ouvriers. C'est cette situation de dislocation du système impérialiste et de puissante montée révolutionnaire qui amènera finalement aux bouleversements sociaux en Europe orientale.

contre le révisionnisme liquidateur, reconstruire la IV^e Internationale

Face à la dislocation du système impérialiste à la sortie de la guerre et à la puissante montée révolutionnaire des masses en Europe, la bureaucratie soviétique et l'impérialisme mettent conjointement en place le dispositif mondial de leur Sainte-Alliance contre-révolutionnaire. Dans ce cadre, l'impérialisme laisse à la bureaucratie la prise en charge directe des tâches de la contre-révolution dans la partie orientale de l'Europe.

Après l'effondrement sur eux-mêmes des régimes bourgeois, la bureaucratie est impuissante dans

cette situation de tension sociale extrême, tant à prolonger les tentatives d'*« union nationale »* qu'à prendre en charge sous sa responsabilité directe la gestion du capital. Dans la partie orientale de l'Europe, ce dernier doit finalement être exproprié. Des Etats ouvriers se constituent, dans lesquels la politique conservatrice de la bureaucratie du Kremlin interdit aux masses prolétariennes d'assurer l'exercice effectif du pouvoir politique, et auxquels elle imprime d'emblée tous les traits d'Etats ouvriers bureaucratiques. La révolution politique y consti-

tue la tâche révolutionnaire du prolétariat.

Sous des formes et dans des conditions profondément différentes, un processus, à certains égards similaire du point de vue de la méthode qui permet d'en rendre compte, aboutira à l'expropriation du capital et à l'instauration d'Etats ouvriers bureaucratiques en Chine puis au Vietnam.

Pour les trotskystes, ces événements n'affectent pas leur caractérisation générale de la bureaucratie :

« Si les partis staliniens restent par leur origine et leurs liens avec les masses des partis ouvriers, la bureaucratie, de même que les appareils qui sont ses agences nationales, sont des organes petits-bourgeois et sont définitivement contre-révolutionnaires. Le fait que, sous des circonstances exceptionnelles, la bureaucratie ou certains des partis staliniens aient été obligés d'exproprier le capital dans certains pays, ne change en rien cette caractérisation. Dans chacune de ces circonstances exceptionnelles, c'est le mouvement révolutionnaire des masses qui a imposé ces transformations. Celles-ci ne sont pas à mettre au crédit de la bureaucratie, dont la politique propre n'impose à ces Etats que leur déformation bureaucratique. » (*Déclaration du Comité paritaire de São Paulo, février 1980*)

Dans le même temps :

« Le fait que tous ceux-ci soient, avec des origines diverses, des Etats ouvriers bureaucratiques, n'empêche pas qu'ils soient l'expression d'un fait immensément progressif : ils sont l'expression déformée du processus qui pousse aujourd'hui les masses vers la révolution socialiste mondiale. Processus qui les pousse dans le même mouvement à s'opposer de façon croissante à la bureaucratie. » (*Idem*).

LE DEVELOPPEMENT DU REVISIONNISME

Dès l'occupation par l'Armée rouge d'une partie de l'Europe, des militants devaient cependant s'interroger au sein de la IV^e Internationale sur la politique mise en œuvre par la bureaucratie. Les articles de Jean-Jacques

Marie et de Stéphane Just dans le numéro spécial de « La Vérité » consacré au quarantième anniversaire de la IV^e Internationale expliquent très bien comment l'avancée de l'Armée rouge a été interprétée par certains comme représentant, en tant que telle, une progression de la révolution prolétarienne.

Incapable de tirer les enseignements du combat de Trotsky contre l'opposition petite-bourgeoise dans « Défense du marxisme » et d'établir la racine théorique de ce type de raisonnement, la direction de l'Internationale ne saura pas combattre véritablement ce type de position.

Quelques années plus tard, cette thèse sera reprise, développée et systématisée par la direction de l'Internationale elle-même, et par son dirigeant Michel Pablo.

L'ampleur des bouleversements à l'est de l'Europe ne change en rien la nature de la bureaucratie, mais au contraire la confirme comme une caste réactionnaire qui a multiplié les tentatives pour préserver l'ordre bourgeois et qui, en fin de compte, a été contrainte de renverser les rapports capitalistes : mais dans ce même mouvement, elle a d'emblée imposé son parasitisme et privé le prolétariat de l'exercice de son pouvoir politique.

C'est donc la pression du stalinisme dans les rangs de la IV^e Internationale qui a produit des révisions tendant à reconnaître à la bureaucratie en tant que telle une mission progressive. Ces révisions conduisent à identifier les masses aux appareils, la révolution à la bureaucratie ; elles conduisent à renoncer à la lutte des classes et à la dictature du prolétariat pour s'en remettre avec fatalisme à des « siècles de transition » d'un régime bureaucratique chargé à la place du mouvement des masses d'instaurer le socialisme.

En Finlande en 1940, la bureaucratie avait déjà été contrainte d'exproprier le capital. Pour autant, dans « Défense du marxisme », Trotsky ne confiait au Kremlin aucune « mission historique ». Au contraire, pour lui, le fait que dans ce cas la bureaucratie ait été contrainte de renverser la bourgeoisie ne changeait aucunement sa nature « globalement contre-révo-

lutionnaire ». La seule chose que la Quatrième Internationale devait soutenir lors de l'invasion de la Finlande était les mesures anticapitalistes prises, et elles seules, en aucun cas la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie en tant que telle :

« Notre devoir très net est de participer à ce bouleversement aux côtés des ouvriers et des paysans et, *dans cette mesure*, aux côtés de l'Armée rouge. En même temps, il fallait mettre en garde les masses sans relâche contre le caractère réactionnaire général de la politique du Kremlin et contre les dangers qui en résulteraient pour les provinces occupées. Savoir combiner ces deux tâches, ou plus exactement ces deux faces d'une seule et même tâche, voilà en quoi consiste une politique bolchevique. » (Défense du marxisme.)

Ainsi, pour Trotsky, ce n'est pas l'Armée rouge, instrument de la bureaucratie, que nous soutenons, mais les mesures qui ont été prises. C'est pourquoi Trotsky devait préciser :

« Dans tous les cas, la IV^e Internationale saura discerner où et quand l'Armée rouge intervient seulement en tant qu'instrument de la réaction bonapartiste, et où elle défend les fondements sociaux de l'URSS. »

Ainsi pouvait-il écrire à l'égard d'une autre situation hypothétique :

« Nous n'avons jamais promis de soutenir toutes les actions de l'Armée rouge qui n'est en fait qu'un instrument aux mains de la bureaucratie bonapartiste. »

Cette méthode est celle des forces trotskystes regroupées au sein du « Comité paritaire ».

Devions-nous apporter, par exemple, notre appui politique aux forces de l'Armée rouge en Afghanistan, comme le fait la direction castriste du SWP ?

Ce n'est pas la méthode que nous avons suivie. Fidèles aux enseignements de Trotsky, nous cherchons à discerner la fonction de la présence des troupes soviétiques en Afghanistan. C'est pourquoi nous avons caractérisé comme réactionnaire l'interven-

tion soviétique. Cela ne nous interdira pas demain, si, en raison de circonstances exceptionnelles, la bureaucratie devait prendre des mesures anticapitalistes, de soutenir ces mesures, et elles seules, mais sans cautionner pour autant la politique de la bureaucratie.

Mais ce n'est pas au nom d'une « hypothèse » que nous fondons notre politique aujourd'hui. La réalisation de cette hypothèse ne changerait d'ailleurs rien à la nature contre-révolutionnaire de la bureaucratie et au caractère globalement conservateur de sa politique.

LE PABLISME, NEGATION DE LA LUTTE DES CLASSES

Le fondement de l'analyse pabliste est que si la bureaucratie peut être amenée à renverser le capitalisme, c'est qu'elle participe d'une certaine manière des conquêtes ouvrières d'Octobre. Pour Pablo, « la réalité sociale objective (...) est composée essentiellement du monde stalinien et du régime capitaliste ».

Dès lors, l'histoire n'est plus celle de la lutte entre les classes mais celle de rivalités entre « blocs ». Ainsi, toute avancée de l'Armée rouge signifie ipso-facto un recul du monde capitaliste et cela indépendamment de la politique du Kremlin.

Ce n'est plus la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, lutte dans laquelle s'inscrit la bureaucratie comme « courroie de transmission de l'impérialisme au sein de l'Etat ouvrier », qui est le moteur de l'histoire, mais la « progression » du « monde stalinien » qui, sous l'égide de la bureaucratie, permet de réaliser la révolution !

Le prolétariat est ainsi identifié à sa direction stalinienne, l'Etat ouvrier à la bureaucratie, et le marxisme au stalinisme. Cette question est au cœur de toutes les révisions qui sont apparues dans l'histoire de la Quatrième Internationale. Il n'est donc qu'apparemment paradoxal que tous les révisionnismes tendent à s'attaquer conjointement à la caractérisation marxiste de la nature de l'URSS comme Etat ouvrier, et à la caractérisation mar-

xiste de la bureaucratie comme organe bourgeois.

Ainsi, la révision introduite par Pablo sur le rôle « révolutionnaire » de la bureaucratie est directement la source de la révision de Mandel sur la prétendue « double nature sociale de la bureaucratie », théorie qui revient à considérer que la bureaucratie, si elle a une politique pro-bourgeoise, conserve un caractère social « ouvrier » et s'identifie socialement au caractère ouvrier de l'Etat qu'elle parasite.

Pour Mandel, cette « double nature » réside dans le fait que « la bureaucratie soviétique est une fraction de la classe ouvrière qui a acquis des aspirations petites-bourgeoises, c'est-à-dire une bureaucratie ouvrière ». Cette thèse révisionniste est ouvertement contradictoire avec le marxisme, qui distingue radicalement la nature de classe de l'Etat ouvrier et celle de la bureaucratie qui le parasite.

Il est vrai que

« l'affirmation que la bureaucratie d'un Etat ouvrier a un caractère bourgeois doit apparaître non seulement incompréhensible, mais tout simplement absurde aux gens à l'esprit formaliste. » (Défense du marxisme.)

Mais c'est bien là le fondement de l'analyse de Trotsky :

« Même la bureaucratie la plus révolutionnaire représente jusqu'à un certain point un organisme bourgeois dans l'Etat ouvrier. Bien entendu, ce qui a un sens décisif, c'est le degré de ce caractère bourgeois et la tendance générale du développement. Si l'Etat ouvrier se débureaucratise et se réduit progressivement à rien, le développement va donc dans le sens du socialisme. Au contraire, si la bureaucratie devient de plus en plus pesante, autoritaire, privilégiée et conservatrice, c'est donc que les tendances bourgeois dans l'Etat ouvrier se développent au détriment des tendances socialistes ; en d'autres termes, alors la contradiction qui existe jusqu'à un certain degré dans l'Etat ouvrier dès les premiers jours de sa constitution ne diminue pas, comme l'exige la "norme", mais croît. Jusqu'alors cependant, aussi longtemps que cette contradiction n'a pas

dépassé le domaine de la répartition pour entrer dans celui de la production et n'a pas fait exploser la propriété nationalisée et l'économie planifiée, l'Etat reste ouvrier. » (Idem.)

Après quarante ans de dégénérescence stalinienne, « la tendance générale du développement » est aussi clairement établie que la nature sociale et le rôle politique de la bureaucratie.

C'est cet antagonisme social irréconciliable entre l'Etat ouvrier soviétique et la bureaucratie qui fonde toute l'analyse marxiste de l'URSS. C'est pourquoi toutes les formes de révisionnisme conduisent en fin de compte, sous une forme ou sous une autre, à remettre en cause l'analyse de Trotsky sur l'URSS et amènent par là même à réviser les notions élémentaires du marxisme. La valorisation de la bureaucratie comme la remise en cause de la nature de l'URSS reviennent à nier que ce sont les hommes qui, dans « des conditions déterminées », font l'histoire. En effet, ces thèses font de la bureaucratie soit une nouvelle classe sociale, soit une représentation légitime de la classe ouvrière, mais ont la même conséquence : la lutte des classes n'est plus le moteur de l'histoire, la bureaucratie reçoit une mission historique indépendante, objectivement progressive.

Les révisionnistes les plus conséquents, comme Burhnam et Schachtman au sein du SWP en 1939, iront jusqu'au bout de cette thèse en caractérisant le régime en URSS comme une nouvelle forme d'exploitation. Si l'on suivait ces théoriciens,

« nous serions alors obligés de reconnaître que la raison de l'épisode bureaucratique a sa racine non dans le retard du pays, ni dans l'environnement impérialiste, mais dans une incapacité congénitale du prolétariat à devenir une classe dirigeante. Il serait alors nécessaire d'établir rétrospectivement que l'URSS était, dans ses traits fondamentaux, le précurseur d'un nouveau régime d'exploitation à l'échelle internationale », écrit Trotsky.

Un nouveau régime d'exploitation, dont l'agent historique serait une bureaucratie petite-bourgeoise. Même si, comme l'écrit Trotsky, la pression

de l'impérialisme sur l'URSS entraîne que

« le prolétariat dominant dans un seul pays... y reste cependant une classe exploitée. L'impérialisme mondial représente la source de l'oppression, la bureaucratie fonctionnant comme mécanisme de transmission ».

Cette thèse, finalement, revient à faire d'une couche sociale parasitaire un agent historique progressiste. En effet, si elle permet de substituer au capital un nouveau régime social, c'est qu'avant le socialisme l'humanité doit passer par une nouvelle étape qui n'est ni l'Etat prolétarien, ni l'Etat capitaliste. Un stade historiquement nécessaire, ce qui infirme la thèse selon laquelle la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour.

Il s'agit, à l'évidence, d'une remise en cause des fondements du marxisme et d'un abandon de la doctrine de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Pour la Quatrième Internationale, la dégénérescence de l'Etat soviétique et la cristallisation d'une couche bureaucratique sont le produit, non d'une nécessité historique, mais de la pression impérialiste qui s'est traduite par l'expropriation politique du prolétariat.

« L'URSS est sortie de la révolution d'Octobre comme un Etat ouvrier. (...) L'appareil de l'Etat ouvrier a subi entre temps une dégénérescence complète. Mais il continue à rester un régime d'Etat ouvrier dégénéré. Tel est le diagnostic social », écrit le Programme de transition.

La lutte pour la défense de l'URSS est partie constituante du programme marxiste. Nous combattons sans concessions la bureaucratie, mais nous défendons sans conditions l'Etat issu de la révolution d'Octobre qui, dans ses bases sociales, concentre toujours les résultats de l'expropriation de la bourgeoisie.

Le révisionnisme pabliste, et à sa suite Mandel, sont amenés, tout en se couvrant du drapeau du trotskysme, à remettre en cause, fût-ce sous de prudentes formules, l'analyse marxiste de

l'URSS. Ainsi, les révisionnistes du Secrétariat unifié écrivent dans le document « Démocratie socialiste et dictature du prolétariat » :

« La dictature du prolétariat n'est rien d'autre que la démocratie ouvrière. »

Cette formule procède directement de l'approche « normative » propre au formalisme petit-bourgeois. Appliquée à l'URSS, elle conduirait simplement à conclure que l'URSS n'est pas une « dictature du prolétariat » puisque, à l'évidence, il n'y a pas de « démocratie ouvrière ». Mais c'est là une conclusion contraire à la dialectique et au marxisme pour lesquels l'URSS est bien un Etat à la fois « ouvrier » et « dégénéré », un Etat où le prolétariat est à la fois dominant socialement et politiquement opprimé.

Mais cela ne peut être compris qu'en maintenant intactes les caractérisations marxistes tant de l'Etat que de la bureaucratie, qu'en sachant clairement distinguer :

— l'expropriation politique du prolétariat par une couche sociale bureaucratique, organe bourgeois produit de la pression impérialiste et qui constitue par son parasitisme un danger pour les conquêtes sociales issues de la révolution d'Octobre ;

— les fondements sociaux que cet Etat matérialise toujours : la nationalisation des moyens de production.

AU COEUR DU REVISIONNISME, LA NATURE DE L'URSS

Trotsky écrit :

« L'URSS actuelle, sans aucun doute, ressemble fort peu au type de république soviétique que Lénine traçait en 1917. Mais quelles conclusions en tirer ? L'un dira : puisque l'Etat réel, issu de la révolution d'Octobre, ne répond pas aux normes idéales établies a priori, alors je lui tourne le dos. C'est du snobisme politique coutumier aux milieux d'intellectuels petits-bourgeois, pacifico-démocrates, libertaires, anarchico-syndicalistes, en général ultra-gauches. Un autre dira : puis-

que cet Etat est issu de la révolution d'Octobre, toute critique sur lui est sacrilège. Le marxiste dira : vérifions encore une fois si ces altérations se sont étendues aux fondements économiques de l'Etat, c'est-à-dire si les conquêtes sociales fondamentales de la révolution prolétarienne sont conservées. »

Ainsi l'URSS actuelle nie toute « démocratie socialiste » et reste pourtant, sous une forme dégénérée, une expression de la dictature prolétarienne, un Etat ouvrier. Ce caractère contradictoire détermine l'attitude des trotskystes : nous défendons inconditionnellement la base sociale de l'Etat soviétique contre l'impérialisme et la bureaucratie qui le parasite. Nous luttons pour la révolution politique qui balaiera la bureaucratie et régénérera la démocratie prolétarienne.

Trotsky écrit :

« (...) Peut-on appeler dictature du prolétariat la dictature de fait de la bureaucratie ?

La difficulté de terminologie vient de ce que le mot dictature est employé tantôt dans un sens strictement politique, tantôt dans un sens plus profond, sociologique. Nous parlons de "dictature de Mussolini" et en même temps nous déclarons que le fascisme n'est que l'instrument du capital financier. De ces deux propositions, laquelle est exacte ? L'une et l'autre, mais sur des plans différents. Il est indiscutable que tout le pouvoir de décision est concentré dans les mains de Mussolini. Mais il est non moins vrai que tout le contenu réel de l'activité gouvernementale est dicté par les intérêts du capital financier. La domination sociale d'une classe ("dictature") peut prendre des formes politiques extrêmement différentes. Toute l'histoire de la bourgeoisie, du Moyen Age à nos jours, en témoigne.

L'expérience de l'Union soviétique est déjà suffisante pour permettre d'étendre la même loi historique — avec tous les changements nécessaires — également à la dictature du prolétariat. Entre la conquête du pouvoir et la dissolution de l'Etat ouvrier dans la société socialiste, les formes et les méthodes de la domination pro-

letarienne peuvent changer brusquement selon la marche de la lutte des classes nationale et internationale.

Par exemple, le régime de commandement actuel de Staline ne rappelle en rien le pouvoir des soviets des premières années de la révolution. La substitution d'un régime à l'autre s'est produite non d'un seul coup, mais par plusieurs degrés, au moyen d'une série de petites guerres civiles de la bureaucratie contre l'avant-garde prolétarienne. En fin de compte, la démocratie soviétique a explosé sous la pression des contradictions sociales. Les exploitant, la bureaucratie a arraché le pouvoir des mains des organisations de masse. C'est dans ce sens qu'on peut parler de dictature de la bureaucratie, et même de dictature personnelle de Staline. Mais cette usurpation n'a été possible et n'a pu se maintenir que parce que le contenu social de la dictature est déterminé par les rapports de production que la révolution prolétarienne a établis. *Dans ce sens, on a plein droit de dire que la dictature du prolétariat a trouvé son expression, défigurée mais incontestable, dans la dictature de la bureaucratie.* » (Ce qui est souligné l'est par nous -NDLR).

Dans le même temps, tout oppose politiquement la dictature révolutionnaire du prolétariat sous Lénine, instrument de la lutte révolutionnaire pour la réalisation du socialisme, avec la dictature de la bureaucratie, frein au développement de la société soviétique. Cette situation, selon Trotsky, signifie que, sous le règne stalinien, « la dictature soviétique est une dictature malade ». C'est pourquoi, dans « Défense du marxisme », Trotsky définit le prolétariat soviétique comme « une classe dominante, opprimée politiquement ». L'URSS reste une forme de dictature prolétarienne parce que la bureaucratie ne peut se constituer en « nouvelle classe dominante », ne peut remettre en cause l'Etat, dont elle tire son pouvoir, et qui matérialise malgré cette déformation bureaucratique les conquêtes de la révolution.

Trotsky, pour autant, ne charge pas la bureaucratie d'un rôle progressiste. Elle est un organe étranger à la classe ouvrière et au caractère ouvrier de l'Etat qu'elle parasite ; il la caractérise

comme « la bureaucratie bourgeoise d'un Etat ouvrier ». Elle est une excroissance de nature bourgeoise sur l'Etat ouvrier qu'elle déforme et parasite. Elle constitue à la fois un obstacle et un danger pour les conquêtes sociales issues de la révolution d'Octobre.

« Le Comité paritaire affirme clairement : la bureaucratie stalinienne n'a pas une double nature, elle n'a pas un caractère indéfini. La bureaucratie du Kremlin est à la fois un produit et un agent des défaites souffrées par le prolétariat à partir de l'entre-deux guerres. Elle est un agent de l'impérialisme au sein des Etats ouvriers. Elle n'a pas de double nature sociale, mais, comme l'a établi Trotsky, une double fonction politique dans la mesure où elle doit à la fois étrangler la révolution et défendre les bases de ses priviléges de caste. Elle ne le fait cependant que selon des méthodes qui minent les bases ouvrières de l'Etat. De ce point de vue, la bureaucratie constitue le pire ennemi des conquêtes ouvrières du prolétariat. Son existence, sa politique, l'ensemble des rapports établis avec l'impérialisme dans le cadre de la "coexistence pacifique" constituent un facteur d'affaiblissement des Etats ouvriers existants, comme ont pu le constater tous les travailleurs du monde à l'occasion de l'invasion des troupes soviétiques en Afghanistan (qui a permis à l'impérialisme de créer les conditions d'une offensive contre les bases ouvrières de l'Etat soviétique). »

D'UNE HYPOTHESE THEORIQUE A SA REALISATION

Le cas de l'instauration à Cuba d'un Etat ouvrier bureaucratique a pu poser aux trotskystes une question nouvelle, dans la mesure où les bouleversements sociaux se sont alors produits sous la direction d'une force petite-bourgeoise non issue du stalinisme.

De même que les événements de l'après-guerre, le cas cubain peut pleinement être compris sur la base des acquis fondamentaux du mouvement trotskiste.

On ne peut cependant comprendre le processus historique qui a conduit à renverser le capitalisme et à instaurer un Etat ouvrier bureaucratique à Cuba sans rendre compte dans leur complexité de l'enchaînement des transformations politiques et sociales. Dans la mesure où celles-ci n'ont pas coïncidé d'emblée, le concept de « gouvernement ouvrier et paysan » constitue un pivot théorique de la compréhension marxiste.

Trotsky aborde ce problème dans le « Programme de transition ». Selon lui, les partis petits-bourgeois, staliens ou non, se refusent activement à constituer des « gouvernements ouvriers et paysans ». C'est-à-dire « des gouvernements indépendants de la bourgeoisie ». Il n'exclut pas cependant la possibilité théorique d'un tel événement :

« Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses...) des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En tout cas, une chose est hors de doute : même si cette variante peu vraisemblable se réalisait quelque part, et qu'un "gouvernement ouvrier et paysan" dans le sens indiqué plus haut s'établissait en fait, il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat. »

Nous ne reviendrons pas ici en détail sur l'histoire de la révolution cubaine (cf. « La Vérité » numéros 588 et 590 (textes de 1961-1962), brochure « Le combat de la TLT » page 99 sur le SWP et Cuba...). On notera cependant que la question clé de la discussion sur la révolution cubaine est bien l'établissement d'un « gouvernement ouvrier et paysan » par une force politique petite-bourgeoise, le « Mouvement du 26 juillet ». Pour le Secrétariat unifié, il s'agit non d'une révolution des ouvriers et des paysans, mais d'une révolution réalisée grâce à l'action résolue d'une minorité armée. Cette analyse donnera naissance à la fameuse orientation stratégique de

guérilla qui conduira à la destruction des groupes du Secrétariat unifié en Amérique latine.

Certes, l'initiative de la « lutte armée » vient indiscutablement de Castro. Mais si elle a pu déboucher sur le renversement de Batista, c'est parce que les masses se sont mises en mouvement contre la dictature en décomposition, liquideant ses principales institutions, organisant la grève générale. Il s'agit là du début classique de toute révolution prolétarienne, les masses sont confrontées à l'appareil d'Etat bourgeois qu'elles doivent détruire pour renverser le capital et instaurer leur dictature à travers la formation de conseils ouvriers. C'est la tâche des révolutionnaires prolétariens, des trotskystes, que d'aider les masses à réaliser ces objectifs.

Mais il n'y avait pas à Cuba de parti qui, comme celui de Lénine, ait conduit les masses à la victoire révolutionnaire. « La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. » Comme l'écrit Stéphane Just :

« Il ne s'agit pas de nier les qualités révolutionnaires de Castro (...). Révolutionnaires, ils n'en étaient pas moins (*le Mouvement du 26 juillet - NDLR*) un mouvement petit-bourgeois avec les limites que cela implique. »

L'Etat bourgeois s'effondre, mais les dirigeants petits-bourgeois tentent par tous les moyens de concilier les intérêts de toutes les classes de la société cubaine. Comme au Nicaragua lors de la chute de Somoza, ils constituent avec la bourgeoisie un gouvernement de coalition. Dans ce cadre, la dissolution de l'armée et de la police n'est pas le produit de la volonté de Castro, elle sanctionne un état de fait.

En revanche, l'appareil administratif, la justice, restent intacts. A propos de cette phase transitoire, comme on peut le lire dans les textes de 1961-1962 republiés par « La Vérité » n° 590 :

« Est-il possible, comme l'affirment certains tenants de la thèse "Cuba, Etat ouvrier", de dire que Cuba est un Etat ouvrier parce que l'ancien appareil d'Etat bourgeois y a été détruit ? Nous ne le croyons pas : les camarades qui affirment cela font

une confusion entre le début et la fin d'une révolution prolétarienne victorieuse. L'Etat bourgeois, et en particulier son appareil répressif, police et armée permanentes, peuvent être détruits au début d'une révolution, sans pour autant faire place à un Etat ouvrier. Jamais Trotsky et les trotskystes n'ont songé, entre juillet 1936 et mai 1937, à analyser l'Espagne républicaine comme un Etat ouvrier... Ce qui signifie que lorsque les rapports de propriété bourgeois et l'appareil d'Etat bourgeois ont été détruits, il y a encore une alternative à l'instauration de l'Etat ouvrier (...), la reconstruction d'un nouvel appareil d'Etat bourgeois (...). D'autres camarades remarquent (...) que Cuba nous offre un autre critère, l'existence d'une milice ouvrière (...). Il leur faudra pourtant reconnaître que, dans de brèves périodes, on a vu coexister Etat bourgeois et milice ouvrière. Ont-ils oublié qu'en 1923, au sein de l'Etat bourgeois allemand, les gouvernements régionaux de Saxe et de Thuringe, "gouvernements ouvriers et paysans" selon l'Internationale communiste, ont contribué — quoique de façon très limitée et insuffisante — à la formation et à l'armement des centaines prolétariennes, ont créé des comités d'usine, ont convoqué des conférences de ces authentiques organes de démocratie prolétarienne (...). L'Internationale communiste, à cette date, malgré la décomposition de l'Etat bourgeois (...), n'a jamais pour autant songé à qualifier d'"Etat ouvrier" la Saxe et la Thuringe où coexistaient un gouvernement des socialistes et des communistes, baptisé par elle "gouvernement ouvrier", des milices ouvrières et des conseils élus. »

C'est là une méthode qui permet de comprendre les processus qui étaient alors en cours à Cuba. L'Etat bourgeois restait en place, malgré la crise de décomposition de l'appareil d'Etat.

Le mouvement des masses a ouvert la crise politique et institutionnelle, aggravant la crise de dislocation de l'Etat bourgeois. Pour tenter de canaliser le mouvement des masses qui déferle, Castro tente une timide réforme agraire. Mais rien n'arrête la mobilisation des ouvriers et des paysans cubains. Attentif jusque-là aux

efforts de Castro, l'impérialisme va passer à l'offensive pour tenter de briser la révolution qui ne cesse de se développer.

Le « Mouvement du 26 juillet » est alors à la croisée des chemins : soit il s'engage frontalement contre les masses, soit il satisfait leurs revendications les plus pressantes. Le président Urutia devait s'en aller en juillet 1959. En octobre, ce sont les ministres capitalistes qui quittent le gouvernement. Du moment que le groupe de Castro décide de résister à la pression de l'impérialisme qui organise le blocus, il est contraint d'aller « plus loin qu'il ne le voulait dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie », et de constituer, sur la base de la rupture de la coalition avec la bourgeoisie, un gouvernement ouvrier et paysan.

Mais, comme l'explique le « Programme de transition », le gouvernement ouvrier et paysan est une formation transitoire. L'Etat bourgeois, basé sur des rapports de production capitalistes, n'a pas encore été détruit, mais c'est un Etat affaibli, en crise, dont le pouvoir gouvernemental a échappé aux forces politiques bourgeoises. Dans une situation aussi instable, le gouvernement ouvrier et paysan n'est qu'un « court épisode ». Il doit utiliser son pouvoir à relativement court terme pour exproprier les moyens privés de production et briser la domination bourgeoise ; sinon, il sera renversé. L'interaction des forces résultant de la montée révolutionnaire des masses d'une part, et de l'offensive de l'impérialisme d'autre part, a conduit le « Mouvement du 26 juillet » à aller au-delà de son propre programme et, pour défendre les réalisations d'une « révolution bourgeoise », à s'attaquer à des tâches qui sont celles de la révolution prolétarienne. Il s'agit d'une nouvelle confirmation — même si cela peut sembler à certains paradoxal — des thèses sur la révolution permanente.

La pression toujours plus forte de l'impérialisme, les manœuvres de la bourgeoisie cubaine et surtout le mouvement révolutionnaire des masses cubaines qui déjà s'attaquent à la propriété privée (occupations de terres, contrôle ouvrier...), vont contraindre ce gouvernement ouvrier et paysan à s'attaquer à la propriété privée des

moyens de production. L'épuration de l'appareil d'Etat commence, les milices surgissent, des comités ouvriers et paysans pour défendre la révolution se forment, réunissant les premiers éléments d'un nouvel appareil étatique. La tentative de débarquement impérialiste de la baie des Cochons donnera une impulsion fantastique au mouvement des masses, qui s'engage dans le démantèlement de l'Etat bourgeois, dans la réforme agraire totale, dans le contrôle des usines. Pour se défendre contre l'impérialisme, le gouvernement de Castro est obligé de s'appuyer sur les masses et d'exproprier le capital.

Mais l'Etat qui naît de cette résistance à l'impérialisme ne sera pas, comme la dictature du prolétariat soviétique dirigée par Lénine, un instrument de la lutte pour le socialisme. L'Etat qui surgit des bouleversements sociaux est un Etat ouvrier bureaucratique, produit de la résistance petite-bourgeoise du « Mouvement du 26 juillet » qui a interdit à la classe ouvrière de se constituer politiquement en classe dominante à travers l'établissement de la dictature des conseils. Les organes formés par les masses sont vite intégrés à l'appareil d'Etat et contrôlés par les représentants du gouvernement, afin de leur nier tout caractère « soviétique ».

« La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat. » Un parti de la IV^e Internationale était indispensable pour conduire les masses à instaurer une véritable dictature révolutionnaire du prolétariat, la dictature des soviets. Il est indispensable, à travers la révolution politique, de donner le pouvoir politique effectif à la classe ouvrière cubaine. Et, dans ce but, de construire la section cubaine de la IV^e Internationale réorganisée (reconstruite).

CONTRE LES PRONOSTICS UNILATERAUX ET FATALISTES

Ce rappel succinct du déroulement de la marche de la révolution cubaine et du rôle décisif joué par les classes en lutte permet de comprendre que la reproduction d'un semblable proce-

sus, même dans des conditions comparables, n'a rien d'inéluctable, rien d'automatique.

C'est à ce titre qu'il faut critiquer à la base l'orientation capitulatrice développée, à partir de l'été 1979, par la direction du SWP face à la révolution nicaraguayenne. A partir de la caractérisation de la direction castriste comme une direction révolutionnaire, la direction du SWP s'est ruée vers les conclusions les plus outrageusement révisionnistes. L'orientation « castriste » des membres sandinistes de la junte lui a suffi pour caractériser comme un gouvernement ouvrier et paysan le Gouvernement de reconstruction nationale, en dépit du fait que celui-ci comprenait alors des représentants politiques directs de l'industrie et de la grande propriété capitaliste, et que toute son activité tendait à la reconstruction de l'Etat bourgeois. Partant du pronostic selon lequel la reproduction du « schéma cubain » était à la fois inéluctable et consciemment voulue par le FSLN, elle a apporté un complet soutien politique à ce gouvernement bourgeois, et renoncé au devoir le plus élémentaire des trotskystes : appeler à la rupture politique avec la bourgeoisie.

A l'inverse, ceux qui, dès cette époque, entendaient défendre une position de classe, écrivaient :

« Les masses, armées et organisées, dépassent continuellement le cadre limité des réformes décidées par le Gouvernement de reconstruction nationale. La bourgeoisie, apeurée devant les masses, ne fait pas rentrer dans le pays les capitaux qu'elle a sortis pendant les dix-huit mois de luttes populaires. C'est l'Etat lui-même qui doit procurer les capitaux pour les investissements. L'impérialisme fait pression pour obtenir des garanties difficiles à lui offrir face aux masses armées. La pression qu'exerce l'impérialisme avec ses crédits aiguise les difficultés internes et montre avec encore plus d'évidence le caractère totalement parasitaire de la bourgeoisie.

La menace d'intervention militaire impérialiste ne peut être exclue, et les exigences de l'autodéfense révolu-

tionnaire contre l'impérialisme et ses alliés bourgeois entrent en contradiction avec la politique de désarmement des masses.

Dans ces conditions, nous ne pouvons exclure la réalisation de l'hypothèse théorique dont parlait Trotsky dans le *Programme de transition* (...).

Mais soyons clairs, le développement de l'éventualité selon laquelle les masses feraient aller le Front sandiniste plus loin que son propre programme implique nécessairement qu'à un moment quelconque se produise une rupture ouverte avec la politique que le FSLN et son expression gouvernementale, le GRN, mettent en œuvre aujourd'hui (...).

On ne peut utiliser une future orientation hypothétique vers la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan, pour cacher et couvrir une politique actuelle réelle, qui s'oriente clairement contre cette possibilité (...). »

Ainsi, les marxistes ne fondent pas leur politique sur des pronostics unilatéraux et fatalistes. C'est pourquoi il serait aussi faux de nier par avance la possibilité — au vu des limitations propres à une direction petite-bourgeoise — de la répétition dans des « circonstances exceptionnelles » de l'*« hypothèse »* du « Programme de transition », que de laisser croire à une espèce d'automatisme dans la reproduction d'un schéma de type cubain. Ces deux positions sont symétriques : elles ignorent les processus réels, la lutte des classes, soit en chargeant les appareils d'une « mission historique progressiste », soit en déniant aux masses toute capacité de surmonter l'obstacle des appareils et d'aller jusqu'à renverser l'impérialisme. Dans les deux cas, ce n'est plus le prolétariat et la lutte entre les classes qui sont le moteur de l'histoire, mais les appareils.

C'est là une expression du révisionnisme liquidateur de la IV^e Internationale, contre lequel s'est forgé le Comité paritaire pour la réorganisation et la reconstruction de la IV^e Internationale.

Deuxième partie

Le combat pour le gouvernement ouvrier dans la phase de l'imminence de la révolution

Le combat pour le gouvernement ouvrier et paysan trouve toute son actualité dans une phase de la lutte des classes à l'échelle mondiale qui doit être caractérisée comme la phase de l'imminence de la révolution prolétarienne.

Cette phase a été ouverte par la conjonction, sur le vieux continent européen, du printemps tchécoslovaque et de la crise révolutionnaire de mai 1968 en France. La vague ascendante a pris sa pleine dimension avec l'ouverture de la révolution prolétarienne au Portugal en 1974 et la défaite de l'impérialisme américain en Indochine. Le renversement du régime du chah et de celui de Somoza marque l'ouverture de la révolution prolétarienne en Iran et au Nicaragua et ébranle définitivement le dispositif du statu quo mondial, défendu conjointement par l'impérialisme et la bureaucratie depuis plus de trois décennies.

L'aggravation des crises politiques qui préparent l'explosion révolutionnaire dans plusieurs pays d'Europe — dont la France où la V^e République est, sous l'impact de la lutte des classes, entrée dans la phase ultime de sa décomposition —, la nouvelle brèche ouverte en Afrique par l'effondrement du régime raciste de Rhodésie, la remobilisation du prolétariat qui se dirige vers la révolution politique en

Chine, en URSS et dans les autres Etats ouvriers bureaucratiques — y compris Cuba — procèdent d'un même mouvement, celui de la révolution prolétarienne mondiale.

Sur tous les continents, la lutte des classes, prenant les voies de la révolution sociale et de la révolution politique, tend ainsi à poser la question du pouvoir comme une question immédiate pour les larges masses.

LA BUREAUCRATIE STALINIENNE EN PREMIERE LIGNE DE LA DEFENSE DE L'ORDRE ETABLI

Cet immense mouvement menaçant le règne de l'impérialisme que celui de la caste qui parasite les Etats ouvriers bureaucratiques. C'est pourquoi ces deux forces réactionnaires joignent tous leurs moyens pour tenter désespérément de réajuster les dispositifs de la « coexistence pacifique » et entraver le cours ascendant de la révolution mondiale. La mobilisation des masses vietnamiennes a pulvérisé le dispositif réactionnaire des « accords de Paris » de 1972, dressé comme un ultime obstacle contre l'inévitable expropriation du capital au Sud-

Vietnam. Dans le même temps, les accords d'Helsinki et de Belgrade tentent de prolonger le statu quo réactionnaire issu de l'après-guerre, de maintenir l'Europe divisée sous le double joug du capital et de la bureaucratie.

Dans ce cadre, l'impérialisme, gravement affaibli par l'essor de la mobilisation révolutionnaire à l'échelle mondiale, augmente ses exigences vis-à-vis de la bureaucratie. A travers les dispositifs de la « coexistence pacifique » s'exacerbe la concurrence contre-révolutionnaire entre les diverses fractions de la bureaucratie — Moscou et Pékin notamment. A travers ces mêmes dispositifs, se renforcent les pressions de toute nature — économiques, commerciales, militaires — exercées par l'impérialisme contre les conquêtes d'Octobre, contre les masses de l'URSS et des Etats ouvriers bureaucratiques. Dans le même temps, les bourgeoisies, affaiblies et menacées, doivent s'en remettre de plus en plus directement aux appareils pour défendre l'ordre en place contre la mobilisation révolutionnaire des masses.

En plusieurs circonstances, il revient à l'appareil social-démocrate, représentant politique direct de l'impérialisme au sein du mouvement ouvrier, d'assurer en première ligne ce rôle réactionnaire. C'est à cette tâche que se sont épuisés les gouvernements qui se sont succédé au Portugal de 1976 à 1978, ou le gouvernement travailliste anglais jusqu'en 1979. C'est également le rôle que s'assigne, au gouvernement, l'appareil de la social-démocratie allemande. Mais, dans le dispositif de la « coexistence pacifique » tel qu'il doit s'organiser mondialement face au surgissement général de la révolution, l'appareil de la bureaucratie stalinienne, relayé par ses diverses agences nationales, constitue le pivot central de la contre-révolution.

Se mettant directement au service de la défense du statu quo dans chaque pays, les appareils staliniens tentent de faire rempart, par tous les moyens, au déferlement de la crise révolutionnaire. Lorsque l'activité des masses porte la crise politique à son point de rupture, les partis staliniens se font les soutiens les plus actifs du sauvetage politique de la bourgeoisie. Celle-ci

recourt alors à la mise en place de formules gouvernementales qui ont pour mission de tenter de défendre et de reconstruire l'Etat bourgeois contre le déferlement politique des masses. S'ils ne sont pas balayés par une nouvelle avancée révolutionnaire, de tels gouvernements ne peuvent que frayer la voie à la réaction bourgeoise.

Sous des formes diverses, telle a été la mission de « dernière ressource politique de l'impérialisme contre la révolution prolétarienne » assignée au front populaire chilien de 1970 à 1973 ; à la coalition des partis ouvriers avec le « Mouvement des forces armées » au Portugal de 1974 à 1976 ; au Gouvernement de reconstruction nationale au Nicaragua qui, au lendemain de la chute de Somoza, lie le FSLN à la bourgeoisie nicaraguayenne ; au régime Khomeini-Bani Sadr, soutenu par le parti stalinien Tudeh, en Iran. Tel aurait également été le rôle d'un gouvernement d'Union de la gauche si le renversement de la coalition giscardo-gaulliste en avait imposé la formation. Tel peut être, demain, face à l'ouverture de la crise révolutionnaire au Salvador, le rôle d'un gouvernement du « Front démocratique révolutionnaire » par lequel l'« extrême-gauche » s'est enchaînée aux représentants politiques de la bourgeoisie « libérale » et de la grande propriété foncière.

Mais toutes ces formules politiques qui associent directement les partis ouvriers au pouvoir gouvernemental en coalition avec les forces bourgeois ne constituent que des solutions ultimes. Elles sont à cent pour cent contre-révolutionnaires dans leur contenu, leur programme, leur mission. Mais, pour les masses, l'effondrement des formes antérieures de la domination bourgeoise qui précède la mise en place de tels gouvernements constitue une victoire politique majeure, qui met directement à l'ordre du jour l'exigence d'un gouvernement répondant véritablement à leurs aspirations.

C'est pourquoi, soucieux de différer autant que faire se peut le moment où la crise politique se transforme en crise révolutionnaire, les partis staliniens usent de tous les moyens politiques pour assurer la prolongation artificielle des régimes bourgeois en place, aussi usés et décomposés soient-ils.

Cette politique peut se développer ouvertement, comme dans le cas du PC argentin qui apporte un soutien avoué à la dictature de Videla.

Elle peut prendre bien d'autres formes. La mise en avant de formules de front populaire ou d'union nationale prépare un éventuel accès au gouvernement pour le moment où la précipitation de la crise politique le rendrait inévitable. Mais, pendant toute une période, elle peut être utilisée dans le but immédiat de tenter de détourner les masses d'un affrontement politique avec les régimes en place, et de prolonger d'autant la survie de ceux-ci. Tel fut, de 1972 à 1978, le rôle joué par la promesse d'une victoire électorale de l'« Union de la gauche » ou par les appels à son élargissement en « Union du peuple de France ». De même, la référence du PCI au « compromis historique » en Italie n'a été que la couverture directe de son soutien aux gouvernements de la Démocratie chrétienne qui, sans ce renfort, se seraient effondrés. Il en va de même des appels périodiquement lancés par le PCÉ à la constitution de fronts « démocratiques », qui ont pour seul contenu immédiat le soutien à la monarchie franquiste espagnole.

Ces manœuvres finissent cependant par épouser leur efficacité, par épouser les masses et par manifester de façon plus pressante encore l'exigence de ces dernières d'en finir avec les régimes en place. Les staliniens, pour accorder à ceux-ci un nouveau sursis, peuvent alors avoir recours aux pires méthodes de la « troisième période » pour tenir, par la division la plus systématique des rangs ouvriers, de verrouiller toute issue politique. C'est ainsi que le PC portugais, en 1975, a choisi de présenter le PS comme l'« ennemi principal ». Il s'agissait d'imposer aux masses le pouvoir du MFA et d'empêcher la réalisation du gouvernement PC-PS que l'évitement révolutionnaire de Caetano et la nette majorité électorale des partis ouvriers mettaient directement à l'ordre du jour. La même méthode est appliquée en France depuis 1978, avec un objectif comparable : combattre l'aspiration qui tend à imposer la formation d'un gouvernement du PCF et du PS ; assurer envers et contre tout la prolongation du gouvernement Giscard-Barre.

Prenant les formes les plus extrêmes (de la collaboration de classes sans aucun rivage à droite au pire ultra-gauchisme), toutes les politiques du stalinisme ont un même contenu. Chacune à leur manière (1), elles combinent le désarmement et la division des rangs ouvriers avec la subordination politique aux forces de la bourgeoisie. Elles sont toutes au service du même objectif : pour la défense internationale du statu quo, par tous les moyens sauver l'ordre bourgeois face à l'imminence de la révolution, barrer la voie au combat des masses pour un gouvernement véritablement ouvrier.

(1) Si elles ont pour contenu une subordination croissante aux exigences politiques de la bourgeoisie dans chacun des pays, les diverses politiques nationales des partis staliniens ne reflètent pas ce qui serait leur « social-démocratisation ». A l'inverse des partis social-démocrates, le fondement et l'objectif des actuelles politiques des partis staliniens ne sont pas principalement donnés par l'inféodation directe à l'impérialisme de chaque pays, ni par des intérêts d'appareils nationaux qui seraient avant tout soucieux de conquérir des positions parlementaires ou gouvernementales accrues au sein de l'Etat bourgeois. Ce sont toujours les exigences de la défense du statu quo, telles qu'elles découlent de la subordination *internationale* de chacune des agences stalinianes aux intérêts généraux de la bureaucratie soviétique, qui donnent le cadre fondamental de leur politique. Dans le même temps, alors que la crise révolutionnaire est ouverte ou affleure dans nombre de pays, la mise en œuvre dans chaque pays par les partis stalinians de leur rôle de défense de l'ordre en place est porteuse de contradictions chaque jour plus aiguës.

De ce point de vue, les dissensions réelles se développant entre le Kremlin et les divers PC occidentaux comme celles qui se font jour entre les partis stalinians prétendus « eurocommunistes » procèdent d'un même phénomène (qu'il illustre également l'approfondissement du conflit sino-soviétique) : dans une situation d'imminence de la révolution, les exigences contre-révolutionnaires accrues qu'adresse l'impérialisme à chacune des fractions de la bureaucratie (dans le cadre qui est commun à toutes ces fractions : la « coexistence pacifique ») conduisent le dispositif international du stalinisme au bord de la dissolution.

LE REVISIONNISME CONTRE L'INDEPENDANCE DE CLASSE

L'attitude face aux formules contre-révolutionnaires imposées par le stalinisme constitue une pierre de touche décisive pour tous les courants révisionnistes qui se couvrent du drapeau du trotskysme.

Le « Secrétariat unifié » (SU), qui prétend frauduleusement assurer la continuité de la IV^e Internationale, s'est ainsi illustré, dans TOUTES les échéances de l'actuelle montée révolutionnaire, par le soutien politique qu'il a apporté, sous des formes diverses, à chacune des coalitions mises en place au service de la contre-révolution.

Ainsi, au Chili, s'alignant sur les positions populistes et guérilléristes du MIR, le SU a refusé de mettre au centre de son activité l'exigence de la rupture politique avec la bourgeoisie, en ne voulant voir « à titre principal » dans l'Unité populaire qu'une anodine « alliance réformiste des deux principaux partis ouvriers ». L'expérience — le triomphe de Pinochet, ministre de l'Unité populaire — devait cependant douloureusement vérifier toute la justesse du pronostic du « Programme de transition » :

« La politique conciliatrice des fronts populaires vole la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme. »

Cette leçon élémentaire ne fut pas tirée. La même méthode fut appliquée face à la constitution d'un autre front populaire, l'Union de la gauche en France. A partir de 1972, toute l'activité de la LCR sera dominée par le projet de « déborder » le futur gouvernement d'Union de la gauche à qui était prêtée la vertu de « stimuler une dynamique classe contre classe ». Encore aujourd'hui, la LCR, si elle accepte — rétrospectivement — de définir du bout des lèvres cette coalition comme une « variante de front populaire », refuse toujours de lui reconnaître sa véritable mission de « dernière ressource politique de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne ».

De même, au Portugal, en 1974-1975, la majorité du SU qui prêtait des vertus révolutionnaires au MFA s'est refusée à mener une campagne politique conséquente pour la rupture de la coalition d'union nationale qui enchaînait les partis ouvriers à la hiérarchie militaire. Dans la même période, après avoir salué les accords de Paris comme une « victoire » de la révolution vietnamienne, cette majorité refusait de combattre les tentatives ultimes faites par la direction du PCV pour mettre en place un impossible « gouvernement de concorde nationale ».

Dans toutes ces circonstances, les pires arguties ont dû être utilisées pour minimiser — ou simplement nier — la fonction, à cent pour cent contre-révolutionnaire, de la collaboration politique avec la bourgeoisie. La plus fréquente aura consisté à souligner la « faiblesse », le caractère « non significatif » des représentants de cette dernière. Cet argument de « bon sens » oublie l'ABC de la lutte entre les classes : c'est précisément lorsque la bourgeoisie est décomposée, disloquée, affaiblie par la montée de la révolution qu'elle doit s'en remettre à la collaboration contre-révolutionnaire des directions des partis ouvriers. Et cette dernière est d'autant plus criminelle qu'elle contribue directement à redonner de toutes pièces à la bourgeoisie les moyens de sa survie politique et économique.

Dans toutes ces circonstances, la majorité mandélienne du SU a ainsi été conduite à la même attitude pratique : refus de combattre pour la rupture politique avec la bourgeoisie, impuissance à tracer la ligne de l'indépendance de classe, soutien apporté — sous des formes plus ou moins « combatives » — à des coalitions et à des gouvernements de collaboration de classes.

Ces questions fondamentales prennent une nouvelle actualité face aux développements récents de la révolution mondiale. De surcroît, la direction du SWP qui avait précédemment défendu les principes du marxisme contre les révisions mandéliennes, après s'être totalement subordonnée aux exigences politiques de la direction cubaine, est devenue l'aile marchante du révisionnisme, défendant de plus

en plus ouvertement les formules politiques réactionnaires de la coexistence pacifique.

Ainsi, au Nicaragua, la direction du SWP qui voit dans le Gouvernement de reconstruction nationale un « gouvernement ouvrier et paysan », et le courant mandélien qui refuse cette caractérisation, ont en pratique la même orientation : refus de combattre l'alliance contre nature que le FSLN a conclue avec les représentants politiques de la bourgeoisie, soutien à un gouvernement bourgeois et à toute sa politique de « reconstruction » capitaliste, y compris dans sa dimension de répression anti-ouvrière ouverte.

En Iran, sous couvert de solidarité dans la lutte anti-impérialiste, la direction du SWP s'emploie à dissimuler le caractère bourgeois du gouvernement Bani Sadr, l'antagonisme social existant entre les masses ouvrières et paysannes et un gouvernement qui tente par tous les moyens de détruire leurs organes de pouvoir afin de restaurer la stabilité de l'Etat bourgeois.

Au Salvador enfin, les deux composantes du Secrétariat unifié se rejoignent pour soutenir comme un acquis révolutionnaire le programme de la « coordination révolutionnaire ». Ce programme n'a pourtant pas d'autre objet que de proposer par avance une alliance avec les prétendus « secteurs avancés » de l'armée, du clergé et de la Démocratie chrétienne, alliance dont l'expérience chilienne a démontré le caractère meurtrier.

« ROMPEZ AVEC LA BOURGEOISIE ! PRENEZ LE POUVOIR ENTRE VOS MAINS ! »

A l'opposé des capitulations du révisionnisme, la clé de l'activité révolutionnaire est, plus que jamais, donnée par la formule du « Programme de transition » :

« Chacune de nos revendications transitoires doit conduire à une seule et même conclusion politique : les ouvriers doivent rompre avec tous les partis traditionnels de la bourgeoisie

pour établir, en commun avec les paysans, leur propre pouvoir. »

Afin de combattre les obstacles placés par les appareils dans une telle voie, l'activité des organisations qui se réclament de la IV^e Internationale tend à concrétiser cette orientation sous des formes qui expriment la même exigence générale : que les partis qui se réclament du combat des masses ouvrières et paysannes rompent politiquement leur lien avec la bourgeoisie ! Qu'ils s'unissent ! Qu'ils prennent tout le pouvoir gouvernemental entre leurs mains !

Aussi, dans les pays où la social-démocratie organise l'essentiel de la classe ouvrière (RFA, Scandinavie, Grande-Bretagne), le combat contre les gouvernements de la droite bourgeoise (Thatcher par exemple), l'appel à un vote ouvrier contre les partis bourgeois s'assortira, le cas échéant, du combat contre toute coalition gouvernementale avec les forces bourgeois « libérales ».

En France, contre toutes les variantes possibles du front populaire, contre la politique de division, contre la prolongation du régime Giscard-Barre, l'appel à un « gouvernement du PCF et du PS sans représentant de la bourgeoisie » prend un caractère central dans la lutte pour le front unique ouvrier. Dans des circonstances différentes, en Espagne, en Italie, au Portugal, ce même mot d'ordre trouve toujours la plus grande actualité, en rupture ouverte avec le soutien que les appareils — l'appareil stalinien au premier chef — apportent à la prolongation des régimes bourgeois décomposés : gouvernement de la Démocratie chrétienne, monarchie franquiste, gouvernement Sa Carneiro. Aussi les militants trotskystes du POUS et du PST portugais ordonnent-ils aujourd'hui leur activité sur l'axe suivant :

« Front unique pour la grève générale, pour la satisfaction des revendications, pour la défense des acquis de la révolution, pour chasser le gouvernement Sa Carneiro.

Unité PS-PCP, pour un gouvernement sans représentants des partis capitalistes et sans représentants militaires, gouvernement PS-PCP. »

Le refus de toute collaboration politique avec la bourgeoisie s'impose avec autant de force dans le cours de la révolution centre-américaine afin d'ouvrir la voie vers la formation de véritables gouvernements ouvriers et paysans. Au Nicaragua, contre la politique du FSLN qui, pendant des mois, a apporté tout son soutien à la participation au Gouvernement de reconstruction nationale des principaux représentants de l'industrie capitaliste et de la grande propriété foncière, les trotskystes affirmaient :

« Au FSLN, responsable de l'existence du GRN, nous demandons de rompre avec la bourgeoisie, d'assumer tout le pouvoir, afin de former un gouvernement sans représentants de la bourgeoisie. Dans cette voie, nous lui assurons le soutien total contre la réaction du capital. » (*Résolution politique du Groupe révolution socialiste, décembre 1979.*)

Le départ de V. Chamorro et J. Robelo du Gouvernement de reconstruction nationale à la fin avril 1980 confirme le bien fondé de ce combat et la nécessité de poursuivre la lutte pour la rupture des liens de toute nature que le FSLN conserve avec la bourgeoisie.

Et de même, au Salvador, contre toute collaboration de classes, le combat pour le pouvoir des masses ouvrières et paysannes passe par cette exigence immédiate :

« Face à la junte, pour sa chute et comme alternative révolutionnaire, nous avançons le mot d'ordre de gouvernement des organisations ouvrières et paysannes, de masse et guérillistes, sans bourgeois, civils, ni militaires. » (*Résolution sur le Salvador adoptée par la réunion élargie du Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale, février 1980.*)

Une telle démarche suscite parfois l'interrogation de militants qui se tournent vers le trotskysme après avoir fait l'expérience de la politique cyniquement conservatrice et bureaucratique des vieux appareils.

Ces camarades peuvent nous dire : « Mais pourquoiappelez-vous à prendre le pouvoir des directions petites-

bourgeoises ou des appareils alors que vous savez qu'ils sont définitivement contre-révolutionnaires ? Et pourquoi exigez-vous d'eux la formation d'un gouvernement indépendant alors que vous savez qu'il y a si peu de chance qu'ils acceptent de le faire ? »

Ces camarades pourraient ajouter : le « Programme de transition » lui-même ne dit-il pas :

« L'expérience de la Russie démontre, et l'expérience de l'Espagne et de la France le confirme de nouveau, que même dans des conditions très favorables, les partis de la démocratie petite-bourgeoise (socialistes-révolutionnaires, social-démocrates, staliniens, anarchistes) sont incapables de créer un gouvernement indépendant de la bourgeoisie. »

Notre activité révolutionnaire doit cependant prendre en compte, comme son point de départ, un aspect aussi fondamental de la réalité : les organisations révolutionnaires, les organisations trotskystes constituent encore des groupes minoritaires au sein de la classe ouvrière ; la grande masse des travailleurs considèrent toujours les organisations traditionnelles — partis social-démocrates, staliniens et forces nationalistes petites-bourgeoises — comme leurs organisations, comme celles dont ils se sont historiquement dotés, comme l'instrument actuel de leur combat.

CONTRE LES APPAREILS, EXPRIMER L'ASPIRATION DES MASSES

C'est pourquoi, au moins dans les premières phases des grands mouvements de classe, on observe, le plus souvent, un nouvel afflux (militant, électoral, etc.) par lequel les masses chargent ces vieilles organisations de leur volonté de combat. Ainsi, dans l'élan révolutionnaire qui a mis à bas l'Etat salazariste, les travailleurs portugais ont reconstruit de puissantes organisations ouvrières qui n'ont pas échappé à la direction des vieux appareils social-démocrate et stalinien. De même, la puissante mobilisation par laquelle les masses en France exprim

ment depuis plus de dix ans leur volonté d'en finir avec le régime délabré de la Ve République ne s'est pas développée en dehors du cadre des vieilles organisations ouvrières. Au contraire, le rôle maintenu de celles-ci se marque tant par un regain de l'activité syndicale que par une puissante poussée électorale qui, dès 1974, donne une majorité absolue aux candidats des partis ouvriers.

Dans le cas du Nicaragua, le discrédit que valait aux staliniens leur attitude vis-à-vis de la dictature et l'immense prestige historique de la tradition sandiniste ont fait que les masses ouvrières et paysannes ont largement considéré le FSLN, organisation à direction petite-bourgeoise, comme le cadre d'organisation désigné de leur combat contre le somozisme.

Cette attitude que partagent la grande majorité des travailleurs vis-à-vis des organisations traditionnelles ne signifie en rien que « les masses ont les directions qu'elles méritent », ni que le renforcement des vieilles organisations au cours des grands combats de classe reflète un soutien des masses à l'orientation traître qu'y développent les appareils.

Les masses veulent leur unité de combat ; c'est cela qu'elles attendent des partis qu'elles considèrent comme les leurs, et en rien la division et la collaboration de classes par lesquelles les appareils « répondent » à ces aspirations en tentant de les transformer en leur contraire.

C'est ce qu'explique Trotsky, soulignant la contradiction absolue existant entre les aspirations réelles des masses et la politique de front populaire que leur imposaient les appareils. A propos de la France, il écrit en juin 1936 :

« Tous les faits politiques témoignent que, ni dans les rapports sociaux de la France, ni dans l'état politique des masses, il n'y a d'appui pour le Front populaire. Cette politique est imposée d'en haut : par la bourgeoisie radicale, par les maquisards et les affaristes socialistes, par les diplomates soviétiques et leurs laquais "communistes". De leurs forces réunies, ils font tout ce que l'on peut faire à l'aide du plus malhonnête de tous les systèmes électoraux, pour tromper et leurrir politi-

quement les masses populaires et altérer leur volonté réelle. Néanmoins, les masses ont su, même dans ces conditions, montrer qu'elles ne veulent pas une coalition avec les radicaux mais le rassemblement des travailleurs contre toute la bourgeoisie. »

Et la même démonstration vaut pour le front populaire espagnol :

« La falsification historique consiste à attribuer la responsabilité de la défaite espagnole aux masses ouvrières et non aux partis qui ont paralysé, ou purement et simplement écrasé, le mouvement révolutionnaire des masses (...). Le prolétariat espagnol a été victime d'une coalition formée des impérialistes, des socialistes, des anarchistes, des staliniens, et sur le flanc gauche, du POUM. A eux tous, ils ont paralysé la révolution socialiste que le prolétariat espagnol avait effectivement commencé à réaliser. »

De même, les travailleurs portugais qui, en 1974-1975, rejoignaient massivement le PCP ou le PS, ne le faisaient pas parce qu'ils « voulaient » que ces partis se subordonnent au MFA, c'est-à-dire à la hiérarchie militaire impérialiste. Ils le faisaient, tout au contraire, parce qu'ils attendaient de ces partis qu'ils exigent le pouvoir, qu'ils satisfassent leurs revendications. De même, les masses nicaraguayennes, si elles conservent encore largement leur confiance à la direction du FSLN, ne sont en rien solidaires ni du gouvernement de coalition avec la bourgeoisie que cette direction leur a imposé pendant des mois, ni d'une politique tentant de reconstruire l'économie et l'Etat bourgeois.

Et les travailleurs français qui, depuis des années, réaffirment un soutien électoral massif au PC et au PS n'expriment là aucun « accord » avec la politique des appareils. Ni avec l'alliance avec les bourgeois, gaullistes ou radicaux, qui leur a été imposée sous couvert de l'Union de la gauche ; ni avec la politique forcenée de division que pratique aujourd'hui la direction du PCF ; ni avec le respect des institutions décomposées de la Ve République dans lequel PCF et PS inscrivent toute leur politique. Là encore, tout à l'opposé de la politique des

appareils, c'est la volonté de combat, d'unité, d'indépendance, c'est la volonté de voir les partis ouvriers gouverner qu'exprime le mouvement par lequel la plupart des travailleurs continuent à s'en remettre à leurs vieux partis.

L'expérience prouve ainsi que, en dépit d'illusions maintenues dans la politique des directions de ces partis, c'est avec des aspirations qui vont en réalité contre toute cette politique que les masses se tournent vers les vieilles organisations.

Il y a contradiction entre le mouvement par lequel les masses se mobilisent et l'orientation capitulatrice que les appareils leur imposent en utilisant frauduleusement la confiance qui est placée en eux. Dans les grands affrontements de classes s'observe le plus souvent ce que Trotsky soulignait pour la France de 1935 :

« La tendance générale des masses travailleuses, y compris des masses petites-bourgeoises, est tout à fait évidente : vers la gauche. L'orientation des chefs des partis ouvriers n'est pas moins évidente : vers la droite. »

Mais, dans le même temps, l'expérience historique nous apprend que les masses ne s'émanciperont pas du jour au lendemain de la tutelle des vieux appareils. Comme l'explique Trotsky :

« Le prolétariat peut "tolérer" longtemps une direction qui a déjà subi une dégénérescence intérieure, mais qui n'a pas eu l'occasion de la manifester au cours de grands événements. Il faut un choc historique pour révéler de façon aiguë la contradiction qui existe entre la direction et la classe. Les chocs les plus puissants sont les guerres et les révolutions. C'est précisément pour cette raison que la classe ouvrière se trouve souvent prise au dépourvu par les guerres et les révolutions. Mais, même quand l'ancienne direction a révélé sa propre corruption interne, la classe ne peut pas improviser immédiatement une direction nouvelle, surtout si elle n'a pas hérité de la période précédente des cadres révolutionnaires solides, capables de mettre à profit l'écroulement du vieux parti dirigeant. »

Dans ces conditions, tout le combat des révolutionnaires doit tendre à exprimer conscientement ce qui reste voilé par les illusions maintenues dans les vieilles directions : la contradiction entre la volonté de combat et la politique contre-révolutionnaire des appareils.

C'est dans cette bataille d'ensemble que l'exigence de la rupture politique avec la bourgeoisie joue son rôle central :

« La tâche centrale de la IV^e Internationale consiste à affranchir le prolétariat de la vieille direction, dont le conservatisme se trouve en contradiction complète avec la situation catastrophique du capitalisme à son déclin et constitue le principal obstacle au progrès historique. L'accusation capitale que la IV^e Internationale lance contre les organisations traditionnelles, c'est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie.

Dans ces conditions, la revendication adressée systématiquement à la vieille direction : "Rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir", est un instrument extrêmement important pour dévoiler le caractère traître des partis et organisations de la II^e Internationale et de la III^e Internationale. » (Programme de transition.)

DENONCIATION DES APPAREILS, MOBILISATION DES MASSES

Un tel mot d'ordre, adapté à chaque situation concrète de la lutte des classes, a donc d'abord valeur de mise en « accusation » des vieilles directions, de dénonciation de leur politique traître. C'est notamment à ce titre qu'il a, vis-à-vis des masses, cette « énorme valeur éducative » dont parle le « Programme de transition » : il contribue à dissiper leurs illusions vis-à-vis des appareils.

Ainsi, l'agitation inlassable des trotskystes en faveur de l'unité des partis ouvriers et de la rupture avec toutes les forces de la bourgeoisie a contribué à ce que nombre de travailleurs aient pu commencer à mettre en cause l'orientation de ceux qui ont,

pendant des années, essayé de les persuader, au Chili, de la nécessité de l'alliance avec l'« armée la plus démocratique du monde », celle de Pinochet ; au Nicaragua, de l'impératif de gouverner avec les Chamorro et les Robelo ; au Portugal, du besoin d'une prétendue « alliance peuple-MFA » ; en France, de la nécessité de soutenir ces ennemis de toujours des travailleurs que sont les Robert Fabre ou les Charbonnel.

De même aujourd'hui, en France, le combat mené pour un gouvernement du PCF et du PS exprime l'aspiration des plus larges masses. Les travailleurs, de plus en plus, perçoivent que la politique acharnée de division menée par le PCF contre le PS n'a en définitive qu'un seul bénéficiaire, le gouvernement Giscard-Barre lui-même.

Mais une telle bataille n'a pas pour seul objet de « mettre au pied du mur » les appareils, de « dévoiler le caractère traître » de leur politique.

Ce mot d'ordre a aussi une fonction positive. Il est un instrument de mobilisation des masses, qui entend les orienter, les regrouper sur un axe les aidant à se frayer la voie de la conquête effective du pouvoir politique :

« Le mot d'ordre de "gouvernement ouvrier et paysan" est employé par nous uniquement dans le sens qu'il avait en 1917 dans la bouche des bolcheviks, c'est-à-dire comme un mot d'ordre antibourgeois et anticapitaliste. » (*Idem.*)

Ainsi compris, ce mot d'ordre contribue directement à jeter un « pont vers la révolution socialiste ».

Et cela ne vaut pas seulement pour l'instauration d'un véritable « gouvernement ouvrier et paysan ». Tout pas en avant, aussi limité soit-il, que les masses réussissent, par leur mobilisation, à imposer aux appareils dans cette direction, constitue une première victoire politique, un point d'appui pour aller plus loin dans la voie du pouvoir prolétarien.

C'est par exemple en ce sens que Trotsky interprétait, en 1936, le simple fait que le gouvernement du Front populaire n'ait pu, contre la volonté du PC et du PS, se constituer sous une présidence radicale :

« Socialistes et communistes avaient préparé de toutes leurs forces un ministère Herriot, à la rigueur un ministère Daladier. Qu'ont donc fait les masses ? Elles ont *imposé* aux socialistes et aux communistes un ministère Blum. Est-ce que ce n'est pas un vote direct contre la politique du Front populaire ? »

On peut, a fortiori, concevoir quel formidable acquis politique ce serait pour les travailleurs français d'imposer à Marchais d'en finir avec la division, d'imposer au PCF et au PS de rompre leur soutien à Giscard-Barre et de se porter au gouvernement. Nul doute que, dans ces conditions, s'effondrerait sans tarder un régime qui ne tient que grâce à la division des rangs ouvriers. Pour autant, la seule formation d'un tel gouvernement du PCF et du PS ne suffirait pas à instaurer un véritable « gouvernement ouvrier et paysan ». Au contraire, ses deux composantes s'emploieraient activement à tenter de sauvegarder le cadre de l'économie et de l'Etat bourgeois. Mais « les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques ». La simple constitution d'un tel gouvernement PCF-PS, contre toute la volonté des appareils, contre la politique de division et de collaboration de classes, constituerait pour les masses un formidable encouragement pour la poursuite de leur combat. De fait, elle ouvrirait directement la voie, quelle que soit la politique en sens contraire des appareils, à la dislocation révolutionnaire de la Ve République. De fait, elle serait un important premier pas vers l'instauration d'un « véritable gouvernement ouvrier et paysan », qui lui-même ne saurait être qu'un court épisode dans la voie de la dictature du prolétariat ».

Il en irait de même aujourd'hui en Italie, en Espagne et au Portugal. Et dès maintenant, les masses nicaraguayennes peuvent se saisir de la victoire politique que constitue pour elles — et contre la politique d'union nationale du FSLN — le départ de Chamorro et de Robelo, pour exiger, à travers une mobilisation révolutionnaire renforcée, l'accomplissement de toutes les tâches que nécessite une véritable rupture avec la bourgeoisie.

Cela, nous pouvons en être sûrs. Et les appareils — l'appareil stalinien au premier chef — en sont également persuadés. C'est bien pourquoi, dans tous les pays où la mobilisation révolutionnaire des masses met à l'ordre du jour la question du pouvoir, ils sont prêts à tout, à toutes les formes possibles de la division et de la collaboration de classes, plutôt que de se rendre à cette exigence élémentaire : rompez politiquement avec la bourgeoisie ! Prenez le pouvoir, tout le pouvoir, entre vos mains !

GOUVERNEMENT ET PROGRAMME

Cela conduit à préciser les rapports existant entre la lutte autour d'un mot d'ordre gouvernemental et la question du programme révolutionnaire (ou, si l'on préfère, des tâches d'un gouvernement ouvrier et paysan).

Il est clair que, du point de vue des marxistes, la rupture avec la bourgeoisie ne se résume pas à l'indépendance organisationnelle et politique des partis ouvriers vis-à-vis des partis bourgeois. Elle implique la rupture dans les faits, à travers toute une série de mesures, avec l'économie capitaliste, le marché impérialiste, l'Etat bourgeois, etc. De ce point de vue, un « véritable gouvernement ouvrier et paysan » ne se définit pas seulement par sa composition, mais bien aussi par son programme, son activité pratique, les intérêts sociaux qu'il sert, etc. Comme l'écrivit Trotsky en 1934 à propos de la France :

« La lutte pour le pouvoir doit partir de l'idée fondamentale que (...) aucune amélioration réelle de la situation (*des masses*) n'est concevable sans incursion révolutionnaire dans le droit de propriété capitaliste. La campagne du front unique doit s'appuyer sur un programme de transition bien élaboré, c'est-à-dire sur un système de mesures qui — avec un gouvernement ouvrier et paysan — doivent assurer la transition du capitalisme au socialisme. »

Ainsi, en France aujourd'hui, les travailleurs n'attendraient pas d'un gouvernement du PCF et du PS qu'il

applique le « Programme commun » qui n'est qu'un programme de défense de la propriété privée et des institutions réactionnaires de la Ve République. Ils en exigeraient bien plutôt la satisfaction de leurs revendications élémentaires — emploi, pouvoir d'achat, formation — bafouées pendant des années de régime gaulliste. Et ces simples exigences suffiraient à mettre directement à l'ordre du jour la nécessité de balayer les institutions économiques et politiques bourgeoises avec lesquelles elle sont incompatibles.

De même, au Nicaragua, contre toute la politique de « reconstruction » capitaliste, la mobilisation des masses met directement à l'ordre du jour les exigences de rupture avec la propriété et l'Etat bourgeois :

« Nous luttons :

- contre le désarmement des travailleurs ;
- pour le plein exercice des droits démocratiques ;
- contre la destruction des organismes autonomes des masses, leur subordination à la politique du GRN et leur intégration à l'appareil d'Etat ;
- pour la rupture avec l'impérialisme, la dénonciation de la dette extérieure et l'expropriation des entreprises capitalistes ;
- pour la nationalisation sans indemnité de la terre sous le contrôle des comités paysans ;
- pour un congrès national des organisations autonomes des masses ;
- (...) pour la Fédération des Etats socialistes d'Amérique centrale. » (*Résolution du GRS, organisation membre de la Tendance leniniste-trotskyste, décembre 1979.*)

De telles exigences constituent les premières tâches dont les masses exigeaient la réalisation de la part d'un gouvernement de leurs organisations. Elles constituent le programme le plus urgent que devrait appliquer un « véritable gouvernement ouvrier et paysan ». C'est le programme pour lequel lutteraient les organisations de la IV^e Internationale et sur lequel elles font déjà propagande.

Pour autant, les trotskystes ne posent jamais l'adoption d'un tel pro-

gramme — leur programme, qui ne fait qu'exprimer conscientement les principales aspirations des masses — comme un préalable, une précondition à la rupture politique avec les partis bourgeois et à la réalisation de l'unité politique entre les partis ouvriers.

Une comparaison permet de mieux comprendre pourquoi. Nous ne demandons pas au PCF et au PS d'adopter notre programme avant de les assurer de notre soutien électoral contre les partis de la bourgeoisie. Ces partis ont un programme contre-révolutionnaire. Nous ne votons pas pour eux à cause de leur programme, mais malgré leur programme. Nous votons pour eux pour une seule raison : ils constituent les partis dans lesquels se reconnaissent les masses ouvrières ; assurer leur victoire contre les partis de la bourgeoisie, c'est être du côté des masses dans leur volonté d'imposer un gouvernement de leurs propres organisations.

De même que notre soutien électoral, notre appel à la constitution d'un gouvernement des seules organisations ouvrières unies est donc inconditionnel.

Le « Programme de transition » pose la question avec la plus grande clarté pratique :

« De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et qui parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer le programme du "gouvernement ouvrier et paysan". »

Sans abandonner aucune de nos positions de programme — que nous sommes prêts à défendre avec les masses en toutes circonstances —, nous assurons aussi de notre « soutien complet » les vieilles directions dans tout pas de « rupture politique » avec la bourgeoisie qu'elles seraient amenées à faire. Et, bien évidemment, aucun pas ne peut dans l'immédiat être plus

décisif, ne peut davantage mériter notre soutien que celui qui consisterait à renverser le gouvernement bourgeois et à prendre sa place. Car il s'agit là de la question des questions, celle qui conditionne toutes les luttes, toutes les revendications, tous les autres aspects du « programme » : la question du pouvoir. Comme le souligne Trotsky :

« Il faut un programme non pas pour tranquilliser sa conscience mais pour mener une action révolutionnaire. Que vaut le programme s'il reste lettre morte ? (...) Le socialisme peut lancer le programme le plus savant ; mais sa valeur sera égale à zéro si l'avant-garde ne déploie pas une lutte hardie pour s'emparer de l'Etat. »

L'attitude inverse — consistant à dresser des « exigences programmatiques » comme préalable à la lutte unie pour le pouvoir — conduit, au mieux, à un propagandisme stérile, et, plus souvent, à couvrir d'un verbiage « gauche » l'adaptation concrète à la politique des appareils.

La politique de la LCR au cours des années récentes en donne la meilleure illustration.

De 1972 à 1978, la LCR s'est refusée à voir dans l'Union de la gauche une formule contre-révolutionnaire de front populaire aliénant l'indépendance politique de la classe ouvrière. Elle n'y voyait qu'une « solution réformiste globale », une alliance des partis ouvriers où la présence de forces bourgeois n'était pas « significative » et qui ne péchait que par un mauvais programme, « réformiste ». En conséquence, la LCR ne voyait aucune utilité à lutter pour un « gouvernement du PCF et du PS », ou n'aurait accepté de le faire qu'à condition que celui-ci adopte pour préalable un programme « révolutionnaire ». De ce fait, la LCR s'est bornée pendant des années à une propagande totalement idéologique, opposant « voie révolutionnaire » et « voie pacifique au socialisme ». Sous couvert de cette « pédagogie sur le programme », elle apportait de fait son soutien à l'Union de la gauche, refusant de lutter pour la rupture avec les composantes bourgeois, et se constituant ainsi en une « aile de combat » subordonnée politiquement au front populaire.

En 1978, alors que l'appareil stalinien se déchaînait pour organiser la défaite électorale des partis ouvriers, fidèle à la même méthode, la LCR se souciait avant tout de « prendre sa place » dans le pseudo-« débat programmatique » dont l'appareil stalinien couvrait sa politique de division. La LCR devait alors se refuser à dénoncer l'objectif poursuivi par celui-ci (reconduire Giscard-Barre). Elle renvoyait, de la façon la plus abstraite, « dos à dos » le PCF et le PS (sous la raison intemporelle selon laquelle ils sont également coupables en ce qui concerne leur « programme »). Et, finalement, elle accompagnait et couvrait de fait la politique des staliniens, en se refusant à engager la bataille qui alors s'imposait pour lever l'obstacle immédiat au renversement du régime, la bataille pour le désistement ouvrier inconditionnel.

Dans ces deux circonstances, et quelles que soient ses intentions, la LCR a ainsi mis le prétendu « débat d'idées » autour du « programme le plus savant » au service direct de la politique stalinienne.

L'« UNION A LA BASE » CONTRE LE FRONT UNIQUE OUVRIER

Une autre attitude conduit cependant à la même désorientation, à la même impuissance et, en définitive, à la même subordination à la politique des appareils. C'est celle qui refuse d'ouvrir la voie de la centralisation politique, de la lutte gouvernementale, de l'unité de la classe ouvrière derrière ses organisations, et choisit de renvoyer les masses à la dispersion des « luttes », des « revendications » ou d'une prétendue « unité à la base ».

Dans la pratique de la lutte des classes, cet apparent « gauchisme » révèle très vite les intérêts bureaucratiques qu'il sert.

Ainsi, au cours des années 1974-1975, toute l'« extrême-gauche » portugaise — y compris l'organisation se réclamant du « Secrétariat unifié » et qui prétendait défendre les positions de la IV^e Internationale — a fait suren-

chère de démagogie « apartidaire » et « soviétique ». Toutes les variantes du centrisme refusaient alors d'exiger que le PC et le PS s'appuient sur les organes des masses, ainsi que sur la majorité électorale dont ils disposaient au sein de l'Assemblée constituante, pour rompre leur lien avec le MFA et exiger tout le pouvoir politique. Toutes les proclamations ultra-gauches de ces groupes n'auront pu empêcher qu'ils se constituent en réalité en otages de la politique stalinienne (toute employée alors à présenter le PS comme l'« ennemi principal ») et, en définitive, de la hiérarchie militaire impérialiste elle-même, à qui était dévolue la mission d'« instaurer les soviets ».

Ceux-ci ne pouvaient en réalité surrir de vains appels à la « centralisation » de « comités populaires » dont le caractère de masse et le degré d'indépendance vis-à-vis de l'appareil d'Etat étaient tout à fait disparates. La marche vers le pouvoir soviétique, la constitution de véritables organes de front unique, leur centralisation politique ne pouvaient procéder que de tout un combat s'appuyant sur la défense de toutes les conquêtes et revendications démocratiques et ouvrières des masses, et sur la lutte centrale pour l'indépendance politique de classe et pour la formation d'un gouvernement du PS et du PCP.

Dans des circonstances différentes — caractérisées notamment par un essor bien plus réel et important des comités populaires — les leçons de cette capitulation sont de pleine actualité dans le cours de la révolution prolétarienne aujourd'hui ouverte au Nicaragua et en Iran. Il est totalement vain d'appeler au pouvoir politique des masses à travers la centralisation de leurs organes propres, si, dans le même temps, on ne les mobilise pas autour de l'exigence de la rupture politique avec la bourgeoisie, au niveau central, au niveau du pouvoir gouvernemental.

Non, en Iran, le pouvoir des comités n'est pas compatible avec le gouvernement bourgeois de la République islamique ! Non, au Nicaragua, aucun pas sérieux ne peut être fait vers le gouvernement ouvrier et paysan, la défense et l'extension des organisations indépendantes des masses ne sera

même pas assurée, tant que n'aura pas été imposée la rupture définitive de tous les liens politiques entre le FSLN et la bourgeoisie. Et ceux qui dissimulent ces questions élémentaires, fût-ce sous les proclamations les plus « révolutionnaires », ne font en réalité que servir de renfort aux gouvernements en place et aux appareils dans leurs tentatives désespérées de défendre l'ordre bourgeois contre l'activité révolutionnaire des masses.

En prenant en compte dans chaque cas les voies concrètes suivies par la lutte des classes, les trotskystes combinent, pour leur part, de façon transitoire le combat révolutionnaire autour des mots d'ordre démocratiques, la lutte pour la rupture des liens politiques avec la bourgeoisie et la défense et l'extension des organes indépendants dont se dotent les masses et qui ouvrent la voie au plein épanouissement des soviets.

Ainsi, en Iran :

« La lutte pour l'ensemble des revendications démocratiques, ouvrières et nationales doit se concrétiser de façon révolutionnaire dans le combat, aujourd'hui directement à l'ordre du jour, pour le pouvoir politique des ouvriers et des paysans.

C'est pour cela que tout le combat des trotskystes aujourd'hui doit s'ordonner autour de la nécessité de combattre pour renverser le gouvernement de Bani Sadr et pour ouvrir la voie au gouvernement ouvrier et paysan.

C'est pour cela que tout le combat des trotskystes pour les libertés démocratiques, ouvrières et nationales, combat qu'exprime de façon concentrée l'exigence d'une Assemblée constituante, véritablement démocratique et souveraine, doit s'ordonner aujourd'hui sur l'axe politique central du combat pour la défense, l'extension et la centralisation des organes paysans, ouvriers et populaires, et sur le combat pour un Congrès national des comités ouvriers, paysans et populaires. » (*Résolution adoptée par la réunion élargie du Comité paritaire, février 1980.*)

La même méthode s'applique, sous des formes différentes, dans le cours de la révolution au Nicaragua :

« L'efficacité dans la construction du parti dépend des réponses aux problèmes immédiats des masses, en essayant de les mobiliser pour renverser le GRN et pour instaurer un gouvernement des organisations des travailleurs qui exproprie la bourgeoisie et l'impérialisme. Cela signifie qu'il faut mener la bataille contre le plan d'austérité et pour que la reconstruction soit payée par les capitalistes. La solution de la crise économique pose comme exigence actuelle la nationalisation sans indemnités, sous contrôle ouvrier, des grandes entreprises impérialistes ; l'achèvement de la révolution agraire avec expropriation des grands propriétaires fonciers, la non-reconnaissance de la dette extérieure et l'application d'un plan de travaux publics et d'investissements productifs qui élimine le chômage. La situation politique au Nicaragua met en évidence aussi la lutte contre les mesures répressives et antidémocratiques, pour la liberté des militants aujourd'hui prisonniers qui luttent contre la dictature, pour la liberté de presse et d'organisation, pour le plein exercice des droits syndicaux et surtout le droit à la grève. Contre la tentative d'instauration du Conseil d'Etat, instrument antidémocratique au service de la reconstruction de l'Etat bourgeois, les trotskystes au Nicaragua opposent l'exigence d'une Assemblée constituante souveraine (...).

L'existence du GRN constitue l'obstacle immédiat majeur pour que les masses laborieuses avancent sur la voie de la destruction du capitalisme au Nicaragua et de l'instauration de leur propre pouvoir basé sur leurs organes autonomes et sur les milices populaires. *Contre ce gouvernement, obstacle pour la marche vers la révolution, nous, les trotskystes, combattons pour un gouvernement sans représentants de la bourgeoisie.* Au centre de cette bataille, se situe la lutte pour la tenue d'un congrès national des organisations de masse afin qu'il désigne le nouveau gouvernement responsable devant ce même congrès. Seul un gouvernement de cette nature, complètement indépendant de la bourgeoisie, pourra mener à bien les tâches de la révolution agraire et anti-impérialiste, exproprier la bourgeoisie et se consacrer à

la tâche de construire un Etat ouvrier au Nicaragua. » (*Idem.*)

Et au Salvador :

« Dans la lutte pour la constitution d'un gouvernement des organisations ouvrières, paysannes, de masse et guérilleros, sans bourgeois ni civils, ni militaires, les mots d'ordre démocratiques et anti-impérialistes occuperont une place de toute première importance. C'est dans cette voie que le mot d'ordre d'*Assemblée constituante* libre, démocratique et souveraine doit permettre de consolider et de gagner la paysannerie et les masses urbaines petites-bourgeoises à l'alliance révolutionnaire avec le prolétariat, en liant étroitement la révolution agraire et l'indépendance nationale ; ainsi qu'un salaire digne, l'éducation, la santé, les logements, la destruction des bandes paramilitaires, les plus grandes libertés démocratiques.

Nous sommes pour l'armement général des travailleurs et du peuple ! Pour un travail au sein de l'armée qui gagne les soldats à la révolution !

Pour la construction, l'extension et la centralisation des organes de pouvoir des masses aujourd'hui synthétisés dans les comités populaires et dans les organisations syndicales. Pour le développement des milices ouvrières et populaires contre les bandes fascistes ! » (*Idem.*)

Une fonction réactionnaire revient également, en France, à ceux qui en appellent aujourd'hui à l'« union à la base », faisant directement écho à l'appareil du PCF.

Ce n'est pas la première fois que l'appareil stalinien tente d'utiliser ce genre de substitut pour tenter de détourner les masses de leur volonté d'affrontement politique, de disloquer leur mouvement, de couvrir sa politique réactionnaire.

En mars 1935, par exemple, Trotsky dénonçait ainsi la façon dont le PCF tentait de dissimuler sa capitulation politique en renvoyant les masses à la dispersion des « luttes partielles » :

« Le déclin du capitalisme pousse de tout son poids le prolétariat sur la voie de la lutte politique révolution-

naire de masse. Pourtant, la direction du PC tend de toutes ses forces à barrer cette voie. Ainsi, dans les mains des staliniens, le programme des "revendications immédiates" devient un instrument de désorientation et de désorganisation du prolétariat. Cependant, une offensive politique (lutte pour le pouvoir) avec une défense armée active (milice) renverserait d'un seul coup le rapport des forces de classes et, chemin faisant, ouvrirait, pour les couches ouvrières les plus retardataires, la possibilité d'un lutte économique victorieuse. »

Trotsky ajoute :

« Le PC rejette ses tâches et ses responsabilités sur les masses. Il exige que des millions d'hommes laissés par lui sans direction révolutionnaire entreprennent des combats dispersés pour des revendications partielles, et montrent ainsi aux bureaucrates sceptiques qu'ils sont prêts à mener la lutte. Peut-être alors les grands chefs consentiront-ils à commander l'offensive. Au lieu de diriger les masses, le comité central bureaucratique examine les masses, leur donne une mauvaise note et justifie ainsi son opportunitisme et sa lâcheté. »

Ne reconnaîtrait-on pas dans ces termes l'attitude présente de l'appareil du PCF qui use depuis des années de tous les arguments pour tenter de convaincre les masses que, à cause de leur « insuffisante » mobilisation, les conditions ne sont toujours pas remplies pour en finir avec le gouvernement en place ? Ne reconnaîtrait-on pas le verbiage « combatif » dont le PCF couvre aujourd'hui sa politique cynique de division ?

Aujourd'hui comme hier, la démagogie stalinienne sur les « luttes », l'appel à l'« union à la base » sont entièrement dirigés contre le front unique ouvrier. Ils tentent de disloquer le mouvement des masses, d'interdire son expression politique. Ils ne couvrent qu'une seule orientation : la dispersion systématique et la tentative d'épuiser la combativité dans les « grèves tournantes » et les « journées d'action », la division politique des rangs ouvriers, le soutien actif ainsi apporté à la prolongation du régime en place.

Les trotskystes doivent combattre les illusions que sèment cyniquement les défenseurs de toutes les « unions à la base ». A ceux-ci s'est malencontreusement jointe la LCR, qui prétend combattre pour la grève générale et pour le « gouvernement PCF-PS » dans le cadre d'une initiative — l'appel à l'« union dans les luttes » — expressément contradictoire avec ces perspectives, ainsi qu'en témoignent les déclarations de Guy Bois, l'un des dirigeants de l'« union dans les luttes », à la conférence de presse du 8 mars où il a reproché directement à la LCR son additif au texte initial de l'appel (additif sur la grève générale), en lui reprochant de « minoriser » l'initiative et en la menaçant de prendre la responsabilité de son isolement si elle poursuivait.

A l'opposé de la démagogie « basiste » qui ne sert que l'appareil stalinien, le véritable combat pour le front unique s'ordonne tout entier autour de la lutte pour le pouvoir politique. Loin de prétendre exclure les organisations, les partis, les syndicats, dont les masses se sont dotées comme instruments de leur combat pendant des décennies de lutte de classe, le combat pour le front unique exige le combat uni des masses avec leurs organisations. De ce point de vue, est de valeur générale ce que Trotsky expliquait pour la France des années 1934-1935 :

« Toute la situation inspire aux travailleurs l'idée que les actions révolutionnaires sont nécessaires pour changer toutes les conditions de l'existence. Mais précisément parce qu'il s'agit d'une lutte décisive, qui doit embrasser des millions d'hommes, son initiative repose naturellement sur des organisations dirigeantes, sur les partis ouvriers, sur le front unique. C'est d'eux que doivent partir un programme clair, des mots d'ordre, des mobilisations de combat. Pour soulever les masses, les partis doivent s'engager eux-mêmes, en ouvrant une campagne révolutionnaire hardie dans le pays. »

De même, la seule façon de combattre véritablement la politique de division est d'appliquer, terme à terme, à la situation présente la démarche politique alors appliquée par Trotsky :

« De cette situation, il faut tirer toutes les conséquences. La première et la plus importante est celle-ci : *la lutte pour le pouvoir*. Le but du front unique ne peut être qu'un gouvernement du front unique, c'est-à-dire un gouvernement socialiste-communiste, un ministère Blum-Cachin. Il faut le dire ouvertement, si le front unique se prend au sérieux — et c'est à cette seule condition que le prendront au sérieux les masses populaires —, il ne peut se dérober au mot d'ordre de conquête du pouvoir. »

Ce mot d'ordre de « conquête du pouvoir » est aujourd'hui donné en France par l'exigence dont des fractions croissantes de la classe ouvrière se saisissent : il faut l'unité du PCF et du PS ! L'unité pour un gouvernement Marchais-Mitterrand ! L'unité pour balayer l'Assemblée et le gouvernement !

« SEULE LA LUTTE DES MASSES DECIDE »

Les trotskystes combattent sans merci l'illusion d'un prétendu « front unique » qui, excluant les organisations, se réaliseraient « à la base » ou « dans les luttes ». Mais le front unique ouvrier, le front des masses organisées pour le combat politique n'a rien à voir non plus avec le front bureaucratique que les appareils peuvent constituer entre eux lorsqu'il s'agit de mieux disloquer le mouvement des masses. C'est pourquoi le combat des trotskystes ne relève en rien d'une politique adressée aux appareils, ou d'une pression exercée sur eux d'organisation à organisation.

C'est pourquoi, si nous accordons à l'exigence de l'unité politique des partis ouvriers une place centrale dans notre combat, nous ne transformons pas ce slogan en une incantation, en un fétiche. Il s'agit pour nous d'un instrument de mobilisation qui n'a de vertu que dans la mesure où il se lie au mouvement d'ensemble de la classe ouvrière et des masses opprimées :

« Le front unique ouvre d'énormes possibilités. Mais rien de plus. En lui-même, le front unique ne décide de

rien. Seule la lutte des masses décide. »

De ce point de vue, la lutte autour d'un mot d'ordre gouvernemental n'aura d'efficacité qu'à la condition d'être pleinement en rapport avec les développements concrets de la crise sociale et politique, de trouver sa place dans tout un dispositif tendant à aider les masses sur la voie de leur propre mobilisation.

Il s'agit, en d'autres termes, de répondre cas par cas à l'exigence tracée par le « Programme de transition » :

« Il est impossible de prévoir quelles seront les étapes concrètes de la mobilisation révolutionnaire des masses. Les sections de la IV^e Internationale doivent s'orienter de façon critique à chaque nouvelle étape et lancer les mots d'ordre qui appuient la tendance des ouvriers à une politique indépendante, approfondissent le caractère de classe de cette politique, détruisent les illusions réformistes et pacifistes, renforcent la liaison de l'avant-garde avec les masses et préparent la prise révolutionnaire du pouvoir. »

Prenons l'exemple des diverses phases qui se sont succédé dans le développement de la crise politique en France depuis l'élection présidentielle de 1974.

Giscard a été élu par une minorité de voix. Ce fait exprime une réalité plus fondamentale. Depuis la crise révolutionnaire de 1968 et la chute de De Gaulle, les masses n'ont pas subi le recul politique décisif qui, seul, aurait permis à la bourgeoisie française d'enrayer la crise de décomposition du régime bonapartiste ou d'assurer la transition vers une autre forme de domination. La mobilisation croissante des masses contre les attaques qu'elles subissent de la part du régime en place tend au contraire à mettre de plus en plus directement en cause la « légitimité » des gouvernements réactionnaires qui se succèdent dans le cadre de la V^e République.

Dès 1972, la crise politique impose aux appareils du PCF et du PS de former une coalition de front populaire, l'Union de la gauche. Celle-ci tente par avance d'enfermer le mouvement

des masses dans les limites d'un programme bourgeois qui entend assurer, jusque dans les circonstances de l'ouverture de la crise révolutionnaire, la défense de la propriété capitaliste et des institutions de la V^e République. C'est ce que symbolise l'ouverture de la coalition à des forces bourgeoises, radicales et gaullistes. Dans l'immédiat, la formation de l'Union de la gauche sert cependant aux appareils à faire miroiter la perspective d'une victoire à venir sur le terrain électoral pour tenter de justifier auprès des masses ces alliances contre nature (voire la nécessité d'un élargissement à l'*« Union du peuple de France »*) et pour faire obstacle à tout affrontement politique « précipité » avec les gouvernements en place, sous Pompidou puis sous Giscard.

Dans ces conditions, le combat pour le gouvernement ouvrier trouve, pendant toute cette période, à se développer sur deux axes politiques qui matérialisent l'exigence de la formation sans plus tarder, d'un « gouvernement du PCF et du PS sans représentants de la bourgeoisie ».

En premier lieu, le combat pour le front unique ouvrier appelle la dénonciation inlassable des alliances bourgeoises que les appareils tentent d'imposer. Les trotskystes défendent ainsi, en toutes circonstances, le principe du vote ouvrier à l'encontre de tous les candidats bourgeois, même parés par les appareils d'un label de « gauche ». Il ne s'agit d'ailleurs pas là d'une pure « bataille de principes ». En plusieurs occasions, les masses ont pu se mobiliser pour exprimer le refus de telles candidatures, voire imposer la présentation de candidatures ouvrières unies (2). Tout leur comportement électoral, de 1972 à 1978, va d'ailleurs dans le même sens : refus de se reconnaître dans les « demi-cadavres politiques » radicaux et gaullistes, désaveu des alliances front-populistes.

En second lieu, l'affirmation croissante des aspirations au renversement des gouvernements en place donne pour responsabilité à l'avant-garde d'aider les masses à se mobiliser contre

(2) Notamment lors des municipales de 1977, à Brive contre J. Charbonnel et à Toulon contre l'amiral Sanguinetti.

ce qui constitue dès lors le principal obstacle à la centralisation politique de leur combat : le soutien apporté par les appareils à la prolongation de l'Assemblée de 1973. « Il faut en finir avec cette Assemblée ! » Mobilisation contre l'Assemblée ! » constitue ainsi, à partir de 1974-1975, la médiation politique qui donne son enjeu concret, immédiat, à la bataille pour la réalisation du front unique ouvrier contre le régime, à la bataille pour un gouvernement du PCF et du PS.

Cette orientation n'a pas pour fondement une position par principe « antiparlementaire » ou « anti-électorale ». Elle part de la façon concrète dont, dans le développement même de la lutte des classes, s'exprime l'aspiration des masses au renversement du régime et des gouvernements en place : il y a incompatibilité entre la volonté des masses de mettre en échec les plans anti-ouvriers, de voir satisfaites leurs revendications, et la prolongation d'une Assemblée discréditée, haine de la grande majorité de la population, mais qui continue à donner un semblant de « légitimité démocratique » au bonapartisme décomposé.

Cette aspiration des masses s'exprime dans toutes les mobilisations, les conflits ouvriers que suscitent les attaques du patronat et du gouvernement. Les appareils auront cependant permis à l'Assemblée réactionnaire d'aller au terme de son « mandat ». Ils ne réussiront pas pour autant à désarmer la combativité et les aspirations des travailleurs. Bien plus, ceux-ci, empêchés par les appareils d'en finir avec le gouvernement sur le terrain de la lutte gréviste, tendront à exprimer avec une puissance grandissante cette même volonté sur le terrain électoral. A partir de 1974, les masses se saisissent ainsi de toutes les occasions électorales — cantonales, partielles, municipales... — pour donner une majorité de plus en plus indiscutable aux partis ouvriers, pour exprimer ainsi leur volonté de chasser la coalition giscardo-gaulliste, de porter le PCF et le PS au gouvernement.

C'est contre cette exigence grandissante des masses qui se préparent à l'évidence à infliger une cuisante défaite à la prétendue « majorité » lors des législatives de 1978 que l'appareil stalinien déclenche une for-

midable campagne de division à la veille de l'échéance électorale qu'il avait pourtant présentée comme « décisive » depuis des années. Au-delà des grossiers prétextes invoqués — « virage à droite » du PS, nécessité de « réactualiser » le « Programme commun », volonté de « rééquilibrage » électoral, etc. —, cette campagne ne poursuit qu'un objectif : empêcher que se réalise au plan parlementaire la majorité PCF-PS qui existe indiscutablement dans le pays, assurer ainsi la reconduction gouvernementale de la coalition giscardo-gaulliste. Cette politique cynique est pleinement conforme aux exigences de la diplomatie soviétique qui entend différer le recours effectif à la coalition de front populaire et préfère assurer, autant que possible, le maintien du régime en place. Sous des formes différentes, ce choix est parfaitement cohérent avec celui qui conduit les staliens à soutenir ouvertement la prolongation de la monarchie franquiste en Espagne ou la domination d'une Démocratie chrétienne décomposée en Italie. Elle part de l'appréciation tout à fait réaliste selon laquelle, en dépit du barrage à cent pour cent contre-révolutionnaire que constituerait la formation d'un gouvernement de front populaire, la réalisation d'une majorité PCF-PS aurait sans nul doute ouvert la voie au surgissement des masses sur la scène politique et à la dislocation révolutionnaire des institutions de la V^e République.

L'offensive de division lancée par la direction du PCF constitue ainsi, à la veille des élections de 1978, un nouvel et formidable obstacle mis, contre toute la volonté des masses, sur la voie de leur marche vers le gouvernement ouvrier. A ce moment précis, alors même qu'ils ne cultivent aucune illusion sur une prétendue « voie parlementaire » au socialisme, les marxistes comprenaient que l'issue des élections — majorité en sièges pour les partis bourgeois ou pour les partis ouvriers ? — devenait un enjeu immédiat et décisif du point de vue de la lutte des classes, puisqu'il conditionnait pour les masses une possibilité immédiate de renverser la fausse « majorité » en place. Dans ces conditions, pendant toute cette phase, le combat pour le gouvernement ouvrier

trouvait prioritairement pour point d'application cette tâche : mobiliser les masses pour qu'elles brisent l'obstacle dressé par la politique de division à la victoire électorale du PCF et du PS ; imposer que l'appareil stalinien s'engage immédiatement, inconditionnellement, au désistement ouvrier au second tour ; tout faire pour que l'unité se réalise sur le terrain électoral pour balayer la coalition Giscard-Barre (3).

La politique stalinienne aura effectivement permis à celle-ci d'obtenir un nouveau sursis politique en conservant une majorité en sièges dans la nouvelle Assemblée. Contre toute la politique déployée par l'appareil stalinien, les masses ont cependant remporté une énorme et durable victoire politique : elles ont, en dépit de tous les obstacles dressés sur leur voie, pu affirmer une majorité absolue en voix, une majorité écrasante parmi les travailleurs en faveur des partis ouvriers.

LE COMBAT POUR L'UNITE, AUJOURD'HUI

Dès lors, sont posés les termes d'une contradiction qui est à la base de l'aggravation inévitable de la crise sociale et politique, de la marche à la dislocation politique du régime que l'on peut observer depuis 1978. Il y a d'un côté les masses, dont la volonté s'est exprimée de la façon la plus indiscutable, même sur le terrain déformé des élections bourgeoises. Elles veulent que les partis qu'elles considèrent comme les leurs, le PCF et le PS, aillent au gouvernement, satisfassent leurs revendications...

Et puis, de l'autre côté, il y a l'Assemblée, le gouvernement, la pré-tendue « majorité » bourgeoise. Cette « majorité » n'est pas seulement minoritaire dans le pays — ce que, depuis 1978, confirment toutes les consultations électorales —, rejetée

(3) Dans le même temps restait bien sûr pleinement à l'ordre du jour le combat pour la rupture avec les candidats bourgeois, radicaux ou gaullistes, que les directions du PCF et du PS continuaient à soutenir au titre de l'*« Union de la gauche »*.

par la très grande masse des travailleurs ; elle est également ravagée par les mortelles rivalités qui opposent les deux piliers du régime bonapartiste décomposé, l'institution présidentielle et l'appareil des notables gaullistes. Et pourtant, cette « majorité » désavouée continue à faire la loi dans une Assemblée qui vote tous les plans anti-ouvriers. Et pourtant, ce président qui est minoritaire dans sa propre « majorité » parlementaire continue à concentrer tous les pouvoirs.

C'est là une contradiction insurmontable pour le régime, intolérable pour les masses. Le gouvernement Giscard-Barre qui organise une offensive sans précédent contre tous les acquis des travailleurs n'a aucune base dans le pays. Son existence, sa survie ne tiennent qu'à une seule chose : la politique traître des appareils. Au premier chef, la politique stalinienne de division qui, après avoir permis la reconduction du régime en mars 1978, s'emploie, contre toutes les aspirations des masses, à faire à nouveau obstacle à ce que l'unité se réalise pour le renverser. Mais la politique de l'appareil du PS, se refusant à précipiter l'affrontement avec le régime du fait des intérêts propres à un parti social-démocrate, et ménageant ses chances d'accès au gouvernement sur la base d'une coalition incluant le PCF, prend toute sa part dans le soutien apporté à la prolongation artificielle de l'Assemblée et du gouvernement en place.

Exprimant consciemment la volonté profonde des masses, la lutte de l'avant-garde pour leur frayer la voie du gouvernement ouvrier se devait donc de se diriger centralement contre ce qui constitue aujourd'hui l'obstacle décisif. La survie politique du gouvernement et du président de la République tient tout entière à l'existence de cette Assemblée. Le soutien des appareils au régime suppose que, contre toutes les aspirations des masses et même contre les principes élémentaires de la « démocratie représentative » dont ils se réclament, ils défendent la « légitimité » de cette Assemblée. Tout à l'inverse, l'axe du combat des trotskystes depuis 1978 aura été : cette Assemblée est minoritaire ! Cette Assemblée est illégitime ! Dehors cette Assemblée ! Dehors le gouvernement,

dehors le président qui s'appuient sur elle !

Mais l'aggravation de toute la crise sociale et politique, l'aiguisement de la contradiction entre la mobilisation de la jeunesse et des travailleurs contre le gouvernement et la politique conservatrice des appareils donne à ce combat un développement pratique qu'il n'avait pu prendre dans aucune des phases précédentes. La chute du régime est désormais mise directement à l'ordre du jour par le développement de la lutte des classes. L'aspiration en ce sens des larges masses s'exprime de plus en plus clairement. Elle fait surgir chaque jour un peu plus en termes immédiats la question : renverser le gouvernement, oui, mais par quels moyens ? Et l'avant-garde, face à cette question, est forte de toute l'expérience historique que résumait ainsi Trotsky lorsqu'il appelait au combat immédiat pour imposer un gouvernement Blum-Cachin :

« Par quels moyens ? Par tous les moyens qui mènent au but. Le front unique ne renonce pas à la lutte parlementaire. Mais il utilise le Parlement pour expliquer au peuple que le gouvernement actuel a une base extraparlementaire et qu'on ne peut le renverser que par un puissant mouvement des masses. La lutte pour le pouvoir signifie l'utilisation de toutes les possibilités qu'ouvre le régime bonapartiste semi-parlementaire pour renverser ce régime par une poussée révolutionnaire, pour remplacer l'Etat bourgeois par un Etat ouvrier. »

Ainsi, le combat pour le front unique ouvrier, pour balayer le gouvernement en place et imposer un gouvernement du PCF et du PS n'hésite pas à utiliser révolutionnairement le levier de la « démocratie » pour mieux dresser les masses contre le régime pourrissant et contre la politique des appareils qui le soutiennent. Dans le même temps, il trouve à s'appuyer puissamment sur l'ensemble des mobilisations par lesquelles les travailleurs et la jeunesse, réunissant par leur propre mouvement les conditions qui mettent à l'ordre du jour la grève générale, rendent ainsi possible de briser le verrou de la politique des appareils, de réaliser effectivement le front unique.

C'est cette compréhension que synthétise le rapport politique pour le XXIV^e Congrès de l'OCI :

« Sans qu'il nous soit permis d'oublier son contenu de classe (bourgeois), sans donc la prendre en charge, nous devons opposer la "démocratie" aux institutions bonapartistes, cela afin d'utiliser la "démocratie" contre la forme concrète que prend, dans les conditions présentes, la forme de domination de classe de la bourgeoisie, à savoir la forme bonapartiste. C'est ainsi que la "démocratie" dont se servent les appareils bourgeois contre les masses laborieuses doit être utilisée (et l'est) par les masses laborieuses pour des objectifs tout différents. Parce que nous comprenons la nature bourgeoise du bonapartisme et de la démocratie parlementaire, en même temps que nous comprenons que ce sont deux formes de domination de la bourgeoisie qui s'excluent l'une l'autre, nous sommes à même de définir la situation réelle du point de vue des relations entre les classes et du point de vue de classe. Par là, nous nous rendons capables d'agir sur les événements (...). »

Il suffit de constater ce qui est incontestable : la contradiction entre la revendication de la démocratie que les appareils, et plus particulièrement le PCF, mettent en avant, et le soutien à la Constitution, aux institutions du régime, pour comprendre que toute la politique des staliniens est strictement déterminée par leur volonté de soutenir les institutions bonapartistes en voie de décomposition. L'appareil sait mieux que personne que l'affondrement des institutions de la Ve République ouvrira la crise révolutionnaire. L'OCI a une tâche extrêmement importante. Le régime est ébranlé. Il va s'affondrer. Les fondements du pouvoir bourgeois (sous la forme bonapartiste) sont sapés. Giscard et le gouvernement jouent un jeu désespéré pour se tirer d'affaire. Les appareils sont dans une situation où plus particulièrement l'appareil du PCF doit lui-même jouer un jeu désespéré pour sauver le régime qui ne peut être sauvé. Nous devons profiter de cette situation politique extrêmement avantageuse.

Là est la portée de la campagne pour la signature en masse de la lettre Mitterrand-Marchais. Appuyer tout ce qui remet en cause le régime, grouper autour et dans l'OCI, un recrutement en masse, concentrer toutes ses forces pour préparer et se préparer à la crise révolutionnaire qui naîtra de la combinaison du désarroi gouvernemental et de l'activité des masses, voilà notre tâche.

Ici, une précision est indispensable. La façon concrète dont le gouvernement Giscard-Barre, la V^e République s'effondreront n'est écrite nulle part. Ils peuvent s'effondrer sur eux-mêmes à un moment donné ainsi qu'un château de cartes. Ils peuvent être balayés par un puissant mouvement de masse. D'autres possibilités existent, que nous ne saurions prévoir. En tout état de cause, à l'origine de leur effondrement, sera le mouvement des masses. Aussi, quelle que soit la forme que prendra l'effondrement du gouvernement Giscard-Barre et de la V^e République, plus le dénouement politique approche, plus l'axe de notre intervention politique doit s'affermir dans et vers les usines, les entreprises, les bureaux, la jeunesse, les quartiers, sur la perspective de la grève générale.

C'est ainsi qu'à partir du contenu politique (donné partout par le contenu de la situation politique) de telle ou telle revendication, le conflit qui se généralisera prendra, aura nécessairement un caractère spontané. Un caractère spontané, mais « politique », parce que la revendication dans les conditions politiques du combat revindicatif se situe dans une situation politique où le patron, les patrons, la direction, les directions bénéficient de l'appui le plus total du gouvernement qui ordonne, centralise toutes les attaques particulières et générales contre les travailleurs et la jeunesse.

Parce que la revendication, dans ces conditions, y compris la plus minime, la plus particulière, se dirige nécessairement contre le gouvernement, l'explosion de la lutte générale est son aboutissement, parce que dans tous les secteurs travailleurs et jeunes se trouvent confrontés au gouvernement. »

De ce point de vue, le combat pour le gouvernement ouvrier trouve plus que jamais sa base dans le mouvement des masses elles-mêmes :

« Premièrement, en dépit de la politique de division, les masses laborieuses groupent toujours leurs forces pour l'unité PCF-PS.

Deuxièmement, l'écart grandit entre les masses laborieuses qui continuent à grouper leurs forces pour l'unité PCF-PS et la politique de division (...).

Ces deux faits démontrent non seulement la volonté, mais également la capacité des masses laborieuses à réaliser le front unique qui sera imposé dans le grand mouvement de classe qui dénouera la crise politique du régime dans la crise révolutionnaire. Il s'agit de se préparer, de préparer les masses laborieuses et la jeunesse à ce qui mûrit inéluctablement : l'adresse à F. Mitterrand et à G. Marchais entre directement comme facteur d'organisation du combat pour les revendications, pour chasser Giscard-Barre, pour la grève générale, pour le gouvernement Mitterrand-Marchais sans représentants des partis bourgeois. Cette campagne politique s'inscrit donc comme facteur de la préparation du combat où les masses, par leur activité, dénoueront la crise politique en crise révolutionnaire, préparation qui, comme il est expliqué plus loin, est « l'organisation dans l'OCI des centaines et des milliers de travailleurs qui attendent que nous les organisions ».

Le mouvement qui conduit au combat pour les revendications, pour chasser Giscard-Barre, pour la grève générale, c'est le mouvement même de la marche à la révolution prolétarienne. C'est pourquoi les mots d'ordre par lesquels nous l'exprimons consciemment débouchent nécessairement sur un mot d'ordre (gouvernement Marchais-Mitterrand sans ministres bourgeois) incarnant actuellement le combat pour le gouvernement ouvrier et paysan. »

**Lucien Gauthier,
5 mai 1980.**

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

Tous versements à l'ordre de l'APIO

Abonnements :

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : **43 F** - 2 ans (10 numéros) :
80 F - 2 ans soutien : **125 F**.

Pli clos : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER :

Pli non clos : 1 an : **70 F** - **Pli clos** : demander à l'administration.

Le directeur de la publication Pierre LAMBERT.
imprimerie ABEXPRESS - PARIS.



Commission paritaire n° 51695

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)



■ Roger DUCROS

Editorial

CAMPS D'ETE OCI-LCI

■ Stéphane JUST

**La grève générale
et la question du pouvoir**

■ Victor LEPAGE

Sur le front unique

■ Lucien GAUTHIER

**Gouvernement ouvrier
et dictature du prolétariat**

Juin 1980 Prix 10 F

N° **592**

• La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)

Numéro 592 - Juin 1980

SOMMAIRE

3 - ■ Roger DUCROS

Editorial

CAMPS D'ETE OCI-LCI

15 - ■ Stéphane JUST

**La grève générale
et la question du pouvoir**

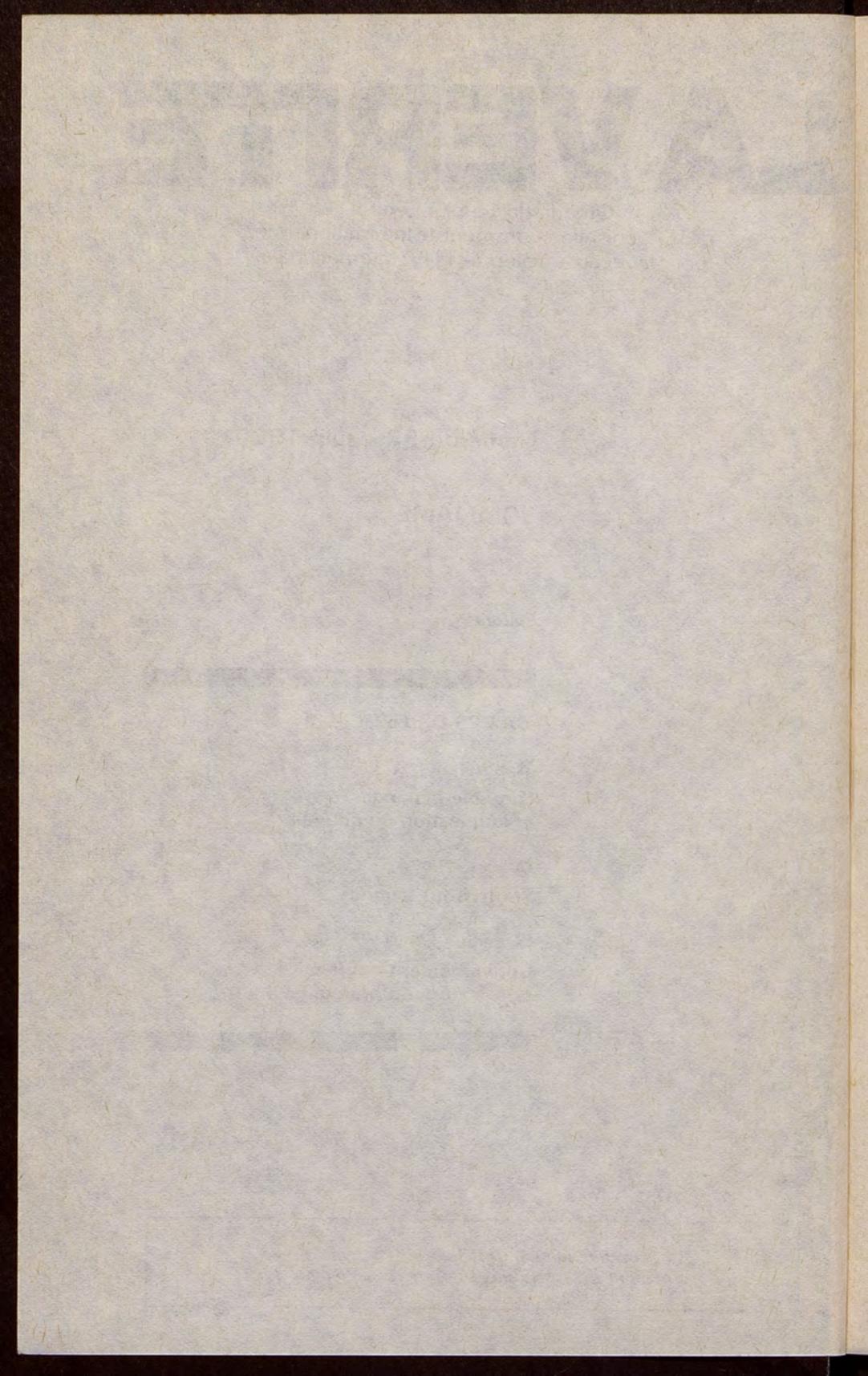
81 - ■ Victor LEPAGE

Sur le front unique

91 - ■ Lucien GAUTHIER

**Gouvernement ouvrier
et dictature du prolétariat**

Le prochain numéro de « La Vérité », daté du mois d'octobre 1980, sera mis en vente fin septembre 1980



Editorial

Ce numéro de « La Vérité » est consacré à la préparation des camps d'été que l'OCI et la LCI organisent cette année en commun.

Le premier article est consacré à la grève générale et à la question du pouvoir. Le deuxième texte est un schéma d'exposé portant sur la politique du front unique. Le troisième article porte sur le gouvernement ouvrier et paysan et la dictature du prolétariat. Ce numéro de « La Vérité » est donc spécial. Son contenu résulte de la situation politique et des circonstances particulières dans lesquelles les camps d'été se tiendront. Ces camps sont toujours des moments de formation et d'élaboration politiques pour l'ensemble des militants qui se préparent ainsi à affronter l'année politique commençant en septembre. Or, ce sont ces questions du front unique, du pouvoir, de la grève générale, du gouvernement, qui sont à l'ordre du jour, non seulement en France mais aussi en de multiples pays d'Europe et du monde.

En outre, les camps d'été de l'OCI se situent au moment où se prépare la fusion entre l'OCI et la LCI. C'est là un événement politique de la plus grande importance du point de vue de la construction de l'organisation française de la IV^e Internationale, et sur lequel le XXIV^e Congrès de l'OCI, comme le congrès de la LCI, vont se prononcer. Les camps d'été vont donc permettre une formation et une élaboration communes des deux organisations, une intégration de leurs expériences respectives.

Ce numéro spécial n'est pas pour autant réservé aux militants de l'OCI et de la LCI. Les problèmes qu'il traite sont ceux qui se posent à toute la classe ouvrière, et auxquels tous les militants ont à répondre, non seulement en France mais, répétons-le, en de nombreux pays d'Europe et du monde.

L'aide inappréciable du Kremlin à l'impérialisme américain

Les événements qui se sont produits ces derniers mois sur l'arène internationale confirment que la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour à une échelle sans précédent.

Chaque jour démontre plus clairement que la bureaucratie du Kremlin est intervenue militairement en Afghanistan pour verrouiller les développements révolutionnaires dans cette région du monde et au-delà. L'impérialisme américain s'est saisi de l'intervention militaire du Kremlin en Afghanistan pour tenter d'ordonner et de rendre cohérente sa politique mondiale, bien entendu dans le sens de la contre-révolution. Jamais l'impérialisme américain n'a été un « tigre de papier ». Pourtant, la défaite politique qu'il a subie au Vietnam a disloqué sa politique internationale. Depuis, il n'a jamais réussi à redonner une pleine cohérence, une totale unité, à cette politique.

Ce n'est pas la première fois qu'un tel rapport s'établit entre la politique du Kremlin et celle de l'impérialisme américain. Pour ne citer que quelques exemples, il faut rappeler celui de l'invasion de la Corée du Sud par les troupes nord-coréennes en 1950, l'installation de fusées de l'URSS à Cuba en 1962.

Dans le premier de ces cas, la révolution chinoise venait à peine de vaincre, infligeant une défaite majeure à tout le système impérialiste. Staline, de façon délibérée, fit envahir la Corée du Sud par le gouvernement du Nord qui était alors sous son contrôle, sachant parfaitement qu'il déclenchaît ainsi le processus de l'intervention américaine. Quelques mois plus tard, les troupes américaines s'approchaient du Yalu, le fleuve qui délimite la Corée de la Chine. Le gouvernement de Pékin, au prix de gigantesques pertes humaines et à un coût économique énorme, était contraint de s'engager dans une guerre qui devait durer trois ans. L'impérialisme américain portait à son point le plus élevé sa pression économique, politique et militaire sur l'URSS, les pays de l'Europe de l'Est, la Chine. Il accentuait la préparation de la troisième guerre mondiale en constituant sous sa direction un bloc économique, politique et militaire des gouvernements des pays impérialistes, incluant le Japon et l'Allemagne fédérale.

A Cuba, après la défaite de Batista en 1959 et la prise du pouvoir par le Mouvement du 26 juillet, toutes les interventions comme les pressions économiques et militaires de l'impérialisme américain n'avaient fait que contribuer à exaspérer et à précipiter le cours de la révolution cubaine. La déroute de l'intervention militaire de l'impérialisme américain — par émigrés cubains interposés —, le 14 avril 1961 à la baie des Cochons, avait donné une dernière et fantastique impulsion à la révolution cubaine et avait puissamment amplifié son rayonnement en Amérique latine et dans le monde. La bureaucratie du Kremlin donna délibérément les moyens à l'impérialisme américain de surmonter, au moins partiellement, les conséquences politiques de la victoire de la révolution cubaine, défaite extrêmement grave pour lui. Elle procéda en 1962 à l'installation de fusées qui pouvaient menacer directement le territoire des Etats-Unis. C'était une provocation délibérée contre la révolution cubaine, la bureaucratie du Kremlin fournissant à Washington un « casus belli » en or, si l'on peut dire. Kennedy adressa un ultimatum à Castro et à l'URSS, les sommant d'avoir à retirer les fusées, sans quoi les troupes US débarqueraient à Cuba. Finalement, les bureaucrates du Kremlin conclurent en octobre 1962 un accord avec le gouvernement américain par-dessus la tête de Castro. Les fusées furent démontées et retirées. Le prestige de l'impérialisme américain était rehaussé, un coup était porté au prestige et au développement de la révolution cubaine. La position de l'impérialisme américain en Amérique latine était renforcée d'autant.

Mais l'impérialisme est miné en profondeur

En intervenant militairement en Afghanistan, la bureaucratie du Kremlin a donné à l'impérialisme américain une chance inespérée de comprimer les contradictions sociales et politiques aux Etats-Unis. Elle lui a donné les moyens de sommer les impérialismes européens et japonais d'avoir à soutenir plus fermement sa politique contre-révolutionnaire mondiale. Elle lui a permis de relancer la préparation d'interventions contre-révolutionnaires directes, ce qui lui avait été impossible depuis sa défaite au Vietnam. A cela, il ne faut évidemment pas oublier d'ajouter la relance de la course aux armements et le renforcement de la pression économique sur l'URSS. C'est ainsi que l'impérialisme américain a préparé l'opération militaire en vue de libérer les prisonniers américains de son ambassade à Téhéran, détenus par les étudiants iraniens.

En ce qui concerne l'Amérique centrale, la déclaration du Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale écrit :

« Violeta Chamorro et José Robelo, les figures les plus représentatives de la bourgeoisie au sein du Gouvernement de reconstruction nationale (GRN), viennent de le quitter. Selon les dernières informations, le Mouvement démocratique national (MDN), le parti bourgeois dont Robelo est le dirigeant, a quitté la coalition gouvernementale. Il s'agit là d'événements d'une grande importance, qui s'inscrivent dans le cadre plus général du développement de la lutte des classes au Nicaragua et en Amérique centrale. Le départ du gouvernement de ces représentants de la bourgeoisie constitue une indiscutable victoire des ouvriers et des paysans au Nicaragua. Il exprime l'échec de la politique du FSLN qui visait depuis des mois à endiguer le développement de la révolution prolétarienne, à respecter les limites de l'alliance avec la bourgeoisie, à éviter l'affrontement entre les classes.

Les ministres bourgeois ont pris l'initiative de la rupture comme expression d'une tentative de regroupement de la bourgeoisie contre la révolution et ses conquêtes. Cette contre-offensive s'appuie sur la volonté de l'impérialisme américain de ne pas être acculé à une nouvelle retraite, comme le manifeste son soutien politique, financier et militaire à la junte sanglante du Salvador. »

Mais les rapports internationaux entre les classes, ceux existant à l'intérieur du système impérialiste comme dans chaque bourgeoisie et au sein de chaque bureaucratie, ceux entre les bureaucraties et entre les bureaucraties et l'impérialisme, ne sont plus ce qu'ils étaient en 1950 ou même en 1962. La politique de Carter ressemble plus à une tentative désespérée, à une fuite en avant, qu'à une véritable reprise en main des rapports internationaux et à une politique solidement établie. La pression que l'impérialisme américain exerce sur les impérialismes européens et sur l'impérialisme japonais pour qu'ils s'alignent sur sa politique internationale se heurte à de dures résistances. Carter fulmine contre le fait que ses alliés européens demandent la protection militaire des Etats-Unis mais se montrent « circonspects quant aux obligations de l'alliance ». Prendre des « sanctions » économiques contre l'URSS et l'Europe de l'Est heurte

l'« ost-politik » du capital ouest-allemand. S'associer à la campagne contre les Jeux olympiques est une chose, appliquer une politique de boycott économique de l'URSS et des pays de l'Europe de l'Est en est une autre. L'Allemagne fédérale assure à elle seule 30 % des exportations occidentales vers l'URSS et les pays de l'Est, 24 % des crédits publics, 28 % des accords de « coopération industrielle » et 34 % des « accords de coopération industrielle tripartite ». Voilà qui pose de sérieux problèmes, même s'il ne s'agit que d'une part limitée des échanges commerciaux, financiers et techniques internationaux du capital allemand. Aucun impérialisme européen n'est par ailleurs en état de se lancer dans une politique équivalente à celle des moments les plus durs de la guerre froide, sans exacerber des contradictions économiques, sociales et politiques déjà suffisamment explosives, pas plus d'ailleurs que l'impérialisme japonais.

La démonstration la plus éclatante des limites politiques actuelles de l'impérialisme américain est donnée par l'échec du raid militaire qui devait libérer les prisonniers américains détenus par les étudiants iraniens.

Même en utilisant les prétextes que lui donne l'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin en Afghanistan, le gouvernement Khomeini-Bani Sadr ne parvient pas à discipliner les masses en Iran, à stabiliser et à reconstruire l'Etat bourgeois. Il est politiquement insupportable à l'impérialisme américain que le personnel de son ambassade à Téhéran reste prisonnier des étudiants iraniens. C'est un défi politique. Toutes les négociations entreprises, directement ou indirectement, avec le gouvernement Khomeini-Bani Sadr ont échoué, car l'autorité gouvernementale et les possibilités de l'appareil d'Etat iranien sont extrêmement limitées. L'impérialisme américain devait donc agir directement, quitte à prendre les plus grands risques. De là la nécessité pour lui d'entreprendre le raid militaire qu'il préparait depuis des mois, sans oser le lancer. De toute évidence, cela ne s'est pas fait sans hésitations, ordres et contre-ordres. La machine militaire a son propre déterminisme et, conséquence des contradictions politiques, elle n'est pas aussi bien huilée que sa puissance technique l'exigerait. Le résultat est l'échec que l'on connaît, la démission de Cyrus Vance qui désapprouvait le raid. L'impérialisme américain vient d'essuyer une défaite politique cuisante, qui ne peut que stimuler le mouvement révolutionnaire des masses, faire rebondir la crise politique et accentuer les conflits inter-impérialistes comme la crise de tout le système, bien que les impérialismes européens et japonais se soient engagés à boycotter économiquement l'Iran. Sans doute, l'impérialisme américain va-t-il tenter de réagir et d'effacer cette défaite. Néanmoins, celle-ci existe et montre combien il est vulnérable.

Les impérialismes européens, non seulement se heurtent à l'impérialisme américain, mais connaissent un accroissement des antagonismes qui les opposent les uns aux autres. L'échec des négociations avec la Grande-Bretagne sur le financement du Marché commun agricole n'est certes pas définitif, mais il est significatif. Le Marché commun agricole est, on le sait, la plus grande et peut-être la seule « réussite » du Marché commun. Or, la crise actuelle exprime sa fragilité et donc celle de tout l'édifice de la Communauté économique européenne, cela au moment où de nouveaux nuages s'amoncellent dans le « ciel » de l'économie capitaliste. Si les taux d'intérêt aux Etats-Unis semblent se stabiliser avec une légère tendance à la baisse, le « prime rate » reste à 18,5 %, la hausse des prix se situe aux environs de 19 %. Pourtant, l'activité économique se ralentit : en mars, recul de 1,3 % des ventes au détail et de 0,8 % de la production indus-

trielle. Les ventes américaines d'automobiles ont baissé de 33 % au début avril, et les mises en chantier de logements de 22 % en mars. Au cours de ces derniers mois, jusqu'à la semaine dernière, les taux d'intérêt pratiqués aux USA ont subi une hausse considérable. Elle a déplacé vers ce pays le flux des capitaux flottants, a mis en relief la fragilité des monnaies européennes, y compris celles réputées fortes, le mark notamment. La hausse moyenne des prix pour mars se situe, en ce qui concerne l'ensemble Allemagne, France, Angleterre et Italie, à 19 %. Les taux d'intérêt y sont également très élevés. En Allemagne, bastion économique de l'Europe capitaliste, on prévoit pour 1980 un déficit de 20 milliards de marks de la balance des paiements courants avec l'étranger et la Bundesbank, afin de soutenir le mark, a eu recours à des emprunts à l'étranger. Mais si la baisse récente des taux d'intérêt aux Etats-Unis diminue la pression sur les monnaies européennes — dont le mark —, la baisse de l'activité économique aux Etats-Unis fait surgir de nouvelles menaces de crise sur les économies capitalistes d'Europe. Il s'ensuit une concurrence accentuée qui provoque des tensions croissantes à l'intérieur de la Communauté économique européenne.

Le système impérialiste est miné dans ses profondeurs, pourri dans son corps. Les rapports entre les classes sont de façon écrasante, à l'échelle internationale, favorables au prolétariat. L'aide extraordinaire que la bureaucratie du Kremlin apporte à l'impérialisme lui donne les moyens de se raidir, de tendre toutes ses forces. Mais la bureaucratie du Kremlin, tout comme celle de Pékin, ne peut revitaliser l'impérialisme, lui redonner force et santé. L'épreuve de la dislocation de l'ensemble du système, du déferlement révolutionnaire, est inéluctable. La victoire de la révolution prolétarienne est loin d'être pour autant assurée. Elle dépend totalement de la solution de la « crise de la direction révolutionnaire », c'est-à-dire de la construction des sections nationales de la IV^e Internationale, de la reconstruction de la IV^e Internationale.

La marche à la révolution se poursuit

Irrépressiblement, le mouvement de la révolution prolétarienne mondiale se développe. La révolution se poursuit en Iran. Elle se poursuit au Nicaragua.

La déclaration du Comité paritaire consacrée au Nicaragua insiste à juste titre : la démission de ministres bourgeois du Gouvernement de reconstruction nationale, gouvernement de coalition entre le FSLN et des secteurs décisifs de la bourgeoisie, est une victoire des ouvriers et des paysans du Nicaragua. Le GRN et la direction du FSLN ne sont pas parvenus à imposer aux ouvriers et aux paysans les exigences de la bourgeoisie et de l'impérialisme. La révolution est trop profonde, la dissolution de l'Etat bourgeois trop radicale. L'ordre, l'Etat bourgeois, ne pourraient être rétablis et reconstruits qu'au cours d'une véritable guerre civile qui exigerait certainement l'engagement total de l'impérialisme américain. Les masses, par leur mouvement, exigent des dirigeants du FSLN : rompez avec la bourgeoisie et avec l'impérialisme, emparez-vous du pouvoir en vous appuyant sur nous.

Au Salvador, la révolution — malgré les tueries et l'atroce répression, malgré la tentative de la ligoter dans les filets d'une collaboration de classes de type front populaire que représente la « Coordination révolutionnaire de masse » — semble devoir rompre tous les barrages et s'étendre.

dre par suite en Amérique centrale. C'est d'ailleurs pourquoi on ne peut exclure une intervention étrangère préventive manigancée par l'impérialisme américain, sinon une intervention directe. Les élections au Pérou sont de fait centrées sur la question du pouvoir, du gouvernement, de quel gouvernement, ce qui est la caractéristique de toute situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaire.

La grève générale des métallos de São Paulo est le type même de la grève de masse dont parle, à propos de la révolution russe de 1905, Rosa Luxemburg. Elle est à la fois grève économique et grève politique. Elle affirme la nécessité de l'indépendance de classe du prolétariat, d'un parti ouvrier, de syndicats, et d'une centrale indépendante de l'Etat et de la bourgeoisie. Elle devient combat contre la dictature. Elle soulève la question de la grève générale contre la dictature, d'une Constituante souveraine contre les pseudo-réformes démocratiques de la dictature. Or, le Brésil et son prolétariat sont le pays et le prolétariat déterminants de l'Amérique du Sud.

A de multiples reprises, l'OCI a souligné dans sa presse, « Informations ouvrières » et « La Vérité », dans les textes d'analyse et d'orientation qu'elle a élaborés, l'actualité de la révolution non seulement en France, en Italie, en Espagne, au Portugal, mais aussi — bien que les rapports entre les classes ne soient pas encore ce qu'ils sont déjà dans les pays précités — en Allemagne, en Angleterre, en Belgique. Elle a souligné que, bien sûr, les développements de la lutte des classes participent de la loi du développement inégal et combiné, que la révolution dans chaque pays européen a ses caractéristiques, sa réalité et son unité propres, mais que l'inégalité du développement ne doit pas faire oublier son caractère combiné. A la période présente de la lutte des classes, les liens internationaux dans les rapports entre les classes se sont considérablement resserrés, sont extrêmement étroits, et si la révolution dans chaque pays existe comme telle en Europe, c'est pourtant de la révolution prolétarienne européenne, elle-même partie de la révolution prolétarienne mondiale, qu'il s'agit.

Le tour que viennent de prendre en Suède les rapports entre les classes confirme avec force ces analyses et les orientations qui en procèdent.

Le capitalisme suédois a eu l'inappréciable avantage de pouvoir se tenir en dehors des deux guerres mondiales et en a tiré d'énormes profits, une position internationale privilégiée extrêmement forte. L'impossibilité de maintenir dans ce pays les anciens rapports de conciliation entre les classes qui prévalaient depuis très longtemps et qui résultait de la position privilégiée du capitalisme suédois, et également de la force de la classe ouvrière, est significative de la crise insurmontable du capitalisme en général et du capitalisme en Europe en particulier. Il a donc fallu en finir avec ce « capitalisme social » qui a longtemps été une forteresse stable en Europe du Nord, sous l'égide du parti social-démocrate. Le bastion du « capitalisme social » et de la collaboration de classes tombe en ruines. Le capital suédois a lock-outé 700 000 travailleurs. La centrale syndicale a appelé le reste de la classe ouvrière à faire grève. Le parti social-démocrate a déclaré qu'il fallait que le gouvernement actuel s'en aille. On ne peut pas dire que c'est la grève générale, la centrale n'y a pas appelé, la social-démocratie n'a pas engagé le combat pour le pouvoir. Ni les dirigeants de la centrale, ni ceux de la social-démocratie ne veulent certes de la révolution. Mais c'est une situation à caractère révolutionnaire, un affrontement classe contre classe. Son issue ne serait pas douteuse si les

dirigeants voulaient mener le combat. Ceux-ci étant ce qu'ils sont, on ne peut en préjuger. En tout cas, désormais, la révolution est également à l'ordre du jour en Europe du Nord. Inéluctablement, tous les rapports européens en seront affectés dans le sens de l'accentuation des crises de domination de classe, des crises politiques des bourgeoisies et du renforcement de la marche à la révolution prolétarienne européenne.

A l'opposé du point de vue de la géographie, la terre tremble également sous les pieds de l'impérialisme en Afrique. La victoire écrasante au Zimbabwe du parti de Robert Mugabe, le ZANU-FP, accélère la déstabilisation de toute l'Afrique noire et est une menace directe contre ce bastion de l'ordre impérialiste qu'est l'Afrique du Sud. Les exploités, les opprimés, en l'occurrence la quasi-totalité de la population noire, n'accepteront pas de respecter l'ancien ordre colonial et les limites que Robert Mugabe semble vouloir tracer à leur mouvement. Une nouvelle phase se prépare, qui les verra se dresser pour en finir avec le colonialisme incarné par l'extrême minorité blanche.

Au même moment, la lutte des Kabyles en Algérie menace la fragile stabilité de l'Etat édifié à grand-peine après que l'indépendance politique du pays ait été imposée à l'impérialisme français. Et voici qu'en Cisjordanie, sapant les accords Begin-Sadate conclus sous le patronage de l'impérialisme américain, la lutte du peuple palestinien contre Israël et pour reconquérir son pays prend un nouvel essor.

A quoi on peut ajouter que la mort de Tito peut être un grand malheur et pour l'impérialisme, et pour la bureaucratie du Kremlin, dans la mesure où elle contribue à libérer les contradictions explosives existant en Yougoslavie, qui portent en elles la révolution politique.

Il ne s'agit là que d'un rapide coup d'œil sur le panorama de la lutte des classes internationale, s'arrêtant sur les aspects les plus immédiatement saillants. Il suffit à démontrer qu'il y a loin entre la tentative de l'impérialisme américain d'utiliser l'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin en Afghanistan pour mettre en place une politique unifiée et cohérente à l'échelle internationale qui lui permette de maîtriser les rapports mondiaux, et sa réussite. Une fois encore, plus que jamais, le trait principal, la caractéristique dominante des rapports mondiaux, ce sont la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires, la montée de la révolution prolétarienne.

Notre axe politique : le combat pour le front unique

Les textes politiques que ce numéro de « La Vérité » publie, et qui préparent les camps d'été de l'OCI et de la LCI, en traitant largement, il n'est pas nécessaire de reprendre l'analyse des récents développements de la lutte des classes en France, qui s'insèrent dans les développements de la lutte des classes mondiale.

La crise de la Ve République devient purulente. Elle apparaît ainsi qu'une plaie infectée que gagne la gangrène. Venant après l'affaire Boulin, l'affaire des diamants que Bokassa a offerts au président en exercice de la Ve République, les morts et les assassinats curieux d'anciens hauts personnages et d'anciens ministres de la Ve République, voici l'affaire

Poniatowski. Elle témoigne des mœurs du régime, et surtout des rapports actuels entre ses différentes fractions, des moyens que les uns et les autres utilisent au cours de leurs combats fratricides. Car, évidemment, ce nouveau scandale n'éclate pas aujourd'hui par hasard.

Il est une certaine façon, bien dans le style de cette cour des miracles, de préparer les élections présidentielles. L'homme visé au travers de Poniatowski est Giscard d'Estaing. Les poignards sont sortis. Poniatowski, ancien ministre de l'Intérieur, homme de confiance de Giscard, ira-t-il en Haute cour ? Rien n'est moins certain. Il possède, à ses dires, trois à quatre cents kilos de dossiers, de quoi sans doute faire valser les hommes du RPR et de l'UDF réunis. Seule la « grandeur d'âme » des dirigeants du PCF les empêche d'insister sur ces scandales et sur la profondeur de la crise du régime que leur révélation démontre. Ils ne combattent qu'« à la loyale », en « hommes d'honneur », et surtout en respectant strictement les règles du régime, ses institutions, ses élus, que ceux-ci soient le président de la République ou les députés UDF-RPR à l'Assemblée nationale. Fidèles au régime, les dirigeants du PCF ne peuvent évidemment que défendre ses institutions, ses hommes, et défendre leur « honneur ».

La V^e République agonisante et pourrissante accélère d'autant plus la mise en place des réformes réactionnaires. Le gouvernement Giscard-Barre est pris d'une frénésie de réformes. La session de printemps de l'Assemblée nationale est conviée à ratifier la réforme de l'enseignement professionnel (loi Legendre) ; la réforme de la Sécurité sociale (loi Berger) ; la réforme judiciaire ; d'autres encore... Dans son entretien télévisé du 5 mai, Giscard d'Estaing a « mis le paquet » : il demande aux dirigeants des centrales ouvrières et du CNPF que, partant du rapport Giraudet sur l'« aménagement du temps de travail », ils « négocient ».

« Je souhaite que les conversations entre les partenaires sociaux commencent le plus tôt possible, autrement dit que, dès à présent, les partenaires sociaux nouent une négociation à partir des conclusions de ce rapport.

Le gouvernement et moi-même souhaitons que ces négociations puissent aboutir d'ici le mois de juillet, afin que leurs conclusions puissent être concrétisées par le gouvernement sous forme de projets de loi déposés sur le bureau des Assemblées au début de la prochaine session. Certaines dispositions ne sont pas législatives et seront réglées par les partenaires sociaux. Mais certaines autres, qui intéressent le Code du travail, doivent faire l'objet de textes législatifs.

Ainsi, le calendrier serait le suivant : ouverture le plus tôt possible des négociations, conclusion de ces négociations d'ici l'été, préparation par le gouvernement des textes de loi nécessaires, adoption des projets de loi au cours de la session d'automne. Ainsi, à la fin de l'année, on aurait mis en forme, par des débats contractuels d'abord, et ensuite par des dispositions législatives, cette très importante réforme de la durée du travail et de l'aménagement de ce temps de travail. »

Les textes législatifs dont il s'agit aboutissent tout simplement à la remise en cause de la législation sur les quarante heures par semaine. La faillite politique du régime, sa crise, comme les contradictions croissantes

sur le plan international du système capitaliste, le poussent à aller vite, très vite, et très loin dans son offensive tous azimuts contre la classe ouvrière, la jeunesse et les masses exploitées. Il lui est quelquefois obligatoire d'arrondir les angles, il n'en poursuit pas moins sur la même ligne. Tout cela n'est possible qu'avec la complicité, voire la participation active des dirigeants des organisations ouvrières. Ainsi, dans cette question de l'« aménagement du temps de travail », ce que le patronat voulait faire avaler était trop gros. Le gouvernement a fait faire un rapport à une personnalité « neutre », Pierre Giraudet, ancien P-DG de la RATP, actuellement P-DG d'Air-France, qui arrondit les angles en maintenant l'essentiel : supprimer le principe des quarante heures par semaine et introduire ceux de l'« horaire annuel » et de la disponibilité de la main-d'œuvre qui compléteraient ceux de sa polyvalence et de sa mobilité. Toute la publicité est faite autour de la prétendue « cinquième semaine de congés ». Si les centrales acceptent de coopérer, le gouvernement pourra alors faire passer une loi qui supprime le principe des quarante heures.

Mais, dans l'immédiat, ce sont le débat et le vote à l'Assemblée nationale de la loi Berger réformant la Sécurité sociale qui concentrent l'offensive gouvernementale contre la classe ouvrière, la jeunesse et les masses exploitées. Sur ce point, Giscard d'Estaing a été net : le ticket modérateur sera imposé aux mutuelles, et, ensuite : « Le poids des cotisations sociales est devenu insupportable. Insupportable sur les salaires, insupportable sur les exploitations agricoles, commerciales ou artisanales. » Giscard se masque derrière ces catégories sociales afin de ne pas dire : insupportable pour le grand capital et le gouvernement qui voudraient d'autre part pouvoir puiser dans la caisse. Telle est la raison d'être et tel est l'objectif du projet de loi Berger. Le morceau est difficile à faire passer. Il faut absolument paralyser tout mouvement de masse. Les grandes manœuvres ont commencé. Elles vont se déployer avec la journée de dislocation du 13 mai. Tous les dirigeants des centrales coopérant, ils vont en faire une « journée de grèves », de mouvements ici et non ailleurs, d'« actions » sous « toutes les formes », ponctuées ou non de manifestations. A l'évidence, un appel conjoint à une grève générale d'avertissement de vingt-quatre heures aurait eu le plus grand écho et mobilisé dans leur ensemble tous les travailleurs. C'est justement cela qu'il fallait éviter. La journée du 13 mai est un contre-feu, comme l'avait été la journée du 9 octobre 1976 contre le plan Barre. Les dirigeants espèrent qu'ultérieurement l'Assemblée pourra doucement ronronner. Députés du PS et du PCF feront des discours. Peut-être déposeront-ils une motion de censure. Alors, les députés RPR et UDF voteront la loi. Minoritaires dans le pays, ils donneront au gouvernement les moyens d'attenter profondément à cette conquête ouvrière essentielle qu'est la Sécurité sociale, une conquête dont bénéficient l'immense majorité des hommes et des femmes de ce pays.

La classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées sont en conflit avec la politique de division, de soumission et même d'application des plans et des réformes réactionnaires du gouvernement et du capital. Elles veulent en finir avec Giscard-Barre, cette Assemblée nationale, la Ve République et ses institutions. Elles veulent la grève générale. Encore une fois, ce sont cette volonté et ces aspirations qu'il s'agit de dégager et d'exprimer. Ouvrir cette voie, c'est ouvrir la voie de la révolution. Quoi que fassent les appareils, il apparaît clairement à tous que la solution est politique, que la réalisation du front unique entre le PS et le PCF amènerait rapidement la chute de ce gouvernement, la liquidation de la Ve Répu-

blique, et qu'elle donnerait les moyens de porter au pouvoir un gouvernement du PS et du PCF, un gouvernement Mitterrand-Marchais sans ministres des organisations et partis bourgeois. La campagne qui se développe en direction du PS et du PCF pour qu'ils réalisent l'unité, pour qu'au moins, ensemble, au moment de la discussion et du vote de la loi Berger ils appellent la classe ouvrière, la jeunesse et les masses exploitées à manifester devant et contre cette Assemblée nationale dont la majorité RPR-UDF est minoritaire dans le pays, pour lui dénier le droit de décider et pour empêcher cette loi de passer, est un puissant levier d'agitation, de mobilisation, d'organisation pour le front unique. Elle s'inscrit comme un moment de la bataille politique que mène l'OCI.

Roger Ducros,
le 8 mai 1980.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

travailleurs,

militants,

jeunes

Chaque semaine,

Informations ouvrières

tribune libre de la lutte des classes.

JE M'ABONNE A « INFORMATIONS OUVRIERES »

NOM, Prénom	1 an	150 F
	[pli clos]	250 F
	6 mois	80 F
Adresse	[pli clos]	130 F
	Etranger [1 an]	210 F
Code postal et ville	[pli clos]	320 F

- Rayer les mentions inutiles
- Joindre le règlement correspondant
- Bulletin à envoyer à « **INFORMATIONS OUVRIERES** »

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
C.C.P. 21 831 - 73 Paris — Tél. : 247 13 34



«РЯДОМ С ВИДАМ ПОСИТ»



« LE RASSEMBLEMENT AU GRAND JOUR
DES OPPRIMÉS
CONTRE LES OPPRESSEURS »

la grève générale et la question du pouvoir

par Stéphane JUST

En France, la grève générale est à nouveau à l'ordre du jour. En une de ses formules concentrées, Trotsky écrivait à propos de la grève générale de juin 1936 : « Ce ne sont pas des grèves corporatives. Ce ne sont pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs. C'est le début classique de la révolution. » (Où va la France ?)

Ainsi que l'a dit Marx, « toute lutte de classe (c'est-à-dire toute lutte d'une classe contre une autre classe) est une lutte politique. » Dès lors que la classe ouvrière commence à se rassembler, à s'organiser comme classe, elle définit des objectifs qui lui sont propres, elle engage le combat politique contre les classes dominantes, contre la bourgeoisie notamment. En même temps, elle dégage les méthodes et les moyens de combat qui lui sont propres et qui correspondent à sa place dans la production sociale et les rapports politiques. La grève est au centre des moyens de combat de la classe ouvrière. Très rapidement, lorsque la classe ouvrière s'efforce d'atteindre des objectifs qui lui sont généraux comme classe, lorsqu'il lui faut engager le combat contre les classes exploiteuses, contre la bourgeoisie, la question de la grève générale se pose.

L'Angleterre a été le berceau du mode de production capitaliste. C'est dans ce pays que, à partir des rapports internationaux, il a pris son essor. L'Angleterre est aussi le pays où le mouvement ouvrier s'est le plus tôt organisé et constitué comme tel. Dès

les années 1820, de nombreux syndicats se forment. En 1838, la « Grand national consolidated Trade union » (littéralement : la plus grande union consolidée des métiers) représente déjà près d'un million de membres.

Au début 1834, une tentative est faite pour organiser une grève générale en vue d'arracher la journée de huit heures. Elle échoue. A la fin de l'année, la GNCTU se dissout. Parallèlement à la constitution du mouvement syndical se développe un mouve-

Deux photographies de manifestations de masse pendant les grèves générales de la révolution russe de 1905.

ment qui combat pour les droits politiques de la classe ouvrière : la « National union of the working class and others » est fondée en avril 1831, notamment dans le combat pour le suffrage universel. Elle annonce le mouvement chartiste.

« La suppression universelle simultanée de la force productive dans tous les métiers apparaît en 1832 sous le nom de "Grand national holiday". Les chartistes l'appelleront tantôt "sacred month", tantôt "general strike" », écrit *Edouard Dolléans dans son Histoire du mouvement ouvrier*.

LE CHARTISME ET LA GREVE GENERALE

C'est une nouvelle association ouvrière, la « London working association », fondée le 16 juin 1836, qui élabore la « Charte du peuple ». Pendant dix ans, la Charte sera au centre des luttes de la classe ouvrière anglaise. Elle comprenait six points : suffrage universel, parlement annuel, vote au scrutin secret, indemnisation des membres du parlement, suppression des obligations de propriété, circonscriptions électorales égales. Le 28 février 1837, une pétition comprenant ces six points est rédigée. La campagne politique pour la « Charte du peuple » prend son essor au début de 1838. Le 21 mai, 150 000 personnes se réunissent à Glasgow pour la soutenir. Ainsi que l'écrivent A.-L. Morton et G. Tate, auteurs de l'*« Histoire du mouvement ouvrier anglais »* :

« En 1838, la victoire paraissait proche et presque tous pensaient que la Charte allait être gagnée en quelques mois, ou, au pire, en quelques années. La réunion de Glasgow le 21 mai fut suivie de rassemblements semblables dans tous les grands centres : 80 000 personnes à Newcastle ; 100 000 à Bradford ; 200 000 à Birmingham. La manifestation la plus impressionnante fut le rassemblement de Kersal Moor, près de Manchester, où 250 000 personnes environ participèrent à ce que S. Macoby appelle "probablement le plus grand rassemblement politique qui se soit jamais tenu dans ce pays". Il eut lieu un lundi et fit fermer toutes les usines de la région.

A l'approche de l'hiver, des réunions aux flambeaux eurent lieu dans des quantités de villes du Lancashire et du Yorkshire. Au cours de ces réunions, on recueillit des signatures pour la pétition et on élut des délégués à la convention qui devait se tenir à Londres au printemps et constituer l'organisme de direction et d'unification de tout le mouvement. »

La convention chartiste se réunit le 4 février à Londres. Il s'agit d'un véritable parlement ouvrier. Le 7 mai la pétition portant 1 250 000 signatures est déposée au Parlement anglais. La convention, ne s'estimant pas en sécurité à Londres, s'installe à Birmingham. Le 12 juillet, par 235 voix contre 46, le Parlement rejette la pétition.

« Le 16 juillet, au cours d'une réunion où il y eut peu d'assistants, la convention décida d'ordonner une grève générale le 12 août. Mais rien ne fut fait pour mettre à exécution cette décision ; il semble qu'il n'y ait eu aucun contact entre la convention et les syndicats, sans l'appui desquels une telle grève était impossible. Le 22 juillet, la décision fut annulée et un appel fut lancé pour des grèves d'avertissement "de deux ou trois jours, afin de consacrer tout ce temps à des défilés solennels et des réunions". Il y fut répondu largement dans plusieurs régions du Lancashire et du Yorkshire, et notamment dans le Durham, où de nombreux mineurs débrayèrent.

Cependant, ce recul encouragea le gouvernement ; il y voyait un aveu de faiblesse, et en août il effectua des arrestations en masse. Très vite, des centaines de chartistes se retrouvèrent en prison, dont plusieurs dirigeants. La convention ne put pas opposer de chefs à cette attaque et elle fut dissoute le 12 septembre sans avoir pris d'autres décisions. »

Le mouvement chartiste reprit avec plus d'ampleur en 1841. Une « National charter association » (Association nationale de la Charte) est constituée. La nouvelle pétition nationale est couverte par 3 315 752 signatures. Présentée en mai 1842 au Parlement, celui-ci la rejette par 287 voix contre 49.

« L'été de 1842 vit donc une explosion de grèves absolument sans précédent à la fin d'une longue dépression, relatent encore Morton et Tate. Elle commença en juin et juillet chez les mineurs et les ouvriers du fer du Staffordshire et du Warwickshire. Quand une mine ou une usine métallurgique fermait, les ouvriers allaient chercher les autres travailleurs du voisinage et les faisaient débrayer pour marquer leur solidarité. Le mouvement est souvent désigné sous le nom de "Plug Riots" (émeutes des soupapes), car la pratique courante consistait à débrancher les chaudières pour les arrêter. Bientôt le mouvement s'étendit à toute la région industrielle du Nord ainsi qu'à l'Écosse et au Pays de Galles. Au début d'août, le même processus commença dans les filatures du Lancashire, à Stalybridge, Ashton, Hyde. Le 9 août, Manchester fut immobilisée par des défilés venus de toutes les villes environnantes. Le 13, ce fut le tour de Burnley. Bientôt la vague déferla sur le Yorkshire, les Potteries et d'autres régions.

A mesure qu'il s'étendait, le mouvement évolua. Les événements des dix années précédentes avaient appris aux travailleurs que l'action industrielle seule ne pouvait leur donner ce qu'ils voulaient sans une transformation politique de la société. L'un après l'autre, des meetings décideront que "tout travail devrait cesser jusqu'à ce que la Charte du peuple devienne la loi du pays". »

Une fois encore, la grève générale est à l'ordre du jour. Cependant, écrivent A.L. Morton et G. Tate :

« La direction de l'Association nationale de la Charte ne prenait aucune part à cette agitation. Une conférence avait été prévue — pure coïncidence — pour le 12 août à Manchester. Les délégués eurent la surprise de trouver la ville en pleine grève. Ils durent réviser à la hâte leur agenda pour discuter de cette situation nouvelle (...).

Mais la conférence ne prit aucune décision pratique et se sépara en laissant la grève se poursuivre sans direction centrale. Pour rendre la situation encore pire, O'Connor attaqua violemment McDouall dans le "Nor-

thern Star" et dénonça la grève comme étant une manœuvre de l'"Anti Corn Law League" destinée à réduire les salaires et distraire l'opinion publique de la Charte.

Sans direction, sans organisation et sans fonds, la grève échoua. »

En 1847, le mouvement pour la Charte a un renouveau au moment des élections générales. Une nouvelle pétition recueille 1 975 000 signatures. Elle est présentée au Parlement le 10 avril 1848.

« Un grand meeting fut prévu à Kennington Common, qui devait être suivi d'une marche vers Westminster. Le gouvernement exploita alors au maximum la panique que lui-même et la presse avaient contribué à créer. Sous prétexte qu'il soupçonnait la préparation d'un coup d'Etat révolutionnaire, il mobilisa de nombreuses troupes ainsi que des milliers de policiers spéciaux. S'étant assuré ces énormes forces, il annonça que le meeting de Kennington pouvait avoir lieu mais que la marche vers Westminster était interdite. Devant cette menace, les dirigeants chartistes décidèrent d'annuler le défilé, pensant que c'était la seule façon d'éviter un massacre. La pétition fut présentée par une petite délégation et, malgré ses 1 975 000 signatures, elle était moins impressionnante que ne l'avait laissé entendre O'Connor et que ne l'avait espéré avec confiance la masse des partisans. Le gouvernement eut l'avantage de pouvoir annoncer une victoire sans avoir eu à livrer bataille. »

C'en était fini du mouvement chartiste, d'autant que, sur le continent, le mouvement révolutionnaire de 1848 était écrasé.

Premier mouvement politique ouvrier de masse, le chartisme a ceci de remarquable que les revendications démocratiques apparaissent aux plus larges masses comme entièrement liées aux revendications économiques. Déjà, la classe ouvrière est le porteur des revendications démocratiques et la force agissante pour les arracher à la bourgeoisie alors la plus puissante du monde. La relation entre revendications économiques et revendications

politiques dès l'aube du capitalisme et du mouvement ouvrier s'établit à chaque moment. Ainsi que le font remarquer les auteurs de l'« Histoire du mouvement ouvrier anglais » :

« La "National charter association" peut prétendre à juste titre être le premier véritable parti de la classe ouvrière. »

Pour lutter sur le terrain politique, la classe ouvrière doit se constituer en parti distinct. A chaque moment crucial du combat politique se pose la question de la grève générale. L'échec du chartisme (tout relatif car un ensemble de conquêtes en résultera, au moins indirectement, pour la classe ouvrière anglaise, comme la loi des dix heures, la loi sur les usines, au cours des années 1840) est évidemment consécutif aux conditions objectives : la bourgeoisie était encore une classe historiquement nécessaire, à l'aube de sa

mission historique progressive. Pourtant, d'ores et déjà le mouvement chartiste montre que la lutte de masse du prolétariat contre le gouvernement et la bourgeoisie, pour ses revendications économiques et politiques, dans la mesure où elle exige la mobilisation comme classe, passe le plus souvent par la grève générale. Elle montre aussi que la grève générale ne se suffit pas à elle-même, mais qu'elle est bien le « rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs », une des premières étapes possibles de la révolution prolétarienne. Le mouvement chartiste souligne également l'importance de la direction révolutionnaire. A trois reprises, en 1838, 1842, 1848, la direction du mouvement chartiste s'est révélée être en dessous de ses tâches historiques ; elle a été incapable d'assumer jusqu'au bout son rôle de direction politique du prolétariat et en conséquence elle a précipité sa défaite.

la grève générale est-elle la panacée universelle ?

LA GREVE GENERALE, « ARME ABSOLUE » CONTRE LA GUERRE

Les anarchistes, les anarcho-syndicalistes ont fait de la « grève générale » une panacée, un mythe, l'« arme absolue » de la classe ouvrière.

En apparence contradictoirement, les réformistes ont bien souvent répandu également cette illusion. Dans la Première Internationale, la grève générale sera déjà brandie comme moyen de lutte contre la guerre, position qui sera reprise par les anarcho-syndicalistes et également par Jaurès au cours des années 1890 et 1900.

Au III^e Congrès de l'Association internationale des travailleurs, qui se tient à Bruxelles du 6 au 13 septembre 1868, la première question à l'ordre du

jour est : « Quelle doit-être l'attitude des travailleurs dans le cas d'une guerre entre les puissances européennes ? » Dans son « Histoire du mouvement ouvrier (1830-1871) », Edouard Dolléans rapporte :

« Tolain, au nom des délégués parisiens, présente cette résolution :

“Considérant (...) que la guerre n'a jamais été que la raison du plus fort, et non pas la sanction du droit ; qu'elle est un moyen de subordination des peuples par les classes privilégiées ou les gouvernements qui les représentent ; qu'elle fortifie le despotisme, éoufse la liberté (...) ; que, dans l'état actuel de l'Europe, les gouvernements ne représentent pas les intérêts légitimes des travailleurs (...). Déclare protester avec la plus grande énergie ; invite toutes les sections de l'Association à agir avec la

plus grande énergie pour empêcher, par la pression de l'opinion publique, une guerre de peuple à peuple qui, aujourd'hui, ne pourrait être considérée que comme une guerre civile parce que, faite entre producteurs, elle ne serait qu'une lutte entre frères et citoyens."

Le congrès vote également une autre résolution, présentée par Charles Longuet :

"Le congrès recommande aux travailleurs de cesser tout travail dans le cas où une guerre viendrait à éclater dans leurs pays respectifs."

Ensuite, Dolléans s'étonne :

« Cette décision, qu'ont reprise plus tard tous les congrès internationaux ouvriers, choque pourtant Marx. Dans sa lettre à Engels, le 16 septembre, il ironise et parle de la "sottise belge de vouloir faire la grève contre la guerre". »

C'est l'étonnement de Dolléans qui est étonnant. Aussi bien la résolution de Tolain que celle de Longuet sont de pures abstractions. Celle de Tolain est creuse : « La guerre n'a jamais été que la raison du plus fort et non pas la sanction du droit. » Selon l'expression de Clausewitz, « la guerre est un des moyens de la politique », l'une des expressions des antagonismes et contradictions économiques, sociales et politiques entre les classes et à l'intérieur des classes, et un des moyens de les régler. Elle peut être aussi l'expression de l'impasse d'une société. Quant au « droit », il n'est pas éternel, mais également une expression des rapports économiques, sociaux et politiques, et se modifie avec ceux-ci. Il est des guerres progressives d'un côté et réactionnaires de l'autre, et des guerres réactionnaires des deux côtés.

Les formules de Tolain sont substituées à une analyse concrète des rapports européens du moment. L'Europe était encore en pleine époque de développement capitaliste et, en particulier, au moment de la formation de nations sur la base de ce développement. C'était notamment le cas de l'Allemagne et de l'Italie, qui n'avaient pas encore réalisé leur unité nationale. La constitution de nations, la réalisation de leur unité et de leur

indépendance, étaient hautement progressives historiquement, comme cadre au développement des forces productives. La réalisation de cette unité et de cette indépendance mettait en cause les rapports et les équilibres en Europe. Après l'Autriche, la France de Napoléon III se dressait ainsi qu'un obstacle à la réalisation de l'unité de l'Allemagne et de l'Italie. Porter un jugement indifférencié et tenir abstraitemen la balance égale entre la France, l'Allemagne et l'Italie revenait à soutenir l'état de choses existant, c'est-à-dire à s'opposer à l'unité et à l'indépendance de l'Allemagne et de l'Italie. Or, celles-ci ne pouvaient se réaliser que par la guerre, et ne se sont effectivement réalisées que par les guerres de la Prusse contre l'Autriche en 1866 et contre la France en 1870.

La position de Marx et d'Engels jusqu'au début de la guerre franco-allemande était déterminée par ces considérations. Que ce soit la bureaucratie et les hobereaux prussiens qui, sous la direction de Bismarck et du roi de Prusse, aient dirigé la guerre n'empêchait pas que cette guerre était, dans sa première phase, une guerre nationale du côté de l'Allemagne. En revanche, après la défaite de Napoléon III à Sedan et le renversement du Second Empire, en raison de la volonté de Bismarck et du roi de Prusse d'annexer l'Alsace et la Lorraine et d'imposer une énorme contribution de guerre à la France, la guerre devenait une guerre d'oppression et de pillage du côté de l'Allemagne et une guerre nationale du côté de la France.

Que des guerres justes et nécessaires se transforment en guerres d'oppression et de pillage est un phénomène lié à ce que la société est divisée en classes. Même lorsqu'elles jouent un rôle progressif, les classes exploiteuses restent des classes exploiteuses et se livrent à l'oppression et au pillage. Même les guerres de la révolution française, sans parler de celles de Napoléon I^e, n'ont pas échappé à ces contradictions.

Mais c'est d'une autre façon encore que les résolutions de Tolain et de Charles Longuet (que devaient reprendre plus tard les anarchistes, les anarchosyndicalistes et également certains réformistes, dont Jaurès) sont

creuses. Quelques décennies plus tard, l'époque progressive du mode de production capitaliste était passée. Une nouvelle époque de ce mode de production s'ouvrait, celle que Lénine a caractérisée comme l'époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, celle du capitalisme pourrisant, réaction sur toute la ligne. Dès les années 1890-1900, les grandes puissances capitalistes, devenues impérialistes au sens marxiste du terme, se sont partagé le monde.

Les guerres entre les puissances impérialistes commençaient avec les guerres entre les Etats-Unis et l'Espagne, le Japon et la Russie. Ni d'un côté ni de l'autre, ces guerres n'avaient plus rien de progressif. La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Les guerres inter-impérialistes ne sont que la conséquence de la domination des impérialismes, de leur lutte pour se partager l'exploitation du monde entier au profit du capital financier de chaque métropole impérialiste, ou se le repartager. La longue paix armée entre les grandes puissances européennes tendait manifestement à sa conclusion dès la fin du XIX^e siècle. Le militarisme devenait de plus en plus, non seulement une nécessité politique, mais une exigence économique. De nouvelles alliances se constituaient, esquissant les camps impérialistes qui se préparaient à s'affronter en Europe : d'un côté la Triple Entente (France, Russie et Angleterre), de l'autre la Triplice (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie), pour la domination de l'Europe et, au-delà, du monde, tandis que les Etats-Unis et le Japon s'apprétaient à jouer entre les camps impérialistes en lutte pour leur propre compte, et également pour la domination du marché mondial. C'est dans ces conditions que se dressait, dans les années 1890-1900, la menace d'une guerre européenne et mondiale, à laquelle le mouvement ouvrier international organisé devait faire face.

En 1889, le congrès de Paris, qui se tient rue Petrelle, pose la première pierre de la construction de la Deuxième Internationale. Le congrès s'est efforcé d'unir en une même Internationale, comme l'avait fait la Première Internationale (l'Association internationale des travailleurs), le

mouvement politique du prolétariat et le mouvement syndical. Mais la séparation ne va pas tarder à s'établir. En 1896 se tient à Londres le IV^e Congrès de la Deuxième Internationale. Liebknecht y propose une résolution qui impose, pour participer au prochain congrès, qui se tiendra à Paris en 1900, la reconnaissance de l'action politique et parlementaire — résolution adoptée. Du coup, sont écartés de ce congrès les anarchistes, les anarchosyndicalistes et les syndicalistes « purs ». A l'initiative de la CGT se tient à Paris une sorte de pré-conférence qui convoque une conférence syndicale internationale. Elle se tiendra à Copenhague en août 1901. De là date l'Internationale syndicale qui sera connue sous le nom d'Internationale d'Amsterdam. Mais l'Internationale syndicale est rapidement dominée par les syndicats à direction socialiste, et Karl Legien, secrétaire de la centrale syndicale allemande, devient également secrétaire de l'Internationale syndicale. Au congrès de Christiana, en septembre 1907, une résolution définit, en réponse à la CGT, les rapports entre les deux Internationales :

« La conférence considère que les questions du militarisme et de la grève générale appartiennent à celles qui ne sont pas à résoudre par une conférence de fonctionnaires syndicaux, mais exclusivement par la représentation de l'ensemble du prolétariat international, par les congrès socialistes internationaux se tenant régulièrement (...). La conférence adresse au prolétariat français l'invitation pressante de débattre les questions en cause conjointement avec l'organisation politique de la classe ouvrière de son propre pays, de coopérer au règlement de ces questions en participant aux congrès socialistes internationaux (...). »

Dès le congrès de Zurich, en août 1893, la question de la lutte contre la guerre est soulevée. Le Hollandais Demela Nieuwenhuijs soutient la proposition de grève générale et de la grève militaire en cas de guerre. Cependant, c'est au congrès de l'Internationale socialiste de Stuttgart en 1907 et à celui de Dresde que, en raison de la menace de plus en plus pres-

sante d'une guerre européenne, se pose de façon brûlante la question de l'attitude des partis socialistes en cas de guerre. Lors de ces congrès, Jaurès reprend la position opposant à la menace de guerre la « grève générale et simultanée ».

C'est cette même position que défend la CGT en France. Le congrès confédéral de Marseille, qui se tient en 1908, vote la résolution que nous publions ci contre.

Cette position est réaffirmée au congrès de Toulouse en 1910.

La résolution du congrès confédéral de Marseille de la CGT affirme ne reconnaître que « les frontières économiques séparant les deux classes ennemis : la classe ouvrière et la classe capitaliste ».

Si effectivement la division de la société en classes à l'époque du plein développement capitaliste est dominée par l'antagonisme entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, elle ne se réduit pas à cette division. D'autres classes et couches sociales existent qui, à partir de l'antagonisme fondamental entre le prolétariat et la bourgeoisie, ont une importance considérable. Mais surtout sont complètement éliminés de cette résolution la lutte des classes vivante, réelle, mouvante, les rapports politiques entre les classes et à l'intérieur des classes, au profit d'une vision mécanique creuse de la lutte des classes, proclamatoire et déclamatoire.

La guerre a des origines économiques et sociales. A l'époque de l'impérialisme, les guerres inter-impérialistes ont comme cause fondamentale l'impasse du mode de production capitaliste, la lutte pour la domination du marché mondial, l'ouverture de nouveaux débouchés pour les capitaux et les marchandises. Pourtant, le déclenchement de guerres impérialistes dépend des rapports politiques entre les classes et à l'intérieur des classes, aux échelles nationale et internationale. Sans que ce soit un absolu, les exemples des deux guerres mondiales inter-impérialistes démontrent qu'elles ne sont en général possibles qu'autant que la bourgeoisie maîtrise les rapports entre les classes et que le capital financier domine les rapports politi-

1908 : LA CGT, LA GUERRE ET LA GREVE GENERALE

« Le congrès confédéral de Marseille, rappelant et précisant la décision d'Amiens,

— considérant que l'armée tend de plus en plus à remplacer à l'usine, aux champs, à l'atelier, le travailleur en grève quand elle n'a pas pour rôle de le fusiller, comme à Narbonne, Raon-l'Etape et Villeneuve-Saint-Georges ;

— considérant que l'exercice du droit de grève ne sera qu'une duperie tant que les soldats accepteront de se substituer à la main-d'œuvre civile et consentiront à massacrer les travailleurs ;

le Congrès, se tenant sur le terrain purement économique, préconise l'instruction de jeunes pour que, du jour où ils auront revêtu la livrée militaire, ils soient bien convaincus qu'ils n'en restent pas moins membres de la famille ouvrière et que, dans les conflits entre le capital et le travail, ils ont pour devoir de ne pas faire usage de leurs armes contre leurs frères les travailleurs. Considérant que les frontières géographiques sont modifiables au gré des possédants, les travailleurs ne reconnaissent que les frontières économiques séparant les deux classes ennemis : la classe ouvrière et la classe capitaliste. Le congrès rappelle la formule de l'Internationale : les travailleurs n'ont pas de patrie ! Qu'en conséquence, toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, qu'elle est un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications. Le congrès déclare qu'il faut, au point de vue international, faire l'instruction des travailleurs, afin qu'en cas de guerre entre puissances les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire. »

ques au sein de la bourgeoisie. L'éclatement de telles guerres est en soi une défaite de la classe ouvrière et des masses exploitées. En réalité les déclarations les plus radicales appelant à répondre « à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire » n'ont fait que préparer la capitulation devant la guerre impérialiste. Même lorsqu'elles émanent de militants syndicalistes, elles ne font qu'exprimer l'idéalisme petit-bourgeois, ignorant du cours réel de la lutte des classes et se changeant rapidement en son contraire au feu des événements. En posant ainsi le problème, la plupart des partisans de répondre à l'éclatement de la guerre par une déclaration de « grève générale révolutionnaire » conditionnaient, explicitement ou implicitement, consciemment ou inconsciemment, la « grève générale » dans leur pays à la « grève générale » dans le pays ennemi. Ce qui est une façon comme une autre de se préparer à la « défense de la patrie ».

Le 16 juillet 1914 se réunissait à Paris un congrès du Parti socialiste. Jaurès faisait un rapport et le congrès adoptait une résolution qui estime particulièrement efficace « la grève ouvrière simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés ». Dans son « Histoire du mouvement ouvrier », Dolléans rapporte :

« Le 23 juillet au soir, l'ultimatum du gouvernement austro-hongrois est remis à Belgrade et publié le 24. Le 26 juillet, *La Bataille syndicaliste* déclare : "Nous ne voulons pas de guerre." Elle rappelle la résolution votée par la conférence extraordinaire du 1^{er} octobre 1911 : "Le cas échéant, la déclaration de guerre doit être pour chaque travailleur le mot d'ordre pour la cessation immédiate du travail... A toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent sans délai répondre par la grève générale révolutionnaire." »

Au jour de la déclaration de guerre, aucune des directions des partis socialistes et des syndicats n'a appelé à la « grève simultanément et internationalement ». Puisque les autres n'appelaient pas à la « grève générale », il ne restait plus qu'à participer à l'« union sacrée » au nom de la « défense de la patrie ».

LA GREVE GENERALE, « ARME ABSOLUE » POUR RESOUDRE LA QUESTION SOCIALE

Arme absolue contre la guerre, la « grève générale » devait également être l'« arme absolue » de l'émancipation sociale. Rosa Luxemburg cite Engels qui, en 1873, critique Bakounine et sa fabrique de révoltes en Espagne :

« La grève générale est, dans le programme de Bakounine, le levier employé à inaugurer la révolution sociale. Un beau matin, tous les ouvriers de tous les ateliers d'un pays ou même du monde entier abandonnent leur travail et par là forcent en quatre semaines au plus les classes possédantes ou à capituler ou à se déchaîner contre les ouvriers, en sorte que ceux-ci ont alors le droit de se défendre et par là même l'occasion d'en finir avec la vieille société tout entière. »

Au congrès des « alliancistes », qui venaient de rompre avec l'Association internationale des travailleurs à Genève en septembre 1873, la même idée était reprise, « sauf qu'on reconnaît de tous les côtés qu'il fallait, pour la faire, une organisation complète de la classe ouvrière et une caisse pleine ». Par la suite, anarchistes et anarcho-syndicalistes devaient s'en faire les propagateurs. Briand, avant que de devenir député, ministre et président du conseil, et de réprimer les grèves, se fera le porte-parole de la « grève générale » pour résoudre la « question sociale ». Au congrès de Marseille, le V^e Congrès de la Fédération des syndicats, qui se tient du 19 au 23 octobre 1892, il présente un rapport sur la grève générale. Mais, tant aux congrès de la Fédération des Bourses du travail, fondée le 7 février 1892, qu'à ceux de la Confédération générale du travail, fondée au congrès de Limoges de la Fédération des syndicats et groupes corporatifs, qui se tient en septembre 1895, qu'à ceux qui se tiendront à la suite de l'intégration de la Fédération des Bourses du travail dans la CGT au congrès de Montpellier du 22 au 26 septembre 1902, il sera réaffirmé que la grève générale est l'arme absolue pour résoudre la « question sociale ».

Après Marx, Engels combat avec acharnement cette conception. Il est indispensable de préciser pourquoi et comment. D'abord et avant tout parce que cette conception de la grève générale se situe hors du temps et de l'espace. Après la défaite de la Commune, la dissolution de la Première Internationale, Marx et Engels estimaient que suivrait une période de construction du mouvement, de ses organisations politiques et syndicales. Le moment n'était pas venu pour le prolétariat de s'engager dans la lutte finale pour renverser la bourgeoisie comme classe et détruire son Etat.

Il n'est que de considérer le programme que Marx rédigea en commun avec Guesde, et sur lequel se constitua en 1880 le Parti ouvrier français. Une première partie peut être considérée comme fixant l'objectif final :

« Considérant,

que l'émancipation de la classe productrice est celle de tous les êtres humains — sans distinction de sexe, ni de race,

que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terre, usines, navires, banques, crédit, etc.),

qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir :

1) la forme *individuelle*, qui n'a jamais existé à l'état de fait général et qui est éliminée, de plus en plus, par le progrès industriel ;

2) la forme *collective*, dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le développement même de la classe capitaliste ;

Considérant,

que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive (ou prolétariat) organisée en parti politique distinct,

qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel (transformé ainsi d'instrument de duperie, qu'il a été jusqu'ici, en instrument d'émancipation),

les travailleurs socialistes français, en donnant pour but à leurs efforts l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et le retour à la collectivité de tous les moyens de production, ont décidé comme moyen d'organisation et de lutte d'entrer dans les élections avec les revendications immédiates suivantes. »

Ensuite vient un programme de revendications immédiates :

« A — Partie politique

1) Abolition de toutes les lois sur la presse, les réunions et les associations et surtout de la loi contre l'Association internationale des travailleurs. Suppression du livret, cette mise en carte de la classe ouvrière, et de tous les articles du Code établissant l'infériorité de l'ouvrier vis-à-vis du patron et de l'infériorité de la femme vis-à-vis de l'homme.

2) Suppression du budget des cultes et retour à la nation "des biens dits de mainmorté, meubles et immeubles appartenant aux corporations religieuses" (décret de la Commune du 2 avril 1871), y compris toutes les annexes industrielles et commerciales de ces corporations.

3) Suppression de la dette publique.

4) Abolition des armées permanentes et armement général du peuple.

5) La Commune maîtresse de son administration et de sa police.

B — Partie économique

1) Repos d'un jour par semaine ou interdiction légale pour les employeurs de faire travailler plus de 6 jours sur 7. Réduction légale de la journée de travail à 8 heures pour les adultes. Interdiction du travail des enfants dans les ateliers privés au-dessous de 14 ans et, de 14 à 18 ans, réduction de la journée de travail à 6 heures.

2) Surveillance protectrice des apprentis par les corporations ouvrières.

3) Minimum légal des salaires déterminé chaque année d'après le

prix local des denrées par une commission de statistique ouvrière.

4) Interdiction légale aux patrons d'employer des ouvriers étrangers à un salaire inférieur à celui des ouvriers français.

5) Egalité de salaire à travail égal pour les travailleurs des deux sexes.

6) Instruction scientifique et professionnelle de tous les enfants mis pour leur entretien à la charge de la société représentée par l'Etat et par la Commune.

7) Mise à charge de la société des veillards et des invalides du travail.

8) Suppression de toute immixtion des employeurs dans l'administration des caisses ouvrières de secours mutuels, de prévoyance, etc., restituée à la gestion exclusive des ouvriers.

9) Responsabilité des patrons en matière d'accidents, garantie par un cautionnement versé par l'employeur dans les caisses ouvrières et proportionné au nombre des ouvriers employés et aux dangers que présente l'industrie.

10) Intervention des ouvriers dans les règlements spéciaux des divers ateliers : suppression du droit usurpé par les patrons de frapper d'une pénalité quelconque leurs ouvriers, sous forme d'amendes ou de retenues sur les salaires (décret de la Commune du 17 avril 1871).

11) Annulation de tous les contrats ayant aliéné la propriété publique (banques, chemins de fer, mines, etc.) et exploitation de tous les ateliers de l'Etat confiée aux ouvriers qui y travaillent.

12) Abolition de tous les impôts indirects et transformation de tous les impôts directs en un impôt progressif sur les revenus dépassant 3 000 F. Suppression de l'héritage en ligne collatérale et de tout héritage en ligne directe dépassant 20 000 francs. »

Ainsi donc, dans ce programme qui sera adopté par le Parti ouvrier français en son congrès du Havre de 1880, deux parties sont à distinguer : l'une fixe les objectifs généraux du parti ; l'autre est une charte des revendica-

tions politiques et économiques immédiates. C'est en affirmant ses objectifs fondamentaux — l'expropriation du capital — et en combattant immédiatement pour ce programme minimum que le parti ouvrier peut se construire et se préparer à prendre le pouvoir à une autre étape.

Anarchistes et anarcho-syndicalistes qui voient dans la grève générale le moyen suprême pour résoudre la « question sociale » rejettent l'action politique et notamment la participation aux élections et l'agitation parlementaire. Ils bornent l'action du prolétariat aux moyens purement « économiques », dont la « grève générale ». Ce faisant, ils se dressent ainsi qu'un obstacle sur la voie de la construction d'un mouvement ouvrier se développant sur tous les terrains de la vie sociale et politique. Ils nient que le prolétariat ait à s'emparer du pouvoir politique. S'ils sont pour la destruction en principe de l'Etat bourgeois, ils refusent néanmoins que le prolétariat s'en donne les moyens, et surtout que sur les décombres de l'Etat bourgeois il constitue son propre pouvoir, il construise son propre Etat. S'ils commémorent la Commune de Paris, ils rejettent son enseignement, à savoir la nécessité de la réalisation de la dictature du prolétariat. Leur apologie de la grève générale n'est au fond qu'un moyen de couvrir leur carence politique, de masquer leurs limites en utilisant une phraséologie « gauchiste ». Dans ces conditions, la « grève générale » n'est qu'un rideau de fumée qui masque l'abandon du terrain décisif de la lutte des classes à la bourgeoisie : le terrain politique. La phrase gauche couvre cette capitulation et en prépare d'autres.

L'EPOQUE DE L'ORGANISATION DU PROLETARIAT COMME CLASSE

La fureur d'Engels et des marxistes, qui estiment que l'époque est à « l'organisation du prolétariat en parti » pour se préparer à la lutte pour le pouvoir, qui estiment que le combat pour les libertés démocratiques est

indispensable à « l'organisation du prolétariat en parti », qui estiment que toutes les possibilités que la société bourgeoise offre au prolétariat pour ce faire doivent être utilisées, est parfaitement justifiée. C'est l'époque où Engels écrit sa fameuse préface à la réédition de 1895 de la brochure de Karl Marx : « Les luttes de classe en France ».

« La guerre de 1871 et la défaite de la Commune avaient, comme Marx l'avait prévu, transféré pour un temps le centre de gravité du mouvement ouvrier européen de France en Allemagne. En France, il va de soi qu'il avait besoin d'années pour se remettre de la saignée de mai 1871. En Allemagne, par contre, où l'industrie, favorisée en outre par la manne des milliards français, se développait vraiment comme dans une serre chaude de plus en plus vite, la social-démocratie grandissait avec une rapidité et un succès plus grands encore. Grâce à l'intelligence avec laquelle les ouvriers allemands utilisaient le suffrage universel, institué en 1866, l'accroissement étonnant du parti apparaît exactement aux yeux du monde entier dans des chiffres indiscutables. En 1871, 100 000, en 1874, 352 000, en 1877, 492 000 voix social-démocrates. Ensuite, survint la reconnaissance des ces progrès par les autorités supérieures sous la forme de la loi contre les socialistes. Le parti fut momentanément dispersé. Le nombre des voix tomba à 312 000 en 1881. Mais ce coup fut rapidement surmonté, et dès lors c'est seulement sous la pression de la loi d'exception, sans presse, sans organisation extérieure, sans droit d'association et de réunion, que l'extension rapide va vraiment commencer. 1884 : 550 000 voix, 1887 : 763 000, 1890 : 1 427 000 voix. Alors, la main de l'Etat fut paralysée. La loi contre les socialistes disparut. Le nombre de voix socialistes monta à 1 787 000, plus du quart de la totalité des voix exprimées. »

(Il faut se rendre compte que le suffrage universel n'était que relativement universel. Toutes les femmes en étaient exclues. Les nombreuses conditions pour être électeur réduisaient considérablement la portée de ce suffrage universel. S. J.)

« Le gouvernement et les classes dominantes avaient épousé tous leurs moyens, sans utilité, sans but, sans succès. Les preuves tangibles de leur impuissance — devant lesquelles les autorités, depuis le veilleur de nuit jusqu'au chancelier, avaient dû s'incliner — et cela de la part d'ouvriers méprisés, ces preuves se comptaient par millions. L'Etat était au bout de son latin. Les ouvriers étaient au commencement de leur.

(...) Mais les ouvriers allemands avaient, après le premier service que constituait leur simple existence en tant que Parti socialiste, parti le plus fort, le plus discipliné et qui grandissait le plus rapidement, rendu à leur cause un autre grand service. En montrant à leurs camarades de tous les pays comment on se sert du suffrage universel, ils leur ont fourni une nouvelle arme, une arme des plus acérées.

Depuis longtemps déjà, le suffrage universel avait existé en France, mais les urnes étaient tombées en désuétude par suite du mauvais usage que le gouvernement bonapartiste en avait fait. Après la Commune, il n'y avait pas de parti ouvrier pour l'utiliser. En Espagne aussi, le suffrage universel existait depuis la République. Mais, en Espagne, l'abstention aux élections fut de tout temps la règle chez tous les partis d'opposition sérieux. Les expériences faites ensuite avec le suffrage universel étaient tout, excepté un encouragement pour un parti ouvrier. Les ouvriers révolutionnaires des pays romains s'étaient habitués à regarder le droit de suffrage comme un piège, comme un instrument d'escroquerie gouvernementale. En Allemagne, il en fut autrement. Déjà, le *Manifeste communiste* avait proclamé la conquête du suffrage universel, de la démocratie, comme une des premières et des plus importantes tâches du prolétariat militant, et Lassalle avait repris ce point. Lorsque Bismarck se vit contraint d'instituer ce droit de vote comme le seul moyen d'intéresser les masses populaires à ses projets, nos ouvriers prirent aussitôt cela au sérieux et envoyèrent Auguste Bebel au premier Reichstag constituant. Et, à partir de ce jour-là, ils ont utilisé le droit de vote de façon à être récom-

pensés de mille manières, de servir d'exemple aux ouvriers de tous les pays. Ils ont transformé le droit de vote, selon les paroles du programme du parti marxiste français, de moyen de duperie qu'il avait été jusqu'ici en instrument d'émancipation. »

(Ici, Engels cite le programme du Parti ouvrier français élaboré par Marx et cité plus haut - S.J.)

« Et, si le suffrage universel ne nous avait pas donné d'autres bénéfices que de nous permettre de nous compter tous les trois ans, que d'accroître, par la montée régulière constatée, la rapidité inattendue du nombre de voix, la certitude chez les ouvriers, dans la même mesure que l'effroi chez les adversaires, de devenir ainsi notre meilleur moyen de propagande, de nous renseigner exactement sur notre propre force ainsi que sur celle de tous les partis adverses, de nous fournir ainsi pour proportionner notre action un critère supérieur à tout autre, nous préservant ainsi d'une pusillanimité inopportun aussi bien que d'une hardiesse folle, tout aussi inopportune, si c'était cela le seul bénéfice que nous ayons tiré du droit de suffrage, ce serait déjà bien et plus que suffisant. Mais il a encore fait bien davantage : dans l'agitation électorale, il nous a fourni un moyen qui n'a pas son égal pour entrer en contact avec les masses populaires. Par cette utilisation efficace du suffrage universel, un tout nouveau mode de lutte du prolétariat a été mis en œuvre, et il se développa rapidement.

On trouva que les institutions d'Etat, où s'organise la domination de la bourgeoisie, fournissent encore de nouveaux tours de main au moyen desquels la classe ouvrière peut combattre ces mêmes institutions. On participa aux élections aux différentes Diètes, aux conseils municipaux, aux conseils des prud'hommes, on disputa à la bourgeoisie chaque poste à l'occupation duquel une partie suffisante du prolétariat avait son mot à dire. Et c'est ainsi que la bourgeoisie et le gouvernement en arrivèrent à avoir plus peur de l'action légale que de l'action illégale du parti ouvrier, des succès des élections que de ceux de la rébellion. »

LES MARXISTES ET LA GREVE GENERALE

Les marxistes n'ont cependant jamais condamné le recours à la grève générale. Le Premier congrès de la Deuxième Internationale décidait de réaliser le 1^{er} mai une manifestation internationale pour les revendications ouvrières. L'American federation of labor avait déjà décidé de faire du 1^{er} mai 1890 une manifestation internationale pour les revendications ouvrières, pour la journée de 8 heures, en commémoration du 1^{er} mai 1886 où la police avait tiré sur les ouvriers de Chicago en grève pour la journée de 8 heures. Le guesdiste Raymond Lavigne avait proposé la résolution suivante :

« Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et toutes les villes à la fois, les travailleurs mettent le même jour les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement la journée de travail à huit heures et d'appliquer les autres résolutions du congrès international de Paris. »

Bebel et Liebknecht faisaient ajouter l'amendement suivant :

« Les travailleurs des diverses nations auront à accomplir cette manifestation dans les conditions qui leur sont imposées par la situation spéciale de leur pays. »

Là est l'origine du 1^{er} mai, journée internationale de lutte de la classe ouvrière pour ses revendications. En de nombreux pays, en particulier en France, les centrales et les partis ouvriers appelaient à une journée de grève générale le 1^{er} mai. Souvent, le 1^{er} mai a été une journée de durs affrontements entre la classe ouvrière, la bourgeoisie et son Etat. Les grévistes risquaient d'être renvoyés de leur travail. Les manifestations étaient violemment réprimées et parfois de façon sanglante. Ainsi, le 1^{er} mai 1891, le gouvernement faisait tirer la troupe à Fourmies.

Cependant, ce type de grève générale est particulier : limitée dans le temps, elle exprime les aspirations de

la classe ouvrière et sa combativité ; elle affirme le prolétariat comme classe, son unité et sa solidarité nationale et internationale. De ce point de vue, le 1^{er} mai a eu une grande importance politique. La bourgeoisie et ses gouvernements l'ont bien compris, qui ont durement réprimé les grèves et les manifestations du 1^{er} mai, avant que de désamorcer cette journée de lutte internationale, exprimant les rapports entre le prolétariat et la bourgeoisie, en la transformant avec la complicité des dirigeants des organisations ouvrières en « fête du travail ».

Dans les premières années de la Deuxième Internationale, les partis membres de l'Internationale ouvrière ont impulsé de véritables grèves générales, notamment en Belgique, et aussi en Autriche, pour arracher le suffrage universel. Rosa Luxemburg écrit dans un article daté du 23 avril 1902, dans « Neue Zeit » :

« Dans la lutte menée de 1886 à l'heure actuelle pour le suffrage universel, la classe ouvrière belge fit usage de la grève de masse comme du moyen politique le plus efficace. C'est à la grève de masse qu'elle doit, en 1891, la première capitulation du gouvernement et du Parlement : les premiers débuts de la révision de la Constitution ; c'est à elle qu'elle doit, en 1893, la seconde capitulation du parti dirigeant : le suffrage universel au vote plural. »

Ensuite Rosa Luxemburg explique le mécanisme des grèves générales belges de 1891 et 1893 :

« Dans la situation politique particulière, l'application de la grève générale en Belgique est un problème nettement déterminé. Par sa répercussion économique directe, la grève agit avant tout au désavantage de la bourgeoisie industrielle et commerciale, et dans une mesure bien réduite seulement au détriment de son ennemi véritable, le parti clérical. Dans la lutte actuelle, la répercussion politique de la grève de masse sur les cléricaux au pouvoir ne peut donc être qu'un effet indirect exercé par la pression que la bourgeoisie libérale, gênée par la grève générale, transmet au gouvernement clérical et à la majorité parlementaire. En outre, la grève générale exerce aussi une pres-

sion politique *directe* sur les clercs, en leur apparaissant comme l'avant-coureur, comme la première étape d'une véritable révolution de rue en gestation. Pour la Belgique, l'importance politique des masses ouvrières en grève réside toujours, et aujourd'hui encore, dans le fait qu'en cas de refus obstiné de la majorité parlementaire elles sont éventuellement prêtes et capables de dompter le parti au pouvoir par des troubles, par des révoltes de rue. »

Ainsi la lutte pour le suffrage universel, objectif politique, amène à la mobilisation et à l'action révolutionnaire des masses, ouvre la voie au travers de la grève générale à la révolution : « La grève générale est l'avant-coureur comme première étape d'une véritable révolution de rue en gestation. »

Non seulement son objectif et son contenu sont politiques, mais en outre elle ne se déclenche pas de façon arbitraire, elle correspond aux aspirations et à la maturation politique des masses. Dans un autre article, Rosa Luxemburg donne les indications suivantes :

« En 1891, la première courte grève de masse avec ses 125 000 ouvriers a suffi pour imposer l'institution de la commission pour la réforme du droit de vote. En avril 1893, il a suffi d'une grève spontanée de 250 000 ouvriers pour que la Chambre de prononce, en une seule longue séance, sur la réforme du droit de vote qui croupissait depuis deux ans dans la commission. »

Les marxistes, et en premier lieu Engels, considèrent que l'heure de la révolution prolétarienne n'a pas encore alors sonné. Ils estiment que le capitalisme est encore en mesure de développer à l'échelle mondiale les forces productives. Mais la lutte pour les réformes, l'utilisation des campagnes électorales, des élections, de la tribune parlementaire, et la lutte sur le terrain et selon les méthodes propres au prolétariat, qui sont par nature révolutionnaires, ne s'opposent pas, elles font partie d'une même action politique : l'organisation du prolétariat comme classe, la préparation de la révolution prolétarienne et de la prise

du pouvoir. La grève générale doit être considérée en rapport à cette action politique et comme un de ses moyens. Dans sa brochure « Le Chemin du pouvoir », qui date de 1909, Kautsky rappelle que, dans la lutte pour la démocratie, aux moyens employés précédemment,

« il faut ajouter la grève générale que nous avons adoptée en principe vers 1893 (Engels vivait encore) et dont l'efficacité dans certaines circonstances a été éprouvée depuis à plusieurs reprises. »

DEJA L'OPPORTUNISME A L'OEUVRE

Mais il est vrai que, se couvrant derrière l'utilisation des élections et du Parlement, derrière la lutte pour les réformes sociales et politiques, le révisionnisme allait pénétrer et s'emparer de la Deuxième Internationale et de ses partis réputés les plus « marxistes ». Dès les années 1897-1900, le révisionnisme avait son théoricien dans la social-démocratie allemande : Bernstein. Dans une série d'articles parus dans le « Neue Zeit » et dans un livre publié en français sous le titre « Socialisme théorique et socialisme pratique », il expliquait :

— le capitalisme fait preuve d'une capacité d'adaptation de plus en plus grande, ce qui se manifeste par le fait qu'il n'y a plus de crise générale grâce au développement des communications et de l'information ; la survie des classes moyennes, la différenciation des différentes branches de la production, et l'accès de larges couches du prolétariat au niveau des couches sociales ; l'amélioration de la situation économique du prolétariat ;

— la multiplication des sociétés par actions signifie que le capitalisme devient économiquement démocratique, résolvant progressivement d'une certaine façon la question de la propriété collective des moyens de production ;

— les syndicats et les coopératives ouvrières doivent, de réforme en réforme, permettre de supprimer le profit capitaliste comme moteur de la production ;

— la tâche de la social-démocratie consiste à faire progresser sans cesse la démocratie au moyen de l'action électorale et parlementaire, l'insertion dans le pouvoir d'Etat, dans l'Etat, pour le transformer.

L'aboutissant du révisionnisme se concrétise le plus clairement d'abord en France. En 1899, le « socialiste » Millerand entrait au gouvernement Waldeck-Rousseau. Pour la première fois depuis 1848, un « socialiste » participe à un gouvernement bourgeois. Jaurès, Briand, Viviani se prononcent pour. La question est posée : un socialiste peut-il participer à un gouvernement bourgeois ? Jaurès justifie cette participation en prétendant que

« tout en se dressant en révolutionnaires contre l'Etat bourgeois, ce n'est pas de loin qu'on combattra, c'est en s'installant au cœur même de la citadelle ».

Pour lui la participation à un gouvernement bourgeois, comme le vote du budget, est une question de circonstance, la participation ministérielle est complémentaire et de même nature que l'utilisation du Parlement.

En principe, le révisionnisme et le « ministérialisme » sont condamnés, d'abord par la social-démocratie allemande, ensuite par la Deuxième Internationale. Mais si la social-démocratie allemande maintient la nécessité de combattre pour la prise du pouvoir politique, elle se situe en réalité entièrement sur le terrain parlementaire. La résolution adoptée au congrès de la Deuxième Internationale qui se tient à Paris en 1900 condamne le « ministérialisme » tout en lui ouvrant la porte :

« L'entrée d'un socialiste isolé dans un gouvernement bourgeois ne peut être considérée comme le commencement normal de la conquête du pouvoir politique, mais seulement comme un expédient forcé, transitoire, exceptionnel. »

Toute la pratique de la Deuxième Internationale et de ses partis devient réformiste et révisionniste. Elle mènera à la capitulation, en août 1914, de chaque parti de la Deuxième

Internationale devant sa propre bourgeoisie (sauf le Parti bolchevique). La pratique opportuniste et révisionniste des partis de la Deuxième Internationale nourrit évidemment l'anarchisme, l'anarcho-syndicalisme, le rejet de la lutte politique, le recours à la phrase « révolutionnaire » et à l'invocation de la « grève générale » ainsi qu'une panacée. Cependant, en France par exemple, les anarchosyndicalistes se ralieront en même temps que les socialistes de toutes nuances à l'*« Union sacrée »*, au moment où la Deuxième Guerre mondiale se déchaînera. Ce qui prouve que ce n'est pas l'utilisation des élections, du Parlement, l'action politique, qui en est la cause. Elle réside, ainsi que Lénine l'a expliqué, en ce que, à partir de l'existence d'une aristocratie ouvrière, les appareils des partis socialistes et des centrales syndicales se sont adaptés à la société bourgeoise, ils sont devenus des appareils bourgeois à l'intérieur du mouvement ouvrier, « les lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise ».

L'adaptation de ces appareils à la société bourgeoise commence à se dessiner justement, alors que se noue la crise du système impérialiste qui va exploser dans la Première Guerre mondiale : au début du XX^e siècle. Rosa Luxemburg le remarque au moment de la grève générale belge de 1902, dont l'objectif est toujours d'arracher le suffrage universel plein et entier. Dans l'article cité plus haut, elle écrit :

« Si la défense des cléricaux fut désespérée déjà dans la dernière décennie du siècle passé, lorsqu'il ne s'agissait que du commencement des concessions, elle devait, selon toute apparence, devenir une lutte à mort maintenant qu'il est question de livrer le reste, la domination parlementaire elle-même. Il était évident que les discours bruyants à la Chambre ne pouvaient rien obtenir. Il fallait la pression maximum des masses pour vaincre la résistance maximum du gouvernement.

En face de cela, les hésitations des socialistes à proclamer la grève générale, l'espoir secret mais évident, ou tout au moins le désir de l'emporter, si possible, sans avoir recours à la grève générale, apparaissent dès

l'abord comme le premier symptôme affligeant du reflet de la politique libérale sur nos camarades, de cette politique qui, de tout temps, on le sait, a cru pouvoir ébranler les remparts de la réaction au son des trompettes de la grandiloquence parlementaire.

(...) En imposant *d'avance*, sous la pression des libéraux, des limites et des formes légales à sa lutte, en interdisant toute manifestation, tout élan de la masse, ils dissipaien la force politique latente de la grève générale, qui ne voulait de *toutes manières* être autre chose qu'une grève pacifique. Une grève générale enchaînée *d'avance* dans les fers de la légalité ressemble à une démonstration de guerre avec des canons dont la charge aurait été auparavant jetée à l'eau, sous les yeux des ennemis. Même un enfant ne s'affraie pas d'une menace « les poings dans les poches », ainsi que *Le Peuple* le conseillait sérieusement aux grévistes, et une classe au pouvoir luttant à la vie et à la mort pour le reste de sa domination politique s'en effraie moins encore. C'est précisément pour cela qu'en 1891 et 1893 il a suffi au prolétariat belge d'abandonner paisiblement le travail pour briser la résistance des cléricaux, qui pouvaient craindre que la paix ne se changeât en trouble et la grève en révolution. Voilà pourquoi, cette fois encore, la classe ouvrière n'aurait peut-être pas eu besoin de recourir à la violence, si les dirigeants n'avaient pas déchargé leur arme *d'avance*, s'ils n'avaient pas fait de l'expédition de guerre une parade dominicale et du tumulte de la grève générale une simple fausse alerte.

Mais, en second lieu, l'alliance avec les libéraux a anéanti l'autre effet, l'effet direct de la grève générale. La pression de la grève sur la bourgeoisie n'a d'importance politique que si la bourgeoisie est obligée de transmettre cette pression à ses supérieurs politiques, aux cléricaux qui gouvernent. Mais cela ne se produit que si la bourgeoisie se sent subitement assaillie par le prolétariat et se voit incapable d'échapper à cette poussée.

Cet effet se perd dès que la bourgeoisie se trouve dans une situation commode qui lui permet de reporter

sur les masses prolétariennes à sa remorque la pression qu'elle subit, plutôt que de la transmettre aux gouvernements cléricaux, et de se débarrasser ainsi d'un poids embarrassant par un simple mouvement d'épaule. La bourgeoisie belge se trouvait précisément dans cette situation au cours de la dernière campagne : grâce à l'alliance, elle pouvait déterminer les mouvements des colonies ouvrières et faire cesser la grève générale en cas de besoin. C'est ce qui arriva, et, dès que la grève commença à importuner sérieusement la bourgeoisie, celle-ci lança l'ordre de reprendre le travail. Et c'en fut fait de la « pression » de la grève générale.

Ainsi la défaite finale apparaît comme la conséquence inévitable de la tactique de nos camarades belges. Leur action parlementaire est restée sans effet parce que la pression de la grève générale à l'appui de cette action fit défaut. Et la grève générale resta sans effet parce que, derrière elle, il n'y avait pas le spectre menaçant du libre essor du mouvement populaire, le spectre de la révolution.

En un mot, l'action extra-parlementaire fut sacrifiée à l'action parlementaire, mais précisément à cause de cela toutes les deux furent condamnées à la stérilité et toute la lutte à l'échec. » (*Sur la grève générale.*)

LA GREVE GENERALE ET LA REVOLUTION DE 1905

Mais la grève générale conquiert des lettres de noblesse comme arme de combat du prolétariat au cours de la première révolution russe en 1905. Les lecteurs doivent se reporter à la brochure de Rosa Luxemburg « Grève générale (ou grève de masse), parti et syndicats », ainsi qu'au livre de Trotsky « 1905 ». Cet article ne peut que se borner à souligner l'essentiel. La grève générale du début de l'année 1905 ouvre la première révolution russe. Mais la grève générale de janvier-février 1905 vient de loin. Rosa Luxemburg écrit :

« La période actuelle, pour ainsi dire officielle, de la révolution russe, est avec raison datée du soulèvement

du prolétariat de Saint-Pétersbourg, le 22 janvier 1905, de ce défilé de 200 000 ouvriers devant le palais du tsar, qui se termina par un terrible massacre. La sanglante fusillade de Saint-Pétersbourg fut, comme on sait, le signal de l'explosion de la première série gigantesque de grèves en masse s'étendant en peu de jours sur toute la Russie et, de Saint-Pétersbourg, portant dans tous les coins de l'empire et les couches les plus étendues du prolétariat le rappel de la révolution. Mais ce soulèvement de Saint-Pétersbourg au 22 janvier n'était que le point culminant d'une grève en masse qui avait embrassé tout le prolétariat de la capitale des tsars en janvier 1905. Or, cette grève de janvier à Saint-Pétersbourg eut lieu incontestablement sous l'influence immédiate de la gigantesque grève générale qui avait éclaté peu auparavant, en décembre 1904, dans le Caucase, à Bakou, et tint longtemps toute la Russie haletante. Mais, à leur tour, les événements de décembre à Bakou n'étaient qu'un dernier et vigoureux rejeton des grandes grèves qui, en 1903 et 1904, avaient, comme un tremblement de terre périodique, ébranlé tout le midi de la Russie, et dont le prologue fut la grève de Batoum, dans le Caucase, en mars 1902. Enfin, ce premier mouvement de grève en masse dans la chaîne continue des éruptions révolutionnaires actuelles n'est lui-même séparé que par cinq ou six années de la grève générale des ouvriers textiles de Saint-Pétersbourg, en 1896 et 1897. Et si le mouvement d'alors semble séparé de la révolution d'aujourd'hui par quelques années de calme apparent et de réaction énergique, tout homme qui connaît l'évolution politique intérieure du prolétariat russe jusqu'au degré actuel de conscience de classe et d'énergie révolutionnaire fera commencer l'histoire de la période présente de luttes en masse avec ces grèves générales de Saint-Pétersbourg. Elles ont, entre autres, pour le problème de la grève en masse, cette importance qu'elles contiennent déjà en germe tous les éléments principaux des grèves en masse qui suivirent. »

Tout ce processus est évidemment inséparable du développement de tous les rapports économiques, sociaux et

politiques qui ont lieu en Russie au cours de cette période. Le vieil empire des tsars est déjà profondément miné, brutalement intégré au capitalisme mondial au moment où celui-ci parvient à son stade impérialiste. Les contradictions explosives de l'époque de l'impérialisme se nouent à celles du vieil empire, le déstabilisent complètement. La guerre contre le Japon et la défaite démontrent l'extrême faiblesse de la Russie des tsars et précipitent la révolution. Quant à la grève générale de janvier 1905,

« là encore, l'occasion fut, comme on sait, minime. Deux ouvriers des chantiers Poutilov avaient été renvoyés parce qu'ils appartenaient à l'association « légale » de Zoubatov. Cette mesure de rigueur provoqua, le 16 janvier, une grève de solidarité de tous les ouvriers de ces chantiers, au nombre de 12 000. Les social-démocrates commencèrent, à l'occasion de la grève, une vive agitation pour l'extension des revendications, et posèrent celles de la journée de huit heures, du droit de coalition, de la liberté de parole et de la presse, etc. La fermentation des ateliers Poutilov gagna rapidement les autres prolétaires et, en peu de jours, 140 000 ouvriers étaient en grève. Des délibérations en commun et des discussions orageuses conduisirent à l'élaboration de cette charte prolétarienne des libertés civiques, portant en tête la journée de huit heures, et avec laquelle, le 22 janvier, 200 000 ouvriers, conduits par le prêtre Gapone, défilèrent devant le palais du tsar. En une semaine, le conflit des deux ouvriers renvoyés des chantiers de Poutilov s'est transformé en prologue de la plus grosse révolution des temps modernes.

Les événements qui suivirent sont connus : le massacre de Saint-Pétersbourg provoquait en janvier et février, dans tous les centres industriels et les villes de Russie, de Pologne, de Lituanie, des provinces baltiques, du Caucase, de la Sibérie, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, de gigantesques grèves en masse et grèves générales. Mais, si l'on y regarde de plus près, les grèves en masse se produisent dès lors sous d'autres formes que dans la période précédente. Cette fois, les organisations social-

démocrates prirent partout les devants par des appels, partout c'est la solidarité révolutionnaire avec le prolétariat de Saint-Pétersbourg qui fut expressément marquée comme le motif et le but de la grève générale, partout il y eut aussitôt des manifestations, des discours, des combats avec la troupe. Pourtant, là non plus, il ne fut question ni de plan préalable, ni d'action organisée, car les appels des partis pouvaient à peine aller du même pas que les soulèvements spontanés de la masse ; à peine les dirigeants avaient-ils le temps de formuler les mots d'ordre de la foule des prolétaires se ruant en avant.

Autre différence : les grèves en masse et générales antérieures avaient leur origine dans le concours de diverses luttes pour les salaires, lesquelles, dans la tendance générale de la situation révolutionnaire et sous l'impulsion de l'agitation des social-démocrates, devenaient vite des manifestations politiques ; l'élément économique et la dispersion syndicale étaient le point de départ, l'action de classe combinée et la direction politique étaient le résultat final. Ici, le mouvement se fait à rebours. Les grèves générales de janvier-février éclatèrent tout d'abord comme action révolutionnaire unie, sous la direction de la social-démocratie ; mais cette action se rompt bientôt en une infinité de grèves locales, parcellaires, économiques, dans diverses régions, villes, professions, usines.

Durant tout le printemps de 1905 jusqu'au plein été, fermenta dans l'empire géant une lutte économique infatigable de tout le prolétariat contre le capital, lutte qui gagna par en haut les professions libérales et petites-bourgeoises, employés de commerce, de banque, ingénieurs, comédiens, artistes, et pénétra par en bas jusque chez les gens de maison, les agents subalternes de la police, jusque même dans les couches du « lumpenprolétariat », débordant en même temps de la ville dans les campagnes et frappant même aux portes des casernes. »

Le massacre du dimanche sanglant (le 9 janvier selon le calendrier russe, le 22 janvier selon notre calendrier) impulsait le développement d'une

grève générale qui s'annonçait. En octobre 1905 une nouvelle grève générale déferlait

« comme réponse au projet de Douma Boulyguine, la seconde grève générale étendue à tout l'empire et dont les travailleurs des chemins de fer donnent le mot d'ordre. Cette seconde grande action révolutionnaire du prolétariat présente déjà un caractère essentiellement différent de la première, celle de janvier. L'élément de conscience politique y joue un bien plus grand rôle. A la vérité, ici encore, la première occasion de grève en masse a été secondaire et en apparence fortuite : c'est le conflit des cheminots avec l'administration à propos de la caisse des retraites. Mais le soulèvement général du prolétariat industriel qui suivit est soutenu par une claire idée politique. Le prologue de la grève de janvier avait été une supplique au tsar pour la liberté politique ; le mot d'ordre de la grève d'octobre était : Finissons-en avec la comédie constitutionnelle du tsarisme ! Et, grâce au résultat immédiat de la grève générale : le manifeste du tsar du 30 octobre, le mouvement ne rentre pas en lui-même, comme en janvier, pour aller retrouver les commencements de la lutte de classe économique ; il déborde au-dehors dans une ardente activité de la liberté politique nouvellement conquise. Manifestations, réunions, une jeune presse, des discussions politiques au grand jour et des massacres sanglants comme fin de chanson, là-dessus nouvelles grèves générales et nouvelles manifestations — tel est l'orageux tableau que présentent les journées de novembre et décembre.

En novembre, à l'appel de la social-démocratie, s'organise à Saint-Pétersbourg la première grève en masse de démonstration, pour protester contre les massacres et l'établissement de l'état de siège en Livonie et en Pologne. La fermentation qui suit le court rêve constitutionnel et le cruel réveil mène finalement, en décembre, à l'explosion de la troisième grève générale en masse dans tout l'empire. Cette fois encore, le cours et l'issue en sont tout autres que dans les deux premiers cas. L'action politique ne se tourne plus en action économique, comme en

janvier, mais elle n'obtient pas non plus une victoire rapide, comme en octobre. La camarilla tsariste ne renouvelle pas les essais tentés avec la véritable liberté politique (...). Par l'évolution logique interne des événements qui se déroulent, la grève en masse se transforme cette fois en révolte ouverte, en lutte armée de rue et de barricades à Moscou. Les journées de décembre à Moscou terminent la première année de la révolution, si laborieuse, comme point culminant de la ligne ascendante de l'action politique et du mouvement de grève en masse. »

Après elles s'amorce le reflux de la révolution.

Rosa Luxemburg définit remarquablement le contenu de la grève générale :

« Grèves politiques et économiques, grèves en masse et partielles, grèves de démonstration et de combat, grèves générales d'une ville, luttes pacifiques pour les salaires et batailles de rue, combats de barricades — tout cela se croise, se côtoie, se traverse, se mêle : mer de phénomènes éternellement mouvante et changeante. Et la loi du mouvement de ces phénomènes devient claire : elle n'est pas dans la grève en masse elle-même, ni dans ses caractères techniques, mais bien dans les rapports politiques et sociaux des forces de la révolution. La grève en masse n'est que la forme revêtue par la lutte révolutionnaire et toute modification dans les rapports des forces aux prises, dans le développement du parti et dans la séparation des classes, dans la position de la contre-révolution, agit immédiatement, par mille voies invisibles et incontrôlables, sur l'action de la grève. Mais avec cela cette action même ne cesse presque pas un instant. Elle est la pulsation vivante de la révolution et en même temps son plus puissant ressort. En un mot, la grève en masse, telle que nous la montre la révolution russe, n'est pas un moyen ingénieux, inventé pour donner plus de force à la lutte prolétarienne ; elle est le mode de mouvement de la masse prolétarienne, la forme de manifestation de la lutte prolétarienne dans la révolution. »

un rôle déterminant dans les processus révolutionnaires à l'époque impérialiste

La révolution russe de 1905 peut être considérée non seulement comme la répétition de la révolution russe de 1917, mais encore comme la préface à l'époque de la révolution prolétarienne mondiale. Dans toutes les révoltes prolétariennes qui ont eu lieu depuis, la « grève de masse », la grève générale, a joué un rôle déterminant dans le processus révolutionnaire. A chaque fois, elle a été l'indispensable « rassemblement des opprimés contre les oppresseurs ».

LA GREVE GENERALE EN FEVRIER 1917 ET NOVEMBRE 1918

A propos de la révolution de février 1917, Trotsky écrit :

« Le 23 février, c'était la "Journée internationale des femmes". On projetait, dans les cercles de la social-démocratie, de donner à ce jour sa signification par les moyens d'usage courant : réunions, discours, tracts. La veille encore, il ne serait venu à la pensée de personne que cette « Journée des femmes » pût inaugurer la révolution. Pas une organisation ne préconisa la grève ce jour-là. Bien plus, une organisation bolcheviste, et des plus combatives, le comité du rayon essentiellement ouvrier de Vyborg, déconseillait toute grève. L'état d'esprit des masses, d'après le témoignage de Kaïourov, un des chefs ouvriers du rayon, était très tendu et chaque grève menaçait de tourner en collision ouverte. Mais comme le comité estimait que le moment d'ouvrir les hostilités n'était pas encore venu — le parti n'étant pas encore assez fort et la liaison entre ouvriers et soldats étant trop insuffisante — il avait donc décidé de ne point faire appel à la grève, mais de se préparer à l'action révolution-

naire pour une date indéterminée. Telle fut la ligne de conduite préconisée par le comité à la veille du 23, et il semblait que tous l'eussent adoptée. Mais le lendemain matin, en dépit de toutes les directives, les ouvrières du textile quittèrent le travail dans plusieurs fabriques et envoyèrent des déléguées aux métallos pour leur demander de soutenir la grève. C'est "à contre-cœur", écrit Kaïourov, que les bolcheviks marchèrent, suivis par les ouvriers mencheviks et socialistes-révolutionnaires. Mais, du moment qu'il s'agissait d'une grève de masse, il fallait engager tout le monde à descendre dans la rue et prendre la tête du mouvement : telle fut la résolution que proposa Kaïourov, et le comité de Vyborg se vit contraint de l'approuver. "L'idée d'une manifestation mûrissait depuis longtemps parmi les ouvriers mais, à ce moment, personne ne se faisait encore une idée de ce qui en sortirait." Prenons bonne note de ce témoignage d'un participant, très important pour la compréhension du mécanisme des événements. »

Le mouvement est lancé. La grève générale alimente les manifestations. Les manifestations étendent la grève générale. Mais ce ne sont là que les moyens de la mobilisation au grand jour des opprimés. Mouvements de masse, combats partiels avec le patron, début d'armement des masses en lutte, contacts avec les soldats, amènent à la victoire de la révolution lorsque les soldats s'insurgent et passent ouvertement du côté de la révolution. Ainsi, en cinq jours, la monarchie est balayée. L'ouvrier a fait sa jonction avec le paysan sous l'uniforme.

Tout au cours de la révolution russe, en avril, en juin, en juillet, grèves générales et manifestations

immenses rassemblent à nouveau les masses à la tête desquelles marche le prolétariat. Ainsi les masses fusionnent, deviennent un corps, le prolétariat se constitue en classe s'exprimant et agissant. En octobre, l'insurrection bolchevique a l'aspect d'une opération militaire, d'un coup d'Etat. Mais elle est la plus haute forme de mobilisation ordonnée du prolétariat comme classe. Elle inclut par conséquent la grève générale bien qu'elle la dépasse de loin.

La révolution allemande de novembre 1918 est également précédée de grèves de masse en 1917. La révolution combine soulèvements de métallos et de soldats, grève générale, manifestations de masse, assauts contre les prisons.

« Dans la soirée, les hommes de confiance du parti social-démocrate dans les entreprises présentent leurs rapports aux responsables : ils sont unanimes à affirmer que, dans toutes les usines, les ouvriers sont prêts à passer à l'action le 9 novembre, et qu'il ne saurait être question de chercher désormais à les retenir. Les appels au combat vont parvenir à des hommes décidés à se battre de toute façon.

La révolution est désormais lancée. Ceux qui la voulaient et cherchaient à la préparer, ceux qui la désiraient mais qui n'y croyaient pas et souhaitaient qu'elle soit provoquée, ceux qui ne la voulaient pas et l'avaient jusqu'au dernier moment combattue, vont, ensemble, prendre le train en marche. Les nouvelles qui parviennent de toutes les régions d'Allemagne dans la nuit du 8 au 9 le confirment : ici les marins, là les soldats, lancent des manifestations, tandis que les ouvriers se mettent en grève. On désigne des conseils d'ouvriers et de soldats. Les prisons sont prises d'assaut. Le drapeau rouge, emblème de la révolution mondiale, flotte sur les édifices publics. » (Pierre Broué - *Révolution en Allemagne*).

Désormais toute véritable crise révolutionnaire verra la combinaison de la grève de masse, de la grève générale, des manifestations, des combats de rue, de l'armement du prolétariat, de la dislocation de l'armée, sinon du

passage des soldats du côté de la révolution, cela à des degrés divers.

Ici, il est utile de remarquer que grève générale et grève de masse ne sont pas nécessairement identiques. Rosa Luxemburg montre que, dans la Russie des années précédant la révolution de 1905 et pendant cette révolution, de nombreuses grèves de masse déferlent, qui ne mettent en mouvement qu'une partie ou un secteur du prolétariat. Par contre, en janvier et en octobre 1905, il s'agit d'authentiques grèves générales. Mais les grèves de masse s'intègrent dans le processus révolutionnaire. Elles préparent la grève générale ou la prolongent. Là où, tel un bouillonnement, les grèves de masse déferlent, la grève générale n'est pas loin, bien qu'il se peut qu'elle ne se produise pas. Inversement, toute grève générale n'est pas obligatoirement précédée de grèves de masse. Il est important de ne pas procéder par schéma. Une chose est certaine : lorsque des centaines de milliers de prolétaires se mettent en mouvement, que déferlent les grèves de masse, c'est que tout le prolétariat bouillonne, c'est qu'il se produit une fermentation générale à l'intérieur de la classe ouvrière : grève générale et révolution sont à l'ordre du jour.

LA GREVE GENERALE CONTRE LE COUP D'ETAT DE KAPP

Dans un pays aussi industrialisé que l'Allemagne, la grève générale montrera sa redoutable puissance en mars 1920. Elle brisera le coup d'Etat militaire que le général von Lüttwitz a organisé avec la participation de l'état-major et du représentant des junkers prussiens et des hauts fonctionnaires impériaux. Pierre Broué rapporte :

« Les insurgés lancent un ultimatum qui exige la démission d'Ebert et l'élection d'un nouveau président, la dissolution du Reichstag et de nouvelles élections, et, en attendant, un cabinet de techniciens avec un général au ministère de la Guerre. Noske, qui convoque les chefs militaires non

liés au complot dans son bureau à 1 h 30, s'entend répondre qu'il n'est pas question de résister les armes à la main. Le conseil des ministres, réuni à 3 h, décide finalement d'évacuer la capitale, n'y laissant que deux de ses membres, dont le vice-chancelier Schiffer : avant l'aube, la quasi-totalité du gouvernement et plus de deux cents députés ont pris la route de Dresde, où ils pensent trouver protection auprès du général Maercker.

Aux premières heures de la matinée, les hommes d'Ehrhardt occupent Berlin, hissant le drapeau impérial sur les édifices publics. Installé à la chancellerie, Kapp promulgue ses premiers décrets, proclame l'état de siège, suspend tous les journaux, nomme commandant en chef le général von Lüttwitz. A midi, il peut considérer que tous les états-majors et toutes les forces de police de la région militaire de Berlin se sont ralliés à son entreprise. Inquiets de l'attitude du général Maercker, les membres du gouvernement ont repris la route, cette fois dans la direction de Stuttgart, où ils pensent pouvoir compter sur le général Bergmann. Au soir du 13 mars, il semble que le putsch l'ait emporté sans effusion de sang puisque, nulle part, ni l'armée ni la police ne font mine de s'y opposer, et les autorités du Nord et de l'Est reconnaissent le nouveau gouvernement.

Pendant que le gouvernement prend la fuite, la résistance s'organise pourtant. Dès le matin, Legien réunit la commission générale des syndicats : à 11 heures, celle-ci lance le mot d'ordre de grève générale. De son côté, Wels, un des rares dirigeants social-démocrates à être resté sur place, fait rédiger et imprimer une affiche, qu'il fait suivre des signatures des ministres social-démocrates — qu'il n'a évidemment pas consultés — et qui appelle à la grève générale sur le thème de l'union contre la contre-révolution et pour la défense de la république. Le parti social-démocrate indépendant appelle aussi les ouvriers à la grève générale "pour la liberté, pour le socialisme révolutionnaire, contre la dictature militaire et le rétablissement de la monarchie".

Dès le 14 mars, qui est pourtant un dimanche, il est possible de mesurer l'emprise et l'ampleur du mouvement. Les trains s'arrêtent les uns après les autres. A Berlin, à 17 heures, il n'y a plus ni trams, ni eau, ni gaz, ni électricité. Un peu partout éclatent des bagarres entre militaires et ouvriers. La veille, il y a déjà eu des réactions : à Chemnitz, à l'initiative des communistes que dirige Bandler, constitution d'un comité d'action comprenant les syndicats et tous les partis ouvriers : il prend les devants, en l'absence de troupes, constitue une milice ouvrière, l'*Arbeiterwehr*, qui occupe la gare, la poste, l'hôtel de ville. A Leipzig, les négociations sont entamées entre partis ouvriers, mais les communistes refusent de signer le texte préparé par les autres organisations pour appeler à la grève générale. Dans la nuit du 13 au 14, les premiers incidents violents se produisent à Dortmund, entre la police et des manifestants ouvriers. Le 14, les premiers combats commencent dans la Ruhr. Le général von Watter donne à ses troupes l'ordre de marcher sur Hagen, où les ouvriers s'arment : social-démocrates et indépendants lancent un appel commun à la grève générale. A Leipzig, les hommes des corps francs ouvrent le feu sur une manifestation ouvrière : il y a vingt-deux morts, et les combats se poursuivent. A Chemnitz, les organisations ouvrières décident la constitution immédiate d'une milice ouvrière de 3 000 hommes.

(...) En fait, dès le 15 mars, le gouvernement Kapp-Lüttwitz est complètement paralysé. Le socialiste belge Louis De Brouckère écrit :

"La grève générale (...) les étreint maintenant de sa puissance terrible et silencieuse."

Tout est mort dans Berlin, où le pouvoir ne parvient pas à faire imprimer une seule affiche. Au contraire, dans la Ruhr, où le corps franc Lichtschlag s'est mis en mouvement, il a été tout de suite attaqué par des détachements d'ouvriers armés. On se bat, de même, à Leipzig, à Francfort, à Halle et à Kiel. Les marins de Wilhelmshaven se sont mutinés, et arrêté l'amiral von Leventzow et quatre cents officiers.

(...) Dans la Ruhr, un phénomène comparable, mais qui entraîne des masses ouvrières plus nombreuses, donne naissance à ce qu'on appellera l'« armée rouge » : un comité d'action formé à Hagen sous l'impulsion des militants indépendants Stemmer, un mineur, et Josef Ernst, métallo, crée un « comité militaire » : en quelques heures, 2 000 travailleurs en armes marchent sur Wetter, où les ouvriers sont aux prières avec les corps francs.

Le 16 mars, il semble qu'on se batte ou qu'on s'y prépare dans l'Allemagne entière, sauf peut-être dans la capitale, où la supériorité militaire des troupes semble écrasante. L'« armée rouge » des ouvriers de la Ruhr marche sur Dortmund. Les corps francs et la Reichswehr tiennent le centre de Leipzig contre des détachements ouvriers improvisés. A Kottbus, le major Buchrucker donne l'ordre de fusiller sur place tout civil porteur d'armes. A Stettin, où s'est constitué un comité d'action sur le modèle de Chemnitz, c'est dans la garnison qu'on se bat entre partisans et adversaires du putsch.

A Berlin, Kapp, aux abois, négocie avec le vice-chancelier Schiffer, qui représente le gouvernement Bauer. Kapp accepte dans l'intérêt commun que le général Groener tente une médiation auprès du président Ebert. Mais Ebert ne se presse pas. Kapp, aux prises avec la grève générale, lutte en réalité "contre des problèmes qui dépassent les forces humaines", selon l'expression de Benoist-Méchin. Son gouvernement est en quelque sorte suspendu dans le vide. Le pain, la viande, commencent à manquer dans la capitale. Le directeur de la Reichsbank refuse de payer les dix millions de marks que lui réclame Kapp. Le 16 mars, à 13 heures, celui-ci donne l'ordre "de fusiller les meneurs et les ouvriers des piquets de grève à partir de 16 heures". Cette fois, c'est le grand patronat lui-même qui s'émeut devant une mesure qui risque de déclencher la guerre civile ; à la tête d'une délégation, Ernst von Borsig en personne assure à Kapp qu'il faut renoncer à la force :

"L'unanimité est si grande au sein de la classe ouvrière qu'il est

impossible de distinguer les meneurs des millions d'ouvriers qui ont cessé le travail."

Les ouvriers de la Ruhr ont repris Dortmund à 6 heures du matin. Dans la nuit du 16 au 17, un régiment de pionniers se mutine à Berlin même, emprisonne ses officiers. Il faut l'intervention du fer de lance du putsch, la brigade de marine Ehrhardt, pour obtenir leur libération. Si les putschistes s'obstinent, la guerre civile est inévitable et la victoire ouvrière probable, tant sur eux que sur le gouvernement, dont la base et les possibilités d'action se restreignent d'heure en heure, puisque l'armée, putschiste ou "neutre", a cessé désormais d'être sûre.

Le 17 mars, Kapp, qui a pris conscience de sa défaite, choisit la fuite. Pressé par des officiers plus politiques que lui de mettre fin à l'aventure, le général von Lüttwitz l'imitera à quelques heures de distance, laissant même au vice-chancelier Schiffer le soin de rédiger sa lettre d'explication. Ses adjoints, qui ne répondent déjà plus de leurs troupes, demandent que le commandement soit remis à un général qui ne se soit pas compromis dans le putsch : von Seeckt sera cet homme providentiel. Au total, le putsch n'a pas duré plus d'une centaine d'heures, et il a bel et bien été écrasé par la réaction ouvrière, au premier chef la grève générale.

Mais les conséquences n'en sont pas épousées. Le même jour en effet éclatent à Berlin les premiers combats armés : échange de coups de feu à Neukölln, construction de barricades par les ouvriers à la porte de Kottbus. A Nuremberg, la Reichswehr tire sur une manifestation ouvrière, faisant vingt-deux morts et déclenchant en contre-coup une véritable insurrection. A Suhl, les milices ouvrières s'emparent d'un centre d'entraînement de la Reichswehr et y mettent la main sur un important stock d'armes et de munitions. A Dortmund, la police, contrôlée par les socialistes, se range du côté de l'"armée rouge" contre les corps francs. Partout la grève générale se poursuit. La question est désormais de savoir si la fuite précipitée de Kapp va permettre de l'arrêter, et à

quel prix, ou bien si la vague révolutionnaire imprudemment soulevée par les kappistes conduit à une nouvelle guerre civile. »

La faiblesse et les erreurs du Parti communiste allemand, les hésitations du Parti social-démocrate indépendant, le rôle que la direction réformiste des syndicats a joué dans le déclenchement de la grève générale permettront que le mouvement soit finalement canalisé et que la grève générale cesse le 22 mars. Un nouveau gouvernement social-démocrate est formé, que préside Hermann Müller.

Ce même gouvernement Müller confiera au général von Watter le soin de rétablir l'ordre dans la Ruhr et d'y écraser l'*« armée rouge »*. P. Broué écrit :

« Le 3 avril, les troupes de von Watter se mettent en marche. Elles ne rencontrent qu'une résistance sporadique, le chaos et la discorde entre dirigeants paralysant toute velléité de coordination de la défense. Le comportement des troupes pendant cette récupération du bassin est tel qu'il provoque l'indignation de Severing lui-même. Bientôt les tribunaux militaires vont frapper de lourdes peines de prison les militants ouvriers accusés de crimes ou de délits de droit commun, en réalité mesures de réquisition ou de combat. Un mois après l'écrasement du putsch par la grève générale, les complices des putschistes prennent dans la Ruhr une bonne revanche. »

Legien, le vieux leader syndical réformiste ayant maintes fois condamné le recours à la grève générale, a déclenché la grève générale contre le coup d'Etat de Kapp. A ce titre, elle mérite que l'on s'y arrête car elle présente un cas particulier, illustrant notamment les contradictions du réformisme, qui peut être caractérisé comme classique. Le même Legien se refuse à lever le petit doigt pour empêcher le massacre de l'*« armée rouge »* et des ouvriers de la Ruhr par la Reichswehr, alors qu'ils ont joué un rôle considérable au cours de la grève générale qui a écrasé le coup d'Etat de Kapp.

LA GREVE PAR « VAGUES » DE 1920 EN FRANCE

Au cours de toute cette période, la grève générale est un des chaînons dans tous les processus révolutionnaires plus ou moins développés qui se produisirent en Autriche, en Hongrie, en Italie, en Espagne, etc. Il n'est pas possible de s'y arrêter dans le cadre de cet article. Il faut cependant signaler le mouvement gréviste de 1920 en France et la grève générale en Angleterre en 1926.

Au début de l'année 1920, en France, une première grève des cheminots éclate à la suite de la mise à pied de deux jours infligée au cheminot Campanaud pour s'être absenté de son travail afin de se rendre à une réunion syndicale. L'ordre de grève est donné sur le PLM et la compagnie du PLM révoque 500 cheminots. La fédération lance l'ordre de grève générale des cheminots. E. Dolléans écrit :

« A l'appel de grève générale, tous les réseaux, à l'exception de celui du Nord, ont répondu. Au bout de quelques jours, l'arrêt du travail est presque complet sur toutes les lignes. Le gouvernement décide la mobilisation militaire des cheminots, mais n'ordonne d'abord que celle de trois classes du service actif. La fédération des mineurs, celle des métaux, les dockers votent des ordres du jour de solidarité avec les cheminots ; dans les mines de houille du Pas-de-Calais, éclatent des grèves partielles. Le gouvernement ne poursuivit pas jusqu'au bout le geste qu'il avait ébauché. L'enjeu ne lui parut pas justifier le risque. Il décida de faire un geste lui permettant de détacher du bloc gréviste la majorité des cheminots. Celle-ci ne pouvait se laisser séduire par l'exécution des promesses si longtemps différées. Pour dénouer une grève qu'elle n'avait pas voulue, A. Millerand s'adresse à la fédération des cheminots. La CGT, de son côté, estime le mouvement de grève prématûrément, son Conseil économique du travail n'ayant pas encore mis au point un plan de gestion des services publics. Sur l'injonction du président du conseil, la commission Tissier, sortie de son sommeil, a préparé les bases d'un accord éventuel entre les

quel prix, ou bien si la vague révolutionnaire imprudemment soulevée par les kappistes conduit à une nouvelle guerre civile. »

La faiblesse et les erreurs du Parti communiste allemand, les hésitations du Parti social-démocrate indépendant, le rôle que la direction réformiste des syndicats a joué dans le déclenchement de la grève générale permettront que le mouvement soit finalement canalisé et que la grève générale cesse le 22 mars. Un nouveau gouvernement social-démocrate est formé, que préside Hermann Müller.

Ce même gouvernement Müller confiera au général von Watter le soin de rétablir l'ordre dans la Ruhr et d'y écraser l'*« armée rouge »*. P. Broué écrit :

« Le 3 avril, les troupes de von Watter se mettent en marche. Elles ne rencontrent qu'une résistance sporadique, le chaos et la discorde entre dirigeants paralysant toute velléité de coordination de la défense. Le comportement des troupes pendant cette récupération du bassin est tel qu'il provoque l'indignation de Severing lui-même. Bientôt les tribunaux militaires vont frapper de lourdes peines de prison les militants ouvriers accusés de crimes ou de délits de droit commun, en réalité mesures de réquisition ou de combat. Un mois après l'écrasement du putsch par la grève générale, les complices des putschistes prennent dans la Ruhr une bonne revanche. »

Legien, le vieux leader syndical réformiste ayant maintes fois condamné le recours à la grève générale, a déclenché la grève générale contre le coup d'Etat de Kapp. A ce titre, elle mérite que l'on s'y arrête car elle présente un cas particulier, illustrant notamment les contradictions du réformisme, qui peut être caractérisé comme classique. Le même Legien se refuse à lever le petit doigt pour empêcher le massacre de l'*« armée rouge »* et des ouvriers de la Ruhr par la Reichswehr, alors qu'ils ont joué un rôle considérable au cours de la grève générale qui a écrasé le coup d'Etat de Kapp.

LA GREVE PAR « VAGUES » DE 1920 EN FRANCE

Au cours de toute cette période, la grève générale est un des chaînons dans tous les processus révolutionnaires plus ou moins développés qui se produisirent en Autriche, en Hongrie, en Italie, en Espagne, etc. Il n'est pas possible de s'y arrêter dans le cadre de cet article. Il faut cependant signaler le mouvement gréviste de 1920 en France et la grève générale en Angleterre en 1926.

Au début de l'année 1920, en France, une première grève des cheminots éclate à la suite de la mise à pied de deux jours infligée au cheminot Campanaud pour s'être absenté de son travail afin de se rendre à une réunion syndicale. L'ordre de grève est donné sur le PLM et la compagnie du PLM révoque 500 cheminots. La fédération lance l'ordre de grève générale des cheminots. E. Dolléans écrit :

« A l'appel de grève générale, tous les réseaux, à l'exception de celui du Nord, ont répondu. Au bout de quelques jours, l'arrêt du travail est presque complet sur toutes les lignes. Le gouvernement décide la mobilisation militaire des cheminots, mais n'ordonne d'abord que celle de trois classes du service actif. La fédération des mineurs, celle des métaux, les dockers votent des ordres du jour de solidarité avec les cheminots ; dans les mines de houille du Pas-de-Calais, éclatent des grèves partielles. Le gouvernement ne poursuivit pas jusqu'au bout le geste qu'il avait ébauché. L'enjeu ne lui parut pas justifier le risque. Il décida de faire un geste lui permettant de détacher du bloc gréviste la majorité des cheminots. Celle-ci ne pouvait se laisser séduire par l'exécution des promesses si longtemps différées. Pour dénouer une grève qu'elle n'avait pas voulue, A. Millerand s'adresse à la fédération des cheminots. La CGT, de son côté, estime le mouvement de grève prématûrément, son Conseil économique du travail n'ayant pas encore mis au point un plan de gestion des services publics. Sur l'injonction du président du conseil, la commission Tissier, sortie de son sommeil, a préparé les bases d'un accord éventuel entre les

cheminots et les compagnies. M. Millerand offre sa médiation. La fédération des cheminots et les compagnies l'acceptent. Le 1^{er} mars, l'accord est signé et les représentants des cheminots demandent à la commission administrative de la CGT d'y souscrire.

Quelles étaient les conditions de l'arbitrage ? La détermination rapide des échelles de salaires par la commission Tissier, la promesse de fixer le statut des délégués syndicaux. Enfin et surtout, la grève n'entraînera pas de révocations.

L'ordre de reprise du travail est lancé ; les syndicalistes révolutionnaires critiquent la fédération des cheminots, "la grande responsable de l'échec de la grève générale". Par contre, ils ménagent la CGT. Même, le 2 mars, le comité de grève fait appel au bureau confédéral et à Georges Dumoulin pour qu'il vienne, aux côtés de Monmousseau, affirmer la victoire des cheminots et recommander la reprise du travail. »

Mais, en réalité, la prudence du gouvernement lui est commandée parce que la grève générale des cheminots est annonciatrice d'une grève générale de l'ensemble des corporations.

« En avril, au congrès des cheminots, à la salle Japy, le bureau fédéral est mis en cause et condamné. Les conditions de l'accord de mars n'avaient pas été respectées par les compagnies : d'où une irritation naturelle qui explique le vote d'un ordre du jour adressant au gouvernement une mise en demeure. Le président du conseil, alors à San Remo, répond aussitôt en refusant de reviser l'accord signé. Le congrès décide donc la grève immédiate et pose comme revendications : la nationalisation des chemins de fer, la réintégration des cheminots, l'abandon des poursuites judiciaires et la reconnaissance du droit syndical.

La décision des cheminots, portée à la connaissance de la CGT, est un appel au concours de l'administration confédérale. Les rédacteurs de l'ordre du jour espèrent pouvoir ainsi entraîner les grandes organisations syndicales, "déclencher les vagues

successives d'assaut". Mais il faut obtenir l'assentiment de la CGT, car le second ordre du jour a été voté par une majorité plus faible. Une troisième motion, votée le 25 avril à Aubervilliers, décide la grève générale de tous les réseaux, mais en laissant au nouveau bureau fédéral le soin d'en fixer la date et d'examiner, en accord avec la CGT, si le 1^{er} mai doit être le pivot de l'action.

Le 28 avril, Jouhaux déclare à la commission administrative : "Il y a un saut à faire : il faut le faire couramment. Il ne saurait être question de tendances. Les responsabilités devront être partagées, quelle que soit l'issue de la lutte. La CGT entend se réservé la direction du mouvement ainsi que ses conclusions." En fait, par 28 voix contre 22, le comité fédéral des cheminots avait voté la grève générale pour le 30 avril. Le comité fédéral met ainsi la CGT devant le fait accompli, puisque les ordres de grève sont lancés avant que la commission administrative de la CGT se soit réunie.

Le 1^{er} mai 1920 est fêté par toute la France d'une façon exceptionnelle. Il est suivi de grèves de solidarité dans la région lyonnaise en faveur des cheminots ; du 11 au 16 mai, chômage général pour les tramways, à Lyon et à Saint-Etienne, et dans le bâtiment ; dans les mines de Saint-Etienne, de Montceau-les-Mines, chez les métallurgistes de Lyon. Grève générale des ouvriers imprimeurs à Lyon ; du 17 au 23 mai, les quotidiens n'ont pas paru.

La grève des cheminots se développe. Des manifestes adoptés par la fédération des cheminots et la CGT réalisent l'accord sur la tactique de la grève, la tactique des vagues successives : mineurs, marins, dockers doivent entrer dans la lutte afin de paralyser la vie économique. »

Cela signifie que le bureau confédéral est contre la grève générale et en sabote la possibilité au moyen d'une « tactique » qui sera reprise plus tard par les staliniens en novembre-décembre 1947 (voir dans le n° 589 de « La Vérité » l'article sur la grève Renault).

La grève des cheminots s'effrite. Le 15 mai, la commission administrative

de la CGT invite les cheminots à reprendre le travail. La grève est battue : des centaines et des centaines de révocations sont prononcées, des militants syndicalistes-révolutionnaires sont arrêtés dès le 3 mai. Pierre Monatte, ensuite Levesque, Midol et Monmousseau, le 19 mai. Millerand, l'ancien ministre « socialiste » du gouvernement Waldeck-Rousseau, intente des poursuites contre les secrétaires confédéraux et demande au parquet la dissolution de la CGT.

Les grèves de 1920 ont une grande importance en ce qu'elles marquent une étape de la lutte des classes en France. Pour la première fois depuis la Commune, un mouvement prolétarien d'une si vaste ampleur a lieu ; pour la première fois en termes réels de lutte de classe et non de résolutions et de discours gauchistes de congrès, la grève générale est à l'ordre du jour. Mais aussi l'éclatante démonstration est faite de comment une direction ouvrière peut, au nom de la grève générale, trahir la grève générale.

LA GREVE GENERALE EN ANGLETERRE

De cela, la grève générale anglaise fournit un autre exemple. Comme souvent, cette grève générale est venue de loin. Ses origines profondes sont dans la crise qui étreint l'impérialisme anglais, qui était encore avant la guerre l'impérialisme dominant et dont la dégringolade est commencée et se précipite. (Voir « Où va l'Angleterre ? » de Trotsky.) Mais il se bat pour conserver sa position et en faire supporter les conséquences à la classe ouvrière anglaise. En septembre 1919 éclate la grève des 500 000 cheminots anglais. En lançant l'ordre de grève, J.-H. Thomas, secrétaire du syndicat des cheminots, déclare :

« C'est le jour le plus triste de ma vie. J'ai tout fait pour trouver un moyen de conciliation et j'ai échoué. »

Edouard Dolléans écrit dans son « Histoire du mouvement ouvrier (1871-1936) » :

« Le 27 septembre, le trafic est complètement paralysé. Mais des

navires de guerre viennent mouiller à l'embouchure de la Tamise ; des soldats, baïonnette au canon, parcourent les rues de Londres. Les cheminots ont fait appel à la solidarité ouvrière. A Leeds, 1 500 postiers refusent de participer au transport des lettres par automobiles. L'opinion générale des grandes corporations ouvrières est favorable aux cheminots. Les compagnies font appel au recrutement de volontaires ; seulement, le 1^{er} octobre, il n'y a que huit cents trains en service, soit 2 % du service normal. Des usines sont obligées de fermer, faute de charbon ; des mines cessent de travailler, parce que le charbon n'est pas enlevé.

J.-H. Thomas a voulu conserver à la grève son caractère corporatif ; il a refusé l'aide des employés de tramways et omnibus de Londres, celle aussi des électriens. Cependant, peu à peu, la grève a une tendance à se généraliser. Le 1^{er} octobre, les organisations des transports, des postiers, de l'industrie du livre, des mécaniciens-constructeurs de navires, à la suite d'une réunion, décident d'envoyer une délégation au Premier ministre. Celui-ci pose, comme condition préalable à toute négociation, la reprise du travail. Les cheminots refusent. Une nouvelle réunion des grandes corporations ouvrières a lieu. Leur pression amène le gouvernement à trouver un compromis. La grève avait duré neuf jours et n'avait été qu'une grève corporative, qui n'avait pas permis d'amorcer la grève générale. »

Mais celle-ci est à l'ordre du jour. L'industrie minière a été une des composantes de la domination de l'industrie britannique au XIX^e siècle. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, elle est en pleine crise, entre les mains de centaines de sociétés privées, et incapable de supporter la concurrence étrangère. Les 800 000 mineurs réclament la nationalisation des mines. Pendant l'hiver 1920, ils se prononcent, par 524 000 voix contre 346 000, pour la grève générale.

« Mais, le 11 mars 1920, le congrès syndical extraordinaire réuni à Londres pour obliger le gouvernement à procéder à la nationalisation des mines écarte la proposition de grève

générale soumise par les mineurs. A l'action syndicale comportant la grève générale, que préconisent Frank Hodges, secrétaire de la fédération des mineurs, et Tom Mann, secrétaire de la société des mécaniciens, le congrès, à une grosse majorité, préfère l'action parlementaire préconisée par J.-H. Thomas, appuyé par Tom Shaw, des textiles, et J.-R. Clynes, des ouvriers non qualifiés. Ceux-ci justifient leur attitude par le revirement de la majorité syndicale anglaise :

"Au lendemain des élections générales kaki, les mineurs avaient eu avec eux, pour la grève générale, la masse syndicale, le centre qui suit tantôt un courant, tantôt un autre. Aujourd'hui, après la série des succès électoraux travaillistes aux élections partielles, le centre est contre eux et suit les politiciens partis à la conquête de la Chambre des communes.

Pourquoi l'aventure risquée d'une grève générale, quand nous avons à notre portée un moyen plus simple, moins coûteux et certainement pas aussi dangereux ? Nous devons montrer aux travailleurs que la voie saine, c'est d'user intelligemment du pouvoir que leur offre la Constitution la plus démocratique du monde et qui leur permet d'obtenir tout ce qu'ils désirent." (J.-H. Thomas.)

J.-H. Thomas, par son influence, fait échec aux syndicalistes qui escomptaient le succès d'une grève générale grâce au jeu de la triple alliance. » (La triple alliance est composée des fédérations des cheminots, des mineurs et des transporteurs. NDRL.)

En 1921, à nouveau les mineurs sont prêts à la grève. Les compagnies décident en effet de substituer aux négociations nationales sur les salaires des négociations régionales. Pour prévenir la grève, elles décident le lock-out. Une fois encore, les mineurs font appel à la « triple alliance ». Mais les dirigeants « négocient » avec le Premier ministre et refusent d'appeler à la grève générale. Ou plutôt :

« Après avoir lancé l'ordre de grève générale le vendredi 15 avril 1921 (...), le secrétaire général des cheminots J.-H. Thomas recule et

annule cet ordre. Nouvel échec qui aboutit à l'écrasement des mineurs, laissés à leurs propres forces. »

En 1926 la charge accumulée va exploser. Les compagnies houillères veulent imposer une baisse des salaires. En même temps, la commission d'enquête sur la situation des mines conclut au rachat des compagnies minières, à leur fusion et à leur gestion sous le contrôle du gouvernement. A.-J. Cook, alors secrétaire général de la fédération des mineurs, lance le slogan : « Ni un penny sur la paie, ni une seconde sur la journée », et rejette le rapport de la commission. C'est notamment pour maintenir la parité de la livre que le gouvernement et le patronat se livrent à une offensive anti-ouvrière qui touche plus particulièrement les mineurs, mais aussi toutes les corporations. Les masses veulent la grève générale. Le Trade union council (TUC) décide alors de lancer l'ordre de grève générale. Mais, dès le départ, comment agit-il ? Retenons le témoignage de Henry Pelling dans son « Histoire du syndicalisme britannique », précisément parce qu'il est favorable à la direction du TUC.

« Le conseil général n'avait commencé ses préparatifs qu'une semaine avant la cessation du travail. Cependant, les dispositions prises étaient au fond raisonnables, et on ne peut mettre leur succès en doute. En plus du million de mineurs déjà en grève, un million et demi d'ouvriers cessèrent le travail. C'étaient tous les ouvriers des transports, les imprimeurs de livres et de journaux, certains ouvriers du bâtiment, ceux du fer et de l'acier, des produits chimiques lourds et de la production d'énergie. Parmi ceux qui furent autorisés à poursuivre le travail, on trouve les ouvriers du textile et les employés des postes. Les ouvriers de l'industrie mécanique et des chantiers maritimes ne cessèrent le travail qu'au bout d'une semaine.

Ce n'était donc pas à proprement parler une « grève générale », et le conseil général refusa de lui donner ce nom : néanmoins, du fait qu'elle était beaucoup plus « générale » que toutes les grèves précédentes ou à venir, on l'a toujours appelée ainsi. »

Ainsi donc, le conseil général du TUC limite le plus qu'il lui est possible l'étendue de la grève générale. Pourtant :

« Il n'y avait pratiquement ni bus, ni trams, ni métros ; les docks, les hauts fourneaux et les centrales électriques devinrent aussi silencieux que les puits de mines. Les journaux avaient fermé leurs portes, et le gouvernement dut d'abord compter sur la BBC pour la diffusion des nouvelles : bientôt fut publié un journal officiel appelé "British Gazette". Dans les régions non industrielles du pays, la vie n'était guère changée, mais, dans tous les grands centres, c'était une expérience étrange et même irréelle. »

Un seul journal paraît, le « British Worker », que publie le Trade union council. Le gouvernement s'organise comme pour une guerre civile. Mais, de l'autre côté, les membres du conseil général

« n'avaient aucun dessein révolutionnaire, ils redoutaient tout autant que le gouvernement une situation de chaos politique ; et, à mesure que le temps passait et que le gouvernement continuait à assurer le transport des produits essentiels, ils ne voyaient pas d'autre solution que la reprise des négociations. Plusieurs d'entre eux, J.-H. Thomas en particulier, avaient peur de perdre le contrôle de leurs partisans et d'être entièrement dépassés par les événements ; ils étaient donc d'autant plus soucieux de saisir n'importe quelle occasion de reprendre contact avec le cabinet ».

Plus haut, Henry Pelling explique :

« Au début, le conseil général avait essayé d'exercer un contrôle global sur la grève pendant qu'il siégeait en session plénière au bureau du TUC, à Eccleston Square. Mais, dans les vingt-quatre heures, Ernest Bevin, bien qu'il fût nouveau venu au conseil, avait pris l'initiative de persuader ses collègues de confier diverses responsabilités à des sous-commissions, sous le contrôle suprême d'un petit comité d'organisation de la grève. Lui-même, en tant que secrétaire général du syndicat clé, la Transport and General workers union, faisait partie de ce comité.

Pendant ce temps, dans toutes les villes et cités de province, des comités de grève locaux voyaient le jour, généralement sous l'égide des conseils de métier. Souvent ils adoptèrent le titre militant de "comités d'action". Les communications entre eux et Eccleston Square étaient maintenues grâce à des messagers et aussi, à partir du 5 mai, par un journal spécial publié par le conseil général, le "British Worker". »

Henry Pelling poursuit :

« Cette occasion fut fournie par le retour de l'étranger de Sir Herbert Samuel, président de la commission royale de 1925. Samuel se mit en rapport avec Thomas et avec les membres du cabinet ; et bientôt il rencontra un comité de négociation du conseil général et essayait de mettre au point une solution acceptable pour les deux parties. Il dressa un mémorandum pour le règlement de la grève des mineurs selon les directives de ce comité ; et le comité accepta. Malheureusement, aucun responsable des mineurs ne faisait partie du comité : le comité exécutif de la fédération des mineurs avait quitté Londres, et ce ne fut que plus tard qu'il eut l'occasion de voir le mémorandum de Samuel : ils le rejettèrent, comme on pouvait s'y attendre. Cela n'empêcha pourtant pas le comité de négociation de poursuivre ses efforts dans la même direction ; au contraire, ayant découvert que l'attitude des mineurs était complètement négative, ses membres se sentirent dégagés de l'obligation de les consulter à l'avenir. En fait, ils se hâtèrent de persuader le conseil général d'arrêter la grève sur la base du rapport de Samuel ; et, sans s'assurer que le gouvernement avait pris des engagements avec lui, ils envoyèrent immédiatement une délégation au 10, Downing Street, pour annoncer cette décision au Premier ministre. Bevin, qui faisait partie de cette délégation, mais n'était pas membre du comité de négociation, essaya d'obtenir des engagements concernant la réintégration des grévistes et la suppression des lock-out par les propriétaires des mines ; mais les réponses de Baldwin furent délibérément vagues, et Bevin commença à comprendre que la reprise du travail n'était en somme

qu'une reddition sans conditions. En sortant, il dit à ses collègues J.-H. Thomas et Arthur Pugh, président du conseil général : "Il y a quelque chose qui ne va pas." Mais il était trop tard pour reculer : la décision avait été prise. C'était le 21 mai, le neuvième jour de la grève.

L'ordre de reprendre le travail surprit de nombreux grévistes, mais le comité de négociation essaya de dissimuler le fait qu'il s'agissait d'une reddition. Le "British Worker" publia ce "chapeau" trompeur : "Les conditions de paix : les mineurs ont eu un contrat honnête." Ceux qui reprenaient le travail subirent bientôt des brimades, si bien que l'étonnement fit place à la colère : ils se mirent en grève à nouveau, et, pendant quelques jours, la situation du pays fut aussi instable qu'auparavant. Peu à peu, les ouvriers comprîrent que leurs neuf jours de solidarité s'étaient terminés par une défaite humiliante. Quant aux mineurs, ils restèrent en grève, se sentant trahis tout comme en 1921. »

La grève des mineurs britanniques s'est prolongée plusieurs mois : jusqu'à épuisement. A bout de ressources, les mineurs ont dû reprendre le travail. Il faut signaler ce que Trotsky écrit dans « L'Internationale communiste après Lénine » à propos du comité que la direction des syndicats de l'URSS avait constitué avec la direction du TUC :

« La grève générale avait pour but d'exercer, par la force de cinq millions d'ouvriers, une pression unie contre les industriels et l'Etat, puisque la gestion de l'industrie charbonnière était le problème le plus important de la politique de l'Etat. A cause de la trahison de la direction, la grève fut sabotée dès la première étape. C'était une grande illusion que de croire qu'après cet échec la grève économique des mineurs, seule, isolée, obtiendrait ce que la grève générale n'avait pas obtenu. C'est en cela que résidait la force du conseil général. Par un froid calcul, il mena les mineurs à la défaite ; et des masses considérables d'ouvriers auraient dû se convaincre que les directives des Judas du conseil général étaient "justes" et "raisonnables" !

Le maintien de la coalition amicale avec le conseil général et l'aide donnée en même temps à la grève économique des mineurs contre laquelle il intervenait paraissaient des manœuvres calculées pour que ceux qui se trouvaient à la tête des Trade unions pussent se tirer, avec un minimum de pertes, des épreuves les plus pénibles.

Les syndicats russes, du point de vue révolutionnaire, jouèrent un rôle très désavantageux et vraiment piteux. C'était un devoir évident d'aider à la grève économique, même quand elle fut isolée ; entre révolutionnaires, il ne peut y avoir là-dessus d'opinions divergentes. Mais ce secours devait avoir non seulement un caractère financier, mais aussi un caractère révolutionnaire et politique. La direction syndicale russe devait dire franchement à la fédération des mineurs et à la classe ouvrière anglaise que la grève des mineurs n'avait de sérieuses chances de réussite que si, par son obstination, sa ténacité, son envergure, elle était prête à frayer la voie à une nouvelle explosion de la grève générale. On ne pouvait arriver à un tel résultat qu'en luttant directement et ouvertement contre le conseil général, agence du gouvernement et des patrons charbonniers. La lutte pour la transformation de la grève économique en grève politique aurait dû signifier une guerre furieuse contre le conseil général sur le terrain de la politique comme sur celui de l'organisation ; le premier acte devait en être la disparition du Comité anglo-russe, devenu un obstacle réactionnaire, un boulet que l'on traînait au pied.

Aucun révolutionnaire qui pèse ses paroles n'affirmera que dans cette voie la victoire était assurée. Mais ce n'est que dans cette voie qu'elle était possible. La défaite éventuelle aurait été une défaite essuyée sur un chemin qui pouvait par la suite conduire au triomphe. Une telle défaite instruit, c'est-à-dire renforce les idées révolutionnaires dans la classe ouvrière. Au contraire, en ne soutenant que financièrement une grève corporatiste, qui traîna en longueur et finit par apparaître comme sans issue (corporatiste dans ses méthodes, elle était révolutionnaire et politique par ses buts), on ne fit qu'amener de l'eau au mou-

lin du conseil général, qui attendait tranquillement que la grève s'achevât par épuisement pour prouver qu'il avait "raison". »

D'autres grèves, comme la grève générale de juin 1936 en France, présentent un intérêt considérable. Il n'est pas nécessaire d'en reprendre l'analyse : un important matériel existe à son propos que les militants peuvent étudier dans « Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui ». La révolution espagnole de 1936 s'est annoncée par de puissantes grèves de masse dans les villes et des occupations de terres à la campagne. Le coup d'Etat militaire de Franco l'a précipitée. Sur ce point un important matériel existe, notamment « La Révolution et la guerre d'Espagne » de Pierre Broué et Emile Témime.

Certes, la grève générale n'est pas la seule voie qui débouche sur la révolution prolétarienne. Pendant la

Deuxième Guerre mondiale, le mouvement des partisans yougoslaves, en 1947-1950, la guerre révolutionnaire en Chine, la guerre révolutionnaire que le Parti communiste vietnamien a dirigée contre l'impérialisme français de 1946 à 1954 et ensuite contre l'impérialisme américain, participaient des méthodes et des moyens de lutte contre l'impérialisme et la bourgeoisie. La grève générale n'a pour autant rien perdu de son importance décisive du point de vue de la mobilisation des masses, de l'ébranlement et de la dislocation de la société et de l'Etat bourgeois. La guerre révolutionnaire n'exclut pas la grève générale, ni la grève générale la guerre révolutionnaire. Les grèves de masse en mars 1943 et en mars 1944 en Italie du Nord ont annoncé la chute du fascisme et engagé le puissant mouvement révolutionnaire qui a secoué l'Italie à la fin de la guerre, tandis que se constituait un important mouvement de partisans. D'autres exemples existent.

DANS LES PRECEDENTS NUMEROS DE « LA VERITE »

il faut relire :

Denis COLLIN : La grève Renault de 1947 (n° 589)

Denis COLLIN : La grève générale d'août 1953 (n° 590)

Stéphane JUST : La grève générale de mai-juin 1968 est venue de loin (n° 591)

depuis la Deuxième Guerre mondiale

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, de multiples grèves générales ont jalonné le cours de la lutte des classes en France, en Italie, en Belgique, en Grèce, etc. Au contraire de ce que d'aucuns affirment, ces explosions prouvent que la lutte de classe dans les vieilles métropoles impérialistes n'est pas restée stagnante depuis la fin de cette guerre, mais que, à de nombreuses reprises et dans de nombreux pays, des crises sociales et politiques à caractère révolutionnaire ont eu lieu. La grève générale française d'août 1953, à laquelle le numéro 590 de « La Vérité » a consacré un article, fait partie de ces explosions à caractère révolutionnaire.

LA GREVE GENERALE EN BELGIQUE (1960-1961)

La grève générale belge qui a duré du 20 décembre 1960 au 20 janvier 1961 est une autre de ces explosions au cours desquelles était posée la question du gouvernement, du pouvoir. Au point de départ de la grève générale, le projet de loi du gouvernement Eyskens dit « loi unique » :

« Pour donner une idée de l'ampleur du projet mis sur pied par le gouvernement Eyskens, voici quelques-unes des mesures prévues par cette loi :

— La loi unique porte de 40 à 50 % la part du financement par l'Etat des investissements privés.

— 85 % des nouveaux impôts de la loi unique proviennent de la fiscalité indirecte, qui pèse plus lourdement sur les travailleurs que sur les autres couches sociales.

— Augmentation de 20 % des taxes de transmission, qui doit rapporter 5,7 milliards, dont les travailleurs paieraient la plus grande partie sous forme d'une augmentation de prix ; cette augmentation étant d'ail-

leurs calculée de manière à ne pas provoquer la hausse de l'index, qui entraîne une hausse correspondante des salaires.

— Réduction de 1 milliard du fonds des communes et de 2 milliards du budget des secteurs sociaux.

— Augmentation de 25 % des cotisations de pension à la charge des agents des services publics. Pour ces mêmes agents, la loi unique prévoit le recul de l'âge de la retraite de 60 à 65 ans.

— Enfin, la loi unique remet en cause tout le système d'assurance maladie-invalidité, et celui de l'assurance chômage, en permettant de priver de secours certaines catégories de chômeurs au bout de quelques mois, et en établissant un système d'inquisition à l'égard des chômeurs, soumis à de multiples mesures vexatoires et à des visites domiciliaires. » (brochure de la SPEL sur la grève générale belge).

Le 16 décembre 1960, au comité national de la Fédération générale des travailleurs belges (FGTB), une résolution déposée par Renard obtient 475 823 contre 496 487 et 53 000 absences. Elle propose des débrayages régionaux, une grève générale de vingt-quatre heures et un référendum sur la grève générale contre la loi unique. Compte tenu de ce que ce sont les dirigeants qui disposent des voix au comité national, cela signifie que la grande majorité des travailleurs belges étaient pour la grève générale. La Centrale générale des services publics appelle le 12 décembre à une grève illimitée à partir du 20 décembre, date de l'ouverture à la Chambre de la discussion de la loi unique. La grève est partout très largement suivie. Toutes les corporations s'engagent spontanément au cours des jours suivants dans la grève générale : la totalité des travailleurs flamands, les secteurs décisifs d'Anvers et de Gand. Les 27 et 28

décembre, la grève générale atteint son sommet, le gouvernement est impuissant, paralysé, la grève générale est maîtresse du pays. Mais si certains dirigeants fédéraux ou locaux de la FGTB sont contraints de donner l'ordre de grève, seules les directions régionales wallonnes et celle d'Anvers donnent l'ordre de grève. La direction de la FGTB se refuse à lancer l'ordre de grève générale. Quant à la centrale syndicale chrétienne, elle joue ouvertement son rôle de jaune et de briseuse de grève.

Mais, à partir du 28 décembre, la grève doit déboucher sur le plan politique dans la lutte ouverte pour renverser le gouvernement, ou piétiner. Spontanément, les travailleurs dans les meetings et manifestations de rue fixent eux-mêmes le prochain objectif à atteindre : la marche sur Bruxelles, c'est-à-dire l'affrontement direct avec l'appareil d'Etat bourgeois dont les organes dirigeants, gouvernement, Parlement, sont tous concentrés dans la capitale.

De la bourgeoisie à la gauche du mouvement ouvrier, la garde est montée autour du gouvernement, du pouvoir, de l'Etat. Le gouvernement a mis le Parlement en vacances, le Parti socialiste et le Parti communiste belges « mènent la lutte pour sa convocation ». Les dirigeants de la FGTB s'opposent à la « marche sur Bruxelles » et également le leader de la « gauche », André Renard. Le 3 janvier, au cours d'un meeting, il condamne publiquement l'exigence des manifestants qui crient : « Marche sur Bruxelles ! » Pis encore, Renard met en avant des revendications propres à diviser les travailleurs flamands et wallons : « le droit pour la Wallonie de disposer d'elle-même et de choisir les voies de son expansion économique et sociale » pour appliquer des « réformes de structure ». Quant à Mandel, il s'aligne sur André Renard. « La Gauche » du 14 janvier 1961 écrit :

« Il nous est reproché d'avoir lancé le mot d'ordre de marche sur Bruxelles. (...) Comme nous constatons que cette revendication n'a pas été reprise par les dirigeants, nous nous inclinons, mais nous rappelons que, au moment où notre annonce de la semaine passée a paru, aucune indication n'était encore donnée à ce sujet. »

Dès lors, le mouvement décline, les travailleurs belges n'ayant pas les moyens organisationnels et politiques d'aller plus loin. Les comités de grève sont constitués uniquement de dirigeants syndicaux. Ce sont les directions syndicales de la FGTB, sous la houlette d'André Renard, qui se sont constituées en comité de coordination des régions wallonnes. Il n'existe pas de parti ou même d'organisation politique révolutionnaire capable d'intervenir efficacement dans la grève générale et d'ouvrir la voie du combat contre le gouvernement et pour un gouvernement ouvrier. André Renard estime que la grève générale est « une grève économique qui fait peser une pression sur le capitalisme et l'Etat ». A partir du 7 janvier, la grève décline. Le gouvernement a convoqué la Chambre, qui adopte le 14 la loi unique. Le 21 janvier, les derniers grévistes, les 120 000 métallurgistes des bassins de Liège et de Charleroi, reprennent le travail.

LA GREVE GENERALE ET LA REVOLUTION HONGROISE DES CONSEILS (1956)

L'émergence de la révolution politique dans les pays où le capital a été exproprié mais où des bureaucraties parasitaires monopolisent le pouvoir politique et gèrent les nouveaux rapports de production, conditions de leurs priviléges économiques, tend à souligner la place déterminante de la grève générale dans le processus révolutionnaire pour balayer ces bureaucraties et pour que la classe ouvrière prenne ou reprenne le pouvoir. C'est en Allemagne de l'Est que le premier mouvement révolutionnaire du prolétariat contre la bureaucratie parasitaire a déferlé. Le 17 juin 1953, les ouvriers de la Stalin Allee à Berlin-Est débraient et manifestent contre les conditions de travail qui leur sont imposées. Rapidement, la grève s'étend à l'Allemagne de l'Est et devient grève générale. Les comités ouvriers se constituent. La revendication d'un « gouvernement des métallurgistes » signifie clairement que l'objectif de la grève générale ne peut être que le pouvoir politique. Seule l'intervention des tanks de la bureau-

cratie du Kremlin pourra écraser le mouvement révolutionnaire des ouvriers de l'Allemagne de l'Est et briefer leur grève générale.

Trois ans plus tard, en Pologne et en Hongrie, la grève générale rassemble les travailleurs de ces pays contre la bureaucratie. En Pologne, la bureaucratie, en remplaçant à temps Bierut par Gomulka, qui sort de prison, en obtenant de celle du Kremlin qu'elle consent au retrait de son Gauleiter, le maréchal Rokossowski, et renonce à intervenir militairement, parvient à contenir et ensuite à endiguer le mouvement révolutionnaire. Quant à la révolution hongroise des conseils, la chronologie des événements publiés dans « La Révolution hongroise des conseils ouvriers » de François Manuel suffit à rendre compte de la place centrale que la grève générale y occupe.

20-21 octobre : révolution en Pologne, retour de Gomulka au pouvoir.

23 octobre : manifestation des étudiants de Budapest et début de l'insurrection.

24 octobre : Nagy président du conseil. Intervention russe.

25 octobre : grève générale insurrectionnelle en Hongrie.

26 octobre : combats dans tout le pays, où se sont formés conseils ouvriers et comités révolutionnaires.

27 octobre : manifeste et programme des syndicats.

28 octobre : manifeste et programme des intellectuels. Election du conseil central des ouvriers de Budapest. Nagy signe une trêve avec les étudiants et négocie avec les conseils. Deuxième ministère Nagy avec des petits-propriétaires et des nationaux-paysans.

29 octobre : Nagy reconnaît les conseils. Le PC salue l'insurrection.

30 octobre : Nagy révèle qu'il n'est pas responsable de l'appel aux Russes. Déclaration de Moscou sur les démocraties populaires.

31 octobre : Budapest évacuée par les Russes.

1^{er} novembre : neutralité de la Hongrie proclamée : elle veut quitter le

pacte de Varsovie - les conseils reconnaissent le gouvernement Nagy.

2 novembre : fondation d'un nouveau Parti communiste par Nagy, Kadar, Lukacs - manifestes et programmes des syndicats et de la jeunesse.

3 novembre : troisième gouvernement Nagy avec des socialistes et des représentants des insurgés (Maleter).

4 novembre : deuxième intervention russe à l'appel d'un « gouvernement » Kadar - les combats durent jusqu'au 11 environ.

11 novembre : premières promesses de Kadar à la radio.

14 novembre : le gouvernement Kadar reconnaît les conseils ouvriers.

14 novembre : le conseil central de Budapest pose ses conditions et décide la poursuite de la grève générale.

15 novembre : le conseil de Csepel décide la fin de la grève.

16 novembre : le conseil central appelle à la reprise du travail.

21 novembre : Kadar interdit la réunion du conseil national ouvrier -grève générale de quarante-huit heures décidée contre l'interdiction.

22 novembre : le conseil ouvrier de Csepel se prononce contre la grève de quarante-huit heures.

23 novembre : le conseil central rapporte l'ordre de grève après avoir négocié avec Kadar - les Russes violent l'accord entre Kadar et les Yougoslaves et enlèvent Nagy.

26 novembre : le conseil central demande des milices ouvrières et des journaux pour les conseils.

30 novembre : Kadar rejette les revendications des conseils.

4 décembre : Kadar dissout les comités révolutionnaires.

6 décembre : début des arrestations massives de membres des conseils ouvriers.

7 décembre : ordre de grève générale de quarante-huit heures du conseil central.

8 décembre : Kadar dissout le conseil central et les conseils locaux et régionaux.

10 et 11 décembre : grève générale en Hongrie.

11 décembre : arrestation de Sandor Racz, président du conseil central des ouvriers de Budapest.

1968 EN TCHECOSLOVAQUIE

Classiquement, le mouvement révolutionnaire du printemps et de l'été 1968 en Tchécoslovaquie a commencé à se manifester par une crise qui fissure l'appareil stalinien. Mais celui-ci résiste. Antonin Novotny est remplacé, au cours de la session du 3 au 5 janvier du comité central du Parti communiste tchécoslovaque (PCT), par Alexandre Dubcek comme chef du gouvernement. Il reste cependant premier secrétaire du PC. Mais, au mois de mars, la classe ouvrière commence à intervenir ouvertement, directement, selon ses propres méthodes. Pierre Broué écrit :

« C'est par les jeunes ouvriers que l'agitation est passée des universités aux usines. Passifs d'abord et surtout méfiants, les ouvriers s'enhardissent peu à peu, avant de se mettre à leur tour en mouvement. Les réunions syndicales sont bondées, les orateurs toujours plus nombreux, les revendications apparaissent. La base exige le retour à la conception traditionnelle, ouvrière, des syndicats : des organismes de défense des intérêts matériels et moraux de la classe, des instruments des ouvriers. Dès le 12 mars, mis en accusation à une réunion de la fraction communiste du conseil central des syndicats, le président Pastyrik et deux de ses principaux collaborateurs démissionnent. Le 21, le présidium désigne le successeur de Pastyrik à la tête des syndicats, un ancien ministre, Karel Polacek. Mais les syndiqués ne l'entendent pas de cette oreille. Le 22, c'est la réunion du conseil central des syndicats. Le conseil du 9^e arrondissement, celui du quartier de Vysocany, qui comprend notamment la grande usine de Sokolovo de CKD, a reçu un mandat des délégués des 85 000 ouvriers qu'il représente : il proteste contre la désignation par une instance du parti du nouveau président des syndicats, dont il souligne l'"incompétence en matière syndicale". Le conseil cen-

tral, noyé sous les délégations envoyées par les usines, décide de ne pas les recevoir, "faute de place", mais doit néanmoins entendre l'ultimatum du conseil du 9^e arrondissement, qui menace de lancer une grève de protestation si la nomination de Polacek est maintenue. La fraction communiste du conseil se réunit, lâche du lest, et vote une résolution qui condamne "la déformation du rôle dirigeant du parti, qui réduit les syndicats au rôle d'agents d'exécution et de courroies de transmission du parti et même des décrets et décisions gouvernementaux (...), le style et les méthodes de travail (...) qui ont remplacé les principes par la coercition".

Le conseil central la reprend à son compte. C'est que, partout, les travailleurs exigent, frappent du poing sur la table. Le 23 mars, *Prace*, le quotidien des syndicats, évoque "ces journées exaltantes (...) avec l'éveil à la vie politique de cercles toujours plus larges". Les délégations d'usine se succèdent, venues de toutes les régions, et en particulier celle de l'usine Skoda de Pilsen. Le conseil central interrompt sa session et le présidium annonce la convocation prochaine d'une conférence nationale des syndicats libres et démocratiques, qui se prononcera sur la nomination des nouveaux responsables et pourra remettre éventuellement en cause celle de Polacek. Un peu partout éclatent des grèves, fusent des menaces de grève : des directeurs sont congédiés par des assemblées ouvrières, démocratiquement remplacés ; on revendique des hausses de salaires, on ouvre des débats sur toutes les questions par affiches murales, tracts, assemblées générales. Le correspondant de *l'Observer* raconte : "Un exemple parmi d'autres. L'autre jour, dans une grande usine de Prague considérée comme un bastion de la ligne dure du parti, les dirigeants syndicaux réunissent 3 000 ouvriers pour une interruption de dix minutes et leur présentent une résolution toute prête de soutien à Dubcek et au plénium de janvier qui l'a élu. Mais les ouvriers insistent pour discuter eux-mêmes et voter leurs propres résolutions. L'un après l'autre, ils bondissent à la tribune et critiquent les dirigeants syndicaux (...). Le mee-

ting dure une heure et demie et se termine par le vote de résolutions (...). Une jeune fille dit : Ce serait une erreur fatale que de croire que, Novotny parti, tout va aller très bien. Cela ne doit être qu'un commencement. »

Novotny, incarnation de la main-mise de la bureaucratie du Kremlin sur la Tchécoslovaquie, démissionne le 22 mars.

Mais la classe ouvrière agit prudemment ; la grève générale ne déferle pas. Elle sait que la bureaucratie du Kremlin redoute le processus révolutionnaire en cours et fait tout ce qu'elle peut pour que ce qu'il reste de l'appareil stalinien en Tchécoslovaquie soit sauvé et contienne, puis refoule et écrase la révolution montante. Au cours du printemps et du début de l'été 1968, Moscou ne cesse d'intervenir politiquement en ce sens, appuyée par les bureaucraties satellites des autres pays de l'Europe de l'Est. Mais il devient clair que l'appareil ne peut être sauvé et la révolution refoulée de la même manière qu'en novembre 1956 en Pologne. Au mois de mai, la direction du PCT convoque pour le 9 septembre le XIV^e Congrès du parti. Au cours de sa préparation, l'appareil est submergé, disloqué, balayé sous la pression des masses. Il ne fait aucun doute que l'appareil sera liquidé et que le PCT se disloquera au XIV^e Congrès. Dans la nuit du 20 au 21 août, 500 000 hommes des armées russe, polonaise, est-allemande, hongroise et bulgare envahissent la Tchécoslovaquie. Dubcek, Cernik, Smrkowsky, Spacek, Kriegel, Suron sont arrêtés. Le comité de ville de Prague décide alors de convoquer par radio les délégués élus pour le XIV^e Congrès. Il se tient clandestinement dans une usine du 9^e arrondissement et élit une nouvelle direction.

« La classe ouvrière est le fer de lance de la résistance populaire : ce sont les mineurs de Kladno, en grève dès le premier jour, imités par les mineurs des houillères de tout le pays, puis ceux des mines d'uranium. Ce sont les travailleurs des chemins de fer, qui arrêtent les transports de matériel en provenance d'Allemagne et de Russie et de troupes d'occupation. » (Pierre Broué.)

Une fois encore, la grève de masse rassemble la classe dans la résistance à l'oppression. Mais la direction politique n'est pas nette. Le XIV^e Congrès renouvelle sa confiance aux « autorités légitimement désignées », nommément Dubcek et Svoboda. Il déclare qu'il lancera le mot d'ordre de grève générale à partir du 23 août à midi « si des pourparlers ne s'ouvrent pas dans les vingt-quatre heures avec les autorités régulières du Parti et de l'Etat en vue du départ des troupes étrangères et si le camarade Dubcek n'en informe pas la nation en temps utile ». La bureaucratie du Kremlin devait se servir de Dubcek et de Svoboda en leur imposant les « accords » de Moscou, premier pas vers la « normalisation ». La grève générale n'aura pas lieu. De recul en recul, la bureaucratie du Kremlin imposera son gouvernement, la reconstruction de l'appareil, la « normalisation », l'épuration et la répression.

GREVE DE MASSE EN POLOGNE (1970-1971)

En revanche, en décembre 1970 et janvier 1971, la grève de masse mobilise le prolétariat polonais contre la bureaucratie :

12 décembre 1970 : le soir on annonce une hausse des prix de 10 à 30 % sur les produits alimentaires de première nécessité, ainsi que sur d'autres biens de consommation. Les ouvriers des chantiers navals de Gdansk décident de se mettre en grève.

14 décembre : début des manifestations et des combats de rue au chant de « l'Internationale » et aux cris de « pain et liberté » à Gdansk, Gdynia et Sopot. La plupart des entreprises de la « triville » sont en grève. Les ouvriers des chantiers navals organisent des comités de grève.

15 décembre : début des manifestations et des combats de rue à Slupsk et à Elblag. Constitution d'un comité central de grève, réunissant les travailleurs de Gdansk, Gdynia et Sopot.

16 décembre : le mouvement de grève gagne dans toutes les grandes villes polonaises comme Szczecin, Varsovie, Cracovie, Poznan, Kato-

wice, Wroclaw, Lodz, Zabrze, Gliwice, Czeztchowa, Bydgoszcz, etc. Selon une station de radio allemande, 60 % des usines polonaises ont cessé le travail.

17 décembre : début des manifestations et des combats de rue à Szczecin. Grève générale dans toute la ville. Constitution d'un comité central de grève, qui prend tout le pouvoir dans la ville. Décret signé par le Premier ministre Cyrankiewicz, instaurant l'état d'exception dans tout le pays.

20 décembre : destitution de Gomulka. Gierek devient premier secrétaire du POUP. Le bureau politique est profondément remanié. A la place de Psychalski (président du Conseil d'Etat), Kliszko (Affaires idéologiques), Strzelecki (appareil administratif) et Jaszcuk (Economie), viennent : Moczar (forces de sécurité), Babiuch (appareil administratif), Szydlak (Affaires idéologiques), Kociolek (Economie) et Jaroszewicz. Gomulka est également exclu du bureau politique.

23 décembre : session extraordinaire de la Diète. Jaroszewicz est nommé Premier ministre, Cyrankiewicz prend le poste de président du Conseil d'Etat. Plusieurs postes ministériels sont remaniés. « Déblocage » de sept milliards de zlotys pour augmenter les salaires, pensions et retraites des couches les plus touchées par la hausse des prix.

24 décembre : dans 106 grandes usines du pays, des réunions commencent, où les travailleurs se prononcent sur les modalités de la distribution des sept milliards.

Appel du cardinal Wyszynski à l'ordre, à l'unité nationale et à la réconciliation de l'Etat avec l'Eglise.

29 décembre : signature de l'accord avec l'URSS prévoyant la livraison immédiate de deux millions de tonnes de blé.

6 janvier 1971 : Gierek et Jaroszewicz à Moscou.

7 janvier : nouvelle révolte des ouvriers des chantiers navals de Gdansk et de Gdynia. Mot d'ordre principal : libération des 200 ouvriers arrêtés au cours des journées de décembre. Les grévistes exigent la venue immédiate de Gierek. Les cou-

pables des massacres doivent être désignés et punis. Des centaines de réunions et meetings se tiennent dans tout le pays. Des débrayages et des grèves sur le tas se poursuivront jusqu'au 26 janvier. Grève des transports en commun menée par des comités de grève.

9 janvier : les nouveaux dirigeants lancent une « campagne de vérité » dans tout le pays. Les travailleurs exigent le départ de Loga-Sowinski, président des syndicats.

Des réunions et meetings se succèdent aux chantiers navals de Gdansk. De même qu'à Szczecin, c'est une grève sur le tas.

11 janvier : visite éclair de Gierek à Berlin-Est. C'est le troisième entretien avec Ulbricht, après celui de Tejchma et Jedrychowski.

13 janvier : limogeage de Antoni Walaszek de son poste de premier secrétaire du parti de Szczecin.

14 janvier : les nouvelles autorités annoncent le gel des prix sur certains biens de consommation.

15 janvier : démission de Loga-Sowinski.

16 janvier : Gierek et Jaroszewicz à Prague.

18 janvier : reprise des grèves à Gdansk, dans les chantiers navals. Grève des travailleurs des transports en commun de la « triville ». On exige notamment : liberté de presse et d'élections, limogeage de Kociolek et Moczar du bureau politique, augmentation générale des salaires, châtiment des responsables des massacres, etc.

20 janvier : la grève se poursuit à Gdansk. Les travailleurs des transports en commun unissent leurs comités de grève en un comité central de grève pour toute la « triville ».

22 janvier : de nouvelles grèves à Szczecin. Grève générale dans toute la ville. Le conseil ouvrier des chantiers navals exige la venue immédiate de Gierek. Mot d'ordre : augmentation des salaires de 30 %.

23 janvier : des grèves éclatent dans les villes proches de Szczecin : Pila, Stargard, Szczecinski et Swinoujscie.

Circulaire de Jaroszewicz aux directeurs d'entreprise sur le « relâchement

de la discipline du travail » et l'« esprit de tolérance à l'égard des ouvriers ». Limogeage de Switala, ministre de l'Intérieur.

24 janvier : à 6 heures du soir, Gierek et Jaroszewicz arrivent aux chantiers navals Warski. La confrontation directe avec les 12 000 travailleurs dure neuf heures. Conquêtes arrachées : libres élections aux instances du parti, des syndicats, de l'administration et des organisations de jeunesse ; les emprisonnés seront libérés ; les dirigeants et les participants aux grèves ne seront pas poursuivis. Réponse négative de Gierek à la revendication centrale sur la hausse des salaires.

25 janvier : dans les chantiers navals de Szczecin, une « commission ouvrière » est créée et exerce le pouvoir ensemble avec le comité de grève.

26 janvier : Gierek et Jaroszewicz passent toute la journée dans les chantiers navals de Gdańsk, où la confrontation a duré sept heures. Les mêmes revendications qu'à Szczecin se répètent ici et les mêmes concessions sont faites par les dirigeants.

Au cours de ce meeting, le nouveau ministre de l'Intérieur, Szlachcic, dit que « l'emploi des armes aurait pu être évité ».

27 janvier : pour gagner l'appui des intellectuels, Gierek décide de... reconstruire le château des rois à Varsovie, au coût de 2 milliards de zlotys.

28 janvier : le gouvernement renonce au nouveau système de « stimulants » qui avait provoqué le mécontentement des ouvriers.

29 janvier : petite révolution à Szczecin où les ouvriers se mettent à nouveau en grève, furieux contre le refus de Gierek d'augmenter les salaires.

31 janvier : Gierek annonce qu'ensemble avec Jaroszewicz, ils se rendront prochainement de nouveau aux chantiers navals de Szczecin.

5 février : nouveaux remaniements dans le comité régional du parti de Szczecin.

Ainsi donc, les premiers mouvements révolutionnaires et les premières révolutions politiques contre les

bureaucraties parasites, pour les renverser, ont mis en évidence la place que la grève de masse, la grève générale, occupe dans le processus révolutionnaire. Celui-ci ne se limite pas cependant à la grève de masse, à la grève générale ; il inclut la constitution de comités, de soviets, les manifestations de masse, les combats de rue, la lutte politique sous de multiples formes. La nécessité de la direction révolutionnaire n'est pas moins grande pour conduire à la victoire la révolution politique qu'elle ne l'est pour conduire à la victoire la révolution sociale. Dans les pays où le capital a été exproprié mais où le prolétariat doit chasser du pouvoir une bureaucratie parasite et usurpatrice, la grève générale n'est pas moins également « le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs ». Son importance et son efficacité sont d'autant plus grandes que les rapports de production sont des rapports de production de transition entre le capitalisme et le socialisme, que l'Etat est propriétaire de l'essentiel des moyens de production. De ce fait, la grève générale ébranle les fondements de l'appareil d'Etat. La classe ouvrière n'en doit pas moins, pour vaincre, s'emparer du pouvoir politique, constituer un nouvel appareil d'Etat qui, sur la base des rapports de production existants, lui assure le pouvoir.

LA GREVE GENERALE : A CUBA ET AU NICARAGUA

Très souvent on semble vouloir l'ignorer, mais y compris à Cuba et au Nicaragua la grève générale a été au centre du processus révolutionnaire qui a abattu la dictature de Batista, puis, vingt ans après, celle de Somoza.

Cuba, fin décembre 1958-début janvier 1959 :

« La grève ouvrière nationale dura plus d'une semaine : ce fut un facteur décisif de la victoire qui anéantit les tentatives de coup d'Etat militaire, de médiation américaine et consolida le nouveau pouvoir révolutionnaire... Il y avait plusieurs dizaines de milliers d'hommes qui possédaient toutes les armes, tandis que l'armée et les milices rebelles ne comptaient pas plus de

5 000 hommes, dont beaucoup sans fusil, pour tout le pays. La grève a pesé de façon décisive dans la balance pour désarmer psychologiquement les militaires. De même que le refus massif du peuple de voter aux élections du 3 novembre 1958 avait été un autre facteur décisif. La grève générale fut l'instrument de la victoire, le Mouvement du 26 juillet est dans tout le pays la colonne vertébrale de cette victoire, et Fidel le chef incontesté. » (*Journal de la révolution cubaine*, Carlos Franqui.)

Au Nicaragua, le rapport de Luis Favre à la 9^e session du bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, que le n° 589 de « La Vérité » a publié, souligne :

« La grève générale de trois mois — devenue insurrectionnelle —, l'armement des masses dans le cours même de la guerre civile, les occupations de terres par les paysans, la constitution de milices et l'offensive militaire déclenchée par le Front sandiniste de libération nationale : tous ces éléments réunis sont venus à bout de la résistance de Somoza et de la Garde nationale.

(...) Avec l'aide d'un encadrement de l'armée du Panama, le FSLN masse ses troupes, sous la direction d'Eden Pastora, à la frontière du Costa Rica. L'objectif proclamé est celui d'occuper la ville de Rivas, au sud du pays, et d'installer le gouvernement provisoire dans le territoire même du Nicaragua. Cela aux fins d'obtenir la reconnaissance internationale du gouvernement et l'assurer ainsi d'une aide militaire et aussi de l'intervention directe des troupes du Panama et du Venezuela, qui assurent déjà un appui logistique et d'encadrement au FSLN.

Le FSLN lance, comme nous l'avons dit, un appel à la grève générale à partir du 4 juin. Sa nature d'organisation révolutionnaire petite-bourgeoise, son caractère hétérogène, le fait qu'il veut véritablement en finir avec Somoza, expliquent qu'il peut appeler à la grève générale, participer et même impulser la constitution des comités et milices pour cette lutte.

Les troupes du FSLN n'atteindront cependant pas leurs objectifs et c'est l'intervention des masses, en particulier à Hasaya, Esteli et Leon, qui infligera les coups les plus décisifs à la Garde nationale.

Enfin, en dehors de tout mot d'ordre du FSLN, c'est le soulèvement de Managua, la capitale, qui fera pencher la balance définitivement en faveur des masses, de leurs milices et de leurs comités, et qui provoquera le départ de Somoza et la destruction de l'ancien régime.

C'est donc la grève générale, l'armement des masses, l'insurrection, auxquels se joignent les actions militaires du FSLN, qui en ont fini avec la dictature haïe. »

En ce qui concerne l'Iran, la déclaration du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale résume rapidement le processus révolutionnaire qui a renversé le régime du chah :

« C'est en six mois que la dictature du chah a été réduite en miettes. En août 1978, après l'atroce provocation de l'incendie d'un cinéma à Abadan, 50 000 manifestants défient la police, criant : "Chah, nous te brûlerons !" »

Le 8 septembre, c'est le "vendredi noir". Fort de l'appui de l'impérialisme, de celui de la bureaucratie stalinienne, de celui de la bureaucratie de Pékin, le régime impérial compte sur la meurtrière efficacité de ses forces de répression. A Téhéran, c'est à la mitrailleuse lourde que l'armée ouvre le feu sur une immense manifestation.

Mais, dès le 24 septembre, le mouvement rebondit : c'est la grève des travailleurs du pétrole qui va déboucher sur la grève générale.

En janvier, le chah prend la fuite. Très vite, le gouvernement Bakhtiar semble s'évanouir, l'armée commence à se désagréger, les commandes de l'appareil d'Etat ne répondent plus. La grève générale paralyse le pays. Le 10 février, c'est l'insurrection qui éclate, et, en quelques heures, le feu de la révolution va gagner tout Téhéran, et bientôt tout le pays. »

« c'est la révolution qui produit la grève de masse »

(R. Luxemburg)

La nouvelle période de la révolution prolétarienne qui s'est ouverte en 1968 avec la grève générale française et le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie réaffirme le caractère mondial de la révolution prolétarienne. Elle ne laisse rien des conceptions révisionnistes sur la division du monde en blocs, ouvertement ou discrètement affirmées (comme par exemple la division en trois secteurs « interdépendants » de la révolution : le secteur de la révolution coloniale, celui des métropoles impérialistes, celui de la révolution politique). La lutte mondiale des classes, à l'époque de l'impérialisme, est une ; la révolution prolétarienne est une. Elles constituent un ensemble organique, donc différencié, mais nullement trois secteurs « interdépendants » comme dans le système solaire, par exemple, sont interdépendants le Soleil, la Lune, la Terre plus quelques autres planètes. Il s'agit d'un seul corps, d'un ensemble organique. Cette réaffirmation de l'unité de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes (métropoles impérialistes et semi-colonies) et dans les pays où le capital a été exproprié, mais où des bureaucraties parasitaires ont usurpé le pouvoir politique et écrémenté le surproduit social, souligne le rôle hégémonique du prolétariat dirigeant les masses exploitées, et par conséquent de ses méthodes propres, de ses formes d'action, dont la grève générale. C'est un fait que, en de nombreux pays capitalistes d'Europe, visiblement la grève générale est à l'ordre du jour : en Angleterre, au Portugal, en Espagne, en Italie, pour ne citer que ceux-là. Cela n'apparaît pas de la même façon en Europe de l'Est, car la forme du pouvoir politique fait que les processus qui aboutissent aux explosions révolutionnaires restent le plus souvent longtemps souterrains. Néanmoins, ces processus sont à l'œuvre, et se manifestent déjà clairement en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est, d'une façon ou d'une

autre. Les révolutions en Iran, au Nicaragua, annoncent de nouveaux et gigantesques développements révolutionnaires dans les pays semi-coloniaux, où le prolétariat marchera en tête. D'ores et déjà, par exemple, les conditions de la grève générale se réunissent au Brésil. Le « foquisme » a définitivement fait faillite.

La grève générale ne surgit pas à n'importe quel moment de la lutte des classes. Elle résulte de tout un développement dans les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes. Elle suppose un degré déjà élevé d'homogénéité, non seulement objective, mais subjective, de la classe ouvrière. Certes la classe ouvrière est — en raison de la place qu'elle occupe dans les rapports de production bourgeois — la classe la plus homogène de la société bourgeoise. Mais cette homogénéité est relative. La classe ouvrière est une classe en soi du fait de son exploitation, et du mode d'exploitation qu'elle subit. Il y a un long parcours avant qu'elle ne devienne une classe pour soi. Objectivement, d'abord elle est composée de différentes couches, de différents secteurs qui subissent une exploitation plus ou moins intensive, plus ou moins brutale, dont les conditions de vie peuvent être très différenciées.

Ensuite, son organisation, son expérience sont également très différenciées. Elle est sillonnée de courants politiques, marquée de différentes influences. Elle subit les pressions idéologiques et politiques des classes dominantes. Enfin, elle fait partie du tissu social de la société bourgeoise. Or la grève générale c'est le prolétariat qui s'unifie comme classe, qui devient une classe pour soi, car elle se dresse comme classe contre les classes dominantes, contre la bourgeoisie. Ce faisant, au moins objectivement, il met en cause l'ordre social et politique en place, le gouvernement, le pouvoir, l'Etat bourgeois.

Une telle situation ne peut s'établir que comme expression de rapports sociaux et politiques entre les classes et à l'intérieur des classes arrivés au point où le tissu social se déchire : une situation de crise sociale et politique aiguë. La société dans son ensemble doit être en crise pour que la grève générale surgisse.

Bien qu'alors l'époque de la révolution prolétarienne mondiale n'était pas encore ouverte, les grèves générales belges de 1891, 1893, 1902 ont été les produits et ensuite les moteurs d'une crise politique de la société bourgeoise dans son ensemble, extrêmement profonde. Elles ont témoigné autant que créé une situation révolutionnaire. Depuis que s'est ouverte cette époque, le surgissement de la grève générale exprime de façon explosive qu'en haut on ne peut plus et qu'en bas on ne veut plus vivre comme avant. Sans quoi, « le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs » ne serait pas possible.

« C'est le révolution qui crée d'abord les conditions sociales, rendant possible cette transformation immédiate de la lutte économique qui trouve son expression dans la grève en masse. Et si le schéma vulgaire ne voit le rapport entre grève en masse et révolution que dans les sanglantes rencontres dans les rues terminant les grèves en masse, un coup d'œil un peu plus approfondi sur les événements de Russie nous montre un rapport absolument *inverse* ; en réalité, ce n'est pas la grève en masse qui produit la révolution, c'est la révolution qui produit la grève en masse. »

Voilà ce qu'écrit Rosa Luxemburg dans son analyse de la lutte de classe du prolétariat russe au cours de la révolution de 1905. En d'autres termes, la grève de masse, la grève générale, surgissent seulement là où la révolution prolétarienne est immédiatement à l'ordre du jour. Elles sont le produit de la crise sociale et politique qui engendre la révolution, dont elles sont un moyen. C'est pourquoi la grève générale est toujours préparée, parfois de longue date, par une intense activité pratique de la classe ouvrière, mais qui ne se limite pas seulement aux grèves. Tout au contraire, cette activité pratique des masses utilise tous les

terrains de la lutte des classes et toutes les formes politiques qu'elles peuvent utiliser dans des conditions et des circonstances déterminées. Tout à la fois en raison des données qui la conditionnent et parce qu'elle est « le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs », la grève générale soulève la question du pouvoir.

LES LIMITES DE LA GREVE GENERALE

Mais, si la grève générale pose la question du pouvoir, elle ne la résout pas pour autant automatiquement. Et d'abord, elle a besoin de s'organiser, elle a besoin d'une direction. Trotsky a mis en évidence ce que 1905, en même temps que la grève en masse, la grève générale, a fait surgir :

« Si donc nous avons le droit de mettre la capitale de la Neva au centre de tous les événements qui terminent 1905, à Pétersbourg même, nous devons accorder la plus haute place au conseil, ou soviet, des députés ouvriers. C'est en effet la plus importante organisation ouvrière que la Russie ait connue jusqu'à ce jour. De plus, le soviet de Pétersbourg fut un exemple et un modèle pour Moscou, Odessa et plusieurs autres villes. Mais il faut dire surtout que cette organisation, qui était vraiment l'émanation de la classe des prolétaires, fut l'organisation type de la révolution. Tous les événements pivotèrent autour du soviet, tous les fils se rattachèrent à lui, tous les appels vinrent de lui.

Qu'était-ce donc que le soviet ?

Le conseil des députés ouvriers fut formé pour répondre à un besoin pratique, suscité par les conjonctures d'alors : il fallait avoir une organisation jouissant d'une autorité indiscutable, libre de toute tradition, qui grouperait du premier coup les multitudes disséminées et dépourvues de liaison ; cette organisation devait être un confluent pour tous les courants révolutionnaires à l'intérieur du prolétariat ; elle devait être capable d'initiative et se contrôler elle-même d'une manière automatique ; l'essentiel, enfin, c'était de pouvoir la faire surgir dans les vingt-quatre heures. Le parti social-démocrate, qui unis-

sait étroitement, dans ses retraites clandestines, plusieurs centaines, et, par la circulation des idées, plusieurs milliers d'ouvriers à Pétersbourg, était en mesure de donner aux masses un mot d'ordre qui éclairerait leur expérience naturelle à la lumière fulgurante de la pensée politique ; mais ce parti n'aurait pas été capable d'unifier par un lien vivant, dans une seule *organisation*, les milliers et les milliers d'hommes dont se composait la masse : en effet, il avait toujours accompli l'essentiel de son travail dans des laboratoires secrets, dans les antres de la conspiration que les masses ignoraient. Le parti des socialistes-révolutionnaires souffrait des mêmes maladies de la vie souterraine, aggravées encore par son impuissance et son instabilité. Les difficultés qui existaient entre les deux fractions également fortes de la social-démocratie d'une part, et leur lutte avec les socialistes-révolutionnaires de l'autre, rendaient absolument indispensable la création d'une organisation *impartiale*. Pour avoir de l'autorité sur les masses, le lendemain même de sa formation, elle devait être instituée sur la base d'une très large représentation. Quel principe devait-on adopter ? La réponse venait toute seule. Comme le seul lien qui existait entre les masses prolétaires dépourvues d'organisation était le processus de la production, il ne restait qu'à attribuer le droit de représentation aux entreprises et aux usines. On avait comme exemple et comme précédent la commission du sénateur Chidlovsky. Une des deux organisations social-démocrates de Pétersbourg prit l'initiative de créer une administration autonome révolutionnaire ouvrière, le 10 octobre, au moment où la plus grande des grèves s'annonçait. Le 13 au soir, dans les bâtiments de l'Institut technologique, eut lieu la première séance du futur soviet. Il n'y avait pas plus de trente à quarante délégués. On décida d'appeler immédiatement le prolétariat de la capitale à la grève politique générale et à l'élection des délégués. « *La classe ouvrière*, disait l'appel rédigé à la première séance, a dû recourir à l'ultime mesure dont dispose le mouvement ouvrier mondial et qui fait sa puissance : à la grève générale... »

Dans quelques jours, des événements décisifs doivent s'accomplir en Russie. Ils détermineront pour de nombreuses années le sort de la classe ouvrière ; nous devons donc aller devant des faits avec toutes nos forces disponibles, unifiées sous l'égide de notre commun soviet... »

Plus loin :

« Au fur et à mesure du développement de la grève d'octobre, le soviet devenait tout naturellement le centre qui attirait l'attention générale des hommes politiques. Son importance croissait littéralement d'heure en heure. Le prolétariat industriel avait été le premier à serrer les rangs autour de lui. L'Union des syndicats, qui avait adhéré à la grève dès le 14 octobre, dut presque immédiatement reconnaître son protectorat. De nombreux comités de grève — ceux des ingénieurs, des avocats, des fonctionnaires du gouvernement — réglaient leurs actes sur ses décisions. En s'assujettissant les organisations indépendantes, le soviet unifia autour de lui la révolution.

En même temps, la division se faisait sentir de plus en plus dans les rangs du gouvernement.

Trepov ne ménageait plus rien et flattait de la main ses mitrailleuses. Le 12, il se fait placer par Nicolas II à la tête de toutes les troupes de la garnison de Pétersbourg. Le 14, il donne l'ordre de ne pas "ménager les cartouches". Il partage la capitale en quatre secteurs militaires, commandés chacun par un général. En qualité de général gouverneur, il menace tous les marchands de comestibles de les faire déporter dans les vingt-quatre heures s'ils ferment boutique. Le 16, il consigne sévèrement les portes de toutes les écoles supérieures de Pétersbourg, qui sont occupées par les troupes. Sans que la loi martiale ait été proclamée, elle entre de fait en vigueur. Des patrouilles à cheval terrorisent la rue. Les troupes sont cantonnées partout, dans les établissements de l'Etat, dans les édifices publics, dans les cours des maisons particulières. Alors que les artistes du ballet impérial eux-mêmes se joignaient à la grève, Trepov, inexorable, emplissait de soldats les théâtres

vides. Il ricanait et se frottait les mains, pressentant une chaude affaire.

Il se trompait dans ses calculs. Ses adversaires politiques, représentés par un courant bureaucratique qui cherchait un compromis frauduleux avec l'histoire, l'emportèrent. Witte, chef de ce parti, fut appelé au pouvoir.

Le 17 octobre, les soudards de Trepov dispersèrent la réunion du soviet des députés ouvriers. Mais celui-ci trouva la possibilité de s'assembler encore une fois. Il décida que l'on poursuivrait la grève avec un redoubllement d'énergie. Il recommanda aux ouvriers de ne plus payer ni leur loyer, ni les marchandises qu'ils prenaient à crédit, avant d'avoir repris le travail, et il invita les propriétaires et les commerçants à ne pas se montrer exigeants envers les ouvriers. Ce même 17 octobre parut le premier numéro des *Izvestia* du soviet des députés ouvriers.

Et, dans la même journée, le tsar signait le manifeste de la Constitution. »

Conjointement à la grève en masse, à la grève générale, le prolétariat avait constitué le cadre de son unité, sa représentation comme classe, son parlement et son exécutif, les soviets.

La grève générale soulève la question du pouvoir en ce que, rassemblement des opprimés contre les oppresseurs, elle paralyse le fonctionnement économique du pays et dans une très large mesure le fonctionnement de l'Etat bourgeois. Cependant, elle a ses limites, que Trotsky souligne :

« *Cette grève pacifique*, écrivait M. Procopovitch dans la revue *Pravo*, grève qui a occasionné un nombre beaucoup moins considérable de victimes que ne l'avait fait le mouvement de janvier, et qui s'est terminée par un coup d'Etat, a été une révolution, car elle a transformé radicalement le régime gouvernemental de la Russie. » “L'histoire, dit-il encore, qui avait été au prolétariat un de ses moyens de lutte pour les droits populaires, l'insurrection et les barricades dans la rue, lui en donna un autre beaucoup plus puissant, la grève politique générale.”

Nous donnions certes une énorme importance alors à une grève politique des masses, considérée comme l'indispensable méthode de la révolution russe, tandis que des radicaux comme les Procopovitch se nourrissaient de vagues espérances fondées sur l'opposition des zemstvos. Mais nous ne pouvons admettre en aucune façon que la grève générale ait abrogé et remplacé les anciennes méthodes révolutionnaires. Elle en a seulement modifié l'aspect et elle les a complétées. Nous ne pouvons pas non plus reconnaître que la grève d'octobre, quelque estime que nous en ayons, ait “radicalement transformé le régime gouvernemental de la Russie”. Au contraire, tous les événements politiques ultérieurs ne s'expliquent qu'en raison de ce fait que la grève d'octobre n'a rien changé au régime gouvernemental. Nous dirons même qu'elle n'aurait pas pu accomplir un “coup d'Etat”. En tant que grève politique, elle se borna à mettre les adversaires face à face.

Sans aucun doute, la grève des chemins de fer et du téléphone désorganisa au dernier degré le mécanisme gouvernemental. Et la désorganisation s'aggrava avec la durée de la grève. Mais, en se prolongeant, cette même grève troubloit les fonctions de la vie économique et sociale et affaiblissait nécessairement les ouvriers. Et, enfin, elle devait avoir un terme. Mais, dès que la première locomotive fut sous pression, dès que le premier appareil télégraphique produisit son tac-tac, ce qui subsistait du pouvoir trouva la possibilité de remplacer tous les leviers brisés et de renouveler toutes les pièces avariées de la vieille machine gouvernementale.

Dans la lutte, il est extrêmement important d'affaiblir l'adversaire ; c'est la tâche de la grève. En même temps, elle met sur pied l'armée de la révolution. Mais ni l'un ni l'autre de ces résultats ne constituent par eux-mêmes un coup d'Etat.

Il faut encore arracher le pouvoir à ceux qui le détiennent et le transmettre à la révolution. Telle est la tâche essentielle. La grève générale crée les conditions nécessaires pour que ce travail soit exécuté, mais elle est, par elle-même, insuffisante pour le mener à bien.

Le vieux pouvoir gouvernemental s'appuie sur sa force matérielle, et avant tout sur l'armée. Pour barrer la route à un véritable "coup d'Etat", autre que celui qu'on croit avoir fait sur le papier, on trouve toujours l'armée. A un certain moment de la révolution, une question se pose et domine toutes les autres : de quel côté sont les sympathies et les baïonnettes des troupes ? La réponse ne peut pas être obtenue par une enquête. On peut formuler bien des observations justes et précieuses sur la largeur et la régularité des rues modernes, sur les nouveaux modèles de fusil, etc, mais toutes ces considérations techniques laissent entière la question de la conquête révolutionnaire du pouvoir gouvernemental. L'inertie de l'armée doit être surmontée. La révolution n'arrive à ce but qu'en provoquant un affrontement entre l'armée et les masses populaires. La grève générale crée les conditions favorables de cet affrontement. La méthode est brutale, mais l'histoire n'en connaît pas d'autre. »

Finalement, la grève générale, comme toutes les autres méthodes de la révolution, exige une politique, un programme donnant à la question du gouvernement, du pouvoir, une réponse concrète, ainsi qu'une force politique luttant pour cette politique, pour ce programme, pour cette réponse concrète à la question du gouvernement, du pouvoir.

ROSA LUXEMBURG ET LA SPONTANÉITE

Rosa Luxemburg a insisté sur la spontanéité au cours de la révolution russe de 1905 :

« L'élément spontané joue, nous l'avons vu, un grand rôle dans toutes les grèves en masse de Russie, élément soit d'impulsion, soit d'arrêt. Cela ne vient pas de ce qu'en Russie la social-démocratie est encore jeune et faible, mais de ce que, dans chaque action particulière de la lutte, interviennent une telle infinité d'éléments économiques, politiques et sociaux, généraux et locaux, matériels et psychologiques, qu'aucune d'elles ne peut se définir et se développer comme un exemple arithmétique. La

révolution, lors même que le prolétariat, avec la social-démocratie à sa tête, y joue le rôle dirigeant, n'est pas une manœuvre du prolétariat en rase campagne ; c'est une lutte au sein des craquements, de l'émettement, du déplacement incessant de tous les fondements sociaux. Bref, si l'élément spontané joue dans les grèves en masse de Russie un rôle si prépondérant, ce n'est point parce que le prolétariat russe est "insuffisamment éduqué", mais parce que les révolutions ne se laissent pas diriger comme par un maître d'école. »

Rosa Luxemburg oppose la spontanéité au « bureaucratisme » des syndicats et aussi de la social-démocratie d'Allemagne, qui, déjà en cette période, exprimait l'adaptation à la société bourgeoise, l'opportunisme, le révisionnisme.

« Ce qu'il y a de plus précieux, parce que permanent dans ce brusque flux et reflux de la marée révolutionnaire, c'est son *précipité intellectuel*. La croissance par bonds, en intelligence et en civilisation, du prolétariat fournit une garantie infrangible de son irrésistible progrès ultérieur dans la lutte, tant économique que politique. Mais ce n'est pas tout. Les rapports mêmes entre ouvriers et patrons sont bouleversés ; depuis la grève générale de janvier et les grèves de 1905 qui ont suivi, le principe du capitaliste "maître chez lui" est supprimé *de facto*. Dans les plus grandes usines de tous les centres importants, se sont constitués spontanément des comités ouvriers, avec lesquels seul le patron traite et qui décident de tous les conflits.

Et enfin, plus encore : les grèves en apparence chaotiques et l'action révolutionnaire "désorganisée" suivant la grève générale de janvier deviennent le point de départ d'un fiévreux *travail d'organisation*. Madame l'Histoire fait de loin, en riant, un pied-de-nez aux hommes des clichés bureaucratiques, qui montent colèreusement la garde aux portes de la prospérité des syndicats allemands.

Les organisations solides qui, censément, devraient être édifiées à l'avance ainsi qu'une forteresse imprenable, comme condition *sine*

qua non d'une tentative éventuelle d'éventuelle grève en Allemagne, ces organisations sont précisément, tout au rebours, filles de la grève en masse en Russie ! Et, tandis que les gardiens des syndicats allemands ont avant tout peur que ces organisations, dans un tourbillon révolutionnaire, ne s'en aillent en pièces, comme des porcelaines précieuses, c'est un tableau tout contraire que nous montre la révolution russe : de la tourmente et de l'orage, des flammes et du feu, des grèves en masse, des batailles dans la rue, ce qui émerge, comme Vénus de l'écumé des mers, frais, jeunes, forts et contents de vivre, ce sont... des syndicats. »

Le style de Rosa Luxemburg est éblouissant et ce qu'elle écrit est pour notre époque un enseignement particulièrement précieux. En effet, ce qui n'était alors que le bureaucratisme, l'opportunisme, et non le révisionnisme, des appareils syndicaux et des partis ouvriers, est devenu depuis longtemps action contre-révolutionnaire ouverte et déterminée. Ce ne sont plus seulement les partis socialistes et social-démocrates, les appareils syndicaux, qui de nos jours sont devenus contre-révolutionnaires, mais, avec une science extraordinaire dans cet art particulier, les partis staliens. Ce sont seulement ces forces vives, bondissantes, de la classe ouvrière qui garantissent que les obstacles contre-révolutionnaires dressés pour empêcher le déferlement révolutionnaire du prolétariat seront submergés.

Rosa Luxemburg n'en souligne pas moins l'importance du parti du prolétariat :

« Avec la psychologie d'un syndiqué qui ne consent à chômer au Premier Mai qu'une fois bien assuré à l'avance d'un subside fixé avec précision, au cas où il serait renvoyé, on ne peut faire ni révolution ni grève générale. Mais justement, dans la tourmente de la période révolutionnaire, le proléttaire se transforme, de père de famille prudent qui exige un subside, en un "révolutionnaire romantique" pour qui même le bien supérieur, la vie, à plus forte raison le bien-être matériel, n'a que peu de valeur en comparaison du but idéal de la lutte. »

Mais si la direction de la grève générale, au sens de commandement qui en aurait l'initiative ou de calcul et des dispositions des frais qu'elle coûtera, est l'affaire de la période révolutionnaire elle-même, il n'en est pas moins vrai qu'en un tout autre sens la direction, dans les grèves en masse, revient au socialisme et à ses organes dirigeants. Au lieu de se casser la tête avec le côté technique, avec le mécanisme de la grève, le socialisme est appelé, dans la période révolutionnaire, à en prendre la direction *politique*. La tâche la plus importante de "direction" dans la période de grève générale consiste à donner à la bataille son mot d'ordre, sa tendance, à régler la *tactique* de la lutte politique de façon qu'en toute phase et à tout moment soit réalisée et mise en activité la somme entière de puissance déjà engagée dont le prolétariat dispose, en activité, qu'elle se manifeste dans la position de combat du parti, que la tactique du socialisme ne se trouve jamais, en décision et en précision, *au-dessous* du niveau des rapports de forces existant en réalité, mais qu'au contraire elle dépasse ce niveau. Et cette direction se transforme d'elle-même, dans une certaine mesure, en direction technique. Une tactique du socialisme conséquente, résolue, allant de l'avant, provoque dans la masse le sentiment de la sécurité, de la confiance, de l'ardeur au combat ; une tactique hésitante, faible, fondée sur une dépréciation du prolétariat, exerce sur la masse une action paralysante et perturbatrice. Dans le premier cas, les grèves en masse éclatent "d'elles-mêmes" et toujours "en temps opportun" ; dans le deuxième, même des appels directs des dirigeants à la grève en masse restent sans résultat. Et la révolution russe nous offre des exemples parlants de l'un et de l'autre. »

Pourtant, l'histoire l'a prouvé, Rosa Luxemburg sous-estime l'importance et le rôle du parti révolutionnaire dans le processus révolutionnaire, donc dans la grève générale. Elle réagit sous l'impression de l'attitude et des méthodes de la lourde machine social-démocrate allemande, qui se méfiait dès cette période de l'initiative révolutionnaire du proléta-

riat allemand et l'étoffait. La social-démocratie agit ainsi car elle a déjà un pied dans le camp de la contre-révolution.

La spontanéité des masses est toujours une spontanéité historiquement déterminée. Elle est le produit de toute une expérience politique de lutte de classe parvenue, en des circonstances données, à un point donné. Des dizaines d'années d'activité des organisations et des partis ouvriers au sein des masses la nourrissent, avec l'acquis et aussi les contradictions et limites que cela implique, surtout à l'époque actuelle où les partis ouvriers traditionnels sont passés du côté de la contre-révolution, de la défense de l'ordre bourgeois. Cette spontanéité inclut le rejet de la soumission à l'ordre bourgeois, le rejet de la politique et des méthodes qui soumettent le prolétariat à la bourgeoisie, le rejet des méthodes de défense des régimes politiques de domination de classe de celle-ci. Elle inclut aussi les illusions des masses. La spontanéité du prolétariat est donc une notion qui demande à être précisée en fonction d'un ensemble de déterminations. De toute façon, elle a ses limites.

GREVE GENERALE, SPONTANÉITE ET STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE

L'expérience a prouvé au cours de la révolution russe, des révolutions, crises et mouvements révolutionnaires qui se sont succédé, et dans lesquels s'incluent les multiples grèves générales, l'importance décisive des partis et organisations révolutionnaires et contre-révolutionnaires, de leurs politiques, de leurs programmes. Tenant compte que la classe ouvrière a une histoire, qu'elle dispose d'organisations déterminées, la Troisième Internationale a commencé, plus précisément dans ses III^e et IV^e Congrès, à préciser la stratégie de la révolution prolétarienne, notamment dans ce qui est alors caractérisé comme la « tactique du front unique ». Trotsky, dans son livre « L'Internationale communiste après Lénine », a vivement insisté sur la nécessité d'une stratégie révolutionnaire. Le programme sur lequel la IV^e Internationale

a été fondée, « L'Agonie du capitalisme et les Tâches de la IV^e Internationale », dit « Programme de transition », est précisément la traduction programmatique de la stratégie de la révolution prolétarienne mondiale. Il ne traite pas de la grève de masse, de la grève générale, comme telles, mais il indique :

« L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant ; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques. Quelle que soit la diversité des méthodes des social-traitres — de la législation "sociale" de Léon Blum aux falsifications judiciaires de Staline — ils ne réussiront jamais à briser la volonté révolutionnaire du prolétariat. De plus en plus, leurs efforts désespérés pour arrêter la roue de l'histoire démontreront aux masses que la crise de la direction du prolétariat, qui est devenue la crise de la civilisation humaine, ne peut être résolue que par la IV^e Internationale. »

La « spontanéité » des masses à l'époque actuelle se situe dans ces conditions. Partant, la stratégie à développer est définie dans les lignes suivante :

« La tâche stratégique de la prochaine période — période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation — consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »

Une fois encore : « la grève générale est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs. C'est le début classique de la révolution. » Elle est une des formes classiques, sinon la forme classique de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, de la réalisation dans l'action de son unité comme classe contre la bourgeoisie comme classe, son gouvernement, son Etat, son pouvoir.

Etant donné les rapports politiques actuels à l'intérieur du mouvement ouvrier, étant donné que les partis ouvriers traditionnels, les appareils syndicaux, défendent de toutes leurs forces, par tous les moyens, la société bourgeoise et même les régimes politiques bourgeois en place, étant donné la faiblesse des organisations de la IV^e Internationale qui construisent dans chaque pays le parti révolutionnaire, la « spontanéité » des masses est déterminante dans la marche à la révolution, donc à la grève générale. Pourtant, y compris en ce qui concerne sa préparation et son déclenchement — et par conséquent ses développements ultérieurs — l'intervention militante des organisations de la IV^e Internationale a d'ores et déjà une importance considérable car, sur la base du programme de la IV^e Internationale, il est possible de contribuer à l'enrichissement de l'expérience politique des masses et, en formulant en termes politiques cette expérience, de la dégager, de lui donner une expression consciente, donc par là même une portée beaucoup plus grande.

Toute grève générale pose objectivement certains problèmes fondamentaux : l'unité des masses en lutte, leur représentation, leur organisation, les objectifs politiques, la question du pouvoir. De là ne découle pas que les réponses se dégagent automatiquement, ni jusqu'où la grève générale ira, ni sur quoi elle débouchera. Cela dépend de nombreux facteurs, dont particulièrement le facteur conscient, organisé et agissant, de l'organisation qui construit le parti révolutionnaire, de sa capacité à s'inscrire dans le processus politique qui conduit le prolétariat à se dresser comme classe contre la bourgeoisie, son gouvernement, son Etat, à exprimer les besoins des masses, les exigences de la lutte.

Au moment actuel, où les rapports politiques au sein du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière sont ce qu'ils sont, une juste réponse à la question de la réalisation du front unique entre les organisations ouvrières, à celle de leur rupture avec la bourgeoisie, à celle d'une perspective d'un gouvernement constitué par les partis ouvriers sans ministres représentant les partis bourgeois, est absolument essentielle pour préparer la grève générale et au cours de son développement. La classe ouvrière, les masses exploitées, ne peuvent engager un combat frontal contre la bourgeoisie sans se tourner, sans en appeler constamment à leur représentation politique comme classe. Mais il ne faut surtout pas opposer l'action politique à l'initiative et à la « spontanéité » des masses.

Tout au contraire, il faut, par l'action et dans l'action politique pour le front unique, dégager l'initiative, la spontanéité des masses, car ce sont elles qui réaliseront l'unité de la classe ouvrière par leur propre mouvement, submergeant les obstacles que dressent les appareils bourgeois constitués à l'intérieur du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière, les « lieutenants ouvriers de la bourgeoisie ». Etablir la juste relation dialectique entre l'action politique pour le front unique et l'initiative, le mouvement spontané des masses, est indispensable.

Le mouvement par lequel la classe ouvrière s'engage comme classe dans le combat contre la bourgeoisie comme classe, son Etat, son gouvernement, est un mouvement pratique qui répond à des besoins et préoccupations pratiques, lesquels sont fonction de situations concrètes ; aussi est-il impossible de fixer un catalogue de revendications démocratiques, jusqu'aux revendications d'expropriation du capital, en passant par de multiples revendications économiques et politiques que les masses feront leurs.

Pourtant, une chose est certaine : dans tous les cas, la grève générale pose la question du pouvoir, la question du gouvernement, et bien qu'il s'agisse de concrétiser, à chaque fois la réponse ne peut être apportée que sur la ligne qui définit le programme de la IV^e Internationale : celle du gouvernement ouvrier et paysan.

La grève générale, il faut le réaffirmer, « c'est le début classique de la révolution », ce n'est donc pas l'acte unique par lequel la révolution prolétarienne et la prise du pouvoir s'accomplissent. Elle est un de leurs moments, une de leurs étapes. C'est comme telle qu'il faut la situer et y intervenir, ce qui exige inéluctablement l'action politique dans la préparation et le cours de la grève générale pour la construction du parti révolutionnaire, le parti de la IV^e Internationale. La grève générale est un élément, une composante de la stratégie révolutionnaire. Elle n'est pas, et de loin, toute la stratégie révolutionnaire.

A cet égard, la riche analyse que Rosa Luxemburg a faite de la grève

générale, de la spontanéité révolutionnaire, bien qu'elle y inclut jusqu'à un certain point le rôle du parti ouvrier révolutionnaire, ne suffit cependant pas. Il faut y ajouter les leçons du bolchevisme, les leçons de la révolution d'Octobre. Et celles-ci montrent que finalement l'essentiel est que, dans le processus révolutionnaire, se construise le parti, qu'il conquière l'hégémonie dans la classe ouvrière et les masses exploitées, ou tout au moins une position déterminante, qu'elles le reconnaissent comme la direction et l'organisateur du combat final pour la prise du pouvoir. Alors le mouvement des masses et l'action dirigeante du parti forment un ensemble : masses et parti ont les mêmes pulsions, vivent de la même vie.

en France, « le moment approche »

En France, la grève générale de mai-juin 1968 a blessé mortellement la V^e République sans l'abattre. Depuis, elle agonise. La crise de régime, crise de domination de classe de la bourgeoisie, se perpétue. Maintes fois l'OCI a analysé la forme particulière que la crise de domination de classe de la bourgeoisie qui se développe en France a prise. Il n'est donc pas nécessaire de refaire une fois encore cette analyse. Il suffit de rappeler quelques données essentielles que le rapport préparatoire pour le XXIV^e Congrès de l'OCI consigne :

« Sans reprendre tous les aspects de la crise des institutions bonapartistes de la V^e République analysés dans les textes et documents adoptés par les congrès antérieurs de l'OCI, il faut néanmoins, pour cadrer notre intervention, revenir sur quelques-unes de ses données fondamentales.

La bourgeoisie française est prise dans une contradiction qu'elle ne peut surmonter. La V^e République

est en faillite. Elle n'a pu — par suite de la lutte de classe du prolétariat — instaurer l'Etat fort, l'Etat corporatiste, détruire les organisations ouvrières, broyer le prolétariat. Tout au contraire, le prolétariat, les masses exploitées se sont politiquement renforcés. Seul un barrage que dressent le PS et surtout le PCF, les appareils bureaucratiques des centrales syndicales, et surtout l'appareil stalinien de la CGT (plus exactement la politique de l'appareil stalinien ordonne toute la politique des autres directions ouvrières trahies) a empêché les masses de balayer la V^e République et ses institutions et d'ouvrir la crise révolutionnaire. Or, la crise du système impérialiste, en particulier la marche à une crise économique majeure, contraint la bourgeoisie française à attaquer férolement la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées, leur standard de vie, leurs acquis et conquêtes. Le gouvernement Giscard-Barre aux abois doit s'efforcer de réaliser rapidement ce que de Gaulle, Pompidou, plus de vingt ans de V^e République n'ont pas

permis de réaliser du point de vue des acquis et des conquêtes du prolétariat et des masses exploitées, ce qu'ils n'ont pu engager et cela alors que la mise en place de l'Etat fort, l'Etat corporatiste, a irrémédiablement échoué.

Les intérêts de la classe dominante exigent que soient portés les coups les plus sévères aux masses laborieuses et à la jeunesse. Pour porter ses coups, la classe dominante doit utiliser les institutions bonapartistes de la Ve République, les seules dont elle dispose. Mais ces institutions sont en crise, crise dont le fondement est l'activité des masses. C'est ainsi que, sous peine d'écrasement politique et économique, la classe dominante doit s'appuyer sur les institutions du bonapartisme en crise, le gouvernement Giscard couronnant les institutions concentrant directement la haine des masses laborieuses et de la jeunesse. Répétons-le : la faiblesse de ces institutions ne permet pas au gouvernement Giscard-Barre d'atteindre par ses propres moyens ses objectifs. Les appareils, et particulièrement l'appareil stalinien, doivent prendre en charge la mise en application de la politique anti-ouvrière d'attaque contre la jeunesse et les masses. Aussi est-il essentiel que l'avant-garde révolutionnaire comprenne clairement à la fois le caractère inéluctable de la crise du régime et l'utilisation de la « démocratie » comme levier pour aider à amener la crise du régime à son point de rupture. L'avant-garde révolutionnaire combat pour libérer l'humanité de toutes les chaînes de l'oppression et de l'exploitation de l'homme par l'homme. Dans ce combat, le combat contre les illusions démocratiques est une nécessité absolue. Mais encore faut-il savoir comment combattre les illusions démocratiques.

La liquidation de la IV^e République en 1958 a résulté de conditions et d'événements déterminés, mais elle n'a pas correspondu à des données circonstancielles. Historiquement, la république parlementaire n'est plus la forme de domination politique correspondant aux besoins de la bourgeoisie française décadente. Ce sont les rapports déterminés entre les classes qui ont nécessité le recours à

la république parlementaire pour contenir la montée révolutionnaire née de la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

C'est ainsi qu'au lendemain de la guerre elle renaisait de ses cendres car les rapports entre les classes ne permettaient pas alors à la bourgeoisie d'avoir recours à l'Etat fort, à l'Etat corporatiste, objectif qui pourtant était celui de De Gaulle dès les années 1944 à 1950. Pour contenir les contradictions que la république parlementaire ne pourrait pas contenir, l'institution du bonapartisme en 1958 a correspondu aux besoins profonds de la bourgeoisie française décadente. Cependant le parlementarisme comme mode de domination de classe peut néanmoins revivre en fonction des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, de la faille du bonapartisme, ouvrant la crise révolutionnaire. Il devient alors un régime de crise totalement instable, dont la bourgeoisie a besoin momentanément pour contenir les masses, permettre éventuellement la mise en place d'un gouvernement de front populaire, mais par ailleurs menaçant et insupportable pour elle.

Ne pas comprendre la nature du bonapartisme et la nature de la démocratie parlementaire, l'une et l'autre de nature bourgeoise, serait abandonner les principes, nous désarmer, et glisser sur le terrain du front populaire. Mais ne pas comprendre que bonapartisme et démocratie parlementaire sont des formes de domination de la bourgeoisie qui s'excluent l'une et l'autre serait abandonner en sectaire dogmatique le terrain du marxisme, et par là même l'intervention politique à partir des données fondamentales de la politique révolutionnaire. La démocratie parlementaire comme le bonapartisme sont des produits du développement historique qui ne peuvent être éliminés que par la révolution prolétarienne. Sans qu'il nous soit permis d'oublier son contenu de classe (bourgeois), sans donc la prendre en charge, nous devons opposer la « démocratie » aux institutions bonapartistes, cela afin d'utiliser la « démocratie » contre la forme concrète que prend dans les conditions présentes la forme de domination de

classe de la bourgeoisie, à savoir la forme bonapartiste. C'est ainsi que la « démocratie » dont se servent les appareils bourgeois contre les masses laborieuses doit être utilisée (et l'est) par les masses laborieuses pour des objectifs tout différents. Parce que nous comprenons la nature bourgeoise du bonapartisme et de la démocratie parlementaire, en même temps que nous comprenons que ce sont deux formes de domination de la bourgeoisie qui s'excluent l'une l'autre, nous sommes à même de définir la situation réelle du point de vue des relations entre les classes et du point de vue de classe. Par là, nous nous rendons capables d'agir sur les événements.

Comprenant que la démocratie parlementaire ne pourra s'établir que dans l'effondrement du régime de la Ve République, que cet effondrement verra — dans la mesure où les institutions de la Ve République ont fusionné partiellement avec l'Etat bourgeois — pour le moins la « déstabilisation » de l'Etat bourgeois, nous agissons ainsi sur la contradiction insurmontable entre bonapartisme et démocratie parlementaire, pour aider notre classe à promouvoir ses propres éléments de pouvoir dans la crise d'effondrement. Sans aucunement prendre en charge, cela va de soi, répétons-le, la démocratie parlementaire, mais en utilisant la contradiction insurmontable entre bonapartisme et démocratie parlementaire, en partant de la nécessité de « combattre les illusions sur le terrain des illusions », nous voyons ce qui va arriver inéluctablement : une situation où démocratie parlementaire et formes plus ou moins développées du pouvoir ouvrier (conseils, comités) se côtoieront, comme la prochaine étape politique du combat pour la révolution prolétarienne qui doit renverser tout régime bourgeois, qui doit renverser le système de la propriété privée des moyens de production.

De là découle que, plus le moment du dénouement de la crise politique en crise révolutionnaire approche, plus le levier de la « démocratie » utilisé comme nous venons de l'exposer devient décisif, mais plus l'OCI doit conserver strictement son caractère de classe, et ne pas laisser les revendi-

cations de classe se noyer dans la « démocratie » en général. Et c'est là que se noue le problème de la grève générale, ses rapports avec la démocratie et avec le mot d'ordre du gouvernement Mitterrand-Marchais sans représentant de la bourgeoisie. »

DE GAULLE OBLIGE DE SE DEMETTRE

L'article que le dernier numéro de « La Vérité » a consacré à la grève générale de mai-juin 1968 était titré « La grève générale de mai-juin 1968 est venue de loin ». La grève générale qui se prépare vient également de loin. Ses origines remonteront à la grève générale de mai-juin 1968 elle-même, qui, entravée, transformée en « grève économique », disloquée, a néanmoins blessé mortellement, sans l'achever, la Ve République. Toutefois, la nouvelle grève générale qui se prépare ne se prépare pas strictement de la même façon que celle de mai-juin 1968. Avant et au cours de celle-ci, les grandes masses avaient l'illusion que la grève générale se suffirait à elle-même, que sa puissance suffirait à arracher les revendications et à balayer le gouvernement et la Ve République. Cette illusion a facilité la politique liquidatrice de la grève des partis ouvriers et des appareils des centrales syndicales, principalement le PCF et l'appareil stalinien de la CGT. Elle leur a permis de vider les entreprises, de prendre le contrôle du mouvement, de ne pas constituer le comité central de grève de la grève générale, de ne pas donner l'ordre de grève générale, de maintenir la division politique, de concocter les « accords de Grenelle » et, après que l'ensemble des ouvriers de chez Renault leur eurent intimé le « Ne signez pas », de conclure des accords corporation après corporation, entreprise après entreprise, de se dérober devant la question du pouvoir.

Le PCF demandait la dissolution de l'Assemblée nationale. De Gaulle la dissolvait. La grève générale était liquidée au nom des élections. Les « élections-trahison » amenaient à l'Assemblée nationale une majorité de députés UDR. Les masses ont voulu

ardemment la grève générale de mai-juin 1968. L'illusion de la grève générale se suffisant à elle-même les a désarmées politiquement. Elles en ont tiré plus ou moins nettement la conclusion qu'il faut encore réaliser les conditions politiques indispensables pour balayer le gouvernement de la Ve République et porter au pouvoir un gouvernement qu'elles considèrent comme étant leur gouvernement. Parmi ces conditions : la réalisation de l'unité de la grève, la réalisation du front unique des organisations et partis ouvriers.

La liquidation de la grève générale, l'élection de l'Assemblée nationale « bleu CRS », n'ont pas abattu la classe ouvrière. A peine de Gaulle vient-il de proclamer le 24 novembre 1968 : « C'en est fini des cortèges et exhibitions », que les ouvriers de chez Renault, les travailleurs de l'Assistance publique, les métallos de Bordeaux, manifestent pour que soient satisfaites leurs revendications. Ensuite, chez Renault, chez Peugeot, se produisent des grèves dites sauvages. A nouveau l'appareil stalinien de la CGT lance un de ces mots d'ordre d'*« action »* qui ne sont que des contre-feux à la mobilisation réelle de la classe ouvrière : tout seul, il appelle à une *« journée d'action »* le 12 février 1969. De Gaulle dit brutalement non à toutes les revendications. L'ensemble des dirigeants des centrales syndicales sont amenés à lancer conjointement un ordre de *« grève nationale »* pour le 11 mars 1969. La grève est générale, les manifestations sont massives. Les travailleurs comprennent cette grève comme une grève politique pour leurs revendications contre le gouvernement. De Gaulle tente désespérément de ressaisir l'initiative politique qui lui échappe : il décide d'un référendum pour le 27 avril 1969, dont l'objectif est d'instituer le corporatisme.

Mais la classe ouvrière a déjà réengagé le combat ; l'ensemble des centrales syndicales et les partis ouvriers appellent à voter non, la bourgeoisie est divisée : de Gaulle est battu et doit se démettre. Le mot d'ordre du 13 mai 1968 : « Dix ans, de Gaulle, ça suffit ! » est réalisé. Pourtant, la Ve République se survit. Ayant appelé conjointement à voter non au référen-

dum du 27 avril, les dirigeants de ce qu'il reste de la SFIO et ceux du PCF présentent chacun leur candidat au premier tour des élections présidentielles qui suivent la démission de De Gaulle. En fonction de la loi électorale, seuls restent candidats au second tour — ceux du PCF et de la SFIO ayant été éliminés au premier — Pompidou et Poher, candidats des partis bourgeois. La classe ouvrière est exclue de cette lutte politique.

LA POUSSÉE DES MASSES

Tout au cours des années suivantes, d'importantes grèves se sont succédé. Parmi celles-ci, il faut citer la grève Renault d'avril-mai 1971, que les dirigeants CGT disloquent en grèves tournantes. A l'occasion de ce mouvement, Georges Seguy explique :

« Du point de vue de la combativité, il ne faudrait pas grand-chose pour en arriver là (*à un éventuel mai-juin 1968*). Mais les conditions pour déboucher sur un changement politique dans notre pays ne sont pas réalisées. Ce qui pèse aussi sur les luttes syndicales. »

Très conscient, Seguy oppose à une nouvelle grève générale... l'absence de perspective gouvernementale. En juin 1971, les cheminots débraient spontanément et réalisent la grève. Une fois encore, dirigeants de la CGT et de la CFDT brisent la grève ; le 19 mai, ils expliquent :

« En dépit de la combativité qui s'exprime dans certaines consultations des cheminots en grève, la direction (*de la SNCF*) refuse d'aller au-delà des concessions acquises dont l'effet n'est pas immédiat. De surcroît, le renforcement des actions au plan national, seul capable de faire céder le gouvernement, n'est pour le moment pas envisageable. Cette appréciation tient compte d'un contexte politique général. »

En octobre, c'est la grève des conducteurs du métro de la RATP qui se réalisera contre la volonté affirmée des dirigeants syndicaux. Les conducteurs parviennent à imposer une assemblée générale aux dirigeants qui n'en veulent pas. L'un des grévistes lance :

« Les syndicats à nous, les permanents à notre service ! » Mais les conducteurs ne constituent pas leur comité central de grève ; sans direction, leur grève se disloque.

D'autres mouvements significatifs ont lieu.

Un événement politique d'importance se produit : la construction d'un nouveau Parti socialiste. La participation de la SFIO à la mise en place de la Ve République, Guy Mollet se faisant au Parlement le fourrier de De Gaulle, sa participation aux premiers gouvernements de la Ve République l'ont disloquée et presque détruite. Mais il existe en France dans la classe ouvrière et les masses populaires une tradition socialiste, et donc une place pour un parti ouvrier bourgeois de type parlementaire. Dans la tradition de la vieille SFIO, sans que ce soit celle-ci, un Parti socialiste, bien que très hétérogène, s'est construit et a occupé la place laissée libre. Il en résulte une modification dans les rapports à l'intérieur du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière et des masses populaires. A condition d'apparaître comme un parti ne collaborant pas aux gouvernements de la Ve République, un tel parti peut regrouper derrière lui de larges masses. Il doit également se situer sur le terrain de l'unité d'action avec le PCF et répondre aux aspirations unitaires. De son côté, le PCF prendrait de grands risques d'isolement en s'opposant aux aspirations unitaires des masses. Dans un premier temps, la direction du PCF va choisir, pour endiguer et noyer l'aspiration unitaire des masses, pour la dénaturer, la vieille tactique du front populaire, dénommée cette fois « Union de la gauche ». Le 27 juin 1972, le PS et le PCF signent le « Programme commun de gouvernement ». Le « Programme commun de gouvernement » se situe totalement dans le cadre de la Ve République, de sa Constitution et de ses institutions ; c'est ce qui lui confère son caractère. Pour que nul n'ignore qu'il se situe entièrement sur ce terrain, le 12 juillet, le groupe des « radicaux de gauche » le ratifie. A de multiples reprises, en particulier au cours de la campagne électorale pour les élections législatives de mars 1973, Mitterrand et Marchais affirment leur respect de la Ve République, de sa

Constitution, de ses institutions, notamment de la majorité présidentielle, de la majorité à l'Assemblée nationale, reflet de la majorité présidentielle. Aux élections législatives de 1973, fortement entamée (par rapport à 1968 elle perd 2 300 000 voix), la coalition des partis de la Ve République reste majoritaire, majorité présidentielle et majorité parlementaire coïncidant encore. En un premier temps, l'« Union de la gauche » a rempli sa fonction, au moins sur le plan électoral, en endiguant l'aspiration à en finir avec la Ve République et ses gouvernements.

D'importants mouvements de grève se produisent encore entre les élections législatives de mars 1973 et les élections présidentielles de mai 1974 : la grève des OS-presses de chez Renault à Boulogne-Billancourt, la grève de la Sécurité sociale, d'autres mouvements encore. Il faut signaler plus particulièrement le mouvement des lycéens en mars 1973 contre la loi Debré. Un événement fortuit, la mort de Pompidou, va contribuer à dégager la modification en cours des rapports politiques, aussi bien en ce qui concerne les rapports entre les classes qu'en ce qui concerne les rapports à l'intérieur des partis de la Ve République, les rapports entre le PS et le PCF, les rapports au sein du mouvement ouvrier et des masses populaires. Alors qu'aux élections législatives de mars 1973, le PS et le PCF ne totalisaient ensemble que 41 % des suffrages exprimés, Mitterrand, premier secrétaire du PS, candidat unique de la « gauche », en obtenait 49,3 % au second tour des élections présidentielles de juin 1974. Le candidat de l'UDR, Chaban-Delmas, n'obtenait au premier tour que 15,1 % des suffrages exprimés. Il s'en fallait donc d'un souffle pour que, y compris dans le cadre de la Ve République, dans celui d'un scrutin au caractère bonapartiste évident, les partis de la Ve République ne soient battus sur leur propre terrain. Entre le premier et le second tour, le PCF, en tendant la main à l'UDR, avait tout fait pour qu'il n'en soit pas ainsi. En même temps, l'UDR, parti par excellence de la Ve République, subissait une défaite retentissante.

Les élections présidentielles de 1974 exprimaient une fantastique poussée

« Les syndicats à nous, les permanents à notre service ! » Mais les conducteurs ne constituent pas leur comité central de grève ; sans direction, leur grève se disloque.

D'autres mouvements significatifs ont lieu.

Un événement politique d'importance se produit : la construction d'un nouveau Parti socialiste. La participation de la SFIO à la mise en place de la Ve République, Guy Mollet se faisant au Parlement le fourrier de De Gaulle, sa participation aux premiers gouvernements de la Ve République l'ont disloquée et presque détruite. Mais il existe en France dans la classe ouvrière et les masses populaires une tradition socialiste, et donc une place pour un parti ouvrier bourgeois de type parlementaire. Dans la tradition de la vieille SFIO, sans que ce soit celle-ci, un Parti socialiste, bien que très hétérogène, s'est construit et a occupé la place laissée libre. Il en résulte une modification dans les rapports à l'intérieur du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière et des masses populaires. A condition d'apparaître comme un parti ne collaborant pas aux gouvernements de la Ve République, un tel parti peut regrouper derrière lui de larges masses. Il doit également se situer sur le terrain de l'unité d'action avec le PCF et répondre aux aspirations unitaires. De son côté, le PCF prendrait de grands risques d'isolement en s'opposant aux aspirations unitaires des masses. Dans un premier temps, la direction du PCF va choisir, pour endiguer et noyer l'aspiration unitaire des masses, pour la dénaturer, la vieille tactique du front populaire, dénommée cette fois « Union de la gauche ». Le 27 juin 1972, le PS et le PCF signent le « Programme commun de gouvernement ». Le « Programme commun de gouvernement » se situe totalement dans le cadre de la Ve République, de sa Constitution et de ses institutions ; c'est ce qui lui confère son caractère. Pour que nul n'ignore qu'il se situe entièrement sur ce terrain, le 12 juillet, le groupe des « radicaux de gauche » le ratifie. A de multiples reprises, en particulier au cours de la campagne électorale pour les élections législatives de mars 1973, Mitterrand et Marchais affirment leur respect de la Ve République, de sa

Constitution, de ses institutions, notamment de la majorité présidentielle, de la majorité à l'Assemblée nationale, reflet de la majorité présidentielle. Aux élections législatives de 1973, fortement entamée (par rapport à 1968 elle perd 2 300 000 voix), la coalition des partis de la Ve République reste majoritaire, majorité présidentielle et majorité parlementaire coïncidant encore. En un premier temps, l'« Union de la gauche » a rempli sa fonction, au moins sur le plan électoral, en endiguant l'aspiration à en finir avec la Ve République et ses gouvernements.

D'importants mouvements de grève se produisent encore entre les élections législatives de mars 1973 et les élections présidentielles de mai 1974 : la grève des OS-presses de chez Renault à Boulogne-Billancourt, la grève de la Sécurité sociale, d'autres mouvements encore. Il faut signaler plus particulièrement le mouvement des lycéens en mars 1973 contre la loi Debré. Un événement fortuit, la mort de Pompidou, va contribuer à dégager la modification en cours des rapports politiques, aussi bien en ce qui concerne les rapports entre les classes qu'en ce qui concerne les rapports à l'intérieur des partis de la Ve République, les rapports entre le PS et le PCF, les rapports au sein du mouvement ouvrier et des masses populaires. Alors qu'aux élections législatives de mars 1973, le PS et le PCF ne totalisaient ensemble que 41 % des suffrages exprimés, Mitterrand, premier secrétaire du PS, candidat unique de la « gauche », en obtenait 49,3 % au second tour des élections présidentielles de juin 1974. Le candidat de l'UDR, Chaban-Delmas, n'obtenait au premier tour que 15,1 % des suffrages exprimés. Il s'en fallait donc d'un souffle pour que, y compris dans le cadre de la Ve République, dans celui d'un scrutin au caractère bonapartiste évident, les partis de la Ve République ne soient battus sur leur propre terrain. Entre le premier et le second tour, le PCF, en tendant la main à l'UDR, avait tout fait pour qu'il n'en soit pas ainsi. En même temps, l'UDR, parti par excellence de la Ve République, subissait une défaite retentissante.

Les élections présidentielles de 1974 exprimaient une fantastique poussée

politique de la classe ouvrière, la crise sans issue de la Ve République, la recherche par la bourgeoisie d'une solution politique... Mais laquelle ? Les masses avaient conscience d'avoir remporté un succès politique qui pouvait rapidement déboucher sur la victoire décisive contre la Ve République et ses gouvernements. Giscard d'Estaing, vainqueur de l'UDR, désireux de réaliser l'ouverture à gauche, c'est-à-dire d'intégrer à sa couverture parlementaire, sinon au gouvernement, le PS, était contraint de constituer un gouvernement qui ménage l'UDR, le gouvernement Giscard-Chirac. Il lui fallait également poursuivre les « grandes réformes » de la Ve République. Alors que la bourgeoisie l'avait fait élire afin de réaliser une transition, intégrer un maximum de parlementarisme dans le fonctionnement de la Ve République, Giscard d'Estaing se trouvait et devait se trouver de plus en plus contraint d'accroître le caractère bonapartiste du régime, de concentrer de plus en plus le pouvoir entre ses mains, de réduire de plus en plus ouvertement l'Assemblée nationale à une chambre d'enregistrement.

Dès avant les élections présidentielles, d'importantes grèves exprimaient le mouvement en avant de la classe ouvrière : au début de l'année 1974, les mineurs de Lorraine imposent aux dirigeants syndicaux la grève, au lieu des grèves tournantes ; en avril, c'est au tour des travailleurs des banques d'imposer la grève.

Après les élections présidentielles, dès le 21 juillet, les travailleurs de l'ORTF manifestent devant l'Assemblée nationale, à qui le gouvernement a soumis la loi qui disloque l'Office. Les dirigeants syndicaux réduisent à l'impuissance les travailleurs de l'ORTF en leur imposant à la rentrée les grèves tournantes, comme ils vont réduire à l'impuissance les marins du « France » qui ont spontanément débrayé et occupé le navire contre son désarmement, en les isolant.

Mais le mouvement le plus important de cette année 1974, c'est la grève des postiers. En novembre, les postiers d'un centre de tri, puis des bureaux-gares, puis l'ensemble des PTT se mettent en grève. Ils imposent la grève

pour leurs revendications aux dirigeants qui n'en veulent pas. La grève prend son point d'appui sur l'ordre de grève que donnent les dirigeants FO des PTT au niveau de la région parisienne. La grève dure plusieurs semaines. Mais les postiers ne parviennent pas à imposer le front unique des organisations syndicales, à arracher l'ordre de grève générale aux fédérations des PTT, à constituer l'outil indispensable d'unification de la grève qui rassemble les organisations syndicales et les délégués de tous les centres et bureaux. Ce mouvement a un contenu politique précis : pour les revendications, contre le gouvernement Giscard-Chirac. Les postiers ne parvenant pas à réaliser ou à imposer l'unification du mouvement, sa centralisation, le mouvement s'effrite. Les postiers sont contraints de reprendre le travail. Mais ce mouvement est l'un des plus importants depuis la grève générale de mai-juin 1968. Il s'inscrit dans la lutte des classes comme un moment capital de la maturation politique de la classe ouvrière.

AU PS ET AU PCF : REALISEZ L'UNITE POUR EN FINIR AVEC LE GOUVERNEMENT GISCARD-CHIRAC !

Mais les résultats des élections présidentielles indiquent que le gouvernement Giscard-Chirac et la Ve République peuvent être battus et renversés en utilisant leurs propres consultations électorales. D'anciens ministres du gouvernement Messmer n'ont pas été intégrés à la nouvelle coalition gouvernementale. Ils ont fait démissionner leurs suppléants à l'Assemblée nationale et se représentent à la députation. Le 30 septembre, aux élections législatives partielles, la coalition de la Ve République perd, par rapport à 1973, des milliers et des milliers de voix. Au second tour, le 4 octobre, deux anciens ministres, dont Joseph Fontanet, sont battus. En relation avec les résultats des élections présidentielles et des élections législatives partielles, un mot d'ordre s'impose : « dissolution de l'Assemblée nationale ! », mot d'ordre qui fait appel aux aspirations démocratiques des masses, lesquelles

se conjuguent à leurs luttes de classe. Le 15 décembre 1974 se tient, à l'initiative de l'OCI, l'*« Assemblée nationale des délégués pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaîsse, pour que soit porté au pouvoir un gouvernement du PCF et du PS sans ministres représentants des organisations et partis bourgeois, pour le front unique des organisations ouvrières, partis et syndicats »*. Elle lance un appel au comité directeur du PS et au comité central du PCF. On y lit :

« Vous vous réclamez de la démocratie parlementaire, du suffrage universel.

Nous constatons l'écrasement de l'UDR qui, le 5 mai dernier, a recueilli moins d'un sixième des voix, alors qu'à l'Assemblée nationale le parti gaulliste, dominant l'Etat, l'ayant investi depuis seize ans, continue à occuper plus d'un tiers des sièges. Il y a violation de la démocratie. L'Assemblée nationale reflète un passé révolu. Elle ne représente pas le pays. Les mesures antiouvrières qu'elle vote (démantèlement de la Sécurité sociale, de l'ORTF, budget d'austérité) sont entachées d'arbitraire.

La démocratie parlementaire et le suffrage universel vous accordent le droit d'engager une grande campagne nationale, mobilisant les travailleurs et la jeunesse, pour la dissolution de l'Assemblée nationale.

Que disent encore la démocratie et le suffrage universel ?

Le 19 mai 1974, les travailleurs ont voté François Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste, contre Giscard d'Estaing.

Le 30 septembre 1974, dans ses fiefs, la majorité présidentielle a perdu des milliers et des milliers de voix. Deux ex-ministres ont été battus.

La démocratie parlementaire et le suffrage universel disent : le gouvernement Giscard-Chirac pas plus que l'Assemblée nationale sur laquelle il s'appuie n'ont aucune légitimité pour gouverner le pays.

Il ne peut, en aucun cas, se réclamer de la souveraineté populaire

pour mener une politique réactionnaire aux conséquences désastreuses.

La démocratie parlementaire, le suffrage universel, la volonté populaire, vous accordent le droit de mener une grande campagne nationale mobilisant les travailleurs et les jeunes pour la disparition du gouvernement Giscard-Chirac, pour substituer à ce gouvernement capitaliste menant le pays à la catastrophe, bafouant la démocratie, votre gouvernement, celui du Parti socialiste et du Parti communiste français sans ministres bourgeois.

C'est pourquoi nous vous appellons à réaliser l'unité à laquelle aspirent la population laborieuse et la jeunesse, pour en finir avec le gouvernement capitaliste Giscard-Chirac. »

Liant cette ligne politique au développement de la lutte des classes, à l'intervention dans les entreprises, les usines, la jeunesse, les grèves, l'OCI organise trois rassemblements le 27 avril à Lyon, Nantes et Paris, auxquels des milliers de militants, de travailleurs, de jeunes, participent.

Au printemps et au début de l'été 1975, le conflit entre les besoins et aspirations des masses et la politique des appareils s'est manifesté au cours de nombreuses et importantes grèves, notamment dans la métallurgie. Ce sont les grèves des caristes de chez Renault, de Chausson, d'Usinor, etc. Ces mouvements expriment l'aspiration au combat uni pour leurs revendications, contre le patronat et pour le gouvernement des travailleurs. Les appareils, et particulièrement l'appareil stalinien de la CGT, que la CFDT flanque le plus souvent, imposent les grèves tournantes, les journées d'action disloquantes et liquidatrices. Le 10 juillet, la direction de la CGT organise une journée d'action d'un nouveau type : des « délégations des entreprises en lutte » sont rassemblées au Champ-de-Mars ; au pied de la tour Eiffel, elles saucissonnent et mangent des frites. Se heurtant à la bouille systématique de leur mouvement, conscients que la lutte pour la satisfaction de leurs revendications est indissociable du combat unitaire contre le gouvernement Giscard-Chirac et pour en finir avec lui, au cours des six der-

niers mois de 1975, les travailleurs hésitent à engager d'importants mouvements de grève.

Tandis que l'appareil stalinien de la CGT s'emploie à disloquer et à liquider les mouvements de grève authentiques, le PCF a engagé dès le lendemain des élections législatives partielles de septembre-octobre 1974 une campagne contre le PS. Au cours d'une conférence de presse tenue le 10 février 1975, Marchais explique :

« Il apparaît maintenant avec netteté que la direction du Parti socialiste utilise la stratégie du Programme commun à des fins essentiellement partisanes. Elle le fait pour se renforcer et nous affaiblir, en prenant au besoin sur les campagnes que l'adversaire développe contre nous (...). Je retire du congrès de Pau l'impression d'une direction et d'un premier secrétaire sûr de lui et dominateur. »

En effet, se confirme et se renforce ce que les élections présidentielles ont exprimé : l'utilisation par les masses du terrain électoral, où il apparaît de plus en plus nettement que même de ce point de vue le président de la République, son gouvernement, sa couverture pseudo-parlementaire sont minoritaires dans le pays. Les élections cantonales de mars 1976 renforcent encore ce phénomène.

Du même coup, surgit un problème politique que la direction du PCF n'avait pas prévu : l'« Union de la gauche » ne parvient pas à endiguer l'aspiration des masses à l'unité du PS et du PCF pour en finir avec Giscard, son gouvernement, la Ve République et ses institutions, et pour porter au pouvoir un gouvernement de leurs partis. Le terrain électoral peut devenir celui d'une défaite irrémédiable du régime, et ouvrir la voie à une crise révolutionnaire.

L'année 1976 est marquée par une puissante grève des étudiants. Ils se dressent contre la réforme des second et troisième cycles. Elle s'est étendue sur plus de trois mois. Les étudiants désignent leurs comités de grève. A plusieurs reprises, se réunissent des coordinations nationales des étudiants qui sont des champs de bataille entre des orientations fondamentalement opposées, stalinien et gauchistes

s'opposant à la grève générale à l'Université, militants de l'AER et de l'UNEF (Unité syndicale) combattant pour. César Corte écrit dans le numéro 573 de « La Vérité » (septembre 1976) :

« Dès le 21 avril, René Maurice, secrétaire de l'UNEF-UEC, déclarait : *« Les étudiants, qui attendent une solution rapide de ce conflit, ne veulent ni crise politique, ni reddition gouvernementale, ni nouveau mai-juin 1968. »*

Les dirigeants du SNESup opposent un non catégorique à la volonté des enseignants du supérieur qui, le 25 avril, réunis à Amiens, adoptent la résolution suivante :

« L'assemblée des enseignants, membres du SGEN, du SNESup ou non syndiqués, réunis le 25 avril 1976 à Amiens, dans la journée des universitaires en lutte contre la réforme du second cycle, a constaté que les enseignants d'une majorité d'universités sont aujourd'hui en grève reconductible. »

« En conséquence, elle appelle les instances nationales des syndicats de l'enseignement supérieur à donner dans un délai très proche le mot d'ordre de grève nationale pour obtenir, en liaison avec les luttes étudiantes, l'abrogation de l'arrêté sur le second cycle. »

La logique du mouvement, c'était la grève générale de l'Université, la jonction avec les enseignants. Pour qu'il parvienne à arracher l'abrogation de la réforme du second cycle, il fallait que ce mouvement franchisse le seuil de la grève totale de l'Université, étudiants-professeurs. Les dirigeants du SNESup, aux côtés de ceux de l'UNEF-Renouveau, ont bloqué la réalisation de la grève générale de l'Université. Ils se sont refusés à donner l'ordre de grève aux enseignants du supérieur, malgré les demandes explicites de la coordination des enseignants d'Amiens. Et là est la raison pour laquelle le mouvement, bien qu'il ait contraint le gouvernement à des reculs, ne put arracher l'abrogation de la réforme. »

D'autres grèves ont eu lieu, comme celle des métallos de La Rochelle, que

l'appareil stalinien parvient à disloquer. En revanche, la grève des instituteurs de la Seine-Saint-Denis pour la garantie de réemploi des suppléants à la rentrée scolaire est victorieuse. César Corte tire les conclusions suivantes :

« Par leur combat politique, unis à la base sur leurs revendications, en engageant l'action, les instituteurs de la Seine-Saint-Denis ont réussi partiellement à imposer le front unique, à faire jouer aux organisations le rôle pour lequel la classe ouvrière les a construites, contre ce qu'affirmaient les dirigeants, qui, parce que toute leur politique est tendue vers le maintien en place de ce gouvernement, prétendaient que ces revendications étaient irréalistes. Par la méthode de la démocratie ouvrière, lui donnant son plein contenu dans le combat de classe, ils ont arraché la victoire. Ils ont appris dans ce combat qu'ils peuvent, en décidant eux-mêmes, en s'organisant par le comité de grève, unissant tous les personnels, contraindre les dirigeants. C'est une leçon d'importance pour toute la classe ouvrière de ce pays. Dans cette bataille se sont renforcés et dans certains cas constitués, à l'initiative et par le combat politique des militants de l'OCI, comme instruments politiques nécessaires au combat pour le front unique, les comités unitaires de base à Aulnay, aux Lilas, à Aubervilliers, Sevran, Pantin. »

LA DIVISION AU SECOURS DE GISCARD-BARRE

Mais, en cette année 1976, la crise du régime s'accentue brutalement : la coalition Giscard-Chirac se rompt. Elle était un colmatage de la fissure entre l'UDR — cette société du 10 décembre de la V^e République —, dont les positions clés dans l'appareil d'Etat étaient de plus en plus mises en cause, et ce qui allait devenir l'UDF. Giscard d'Estaing et son équipe politique investissent à leur tour l'Etat. La rupture a été provoquée par les résultats des élections cantonales, les grèves, la proximité des élections municipales,

pales et, un an et demi plus tard, des élections législatives. La déroute est en vue, et chacun s'efforce de tirer son épingle du jeu. Chirac se refuse à prendre en charge la politique d'« austérité » que la crise économique rampeante exige. Ce sera au nouveau gouvernement Giscard-Barre d'en assumer la responsabilité. En même temps, l'UDR ne peut casser la « majorité » à l'Assemblée nationale sans précipiter la catastrophe. Barre, présenté comme un « technicien », sera donc assisté de trois ministres d'Etat « politiques », Poniatowski, Lecanuet et Guichard.

Une fois encore, les appareils vont s'employer à désamorcer une explosion possible à la suite de l'accentuation de la crise du régime et de l'annonce du « plan Barre ». Le PS et le PCF continuent à considérer comme parfaitement légitime cette majorité de députés UDR et giscardiens minoritaires dans le pays, et ils le disent. La CGT, la CFDT et la FEN appellent en commun à une grève nationale le jeudi 9 octobre contre le plan Barre. Mais c'est le 17 octobre que l'Assemblée nationale prendra position sur une motion de censure PS-PCF, qui n'obtient que 181 voix, alors que la majorité absolue est de 242 voix. Les dirigeants du PS et du PCF se sont bien gardés d'appeler à manifester ce jour-là devant et contre l'Assemblée nationale. En conséquence, le plan Barre est adopté.

En suite de quoi, une série de grèves tournantes disloque la possibilité d'un véritable combat. D'autres mouvements sont, au cours de cette fin d'année, sabotés par les appareils.

Aux Chantiers de Saint-Nazaire, la direction refuse de renouveler les accords salariaux qui garantissaient la parité des salaires pratiqués dans cette entreprise avec ceux pratiqués dans la métallurgie parisienne. Pour prévenir un mouvement qui s'amorce, les dirigeants CGT, CFDT et FO décident d'organiser des débrayages tournants et l'occupation du « Bellamya ». Ils provoquent le lock-out et finalement capitulent devant la direction. Les dirigeants syndicaux isolent un autre mouvement important qui dure trois mois, celui de la Caisse d'épargne de Paris, et provoquent sa défaite.

La préparation des élections municipales étaie alors au grand jour la crise de la Ve République. Chirac transforme l'UDR en RPR. La lutte pour la municipalité de Paris est féroce. Chirac annonce sa candidature à la mairie de Paris contre Dominati, candidat de Giscard d'Estaing. Conjointement à l'affirmation de la crise du régime, la déconfiture électorale s'accentue et, surtout, s'affirme la poussée du PS et du PCF. En ce qui concerne les villes de plus de 30 000 habitants, les listes de la « majorité » obtiennent 46,5 % des suffrages, les listes que dirigent le PS et le PCF obtiennent 51,5 % des suffrages. La signification politique est sans équivoque : si tout se passe « normalement » aux élections législatives de l'année suivante, les partis de la Ve République seront écrasés en voix et en élus, la Ve République s'effondrera, la crise révolutionnaire sera ouverte. Le désarroi est total au sommet de la Ve République. Un nouveau gouvernement Barre est constitué, mais dont la « base » se réduit : les ministres d'Etat Poniatowski, Lecanuet et Guichard disparaissent. La question de la dissolution de l'Assemblée nationale se pose ouvertement devant tous.

Des mouvements importants se produisent. Sous l'impulsion de l'OCI, un combat est engagé dès le deuxième trimestre de l'année scolaire 1976-1977 contre les décrets parus au « Bulletin officiel » de décembre 1976, qui signifient, s'ils sont appliqués, le licenciement de 10 000 maîtres auxiliaires à la rentrée de septembre 1977. Un rassemblement national se tient le 6 mars. Il appelle les enseignants du secondaire et des CET à une grève le 15 mars. 6 000 grévistes. C'est évidemment une minorité. Mais, dans ce cas, ils ouvrent une voie, celle de l'action et du combat unitaires pour la garantie d'emploi aux MA et aux MI-SE. Le 16 mars, une coordination nationale des délégués des comités d'unité publie le texte suivant :

« Pour ces garanties, les MA, les MI-SE, les enseignants dans les établissements ont commencé à réaliser l'unité. Ce qui est possible dans les établissements doit l'être nationalement.

Directions nationales des organisations syndicales, il est de votre devoir

de réaliser l'unité pour que soit arrachée immédiatement la garantie d'emploi pour tous.

Les actions engagées démontrent que le personnel enseignant attend les décisions d'action unie jusqu'à satisfaction totale de notre revendication unanime : garantie d'emploi pour tous ! »

En quelques jours, 19 000 signatures sont recueillies sur cet appel. Le 17 avril, une nouvelle coordination se tient et lance l'appel suivant :

« Les MA disent : pourquoi les propositions d'action ne sont-elles pas unifiées ?

Est-il possible qu'au niveau des directions nationales l'unité ne se réalise pas ? ...

Grèves tournantes, division, journées d'action sans lendemain ? Les enseignants n'en veulent plus ! (...) Nous nous sommes mis d'accord pour proposer aux dirigeants des syndicats une action générale unitaire et efficace :

MARCHE NATIONALE SUR PARIS ! »

Ce sont aussi les dockers du port de Dunkerque qui décident la grève générale jusqu'à satisfaction de leur revendication : maintien de la réglementation du travail sur le nouveau quai aux aciers, réglementation qui oblige à la présence de deux dockers lors de toute opération. Ils exigent également que ce quai soit exploité comme un quai public et commercial, et que les salaires qui y seront pratiqués soient ceux du port de commerce. Le syndicat du port de Dunkerque dirige la grève. Tous les dockers sont syndiqués. Pourtant, les dockers élisent leur comité de grève. En fait, une lutte ouverte oppose la fédération CGT des ports et docks, le bureau confédéral que Krasucki représente, et la direction du syndicat des dockers du port de Dunkerque. La direction de la CGT est pour l'acceptation de la réglementation qu'Usinor veut imposer. Les dockers sont victorieux.

Le 24 mai, l'ensemble des centrales ayant conjointement appelé à une grève générale de vingt-quatre heures, la grève est totale.

Pour l'appareil stalinien, il faut à tout prix briser le processus qui se développe. Ce sera d'abord la conclusion du « mouvement » des travailleurs du « Parisien libéré ». Après deux ans d'« actions rodéo », de solidarité financière opposée à la grève générale de la corporation, un accord est signé entre la fédération du livre CGT, le patron d'alors du « Parisien libéré » et le gouvernement, accord qui est une pure et simple application des projets patronaux de rationalisation, de déqualification, de licenciements.

Mais l'essentiel est à ce moment d'empêcher à tout prix la défaite des partis de la Ve République aux élections législatives. La direction du PCF engage l'attaque qui aboutira à la rupture avec le PS, le prétexte invoqué étant la nécessité d'une « réactualisation du Programme commun ». Voici comment « La Vérité » n° 579 (décembre 1978) apprécie la politique du PCF :

« Une majorité de députés du PCF et du PS à la prochaine Assemblée nationale est du domaine du possible.

Mais ce serait un double échec de la politique de l'« Union de la gauche ». Premièrement : défaite des partis de la Ve République que l'« Union de la gauche » conforte. Deuxièmement : la ligne de retraite de la constitution d'un gouvernement d'« Union de la gauche » qui subordonne le prolétariat à la bourgeoisie, au travers de ses partis, deviendrait difficile à défendre et à tenir. Le vote classe contre classe — au premier tour vote pour le parti ouvrier de son choix, au deuxième tour désistement pour le candidat du parti ouvrier ayant obtenu le plus de voix au premier tour, report de toutes les voix sur lui —, en permettant que soit élue une majorité de députés du PS et du PCF, porterait le coup final à la Ve République agonisante. La crise révolutionnaire s'ouvrirait. Porter au pouvoir un gouvernement du PS et du PCF sans ministres représentant des organisations et partis bourgeois découlait logiquement du résultat des élections.

Dès lors que cette éventualité devenait vraisemblable et proche, la direction stalinienne du PCF se lançait, sur l'ordre du Kremlin, à corps perdu

dans la bataille pour éviter par tous les moyens la défaite des partis intégrés à la Ve République et pour empêcher à tout prix qu'une majorité de députés du PCF et du PS soit élue aux prochaines élections législatives. La bureaucratie du Kremlin apportait son soutien ouvert au gouvernement Giscard-Barre en recevant ce dernier à Moscou, et ensuite le ministre Bourges. Brejnev déclarait espérer recevoir Barre à Moscou l'année suivante, c'était dire qu'il souhaitait la victoire des partis de la Ve République aux prochaines élections. Aux dirigeants du PCF revenait la tâche de chercher et de trouver un prétexte pour rompre avec le parti socialiste. Ce prétexte, ce fut l'« actualisation du Programme commun. »

Dès lors, les dirigeants du PCF engagent une campagne forcenée de division contre le PS, accusé d'être responsable de tous les maux, de trahir le « Programme commun de gouvernement ». A la conférence nationale du PCF qui se tient les 7 et 8 janvier 1978, Marchais affirme :

« Si la politique poursuivie par le Parti socialiste était mise en œuvre, non seulement il n'y aurait pas de changement, mais les conditions seraient créées pour que la bourgeoisie agrave encore sa politique d'austérité et d'inégalité avec plus de commodité pour elle. C'est ce qui se passe avec les gouvernements social-démocrates de Grande-Bretagne, d'Allemagne fédérale, et d'ailleurs. »

Le PCF refuse de s'engager au désistement automatique au second tour. De toutes ses forces, l'appareil stalinien conforte Giscard-Barre, Chirac, la Ve République et ses institutions, et il dit : mieux vaut Giscard d'Estaing, l'UDF, le RPR, que le PS et François Mitterrand. Evidemment, il faut empêcher la classe ouvrière de se mobiliser, de combattre et de vaincre selon ses propres méthodes de lutte, dont la grève. L'appareil stalinien de la CGT, épaulé par la CFDT, impose une fois encore au mois de décembre 1977 les grèves tournantes disloquantes à l'EDF, où se pose la question des salaires, les électriques et gaziers n'acceptant pas l'accord salarial que FO a signé. A la SNCF, les

fédérations CGT, CFDT, CGT-FO, CFTC liquident par une grève étalée sur trois jours, les 9, 10 et 11 décembre, la résistance à la conduite par un seul agent. Le gros œuvre est accompli chez Michelin, où le mouvement spontané des travailleurs a réalisé la grève des usines de Clermont-Ferrand contre le travail le samedi matin, que la direction veut réintroduire, et la reprise du travail le dimanche à 22 heures — le semi-continu.

Les travailleurs de chez Michelin ne se sont pas dotés d'un organisme centralisant et dirigeant leur grève. C'est la faiblesse du mouvement. L'appareil, lui, reste centralisé, et il est sûr dans ces conditions de rétablir son contrôle. C'est ce qui se produit. Au bout de dix jours, l'appareil stalinien de la CGT, flanqué de la CFDT, liquide la grève.

Malgré tout, au premier tour des élections législatives de 1978, une majorité de voix se porte sur les candidats du PS et du PCF. Cependant cette majorité est limitée et, compte tenu du découpage électoral, compte tenu du fait que le PCF n'appelle que dans la soirée du 13 mars au désistement en faveur du PS là où les candidats socialistes devancent au premier tour ceux du PCF, le RPR et l'UDF, minoritaires dans le pays, obtiennent la majorité en députés élus à l'Assemblée nationale. Le désastre immédiat est évité.

L'APPAREIL STALINIEN S'ENGAGE A FOND

Deux ans se sont écoulés depuis les élections législatives de mars 1978. Le recul du temps permet de mieux constater que la classe ouvrière n'a pas subi de défaite politique à ce moment. Au moment même des élections, une grève de la Caisse d'allocations familiales de Paris avait lieu. Elle s'est poursuivie après les élections. Elle a duré soixante-six jours. Quelques semaines plus tard, les machinistes de la RATP débraient spontanément pour arracher leurs revendications. 19 dépôts sur 22 s'engagent dans la grève. Mais, une fois encore, les machinistes ne sont pas dotés d'un organisme qui centralise et dirige leur grève, assure son unité. Les appareils CGT, CFDT,

FO et Autonomes ont les mains libres. Ils sont sûrs d'être en mesure de disloquer et de liquider la grève à un moment ou à un autre.

Immédiatement après les élections législatives, d'autres importants mouvements : une nouvelle grève des OS de Renault-Flins, la grève des travailleurs des arsenaux.

La grève des arsenaux commence à l'initiative des ouvriers de l'Arsenal de Brest le 12 juin. La fédération FO lance l'appel à la grève générale des arsenaux. Elle s'étend aux 100 000 travailleurs des arsenaux qui réclament le retour à la parité entre leurs salaires et ceux de la métallurgie de la région parisienne. L'OCI diffuse un appel qui reçoit 850 signatures :

« Nous demandons que, dans l'unité, avec nos organisations syndicales et à leur appel, puisque c'est de Paris que Raymond Barre et Yvon Bourges prétendent nous imposer leur loi en s'appuyant sur l'Assemblée nationale truquée, les syndicats réalisent l'unité pour appeler tous les travailleurs de tous les arsenaux à manifester le même jour au Palais-Bourbon, et pour cela organisent la montée en masse sur Paris. »

Là encore, en l'absence d'une direction centralisée de la grève, incluant les syndicats mais représentation des travailleurs en lutte, les appareils parviennent à liquider la grève sans que satisfaction ait été arrachée. C'est au cours de ce mois que la question de Manufrance est ouvertement posée. A l'initiative de l'OCI, 4 620 travailleurs de Saint-Etienne signent l'appel que contresignent plusieurs dizaines de milliers de travailleurs :

« Sur quel objectif combattre ?

Il y a la politique des manifestations tous azimuts dans Saint-Etienne, la politique des manifestations tenues éloignées du centre des décisions gouvernementales et de son Assemblée nationale désavouée.

Il y a la politique des délégations restreintes, qui n'ont pas empêché le gouvernement capitaliste d'avancer sur la voie des licenciements à Manufrance. C'est cette politique qui a permis la liquidation du "Parisien libéré".

Il y a les 4 620 travailleurs de Saint-Etienne qui demandent l'unité pour la montée en masse sur Paris contre l'Assemblée nationale.

Que craint le patron Gadot-Clet ?

Que craignent les capitalistes ?

Ce que les capitalistes et leur gouvernement craignent par-dessus tout, c'est que se réalise l'unité des travailleurs et de leurs organisations contre leur politique dévastatrice.

Ils savent qu'ils sont en minorité.

L'unité des organisations ouvrières pour aller, de toute la France, par milliers, à Paris, pour signifier à ce gouvernement : "C'est assez !", c'est la volonté des masses laborieuses de ce pays, qui refusent de s'incliner devant ce gouvernement et qui veulent le combattre.

C'est la volonté du 12 mars ! Il faut l'organiser !

Travailleurs, jeunes, nous nous adressons à vous.

Reprenez tous notre appel.

Signez-le tous.

Faites-le signer.

Rejoignez les comités pour l'unité pour que les dirigeants *prennent en compte ce que nous voulons tous* :

Que les dirigeants réalisent un accord sur un objectif de combat uni et centralisé contre le troisième gouvernement Barre et sa cascade de mesures antiouvrières.

Saint-Etienne,
le 16 juin 1978.

Sur le plan électoral, la poussée de la classe ouvrière et des masses populaires a de nouveau l'occasion de se manifester.

Le Conseil constitutionnel a invalidé cinq élections. A la fin de l'été et au début de l'automne 1978, cinq élections partielles ont donc lieu : cinq défaites écrasantes du RPR, de l'UDF et donc de Giscard d'Estaing ; quatre députés du PS, un du PCF, sont élus ; de La Malène (RPR), J.-J. Servan-Schreiber (UDF) sont battus. Partout, le PS et le PCF dépassent 50 % des voix, 58 % à Nancy. Le PS est le grand bénéficiaire en élus et en voix.

Cette poussée si politiquement significative s'accentue encore aux élections cantonales de mars 1979 : au premier tour, les candidats PS et PCF totalisent 55,11 % des suffrages exprimés. La poussée particulière du PS se confirme et s'accentue.

La crise politique de domination de classe de la bourgeoisie, la faillite du régime politique de la Ve République se renforcent d'autant mais, de plus, elles se conjuguent aux contradictions générales de l'impérialisme, et notamment sur le plan économique. Si bien que, malgré sa crise, en dépit des rapports de forces entre les classes et en fonction de la logique du système politique et des impératifs économiques du capital, le gouvernement Giscard-Barre engage une offensive économique sans précédent depuis des décennies contre la classe ouvrière, la jeunesse et les masses exploitées. C'est une offensive tous azimuts qui vise à organiser la baisse du pouvoir d'achat, des centaines de milliers de licenciements, la polyvalence, la déqualification, le démantèlement de l'enseignement, de la santé, de la Sécurité sociale, etc.

Une contradiction véritablement explosive ne cesse de croître. D'une part, il y a la tendance du mouvement des masses à réaliser et à imposer l'unité, à en finir avec le gouvernement Giscard-Barre, cette Assemblée nationale, la Ve République. Cette tendance s'exprime aussi bien au cours de grèves, de mouvements réels que les travailleurs et les jeunes parviennent à réaliser, sans être encore cependant en mesure de les pousser jusqu'au bout, qu'au travers des résultats électoraux. Il y a la crise mortelle du régime. D'autre part, il y a cette offensive sans précédent contre les masses.

Cette contradiction est aujourd'hui contenue uniquement par la politique des appareils syndicaux et des partis ouvriers, que la politique du PCF et de l'appareil stalinien ordonne. Il faut qu'ils aillent plus loin dans le sabotage des luttes ouvrières, dans la division. Ils doivent aller jusqu'à prendre directement en charge l'application de la politique d'agression contre les masses du gouvernement et de la bourgeoisie.

Se rendant parfaitement compte de cette contradiction explosive, au len-

demain des élections législatives Giscard d'Estaing a proposé l'*« union nationale »*. Mais les rapports politiques entre les classes et à l'intérieur des classes n'ont pas permis sa mise en œuvre. Le Parti socialiste ne peut participer au gouvernement de la Ve République, ou même le soutenir, sans se condamner, se disloquer, se liquéfier. L'expérience Mollet a été significative. Si une telle expérience était renouvelée, la dislocation du PS irait infiniment plus vite. Le PS est un parti ouvrier-bourgeois adapté à un régime parlementaire et non au bonapartisme. En outre, du point de vue de la bourgeoisie, le PS est une roue de secours indispensable, un recours nécessaire pour le moment inéluctable où la Ve République s'effondrera et où s'ouvrira la crise révolutionnaire.

Mais, même du point de vue des rapports avec la classe ouvrière, l'*« union nationale »* ouvertement proclamée, comme au moment de la Libération et après, est impossible. Le PCF, l'appareil de la CGT ne peuvent dire à la classe ouvrière, à la jeunesse, aux masses : « Nous participons ou nous collaborons au gouvernement : il faut produire d'abord, la grève est l'arme des trusts. » C'est d'une tout autre façon qu'il leur faut prendre en charge la défense du régime et la mise en place de la politique du patronat et du gouvernement : par la division, en ayant recours à la bousille du combat réel, d'une mobilisation réelle de la classe ouvrière, de la jeunesse et des masses, au nom de « la lutte, la lutte », « l'action, l'action ». Pendant ces deux dernières années, le PCF et l'appareil de la CGT ont, sur cette ligne, réalisé des exploits.

La façon dont la résistance des métallurgistes au « plan acier », qui implique des milliers de licenciements, a été disloquée (démarches auprès des parlementaires UDF et RPR pour qu'ils ne votent pas le « plan acier » en octobre 1978 ; pseudo-marche sur Paris le 23 mars 1979) est un exemple du genre. Le cas de Manufrance en est un autre, comme également la liquidation au bout de cinquante-huit jours de la grève des ouvriers de l'Alsthom-Belfort du 27 septembre au 26 novembre 1979. L'appareil stalinien de la CGT s'efforce de neutraliser la classe

ouvrière en organisant une infinité de grèves tournantes — dont il est impossible de tenir la comptabilité —, en se faisant le champion de la division syndicale, ce qui convient parfaitement aux appareils des autres centrales syndicales. Ensemble, ils coopèrent avec le patronat et signent de nombreux accords liquidant l'enseignement professionnel, instituant par l'établissement de la classification par niveaux la polyvalence et la déqualification, discutant avec lui de l'établissement de l'horaire annuel, du travail à mi-temps, des horaires variables. Ensemble, ils désarment la classe ouvrière et donnent tous les moyens au gouvernement de « réformer la Sécurité sociale », d'instituer les stages des élèves et des enseignants en entreprise et, inversement, la pénétration des agents du patronat dans l'enseignement, etc.

La clé de voûte de ce dispositif est néanmoins la politique de division que pratique la direction du PCF contre le PS. La raison est évidente, il faut boucher à la classe ouvrière toute perspective politique, pour que le gouvernement Giscard-Barre, l'Assemblée nationale et la Ve République dont la situation s'est encore aggravée au cours de l'année 1979, survivent. Quelle que soit son habileté, l'appareil stalinien n'a pu empêcher les explosions politiques où les travailleurs ont affronté les CRS, l'appareil d'Etat, à Saint-Chamond, Nantes, Valenciennes, Longwy, Denain. Les élections cantonales lui ont porté un nouveau coup. Giscard d'Estaing en a témoigné :

« Il a fallu beaucoup de doigté, beaucoup d'attention cet hiver, au moment des tensions les plus extrêmes, pour éviter que la société française se déchire. »

La crise de la Ve République est devenue purulente : les scandales de toute sorte, de toute nature, éclaboussent les plus hauts personnages du régime, de Giscard d'Estaing à son ami Poniatowski. Plus important encore que leur existence est le fait qu'ils soient révélés fort opportunément par la presse, ce qui situe les rapports existant à l'intérieur et jusqu'au sommet de l'appareil d'Etat. La ses-

sion de l'Assemblée nationale de l'automne 1979 a été celle de l'utilisation massive de l'article 49-3. Ministres ou anciens ministres se suicident ou sont assassinés. Et, pendant ce temps, la marche à la crise économique qui s'accélère : hausse des prix, chômage, etc. C'est au niveau de l'Assemblée nationale, de la question du gouvernement, qu'il faut absolument boucher toute perspective à la classe ouvrière, à la jeunesse, aux masses exploitées. Il faut donc affirmer et réaffirmer la légitimité de cette Assemblée nationale, en dépit des règles démocratiques les plus élémentaires. Il faut conjointement dénoncer le PS, diviser sur le terrain immédiatement politique. En fin de compte, cela conditionne la possibilité de bloquer et de disloquer tout combat réel de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées. Assurer la pérennité de la Ve République et de ses institutions, là est l'essentiel.

PREPARER, SE PREPARER A LA GREVE GENERALE

Il faut revenir directement à la question de la grève générale et comprendre la signification de ce que Rosa Luxemburg a écrit :

« Ce n'est pas la grève en masse (*la grève générale*) qui produit la révolution, c'est la révolution qui produit la grève en masse. »

En France, aujourd'hui, c'est parce que la question du gouvernement se pose directement et de façon brûlante, c'est parce que la crise de la Ve République atteint son point extrême, c'est parce que la crise révolutionnaire est imminente que la question de la grève générale est à l'ordre du jour pourachever ce que la grève générale de mai-juin 1968 a commencé : en finir avec la Ve République, engager le processus révolutionnaire.

La grève générale qui se prépare s'est élaborée, préparée, et continue à s'élaborer dans tous les mouvements de la lutte des classes, au travers de tous les rapports politiques qui, partant de la grève générale de mai-juin 1968, se sont développés au cours de la longue agonie de la Ve République.

Une chose est certaine, elle jaillira du plus profond des masses, de leur « spontanéité », en submergeant les appareils, les obstacles qu'ils dressent, leur politique. Dans une certaine mesure, ce sont les appareils, et plus particulièrement l'appareil stalinien de la CGT, le PCF, qui préparent la grève générale. Le soutien frénétique qu'ils apportent à Giscard-Barre et à la Ve République, et leur collaboration étroite avec le capital exigent qu'ils bouchent toutes les issues à la classe ouvrière et à la jeunesse. Ainsi bloquent-ils la voie électorale. Les masses ont cependant conscience que dans chaque scrutin se dégage une majorité PS-PCF. Elles en concluent d'abord qu'il faut en finir avec la division ; ensuite, que ce régime est antidémocratique ; enfin, qu'il leur faudra employer leurs propres méthodes et moyens, leurs propres formes d'action pour réaliser leur unité, imposer le front unique, en finir avec ce gouvernement, ce régime, arracher leurs revendications, porter au pouvoir « leur » gouvernement. Ces méthodes, ces moyens, ces formes d'action se concentrent à un moment donné dans la grève générale. Les appareils, particulièrement l'appareil stalinien de la CGT, disloquent, liquident les mouvements, les grèves réelles. Ils le peuvent car ils sont, eux, organisés et centralisés. La classe ouvrière apprend à ses propres dépens que débrayer, réaliser « spontanément » la grève, engager le combat ne suffit pas, qu'il faut l'organiser, le centraliser, constituer une direction placée sous son contrôle : c'est à partir de cette expérience que se constitueront les comités de grève, d'organisation et de direction du combat, et cela à tous les niveaux. Avec la grève générale de mai-juin 1968 et après elle, la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées ont accumulé une expérience politique d'une richesse inouïe. C'est elle qui jaillira sous l'apparence de la pure « spontanéité » lorsque la classe ouvrière se rassemblera comme classe contre les exploitants dans la grève générale.

C'est dire que la grève générale se prépare dans le quotidien. Le XIX^e Congrès de l'OCI qui se tenait en juin 1974 lançait la formule : « préparer la révolution, se préparer à la révolution ». Sur cette ligne, l'OCI s'est

totalement engagée. Elle s'est engagée à chaque fois qu'il lui était possible dans la préparation et le développement des luttes efficaces de la classe ouvrière et de la jeunesse. Elle s'est engagée en d'importantes campagnes politiques nationales. Bien sûr, il n'est pas possible ici de suivre pas à pas cette action politique dans chacune de ses manifestations. Mais il faut rappeler que, dès 1974, l'OCI s'engageait dans une vaste campagne d'agitation et d'organisation politique pour que le PS et le PCF s'unissent et appellent les masses à imposer la dissolution de l'Assemblée nationale.

Le thème central de toute l'action politique de l'OCI a été : rupture avec la bourgeoisie ; sur tous les terrains, front unique des partis ouvriers pour en finir avec la Ve République, son président, son gouvernement, son Assemblée nationale, ses institutions, et pour porter au pouvoir un gouvernement PS-PCF sans ministre bourgeois ; aider à dégager l'initiative des masses. A la fin de l'année 1977 et jusqu'à la veille des élections législatives de 1978, l'OCI est à l'initiative d'une vaste campagne pour exiger du PCF qu'il s'engage à se désister pour les candidats du PS au second tour là où ses candidats arriveraient après eux au premier tour. Au début de l'année 1980, l'OCI prend une nouvelle initiative nationale : une lettre ouverte à François Mitterrand et à Georges Marchais. Elle leur dit :

« Vous le savez mieux que personne, la Constitution de 1958-1962, que vous avez dénoncée à l'époque comme antidémocratique, a transformé le Parlement dont vous vous réclamez en un Parlement croupion.

Ainsi, non seulement la démocratie parlementaire est un leurre sous le régime de la Ve République, mais le recours multiplié à l'article 49-ter démontre avec éclat que le président de la République, de qui procède en dernière analyse la loi, n'a même plus le soutien de la partie RPR de sa fausse majorité.

S'opposer réellement dans les faits à l'utilisation par Giscard-Barre d'un pouvoir arbitraire, c'est respecter la démocratie.

Mais comment cela est-il possible avec la division ? »

Les militants de l'OCI et de la LCI ont rassemblé sur cette lettre 85 000 signatures. Ils ont constitué des comités d'initiative et d'unité et préparé une conférence nationale de ces comités. Elle s'est tenue les 15 et 16 mars 1980. Mesurant les aspirations de la classe ouvrière, un délégué a dit :

« Nos revendications ? Il y en a des centaines et il n'y en a qu'une : il faut renverser le gouvernement. »

Aucune revendication n'est négligeable. Toutes doivent être arrachées. La revendication qui les concentre toutes est celle du renversement du gouvernement ! Arracher les revendications dépend totalement d'une orientation qui s'inscrit dans le combat politique pour en finir avec le gouvernement. C'est pourquoi les grèves de masse, la grève générale sont à l'ordre du jour. Mais c'est aussi pourquoi le combat politique pour que se réalise le front unique des organisations ouvrières et particulièrement des partis ouvriers, le PS et le PCF, puisqu'il faut en finir avec le gouvernement Giscard-Barre, la Ve République et ses institutions et mettre au pouvoir un gouvernement de ces partis sans représentants des organisations et partis bourgeois, est aussi à l'ordre du jour.

Plus haut, cet article a souligné combien les illusions des masses sur la grève générale se suffisant à elle-même les ont désarmées et ont laissé les mains libres aux appareils pour disloquer et liquider la grève générale de mai-juin 1968. Il faut également rappeler que, plus ou moins nettement, l'OCI a partagé cette illusion. C'est ainsi que si l'OCI a mis au centre de son combat politique la préparation de la grève générale avant mai-juin 1968, si au cours de la grève générale elle a combattu pour la constitution du comité central de la grève générale, elle n'a pas mis au centre de cette activité la réalisation du front unique entre la SFIO et le PCF pour renverser le gouvernement, elle n'a pas lutté avec suffisamment de force au cours de la grève générale pour un gouvernement de la SFIO et du PCF.

Tout le mouvement, toutes les aspirations, toute l'expérience politique de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses, sont en contradiction avec la

politique des appareils de soutien au gouvernement, à sa politique, à la Ve République, que le PCF et l'appareil stalinien de la CGT ordonnent.

Pourtant, d'autant plus qu'il s'agit du prolétariat dans son ensemble, et non d'une couche de militants ou même de travailleurs plus ou moins « politisés » (comme certains disent), qu'il s'agit de sa mobilisation comme classe contre la bourgeoisie comme classe, ce mouvement, ces aspirations, cette expérience les amènent à vouloir intensément la réalisation du front unique entre les organisations ouvrières qui les organisent, ou dont elles estiment qu'elles les représentent (bien ou mal) politiquement. Pour arracher n'importe quelle revendication, pour s'engager dans n'importe quel combat réel, les travailleurs ressentent la nécessité du front unique de leurs organisations et le veulent. A bien plus forte raison lorsqu'il s'agit de la revendication des revendications, en finir avec ce gouvernement, laquelle appelle la question : quel autre gouvernement porter au pouvoir ? C'est pourquoi le mouvement vers la grève générale et pour résoudre la question gouvernementale est également le mouvement pour réaliser le front unique des organisations ouvrières, particulièrement entre le PS et le PCF. L'action politique en vue de préparer la grève générale, « le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs », a en son centre la lutte politique pour la réalisation du front unique des organisations ouvrières, particulièrement des partis ouvriers.

La Conférence nationale des comités d'initiative et d'unité des 15 et 16 mars 1980 a tout centré sur l'action politique pour la réalisation du front unique entre le PS et le PCF. Ainsi s'insère-t-elle dans la préparation de la grève générale. Il n'y a nulle opposition entre l'action politique pour la réalisation du front unique et l'affirmation que la grève générale se réalisera par le mouvement du prolétariat lui-même. Car, encore une fois, la « spontanéité » des masses est historiquement déterminée, elle se développe dans une direction : réaliser leur unité, réaliser le front unique de leurs organisations. Les travailleurs constituant leurs comités de grève se dotent d'organismes qui les représentent,

dirigent leurs combats, et dans ce sens réalisent leur unité, mais qui, pour réaliser leur unité, englobent leurs organisations. Ainsi que Trotsky l'a expliqué, les soviets sont le parlement et l'exécutif des masses, ils sont aussi la plus haute expression de la réalisation du front unique ouvrier.

La grève des instituteurs de Paris du mois de mars a illustré ce rapport. Les instituteurs ont engagé la grève de leur propre initiative, ils ont commencé à constituer des comités de grève, en même temps qu'ils exigeaient des dirigeants du SNI que le syndicat joue son rôle en appelant à la grève. La direction de la section départementale de Paris a appelé à la grève limitée à deux jours, les lundi 10 et mardi 11 mars, et à une manifestation pour le mardi 11. Des milliers et des milliers d'instituteurs ont manifesté. Mais alors que la direction de la section parisienne du SNI voulait diriger la manifestation vers l'Hôtel-de-Ville, les instituteurs sont allés au ministère, chez Beullac. Ensuite, des centaines et des centaines d'instituteurs sont allés au siège du SNI, dire aux dirigeants :

« Assez de journées d'action !
Grève générale jusqu'à satisfaction !
Dirigeants,appelez ! »

A la conférence des comités d'initiative et d'unité des 15 et 16 mars, un intervenant soulignait :

« Il y a dans cette grève l'expression d'ensemble de la politique que nous devons mettre en œuvre. Les instituteurs se lancent dans la bataille en élisant leurs comités de grève et s'adressent à leurs dirigeants. La grève générale est la seule possibilité de vaincre ce gouvernement sur le terrain de la lutte des classes. Comment cette possibilité peut-elle devenir réalité ? Il y a un même mouvement des travailleurs constituant leur comité de grève pour diriger directement la grève, et posant la question de la responsabilité des dirigeants.

Nous n'avons bien sûr aucune illusion, les dirigeants savent ce qu'ils font. Cependant, en posant la question de la grève générale, les instituteurs s'adressent non seulement à l'ensemble de leurs collègues, ouvrant la voie du combat contre le ministère, mais encore, au-delà, ils

expriment au niveau le plus élevé le mouvement de toute la classe ouvrière. En posant le problème de la responsabilité des dirigeants, les instituteurs, par leur grève, appellent les travailleurs dans leur ensemble à combattre pour se saisir de leurs organisations, à donner par là encore une réponse à la question clé : s'unir pour renverser le gouvernement, s'unir pour un nouveau gouvernement, un gouvernement des partis ouvriers sans ministre bourgeois. »

Diverses grèves ont eu le même sens que celle des instituteurs parisiens, notamment dans les PTT. A Carcassonne, à Montpellier, les préposés ont imposé l'unité, leur mouvement a été victorieux. Au centre de tri du PLM, le personnel a imposé la grève. Les dirigeants se sont opposés à l'assemblée générale de toutes les brigades pour unifier la grève, comme ils ont refusé d'appeler les personnels à manifester ensemble à la direction des services des ambulants responsable de la modification des roulements et des effectifs. Finalement, ils ont réussi à briser la grève.

Pour casser le mouvement des instituteurs et des enseignants, les dirigeants du SNI, du SNES, de la FEN ont programmé des grèves tournantes. Pourtant, la volonté d'unité et de grève générale des enseignants a fait de la grève de 48 heures des 24 et 25 avril une démonstration nationale d'une puissance inégalée depuis douze ans. La question qui se pose est évidemment : et maintenant ? La réponse de « L'Humanité » est : replonger dans les grèves tournantes, les journées d'action. Celle des dirigeants de la FEN et du SNI n'est pas encore connue. Celle des centaines de milliers d'enseignants, qu'il s'agit de formuler, n'est pas douteuse : « Assez de journées d'action ! Grève générale jusqu'à satisfaction ! Dirigeants, appelez ! »

Ces exemples illustrent comment se combinent l'initiative des masses qu'il s'agit de dégager, et l'aspiration à la réalisation du front unique qu'il s'agit d'imposer. Ils illustrent aussi comment se combinent les grèves réelles dans une entreprise, une corporation, et la préparation de la grève générale. Le dénominateur commun de tout ce processus ne peut être que politique. Il doit joindre réalisation du front uni-

que pour en finir avec le gouvernement, cette Assemblée nationale, pour porter au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers sans ministre bourgeois, et combat pour les revendications, ouverture d'une voie pour l'initiative des masses.

Ces extraits d'un tract de l'OCI donnent ainsi qu'une épure la ligne de combat qui prépare la grève générale :

« L'Assemblée nationale va siéger à partir du 2 avril. L'Assemblée nationale va "adopter" cette loi en mai. (Il s'agit de la loi Berger-NDLR)

Les députés du PCF et du PS feront, sans l'ombre d'un doute, des discours où ils condamneront la loi. Ils voteront contre la loi.

Et la loi passera néanmoins, l'expérience le prouve !

Pourquoi les dirigeants du PCF et du PS n'appellent-ils pas des millions de travailleurs à manifester, dans l'unité, contre l'Assemblée nationale le jour du vote de la loi Berger ?

— 84 000 travailleurs et jeunes ont signé la lettre d'unité à G. Marchais et F. Mitterrand.

— Des millions de travailleurs veulent en finir avec ce gouvernement.

Unité PCF-PS !

Ce gouvernement veut faire adopter la loi Berger en mai !

Il y a urgence !

Unité des travailleurs et des organisations pour la manifestation centrale le jour du vote de la loi Berger !

Dirigeants du PCF et du PS,appelez à manifester !

Nous irons manifester dans l'unité contre la loi Berger, contre l'Assemblée nationale ! »

Le rapport préparatoire au XXIV^e Congrès de l'OCI insiste :

« Plus le moment du dénouement de la crise politique en crise révolutionnaire approche, plus le levier de la "démocratie" utilisé comme nous venons de l'exposer devient décisif, mais plus l'OCI doit conserver strictement son caractère de classe, et ne pas laisser les revendications de classe se noyer dans la "démocratie" en général. »

D'une certaine façon, la politique de l'appareil stalinien, en évitant que la majorité en voix PS-PCF se transforme en majorité en élus, se tourne en son contraire : les masses sont amenées à rechercher une issue sur leur propre terrain, avec leurs propres méthodes, dont la grève générale.

La ligne politique que les extraits du tract de l'OCI exprime fait appel aux aspirations démocratiques des masses, comme toutes les campagnes politiques que l'OCI a menées, plus particulièrement de juin 1974 (pour la dissolution de l'Assemblée nationale) jusqu'à l'automne 1977 (pour une majorité en voix et en élus des partis ouvriers aux élections de mars 1978) et, depuis, pour balayer cette Assemblée nationale dont la majorité de députés, couverture du gouvernement Giscard-Barre, est minoritaire dans le pays. Cependant, elle ne fait aucune concession à la « démocratie en général » ; tout au contraire, elle utilise le levier de la « démocratie » pour la réalisation du front unique, la mobilisation des masses sur leur propre plan, selon leur propre méthode, contre cette majorité d'élus à l'Assemblée nationale et ce gouvernement minoritaire dans le pays, qui organisent contre les masses une offensive sans précédent depuis des dizaines d'années. C'est pourquoi elle est la ligne directrice de la préparation de la grève générale, et de tout mouvement particulier pour les revendications qui s'insèrent nécessairement dans la préparation de la grève générale.

A sa manière, l'appareil stalinien témoigne de ce que la grève générale se prépare. Pour tenter de relancer les « journées d'action », les grèves tournoiantes et dislocantes, la direction de la CGT a dû faire référence au « tous ensemble » en la personne de Krasucki. Elle l'a fait pour saboter la préparation de la grève générale, comme elle « organise » des pseudo-marches sur Paris pour saboter d'authentiques marches sur Paris. La première mesure de sabotage c'est l'accentuation de la politique de division, y compris la rupture avec la CFDT. La deuxième mesure a été de faire de la journée du 24 avril un salmigondis de mouvements partiels, de débrayages ici, de rodéos là, etc. Néanmoins, les rapports entre les classes sont tels que

ces manœuvres de grand style ne font que souligner la nécessité du front unique aussi bien au niveau des centrales syndicales qu'au niveau des partis ouvriers, l'exigence d'aller véritablement vers la grève générale pour qu'il en soit ainsi, et que la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées s'en donnent les moyens.

Bien évidemment, l'OCI n'a pas une position objectiviste. Elle prépare la grève générale en rassemblant une avant-garde : les meetings qui se tiendront à Paris et en province à la fin du mois de mai mesureront l'importance de la force que l'avant-garde aura été capable de rassembler. De même, l'OCI prépare la grève générale en se construisant elle-même.

La grève générale qui se prépare sera nourrie de l'expérience politique que les masses ont acquise au cours de la grève générale de mai-juin 1968 et depuis. Vraisemblablement, le besoin créant l'organe, des comités de grève surgiront, dans lesquels les dirigeants à tous les niveaux prendront place. Les masses tendront de toutes leurs forces à imposer l'unité des organisations ouvrières, syndicats et partis, à arracher l'ordre de grève générale, à réaliser le comité central de la grève générale. Elles voudront en finir avec le gouvernement et le régime politique actuels, porter au pouvoir un gouvernement de leurs partis, le PS et le PCF. Tout au moins, c'est sur cette voie qu'elles s'engageront. Jusqu'où pourront-elles aller ? Il n'y a pas de réponse à une telle question. Cela dépendra de multiples facteurs, dont le rôle que l'organisation qui construit le parti révolutionnaire sera en mesure et capable de jouer.

Encore faut-il prendre garde que « grise est la théorie, vert est l'arbre de la vie », c'est-à-dire se garder des schémas pré-établis. Il y a des lignes de développement et de multiples combinaisons et rapports concrets qui ne peuvent être prévus.

La grève générale se prépare, elle est d'ores et déjà en gestation. L'OCI

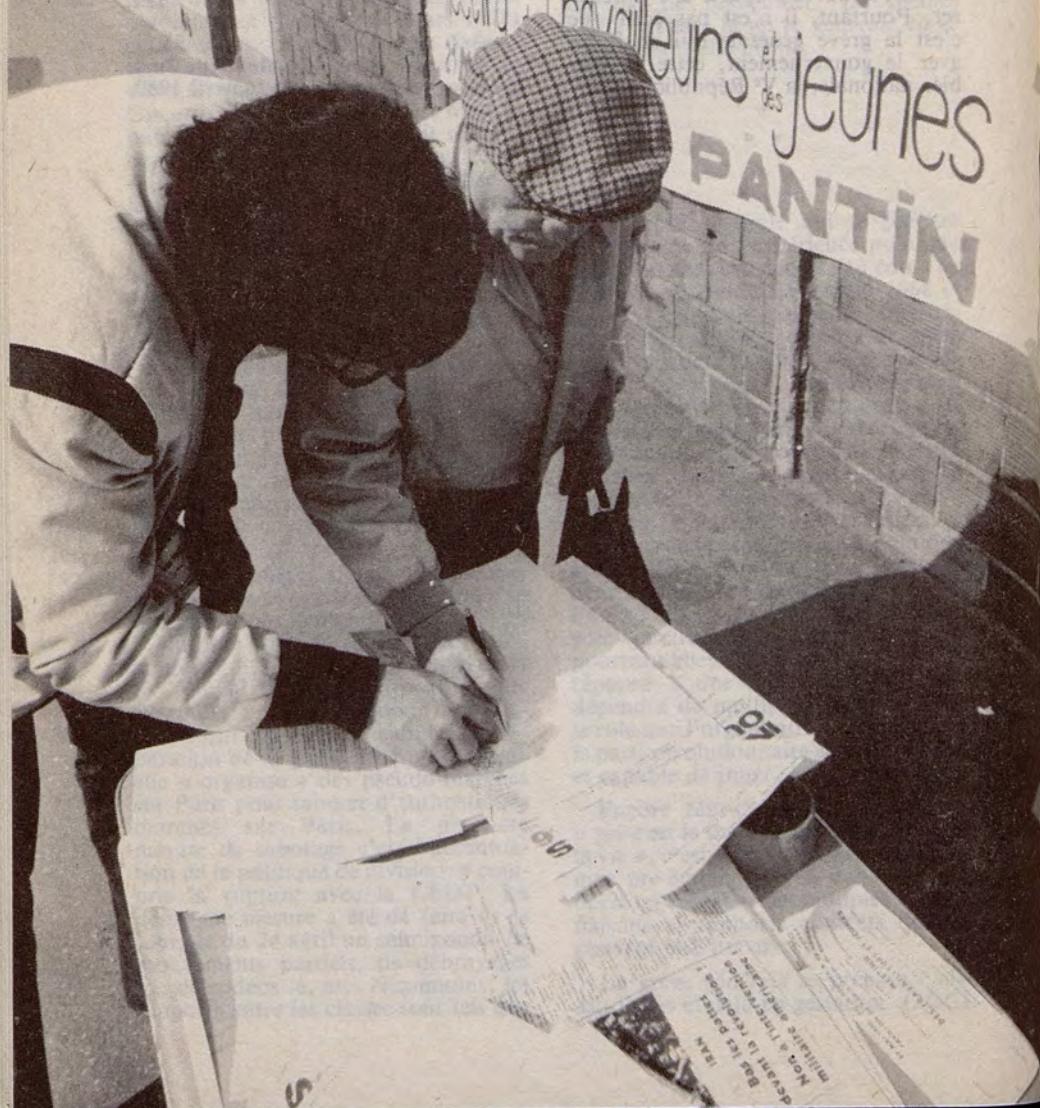
combat pour la préparation de la grève générale, son élaboration dans la lutte politique et les processus concrets de la lutte des classes, parce qu'elle est « le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, le début classique de la révolution ». Or la crise de la bourgeoisie amène inéluctablement à la crise révolutionnaire. L'OCI la prépare et s'y prépare. Mais elle sait que la grève générale ne se suffit pas à elle-même, qu'elle s'intègre au processus révolutionnaire mais qu'elle n'en est qu'une composante. Elle n'idéalise pas la grève générale.

Enfin : la grève générale est en gestation ; il faut la préparer et s'y préparer. Pourtant, il n'est pas écrit que c'est la grève générale qui en finira avec le gouvernement, cette Assemblée nationale, la V^e République. Per-

sonne ne peut dire quel événement en finira avec eux, comment la V^e République, déjà mortellement atteinte, finira. Par contre, il est sûr que, quelle que soit la forme immédiate, c'est en raison du processus de mobilisation des masses qui s'oriente vers la grève générale ; il est sûr que la chute de la V^e République ouvrira la crise révolutionnaire ; grèves de masse, grève générale, manifestations se produiront alors inéluctablement à la manière dont elles se sont produites au cours de la révolution de 1905 en Russie, et en général dans tout mouvement et crise révolutionnaires, dans toute révolution prolétarienne.

Stéphane Just,
le 26 avril 1980.

POUR
CHASSER le gouvernement Giscard-BARRE:
UNITÉ P.S:P.C.
Meeting des travailleurs et jeunes
PANTIN



SCHEMA
DU DEUXIEME EXPOSE
DES CAMPS OCI-LCI DE L'ETE 1980

**sur
le front unique**

par Victor LEPAGE

Tout le monde en convient, vu du côté de la classe ouvrière : le problème de l'unité est au centre des questions les plus aiguës de la politique française. La lutte des classes est la lutte des deux classes fondamentales : bourgeoisie et prolétariat. La bourgeoisie exploiteuse domine la société par son appareil d'Etat. Les prolétaires, exploités, se sont constitués comme classe contre l'exploitation, en réalisant leur unité dans leur combat contre la bourgeoisie et l'Etat bourgeois, combat cristallisé en conquêtes sociales, droits, garanties et organisations.

Si donc le problème de l'unité est au cœur de la lutte plus que sécuritaire du prolétariat pour son émancipation de l'exploitation capitaliste, il est tout naturel que l'unité (comme tous les autres problèmes vitaux pour les masses laborieuses et la jeunesse) devienne enjeu de la lutte des classes. Comme telle, la bourgeoisie est conduite à chercher par tous les moyens (économiques, politiques, idéologiques ou culturels) que lui confère sa position de classe dominante, pour préserver son système d'exploitation, à briser en toutes circonstances l'unité arrachée par le prolétariat dans sa lutte de classe. Une société divisée en classes, où l'une exploite les autres classes, ne peut subsister sans que la classe dominante impose son exploitation (ce qui signifie imposer sa forme de propriété), et ce en recourant à la force. L'Etat est l'expression matérielle de cette force organisée de la

classe exploiteuse, garantissant (dans la société bourgeoise) la domination de la bourgeoisie contre le prolétariat et toutes les autres couches sociales exploitées. Mais le recours — certes primor-

Avril 1980 : l'OCI et la LCI sont engagées dans la campagne pour l'unité PS-PCF, contre la division qui laisse les mains libres au gouvernement Giscard-Barre (Ph. P. Damien).

dial — à la force doit, pour que soient assurés le « calme » social et l'« ordre », être accompagné d'autres moyens — qui n'en sont que l'expression —, des moyens dits « idéologiques », par lesquels la classe dominante cherche à faire admettre qu'il n'est d'autre société « naturelle » que celle où les capitalistes, propriétaires des grands moyens de production, ont « naturellement » le droit d'exploiter les travailleurs. Ne pouvant garantir son système d'exploitation que par la division des producteurs, la société bourgeoise, à l'aide de tous les instruments qu'elle s'est constitués pour défendre son système d'exploitation, Etat, Eglises, presse, télévision, « idéologies » de tout acabit, etc., se doit de dénaturer l'aspiration des masses laborieuses à l'unité, fondée sur les conditions mêmes de leur résistance organisée à l'exploitation. Il est donc important, pour le révolutionnaire, de rétablir contre toutes les falsifications les conditions du combat pour le front unique.

FRONT UNIQUE : L'ETAT DE LA QUESTION

La question du front unique, mise au point au cours des Troisième et Quatrième Congrès de l'Internationale communiste sous la direction de Lénine et de Trotsky, a été, après 1924, au centre des polémiques les plus âpres entra la fraction stalinienne qui avait déjà subordonné l'Internationale communiste à ses intérêts et l'Opposition de gauche. C'est le refus farouche opposé par Staline à la mise en œuvre d'une politique de front unique entre la social-démocratie allemande et le PC allemand qui a été la cause principale de la victoire de Hitler en 1933, de l'écrasement du prolétariat allemand et de ses organisations. Dans une brochure éditée en 1932, Léon Trotsky, qui combattait alors pour le redressement du Komintern et des PC, définissait ainsi les bases théoriques de la tactique du front unique :

« Le prolétariat marche à l'acquisition de sa conscience non par les degrés de l'école, mais à travers la lutte de classe qui ne souffre pas d'interruptions. Pour sa lutte, le prolétariat a besoin de l'unité de ses rangs. Cela vaut autant pour les conflits économiques partiels dans l'enceinte d'une entreprise que pour les luttes politiques "nationales"... La tactique du front unique n'est pas, par conséquent, quelque chose d'occasionnel et d'artificiel, ce n'est

pas une manœuvre rusée quelconque. Non, elle découle entièrement des conditions objectives du développement du prolétariat. »

L'aspiration des masses laborieuses à l'unité découle des conditions mêmes de l'exploitation capitaliste qui conduit, par et dans la lutte des classes, à la constitution du prolétariat comme classe. Marx et Engels, dans la première section du Manifeste du Parti communiste (« Bourgeois et prolétaires »), établissent ainsi l'ensemble du processus objectif qui est à la base de la tactique du front unique, laquelle n'est pas « quelque chose d'occasionnel et d'artificiel » :

« Dans la mesure même où la bourgeoisie, autrement dit le capital, se développe, on voit se développer le prolétariat, la classe des travailleurs modernes, qui ne vivent qu'autant qu'ils trouvent du travail, et qui ne trouvent de l'ouvrage qu'autant que leur travail accroît le capital (...). Le prolétariat passe par différentes phases de développement. Sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même (...). A ce stade, les travailleurs forment une masse disséminée à travers tout le pays et divisée par la concurrence. Le prolétariat sent sa force grandir (...). Les heurts individuels entre les ouvriers et les bourgeois prennent de plus en plus le caractère de collisions entre deux classes. Bientôt, les ouvriers s'essaient à des coalitions contre les bourgeois ; ils se groupent pour défendre leurs salaires. Ils vont

jusqu'à fonder des associations durables, pour constituer des provisions en vue des révoltes individuelles. Ça et là, la lutte éclate sous la forme d'émeutes. De temps à autre, les travailleurs sont victorieux, mais leur triomphe est éphémère. Le vrai résultat de leurs luttes, ce n'est pas le succès immédiat, mais l'union plus étendue des travailleurs. Cette union est facilitée par l'accroissement des moyens de communication (...) qui mettent en relation les ouvriers de diverses localités. Or, ces liaisons sont nécessaires pour centraliser en une lutte nationale, en une lutte de classe, les nombreuses luttes locales qui ont partout le même caractère. Mais toute lutte de classe est une lutte politique. Cette organisation des prolétaires en une classe, et par suite en un parti politique, est à tout moment détruite par la concurrence des ouvriers entre eux. Mais elle renaît sans cesse, toujours plus forte, plus solide et plus puissante. »

La méthode qui est à la base de la tactique du front unique est ainsi définie par les bases matérielles de la place du prolétariat dans les relations sociales de production. La méthode du marxisme — qui n'est pas un dogme mais une règle pour l'action — permettra d'établir la nature des « bases matérielles », étrangères aux intérêts révolutionnaires du prolétariat (aristocratie ouvrière), que défendent les « diviseurs ». Ceux-là opposent la division à l'unité, avec une science consommée de la trahison ; ils organisent les grèves tournantes disloquées contre l'*« union »* forgée dans et par la lutte des classes, cela contre la « centralisation en une lutte nationale, en une lutte de classe, des nombreuses luttes locales », car ils se refusent à ouvrir à la lutte de classe la perspective de la lutte politique pour le pouvoir.

L'aspiration des masses à l'unité repose donc sur des bases matérielles et objectives, lesquelles ont constitué tout un ensemble de sentiments (y compris d'illusions). C'est en comprenant ce processus dans son ensemble que les constructeurs du parti révolutionnaire apprendront à pénétrer au plus profond des masses laborieuses et de la jeunesse, dégageant les militants qui, dans le combat d'unité, s'organiseront au sein de l'OCI.

DANS QUELLE SITUATION LE PROBLEME DU FRONT UNIQUE EST-IL POSÉ AUJOURD'HUI ?

La classe ouvrière traverse en ce moment une période de transition. Cette période est caractérisée par les faits suivants :

- la crise politique met en question le régime et les institutions de la V^e République ;

- la crise économique rampante a déjà abouti à une crise économique inconnue depuis la fin de la guerre ;

- le gouvernement Giscard-Barre et le patronat sont engagés dans une offensive générale contre toutes les conditions de vie, de travail, contre toutes les conquêtes sociales, sur tous les plans et dans tous les secteurs ;

- aux yeux des plus larges masses, la division apparaît comme le moteur politique qui permet au gouvernement et au patronat d'appliquer les plans anti-ouvriers. En dépit de la division, les masses laborieuses continuent à s'orienter à gauche (résultats des élections, luttes ouvrières, luttes des jeunes, etc.), témoignant ainsi qu'elles comprennent que le régime ne subsiste que par la division ;

- toute la situation politique, née d'une conscience politique aiguë des résultats de la division, suscite dans les masses laborieuses une tendance spontanée à l'unité (qui va de pair avec le soutien déjà massif apporté à nos initiatives unitaires : lettre à Mitterrand et Marchais, appel aux dirigeants du PCF pour qu'ils reçoivent la délégation des comités d'initiative et d'unité).

Recherchant les voies du combat contre l'offensive du gouvernement et du patronat, les travailleurs aspirent à l'unité : les masses laborieuses et la jeunesse ne comprennent pas la division, elles comprennent que c'est seulement par l'unité qu'elles pourront accroître leur capacité de résistance aux mesures patronales et gouvernementales.

Cette aspiration à l'unité entraîne les plus larges masses laborieuses et la jeunesse à s'intéresser de plus en plus aux luttes politiques, tandis que se dégage du sentiment général d'unité une avant-garde élargie qui cherche à

vérifier par son expérience propre la capacité politique de l'OCI engagée dans le combat pour le front unique.

C'est ainsi que la situation dans laquelle se pose le problème du front unique, aujourd'hui, crée les bases de la constitution de l'OCI des « 10 000 militants ».

PS, PCF ET FRONT UNIQUE

Il faudrait accepter comme un fait établi que le PCF est « à gauche », le PS « à droite », cela pour refuser de voir que le PCF est aujourd'hui le parti qui divise. Mais ce serait commettre une erreur incommensurable, si les dirigeants du PS se prononcent pour l'unité, que d'en conclure qu'ils sont partisans du front unique. Il s'agit donc de rétablir la place et les relations des deux grands partis ouvriers dans la lutte des classes. Nous avons vu que, pour Marx et Engels, « cette organisation des prolétaires en classe » est par suite leur « organisation en un parti politique ». Cela signifie que, dans la lutte des classes, les prolétaires se constituent en classe, en prolétariat, et cela est équivalent, comme son résultat, à la constitution du prolétariat en classe « politique ». Les prolétaires sont des vendeurs de force de travail. Comme tels, ils occupent une place « économique » déterminée dans les relations sociales de production. Le prolétariat, constitué en classe, occupe une place « politique » dans les relations sociales de production. Comme simples vendeurs de force de travail, les prolétaires sont divisés par la concurrence. Comme classe politique constituée par le résultat de leur lutte de classe, ils arrachent droits, garanties, conquêtes sociales, autant de positions « politiques » contre les positions politiques de la bourgeoisie (Etat bourgeois). C'est ainsi que le prolétariat, pour se constituer en classe, a constitué « son » parti politique. Mais, répétons-le, la lutte des classes est une lutte entre deux classes, la bourgeoisie et le prolétariat. Le système de production capitaliste entraîne nécessairement pour la bourgeoisie la nécessité qu'il y ait « concurrence » entre les producteurs. Les producteurs constitués en classe réalisent

leur union contre la « concurrence ». Les capitalistes et leur Etat sont amenés à rechercher à briser l'union, pour recréer sans cesse la situation de concurrence entre les prolétaires.

Avec la constitution de l'aristocratie ouvrière, le capital impérialiste a réussi à se subordonner une couche de prolétaires et, par là même, à subordonner à la bourgeoisie les partis socialistes. L'union sacrée de 1914 a consacré une situation où la Deuxième Internationale et ses partis sont passés du côté de l'ordre bourgeois. Si donc on garde à l'esprit que la bourgeoisie, de par sa position économique et politique dans les relations sociales de production, est amenée à combattre pour « diviser » (concurrence) le prolétariat, la responsabilité de la « scission » entre la Deuxième et la Troisième Internationale incombe entièrement aux dirigeants social-démocrates qui ont accepté de subordonner le prolétariat et les partis socialistes à la bourgeoisie dans la guerre impérialiste.

La dégénérescence de l'Internationale communiste et de ses partis, étroitement reliée à la dégénérescence de l'Etat ouvrier russe, conséquence de la constitution de la bureaucratie comme caste privilégiée, a entraîné également une situation où la Troisième Internationale et ses partis sont passés du côté de l'ordre bourgeois. C'est après la défaite allemande de 1933, conséquence de la politique dictée par Staline (« Le Parti socialiste allemand est un parti social-fasciste. »), que L. Trotsky, constatant, comme Lénine, Rosa Luxemburg et lui-même l'avaient fait en 1914, la tragédie de la politique de division, a appelé, pour former l'unité du front révolutionnaire du prolétariat, à la constitution de la IV^e Internationale.

La division est toujours le résultat d'une politique de capitulation devant la bourgeoisie. Partis constitués comme résultat de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie, les partis socialistes (social-démocrates) et les PC deviennent partis de collaboration de classes, « partis ouvriers-bourgeois ». Partis ouvriers par leur origine, par la place qu'ils occupent dans la lutte des classes, contrôlant les positions (garanties, droits, conquêtes sociales, etc.) qui

ont constitué le prolétariat en classe ; « bourgeois » en ce que, partis de collaboration de classes, les PS comme partis réformistes et les PC comme partis staliniens s'opposent à la révolution prolétarienne.

Ces considérations permettent d'éclairer le problème du front unique. Les travailleurs qui suivent le PCF commencent de plus en plus à réclamer une entente entre les dirigeants du PS et du PCF. Sans doute, ils ne sont pas encore prêts à condamner le PCF ; sans doute, leur volonté n'est pas toujours nettement formulée mais il est certain qu'ils veulent l'unité, le front unique PS-PCF. Et cette volonté d'unité est l'expression d'une aspiration plus large, celle de la recherche du combat uni pour les revendications contre le patronat et le gouvernement. Les travailleurs constatent que la division perpétue le régime et le gouvernement, fait échouer toute lutte sérieuse pour les revendications. De là, nous devons conclure que ce sentiment, cette volonté de voir se réaliser l'unité PS-PCF, partagés par les masses laborieuses et la jeunesse, partagés plus confusément par les militants du PCF, sont un sentiment et une volonté progressistes. Ils sont progressistes parce qu'ils se confondent avec l'hostilité contre le gouvernement, la recherche de la satisfaction des revendications.

Ils sont progressistes parce qu'ils opposent les aspirations des travailleurs à la réalité de la politique contre-révolutionnaire des appareils. Les dirigeants du PCF cherchent à toute force à diviser en imposant que tous acceptent de dire avec eux : « Le PS a viré à droite. » Se placer sur ce terrain serait considérer la masse qui a fait du parti exsangue de Guy Mollet (1) le PS actuel comme une matière tout à fait passive. Les masses laborieuses, et même une fraction de l'électorat du PCF, votent PS parce qu'elles condamnent la division, le PS leur apparaissant pour l'unité.

Ne pas comprendre ce sentiment d'unité, cette volonté d'unité partagées

par les travailleurs qui suivent le PCF comme un sentiment, une volonté progressistes, c'est ne pas comprendre que les travailleurs et les jeunes ont leur réflexion propre, leur expérience, ont la capacité d'imposer et de réaliser l'unité.

Le problème de l'unité est donc une nécessité ressentie par tous. Malgré la division — principalement orchestrée par les dirigeants du PCF — des organisations traditionnelles ayant l'appui des ouvriers, des millions d'hommes, de femmes et de jeunes savent que la seule unanimité à la base qui serait créée comme résultat de l'unité PCF-PS suffirait, à n'en pas douter, à liquider Giscard, le régime, le gouvernement. Le PCF apparaissant comme « diviseur », la signification de la « politique de Marchais » est aux yeux des masses laborieuses et de la jeunesse le soutien à Giscard.

Les travailleurs disent : les grèves tournantes n'ont d'autre résultat que de faire passer la politique gouvernementale. Ils aspirent à la grève générale. La grève générale veut dire ici : unité contre la division. Ce qui donne au combat pour la grève générale sa perspective politique, c'est le combat pour l'unité PS-PCF, pour chasser le gouvernement Giscard, pour le gouvernement Mitterrand-Marchais sans représentants des partis bourgeois.

Pour nous résumer, la politique de l'OCI est celle-ci : nous ne demandons pas au PCF et au PS de devenir révolutionnaires. Nous constatons que PCF et PS disent qu'ils sont pour les revendications, contre le gouvernement. Si cela est, alors il faut que la division cesse. Nous ne demandons pas au PCF et au PS d'adopter le programme révolutionnaire de la IV^e Internationale. Nous disons : « Nous sommes inconditionnellement pour que le gouvernement Giscard-Barre disparaisse. Nous sommes pour l'unité pour chasser le gouvernement Giscard-Barre. Et nous combattions pour l'unité, pour la grève générale, pour le gouvernement PS-PCF » (2).

(1) Guy Mollet, secrétaire général de la SFIO, a joué un rôle important dans l'arrivée de De Gaulle au pouvoir en 1958, dans la mise en place de la V^e République.

(2) Les problèmes du gouvernement ouvrier et paysan faisant l'objet d'un autre article, nous n'irons pas plus loin dans l'analyse sur la place de ce mot d'ordre transitoire.

SUR LE FRONT UNIQUE « A LA BASE »

Il n'y a aucune raison de demander à Marchais de se déclarer d'accord avec l'ensemble de la politique de Mitterrand, s'il estime ne pas devoir le faire. Cela est d'ailleurs vrai pour Mitterrand, qui n'a pas plus de raisons de se déclarer d'accord avec l'ensemble de la politique de Marchais.

Le PS est un parti réformiste de collaboration de classes, social-démocrate. Le PCF est un parti stalinien de collaboration de classes. Cela explique les divergences entre Marchais et Mitterrand. Mais il y a encore moins de raison de permettre à Marchais, par la division, de tenter de fortifier Giscard et son régime, de lui permettre d'aider Giscard contre Mitterrand. On ne saurait souffrir d'autre règle de politique ouvrière dans les conditions présentes que celle-ci : combat inconditionnel pour l'unité pour chasser Giscard ; par voie de conséquence et comme préalable : combat pour l'unité PS-PCF. Marchais et les dirigeants du PCF justifient la politique de division en opposant à l'unité au sommet l'unité à la base. Constatons en premier lieu que cette politique, transgressant la règle de politique ouvrière, aboutit à permettre au gouvernement Giscard-Barre de se maintenir au pouvoir.

Pour l'unité à la base, on devrait, selon Marchais, non pas réaliser le front unique entre deux partis ouvriers distincts, PS et PCF, dans l'action pratique, mais exiger que le PS adopte toutes les positions du PCF. Cela n'est pas l'unité, car si le PS se rangeait sur toutes les positions politiques du PCF, le PS n'aurait plus lieu d'être. Il y a plus : Marchais et la direction du PCF affirment que le PCF est le parti de la classe ouvrière ; autrement dit : ils identifient classe ouvrière et PCF. Si tel était le cas, cela signifierait que le PS n'est pas un parti ouvrier, que c'est donc un parti « bourgeois ». Autrement dit, en proposant l'unité à la base au PS, les dirigeants du PCF proposent l'unité avec un parti qu'ils estiment être un parti bourgeois. Par là même, les dirigeants du PCF s'affirment contre le front unique ouvrier, contre le front entre des partis se réclamant de la classe ouvrière.

Politique qui est à la base du front populaire, ou de l'union avec les chrétiens et autres « gaullistes honnêtes ». On a vu, en Allemagne en 1933, à quoi a abouti la politique de l'unité à la base opposée au front unique.

Il faut dire quelques mots de plus.

D'abord, que signifie la « base » ? La base, sans organisations, n'est pas autre chose que les travailleurs, producteurs de plus-value, opposés à eux-mêmes par la concurrence organisée par les capitalistes. Cette « base », combattant contre l'exploitation, s'est constituée en classe. Elle a forgé, comme résultat de ses combats de classe, son union contre la concurrence, et formé des organisations, arraché des droits, des garanties, des conquêtes sociales. C'est ainsi qu'on ne saurait parler de « base » en soi, a fortiori d'*« unité à la base »*, sans tenir compte des organisations.

Ensuite, quiconque a quelque expérience de l'intervention politique dans la lutte des classes sait que les dirigeants diviseurs opèrent un véritable détournement de l'aspiration — progressiste — à l'unité. Comment opèrent-ils ? Ils commencent par dire : il faut l'unité. Ils décident ensuite au sommet, sans en référer d'ailleurs à la base, des « actions ». Qui dit action dit nécessité de l'unité. Mais il se trouve que la « base » se regroupe dans et autour des organisations « de base » : sections et cellules du PCF, sections du PS, groupes socialistes d'entreprise, etc. C'est alors que le « sommet », les dirigeants du PCF, interdisent tout contact « à la base » entre cellules et sections du PCF et sections du PS. C'est ainsi que la politique dite d'unité à la base exclut toute unité à tous les niveaux. C'est ainsi que l'*« union à la base »* sans combat pour l'unité au sommet, et vice-versa, n'est pas autre chose que le camouflage d'une politique de division. Dans l'action et pour le succès, les travailleurs veulent l'unité. Qui les divise, sinon les dirigeants qui contrôlent les organisations ? La tactique habituelle des dirigeants diviseurs consiste, lorsqu'ils n'ont pu empêcher les travailleurs de réaliser l'unité dans une grève, à laisser les « travailleurs à la base » seuls, isolés, sans organisations, les contraignant ainsi par la

division à la reprise du travail. Il reste que toutes les conditions politiques se réunissent pour que les grandes masses imposent l'unité. Le front unique est légitimé par le fait que la pression des grandes masses pour arracher les revendications et en finir avec le gouvernement Giscard-Barre donne à l'unité sa possibilité de réalisation.

FRONT UNIQUE ET FRONT POPULAIRE

Nous l'avons dit, la réalisation du front unique du Parti socialiste et du Parti communiste français aboutirait, cela est plus que vraisemblable dans les conditions politiques actuelles, à la chute du gouvernement Giscard-Barre et du régime. Là est l'objectif du combat pour le front unique et contre la division. Le but de ce front unique est un gouvernement de ce front, donc un gouvernement PS-PCF, le gouvernement Mitterrand-Marchais.

Tous les moyens de lutte réelle sont à utiliser pour, par l'unité, réaliser cet objectif du front unique.

Enumérons les principaux moyens actuels de lutte :

— les moyens de lutte sur le terrain électoral : c'est pourquoi le combat pour que la direction du PCF s'engage tout de suite, immédiatement, à se désister pour le candidat du PS s'il devance celui du PCF au 1^{er} tour, la direction du PS s'étant prononcée pour la réciproque, est un combat d'unité contre le régime ;

— les moyens de lutte pour les revendications : créer les conditions du succès des grèves, c'est créer les conditions par lesquelles les travailleurs peuvent dire : en nous organisant pour l'unité, on peut gagner contre la division des grèves tournantes, journées d'actions et autres actions multiples et « multiformes » ;

— la division PS-PCF entraîne à la division dans tous les domaines. La division donne au gouvernement Giscard-Barre et au patronat étroitement unis tous les moyens contre les travailleurs et les jeunes. A tous les échelons de la lutte des classes, à l'entreprise, dans le quartier, à l'école, au lycée, dans les facultés, c'est la division qui laisse les mains libres au gouvernement pour appliquer ses plans

anti-ouvriers. Réaliser l'unité à tous les échelons, combattre pour l'unité à tous les échelons, c'est permettre aux masses laborieuses et à la jeunesse de s'ouvrir le chemin de la grève générale ;

— bien que le centre du pouvoir sous le régime (bonapartiste) de la V^e République se situe à la présidence de la République, en respectant le mécanisme institutionnel, les dirigeants matérialisent leur politique de collaboration de classes à l'Assemblée nationale. Le combat pour le front unique est le combat contre la politique de collaboration de classes, pour que les partis ouvriers, en qui les masses laborieuses continuent à voir leur direction, rompent la coalition qui les unit au régime, un régime dont ils acceptent la légitimité en violation de la démocratie parlementaire dont ils se réclament. Combattre pour la réalisation du front unique, c'est combattre pour la manifestation unie et centrale contre l'Assemblée nationale, contre la « légitimité » des décisions prises, en violation de la démocratie, par la coalition UDF-RPR à l'Assemblée nationale.

Tels sont les objectifs du front unique. Le front unique est une alliance des partis ouvriers. Le front populaire-Union de la gauche est une alliance des partis ouvriers avec les partis bourgeois. Cette alliance n'a qu'un but : sauver le régime bourgeois. C'est une alliance de collaboration de classes avec les partis bourgeois qui — quelle que soit leur représentativité, à peu près nulle lorsqu'il s'agit des radicaux de gauche — n'ont qu'un seul objectif : défendre contre les masses laborieuses et la jeunesse les intérêts de classe de la bourgeoisie exploitante. On ne peut marier l'eau et le feu : les capitalistes savent parfaitement où sont leurs intérêts. Les partis bourgeois les représentant acceptent l'alliance front populaire-Union de la gauche comme une réponse au mouvement des masses qui, pour sortir des tenailles du système de l'exploitation de l'homme par l'homme, engagent le combat d'émancipation. Le combat pour le front unique est le combat pour la satisfaction des aspirations des masses laborieuses et de la jeunesse.

« Les fronts populaires sont (*une*) des dernières ressources politiques de

l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. » (*Programme de la IV^e Internationale.*)

FRONT UNIQUE ET REVOLUTION

Répétons-le, la justification du combat pour le front unique réside dans le fait que sa réalisation signifierait la chute du gouvernement et du régime de la Ve République. Néanmoins, le front unique ne saurait être considéré comme une catégorie « en soi », sans relations avec le programme et la construction du parti révolutionnaire, dans une situation politique donnée.

Dans les conditions actuelles de division, toute réalisation même partielle de l'unité est la condition pour des actions sérieuses. Vice-versa, toute action sérieuse, quels qu'en soient le point de départ ou le motif qui conduit au déclenchement de cette action (sérieuse, non des actions symboliques) amènera à la réalisation de l'unité. Par voie de conséquence, à poser les questions les plus fondamentales soulevées par la situation politique, les relations diverses entre les classes et à l'intérieur de celles-ci. Du côté de la classe ouvrière, la résistance des dirigeants au front unique va de pair avec leur volonté de protéger le régime de la révolution. Cela entraîne les dirigeants à s'opposer directement à toute action sérieuse. On a vu récemment dans les usines de la métallurgie et dans les services des PTT les dirigeants, impuissants à s'opposer à l'unité réalisée, donner, avant même que l'assemblée générale des grévistes se réunisse, la directive aux militants du PCF (qui n'ont pas tous accepté) de reprendre le travail.

C'est ainsi que la résistance des dirigeants au front unique va également de pair avec le refus de respecter les règles de la démocratie ouvrière. Mais une telle attitude — dictée par la politique de division — amène à ce que des couches de plus en plus larges de travailleurs, y compris ceux influencés par le PCF, écoutent de plus en plus attentivement la politique d'unité. Ils font plus : déjà, dans de nombreux secteurs, travailleurs, jeunes et militants s'organisent pour réaliser l'unité des travailleurs et des organisations. C'est ainsi

que la politique de division conduit les masses laborieuses à comprendre — encore confusément — que les dirigeants veulent sauver Giscard.

Mais les masses laborieuses ne veulent pas sauver Giscard, elles portent au régime la haine la plus vive. C'est ainsi que la résistance acharnée des dirigeants au front unique conduit les masses laborieuses et la jeunesse à s'engager sur la voie où elles vont prendre elles-mêmes en main la solution des problèmes soulevés par la réalisation de l'unité. Cela par leurs propres moyens, et ces moyens appellent — les dirigeants, pour leur politique néfaste de division, décidant tout, tout seuls, expulsant les travailleurs du contrôle des luttes — irrésistiblement à l'explosion et, dans cette explosion, à la constitution des comités de grève de délégués élus intégrant les organisations. Mais ces comités de grève de délégués élus intégrant les organisations, ou toute autre forme de représentation démocratique des masses en lutte, ne se constitueront pas dans n'importe quelle situation. Le régime est à bout de souffle. Il croule sous les scandales. La crise politique, plus sévère que jamais, ébranle à chaque instant l'édifice institutionnel. Le régime est condamné. Il va s'écrouler sous les coups de la lutte des classes prolétarienne, ouvrant la crise révolutionnaire. La déstabilisation plus ou moins poussée de l'Etat bourgeois qui s'ensuivra donnera à la représentation démocratique des masses en lutte la « vocation du pouvoir ». C'est ainsi que le combat pour le front unique s'inscrit dans le développement historique de la lutte des classes vers la chute du régime et du gouvernement, pour le gouvernement PS-PCF, vers le gouvernement ouvrier et paysan qui, expression développée du front unique, ouvre le chemin aux « soviets », à la dictature du prolétariat.

FRONT UNIQUE ET CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE

Le problème du front unique est toujours un problème qui se résout sur le terrain de l'action pratique. L'unité est, dans les conditions politiques actuelles, le puissant levier de combat contre le patronat, la bourgeoisie, le gouverne-

ment, alors que la division apparaît comme le soutien au gouvernement et au régime. En plaçant au centre de leur intervention politique dans la lutte des classes le combat pour le front unique, les révolutionnaires se disposent pour les objectifs révolutionnaires qui sont les leurs, sur le terrain de l'action politique. Dans deux passages de la brochure « Et maintenant », Léon Trotsky situe en ces termes les relations entre le combat pour le front unique et le combat pour le parti :

« Les paroles du Manifeste du Parti communiste, disant que les communistes ne sont pas opposés au prolétariat, qu'ils n'ont d'autres buts et d'autres tâches que ceux du prolétariat, expriment cette pensée que la lutte du parti pour la majorité de la classe ne doit en aucun cas entrer en contradiction avec le besoin pour les ouvriers de l'unité de leurs rangs de combat. » (...) « La nécessité même du parti découle précisément du fait que le prolétariat ne naît pas avec la compréhension toute prête de ses intérêts historiques. La tâche du parti consiste, dans l'expérience de la lutte, à apprendre, à démontrer au prolétariat son droit à la direction. »

Une pensée formaliste pourrait en déduire qu'il y a contradiction entre ce qu'écrivent Marx et Engels et ce qu'écrit L. Trotsky. Dans le passage précédemment cité du Manifeste du Parti communiste, Marx et Engels font découler de l'organisation en classe du prolétariat, dans sa lutte de classe, qui est lutte politique, le parti politique. L. Trotsky dans la première citation se situe complètement sur cette position, indiquant après Marx et Engels que les communistes n'ont pas d'intérêts distincts de ceux du prolétariat. Il ajoute :

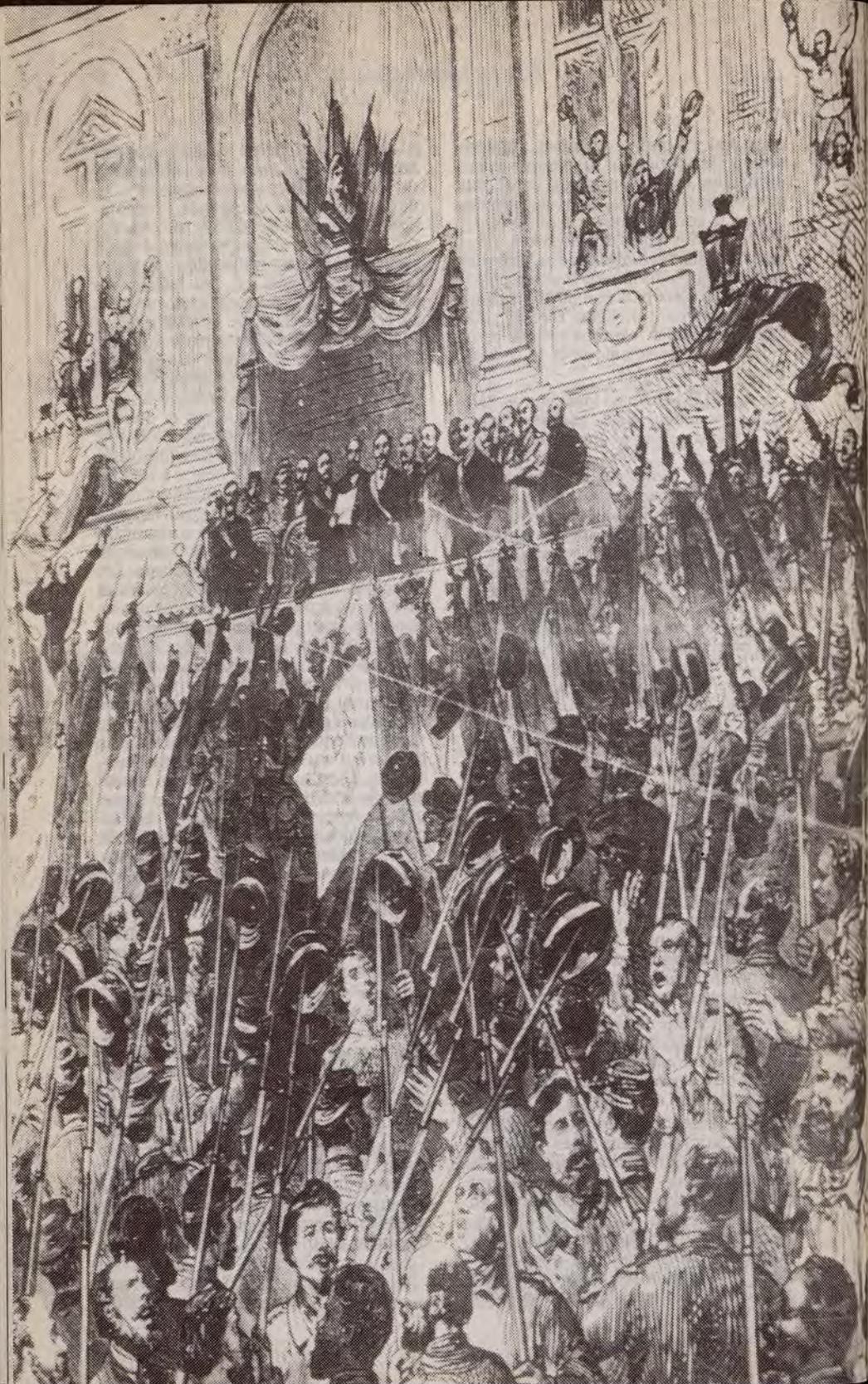
« La lutte du parti (*révolutionnaire*) pour la majorité de la classe ne doit en aucun cas entrer en contradiction avec le besoin pour les ouvriers de l'unité de leurs rangs de combat. »

Léon Trotsky ne fait que traduire une situation de fait. Les appareils social-démocrates et staliniens, en passant du côté de l'ordre bourgeois, ont entraîné la scission dans les rangs du prolétariat. Mais le parti révolutionnaire ne saurait que combattre pour l'unité du prolétariat. Car c'est seulement par l'union que les prolétaires se constituent en classe. Il ne saurait donc

y avoir contradiction entre le combat pour l'unité de classe contre la bourgeoisie et l'Etat et le combat du parti révolutionnaire pour la victoire de la révolution prolétarienne. Mais le prolétariat, s'il est la classe la plus homogène de la société (donc susceptible d'être la classe la plus consciente de ses intérêts de classe), de par la place qu'il occupe dans les relations sociales de production, est néanmoins classe divisée par l'exploitation capitaliste. Il ne peut conquérir la conscience de classe de ses intérêts, qui se confondent avec les intérêts historiques de l'humanité, que par et dans la lutte de classe révolutionnaire, mais la conquête de cette conscience de classe dans la lutte de classe se heurte à tous les obstacles, objectifs et subjectifs, dressés par la société bourgeoise, qui ne peut survivre et subsister qu'en dévoyant (divisant) le prolétariat de la conscience de ses intérêts historiques de classe. Un des obstacles bourgeois majeurs étant la division du front de classe opérée par les appareils bourgeois contrôlant le mouvement ouvrier. C'est ainsi que le combat du parti ne saurait en aucun cas et en aucune circonstance se « substituer » au combat du prolétariat, qui doit apprendre, avec l'aide du parti, à dégager les voies de l'émancipation des travailleurs, qui sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. C'est ainsi que, dans les conditions de la division, le combat politique pour le front unique devient le combat pour la construction d'une « OCI de 10 000 militants ». L'OCI combat dans les masses ouvrières et la jeunesse pour l'unité, contre la division ; par là même, l'OCI fait connaître les profondes raisons de la politique de division, dont les racines plongent dans la politique contre-révolutionnaire des appareils.

Lutter pour aider les masses laborieuses et la jeunesse à en finir avec le gouvernement Giscard-Barre équivaut à combattre pour l'indépendance de classe contre la politique de soutien au régime. Ce combat nécessite donc, pour garantir le succès à la bataille d'unité, de lutter pour organiser dans l'OCI les travailleurs et jeunes qui, sur la base de leur propre expérience et par l'intervention militante de l'OCI, sont amenés de plus en plus nombreux à se convaincre de la nécessité de prendre eux-mêmes en main le combat pour la réalisation de l'unité.

Victor Lepage,
le 2 mai 1980.



gouvernement ouvrier et dictature du prolétariat

Première partie

Pouvoir politique et dictature du prolétariat

Les enseignements du bolchevisme

par Lucien GAUTHIER

« La stratégie révolutionnaire couvre tout un système combiné d'actions qui, dans leur liaison et leur succession comme dans leur développement, doivent amener le prolétariat à la conquête du pouvoir.

Il est évident que les principes fondamentaux de la stratégie révolutionnaire ont été formulés depuis que le marxisme a posé devant les partis révolutionnaires le problème de la conquête du pouvoir sur la base de la lutte des classes. Mais la Première Internationale a seulement réussi à formuler ces principes sur le plan théorique et à les contrôler en partie, grâce à l'expérience de différents pays. L'époque de la Deuxième Internationale a fait naître des méthodes et des conceptions telles que (...) le problème de la stratégie s'est réduit à rien, il a été noyé dans le "mouvement" quotidien avec ses mots d'ordre relevant de la tactique journalière. C'est la Troisième Internationale seulement qui rétablit les droits de la stratégie révolutionnaire du communisme et lui subordonne entièrement les méthodes de la tactique. Grâce à l'expérience inappréciable des deux dernières Internationales sur les épaules desquelles se dresse la Troisième, grâce au caractère révolutionnaire de l'époque actuelle et à la gigantesque leçon historique que fut la révolution d'Octobre, la stratégie de la Troisième Internationale acquit, tout de suite, une combativité pleine de sève. »

La proclamation de la Commune de Paris en mars 1871. Karl Marx la salua comme « la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat ». (Ph. R. Viollet).

En 1928, Trotsky résume de cette manière toute l'expérience politique du mouvement ouvrier. Dix ans plus tard, il fondera la Quatrième Internationale afin de poursuivre la tâche ainsi entreprise. Le « Programme de transition », programme de fondation de la nouvelle Internationale, concentre ainsi tous les acquis du marxisme et du léninisme.

Ce qui est au cœur de la pratique et de la théorie bolcheviques, c'est la nécessité de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, l'instauration de la dictature du prolétariat. Et c'est précisément sur cette question décisive que les directions de la Deuxième puis de la Troisième Internationale ont failli historiquement, sont passées sur le terrain de l'ennemi de classe.

l'Etat et la lutte des classes : l'expérience des trois premières Internationales

L'Etat est le premier obstacle auquel se heurte la classe ouvrière dans le mouvement pour son émancipation et dans sa lutte quotidienne pour la défense de ses revendications. Mais il est aussi le dernier obstacle auquel vient s'affronter le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière au moment où le renversement de la classe dominante pose comme une question immédiate l'Etat.

L'Etat apparaît avec la naissance de classes sociales antagonistes : la division de la société en classes, entre exploités et exploiteurs, a pour corollaire le désarmement général de la population et la création d'un corps spécial chargé de maintenir les priviléges des exploiteurs (les « bandes armées »).

Dès son apparition, la division de la société en classes donne naissance à la lutte entre les classes, car, dans toute société de classes, les intérêts des exploités et des exploiteurs sont inconciliables. Cet antagonisme de classes nécessite le recours à l'Etat de la part de la classe des exploiteurs.

Cette lutte entre les classes revêt selon les périodes des formes et une intensité variables. Mais la révolution sociale, la destruction d'un mode de production et son remplacement par un autre, doit être distinguée comme

un mouvement historique spécifique parmi les multiples formes et moments de la lutte entre les classes.

Ce que Marx caractérise comme la « révolte des forces productives contre les rapports de production » constitue la condition objective de la révolution sociale. Comme Trotsky l'écrit :

« L'histoire du développement de la société humaine est l'histoire de la succession de différents systèmes économiques qui ont chacun leurs lois. Le passage d'un système à un autre fut toujours déterminé par la croissance des forces productives.

Jusqu'à un certain degré, les changements sociaux ont un caractère quantitatif et n'altèrent pas les fondements de la société, c'est-à-dire les formes dominantes de la société. Mais il arrive un moment où les forces productives accrues ne peuvent plus rester enfermées dans les vieilles formes de propriété. Alors survient dans l'ordre social un changement accompagné de secousses. » (Préface à l'édition américaine de l'abrégié du Capital.)

Ainsi, dès le XIII^e siècle, la bourgeoisie commence, à l'intérieur des sociétés dominées par le mode de production féodal, à créer des rapports sociaux de production qui correspon-

dent à l'essor de l'économie marchande capitaliste.

Tout au long des siècles qui suivent, ce processus se développe. Puis, s'étant assuré une base économique qui lui est propre, la bourgeoisie devra renverser — comme en 1789 en France, par exemple — l'Etat féodal, dernière barrière posée à son développement.

Mais le temps de la révolution bourgeoise est désormais passé. La contradiction se développe à l'intérieur du mode de production capitaliste, entre les exigences du développement des forces productives et les rapports de production eux-mêmes. Cela signifie qu'une nouvelle révolution se prépare à l'époque de Marx et se trouve actuellement à l'ordre du jour : la révolution prolétarienne.

« La centralisation des moyens de production et la socialisation du travail atteignent enfin un point où elles deviennent incompatibles avec leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe éclate. Le glas de la propriété privée sonne », écrit Marx.

« Pour Marx, écrit Trotsky, le problème de la reconstruction de la société résultait comme une nécessité historique inexorable, d'une part, de la croissance des forces productives jusqu'à leur pleine maturité, d'autre part, de l'impossibilité de développer davantage les forces productives sous l'empire de la loi de la valeur. »

« Il est évident, poursuit Trotsky, que Marx n'a jamais voulu dire que le socialisme se réaliseraient sans l'intervention de l'homme. »

Il serait donc faux de voir dans le passage du capitalisme au socialisme un mouvement fatal de l'histoire. Comme l'écrit Engels dans « Socialisme utopique et socialisme scientifique » :

« La contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste se manifeste comme l'antagonisme du prolétariat et de la bourgeoisie. »

Marx et Engels précisent, dans le « Manifeste du Parti communiste » :

« Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la met-

tront à mort : elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes — les ouvriers modernes, les prolétaires (...). L'existence et la domination de la classe bourgeoise ont pour bases essentielles l'accumulation de la richesse aux mains des particuliers, la formation et l'accroissement du capital ; la condition du capital, c'est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. Les progrès de l'industrie dont la bourgeoisie est l'agent sans volonté et sans résistance substituent à l'isolement des ouvriers résultant de leur concurrence leur union révolutionnaire par association. »

Le passage du capitalisme au socialisme ne pourra se réaliser que si — au travers de sa lutte contre la bourgeoisie — le prolétariat parvient à assurer la victoire de la révolution sociale, et avant tout arrache à la bourgeoisie son pouvoir politique.

LE PROLETARIAT, « SEULE CLASSE REVOLUTIONNAIRE JUSQU'AU BOUT »

L'histoire du prolétariat moderne est marquée par ses soulèvements, les mobilisations révolutionnaires par lesquelles ils tentent de s'élever à la tâche que l'histoire lui assigne : la prise du pouvoir politique.

Marx écrit :

« En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, ni leurs luttes entre elles. Ce que je fis de nouveau, ce fut :

1 - de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases de développement historique de la production ;

2 - que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ;

3 - que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes. »

Limiter le marxisme à la lutte des classes, c'est le tronquer, le déformer, le rendre acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est un marxiste, qui entend la reconnaissance de la lutte des classes à la reconnaissance de la dictature du prolétariat, disait Lénine.

Le prolétariat est une classe sociale différente de celles qui l'ont précédé. Le prolétariat a pour unique propriété sa force de travail, qu'il est contraint, pour vivre, de vendre à la bourgeoisie. Sous le régime capitaliste, la force de travail prolétarienne n'est qu'une marchandise. A la différence de la bourgeoisie, qui a eu la possibilité historique de jeter les bases de l'économie marchande et du capitalisme dans le cadre des sociétés féodales, le prolétariat ne dispose d'aucune possibilité de cette sorte.

« Toutes les classes qui, dans le passé, se sont emparées du pouvoir, essaient de consolider leur situation acquise en soumettant la société aux conditions qui leur assuraient leur revenu propre. Les prolétaires ne peuvent s'emparer des forces productives et sociales qu'en abolissant le mode d'appropriation qui était particulier à celles-ci, et par suite, tout le mode d'appropriation. Les prolétaires n'ont rien à sauver qui leur appartienne. » (*Manifeste du Parti communiste*.)

La bourgeoisie est contrainte de faire sa révolution pour se libérer des structures féodales qui sont autant d'obstacles à son développement. Le prolétariat, lui, n'a pas à instaurer un nouveau mode d'exploitation. Pour se transformer de « classe en-soi » en « classe pour-soi », il ne dispose que d'un moyen : l'*« union révolutionnaire »*, la construction de son organisation. C'est pourquoi Marx et Engels écrivent dans le *« Manifeste »* :

« Toute lutte de classe est une lutte politique, et l'union que les bourgeois du Moyen Age mettaient des siècles à établir avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes la réalisent en quelques années grâce au chemin de fer. Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle

renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante. »

La forme la plus élevée de l'affrontement de classe, c'est la bataille pour instaurer son pouvoir, son propre Etat. Cela signifie que, pour se libérer des chaînes de l'exploitation, le prolétariat doit renverser le régime capitaliste en renversant l'Etat bourgeois, et en établissant sa propre dictature.

« Le but immédiat des communistes : constitution du prolétariat en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat. » (*Manifeste du Parti communiste*.)

En établissant sa propre dictature, le prolétariat s'emploie à réaliser les tâches qui permettent la transition du capitalisme au socialisme.

La doctrine de la lutte des classes appliquée par Marx et Engels à l'Etat et à la révolution socialiste mène nécessairement à la reconnaissance de la nécessité d'une domination politique du prolétariat, de sa dictature.

« Cette doctrine de Marx est indissolublement liée à toute la théorie sur le rôle révolutionnaire du prolétariat dans l'histoire. L'aboutissement de ce rôle, c'est la dictature du prolétariat. » (*Lénine*.)

L'ETAT ET LA REVOLUTION PROLETARIENNE

La lutte révolutionnaire du prolétariat se heurte non seulement à la bourgeoisie, mais encore à l'Etat, par le moyen duquel elle assure sa domination de classe. La transformation de la lutte de classe en révolution sociale pose donc la question du pouvoir politique, c'est-à-dire du pouvoir d'Etat, comme question centrale.

« L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (...). La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière. » (*Marx, 1864*.)

Et comme l'écrit Engels (*« Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande »*) :

« La lutte de la classe opprimée contre la classe dominante devient nécessairement une lutte politique, une lutte menée d'abord contre la domination politique de cette classe ; la conscience du rapport de cette lutte politique avec sa base économique s'estompe et peut même disparaître complètement. »

Pour Lénine :

« L'Etat est le produit et la manifestation de ce fait que les contradictions de classes sont inconciliaires. L'Etat surgit là, au moment et dans la mesure où, objectivement, les contradictions ne peuvent être conciliées. Et inversement : l'existence de l'Etat prouve que les contradictions de classes sont inconciliaires. » (*L'Etat et la révolution.*)

C'est précisément sur cette question que commence la révision du marxisme. C'est la lutte de Marx contre l'*« autogestion »* chère à Proudhon. C'est le combat de Lénine contre Kautsky. C'est la bataille de Trotsky contre le stalinisme. L'Etat, même l'*« Etat démocratique »* (sic), n'est pas un organe de « conciliation » de classes. Si la « conciliation » entre exploités et exploitants était possible, l'Etat ne pourrait ni surgir, ni se maintenir.

L'Etat bourgeois est en toute circonstance la dictature de la classe capitaliste sur le travail salarié. Les formes prises par cette dictature peuvent varier. La dictature du capital peut s'exprimer dans la démocratie parlementaire, dans le fascisme ou dans des formes intermédiaires comme le bonapartisme. Certes, la forme de la domination politique bourgeoise n'est pas indifférente au prolétariat du point de vue des conditions de son combat, mais, à travers ces différentes formes de la domination politique, c'est toujours la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat que l'Etat réalise.

C'est la raison pour laquelle Marx et Engels ne pensaient pas que même l'accession parlementaire au gouvernement du parti ouvrier puisse permettre l'économie d'un affrontement de classes, d'une révolution sociale. Ainsi, dans « *La Guerre civile en France* », tirant les enseignements pour le prolétariat mondial de la lutte

héroïque des travailleurs parisiens en 1871, Marx écrit :

« La classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat, de la faire fonctionner pour son propre compte. »

LES ENSEIGNEMENTS DE LA COMMUNE DE PARIS : DESTRUCTION DE L'APPAREIL D'ETAT BOURGEOIS ET DEPERISSEMENT DE L'ETAT

La Commune de Paris a été la première confirmation pratique du « socialisme scientifique » de Marx et de Engels. Seul le courant « marxiste » au sein de la Première Internationale a été en mesure de comprendre ce qu'elle signifiait, comme première forme, première ébauche historique de la dictature du prolétariat.

Dans sa lutte contre la bourgeoisie, le prolétariat parisien a su se donner les institutions nouvelles capables de saisir effectivement le pouvoir entre ses mains : il a détruit toutes les institutions fondamentales de l'Etat bourgeois, l'armée, la bureaucratie, la police ; il a jeté à bas le corps judiciaire. Il a instauré la « Commune en armes », le peuple en armes, l'élection des juges, et a jeté les bases d'un nouvel appareil étatique dans lequel les élus de la population parisienne étaient en permanence révocables. Quant au comité central de la Garde nationale qui, du fait de la guerre, jouait un rôle comparable à celui d'un gouvernement, il était lui-même composé de délégués élus par le peuple parisien.

La Commune de Paris constitue le premier acte historique de la destruction de l'Etat bourgeois et de l'instauration de la dictature du prolétariat. Elle amorce le processus de la mise en place par le prolétariat de son propre appareil étatique. Marx disait :

« C'est la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat. »

La question de l'Etat et de sa destruction est au cœur des divergences qui apparaîtront dans la Première

Internationale et qui amèneront à sa dissolution en 1876. Pour Marx, le « socialisme scientifique » est le contraire du « subjectivisme » qui croyait possible de décréter l'« abolition de l'Etat », et de l'« objectivisme » qui voyait dans la disparition de l'Etat un processus automatique et graduel.

Comparant la révolution française de 1789 et la révolution russe de 1917, Trotsky souligne la profonde différence existante entre révolution bourgeoise et révolution prolétarienne :

« Les rapports bourgeois, une fois libérés des entraves féodales, se développent automatiquement. Aucune force extérieure ne peut plus les arrêter. Ils doivent eux-mêmes créer leur propre fosse après avoir créé leurs fossoyeurs. Il en est de tout autre façon avec le développement des rapports socialistes. La révolution prolétarienne, non seulement affranchit les forces productives (...), mais elle met également à leur disposition immédiate l'Etat qu'elle a engendré. Tandis que l'Etat bourgeois se borne à un rôle de police, l'Etat ouvrier joue directement le rôle de patron et d'organisateur (...). A la différence du capitalisme, le socialisme ne s'édifie pas automatiquement mais consciemment. La marche vers le socialisme est inséparable du pouvoir étatique (...). » (*L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme.*)

C'est pourquoi l'Etat ne saurait être « aboli » par le prolétariat. Il ne déperira que lorsqu'il aura épuisé sa fonction d'instrument de la transition du capitalisme au socialisme, c'est-à-dire avec l'avènement de la société sans classes. Il ne peut perdre cette fonction que par le travail conscient de la classe ouvrière pour en réunir les conditions : c'est là le rôle de la dictature du prolétariat.

« Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. » (Marx.)

La dictature du prolétariat représente en tant qu'Etat un instrument de contrainte pour assurer la transition du capitalisme au socialisme. L'Etat ouvrier est donc un « appareil de transition » qui dirige le prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie pour l'avènement de la société sans classes. Mais il n'est pas la « direction » du prolétariat : celle-ci réside dans l'organisation révolutionnaire du prolétariat dans son parti révolutionnaire. Pour que le mouvement historique du prolétariat détruise la « vieille machine d'Etat » et instaure sa dictature, il faut que ce mouvement soit exprimé consciemment par une direction révolutionnaire.

la lutte pour la conquête du pouvoir politique

La Première Internationale avait amorcé ce travail historique de transformation du prolétariat en « classe pour-soi », mais elle n'avait pu encore créer des partis ouvriers enracinés dans les masses.

La naissance de la Deuxième Internationale en 1889, sous l'égide d'Engels, permettra la construction de ces partis ouvriers de masse dont l'absence avait entraîné l'échec de la Commune.

DE LA COMMUNE A LA REVOLUTION RUSSE

En 1905 éclate en Russie une première révolution, la « répétition générale », comme on l'appellera plus tard. De manière spontanée, les travailleurs créent des conseils ouvriers. Les premiers soviets naissent.

A travers ces organismes, le prolétariat de Russie cherche à centraliser son

combat. Trotsky est un des premiers à souligner le rôle décisif des soviets dans la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir d'Etat. La révolution de 1905 a permis à Trotsky de comprendre que le capitalisme entrait dans la voie de son pourrissement, que la bourgeoisie — là où elle n'avait pu établir son pouvoir — n'avait plus de mission historique progressive, qu'elle était tout à fait incapable désormais d'accomplir les tâches de la révolution démocratique. Que c'était dorénavant au prolétariat de réaliser dans le cours même de sa révolution les tâches démocratiques bourgeoisées. Ce sont là les bases mêmes de la théorie de la révolution permanente.

Nous sommes entrés dans l'ère de l'impérialisme, que Lénine caractérisera dans son ouvrage comme le « stade suprême du capitalisme ». C'est l'« ère des guerres et des révolutions ».

Le déclenchement de la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne de 1917 en Russie confirmeront entièrement les analyses de Marx et Engels, de Lénine et de Trotsky : c'est désormais l'heure de la révolution prolétarienne.

Définissant en 1933 la nature de classe de l'Etat soviétique, Trotsky écrira :

« Si Marx et Engels ont appelé la Commune de Paris la "dictature du prolétariat", c'est seulement en vertu des possibilités qu'elle recélait. »

En effet, si la Commune de Paris était « la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat », comme l'écrivait Marx, la dictature du prolétariat ne pouvait être pleinement réalisée dans la mesure où un parti révolutionnaire ne dirigeait pas le gouvernement de la Commune. En outre, la dictature du prolétariat ne pouvait se perpétuer et se stabiliser sans l'expropriation de la bourgeoisie.

La Commune de Paris, tout en posant l'ensemble des problèmes d'une révolution prolétarienne aboutissant à la prise du pouvoir par les travailleurs, démontrait néanmoins que la révolution prolétarienne mondiale n'était pas encore imminente.

Le développement du capitalisme jusqu'à son stade suprême, la constitution de la Deuxième Internationale, puis de la Troisième, s'employant à l'organisation du prolétariat, réunissaient en revanche toutes les conditions objectives et subjectives de la révolution prolétarienne victorieuse.

Dans ce cadre, l'une des « nouveautés » de la révolution d'Octobre par rapport à la Commune de Paris sera bien sûr l'apparition et le développement des soviets, leur organisation centralisée dans le congrès panrusse des soviets, le rôle politique décisif joué en leur sein par les social-démocrates révolutionnaires russes, les bolcheviks, direction du prolétariat.

« Nous pouvons aussi feuilleter page par page l'histoire de la Commune, et nous y trouverons une seule leçon : il faut une forte direction de parti (...). Le prolétariat n'avait ni un parti, ni des chefs auxquels il aurait été étroitement lié. » (*Les Leçons de la Commune, Léon Trotsky, 1921.*)

C'est pourquoi les marxistes ne féti- chisent pas les formes, y compris les formes soviétiques. Les soviets ne suffisent pas à renverser la bourgeoisie. Il faut, à travers les soviets qui réalisent le front unique ouvrier, « exprimer consciemment le mouvement inconscient des masses » et le porter jusqu'à la tâche décisive de la prise du pouvoir d'Etat. C'est au parti révolutionnaire qu'il revient de le faire.

La « dualité de pouvoir » entre d'une part l'Etat bourgeois et de l'autre les soviets doit déboucher sur la prise du pouvoir politique par l'instauration de la dictature soviétique. Mais il ne s'agit en aucun cas d'un processus graduel et automatique. Il faut l'intervention du prolétariat et de son parti révolutionnaire pour détruire l'Etat bourgeois.

Pour que l'organisation soviétique, comme forme, trouve effectivement son contenu révolutionnaire décisif, il faut encore qu'à travers elle le prolétariat soit doté d'une direction révolutionnaire.

Ainsi, de février à octobre 1917, la situation politique en Russie est marquée par cette dualité du pouvoir.

D'un côté, le gouvernement provisoire regroupant les cadets bourgeois, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, de l'autre, le comité exécutif des soviets dans lequel, au début, sont majoritaires socialistes-révolutionnaires et mencheviks. Cela exprime le fait que, dans un même mouvement, les masses constituent leurs conseils et affluent vers ces partis qu'elles chargent de leurs aspirations progressistes. Mais, contre leur volonté d'obtenir « le pain, la paix et la liberté », les « conciliateurs » tentent alors de barrer la voie à la révolution :

Comme l'écrivit Lénine :

« Il va sans dire que les soviets pouvaient et devaient prendre en main tout le pouvoir d'Etat. Mais dans les soviets, seule une minorité de députés se rangeait du côté des ouvriers révolutionnaires. Quant à la majorité, elle se rangeait du côté des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Au lieu de supprimer le gouvernement de la bourgeoisie et de le remplacer par un gouvernement des soviets, ces partis préconisaient le soutien du gouvernement de la bourgeoisie, l'entente avec lui, la formation d'un gouvernement de coalition. Cependant, l'organisation des ouvriers et des paysans d'avant-garde progressait. L'impatience et la colère grandissaient dans les masses. Elles débordèrent les 20 et 21 avril. Le mouvement fut spontané. Les soviets pouvaient prendre le pouvoir. Au lieu de cela, les S-R et les mencheviks soutinrent le gouvernement capitaliste en train de s'effondrer. Les capitalistes, ravis, se frottaient les mains : ils s'étaient assurés contre le peuple le concours des "chefs des soviets". » (Les enseignements de la révolution.)

C'est pourquoi les bolcheviks ont combattu sur l'orientation de l'unité et de l'indépendance de la classe, pour un gouvernement sans ministres capitalistes. Le « Programme de transition » résume ainsi ce combat :

« D'avril à septembre 1917, les bolcheviks réclamaient que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks rompent leur liaison avec la bourgeoisie libérale et prennent le pouvoir dans leurs propres mains. A cette condition, les bolcheviks pro-

mettaient aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires, représentants petits-bourgeois des ouvriers et des paysans, leur aide révolutionnaire contre la bourgeoisie, en se refusant cependant catégoriquement tant à entrer dans le gouvernement des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks qu'à prendre une responsabilité politique pour lui. Si les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires avaient réellement rompu avec les cadets libéraux et avec l'impérialisme étranger, le gouvernement ouvrier et paysan créé par eux n'aurait pu qu'accélérer et faciliter l'instauration de la dictature du prolétariat. Mais c'est précisément pourquoi les sommets de la démocratie petite-bourgeoise s'opposeront de toutes leurs forces à l'instauration de leur propre pouvoir (...).

Néanmoins, la revendication des bolcheviks adressée aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires : *"Rompez avec la bourgeoisie, prenez dans vos mains le pouvoir"*, avait pour les masses une énorme valeur éducative. Le refus obstiné des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires de prendre le pouvoir, qui apparut si tragiquement dans les journées de juillet, les perdit définitivement dans l'esprit du peuple et prépara la victoire des bolcheviks. »

Cette citation concentre toute l'expérience de la révolution russe, tout le problème politique de la stratégie révolutionnaire.

DE LA DEUXIEME A LA TROISIEME INTERNATIONALE : ENCORE ET TOUJOURS LA QUESTION DE L'ETAT

La première guerre impérialiste mondiale, qu'accompagneront d'immenses soulèvements prolétariens, va précipiter la faillite de la Deuxième Internationale, préparée par une longue période de dégénérescence. La révolution prolétarienne en Russie permet la constitution de la Troisième Internationale. Mais Lénine avait diagnostiqué, dès 1914, le pas-

sage du côté de la défense de l'ordre bourgeois de l'Internationale fondée par Engels.

C'est sur la question du vote des crédits de guerre que s'exprimera l'adaptation à la bourgeoisie des divers partis de la social-démocratie. C'est l'expression d'un phénomène plus profond, que la guerre impérialiste révèle : il s'agit du développement dans les rangs du mouvement ouvrier de courants opportunistes qui abandonnent le combat de classe pour la recherche de la conciliation avec la bourgeoisie.

Lénine a expliqué que dans les métropoles impérialistes s'était constituée une aristocratie ouvrière, base sociale du réformisme et du révisionnisme.

Ce phénomène a correspondu à la formation, au sein des appareils puissants de la social-démocratie — dans le cours même du développement capitaliste — d'une bureaucratie d'origine ouvrière liée à la bourgeoisie, qui finira par avoir des intérêts sociaux distincts de ceux du prolétariat. Elle va dès lors rechercher la « conciliation » avec la bourgeoisie. Elle va pratiquer la collaboration de classes sous couvert d'utiliser l'Etat comme lieu de « conciliation » avec le capital.

Le réformisme devient la couverture théorique de la trahison des intérêts du prolétariat. Ce qui est alors en cause, pour les chefs de la Deuxième Internationale, c'est la renonciation à l'action de classe et à la révolution prolétarienne, qui les conduira à lutter contre la première révolution victorieuse au nom du « passage pacifique et graduel » au socialisme, puis à faire assassiner par l'Etat bourgeois R. Luxemburg et K. Liebknecht, dirigeants de la révolution allemande :

Lénine écrira dans « La Faillite de la Deuxième Internationale » :

« Le contenu politique de l'opportunisme et celui du social-chauvinisme sont identiques : c'est la collaboration de classes, la renonciation à la dictature du prolétariat, à l'action révolutionnaire, la reconnaissance sans réserve de la légalité bourgeoise, le manque de confiance dans le prolétariat, la confiance dans la bourgeoisie. »

Les bolcheviks, derrière Lénine, cessent alors d'être une fraction du parti russe, ils forment un parti indépendant. Au cœur de leur combat se trouve, on l'a vu, leur lutte contre les « conciliateurs » russes, pour la prise politique du pouvoir par la classe ouvrière.

Devant le développement de la lutte des classes en Russie, Lénine abandonne le mot d'ordre de « dictature démocratique des ouvriers et des paysans ». Pour Lénine, il s'agit de la révolution prolétarienne qui commence. Elle ne peut vaincre que par l'instauration de la dictature du prolétariat. Trotsky, fidèle à ses écrits sur la « révolution permanente », reconnaît la justesse de la thèse de Lénine sur l'organisation révolutionnaire du prolétariat.

A l'échelle internationale, le Parti bolchevique, le seul parti ouvrier qui se soit prononcé contre la guerre impérialiste, pour le défaitisme révolutionnaire, va engager le combat à travers les conférences de Zimmerwald et de Kienthal pour regrouper ceux qui restent attachés à l'internationalisme prolétarien au sein de la Deuxième Internationale. Le déclenchement de la révolution prolétarienne en Russie, le rôle dirigeant de Lénine et de Trotsky, l'instauration de la première dictature du prolétariat, du premier Etat ouvrier, vont renforcer le combat des bolcheviks pour construire le parti mondial de la révolution.

C'est le rôle joué par le Parti bolchevique dans la révolution russe, son orientation internationaliste, son refus du « chauvinisme », son attachement à la révolution mondiale qui donneront naissance en 1919 à la Troisième Internationale.

Ainsi, s'exprime dans la nouvelle Internationale ouvrière le fait que la révolution russe n'est que l'ouverture de la révolution mondiale, et que, à travers ce processus historique, un embryon de direction internationale a commencé à se construire.

La scission dans le mouvement ouvrier est dès lors consommée. Une scission qui n'a rien à voir avec la lutte entre Marx et Bakounine du point de vue des forces engagées dans la bataille. D'un côté, des partis ouvriers et des syndicats puissants, notamment

en Angleterre et en Allemagne ; de l'autre, des forces jeunes, des militants ou des forces marqués par le réformisme, mais à leur tête, le parti de la révolution russe, Lénine et Trotsky.

Se posent alors, comme une tâche immédiate pour les dirigeants de la Troisième Internationale, les problèmes de la stratégie et de la tactique pour la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière.

« La grande époque de la stratégie révolutionnaire commence en 1917, tout d'abord pour la Russie, puis pour toute l'Europe. La stratégie, évidemment, n'empêche pas la tactique : la question du mouvement syndical, de l'activité parlementaire, mais elles acquièrent maintenant une autre importance, comme méthodes subordonnées de la lutte combinée pour le pouvoir. La tactique est subordonnée à la stratégie. » (*Trotsky, Leçons d'Octobre.*)

PROBLEMES DE STRATEGIE ET DE TACTIQUE : L'APPORT DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

« Par mandat du comité central du Parti communiste russe, j'ouvre le Premier Congrès international (...). Camarades, notre congrès revêt une grande importance dans l'histoire mondiale. Il démontre la banqueroute de toutes les illusions de la démocratie bourgeoise. Il fallait trouver la forme pratique qui permet au prolétariat d'exercer sa domination. Cette forme, c'est le régime des soviets avec la dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat : ces mots étaient du "latin" pour les masses jusqu'à nos jours. Maintenant, grâce au système des soviets, ce latin est traduit dans toutes les langues modernes. » (*Discours d'ouverture du Premier Congrès par Lénine.*)

Ce discours d'ouverture donne la base et le cadre de l'activité politique des partis communistes unis dans la nouvelle Internationale : la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Et le « Manifeste de l'Internationale

communiste aux prolétaires du monde entier », écrit par Trotsky, précise :

« Il y a soixante-douze ans, le Parti communiste présenta au monde son programme sous la forme d'un manifeste écrit par les plus grands prophètes de la révolution prolétarienne, K. Marx et F. Engels. L'heure de la lutte finale et décisive est arrivée plus tard que ne l'espéraient et ne l'espéraient les apôtres de la révolution sociale. Mais elle est arrivée. Nous, communistes, nous nous sentons les héritiers et les continuateurs de l'œuvre dont le programme a été annoncé il y a soixante-douze ans. Notre tâche est de généraliser l'expérience de la classe ouvrière. »

« Généraliser l'expérience de la classe ouvrière », cela signifie, pour les dirigeants de l'Internationale communiste, définir une stratégie révolutionnaire commune aux partis communistes, sections de l'Internationale, « généraliser » l'orientation qui avait été celle du Parti bolchevique. Le Deuxième Congrès de l'Internationale communiste adoptera en 1920 les statuts, dont l'article I déclare :

« La nouvelle Association internationale des travailleurs est fondée dans le but d'organiser une action d'ensemble du prolétariat des différents pays tendant à une seule et même fin, à savoir : le renversement de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat et d'une république internationale des soviets qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste. »

Pour cela, il faut des partis, une Internationale, « débarrassés des mélanges impurs de l'opportunisme » et fondés sur le centralisme démocratique. Le congrès adoptera les fameuses « 21 conditions ». C'est le début du combat qu'engagent Lénine et Trotsky contre l'opportunisme et le centrisme pro-social-démocrate, mais aussi contre le sectarisme, pour une politique d'unité et d'indépendance de classe. La tâche principale du Troisième Congrès sera de confirmer les analyses de Marx et de Lénine sur l'inéluctabilité de l'effondrement du capitalisme, mais en précisant, en adaptant la stratégie révolutionnaire à

la situation réelle de la lutte des classes et à la situation de division du mouvement ouvrier. Le Quatrième Congrès approuvera les « Thèses sur l'unité du front prolétarien » proposées par l'exécutif de l'Internationale communiste et qui codifient l'orientation soutenue par l'exécutif depuis le Troisième Congrès.

Le front unique ouvrier vise à rassembler dans la lutte des classes l'ensemble des travailleurs et de leurs organisations. La nécessité du front unique se trouve posée parce que le prolétariat est divisé en différentes organisations. Pour l'Internationale communiste, il s'agit du moyen stratégique par lequel le prolétariat réalise son unité pour renverser le capital et réaliser sa dictature. Si la transformation du prolétariat de « classe en soi » en « classe pour soi » s'effectue par la construction du parti révolutionnaire, celle-ci n'est possible que par l'orientation stratégique du front unique ouvrier qui culmine dans la constitution des soviets et l'instauration de la « dualité de pouvoir ». C'est pourquoi la résolution de l'Internationale communiste précise :

« Le mot d'ordre du "gouvernement ouvrier" est une conséquence inévitable de toute la tactique du front unique. »

LA LUTTE POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER

On peut lire dans la « résolution sur la tactique » de l'Internationale communiste :

« A la coalition ouverte ou masquée bourgeoise et social-démocrate, les communistes opposent le front unique et la coalition politique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois, pour le renversement définitif de ce dernier. »

A cause des erreurs et du sectarisme de nombreux partis communistes, des secteurs entiers de la classe ouvrière restaient organisés sous le contrôle de la social-démocratie à la fin de l'année 1920. Devant la scission du mouvement ouvrier, il était nécessaire de formuler, en l'adaptant à cette nouvelle

situation, la stratégie du front unique ouvrier.

Une politique révolutionnaire doit tenir compte du développement historique de la classe ouvrière. C'est pourquoi, contre le sectarisme et l'opportunisme qui se manifestent au sein de l'Internationale communiste, Lénine et Trotsky ont dû combattre pour formuler cette orientation stratégique sous la forme de tactique de lutte pour le front unique entre partis communistes et partis social-démocrates.

Le front unique doit englober tout le prolétariat et par conséquent rassembler ses diverses organisations. La lutte révolutionnaire pour l'unité de la classe n'a pas pour but essentiel la « dénonciation » de la social-démocratie, elle répond à une nécessité historique. Quelques années plus tard, combattant le cours ultra-gauche de l'Internationale communiste en voie de stalinisation, Trotsky écrira :

« Le prolétariat commence à jouer un rôle indépendant à partir du moment où d'une classe sociale *en soi*, il devient une classe politique *pour soi*. Cela ne peut se produire que par l'intermédiaire du parti ; le parti est l'organe historique au moyen duquel le prolétariat accède à la conscience de classe. La progression de la classe vers la prise de conscience (...) est un processus complexe et contradictoire. La classe n'est pas homogène. Ses différentes parties accéderont à la prise de conscience par des chemins différents et à des rythmes différents. La bourgeoisie prend une part active dans ce processus. Elle crée ses organes dans la classe ouvrière ou utilise ceux qui existent déjà pour opposer certaines couches d'ouvriers à d'autres. Différents partis agissent dans le prolétariat. C'est pourquoi il reste politiquement divisé durant une grande partie de son chemin (...). Pour lutter, le prolétariat a besoin de l'unité de ses rangs. Par conséquent, la tactique du front unique n'est pas quelque chose d'occasionnel et d'artificiel, ni une manœuvre habile. Non, elle découle complètement et entièrement des conditions objectives du développement du prolétariat. Le passage du *Manifeste communiste* où il est dit que les communistes ne s'opposeront pas au prolétariat, qu'ils n'ont pas

d'autres objectifs et d'autres tâches que ceux du prolétariat, exprime l'idée que la lutte pour gagner la majorité de la classe ne doit, en aucun cas, entrer en contradiction avec le besoin que ressentent les ouvriers d'unir leurs rangs dans le combat. » (*Ecrits sur l'Allemagne*.)

C'est au nom de cette nécessaire unité que Trotsky combat l'orientation ultra-gauche de Staline en Allemagne, qui trace un trait d'égalité entre le fascisme et la social-démocratie :

« La majorité des ouvriers restent encore aujourd'hui dans leur parti, non pas parce qu'ils ont confiance dans la direction réformiste, mais uniquement parce qu'ils n'ont pas encore confiance dans la direction communiste. Mais, dès aujourd'hui, ils veulent se battre contre le fascisme. Si on leur indique la prochaine étape de la lutte commune, ils exigeront de leur organisation qu'elle s'engage sur cette voie. » (*Idem.*)

Pour construire le Parti communiste comme le parti révolutionnaire prolétarien, il faut se tourner vers les plus larges masses ouvrières, en formulant ce qui est nécessaire à la classe dans son ensemble et non pas à une fraction « avancée ». S'appuyant sur les écrits de Lénine contre l'« ultimatisme » et le sectarisme, Trotsky définitira alors ce qu'est la lutte révolutionnaire.

« Combinaison de la lutte pour le pouvoir et de la lutte pour les réformes ; indépendance complète du parti mais unité des syndicats ; lutte contre tout régime bourgeois, mais utilisation de ses institutions ; critique implacable du parlementarisme du haut de la tribune parlementaire ; lutte sans pitié contre le réformisme, tout en concluant avec les réformistes des accords pratiques pour des tâches partielles. » (*Idem.*)

Mais l'unité de la classe ouvrière et de ses organisations n'a en définitive pas d'autre objet que de rendre possible le combat pour le pouvoir politique de la classe ouvrière face à la bourgeoisie. C'est pourquoi « le mot d'ordre de gouvernement ouvrier est le couronnement de toute tactique de front unique ».

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET LA LUTTE POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER

Dans la lutte pour le gouvernement ouvrier, l'exigence immédiate, inconditionnelle, de la rupture des partis ouvriers avec la bourgeoisie et de la « coalition politique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois » constitue un levier pour la lutte révolutionnaire. C'est le premier pas dans la voie de la lutte concrète pour la dictature du prolétariat.

Lénine écrit par exemple à propos de la lutte politique en Angleterre, polémiquant avec l'un des « communistes de gauche » de Grande-Bretagne :

« L'auteur de la lettre a fort bien compris que seuls les soviets ouvriers, et non le Parlement, peuvent offrir au prolétariat le moyen d'atteindre le but (...). Mais l'auteur de la lettre ne pose même pas, ne croit même pas nécessaire de poser la question que voici : peut-on amener les soviets à la victoire sur le Parlement sans faire entrer les politiques "soviétiques" à l'intérieur du Parlement ? »

Pour Lénine, en effet, cet « antiparlementarisme » repose sur le même socle politique que le refus du front unique.

Il ne s'agit pas pour lui d'encourager les communistes à prendre le pouvoir par des voies « légales ». Sa lutte contre l'opportunisme en témoigne. Mais la lutte des classes, comme l'ont déjà expliqué Marx et Engels, s'exprime, de manière déformée, sur ce terrain aussi. Dans des pays où le poids de la social-démocratie fait des PC des organisations minoritaires dans la classe, il est nécessaire de partir de la « conscience actuelle » de la classe pour l'amener à la prise du pouvoir d'Etat :

« Si nous ne sommes pas un groupe de révolutionnaires, mais le parti de la classe révolutionnaire ; si nous voulons entraîner à notre suite les masses (...), nous devons d'abord aider Henderson ou Snowden à battre Lloyd George et Churchill (*Hen-*

derson et Snowden étaient des dirigeants travaillistes, Lloyd George et Churchill les principaux responsables du parti conservateur - NDLR. Et même, plus exactement, obliger les premiers — car ils redoutent leur propre victoire ! — à battre les seconds ; puis aider la majorité de la classe ouvrière à se convaincre par sa propre expérience que nous avons raison. »

Il ne s'agit donc pas pour Lénine d'une simple « ruse », mais bien d'une nécessité politique qui découle des liens existants entre les masses et le Labour Party. La victoire du Labour Party constituerait en ce sens une étape dans la lutte pour le gouvernement ouvrier en Grande-Bretagne.

Les bolcheviks font ainsi preuve du plus grand sens tactique pour mettre en avant tout mot d'ordre politique qui permette, de façon transitoire, aux masses d'aller de l'avant dans le sens de l'unité et de l'indépendance politiques de la classe ouvrière, d'aller de l'avant sur la voie du gouvernement ouvrier et paysan. Dans le même temps, l'Internationale communiste souligne bien ce qu'est un véritable gouvernement ouvrier. Il ne se définit pas seulement par sa composition, mais fondamentalement par les tâches qu'il doit accomplir.

« Dans la lutte commune de tous les ouvriers contre la bourgeoisie, tout l'appareil d'Etat devra tomber dans les mains du gouvernement ouvrier, et les positions de la classe ouvrière en seront renforcées. Le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat et à désarmer les organisations bourgeois contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à faire tomber sur les riches le principal fardeau des impôts et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Un gouvernement de ce genre n'est possible que s'il naît de la lutte des masses. Un gouvernement ouvrier résultant d'une combinaison parlementaire peut aussi fournir l'occasion de ranimer le mouvement ouvrier révolutionnaire. Mais il va de soi que la naissance d'un gouvernement véritablement ouvrier et le maintien d'un gouvernement faisant

une politique révolutionnaire doivent mener à la lutte la plus acharnée et éventuellement à la guerre civile contre la bourgeoisie. » (*IV^e Congrès de l'IC. Résolution sur la tactique.*)

Le « véritable gouvernement ouvrier » se distingue donc de toutes les formes de gouvernements. Ainsi, le gouvernement ouvrier est un gouvernement qui représente les intérêts du prolétariat et des masses exploitées. C'est un gouvernement de transition vers la dictature du prolétariat. Pour la direction de l'Internationale communiste, il n'est donc pas vrai que tout gouvernement formé par des partis ouvriers soit un gouvernement prolétarien, un gouvernement ouvrier et paysan.

Elle distingue ainsi deux catégories de gouvernements qui ne sont rien d'autre que des gouvernements de coalition camouflée (gouvernement ouvrier-libéral en Australie et gouvernement social-démocrate en Allemagne), et trois autres types :

« 3 - Un gouvernement des ouvriers et des paysans ; cette éventualité est à prévoir dans les Balkans ;

4 - un gouvernement ouvrier avec la participation des communistes ;

5 - un véritable gouvernement ouvrier prolétarien qui, dans sa forme pure, ne peut être incarné que par un parti communiste.

Les troisième et quatrième catégories ne constituent pas encore une forme de transition nécessaire vers la dictature, mais elles peuvent constituer un point de départ pour la conquête de cette dictature. La dictature complète du prolétariat ne peut être réalisée que par un gouvernement ouvrier composé de communistes. »

C'est là « la généralisation de l'expérience de la classe ouvrière », notamment du combat de la classe ouvrière de Russie et de la politique du Parti bolchevique. Le IV^e Congrès de l'Internationale communiste sera le dernier auquel Lénine et Trotsky assisteront. Lénine meurt quelques semaines après, non sans avoir mis en garde contre la bureaucratie. Pour Trotsky commence le combat contre le stalinisme.

la révolution permanente contre le menchevisme stalinien

Dans « L'Internationale communiste après Lénine », Trotsky écrit :

« Le III^e Congrès fut un jalon important. Ses enseignements demeurent vivants et féconds encore aujourd'hui. Le IV^e Congrès n'a fait que les rendre plus concrets. Le mot d'ordre du III^e Congrès ne disait pas simplement : *vers les masses, mais vers le pouvoir par la conquête préalable des masses*. Après que la fraction de Lénine (et qu'il appelait significativement l'aile "droite") eût vigoureusement rappelé le congrès à plus de retenue, Lénine, à la fin, réunit une petite conférence au cours de laquelle il lança cet avertissement prophétique : "Souvenez-vous qu'il importe simplement de bien prendre l'élan pour accomplir le saut révolutionnaire ; la lutte pour les masses, c'est la lutte pour le pouvoir." Les événements de 1923 ont montré que cette position leniniste n'était toujours pas acceptée. »

A l'été 1923, les bolcheviks sont dans l'attente de la victoire de la révolution prolétarienne en Allemagne. Pour Lénine, c'est à la fois une certitude et une nécessité historique. Le socialisme ne se construira pas dans un seul pays. Il faut que le prolétariat allemand exproprie la bourgeoisie, réalisant ainsi l'unité européenne de la révolution et ouvrant, de la manière la plus concrète qui soit, la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe. La situation en Allemagne est révolutionnaire. Mais les tergiversations et les hésitations de Zinoviev pèseront lourd dans la défaite de 1923. Elles se nourrissent des pressions de Staline, l'homme de la bureaucratie naissante, qui se refuse à voir, même du point de vue « chauvin » dont il se place, que la révolution prolétarienne en Allemagne est le seul moyen d'éviter l'isolement de la révolution russe. Ces oscillations ont désorienté la direction du Parti communiste allemand qui, inca-

pable de saisir l'occasion qui lui est ainsi offerte, contribuera à l'échec de la révolution.

Nombreux sont ceux qui, au sein du Parti bolchevique, ont vu dans la victoire de la révolution en Russie un « accident de l'histoire » et qui, face à la situation catastrophique de l'URSS, à l'isolement de la révolution, se demandent si la dictature révolutionnaire a toujours un avenir historique en Russie. Sont encore présentes dans les esprits les thèses de Plékhanov, théoricien du marxisme avant son passage au menchevisme, selon lesquelles, la révolution devant d'abord surgir dans les pays capitalistes avancés, la Russie ne pouvait connaître qu'une « étape » bourgeoise.

Mais, pour Lénine, et cela malgré ses affirmations passées sur la nécessaire « étape bourgeoise », le seul moyen d'obtenir la chute de l'autocratie et « le pain, la paix et la liberté » que réclament les masses, c'est d'insaurer la dictature du prolétariat.

Dans « La Tâche du prolétariat dans la présente révolution » (ou « Thèses d'avril »), Lénine écrit :

« Ce qu'il y a d'original dans la situation actuelle en Russie, c'est la transition de la première étape de la révolution qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, à sa deuxième étape qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie. »

C'est la même incompréhension de la nature de la révolution qui fonde les positions de refus des « Thèses d'avril » de Lénine, comme le refus de celles de Trotsky qui sont entre temps devenues celles de l'Internationale communiste.

Dès lors que le prolétariat existe comme classe, la bourgeoisie, à l'épo-

que de la décadence impérialiste, ne peut plus assumer ses propres tâches historiques. C'est la « réaction sur toute la ligne ». Face aux conceptions prétendument « orthodoxes » de Plékhanov, Trotsky revient à la thèse de Marx sur la révolution permanente, formulée dès 1850.

« L'idée de la révolution permanente fut mise en avant par les grands communistes du milieu du XIX^e siècle, Marx et ses disciples (...). Marx ne considérait la révolution de 1848 que comme prologue immédiat de la révolution prolétarienne. Marx s'était "trompé". Mais son erreur était une erreur de fait, non une erreur de méthodologie. La révolution de 1848 ne se transforma pas en révolution socialiste. »

En revanche, l'expérience de la révolution russe confirme pleinement qu'au stade de la décadence impérialiste, la lutte pour les tâches démocratiques bourgeoises doit être directement prise en charge par le prolétariat, tant dans les Etats où la bourgeoisie a déjà accompli sa révolution mais où, sous l'effet de la concurrence impérialiste, elle s'en prend férolement à tous les acquis des masses, que dans les pays dominés où la bourgeoisie n'a pu accomplir la révolution démocratique et nationale (1).

Cette thèse est alors vivement combattue par les épigones qui sont engagés au même moment dans la collaboration la plus éhontée avec la bourgeoisie dite « nationale » en Chine pour établir un « régime démocratique ». L'abandon des thèses des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste conduira le Parti communiste chinois à renoncer à la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan, à l'indépendance de classe, et mènera finalement le prolétariat chinois à la défaite.

« La tentative faite par l'Internationale communiste pour imposer aujourd'hui aux pays d'Orient le mot d'ordre de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, depuis longtemps dépassé par l'histoire, ne peut avoir qu'un sens réac-

tionnaire. Dans la mesure où l'on oppose ce mot d'ordre à celui de la dictature du prolétariat, il contribue politiquement à la dissolution et à la décomposition du prolétariat dans les masses petites-bourgeoises, et crée ainsi des conditions favorables à l'hégémonie de la bourgeoisie nationale (...). Introduire ce mot d'ordre dans le programme de l'Internationale communiste signifie véritablement trahir le marxisme et les traditions d'Octobre du bolchevisme. » (*L'Internationale communiste après Lénine.*)

Cette conception étapiste de la révolution s'accompagne pour Staline de la thèse antimarxiste de la possibilité de construire le socialisme dans la seule Union soviétique.

« SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS » ET CONTRE-REVOLUTION

En effet, le mode de production capitaliste est le premier mode de production de l'histoire à avoir revêtu un caractère mondial qui s'exprime dans l'existence du marché mondial.

Ainsi, la lutte des classes ne peut, elle, qu'être internationale, même si elle se déroule dans le cadre d'Etats nationaux.

« Le marxisme procède de l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales, mais comme une puissante réalité indépendante créée par la division internationale du travail et par le marché mondial qui, à notre époque, domine tous les marchés nationaux (...). C'est une utopie réactionnaire que de vouloir créer dans le cadre national un système harmonieux et suffisant, composé de toutes les branches économiques et culturelles du pays qui fait partie de l'unité mondiale. » (*Leon Trotsky, La Révolution permanente.*)

C'est à partir de cette donnée objective que Trotsky dégage un aspect essentiel de la révolution permanente : la victoire du socialisme n'est réalisable qu'à l'échelle du monde. En ce sens, la prise du pouvoir dans un pays par le prolétariat constitue le début

(1) Sur la théorie de la révolution permanente, voir « La Vérité » n° 588.

d'un processus révolutionnaire qui ne « s'achève que dans le triomphe définitif de la nouvelle société sur toute la planète ».

La révolution prolétarienne mondiale n'est ni l'addition de révolutions nationales et de constructions du socialisme pays par pays, ni un acte unique, éclatant simultanément dans tous les pays, mais un affrontement entre la bourgeoisie et le prolétariat s'étendant sur toute une période historique.

En URSS même, où le prolétariat a pris le pouvoir, loin d'être achevée, la révolution prolétarienne n'a donc fait que commencer. C'est pourquoi Trotsky écrit, toujours à cette même époque :

« Sans la victoire de la révolution mondiale, nous ne construirons pas le socialisme (...). La construction économique a une importance énorme. Si la direction se trompe, la dictature du prolétariat s'affaiblit ; sa chute porterait un tel coup à la révolution socialiste que celle-ci ne s'en remettrait pas avant toute une longue série d'années. Mais la décision du procès historique entre le monde du socialisme et le monde du capitalisme dépend du second levier, c'est-à-dire de la révolution prolétarienne mondiale. L'importance gigantesque de l'URSS vient de ce qu'elle est la base d'appui de la révolution mondiale, et non pas de sa capacité à construire le socialisme indépendamment de la révolution mondiale. » (*Léon Trotsky, L'Internationale communiste après Lénine.*)

Le maintien du marché mondial, la pression constante qu'il exerce sur l'URSS interdisent que commence à dépérir les normes bourgeoises dans l'Etat ouvrier. L'Etat ouvrier a un double caractère. Il doit conserver le système du salariat ou, comme Marx l'a écrit, les « normes bourgeoises de la distribution », cela afin d'accroître les forces productives. Cependant, le sort de ce système dépend de la direction générale du développement. Que la révolution éclate dans d'autres pays et que la richesse sociale augmente, alors, les inégalités tendent à se réduire. La victoire des tendances socialistes sur les tendances bourgeoisies entraîne la résorption de l'Etat

dans une société s'administrant elle-même. C'est pourquoi nous caractérisons l'URSS comme une société en transition entre le capitalisme et le socialisme. Ces contradictions inhérentes à la transition ne peuvent être résolues que par la victoire à l'échelle mondiale sur la bourgeoisie.

Mais, dans les conditions d'arriération et d'isolement où se trouvait l'URSS, les normes bourgeoises de distribution se sont grossièrement renforcées et ont engendré des tendances rétrogrades qui se sont cristallisées sous la forme de la bureaucratie. La défaite de la révolution allemande, dont Zinoviev et Staline portent la responsabilité, laisse alors la révolution russe isolée. Le reflux de la révolution européenne, l'arriération des forces productives en URSS et la destruction de la classe ouvrière vont renforcer le développement de la bureaucratie. Celle-ci, produit de la pression impérialiste, se renforcera des défaites du prolétariat que son conservatisme engendre et progressivement se constituera en une couche sociale parasitaire qui confisquera le pouvoir politique au prolétariat.

Ainsi, la lutte des classes en Chine mettait à l'ordre du jour une situation révolutionnaire. La bureaucratie naissante, s'orientant désormais selon ses intérêts propres, est directement responsable de la défaite de la révolution chinoise en 1927. Staline est, selon le mot de Trotsky, « le grand organisateur des défaites ». D'instrument de la révolution mondiale qu'elle était, l'Internationale communiste devient l'agence de la diplomatie du Kremlin. Le soutien au « comité anglo-russe », qui regroupe des syndicats russes et britanniques, va permettre aux chefs réformistes anglais de briser la grève générale des travailleurs britanniques en se couvrant de l'autorité de la révolution d'Octobre. Le soutien de l'Internationale communiste au Kuomintang permettra à Tchang Kaï-Chek de briser la révolution chinoise.

Dès lors, il n'est plus possible de considérer l'« isolement » de la révolution russe comme un facteur purement objectif. L'orientation politique internationale impulsée par la bureaucratie devient désormais un facteur décisif de sa propre consolidation sociale.

C'est ce que note vigoureusement Trotsky dans « L'Internationale communiste après Lénine » :

« La bureaucratisation a pour origine principale l'accroissement, au cours des dernières années, de l'écart entre la ligne politique de la direction et les perspectives historiques du prolétariat. La cause fondamentale de la crise de la révolution d'Octobre réside dans le retard de la révolution mondiale, à la suite de plusieurs lourdes défaites du prolétariat. A partir de 1923, la situation se modifie radicalement, il ne s'agit plus seulement de défaites du prolétariat, mais de défaites de la politique de l'Internationale communiste. Les fautes de cette politique, en Allemagne, en Angleterre, en Chine, — et dans une moindre mesure, dans d'autres pays — sont telles qu'il est impossible d'en trouver de semblables dans toute l'histoire du Parti bolchevique (...).

Voilà les causes immédiates et indiscutables des défaites. Essayer de montrer que même avec une politique juste, les défaites étaient inévitables, c'est verser dans un fatalisme éccœurant et renoncer à la compréhension bolchevique du rôle et de l'importance de la direction révolutionnaire. »

Trotsky, avec la lucidité politique qui le caractérise, écrira dès 1928-1929 :

« La nouvelle doctrine dit : le socialisme peut être construit sur la base d'un Etat national. De là peut et doit découler, en dépit de toutes les déclarations solennelles, une politique de collaboration avec la bourgeoisie de l'extérieur. Les tâches des partis de l'Internationale communiste prennent alors un caractère secondaire : protéger l'URSS des interventions et non pas lutter pour la conquête du pouvoir. Il ne s'agit pas d'intentions subjectives mais d'une logique objective de la pensée politique. »

L'histoire confirmera entièrement ce jugement. Elle vérifiera de même l'analyse faite par Trotsky dès 1928 selon laquelle c'est à travers les « zig-zags » les plus brutaux que la bureaucratie poursuit la même orientation

fondamentalement conservatrice, inspirée par la défense de ses intérêts de caste antiouvrière :

« Le cours ultra-gauchiste se heurte de plus en plus fort à la marche des événements. C'est à partir de ce moment que l'on cherche des forces révolutionnaires toutes faites en dehors du prolétariat : d'où l'idéalisatation de certains partis pseudopaysans dans divers pays, le flirt avec Raditch et La Follette, l'exagération du rôle de l'Internationale paysanne au détriment de l'Internationale syndicale, le faux jugement sur les syndicats anglais, l'amitié par-dessus les classes avec le Kuomintang, etc. Toutes ces bêtises par lesquelles le cours ultra-gauche aventurier tenta de se soutenir devinrent, ensuite, les appuis essentiels du cours ouvertement droitier qui s'instaura lorsque les ultra-gauchistes, incapables de se retrouver dans la situation, se brisèrent contre le processus de stabilisation de 1924-1925.

L'ultra-gauchisme de 1924-1925, désorienté devant la situation, fut brutalement remplacé par une déivation de droite qui, sous l'estampille de la théorie "ne pas sauter par-dessus les étapes", fit appliquer une politique d'adaptation à la démocratie bourgeoise, à la démocratie petite-bourgeoise, à la bureaucratie syndicale, aux koulaks. »

Formellement, de telles oscillations peuvent être constatées avant et après 1933. En effet, c'est une politique fondièrement opportuniste qui s'exprime dans le soutien apporté en Chine à Tchang Kai-Chek au nom du bloc des quatre classes, politique que l'on peut assimiler à la politique de front populaire qui prévaudra à partir de 1935 (France, Espagne) ; c'est une politique ultra-gauche qui prévaudra à partir de 1928, notamment en Allemagne, assimilant la social-démocratie à la gauche du fascisme, et qui contribuera à l'écrasement du prolétariat sous la botte hitlérienne. La bureaucratie stalinienne utilisera à différentes reprises ces différentes formes de politiques, au moins en apparence. Car à partir de 1933, une modification qualitative dans la politique du Kremlin devra être constatée.

Il est dès lors définitivement établi qu'en se constituant comme une « agence de la bourgeoisie mondiale au sein de l'Etat ouvrier », la bureaucratie est devenue une force conscientement contre-révolutionnaire dans l'arène internationale. A partir de 1933, elle représente l'obstacle principal à la révolution. Le « Programme

de transition » caractérise cette situation comme le « passage définitif de l'Internationale communiste du côté de l'ordre bourgeois ». Pour l'Opposition de gauche, l'Internationale communiste « est morte pour la révolution ». La tâche de l'heure est donc d'entreprendre la construction de la IV^e Internationale.

la IV^e Internationale contre l'impérialisme et le stalinisme

Dans ce qu'il est convenu d'appeler son « Journal d'exil », Léon Trotsky écrit :

« Ce que je fais maintenant est dans le plein sens du mot irremplaçable. Il n'y a pas dans cette affirmation la moindre vanité. L'effondrement de deux Internationales a posé un problème qu'aucun des chefs de ces Internationales n'est le moins du monde apte à traiter. Les particularités de mon destin personnel m'ont placé face à ce problème, armé de pied en cap d'une sérieuse expérience. Munir d'une méthode révolutionnaire la nouvelle génération, par-dessus la tête des chefs de la Deuxième et de la Troisième Internationales, c'est une tâche qui n'a pas, hormis moi, d'homme capable de la remplir. »

Cette tâche, c'est diriger le combat de l'Opposition pour empêcher que soit rompu le fil de la continuité. Comme le souligne Trotsky lui-même dans le « Programme de transition », « la lutte des classes ne souffre pas d'interruption » ; et par conséquent, la lutte pour la construction de l'Internationale ne peut être « suspendue » en attendant des « jours meilleurs », comme le conseillaient un certain nombre de militants.

« La Quatrième Internationale est déjà surgie de grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat de l'histoire ; la cause de ces défaites, c'est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La lutte des classes ne tolère pas d'inter-

ruption. La Troisième Internationale, après la Deuxième, est morte pour la révolution. Vive la Quatrième Internationale ! » (Programme de transition.)

LA CRISE DE LA CIVILISATION HUMAINE

Le programme de fondation de la Quatrième Internationale s'ouvre par ces mots :

« La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat. »

Le passage du côté de l'ordre bourgeois de la Deuxième puis de la Troisième Internationale constitue pour Trotsky la cause des défaites de la classe ouvrière. A la différence de la Deuxième et de la Troisième Internationales qui ont renoncé à lutter pour la dictature du prolétariat,

« la tâche stratégique de la IV^e Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. » (Idem.)

Contre ceux qui voudraient voir dans les défaites du prolétariat mondial autre chose que la conséquence directe de la politique de l'Internationale communiste, Trotsky doit réaffir-

mer que les conditions objectives sont plus que « mûres » : l'obstacle à la révolution, c'est la crise des directions. « La crise actuelle de la civilisation humaine, c'est la crise de la direction du prolétariat », écrivait Trotsky entre la défaite de 1933 en Allemagne et la guerre impérialiste qui venait. Le « Programme de transition » se donne pour but de résoudre la contradiction entre la maturité des conditions objectives et la non-maturité du facteur subjectif dû à la trahison de la Troisième Internationale. Le « Programme de transition » concentre et synthétise l'expérience du mouvement ouvrier international. C'est en ce sens que nous parlons de « Manifeste communiste » de notre époque, celle des guerres et des révolutions.

Il réaffirme, contre ceux qui désertent le terrain du combat prolétarien, que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Il formule clairement, en intégrant la nouvelle donnée historique de la dégénérescence de l'Internationale communiste, l'orientation stratégique prolétarienne :

« La tâche stratégique de la prochaine période — période prérévolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation — consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (...). Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière, et conduisant inévitablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »

Surmonter cette contradiction, c'est précisément construire la Quatrième Internationale. La voie de cette solution, c'est la mobilisation des masses pour la conquête du pouvoir d'Etat. C'est ce qui distingue la Quatrième Internationale de la Deuxième et de la Troisième. La construction (et a fortiori la reconstruction) de la Quatrième Internationale est inséparable

de la formulation d'une politique ouvrant la voie de la mobilisation des masses vers la conquête du pouvoir d'Etat.

C'est ce qui donne aux discussions sur la stratégie du front unique et du gouvernement ouvrier et paysan une telle importance.

L'EPOQUE DES GUERRES ET DES REVOLUTIONS

Le surtitre du « Programme de transition » est « L'Agonie du capitalisme et les Tâches de la Quatrième Internationale ». Il exprime les objectifs et les moyens de lutte du prolétariat révolutionnaire dans la période d'agonie du capitalisme.

On peut ainsi lire dans le « Programme de transition » :

« Les prémisses économiques de la révolution prolétarienne ont déjà atteint en général le point le plus élevé de maturité qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître.

(...) Les bavardages selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore "mûres" pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement "mûres", mais ont déjà commencé à pourrir. Sans révolution sociale, et cela dans la prochaine période historique, toute la civilisation humaine est menacée d'être emportée dans une catastrophe. »

La crise du système impérialiste met ainsi à l'ordre du jour dans tous les pays le renversement du régime bourgeois et l'instauration de la dictature prolétarienne.

« La direction générale du développement révolutionnaire peut être déterminée par la formule de la révolution permanente dans le sens qui a été définitivement donné à cette formule par trois révolutions en Russie (1905, février 1917, octobre 1917). »

La théorie de la révolution permanente est la théorie des rapports entre les classes, des rapports politiques qui se développent au cours de cette époque historique qu'est le stade suprême du capitalisme, l'impérialisme. C'est pourquoi le « Programme de transition » écrit :

« Ce qui distingue l'époque actuelle, ce n'est pas qu'elle affranchit le parti révolutionnaire du travail prosaïque de tous les jours, mais qu'elle permet de mener cette lutte en liaison indissoluble avec les tâches de la révolution. »

Les révisionnistes qui affirment que les staliniens et les social-démocrates « défendent les revendications immédiates » des travailleurs, et ne trahissent qu'« à l'échelle historique », rentrent ainsi en contradiction flagrante avec la théorie de la révolution permanente.

« L'Internationale communiste est entrée dans la voie de la social-démocratie à l'époque du capitalisme pourriant, alors qu'il ne peut plus être question de réformes sociales ni de l'élévation du niveau de vie des masses, alors que la bourgeoisie reprend chaque fois de la main droite le double de ce qu'elle a donné de la main gauche (...), alors que chaque revendication progressiste de la petite bourgeoisie conduit inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'Etat bourgeois. »

Ainsi, le « réformisme » de la social-démocratie à l'époque impérialiste, la politique de front populaire des staliniens ne visent pas à « réformer » le capitalisme, mais à le défendre, à sauver la domination politique de la bourgeoisie. A l'inverse, le combat pour la défense des revendications des travailleurs s'intègre entièrement au combat contre la bourgeoisie culminant dans l'affrontement central pour la conquête du pouvoir d'Etat :

« La Quatrième Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme minimum dans la mesure où elles ont gardé quelque force de vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail de tous les jours dans le cadre concret, réel,

c'est-à-dire révolutionnaire. Dans la mesure où les vieilles revendications partielles "minimum" des masses se heurtent aux tendances destructrices et dégradantes du capitalisme décadent — et cela se produit à chaque pas —, la Quatrième Internationale met en avant un système de *revendications transitaires* dont le sens est de diriger de plus en plus ouvertement et résolument les masses contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux "programme minimum" est constamment dépassé par le *Programme de transition*, dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne. »

C'est en cela que le « Programme de transition » est l'expression, au plan de la stratégie et de la tactique, de la théorie de la révolution permanente.

DEMOCRATIE, DEMOCRATIE PROLETARIENNE

Le retard pris par la révolution prolétarienne et le pourrissement de l'impérialisme renforcent encore l'importance du combat pour les tâches démocratiques bourgeoises que seul le prolétariat peut conduire à son terme. Cela a été formulé par Trotsky dans les « Thèses sur la révolution permanente ».

Dans le chapitre du « Programme de transition » sur les pays capitalistes arriérés, on lit :

« Il (*le prolétariat*) est contraint de combiner la lutte pour les tâches les plus élémentaires de l'indépendance nationale et de la démocratie bourgeoise avec la lutte socialiste contre l'impérialisme mondial. Les revendications de la démocratie, les revendications transitaires et les tâches de la révolution socialiste ne sont pas séparées dans la lutte par des époques historiques, mais découlent immédiatement les unes des autres. Quand il avait à peine commencé à édifier des syndicats, le prolétariat chinois se trouvait déjà contraint de penser aux soviets (...). Le mot d'ordre d'Assemblée nationale (ou Constituante) conserve toute sa valeur dans

des pays comme la Chine et l'Inde (...). Il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie "nationale". A une certaine étape de la mobilisation des masses sous le mot d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique, dans chaque période donnée, en particulier leur rapport avec l'Assemblée nationale, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne, par le caractère politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout, et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste. »

Dans ces pays dominés par l'impérialisme, les soviets sont les organes unitaires qui permettent de rassembler autour du prolétariat, contre l'impérialisme, la paysannerie et la petite bourgeoisie urbaine.

Ainsi, la lutte pour le développement des soviets ne s'oppose pas aux tâches démocratiques bourgeoises, mais les intègre et les réalise en instituant la dictature du prolétariat, menant la nation opprimée à la souveraineté nationale.

Il serait néanmoins erroné de limiter la lutte pour les droits démocratiques aux pays dominés par l'impérialisme. Dans les pays impérialistes eux-mêmes, la défense des libertés démocratiques conserve toute sa valeur. Comme il est dit dans le « Programme de transition » :

« Cela ne signifie pas que la Quatrième Internationale rejette les mots d'ordre démocratiques. Au contraire, ils peuvent à certains moments jouer un rôle énorme. »

La décomposition du parlementarisme bourgeois, le fascisme, le bonapartisme témoignent de la putréfaction de la société bourgeoise. Le capitalisme pourrissant doit en permanence s'en prendre aux conquêtes des masses, nier les droits démocratiques les plus élémentaires — la liberté de presse, d'organisation et d'expression — qui sont des points d'appui pour les masses dans leur combat con-

tre l'Etat bourgeois, cette « bande d'hommes en armes ».

Ainsi, la lutte pour la Constituante et la République dans l'Espagne de 1931 mettait directement à l'ordre du jour les tâches de la révolution prolétarienne. Elle était indissociable du combat pour renverser le régime bourgeois, la « vieille Espagne » selon le mot de Trotsky. Autour de cette perspective politique, les communistes devaient travailler à construire les soviets rassemblant, contre la monarchie, pour la République, les plus larges masses.

C'est au travers des soviets que pouvait se constituer un nouveau pouvoir et, à partir de là, être instauré un nouvel Etat, la dictature des soviets, réalisant, en les combinant, les tâches de la révolution bourgeoise et de la révolution prolétarienne, assurant ainsi le cadre du plein épanouissement de la démocratie, la démocratie ouvrière.

En URSS, le prolétariat vit sous le joug féroce de la bureaucratie. C'est pourquoi :

« La nouvelle montée de la révolution en URSS commencera sans aucun doute sous le drapeau de la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique (...). La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique. Il faut rendre aux soviets non seulement leur forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. La bureaucratie doit être chassée des soviets (...). Légalisation des partis soviétiques ! »

L'histoire a confirmé cette analyse. Dans les pays où le capital a été exproprié, c'est seulement à travers le rétablissement des libertés ouvrières que la classe ouvrière peut prendre en charge son propre destin, contrôler les rapports de production.

Depuis cinquante ans, le stalinisme foule les droits démocratiques et les libertés ouvrières dans les Etats ouvriers bureaucratiques. Il a empêché l'émergence de soviets dans tous les pays où le capital a été exproprié. Il a détruit les soviets en Russie. Il est donc évident que toute lutte anti-

bureaucratique empruntera la voie du combat pour les libertés démocratiques et que c'est l'extension de cette lutte, le développement d'un processus de révolution politique qui feront surgir des conseils ouvriers, cadre de la démocratie prolétarienne.

LA LUTTE POUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Dans le cours même de la lutte des classes, naissent et se développent des comités de travailleurs, forme embryonnaire des soviets.

« Les comités d'usine sont, comme il a été dit, un élément de dualité de pouvoir dans l'usine (...). Cependant, ces nouveaux organes et centres sentiront bientôt leur manque de cohésion et leur insuffisance. Aucune des revendications transitoires ne peut être complètement réalisée avec le maintien du régime bourgeois. Or, l'approfondissement de la crise sociale accroîtra non seulement les souffrances des masses, mais aussi leur impatience, leur ferveur, leur esprit d'offensive. Des couches nouvelles d'opprimés relèveront la tête et lanceront leurs revendications. Des millions de besogneux, à qui les chefs réformistes ne pensent jamais, commenceront à frapper aux portes des organisations ouvrières (...). Comment accorder les diverses revendications et formes de lutte ? (...) L'histoire a déjà répondu à cette question : grâce aux soviets qui réunissent les représentants de tous les groupes en lutte. Personne n'a jamais proposé, jusqu'à maintenant, aucune autre forme d'organisation, et il est douteux qu'on puisse en inventer une. Les soviets ne sont liés à aucun programme a priori. Ils ouvrent leurs portes à tous les exploités (...). Les soviets ouvrent une période de dualité de pouvoir dans tout le pays. » (Programme de transition.)

Dans cette situation révolutionnaire, deux régimes — le régime bourgeois et le régime prolétarien — s'opposent irréductiblement. Une classe doit l'emporter sur l'autre, soit la barbarie capitaliste, soit le pouvoir des soviets, la dictature du prolétariat.

Le mouvement des masses tend, lors des crises révolutionnaires, à travers le renforcement des vieilles organisations jusqu'à la constitution de conseils ouvriers qui en représentent la forme supérieure, à réaliser le front unique ouvrier. Pour assurer cette victoire que constitue la destruction de la machine de l'Etat bourgeois, il faut, comme l'a réalisé le Parti bolchevique, conquérir la majorité dans les soviets en affranchissant le prolétariat de sa vieille direction.

Mais, dans sa lutte contre la bourgeoisie, le prolétariat n'appréhende pas nécessairement que l'objectif final de son combat est la destruction de l'Etat bourgeois. En revanche, il le perçoit sous son aspect le plus immédiat : il faut chasser le gouvernement en place et lui substituer un gouvernement qui satisfasse les revendications.

Dans ce même mouvement, les masses chargent le plus souvent leurs vieilles organisations de leur aspiration à obtenir satisfaction de leurs revendications. Il s'agit donc pour les trotskystes de partir de cet aspect de la « conscience actuelle » des masses pour les conduire à une seule conclusion : la conquête du pouvoir d'Etat.

Comme l'écrit Trotsky :

« Le gouvernement ouvrier est une formule algébrique, c'est-à-dire une formule aux termes de laquelle ne correspondent pas des valeurs numériques fixes. »

Mais, dans ses formes tactiques, dans chaque moment de la lutte des classes, la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan tient compte des « valeurs numériques fixes » que sont les vieilles organisations.

Ainsi, exprimant les aspirations des masses à réaliser leur unité de combat, les trotskystes exigent des vieux partis ouvriers qu'ils rompent avec la bourgeoisie. Ce faisant, ils expriment par là, contre toutes les politiques contre-révolutionnaires de collaboration de classes, le mouvement profond qui entraîne les masses vers l'instauration de la dictature du prolétariat.

Il ne s'agit pas là d'une simple dénonciation des directions traîtres qui se refusent à aller au gouvernement. La venue au pouvoir d'un tel

gouvernement constituerait un pas en avant pour les masses, qui veulent aller de l'avant, chasser le gouvernement bourgeois.

Ce combat n'est rien d'autre que la mobilisation des masses qui, à travers la rupture de la coalition qu'elles veulent imposer, cherchent la voie de la conquête du pouvoir politique en constituant leurs organes de lutte : les conseils ouvriers.

L'agitation pour la constitution de soviets et le combat pour les centraliser ne peuvent être menés indépendamment du combat politique sur la ligne du gouvernement ouvrier et paysan. C'est autour de ce mot d'ordre que se développeront et s'organiseront les soviets.

La formulation du mot d'ordre de gouvernement intégrant les organisations correspond à la première étape de ce processus transitoire qui culmine dans la constitution du gouvernement des soviets, la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat.

FRANCE, ESPAGNE, URSS

On pouvait lire dans la « Pravda » du 17 décembre 1936 :

« Pour ce qui est de la Catalogne, l'épuration des trotskystes et des anarchistes a commencé. Elle sera menée avec la même énergie qu'en URSS. »

La bureaucratie reconnaissait à sa manière, cynique et réactionnaire, l'unité mondiale de la révolution et de la contre-révolution, le lien qui existe entre les procès de Moscou et l'assassinat en Espagne des trotskystes opposés à l'alliance avec la bourgeoisie « démocratique », le rapport entre le « socialisme dans un seul pays », la « coexistence pacifique » avant la lutte et la politique des « fronts populaires ».

Le prolétariat mondial, dans son combat d'ensemble pour la dictature du prolétariat, instrument pour la réalisation du socialisme, doit, dans un même mouvement historique, réaliser la révolution sociale dans les pays capitalistes et la révolution politique en URSS.

Le Sixième Congrès de l'Internationale communiste a fixé comme tâche centrale aux partis communistes la défense de la construction du « socialisme dans un seul pays ». Le Septième Congrès, sous couvert de lutte « contre le fascisme », a appelé à la constitution de larges « fronts populaires », subordonnant en réalité les partis ouvriers à la bourgeoisie et à la défense de l'ordre capitaliste.

C'est, en France, contre la vague révolutionnaire de 1934-1936, l'alliance du PC et de la SFIO avec le parti bourgeois radical. C'est la trahison de la révolution prolétarienne en Espagne, l'alliance avec l'« ombre de la bourgeoisie » pour livrer l'Espagne à Franco.

« Usurpant le drapeau de la révolution d'Octobre, le Komintern, par la politique conciliatrice des "fronts populaires", vole la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme. Les "fronts populaires" d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. » (Programme de transition.)

Seuls les trotskystes ont combattu pour le front unique ouvrier et le gouvernement ouvrier et paysan. En France, autour de l'exigence du « gouvernement Blum-Cachin », contre l'alliance avec les radicaux, ils ont tenté de centraliser le combat pour la constitution d'organismes de front unique et ont ainsi ouvert la voie à la préparation de la grève générale. En Espagne, Trotsky a combattu très durement la capitulation de Nin et l'entrée des anarchistes « anti-étatiques » dans le gouvernement de l'Etat bourgeois.

« Dans le feu d'une guerre révolutionnaire de classes, Nin est entré dans un gouvernement bourgeois dont le but était de détruire les comités ouvriers, fondement d'un gouvernement prolétarien. »

Le front populaire est l'alliance des partis ouvriers avec la bourgeoisie pour sauver la domination de la bourgeoisie, alors que celle-ci, du fait de la puissante montée révolutionnaire, est incapable de le faire sans le concours des partis qui ont la confiance des plus

larges masses. En Espagne et en France, les bolcheviks-léninistes ont pris appui sur cette montée révolutionnaire pour formuler clairement l'aspiration des masses : rompez avec la bourgeoisie, prenez tout le pouvoir ! Ils dégageaient ainsi la voie à l'action de classe et à la constitution de soviets pour, dans ce même mouvement, construire une nouvelle direction et renverser la domination impérialiste.

Le front populaire était la riposte de la bureaucratie aux nouveaux développements de la lutte des classes. C'était l'alliance avec la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne. La caste parasitaire cherchait à empêcher l'irruption révolutionnaire des masses en France et en Espagne, qui aurait fait basculer les rapports de force internationaux et contribué à une montée révolutionnaire en URSS même. C'était la crainte de Staline de voir les masses soviétiques, s'appuyant sur la vague révolutionnaire à l'ouest de l'Europe, affluer dans les rangs de l'Opposition et remettre ainsi en cause sa domination bureaucratique.

Le combat pour la dictature du prolétariat et les Etats-Unis socialistes d'Europe implique un même combat contre les fronts populaires, pour le gouvernement ouvrier et paysan, pour débarrasser le prolétariat de la bureaucratie stalinienne et lui rendre le pouvoir politique en réalisant une nouvelle révolution, une révolution politique.

LA GUERRE IMPÉRIALISTE

La guerre impérialiste viendra confirmer les analyses de Trotsky : la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. La défaite du prolétariat allemand, celle du prolétariat espagnol ont conduit le prolétariat à reculer et ont laissé le champ libre à la barbarie impérialiste. Mais de la guerre impérialiste devait sortir une nouvelle vague de crises révolutionnaires.

Les trotskystes n'avaient pas à « prévoir » la forme de la montée révolutionnaire qui se produisit à partir de 1943, mais ils s'orientèrent sur cette perspective. Elle était celle de la

prise politique du pouvoir par le prolétariat.

« Dans le même temps, nous n'oubliions pas un seul instant que cette guerre n'est pas notre guerre. La IV^e Internationale édifie sa politique non pas sur le sort des points de vue militaires des Etats capitalistes, mais sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile des ouvriers contre les capitalistes, sur le renversement des classes gouvernantes de tous les pays, sur la révolution socialiste mondiale. » (Manifeste de la IV^e Internationale.)

C'est parce qu'elle se situe sur le terrain du socialisme scientifique que la IV^e Internationale a pu dégager les traits principaux de la situation politique qui s'ouvrait. C'est la remontée internationale de la révolution qui décide du sort de la guerre :

« La IV^e Internationale ne peut défendre l'URSS que par les méthodes de la lutte des classes révolutionnaire... La défense de l'URSS coïncide avec la préparation de la révolution prolétarienne mondiale. »

L'Armée rouge décapitée par Staline recule devant la poussée des troupes de l'impérialisme allemand. Ce sont alors les ouvriers et les paysans, l'ensemble des masses laborieuses d'URSS qui, les armes à la main, se dressent pour combattre l'impérialisme qui foule aux pieds les conquêtes de la révolution d'Octobre en réintroduisant la propriété privée des moyens de production. L'armée de Hitler est stoppée. Elle subit — à Stalingrad — une défaite historique. La révolution mondiale reprend son cours.

La défaite de l'impérialisme allemand et la montée révolutionnaire qui débute à partir de 1943 ont pour origine directe ce soulèvement des masses soviétiques pour défendre le bastion des conquêtes sociales du prolétariat européen écrasé sous le talon de fer de l'impérialisme allemand. Ce bouleversement des rapports entre les classes va permettre l'avancée des armées soviétiques, qui s'accompagne de puissants mouvements des masses dans toute la partie occidentale de l'Europe.

En Yougoslavie, l'armement des masses contribue, à travers la guerre

de guérilla, à chasser les troupes impérialistes. Cette remontée touche à son tour l'Europe occidentale dès 1943-1944. « De la guerre impérialiste sortira la révolution », écrivait trois années plus tôt la IV^e Internationale. Mais la bureaucratie du Kremlin monte en première ligne pour sauver le système impérialiste : c'est, à travers les conférences de Téhéran, Yalta et Potsdam, la préparation de la sauvegarde de l'ordre bourgeois. Une Sainte-Alliance contre-révolutionnaire s'organise consciemment à l'échelle mondiale.

Dans les territoires occupés, le GPU et l'armée agissent pour étouffer et briser les mouvements prolétariens. A l'ouest de l'Europe (France, Italie), fidèles à leurs alliances dans la « résistance », les partis staliniens sont partie prenante des gouvernements d'*« union nationale »* et brisent les grèves pour reconstruire et défendre l'Etat bourgeois.

Seuls les trotskystes combattent sur la ligne du front unique, du gouvernement ouvrier et paysan (cf. « La Vérité » n° 583 sur le 40^e anniversaire de la IV^e Internationale).

« La certitude qui doit être la base d'airain de la politique de la IV^e Internationale, c'est que la transfor-

mation de la guerre impérialiste en guerre civile implique nécessairement la formation de comités ouvriers qui s'opposeront dans une période de dualité de pouvoir au pouvoir bourgeois et à la politique de trahison des staliniens. » (« La Vérité », juin 1944).

Les faits vont bientôt le prouver.

Des comités surgissent dans les usines, mais aussi dans les quartiers. Les staliniens passent à l'offensive pour briser le mouvement qui s'engage. Thorez proclame : « Il faut un seul Etat, une seule police, une seule armée. »

Pour interdire la voie révolutionnaire au prolétariat allemand, l'autorité des armées d'occupation se substitue à l'appareil d'Etat nazi en décomposition. La nation et le prolétariat allemands sont divisés. En Grèce, l'impérialisme, avec le concours de Staline, écrase la révolution.

A l'est de l'Europe, la bureaucratie s'emploie également à briser les comités ouvriers. C'est cette situation de dislocation du système impérialiste et de puissante montée révolutionnaire qui amènera finalement aux bouleversements sociaux en Europe orientale.

contre le révisionnisme liquidateur, reconstruire la IV^e Internationale

Face à la dislocation du système impérialiste à la sortie de la guerre et à la puissante montée révolutionnaire des masses en Europe, la bureaucratie soviétique et l'impérialisme mettent conjointement en place le dispositif mondial de leur Sainte-Alliance contre-révolutionnaire. Dans ce cadre, l'impérialisme laisse à la bureaucratie la prise en charge directe des tâches de la contre-révolution dans la partie orientale de l'Europe.

Après l'effondrement sur eux-mêmes des régimes bourgeois, la bureaucratie est impuissante dans

cette situation de tension sociale extrême, tant à prolonger les tentatives d'*« union nationale »* qu'à prendre en charge sous sa responsabilité directe la gestion du capital. Dans la partie orientale de l'Europe, ce dernier doit finalement être exproprié. Des Etats ouvriers se constituent, dans lesquels la politique conservatrice de la bureaucratie du Kremlin interdit aux masses prolétariennes d'assurer l'exercice effectif du pouvoir politique, et auxquels elle imprime d'emblée tous les traits d'Etats ouvriers bureaucratiques. La révolution politique y consti-

tue la tâche révolutionnaire du prolétariat.

Sous des formes et dans des conditions profondément différentes, un processus, à certains égards similaire du point de vue de la méthode qui permet d'en rendre compte, aboutira à l'expropriation du capital et à l'instauration d'Etats ouvriers bureaucratiques en Chine puis au Vietnam.

Pour les trotskystes, ces événements n'affectent pas leur caractérisation générale de la bureaucratie :

« Si les partis staliniens restent par leur origine et leurs liens avec les masses des partis ouvriers, la bureaucratie, de même que les appareils qui sont ses agences nationales, sont des organes petits-bourgeois et sont définitivement contre-révolutionnaires. Le fait que, sous des circonstances exceptionnelles, la bureaucratie ou certains des partis staliniens aient été obligés d'exproprier le capital dans certains pays, ne change en rien cette caractérisation. Dans chacune de ces circonstances exceptionnelles, c'est le mouvement révolutionnaire des masses qui a imposé ces transformations. Celles-ci ne sont pas à mettre au crédit de la bureaucratie, dont la politique propre n'impose à ces Etats que leur déformation bureaucratique. » (*Déclaration du Comité paritaire de São Paulo, février 1980*)

Dans le même temps :

« Le fait que tous ceux-ci soient, avec des origines diverses, des Etats ouvriers bureaucratiques, n'empêche pas qu'ils soient l'expression d'un fait immensément progressif : ils sont l'expression déformée du processus qui pousse aujourd'hui les masses vers la révolution socialiste mondiale. Processus qui les pousse dans le même mouvement à s'opposer de façon croissante à la bureaucratie. » (*Idem*).

LE DEVELOPPEMENT DU REVISIONNISME

Dès l'occupation par l'Armée rouge d'une partie de l'Europe, des militants devaient cependant s'interroger au sein de la IV^e Internationale sur la politique mise en œuvre par la bureaucratie. Les articles de Jean-Jacques

Marie et de Stéphane Just dans le numéro spécial de « La Vérité » consacré au quarantième anniversaire de la IV^e Internationale expliquent très bien comment l'avancée de l'Armée rouge a été interprétée par certains comme représentant, en tant que telle, une progression de la révolution prolétarienne.

Incapable de tirer les enseignements du combat de Trotsky contre l'opposition petite-bourgeoise dans « Défense du marxisme » et d'établir la racine théorique de ce type de raisonnement, la direction de l'Internationale ne saura pas combattre véritablement ce type de position.

Quelques années plus tard, cette thèse sera reprise, développée et systématisée par la direction de l'Internationale elle-même, et par son dirigeant Michel Pablo.

L'ampleur des bouleversements à l'est de l'Europe ne change en rien la nature de la bureaucratie, mais au contraire la confirme comme une caste réactionnaire qui a multiplié les tentatives pour préserver l'ordre bourgeois et qui, en fin de compte, a été contrainte de renverser les rapports capitalistes : mais dans ce même mouvement, elle a d'emblée imposé son parasitisme et privé le prolétariat de l'exercice de son pouvoir politique.

C'est donc la pression du stalinisme dans les rangs de la IV^e Internationale qui a produit des révisions tendant à reconnaître à la bureaucratie en tant que telle une mission progressive. Ces révisions conduisent à identifier les masses aux appareils, la révolution à la bureaucratie ; elles conduisent à renoncer à la lutte des classes et à la dictature du prolétariat pour s'en remettre avec fatalisme à des « siècles de transition » d'un régime bureaucratique chargé à la place du mouvement des masses d'instaurer le socialisme.

En Finlande en 1940, la bureaucratie avait déjà été contrainte d'exproprier le capital. Pour autant, dans « Défense du marxisme », Trotsky ne confiait au Kremlin aucune « mission historique ». Au contraire, pour lui, le fait que dans ce cas la bureaucratie ait été contrainte de renverser la bourgeoisie ne changeait aucunement sa nature « globalement contre-révo-

lutionnaire ». La seule chose que la Quatrième Internationale devait soutenir lors de l'invasion de la Finlande était les mesures anticapitalistes prises, et elles seules, en aucun cas la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie en tant que telle :

« Notre devoir très net est de participer à ce bouleversement aux côtés des ouvriers et des paysans et, dans cette mesure, aux côtés de l'Armée rouge. En même temps, il fallait mettre en garde les masses sans relâche contre le caractère réactionnaire général de la politique du Kremlin et contre les dangers qui en résulteraient pour les provinces occupées. Savoir combiner ces deux tâches, ou plus exactement ces deux faces d'une seule et même tâche, voilà en quoi consiste une politique bolchevique. » (Défense du marxisme.)

Ainsi, pour Trotsky, ce n'est pas l'Armée rouge, instrument de la bureaucratie, que nous soutenons, mais les mesures qui ont été prises. C'est pourquoi Trotsky devait préciser :

« Dans tous les cas, la IV^e Internationale saura discerner où et quand l'Armée rouge intervient seulement en tant qu'instrument de la réaction bonapartiste, et où elle défend les fondements sociaux de l'URSS. »

Ainsi pouvait-il écrire à l'égard d'une autre situation hypothétique :

« Nous n'avons jamais promis de soutenir toutes les actions de l'Armée rouge qui n'est en fait qu'un instrument aux mains de la bureaucratie bonapartiste. »

Cette méthode est celle des forces trotskystes regroupées au sein du « Comité paritaire ».

Devions-nous apporter, par exemple, notre appui politique aux forces de l'Armée rouge en Afghanistan, comme le fait la direction castriste du SWP ?

Ce n'est pas la méthode que nous avons suivie. Fidèles aux enseignements de Trotsky, nous cherchons à discerner la fonction de la présence des troupes soviétiques en Afghanistan. C'est pourquoi nous avons caractérisé comme réactionnaire l'interven-

tion soviétique. Cela ne nous interdira pas demain, si, en raison de circonstances exceptionnelles, la bureaucratie devait prendre des mesures anticapitalistes, de soutenir ces mesures, et elles seules, mais sans cautionner pour autant la politique de la bureaucratie.

Mais ce n'est pas au nom d'une « hypothèse » que nous fondons notre politique aujourd'hui. La réalisation de cette hypothèse ne changerait d'ailleurs rien à la nature contre-révolutionnaire de la bureaucratie et au caractère globalement conservateur de sa politique.

LE PABLISME, NEGATION DE LA LUTTE DES CLASSES

Le fondement de l'analyse pabliste est que si la bureaucratie peut être amenée à renverser le capitalisme, c'est qu'elle participe d'une certaine manière des conquêtes ouvrières d'Octobre. Pour Pablo, « la réalité sociale objective (...) est composée essentiellement du monde stalinien et du régime capitaliste ».

Dès lors, l'histoire n'est plus celle de la lutte entre les classes mais celle de rivalités entre « blocs ». Ainsi, toute avancée de l'Armée rouge signifie ipso-facto un recul du monde capitaliste et cela indépendamment de la politique du Kremlin.

Ce n'est plus la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, lutte dans laquelle s'inscrit la bureaucratie comme « courroie de transmission de l'impérialisme au sein de l'Etat ouvrier », qui est le moteur de l'histoire, mais la « progression » du « monde stalinien » qui, sous l'égide de la bureaucratie, permet de réaliser la révolution !

Le prolétariat est ainsi identifié à sa direction stalinienne, l'Etat ouvrier à la bureaucratie, et le marxisme au stalinisme. Cette question est au cœur de toutes les révisions qui sont apparues dans l'histoire de la Quatrième Internationale. Il n'est donc qu'apparemment paradoxal que tous les révisionnismes tendent à s'attaquer conjointement à la caractérisation marxiste de la nature de l'URSS comme Etat ouvrier, et à la caractérisation mar-

xiste de la bureaucratie comme organe bourgeois.

Ainsi, la révision introduite par Pablo sur le rôle « révolutionnaire » de la bureaucratie est directement la source de la révision de Mandel sur la prétendue « double nature sociale de la bureaucratie », théorie qui revient à considérer que la bureaucratie, si elle a une politique pro-bourgeoise, conserve un caractère social « ouvrier » et s'identifie socialement au caractère ouvrier de l'Etat qu'elle parasite.

Pour Mandel, cette « double nature » réside dans le fait que « la bureaucratie soviétique est une fraction de la classe ouvrière qui a acquis des aspirations petites-bourgeoises, c'est-à-dire une bureaucratie ouvrière ». Cette thèse révisionniste est ouvertement contradictoire avec le marxisme, qui distingue radicalement la nature de classe de l'Etat ouvrier et celle de la bureaucratie qui le parasite.

Il est vrai que

« l'affirmation que la bureaucratie d'un Etat ouvrier a un caractère bourgeois doit apparaître non seulement incompréhensible, mais tout simplement absurde aux gens à l'esprit formaliste. » (Défense du marxisme.)

Mais c'est bien là le fondement de l'analyse de Trotsky :

« Même la bureaucratie la plus révolutionnaire représente jusqu'à un certain point un organisme bourgeois dans l'Etat ouvrier. Bien entendu, ce qui a un sens décisif, c'est le degré de ce caractère bourgeois et la tendance générale du développement. Si l'Etat ouvrier se débureaucratise et se réduit progressivement à rien, le développement va donc dans le sens du socialisme. Au contraire, si la bureaucratie devient de plus en plus pesante, autoritaire, privilégiée et conservatrice, c'est donc que les tendances bourgeois dans l'Etat ouvrier se développent au détriment des tendances socialistes ; en d'autres termes, alors la contradiction qui existe jusqu'à un certain degré dans l'Etat ouvrier dès les premiers jours de sa constitution ne diminue pas, comme l'exige la "norme", mais croît. Jusqu'alors cependant, aussi longtemps que cette contradiction n'a pas

dépassé le domaine de la répartition pour entrer dans celui de la production et n'a pas fait exploser la propriété nationalisée et l'économie planifiée, l'Etat reste ouvrier. » (Idem.)

Après quarante ans de dégénérescence stalinienne, « la tendance générale du développement » est aussi clairement établie que la nature sociale et le rôle politique de la bureaucratie.

C'est cet antagonisme social irréconciliable entre l'Etat ouvrier soviétique et la bureaucratie qui fonde toute l'analyse marxiste de l'URSS. C'est pourquoi toutes les formes de révisionnisme conduisent en fin de compte, sous une forme ou sous une autre, à remettre en cause l'analyse de Trotsky sur l'URSS et amènent par là même à réviser les notions élémentaires du marxisme. La valorisation de la bureaucratie comme la remise en cause de la nature de l'URSS reviennent à nier que ce sont les hommes qui, dans « des conditions déterminées », font l'histoire. En effet, ces thèses font de la bureaucratie soit une nouvelle classe sociale, soit une représentation légitime de la classe ouvrière, mais ont la même conséquence : la lutte des classes n'est plus le moteur de l'histoire, la bureaucratie reçoit une mission historique indépendante, objectivement progressive.

Les révisionnistes les plus conséquents, comme Burhnam et Schachtman au sein du SWP en 1939, iront jusqu'au bout de cette thèse en caractérisant le régime en URSS comme une nouvelle forme d'exploitation. Si l'on suivait ces théoriciens,

« nous serions alors obligés de reconnaître que la raison de l'épisode bureaucratique a sa racine non dans le retard du pays, ni dans l'environnement impérialiste, mais dans une incapacité congénitale du prolétariat à devenir une classe dirigeante. Il serait alors nécessaire d'établir rétrospectivement que l'URSS était, dans ses traits fondamentaux, le précurseur d'un nouveau régime d'exploitation à l'échelle internationale », écrit Trotsky.

Un nouveau régime d'exploitation, dont l'agent historique serait une bureaucratie petite-bourgeoise. Même si, comme l'écrit Trotsky, la pression

de l'impérialisme sur l'URSS entraîne que

« le prolétariat dominant dans un seul pays... y reste cependant une classe exploitée. L'impérialisme mondial représente la source de l'oppression, la bureaucratie fonctionnant comme mécanisme de transmission ».

Cette thèse, finalement, revient à faire d'une couche sociale parasitaire un agent historique progressiste. En effet, si elle permet de substituer au capital un nouveau régime social, c'est qu'avant le socialisme l'humanité doit passer par une nouvelle étape qui n'est ni l'Etat prolétarien, ni l'Etat capitaliste. Un stade historiquement nécessaire, ce qui infirme la thèse selon laquelle la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour.

Il s'agit, à l'évidence, d'une remise en cause des fondements du marxisme et d'un abandon de la doctrine de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Pour la Quatrième Internationale, la dégénérescence de l'Etat soviétique et la cristallisation d'une couche bureaucratique sont le produit, non d'une nécessité historique, mais de la pression impérialiste qui s'est traduite par l'expropriation politique du prolétariat.

« L'URSS est sortie de la révolution d'Octobre comme un Etat ouvrier. (...) L'appareil de l'Etat ouvrier a subi entre temps une dégénérescence complète. Mais il continue à rester un régime d'Etat ouvrier dégénéré. Tel est le diagnostic social », écrit le Programme de transition.

La lutte pour la défense de l'URSS est partie constituante du programme marxiste. Nous combattons sans concessions la bureaucratie, mais nous défendons sans conditions l'Etat issu de la révolution d'Octobre qui, dans ses bases sociales, concentre toujours les résultats de l'expropriation de la bourgeoisie.

Le révisionnisme pabliste, et à sa suite Mandel, sont amenés, tout en se couvrant du drapeau du trotskysme, à remettre en cause, fût-ce sous de prudentes formules, l'analyse marxiste de

l'URSS. Ainsi, les révisionnistes du Secrétariat unifié écrivent dans le document « Démocratie socialiste et dictature du prolétariat » :

« La dictature du prolétariat n'est rien d'autre que la démocratie ouvrière. »

Cette formule procède directement de l'approche « normative » propre au formalisme petit-bourgeois. Appliquée à l'URSS, elle conduirait simplement à conclure que l'URSS n'est pas une « dictature du prolétariat » puisque, à l'évidence, il n'y a pas de « démocratie ouvrière ». Mais c'est là une conclusion contraire à la dialectique et au marxisme pour lesquels l'URSS est bien un Etat à la fois « ouvrier » et « dégénéré », un Etat où le prolétariat est à la fois dominant socialement et politiquement opprimé.

Mais cela ne peut être compris qu'en maintenant intactes les caractérisations marxistes tant de l'Etat que de la bureaucratie, qu'en sachant clairement distinguer :

— l'expropriation politique du prolétariat par une couche sociale bureaucratique, organe bourgeois produit de la pression impérialiste et qui constitue par son parasitisme un danger pour les conquêtes sociales issues de la révolution d'Octobre ;

— les fondements sociaux que cet Etat matérialise toujours : la nationalisation des moyens de production.

AU COEUR DU REVISIONNISME, LA NATURE DE L'URSS

Trotsky écrit :

« L'URSS actuelle, sans aucun doute, ressemble fort peu au type de république soviétique que Lénine traçait en 1917. Mais quelles conclusions en tirer ? L'un dira : puisque l'Etat réel, issu de la révolution d'Octobre, ne répond pas aux normes idéales établies a priori, alors je lui tourne le dos. C'est du snobisme politique coutumier aux milieux d'intellectuels petits-bourgeois, pacifico-démocrates, libertaires, anarchico-syndicalistes, en général ultra-gauches. Un autre dira : puis-

que cet Etat est issu de la révolution d'Octobre, toute critique sur lui est sacrilège. Le marxiste dira : vérifions encore une fois si ces altérations se sont étendues aux fondements économiques de l'Etat, c'est-à-dire si les conquêtes sociales fondamentales de la révolution prolétarienne sont conservées. »

Ainsi l'URSS actuelle nie toute « démocratie socialiste » et reste pourtant, sous une forme dégénérée, une expression de la dictature prolétarienne, un Etat ouvrier. Ce caractère contradictoire détermine l'attitude des trotskystes : nous défendons inconditionnellement la base sociale de l'Etat soviétique contre l'impérialisme et la bureaucratie qui le parasite. Nous luttons pour la révolution politique qui balaiera la bureaucratie et régénérera la démocratie prolétarienne.

Trotsky écrit :

« (...) Peut-on appeler dictature du prolétariat la dictature de fait de la bureaucratie ?

La difficulté de terminologie vient de ce que le mot dictature est employé tantôt dans un sens strictement politique, tantôt dans un sens plus profond, sociologique. Nous parlons de "dictature de Mussolini" et en même temps nous déclarons que le fascisme n'est que l'instrument du capital financier. De ces deux propositions, laquelle est exacte ? L'une et l'autre, mais sur des plans différents. Il est indiscutable que tout le pouvoir de décision est concentré dans les mains de Mussolini. Mais il est non moins vrai que tout le contenu réel de l'activité gouvernementale est dicté par les intérêts du capital financier. La domination sociale d'une classe ("dictature") peut prendre des formes politiques extrêmement différentes. Toute l'histoire de la bourgeoisie, du Moyen Age à nos jours, en témoigne.

L'expérience de l'Union soviétique est déjà suffisante pour permettre d'étendre la même loi historique — avec tous les changements nécessaires — également à la dictature du prolétariat. Entre la conquête du pouvoir et la dissolution de l'Etat ouvrier dans la société socialiste, les formes et les méthodes de la domination pro-

létarienne peuvent changer brusquement selon la marche de la lutte des classes nationale et internationale.

Par exemple, le régime de commandement actuel de Staline ne rappelle en rien le pouvoir des soviets des premières années de la révolution. La substitution d'un régime à l'autre s'est produite non d'un seul coup, mais par plusieurs degrés, au moyen d'une série de petites guerres civiles de la bureaucratie contre l'avant-garde prolétarienne. En fin de compte, la démocratie soviétique a explosé sous la pression des contradictions sociales. Les exploitant, la bureaucratie a arraché le pouvoir des mains des organisations de masse. C'est dans ce sens qu'on peut parler de dictature de la bureaucratie, et même de dictature personnelle de Staline. Mais cette usurpation n'a été possible et n'a pu se maintenir que parce que le contenu social de la dictature est déterminé par les rapports de production que la révolution prolétarienne a établis. *Dans ce sens, on a plein droit de dire que la dictature du prolétariat a trouvé son expression, défigurée mais incontestable, dans la dictature de la bureaucratie.* » (Ce qui est souligné l'est par nous -NDLR).

Dans le même temps, tout oppose politiquement la dictature révolutionnaire du prolétariat sous Lénine, instrument de la lutte révolutionnaire pour la réalisation du socialisme, avec la dictature de la bureaucratie, frein au développement de la société soviétique. Cette situation, selon Trotsky, signifie que, sous le règne stalinien, « la dictature soviétique est une dictature malade ». C'est pourquoi, dans « Défense du marxisme », Trotsky définit le prolétariat soviétique comme « une classe dominante, opprimée politiquement ». L'URSS reste une forme de dictature prolétarienne parce que la bureaucratie ne peut se constituer en « nouvelle classe dominante », ne peut remettre en cause l'Etat, dont elle tire son pouvoir, et qui matérialise malgré cette déformation bureaucratique les conquêtes de la révolution.

Trotsky, pour autant, ne charge pas la bureaucratie d'un rôle progressiste. Elle est un organe étranger à la classe ouvrière et au caractère ouvrier de l'Etat qu'elle parasite ; il la caractérise

comme « la bureaucratie bourgeoise d'un Etat ouvrier ». Elle est une excroissance de nature bourgeoise sur l'Etat ouvrier qu'elle déforme et parasite. Elle constitue à la fois un obstacle et un danger pour les conquêtes sociales issues de la révolution d'Octobre.

« Le Comité paritaire affirme clairement : la bureaucratie stalinienne n'a pas une double nature, elle n'a pas un caractère indéfini. La bureaucratie du Kremlin est à la fois un produit et un agent des défaites souffrées par le prolétariat à partir de l'entre-deux guerres. Elle est un agent de l'impérialisme au sein des Etats ouvriers. Elle n'a pas de double nature sociale, mais, comme l'a établi Trotsky, une double fonction politique dans la mesure où elle doit à la fois étrangler la révolution et défendre les bases de ses priviléges de caste. Elle ne le fait cependant que selon des méthodes qui minent les bases ouvrières de l'Etat. De ce point de vue, la bureaucratie constitue le pire ennemi des conquêtes ouvrières du prolétariat. Son existence, sa politique, l'ensemble des rapports établis avec l'impérialisme dans le cadre de la "coexistence pacifique" constituent un facteur d'affaiblissement des Etats ouvriers existants, comme ont pu le constater tous les travailleurs du monde à l'occasion de l'invasion des troupes soviétiques en Afghanistan (qui a permis à l'impérialisme de créer les conditions d'une offensive contre les bases ouvrières de l'Etat soviétique). »

D'UNE HYPOTHESE THEORIQUE A SA REALISATION

Le cas de l'instauration à Cuba d'un Etat ouvrier bureaucratique a pu poser aux trotskystes une question nouvelle, dans la mesure où les bouleversements sociaux se sont alors produits sous la direction d'une force petite-bourgeoise non issue du stalinisme.

De même que les événements de l'après-guerre, le cas cubain peut pleinement être compris sur la base des acquis fondamentaux du mouvement trotskiste.

On ne peut cependant comprendre le processus historique qui a conduit à renverser le capitalisme et à instaurer un Etat ouvrier bureaucratique à Cuba sans rendre compte dans leur complexité de l'enchaînement des transformations politiques et sociales. Dans la mesure où celles-ci n'ont pas coïncidé d'emblée, le concept de « gouvernement ouvrier et paysan » constitue un pivot théorique de la compréhension marxiste.

Trotsky aborde ce problème dans le « Programme de transition ». Selon lui, les partis petits-bourgeois, staliens ou non, se refusent activement à constituer des « gouvernements ouvriers et paysans ». C'est-à-dire « des gouvernements indépendants de la bourgeoisie ». Il n'exclut pas cependant la possibilité théorique d'un tel événement :

« Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses...) des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En tout cas, une chose est hors de doute : même si cette variante peu vraisemblable se réalisait quelque part, et qu'un "gouvernement ouvrier et paysan" dans le sens indiqué plus haut s'établissait en fait, il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat. »

Nous ne reviendrons pas ici en détail sur l'histoire de la révolution cubaine (cf. « La Vérité » numéros 588 et 590 (textes de 1961-1962), brochure « Le combat de la TLT » page 99 sur le SWP et Cuba...). On notera cependant que la question clé de la discussion sur la révolution cubaine est bien l'établissement d'un « gouvernement ouvrier et paysan » par une force politique petite-bourgeoise, le « Mouvement du 26 juillet ». Pour le Secrétariat unifié, il s'agit non d'une révolution des ouvriers et des paysans, mais d'une révolution réalisée grâce à l'action résolue d'une minorité armée. Cette analyse donnera naissance à la fameuse orientation stratégique de

guérilla qui conduira à la destruction des groupes du Secrétariat unifié en Amérique latine.

Certes, l'initiative de la « lutte armée » vient indiscutablement de Castro. Mais si elle a pu déboucher sur le renversement de Batista, c'est parce que les masses se sont mises en mouvement contre la dictature en décomposition, liquideant ses principales institutions, organisant la grève générale. Il s'agit là du début classique de toute révolution prolétarienne, les masses sont confrontées à l'appareil d'Etat bourgeois qu'elles doivent détruire pour renverser le capital et instaurer leur dictature à travers la formation de conseils ouvriers. C'est la tâche des révolutionnaires prolétariens, des trotskystes, que d'aider les masses à réaliser ces objectifs.

Mais il n'y avait pas à Cuba de parti qui, comme celui de Lénine, ait conduit les masses à la victoire révolutionnaire. « La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. » Comme l'écrit Stéphane Just :

« Il ne s'agit pas de nier les qualités révolutionnaires de Castro (...). Révolutionnaires, ils n'en étaient pas moins (*le Mouvement du 26 juillet - NDLR*) un mouvement petit-bourgeois avec les limites que cela implique. »

L'Etat bourgeois s'effondre, mais les dirigeants petits-bourgeois tentent par tous les moyens de concilier les intérêts de toutes les classes de la société cubaine. Comme au Nicaragua lors de la chute de Somoza, ils constituent avec la bourgeoisie un gouvernement de coalition. Dans ce cadre, la dissolution de l'armée et de la police n'est pas le produit de la volonté de Castro, elle sanctionne un état de fait.

En revanche, l'appareil administratif, la justice, restent intacts. A propos de cette phase transitoire, comme on peut le lire dans les textes de 1961-1962 republiés par « La Vérité » n° 590 :

« Est-il possible, comme l'affirment certains tenants de la thèse "Cuba, Etat ouvrier", de dire que Cuba est un Etat ouvrier parce que l'ancien appareil d'Etat bourgeois y a été détruit ? Nous ne le croyons pas : les camarades qui affirment cela font

une confusion entre le début et la fin d'une révolution prolétarienne victorieuse. L'Etat bourgeois, et en particulier son appareil répressif, police et armée permanentes, peuvent être détruits au début d'une révolution, sans pour autant faire place à un Etat ouvrier. Jamais Trotsky et les trotskystes n'ont songé, entre juillet 1936 et mai 1937, à analyser l'Espagne républicaine comme un Etat ouvrier... Ce qui signifie que lorsque les rapports de propriété bourgeois et l'appareil d'Etat bourgeois ont été détruits, il y a encore une alternative à l'instauration de l'Etat ouvrier (...), la reconstruction d'un nouvel appareil d'Etat bourgeois (...). D'autres camarades remarquent (...) que Cuba nous offre un autre critère, l'existence d'une milice ouvrière (...). Il leur faudra pourtant reconnaître que, dans de brèves périodes, on a vu coexister Etat bourgeois et milice ouvrière. Ont-ils oublié qu'en 1923, au sein de l'Etat bourgeois allemand, les gouvernements régionaux de Saxe et de Thuringe, "gouvernements ouvriers et paysans" selon l'Internationale communiste, ont contribué — quoique de façon très limitée et insuffisante — à la formation et à l'armement des centaines prolétariennes, ont créé des comités d'usine, ont convoqué des conférences de ces authentiques organes de démocratie prolétarienne (...). L'Internationale communiste, à cette date, malgré la décomposition de l'Etat bourgeois (...), n'a jamais pour autant songé à qualifier d'"Etat ouvrier" la Saxe et la Thuringe où coexistaient un gouvernement des socialistes et des communistes, baptisé par elle "gouvernement ouvrier", des milices ouvrières et des conseils élus. »

C'est là une méthode qui permet de comprendre les processus qui étaient alors en cours à Cuba. L'Etat bourgeois restait en place, malgré la crise de décomposition de l'appareil d'Etat.

Le mouvement des masses a ouvert la crise politique et institutionnelle, aggravant la crise de dislocation de l'Etat bourgeois. Pour tenter de canaliser le mouvement des masses qui déferle, Castro tente une timide réforme agraire. Mais rien n'arrête la mobilisation des ouvriers et des paysans cubains. Attentif jusque-là aux

efforts de Castro, l'impérialisme va passer à l'offensive pour tenter de briser la révolution qui ne cesse de se développer.

Le « Mouvement du 26 juillet » est alors à la croisée des chemins : soit il s'engage frontalement contre les masses, soit il satisfait leurs revendications les plus pressantes. Le président Urutia devait s'en aller en juillet 1959. En octobre, ce sont les ministres capitalistes qui quittent le gouvernement. Du moment que le groupe de Castro décide de résister à la pression de l'impérialisme qui organise le blocus, il est contraint d'aller « plus loin qu'il ne le voulait dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie », et de constituer, sur la base de la rupture de la coalition avec la bourgeoisie, un gouvernement ouvrier et paysan.

Mais, comme l'explique le « Programme de transition », le gouvernement ouvrier et paysan est une formation transitoire. L'Etat bourgeois, basé sur des rapports de production capitalistes, n'a pas encore été détruit, mais c'est un Etat affaibli, en crise, dont le pouvoir gouvernemental a échappé aux forces politiques bourgeoises. Dans une situation aussi instable, le gouvernement ouvrier et paysan n'est qu'un « court épisode ». Il doit utiliser son pouvoir à relativement court terme pour exproprier les moyens privés de production et briser la domination bourgeoise ; sinon, il sera renversé. L'interaction des forces résultant de la montée révolutionnaire des masses d'une part, et de l'offensive de l'impérialisme d'autre part, a conduit le « Mouvement du 26 juillet » à aller au-delà de son propre programme et, pour défendre les réalisations d'une « révolution bourgeoise », à s'attaquer à des tâches qui sont celles de la révolution prolétarienne. Il s'agit d'une nouvelle confirmation — même si cela peut sembler à certains paradoxal — des thèses sur la révolution permanente.

La pression toujours plus forte de l'impérialisme, les manœuvres de la bourgeoisie cubaine et surtout le mouvement révolutionnaire des masses cubaines qui déjà s'attaquent à la propriété privée (occupations de terres, contrôle ouvrier...), vont contraindre ce gouvernement ouvrier et paysan à s'attaquer à la propriété privée des

moyens de production. L'épuration de l'appareil d'Etat commence, les milices surgissent, des comités ouvriers et paysans pour défendre la révolution se forment, réunissant les premiers éléments d'un nouvel appareil étatique. La tentative de débarquement impérialiste de la baie des Cochons donnera une impulsion fantastique au mouvement des masses, qui s'engage dans le démantèlement de l'Etat bourgeois, dans la réforme agraire totale, dans le contrôle des usines. Pour se défendre contre l'impérialisme, le gouvernement de Castro est obligé de s'appuyer sur les masses et d'exproprier le capital.

Mais l'Etat qui naît de cette résistance à l'impérialisme ne sera pas, comme la dictature du prolétariat soviétique dirigée par Lénine, un instrument de la lutte pour le socialisme. L'Etat qui surgit des bouleversements sociaux est un Etat ouvrier bureaucratique, produit de la résistance petite-bourgeoise du « Mouvement du 26 juillet » qui a interdit à la classe ouvrière de se constituer politiquement en classe dominante à travers l'établissement de la dictature des conseils. Les organes formés par les masses sont vite intégrés à l'appareil d'Etat et contrôlés par les représentants du gouvernement, afin de leur nier tout caractère « soviétique ».

« La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat. » Un parti de la IV^e Internationale était indispensable pour conduire les masses à instaurer une véritable dictature révolutionnaire du prolétariat, la dictature des soviets. Il est indispensable, à travers la révolution politique, de donner le pouvoir politique effectif à la classe ouvrière cubaine. Et, dans ce but, de construire la section cubaine de la IV^e Internationale réorganisée (reconstruite).

CONTRE LES PRONOSTICS UNILATERAUX ET FATALISTES

Ce rappel succinct du déroulement de la marche de la révolution cubaine et du rôle décisif joué par les classes en lutte permet de comprendre que la reproduction d'un semblable proce-

sus, même dans des conditions comparables, n'a rien d'inéluctable, rien d'automatique.

C'est à ce titre qu'il faut critiquer à la base l'orientation capitulatrice développée, à partir de l'été 1979, par la direction du SWP face à la révolution nicaraguayenne. A partir de la caractérisation de la direction castriste comme une direction révolutionnaire, la direction du SWP s'est ruée vers les conclusions les plus outrageusement révisionnistes. L'orientation « castriste » des membres sandinistes de la junte lui a suffi pour caractériser comme un gouvernement ouvrier et paysan le Gouvernement de reconstruction nationale, en dépit du fait que celui-ci comprenait alors des représentants politiques directs de l'industrie et de la grande propriété capitaliste, et que toute son activité tendait à la reconstruction de l'Etat bourgeois. Partant du pronostic selon lequel la reproduction du « schéma cubain » était à la fois inéluctable et consciemment voulue par le FSLN, elle a apporté un complet soutien politique à ce gouvernement bourgeois, et renoncé au devoir le plus élémentaire des trotskystes : appeler à la rupture politique avec la bourgeoisie.

A l'inverse, ceux qui, dès cette époque, entendaient défendre une position de classe, écrivaient :

« Les masses, armées et organisées, dépassent continuellement le cadre limité des réformes décidées par le Gouvernement de reconstruction nationale. La bourgeoisie, apeurée devant les masses, ne fait pas rentrer dans le pays les capitaux qu'elle a sortis pendant les dix-huit mois de luttes populaires. C'est l'Etat lui-même qui doit procurer les capitaux pour les investissements. L'impérialisme fait pression pour obtenir des garanties difficiles à lui offrir face aux masses armées. La pression qu'exerce l'impérialisme avec ses crédits aiguise les difficultés internes et montre avec encore plus d'évidence le caractère totalement parasitaire de la bourgeoisie.

La menace d'intervention militaire impérialiste ne peut être exclue, et les exigences de l'autodéfense révolu-

tionnaire contre l'impérialisme et ses alliés bourgeois entrent en contradiction avec la politique de désarmement des masses.

Dans ces conditions, nous ne pouvons exclure la réalisation de l'hypothèse théorique dont parlait Trotsky dans le *Programme de transition* (...).

Mais soyons clairs, le développement de l'éventualité selon laquelle les masses feraient aller le Front sandiniste plus loin que son propre programme implique nécessairement qu'à un moment quelconque se produise une rupture ouverte avec la politique que le FSLN et son expression gouvernementale, le GRN, mettent en œuvre aujourd'hui (...).

On ne peut utiliser une future orientation hypothétique vers la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan, pour cacher et couvrir une politique actuelle réelle, qui s'oriente clairement contre cette possibilité (...). »

Ainsi, les marxistes ne fondent pas leur politique sur des pronostics unilatéraux et fatalistes. C'est pourquoi il serait aussi faux de nier par avance la possibilité — au vu des limitations propres à une direction petite-bourgeoise — de la répétition dans des « circonstances exceptionnelles » de l'*« hypothèse »* du « Programme de transition », que de laisser croire à une espèce d'automatisme dans la reproduction d'un schéma de type cubain. Ces deux positions sont symétriques : elles ignorent les processus réels, la lutte des classes, soit en chargeant les appareils d'une « mission historique progressiste », soit en déniant aux masses toute capacité de surmonter l'obstacle des appareils et d'aller jusqu'à renverser l'impérialisme. Dans les deux cas, ce n'est plus le prolétariat et la lutte entre les classes qui sont le moteur de l'histoire, mais les appareils.

C'est là une expression du révisionnisme liquidateur de la IV^e Internationale, contre lequel s'est forgé le Comité paritaire pour la réorganisation et la reconstruction de la IV^e Internationale.

Deuxième partie

Le combat pour le gouvernement ouvrier dans la phase de l'imminence de la révolution

Le combat pour le gouvernement ouvrier et paysan trouve toute son actualité dans une phase de la lutte des classes à l'échelle mondiale qui doit être caractérisée comme la phase de l'imminence de la révolution prolétarienne.

Cette phase a été ouverte par la conjonction, sur le vieux continent européen, du printemps tchécoslovaque et de la crise révolutionnaire de mai 1968 en France. La vague ascendante a pris sa pleine dimension avec l'ouverture de la révolution prolétarienne au Portugal en 1974 et la défaite de l'impérialisme américain en Indochine. Le renversement du régime du chah et de celui de Somoza marque l'ouverture de la révolution prolétarienne en Iran et au Nicaragua et ébranle définitivement le dispositif du statu quo mondial, défendu conjointement par l'impérialisme et la bureaucratie depuis plus de trois décennies.

L'aggravation des crises politiques qui préparent l'explosion révolutionnaire dans plusieurs pays d'Europe — dont la France où la V^e République est, sous l'impact de la lutte des classes, entrée dans la phase ultime de sa décomposition —, la nouvelle brèche ouverte en Afrique par l'effondrement du régime raciste de Rhodésie, la remobilisation du prolétariat qui se dirige vers la révolution politique en

Chine, en URSS et dans les autres Etats ouvriers bureaucratiques — y compris Cuba — procèdent d'un même mouvement, celui de la révolution prolétarienne mondiale.

Sur tous les continents, la lutte des classes, prenant les voies de la révolution sociale et de la révolution politique, tend ainsi à poser la question du pouvoir comme une question immédiate pour les larges masses.

LA BUREAUCRATIE STALINIENNE EN PREMIERE LIGNE DE LA DEFENSE DE L'ORDRE ETABLI

Cet immense mouvement menaçant le règne de l'impérialisme que celui de la caste qui parasite les Etats ouvriers bureaucratiques. C'est pourquoi ces deux forces réactionnaires joignent tous leurs moyens pour tenter désespérément de réajuster les dispositifs de la « coexistence pacifique » et entraver le cours ascendant de la révolution mondiale. La mobilisation des masses vietnamiennes a pulvérisé le dispositif réactionnaire des « accords de Paris » de 1972, dressé comme un ultime obstacle contre l'inévitable expropriation du capital au Sud-

Vietnam. Dans le même temps, les accords d'Helsinki et de Belgrade tentent de prolonger le statu quo réactionnaire issu de l'après-guerre, de maintenir l'Europe divisée sous le double joug du capital et de la bureaucratie.

Dans ce cadre, l'impérialisme, gravement affaibli par l'essor de la mobilisation révolutionnaire à l'échelle mondiale, augmente ses exigences vis-à-vis de la bureaucratie. A travers les dispositifs de la « coexistence pacifique » s'exacerbe la concurrence contre-révolutionnaire entre les diverses fractions de la bureaucratie — Moscou et Pékin notamment. A travers ces mêmes dispositifs, se renforcent les pressions de toute nature — économiques, commerciales, militaires — exercées par l'impérialisme contre les conquêtes d'Octobre, contre les masses de l'URSS et des Etats ouvriers bureaucratiques. Dans le même temps, les bourgeoisies, affaiblies et menacées, doivent s'en remettre de plus en plus directement aux appareils pour défendre l'ordre en place contre la mobilisation révolutionnaire des masses.

En plusieurs circonstances, il revient à l'appareil social-démocrate, représentant politique direct de l'impérialisme au sein du mouvement ouvrier, d'assurer en première ligne ce rôle réactionnaire. C'est à cette tâche que se sont épuisés les gouvernements qui se sont succédé au Portugal de 1976 à 1978, ou le gouvernement travailliste anglais jusqu'en 1979. C'est également le rôle que s'assigne, au gouvernement, l'appareil de la social-démocratie allemande. Mais, dans le dispositif de la « coexistence pacifique » tel qu'il doit s'organiser mondialement face au surgissement général de la révolution, l'appareil de la bureaucratie stalinienne, relayé par ses diverses agences nationales, constitue le pivot central de la contre-révolution.

Se mettant directement au service de la défense du statu quo dans chaque pays, les appareils staliniens tentent de faire rempart, par tous les moyens, au déferlement de la crise révolutionnaire. Lorsque l'activité des masses porte la crise politique à son point de rupture, les partis staliniens se font les soutiens les plus actifs du sauvetage politique de la bourgeoisie. Celle-ci

recourt alors à la mise en place de formules gouvernementales qui ont pour mission de tenter de défendre et de reconstruire l'Etat bourgeois contre le déferlement politique des masses. S'ils ne sont pas balayés par une nouvelle avancée révolutionnaire, de tels gouvernements ne peuvent que frayer la voie à la réaction bourgeoise.

Sous des formes diverses, telle a été la mission de « dernière ressource politique de l'impérialisme contre la révolution prolétarienne » assignée au front populaire chilien de 1970 à 1973 ; à la coalition des partis ouvriers avec le « Mouvement des forces armées » au Portugal de 1974 à 1976 ; au Gouvernement de reconstruction nationale au Nicaragua qui, au lendemain de la chute de Somoza, lie le FSLN à la bourgeoisie nicaraguayenne ; au régime Khomeini-Bani Sadr, soutenu par le parti stalinien Tudeh, en Iran. Tel aurait également été le rôle d'un gouvernement d'Union de la gauche si le renversement de la coalition giscardo-gaulliste en avait imposé la formation. Tel peut être, demain, face à l'ouverture de la crise révolutionnaire au Salvador, le rôle d'un gouvernement du « Front démocratique révolutionnaire » par lequel l'« extrême-gauche » s'est enchaînée aux représentants politiques de la bourgeoisie « libérale » et de la grande propriété foncière.

Mais toutes ces formules politiques qui associent directement les partis ouvriers au pouvoir gouvernemental en coalition avec les forces bourgeois ne constituent que des solutions ultimes. Elles sont à cent pour cent contre-révolutionnaires dans leur contenu, leur programme, leur mission. Mais, pour les masses, l'effondrement des formes antérieures de la domination bourgeoise qui précède la mise en place de tels gouvernements constitue une victoire politique majeure, qui met directement à l'ordre du jour l'exigence d'un gouvernement répondant véritablement à leurs aspirations.

C'est pourquoi, soucieux de différer autant que faire se peut le moment où la crise politique se transforme en crise révolutionnaire, les partis staliniens usent de tous les moyens politiques pour assurer la prolongation artificielle des régimes bourgeois en place, aussi usés et décomposés soient-ils.

Cette politique peut se développer ouvertement, comme dans le cas du PC argentin qui apporte un soutien avoué à la dictature de Videla.

Elle peut prendre bien d'autres formes. La mise en avant de formules de front populaire ou d'union nationale prépare un éventuel accès au gouvernement pour le moment où la précipitation de la crise politique le rendrait inévitable. Mais, pendant toute une période, elle peut être utilisée dans le but immédiat de tenter de détourner les masses d'un affrontement politique avec les régimes en place, et de prolonger d'autant la survie de ceux-ci. Tel fut, de 1972 à 1978, le rôle joué par la promesse d'une victoire électorale de l'« Union de la gauche » ou par les appels à son élargissement en « Union du peuple de France ». De même, la référence du PCI au « compromis historique » en Italie n'a été que la couverture directe de son soutien aux gouvernements de la Démocratie chrétienne qui, sans ce renfort, se seraient effondrés. Il en va de même des appels périodiquement lancés par le PCÉ à la constitution de fronts « démocratiques », qui ont pour seul contenu immédiat le soutien à la monarchie franquiste espagnole.

Ces manœuvres finissent cependant par épouser leur efficacité, par épouser les masses et par manifester de façon plus pressante encore l'exigence de ces dernières d'en finir avec les régimes en place. Les staliniens, pour accorder à ceux-ci un nouveau sursis, peuvent alors avoir recours aux pires méthodes de la « troisième période » pour tenir, par la division la plus systématique des rangs ouvriers, de verrouiller toute issue politique. C'est ainsi que le PC portugais, en 1975, a choisi de présenter le PS comme l'« ennemi principal ». Il s'agissait d'imposer aux masses le pouvoir du MFA et d'empêcher la réalisation du gouvernement PC-PS que l'évitement révolutionnaire de Caetano et la nette majorité électorale des partis ouvriers mettaient directement à l'ordre du jour. La même méthode est appliquée en France depuis 1978, avec un objectif comparable : combattre l'aspiration qui tend à imposer la formation d'un gouvernement du PCF et du PS ; assurer envers et contre tout la prolongation du gouvernement Giscard-Barre.

Prenant les formes les plus extrêmes (de la collaboration de classes sans aucun rivage à droite au pire ultra-gauchisme), toutes les politiques du stalinisme ont un même contenu. Chacune à leur manière (1), elles combinent le désarmement et la division des rangs ouvriers avec la subordination politique aux forces de la bourgeoisie. Elles sont toutes au service du même objectif : pour la défense internationale du statu quo, par tous les moyens sauver l'ordre bourgeois face à l'imminence de la révolution, barrer la voie au combat des masses pour un gouvernement véritablement ouvrier.

(1) Si elles ont pour contenu une subordination croissante aux exigences politiques de la bourgeoisie dans chacun des pays, les diverses politiques nationales des partis staliniens ne reflètent pas ce qui serait leur « social-démocratisation ». A l'inverse des partis social-démocrates, le fondement et l'objectif des actuelles politiques des partis staliniens ne sont pas principalement donnés par l'inféodation directe à l'impérialisme de chaque pays, ni par des intérêts d'appareils nationaux qui seraient avant tout soucieux de conquérir des positions parlementaires ou gouvernementales accrues au sein de l'Etat bourgeois. Ce sont toujours les exigences de la défense du statu quo, telles qu'elles découlent de la subordination *internationale* de chacune des agences stalinianes aux intérêts généraux de la bureaucratie soviétique, qui donnent le cadre fondamental de leur politique. Dans le même temps, alors que la crise révolutionnaire est ouverte ou affleure dans nombre de pays, la mise en œuvre dans chaque pays par les partis stalinians de leur rôle de défense de l'ordre en place est porteuse de contradictions chaque jour plus aiguës.

De ce point de vue, les dissensions réelles se développant entre le Kremlin et les divers PC occidentaux comme celles qui se font jour entre les partis stalinians prétendus « eurocommunistes » procèdent d'un même phénomène (qu'il illustre également l'approfondissement du conflit sino-soviétique) : dans une situation d'imminence de la révolution, les exigences contre-révolutionnaires accrues qu'adresse l'impérialisme à chacune des fractions de la bureaucratie (dans le cadre qui est commun à toutes ces fractions : la « coexistence pacifique ») conduisent le dispositif international du stalinisme au bord de la dissolution.

LE REVISIONNISME CONTRE L'INDEPENDANCE DE CLASSE

L'attitude face aux formules contre-révolutionnaires imposées par le stalinisme constitue une pierre de touche décisive pour tous les courants révisionnistes qui se couvrent du drapeau du trotskysme.

Le « Secrétariat unifié » (SU), qui prétend frauduleusement assurer la continuité de la IV^e Internationale, s'est ainsi illustré, dans TOUTES les échéances de l'actuelle montée révolutionnaire, par le soutien politique qu'il a apporté, sous des formes diverses, à chacune des coalitions mises en place au service de la contre-révolution.

Ainsi, au Chili, s'alignant sur les positions populistes et guérilléristes du MIR, le SU a refusé de mettre au centre de son activité l'exigence de la rupture politique avec la bourgeoisie, en ne voulant voir « à titre principal » dans l'Unité populaire qu'une anodine « alliance réformiste des deux principaux partis ouvriers ». L'expérience — le triomphe de Pinochet, ministre de l'Unité populaire — devait cependant douloureusement vérifier toute la justesse du pronostic du « Programme de transition » :

« La politique conciliatrice des fronts populaires vole la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme. »

Cette leçon élémentaire ne fut pas tirée. La même méthode fut appliquée face à la constitution d'un autre front populaire, l'Union de la gauche en France. A partir de 1972, toute l'activité de la LCR sera dominée par le projet de « déborder » le futur gouvernement d'Union de la gauche à qui était prêtée la vertu de « stimuler une dynamique classe contre classe ». Encore aujourd'hui, la LCR, si elle accepte — rétrospectivement — de définir du bout des lèvres cette coalition comme une « variante de front populaire », refuse toujours de lui reconnaître sa véritable mission de « dernière ressource politique de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne ».

De même, au Portugal, en 1974-1975, la majorité du SU qui prêtait des vertus révolutionnaires au MFA s'est refusée à mener une campagne politique conséquente pour la rupture de la coalition d'union nationale qui enchaînait les partis ouvriers à la hiérarchie militaire. Dans la même période, après avoir salué les accords de Paris comme une « victoire » de la révolution vietnamienne, cette majorité refusait de combattre les tentatives ultimes faites par la direction du PCV pour mettre en place un impossible « gouvernement de concorde nationale ».

Dans toutes ces circonstances, les pires arguties ont dû être utilisées pour minimiser — ou simplement nier — la fonction, à cent pour cent contre-révolutionnaire, de la collaboration politique avec la bourgeoisie. La plus fréquente aura consisté à souligner la « faiblesse », le caractère « non significatif » des représentants de cette dernière. Cet argument de « bon sens » oublie l'ABC de la lutte entre les classes : c'est précisément lorsque la bourgeoisie est décomposée, disloquée, affaiblie par la montée de la révolution qu'elle doit s'en remettre à la collaboration contre-révolutionnaire des directions des partis ouvriers. Et cette dernière est d'autant plus criminelle qu'elle contribue directement à redonner de toutes pièces à la bourgeoisie les moyens de sa survie politique et économique.

Dans toutes ces circonstances, la majorité mandélienne du SU a ainsi été conduite à la même attitude pratique : refus de combattre pour la rupture politique avec la bourgeoisie, impuissance à tracer la ligne de l'indépendance de classe, soutien apporté — sous des formes plus ou moins « combatives » — à des coalitions et à des gouvernements de collaboration de classes.

Ces questions fondamentales prennent une nouvelle actualité face aux développements récents de la révolution mondiale. De surcroît, la direction du SWP qui avait précédemment défendu les principes du marxisme contre les révisions mandéliennes, après s'être totalement subordonnée aux exigences politiques de la direction cubaine, est devenue l'aile marchante du révisionnisme, défendant de plus

en plus ouvertement les formules politiques réactionnaires de la coexistence pacifique.

Ainsi, au Nicaragua, la direction du SWP qui voit dans le Gouvernement de reconstruction nationale un « gouvernement ouvrier et paysan », et le courant mandélien qui refuse cette caractérisation, ont en pratique la même orientation : refus de combattre l'alliance contre nature que le FSLN a conclue avec les représentants politiques de la bourgeoisie, soutien à un gouvernement bourgeois et à toute sa politique de « reconstruction » capitaliste, y compris dans sa dimension de répression anti-ouvrière ouverte.

En Iran, sous couvert de solidarité dans la lutte anti-impérialiste, la direction du SWP s'emploie à dissimuler le caractère bourgeois du gouvernement Bani Sadr, l'antagonisme social existant entre les masses ouvrières et paysannes et un gouvernement qui tente par tous les moyens de détruire leurs organes de pouvoir afin de restaurer la stabilité de l'Etat bourgeois.

Au Salvador enfin, les deux composantes du Secrétariat unifié se rejoignent pour soutenir comme un acquis révolutionnaire le programme de la « coordination révolutionnaire ». Ce programme n'a pourtant pas d'autre objet que de proposer par avance une alliance avec les prétendus « secteurs avancés » de l'armée, du clergé et de la Démocratie chrétienne, alliance dont l'expérience chilienne a démontré le caractère meurtrier.

« ROMPEZ AVEC LA BOURGEOISIE ! PRENEZ LE POUVOIR ENTRE VOS MAINS ! »

A l'opposé des capitulations du révisionnisme, la clé de l'activité révolutionnaire est, plus que jamais, donnée par la formule du « Programme de transition » :

« Chacune de nos revendications transitoires doit conduire à une seule et même conclusion politique : les ouvriers doivent rompre avec tous les partis traditionnels de la bourgeoisie

pour établir, en commun avec les paysans, leur propre pouvoir. »

Afin de combattre les obstacles placés par les appareils dans une telle voie, l'activité des organisations qui se réclament de la IV^e Internationale tend à concrétiser cette orientation sous des formes qui expriment la même exigence générale : que les partis qui se réclament du combat des masses ouvrières et paysannes rompent politiquement leur lien avec la bourgeoisie ! Qu'ils s'unissent ! Qu'ils prennent tout le pouvoir gouvernemental entre leurs mains !

Aussi, dans les pays où la social-démocratie organise l'essentiel de la classe ouvrière (RFA, Scandinavie, Grande-Bretagne), le combat contre les gouvernements de la droite bourgeoise (Thatcher par exemple), l'appel à un vote ouvrier contre les partis bourgeois s'assortira, le cas échéant, du combat contre toute coalition gouvernementale avec les forces bourgeois « libérales ».

En France, contre toutes les variantes possibles du front populaire, contre la politique de division, contre la prolongation du régime Giscard-Barre, l'appel à un « gouvernement du PCF et du PS sans représentant de la bourgeoisie » prend un caractère central dans la lutte pour le front unique ouvrier. Dans des circonstances différentes, en Espagne, en Italie, au Portugal, ce même mot d'ordre trouve toujours la plus grande actualité, en rupture ouverte avec le soutien que les appareils — l'appareil stalinien au premier chef — apportent à la prolongation des régimes bourgeois décomposés : gouvernement de la Démocratie chrétienne, monarchie franquiste, gouvernement Sa Carneiro. Aussi les militants trotskystes du POUS et du PST portugais ordonnent-ils aujourd'hui leur activité sur l'axe suivant :

« Front unique pour la grève générale, pour la satisfaction des revendications, pour la défense des acquis de la révolution, pour chasser le gouvernement Sa Carneiro.

Unité PS-PCP, pour un gouvernement sans représentants des partis capitalistes et sans représentants militaires, gouvernement PS-PCP. »

Le refus de toute collaboration politique avec la bourgeoisie s'impose avec autant de force dans le cours de la révolution centre-américaine afin d'ouvrir la voie vers la formation de véritables gouvernements ouvriers et paysans. Au Nicaragua, contre la politique du FSLN qui, pendant des mois, a apporté tout son soutien à la participation au Gouvernement de reconstruction nationale des principaux représentants de l'industrie capitaliste et de la grande propriété foncière, les trotskystes affirmaient :

« Au FSLN, responsable de l'existence du GRN, nous demandons de rompre avec la bourgeoisie, d'assumer tout le pouvoir, afin de former un gouvernement sans représentants de la bourgeoisie. Dans cette voie, nous lui assurons le soutien total contre la réaction du capital. » (*Résolution politique du Groupe révolution socialiste, décembre 1979.*)

Le départ de V. Chamorro et J. Robelo du Gouvernement de reconstruction nationale à la fin avril 1980 confirme le bien fondé de ce combat et la nécessité de poursuivre la lutte pour la rupture des liens de toute nature que le FSLN conserve avec la bourgeoisie.

Et de même, au Salvador, contre toute collaboration de classes, le combat pour le pouvoir des masses ouvrières et paysannes passe par cette exigence immédiate :

« Face à la junte, pour sa chute et comme alternative révolutionnaire, nous avançons le mot d'ordre de gouvernement des organisations ouvrières et paysannes, de masse et guérillistes, sans bourgeois, civils, ni militaires. » (*Résolution sur le Salvador adoptée par la réunion élargie du Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale, février 1980.*)

Une telle démarche suscite parfois l'interrogation de militants qui se tournent vers le trotskysme après avoir fait l'expérience de la politique cyniquement conservatrice et bureaucratique des vieux appareils.

Ces camarades peuvent nous dire : « Mais pourquoi appelez-vous à prendre le pouvoir des directions petites-

bourgeoises ou des appareils alors que vous savez qu'ils sont définitivement contre-révolutionnaires ? Et pourquoi exigez-vous d'eux la formation d'un gouvernement indépendant alors que vous savez qu'il y a si peu de chance qu'ils acceptent de le faire ? »

Ces camarades pourraient ajouter : le « Programme de transition » lui-même ne dit-il pas :

« L'expérience de la Russie démontre, et l'expérience de l'Espagne et de la France le confirme de nouveau, que même dans des conditions très favorables, les partis de la démocratie petite-bourgeoise (socialistes-révolutionnaires, social-démocrates, staliniens, anarchistes) sont incapables de créer un gouvernement indépendant de la bourgeoisie. »

Notre activité révolutionnaire doit cependant prendre en compte, comme son point de départ, un aspect aussi fondamental de la réalité : les organisations révolutionnaires, les organisations trotskystes constituent encore des groupes minoritaires au sein de la classe ouvrière ; la grande masse des travailleurs considèrent toujours les organisations traditionnelles — partis social-démocrates, staliniens et forces nationalistes petites-bourgeoises — comme leurs organisations, comme celles dont ils se sont historiquement dotés, comme l'instrument actuel de leur combat.

CONTRE LES APPAREILS, EXPRIMER L'ASPIRATION DES MASSES

C'est pourquoi, au moins dans les premières phases des grands mouvements de classe, on observe, le plus souvent, un nouvel afflux (militant, électoral, etc.) par lequel les masses chargent ces vieilles organisations de leur volonté de combat. Ainsi, dans l'élan révolutionnaire qui a mis à bas l'Etat salazariste, les travailleurs portugais ont reconstruit de puissantes organisations ouvrières qui n'ont pas échappé à la direction des vieux appareils social-démocrate et stalinien. De même, la puissante mobilisation par laquelle les masses en France exprim

ment depuis plus de dix ans leur volonté d'en finir avec le régime délabré de la Ve République ne s'est pas développée en dehors du cadre des vieilles organisations ouvrières. Au contraire, le rôle maintenu de celles-ci se marque tant par un regain de l'activité syndicale que par une puissante poussée électorale qui, dès 1974, donne une majorité absolue aux candidats des partis ouvriers.

Dans le cas du Nicaragua, le discrédit que valait aux staliniens leur attitude vis-à-vis de la dictature et l'immense prestige historique de la tradition sandiniste ont fait que les masses ouvrières et paysannes ont largement considéré le FSLN, organisation à direction petite-bourgeoise, comme le cadre d'organisation désigné de leur combat contre le somozisme.

Cette attitude que partagent la grande majorité des travailleurs vis-à-vis des organisations traditionnelles ne signifie en rien que « les masses ont les directions qu'elles méritent », ni que le renforcement des vieilles organisations au cours des grands combats de classe reflète un soutien des masses à l'orientation traître qu'y développent les appareils.

Les masses veulent leur unité de combat ; c'est cela qu'elles attendent des partis qu'elles considèrent comme les leurs, et en rien la division et la collaboration de classes par lesquelles les appareils « répondent » à ces aspirations en tentant de les transformer en leur contraire.

C'est ce qu'explique Trotsky, soulignant la contradiction absolue existant entre les aspirations réelles des masses et la politique de front populaire que leur imposaient les appareils. A propos de la France, il écrit en juin 1936 :

« Tous les faits politiques témoignent que, ni dans les rapports sociaux de la France, ni dans l'état politique des masses, il n'y a d'appui pour le Front populaire. Cette politique est imposée d'en haut : par la bourgeoisie radicale, par les maquisards et les affaristes socialistes, par les diplomates soviétiques et leurs laquais "communistes". De leurs forces réunies, ils font tout ce que l'on peut faire à l'aide du plus malhonnête de tous les systèmes électoraux, pour tromper et leurrir politi-

quement les masses populaires et altérer leur volonté réelle. Néanmoins, les masses ont su, même dans ces conditions, montrer qu'elles ne veulent pas une coalition avec les radicaux mais le rassemblement des travailleurs contre toute la bourgeoisie. »

Et la même démonstration vaut pour le front populaire espagnol :

« La falsification historique consiste à attribuer la responsabilité de la défaite espagnole aux masses ouvrières et non aux partis qui ont paralysé, ou purement et simplement écrasé, le mouvement révolutionnaire des masses (...). Le prolétariat espagnol a été victime d'une coalition formée des impérialistes, des socialistes, des anarchistes, des staliniens, et sur le flanc gauche, du POUM. A eux tous, ils ont paralysé la révolution socialiste que le prolétariat espagnol avait effectivement commencé à réaliser. »

De même, les travailleurs portugais qui, en 1974-1975, rejoignaient massivement le PCP ou le PS, ne le faisaient pas parce qu'ils « voulaient » que ces partis se subordonnent au MFA, c'est-à-dire à la hiérarchie militaire impérialiste. Ils le faisaient, tout au contraire, parce qu'ils attendaient de ces partis qu'ils exigent le pouvoir, qu'ils satisfassent leurs revendications. De même, les masses nicaraguayennes, si elles conservent encore largement leur confiance à la direction du FSLN, ne sont en rien solidaires ni du gouvernement de coalition avec la bourgeoisie que cette direction leur a imposé pendant des mois, ni d'une politique tenant de reconstruire l'économie et l'Etat bourgeois.

Et les travailleurs français qui, depuis des années, réaffirment un soutien électoral massif au PC et au PS n'expriment là aucun « accord » avec la politique des appareils. Ni avec l'alliance avec les bourgeois, gaullistes ou radicaux, qui leur a été imposée sous couvert de l'Union de la gauche ; ni avec la politique forcenée de division que pratique aujourd'hui la direction du PCF ; ni avec le respect des institutions décomposées de la Ve République dans lequel PCF et PS inscrivent toute leur politique. Là encore, tout à l'opposé de la politique des

appareils, c'est la volonté de combat, d'unité, d'indépendance, c'est la volonté de voir les partis ouvriers gouverner qu'exprime le mouvement par lequel la plupart des travailleurs continuent à s'en remettre à leurs vieux partis.

L'expérience prouve ainsi que, en dépit d'illusions maintenues dans la politique des directions de ces partis, c'est avec des aspirations qui vont en réalité contre toute cette politique que les masses se tournent vers les vieilles organisations.

Il y a contradiction entre le mouvement par lequel les masses se mobilisent et l'orientation capitulatrice que les appareils leur imposent en utilisant frauduleusement la confiance qui est placée en eux. Dans les grands affrontements de classes s'observe le plus souvent ce que Trotsky soulignait pour la France de 1935 :

« La tendance générale des masses travailleuses, y compris des masses petites-bourgeoises, est tout à fait évidente : vers la gauche. L'orientation des chefs des partis ouvriers n'est pas moins évidente : vers la droite. »

Mais, dans le même temps, l'expérience historique nous apprend que les masses ne s'émanciperont pas du jour au lendemain de la tutelle des vieux appareils. Comme l'explique Trotsky :

« Le prolétariat peut "tolérer" longtemps une direction qui a déjà subi une dégénérescence intérieure, mais qui n'a pas eu l'occasion de la manifester au cours de grands événements. Il faut un choc historique pour révéler de façon aiguë la contradiction qui existe entre la direction et la classe. Les chocs les plus puissants sont les guerres et les révolutions. C'est précisément pour cette raison que la classe ouvrière se trouve souvent prise au dépourvu par les guerres et les révolutions. Mais, même quand l'ancienne direction a révélé sa propre corruption interne, la classe ne peut pas improviser immédiatement une direction nouvelle, surtout si elle n'a pas hérité de la période précédente des cadres révolutionnaires solides, capables de mettre à profit l'écroulement du vieux parti dirigeant. »

Dans ces conditions, tout le combat des révolutionnaires doit tendre à exprimer conscientement ce qui reste voilé par les illusions maintenues dans les vieilles directions : la contradiction entre la volonté de combat et la politique contre-révolutionnaire des appareils.

C'est dans cette bataille d'ensemble que l'exigence de la rupture politique avec la bourgeoisie joue son rôle central :

« La tâche centrale de la IV^e Internationale consiste à affranchir le prolétariat de la vieille direction, dont le conservatisme se trouve en contradiction complète avec la situation catastrophique du capitalisme à son déclin et constitue le principal obstacle au progrès historique. L'accusation capitale que la IV^e Internationale lance contre les organisations traditionnelles, c'est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie.

Dans ces conditions, la revendication adressée systématiquement à la vieille direction : "Rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir", est un instrument extrêmement important pour dévoiler le caractère traître des partis et organisations de la II^e Internationale et de la III^e Internationale. » (Programme de transition.)

DENONCIATION DES APPAREILS, MOBILISATION DES MASSES

Un tel mot d'ordre, adapté à chaque situation concrète de la lutte des classes, a donc d'abord valeur de mise en « accusation » des vieilles directions, de dénonciation de leur politique traître. C'est notamment à ce titre qu'il a, vis-à-vis des masses, cette « énorme valeur éducative » dont parle le « Programme de transition » : il contribue à dissiper leurs illusions vis-à-vis des appareils.

Ainsi, l'agitation inlassable des trotskystes en faveur de l'unité des partis ouvriers et de la rupture avec toutes les forces de la bourgeoisie a contribué à ce que nombre de travailleurs aient pu commencer à mettre en cause l'orientation de ceux qui ont,

pendant des années, essayé de les persuader, au Chili, de la nécessité de l'alliance avec l'« armée la plus démocratique du monde », celle de Pinochet ; au Nicaragua, de l'impératif de gouverner avec les Chamorro et les Robelo ; au Portugal, du besoin d'une prétendue « alliance peuple-MFA » ; en France, de la nécessité de soutenir ces ennemis de toujours des travailleurs que sont les Robert Fabre ou les Charbonnel.

De même aujourd'hui, en France, le combat mené pour un gouvernement du PCF et du PS exprime l'aspiration des plus larges masses. Les travailleurs, de plus en plus, perçoivent que la politique acharnée de division menée par le PCF contre le PS n'a en définitive qu'un seul bénéficiaire, le gouvernement Giscard-Barre lui-même.

Mais une telle bataille n'a pas pour seul objet de « mettre au pied du mur » les appareils, de « dévoiler le caractère traître » de leur politique.

Ce mot d'ordre a aussi une fonction positive. Il est un instrument de mobilisation des masses, qui entend les orienter, les regrouper sur un axe les aidant à se frayer la voie de la conquête effective du pouvoir politique :

« Le mot d'ordre de "gouvernement ouvrier et paysan" est employé par nous uniquement dans le sens qu'il avait en 1917 dans la bouche des bolcheviks, c'est-à-dire comme un mot d'ordre antibourgeois et anticapitaliste. » (*Idem.*)

Ainsi compris, ce mot d'ordre contribue directement à jeter un « pont vers la révolution socialiste ».

Et cela ne vaut pas seulement pour l'instauration d'un véritable « gouvernement ouvrier et paysan ». Tout pas en avant, aussi limité soit-il, que les masses réussissent, par leur mobilisation, à imposer aux appareils dans cette direction, constitue une première victoire politique, un point d'appui pour aller plus loin dans la voie du pouvoir prolétarien.

C'est par exemple en ce sens que Trotsky interprétait, en 1936, le simple fait que le gouvernement du Front populaire n'ait pu, contre la volonté du PC et du PS, se constituer sous une présidence radicale :

« Socialistes et communistes avaient préparé de toutes leurs forces un ministère Herriot, à la rigueur un ministère Daladier. Qu'ont donc fait les masses ? Elles ont *imposé* aux socialistes et aux communistes un ministère Blum. Est-ce que ce n'est pas un vote direct contre la politique du Front populaire ? »

On peut, a fortiori, concevoir quel formidable acquis politique ce serait pour les travailleurs français d'imposer à Marchais d'en finir avec la division, d'imposer au PCF et au PS de rompre leur soutien à Giscard-Barre et de se porter au gouvernement. Nul doute que, dans ces conditions, s'effondrerait sans tarder un régime qui ne tient que grâce à la division des rangs ouvriers. Pour autant, la seule formation d'un tel gouvernement du PCF et du PS ne suffirait pas à instaurer un véritable « gouvernement ouvrier et paysan ». Au contraire, ses deux composantes s'emploieraient activement à tenter de sauvegarder le cadre de l'économie et de l'Etat bourgeois. Mais « les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques ». La simple constitution d'un tel gouvernement PCF-PS, contre toute la volonté des appareils, contre la politique de division et de collaboration de classes, constituerait pour les masses un formidable encouragement pour la poursuite de leur combat. De fait, elle ouvrirait directement la voie, quelle que soit la politique en sens contraire des appareils, à la dislocation révolutionnaire de la Ve République. De fait, elle serait un important premier pas vers l'instauration d'un « véritable gouvernement ouvrier et paysan », qui lui-même ne saurait être qu'un court épisode dans la voie de la dictature du prolétariat ».

Il en irait de même aujourd'hui en Italie, en Espagne et au Portugal. Et dès maintenant, les masses nicaraguayennes peuvent se saisir de la victoire politique que constitue pour elles — et contre la politique d'union nationale du FSLN — le départ de Chamorro et de Robelo, pour exiger, à travers une mobilisation révolutionnaire renforcée, l'accomplissement de toutes les tâches que nécessite une véritable rupture avec la bourgeoisie.

Cela, nous pouvons en être sûrs. Et les appareils — l'appareil stalinien au premier chef — en sont également persuadés. C'est bien pourquoi, dans tous les pays où la mobilisation révolutionnaire des masses met à l'ordre du jour la question du pouvoir, ils sont prêts à tout, à toutes les formes possibles de la division et de la collaboration de classes, plutôt que de se rendre à cette exigence élémentaire : rompez politiquement avec la bourgeoisie ! Prenez le pouvoir, tout le pouvoir, entre vos mains !

GOUVERNEMENT ET PROGRAMME

Cela conduit à préciser les rapports existant entre la lutte autour d'un mot d'ordre gouvernemental et la question du programme révolutionnaire (ou, si l'on préfère, des tâches d'un gouvernement ouvrier et paysan).

Il est clair que, du point de vue des marxistes, la rupture avec la bourgeoisie ne se résume pas à l'indépendance organisationnelle et politique des partis ouvriers vis-à-vis des partis bourgeois. Elle implique la rupture dans les faits, à travers toute une série de mesures, avec l'économie capitaliste, le marché impérialiste, l'Etat bourgeois, etc. De ce point de vue, un « véritable gouvernement ouvrier et paysan » ne se définit pas seulement par sa composition, mais bien aussi par son programme, son activité pratique, les intérêts sociaux qu'il sert, etc. Comme l'écrivit Trotsky en 1934 à propos de la France :

« La lutte pour le pouvoir doit partir de l'idée fondamentale que (...) aucune amélioration réelle de la situation (*des masses*) n'est concevable sans incursion révolutionnaire dans le droit de propriété capitaliste. La campagne du front unique doit s'appuyer sur un programme de transition bien élaboré, c'est-à-dire sur un système de mesures qui — avec un gouvernement ouvrier et paysan — doivent assurer la transition du capitalisme au socialisme. »

Ainsi, en France aujourd'hui, les travailleurs n'attendraient pas d'un gouvernement du PCF et du PS qu'il

applique le « Programme commun » qui n'est qu'un programme de défense de la propriété privée et des institutions réactionnaires de la V^e République. Ils en exigeraient bien plutôt la satisfaction de leurs revendications élémentaires — emploi, pouvoir d'achat, formation — bafouées pendant des années de régime gaulliste. Et ces simples exigences suffiraient à mettre directement à l'ordre du jour la nécessité de balayer les institutions économiques et politiques bourgeoises avec lesquelles elle sont incompatibles.

De même, au Nicaragua, contre toute la politique de « reconstruction » capitaliste, la mobilisation des masses met directement à l'ordre du jour les exigences de rupture avec la propriété et l'Etat bourgeois :

« Nous luttons :

- contre le désarmement des travailleurs ;
- pour le plein exercice des droits démocratiques ;
- contre la destruction des organismes autonomes des masses, leur subordination à la politique du GRN et leur intégration à l'appareil d'Etat ;
- pour la rupture avec l'impérialisme, la dénonciation de la dette extérieure et l'expropriation des entreprises capitalistes ;
- pour la nationalisation sans indemnité de la terre sous le contrôle des comités paysans ;
- pour un congrès national des organisations autonomes des masses ;
- (...) pour la Fédération des Etats socialistes d'Amérique centrale. » (*Résolution du GRS, organisation membre de la Tendance léni-niste-trotskyste, décembre 1979.*)

De telles exigences constituent les premières tâches dont les masses exigeaient la réalisation de la part d'un gouvernement de leurs organisations. Elles constituent le programme le plus urgent que devrait appliquer un « véritable gouvernement ouvrier et paysan ». C'est le programme pour lequel lutteraient les organisations de la IV^e Internationale et sur lequel elles font déjà propagande.

Pour autant, les trotskystes ne posent jamais l'adoption d'un tel pro-

gramme — leur programme, qui ne fait qu'exprimer conscientement les principales aspirations des masses — comme un préalable, une précondition à la rupture politique avec les partis bourgeois et à la réalisation de l'unité politique entre les partis ouvriers.

Une comparaison permet de mieux comprendre pourquoi. Nous ne demandons pas au PCF et au PS d'adopter notre programme avant de les assurer de notre soutien électoral contre les partis de la bourgeoisie. Ces partis ont un programme contre-révolutionnaire. Nous ne votons pas pour eux à cause de leur programme, mais malgré leur programme. Nous votons pour eux pour une seule raison : ils constituent les partis dans lesquels se reconnaissent les masses ouvrières ; assurer leur victoire contre les partis de la bourgeoisie, c'est être du côté des masses dans leur volonté d'imposer un gouvernement de leurs propres organisations.

De même que notre soutien électoral, notre appel à la constitution d'un gouvernement des seules organisations ouvrières unies est donc inconditionnel.

Le « Programme de transition » pose la question avec la plus grande clarté pratique :

« De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et qui parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer le programme du "gouvernement ouvrier et paysan". »

Sans abandonner aucune de nos positions de programme — que nous sommes prêts à défendre avec les masses en toutes circonstances —, nous assurons aussi de notre « soutien complet » les vieilles directions dans tout pas de « rupture politique » avec la bourgeoisie qu'elles seraient amenées à faire. Et, bien évidemment, aucun pas ne peut dans l'immédiat être plus

décisif, ne peut davantage mériter notre soutien que celui qui consisterait à renverser le gouvernement bourgeois et à prendre sa place. Car il s'agit là de la question des questions, celle qui conditionne toutes les luttes, toutes les revendications, tous les autres aspects du « programme » : la question du pouvoir. Comme le souligne Trotsky :

« Il faut un programme non pas pour tranquilliser sa conscience mais pour mener une action révolutionnaire. Que vaut le programme s'il reste lettre morte ? (...) Le socialisme peut lancer le programme le plus savant ; mais sa valeur sera égale à zéro si l'avant-garde ne déploie pas une lutte hardie pour s'emparer de l'Etat. »

L'attitude inverse — consistant à dresser des « exigences programmatiques » comme préalable à la lutte unie pour le pouvoir — conduit, au mieux, à un propagandisme stérile, et, plus souvent, à couvrir d'un verbiage « gauche » l'adaptation concrète à la politique des appareils.

La politique de la LCR au cours des années récentes en donne la meilleure illustration.

De 1972 à 1978, la LCR s'est refusée à voir dans l'Union de la gauche une formule contre-révolutionnaire de front populaire aliénant l'indépendance politique de la classe ouvrière. Elle n'y voyait qu'une « solution réformiste globale », une alliance des partis ouvriers où la présence de forces bourgeois n'était pas « significative » et qui ne péchait que par un mauvais programme, « réformiste ». En conséquence, la LCR ne voyait aucune utilité à lutter pour un « gouvernement du PCF et du PS », ou n'aurait accepté de le faire qu'à condition que celui-ci adopte pour préalable un programme « révolutionnaire ». De ce fait, la LCR s'est bornée pendant des années à une propagande totalement idéologique, opposant « voie révolutionnaire » et « voie pacifique au socialisme ». Sous couvert de cette « pédagogie sur le programme », elle apportait de fait son soutien à l'Union de la gauche, refusant de lutter pour la rupture avec les composantes bourgeois, et se constituant ainsi en une « aile de combat » subordonnée politiquement au front populaire.

En 1978, alors que l'appareil stalinien se déchaînait pour organiser la défaite électorale des partis ouvriers, fidèle à la même méthode, la LCR se souciait avant tout de « prendre sa place » dans le pseudo-« débat programmatique » dont l'appareil stalinien couvrait sa politique de division. La LCR devait alors se refuser à dénoncer l'objectif poursuivi par celui-ci (reconduire Giscard-Barre). Elle renvoyait, de la façon la plus abstraite, « dos à dos » le PCF et le PS (sous la raison intemporelle selon laquelle ils sont également coupables en ce qui concerne leur « programme »). Et, finalement, elle accompagnait et couvrait de fait la politique des staliniens, en se refusant à engager la bataille qui alors s'imposait pour lever l'obstacle immédiat au renversement du régime, la bataille pour le désistement ouvrier inconditionnel.

Dans ces deux circonstances, et quelles que soient ses intentions, la LCR a ainsi mis le prétendu « débat d'idées » autour du « programme le plus savant » au service direct de la politique stalinienne.

L'« UNION A LA BASE » CONTRE LE FRONT UNIQUE OUVRIER

Une autre attitude conduit cependant à la même désorientation, à la même impuissance et, en définitive, à la même subordination à la politique des appareils. C'est celle qui refuse d'ouvrir la voie de la centralisation politique, de la lutte gouvernementale, de l'unité de la classe ouvrière derrière ses organisations, et choisit de renvoyer les masses à la dispersion des « luttes », des « revendications » ou d'une prétendue « unité à la base ».

Dans la pratique de la lutte des classes, cet apparent « gauchisme » révèle très vite les intérêts bureaucratiques qu'il sert.

Ainsi, au cours des années 1974-1975, toute l'« extrême-gauche » portugaise — y compris l'organisation se réclamant du « Secrétariat unifié » et qui prétendait défendre les positions de la IV^e Internationale — a fait suren-

chère de démagogie « apartidaire » et « soviétique ». Toutes les variantes du centrisme refusaient alors d'exiger que le PC et le PS s'appuient sur les organes des masses, ainsi que sur la majorité électorale dont ils disposaient au sein de l'Assemblée constituante, pour rompre leur lien avec le MFA et exiger tout le pouvoir politique. Toutes les proclamations ultra-gauches de ces groupes n'auront pu empêcher qu'ils se constituent en réalité en otages de la politique stalinienne (toute employée alors à présenter le PS comme l'« ennemi principal ») et, en définitive, de la hiérarchie militaire impérialiste elle-même, à qui était dévolue la mission d'« instaurer les soviets ».

Ceux-ci ne pouvaient en réalité surrir de vains appels à la « centralisation » de « comités populaires » dont le caractère de masse et le degré d'indépendance vis-à-vis de l'appareil d'Etat étaient tout à fait disparates. La marche vers le pouvoir soviétique, la constitution de véritables organes de front unique, leur centralisation politique ne pouvaient procéder que de tout un combat s'appuyant sur la défense de toutes les conquêtes et revendications démocratiques et ouvrières des masses, et sur la lutte centrale pour l'indépendance politique de classe et pour la formation d'un gouvernement du PS et du PCP.

Dans des circonstances différentes — caractérisées notamment par un essor bien plus réel et important des comités populaires — les leçons de cette capitulation sont de pleine actualité dans le cours de la révolution prolétarienne aujourd'hui ouverte au Nicaragua et en Iran. Il est totalement vain d'appeler au pouvoir politique des masses à travers la centralisation de leurs organes propres, si, dans le même temps, on ne les mobilise pas autour de l'exigence de la rupture politique avec la bourgeoisie, au niveau central, au niveau du pouvoir gouvernemental.

Non, en Iran, le pouvoir des comités n'est pas compatible avec le gouvernement bourgeois de la République islamique ! Non, au Nicaragua, aucun pas sérieux ne peut être fait vers le gouvernement ouvrier et paysan, la défense et l'extension des organisations indépendantes des masses ne sera

même pas assurée, tant que n'aura pas été imposée la rupture définitive de tous les liens politiques entre le FSLN et la bourgeoisie. Et ceux qui dissimulent ces questions élémentaires, fût-ce sous les proclamations les plus « révolutionnaires », ne font en réalité que servir de renfort aux gouvernements en place et aux appareils dans leurs tentatives désespérées de défendre l'ordre bourgeois contre l'activité révolutionnaire des masses.

En prenant en compte dans chaque cas les voies concrètes suivies par la lutte des classes, les trotskystes combinent, pour leur part, de façon transitoire le combat révolutionnaire autour des mots d'ordre démocratiques, la lutte pour la rupture des liens politiques avec la bourgeoisie et la défense et l'extension des organes indépendants dont se dotent les masses et qui ouvrent la voie au plein épanouissement des soviets.

Ainsi, en Iran :

« La lutte pour l'ensemble des revendications démocratiques, ouvrières et nationales doit se concrétiser de façon révolutionnaire dans le combat, aujourd'hui directement à l'ordre du jour, pour le pouvoir politique des ouvriers et des paysans.

C'est pour cela que tout le combat des trotskystes aujourd'hui doit s'ordonner autour de la nécessité de combattre pour renverser le gouvernement de Bani Sadr et pour ouvrir la voie au gouvernement ouvrier et paysan.

C'est pour cela que tout le combat des trotskystes pour les libertés démocratiques, ouvrières et nationales, combat qu'exprime de façon concentrée l'exigence d'une Assemblée constituante, véritablement démocratique et souveraine, doit s'ordonner aujourd'hui sur l'axe politique central du combat pour la défense, l'extension et la centralisation des organes paysans, ouvriers et populaires, et sur le combat pour un Congrès national des comités ouvriers, paysans et populaires. » (*Résolution adoptée par la réunion élargie du Comité paritaire, février 1980.*)

La même méthode s'applique, sous des formes différentes, dans le cours de la révolution au Nicaragua :

« L'efficacité dans la construction du parti dépend des réponses aux problèmes immédiats des masses, en essayant de les mobiliser pour renverser le GRN et pour instaurer un gouvernement des organisations des travailleurs qui exproprie la bourgeoisie et l'impérialisme. Cela signifie qu'il faut mener la bataille contre le plan d'austérité et pour que la reconstruction soit payée par les capitalistes. La solution de la crise économique pose comme exigence actuelle la nationalisation sans indemnités, sous contrôle ouvrier, des grandes entreprises impérialistes ; l'achèvement de la révolution agraire avec expropriation des grands propriétaires fonciers, la non-reconnaissance de la dette extérieure et l'application d'un plan de travaux publics et d'investissements productifs qui élimine le chômage. La situation politique au Nicaragua met en évidence aussi la lutte contre les mesures répressives et antidémocratiques, pour la liberté des militants aujourd'hui prisonniers qui luttèrent contre la dictature, pour la liberté de presse et d'organisation, pour le plein exercice des droits syndicaux et surtout le droit à la grève. Contre la tentative d'instauration du Conseil d'Etat, instrument antidémocratique au service de la reconstruction de l'Etat bourgeois, les trotskystes au Nicaragua opposent l'exigence d'une Assemblée constituante souveraine (...).

L'existence du GRN constitue l'obstacle immédiat majeur pour que les masses laborieuses avancent sur la voie de la destruction du capitalisme au Nicaragua et de l'instauration de leur propre pouvoir basé sur leurs organes autonomes et sur les milices populaires. *Contre ce gouvernement, obstacle pour la marche vers la révolution, nous, les trotskystes, combattons pour un gouvernement sans représentants de la bourgeoisie.* Au centre de cette bataille, se situe la lutte pour la tenue d'un congrès national des organisations de masse afin qu'il désigne le nouveau gouvernement responsable devant ce même congrès. Seul un gouvernement de cette nature, complètement indépendant de la bourgeoisie, pourra mener à bien les tâches de la révolution agraire et anti-impérialiste, exproprier la bourgeoisie et se consacrer à

la tâche de construire un Etat ouvrier au Nicaragua. » (*Idem.*)

Et au Salvador :

« Dans la lutte pour la constitution d'un gouvernement des organisations ouvrières, paysannes, de masse et guérilleros, sans bourgeois ni civils, ni militaires, les mots d'ordre démocratiques et anti-impérialistes occuperont une place de toute première importance. C'est dans cette voie que le mot d'ordre d'*Assemblée constituante* libre, démocratique et souveraine doit permettre de consolider et de gagner la paysannerie et les masses urbaines petites-bourgeoises à l'alliance révolutionnaire avec le prolétariat, en liant étroitement la révolution agraire et l'indépendance nationale ; ainsi qu'un salaire digne, l'éducation, la santé, les logements, la destruction des bandes paramilitaires, les plus grandes libertés démocratiques.

Nous sommes pour l'armement général des travailleurs et du peuple ! Pour un travail au sein de l'armée qui gagne les soldats à la révolution !

Pour la construction, l'extension et la centralisation des organes de pouvoir des masses aujourd'hui synthétisés dans les comités populaires et dans les organisations syndicales. Pour le développement des milices ouvrières et populaires contre les bandes fascistes ! » (*Idem.*)

Une fonction réactionnaire revient également, en France, à ceux qui en appellent aujourd'hui à l'« union à la base », faisant directement écho à l'appareil du PCF.

Ce n'est pas la première fois que l'appareil stalinien tente d'utiliser ce genre de substitut pour tenter de détourner les masses de leur volonté d'affrontement politique, de disloquer leur mouvement, de couvrir sa politique réactionnaire.

En mars 1935, par exemple, Trotsky dénonçait ainsi la façon dont le PCF tentait de dissimuler sa capitulation politique en renvoyant les masses à la dispersion des « luttes partielles » :

« Le déclin du capitalisme pousse de tout son poids le prolétariat sur la voie de la lutte politique révolution-

naire de masse. Pourtant, la direction du PC tend de toutes ses forces à barrer cette voie. Ainsi, dans les mains des staliniens, le programme des "revendications immédiates" devient un instrument de désorientation et de désorganisation du prolétariat. Cependant, une offensive politique (lutte pour le pouvoir) avec une défense armée active (milice) renverserait d'un seul coup le rapport des forces de classes et, chemin faisant, ouvrirait, pour les couches ouvrières les plus retardataires, la possibilité d'un lutte économique victorieuse. »

Trotsky ajoute :

« Le PC rejette ses tâches et ses responsabilités sur les masses. Il exige que des millions d'hommes laissés par lui sans direction révolutionnaire entreprennent des combats dispersés pour des revendications partielles, et montrent ainsi aux bureaucrates sceptiques qu'ils sont prêts à mener la lutte. Peut-être alors les grands chefs consentiront-ils à commander l'offensive. Au lieu de diriger les masses, le comité central bureaucratique examine les masses, leur donne une mauvaise note et justifie ainsi son opportunitisme et sa lâcheté. »

Ne reconnaîtrait-on pas dans ces termes l'attitude présente de l'appareil du PCF qui use depuis des années de tous les arguments pour tenter de convaincre les masses que, à cause de leur « insuffisante » mobilisation, les conditions ne sont toujours pas remplies pour en finir avec le gouvernement en place ? Ne reconnaîtrait-on pas le verbiage « combatif » dont le PCF couvre aujourd'hui sa politique cynique de division ?

Aujourd'hui comme hier, la démagogie stalinienne sur les « luttes », l'appel à l'« union à la base » sont entièrement dirigés contre le front unique ouvrier. Ils tentent de disloquer le mouvement des masses, d'interdire son expression politique. Ils ne couvrent qu'une seule orientation : la dispersion systématique et la tentative d'épuiser la combativité dans les « grèves tournantes » et les « journées d'action », la division politique des rangs ouvriers, le soutien actif ainsi apporté à la prolongation du régime en place.

Les trotskystes doivent combattre les illusions que sèment cyniquement les défenseurs de toutes les « unions à la base ». A ceux-ci s'est malencontreusement jointe la LCR, qui prétend combattre pour la grève générale et pour le « gouvernement PCF-PS » dans le cadre d'une initiative — l'appel à l'« union dans les luttes » — expressément contradictoire avec ces perspectives, ainsi qu'en témoignent les déclarations de Guy Bois, l'un des dirigeants de l'« union dans les luttes », à la conférence de presse du 8 mars où il a reproché directement à la LCR son additif au texte initial de l'appel (additif sur la grève générale), en lui reprochant de « minoriser » l'initiative et en la menaçant de prendre la responsabilité de son isolement si elle poursuivait.

A l'opposé de la démagogie « basiste » qui ne sert que l'appareil stalinien, le véritable combat pour le front unique s'ordonne tout entier autour de la lutte pour le pouvoir politique. Loin de prétendre exclure les organisations, les partis, les syndicats, dont les masses se sont dotées comme instruments de leur combat pendant des décennies de lutte de classe, le combat pour le front unique exige le combat uni des masses avec leurs organisations. De ce point de vue, est de valeur générale ce que Trotsky expliquait pour la France des années 1934-1935 :

« Toute la situation inspire aux travailleurs l'idée que les actions révolutionnaires sont nécessaires pour changer toutes les conditions de l'existence. Mais précisément parce qu'il s'agit d'une lutte décisive, qui doit embrasser des millions d'hommes, son initiative repose naturellement sur des organisations dirigeantes, sur les partis ouvriers, sur le front unique. C'est d'eux que doivent partir un programme clair, des mots d'ordre, des mobilisations de combat. Pour soulever les masses, les partis doivent s'engager eux-mêmes, en ouvrant une campagne révolutionnaire hardie dans le pays. »

De même, la seule façon de combattre véritablement la politique de division est d'appliquer, terme à terme, à la situation présente la démarche politique alors appliquée par Trotsky :

« De cette situation, il faut tirer toutes les conséquences. La première et la plus importante est celle-ci : *la lutte pour le pouvoir*. Le but du front unique ne peut être qu'un gouvernement du front unique, c'est-à-dire un gouvernement socialiste-communiste, un ministère Blum-Cachin. Il faut le dire ouvertement, si le front unique se prend au sérieux — et c'est à cette seule condition que le prendront au sérieux les masses populaires —, il ne peut se dérober au mot d'ordre de conquête du pouvoir. »

Ce mot d'ordre de « conquête du pouvoir » est aujourd'hui donné en France par l'exigence dont des fractions croissantes de la classe ouvrière se saisissent : il faut l'unité du PCF et du PS ! L'unité pour un gouvernement Marchais-Mitterrand ! L'unité pour balayer l'Assemblée et le gouvernement !

« SEULE LA LUTTE DES MASSES DECIDE »

Les trotskystes combattent sans merci l'illusion d'un prétendu « front unique » qui, excluant les organisations, se réaliseraient « à la base » ou « dans les luttes ». Mais le front unique ouvrier, le front des masses organisées pour le combat politique n'a rien à voir non plus avec le front bureaucratique que les appareils peuvent constituer entre eux lorsqu'il s'agit de mieux disloquer le mouvement des masses. C'est pourquoi le combat des trotskystes ne relève en rien d'une politique adressée aux appareils, ou d'une pression exercée sur eux d'organisation à organisation.

C'est pourquoi, si nous accordons à l'exigence de l'unité politique des partis ouvriers une place centrale dans notre combat, nous ne transformons pas ce slogan en une incantation, en un fétiche. Il s'agit pour nous d'un instrument de mobilisation qui n'a de vertu que dans la mesure où il se lie au mouvement d'ensemble de la classe ouvrière et des masses opprimées :

« Le front unique ouvre d'énormes possibilités. Mais rien de plus. En lui-même, le front unique ne décide de

rien. Seule la lutte des masses décide. »

De ce point de vue, la lutte autour d'un mot d'ordre gouvernemental n'aura d'efficacité qu'à la condition d'être pleinement en rapport avec les développements concrets de la crise sociale et politique, de trouver sa place dans tout un dispositif tendant à aider les masses sur la voie de leur propre mobilisation.

Il s'agit, en d'autres termes, de répondre cas par cas à l'exigence tracée par le « Programme de transition » :

« Il est impossible de prévoir quelles seront les étapes concrètes de la mobilisation révolutionnaire des masses. Les sections de la IV^e Internationale doivent s'orienter de façon critique à chaque nouvelle étape et lancer les mots d'ordre qui appuient la tendance des ouvriers à une politique indépendante, approfondissent le caractère de classe de cette politique, détruisent les illusions réformistes et pacifistes, renforcent la liaison de l'avant-garde avec les masses et préparent la prise révolutionnaire du pouvoir. »

Prenons l'exemple des diverses phases qui se sont succédé dans le développement de la crise politique en France depuis l'élection présidentielle de 1974.

Giscard a été élu par une minorité de voix. Ce fait exprime une réalité plus fondamentale. Depuis la crise révolutionnaire de 1968 et la chute de De Gaulle, les masses n'ont pas subi le recul politique décisif qui, seul, aurait permis à la bourgeoisie française d'enrayer la crise de décomposition du régime bonapartiste ou d'assurer la transition vers une autre forme de domination. La mobilisation croissante des masses contre les attaques qu'elles subissent de la part du régime en place tend au contraire à mettre de plus en plus directement en cause la « légitimité » des gouvernements réactionnaires qui se succèdent dans le cadre de la V^e République.

Dès 1972, la crise politique impose aux appareils du PCF et du PS de former une coalition de front populaire, l'Union de la gauche. Celle-ci tente par avance d'enfermer le mouvement

des masses dans les limites d'un programme bourgeois qui entend assurer, jusque dans les circonstances de l'ouverture de la crise révolutionnaire, la défense de la propriété capitaliste et des institutions de la V^e République. C'est ce que symbolise l'ouverture de la coalition à des forces bourgeoises, radicales et gaullistes. Dans l'immédiat, la formation de l'Union de la gauche sert cependant aux appareils à faire miroiter la perspective d'une victoire à venir sur le terrain électoral pour tenter de justifier auprès des masses ces alliances contre nature (voire la nécessité d'un élargissement à l'*« Union du peuple de France »*) et pour faire obstacle à tout affrontement politique « précipité » avec les gouvernements en place, sous Pompidou puis sous Giscard.

Dans ces conditions, le combat pour le gouvernement ouvrier trouve, pendant toute cette période, à se développer sur deux axes politiques qui matérialisent l'exigence de la formation sans plus tarder, d'un « gouvernement du PCF et du PS sans représentants de la bourgeoisie ».

En premier lieu, le combat pour le front unique ouvrier appelle la dénonciation inlassable des alliances bourgeoises que les appareils tentent d'imposer. Les trotskystes défendent ainsi, en toutes circonstances, le principe du vote ouvrier à l'encontre de tous les candidats bourgeois, même parés par les appareils d'un label de « gauche ». Il ne s'agit d'ailleurs pas là d'une pure « bataille de principes ». En plusieurs occasions, les masses ont pu se mobiliser pour exprimer le refus de telles candidatures, voire imposer la présentation de candidatures ouvrières unies (2). Tout leur comportement électoral, de 1972 à 1978, va d'ailleurs dans le même sens : refus de se reconnaître dans les « demi-cadavres politiques » radicaux et gaullistes, désaveu des alliances front-populistes.

En second lieu, l'affirmation croissante des aspirations au renversement des gouvernements en place donne pour responsabilité à l'avant-garde d'aider les masses à se mobiliser contre

(2) Notamment lors des municipales de 1977, à Brive contre J. Charbonnel et à Toulon contre l'amiral Sanguinetti.

ce qui constitue dès lors le principal obstacle à la centralisation politique de leur combat : le soutien apporté par les appareils à la prolongation de l'Assemblée de 1973. « Il faut en finir avec cette Assemblée ! » Mobilisation contre l'Assemblée ! » constitue ainsi, à partir de 1974-1975, la médiation politique qui donne son enjeu concret, immédiat, à la bataille pour la réalisation du front unique ouvrier contre le régime, à la bataille pour un gouvernement du PCF et du PS.

Cette orientation n'a pas pour fondement une position par principe « antiparlementaire » ou « anti-électorale ». Elle part de la façon concrète dont, dans le développement même de la lutte des classes, s'exprime l'aspiration des masses au renversement du régime et des gouvernements en place : il y a incompatibilité entre la volonté des masses de mettre en échec les plans anti-ouvriers, de voir satisfaites leurs revendications, et la prolongation d'une Assemblée discréditée, haine de la grande majorité de la population, mais qui continue à donner un semblant de « légitimité démocratique » au bonapartisme décomposé.

Cette aspiration des masses s'exprime dans toutes les mobilisations, les conflits ouvriers que suscitent les attaques du patronat et du gouvernement. Les appareils auront cependant permis à l'Assemblée réactionnaire d'aller au terme de son « mandat ». Ils ne réussiront pas pour autant à désarmer la combativité et les aspirations des travailleurs. Bien plus, ceux-ci, empêchés par les appareils d'en finir avec le gouvernement sur le terrain de la lutte gréviste, tendront à exprimer avec une puissance grandissante cette même volonté sur le terrain électoral. A partir de 1974, les masses se saisissent ainsi de toutes les occasions électorales — cantonales, partielles, municipales... — pour donner une majorité de plus en plus indiscutable aux partis ouvriers, pour exprimer ainsi leur volonté de chasser la coalition giscardo-gaulliste, de porter le PCF et le PS au gouvernement.

C'est contre cette exigence grandissante des masses qui se préparent à l'évidence à infliger une cuisante défaite à la prétendue « majorité » lors des législatives de 1978 que l'appareil stalinien déclenche une for-

midable campagne de division à la veille de l'échéance électorale qu'il avait pourtant présentée comme « décisive » depuis des années. Au-delà des grossiers prétextes invoqués — « virage à droite » du PS, nécessité de « réactualiser » le « Programme commun », volonté de « rééquilibrage » électoral, etc. —, cette campagne ne poursuit qu'un objectif : empêcher que se réalise au plan parlementaire la majorité PCF-PS qui existe indiscutablement dans le pays, assurer ainsi la reconduction gouvernementale de la coalition giscardo-gaulliste. Cette politique cynique est pleinement conforme aux exigences de la diplomatie soviétique qui entend différer le recours effectif à la coalition de front populaire et préfère assurer, autant que possible, le maintien du régime en place. Sous des formes différentes, ce choix est parfaitement cohérent avec celui qui conduit les staliens à soutenir ouvertement la prolongation de la monarchie franquiste en Espagne ou la domination d'une Démocratie chrétienne décomposée en Italie. Elle part de l'appréciation tout à fait réaliste selon laquelle, en dépit du barrage à cent pour cent contre-révolutionnaire que constituerait la formation d'un gouvernement de front populaire, la réalisation d'une majorité PCF-PS aurait sans nul doute ouvert la voie au surgissement des masses sur la scène politique et à la dislocation révolutionnaire des institutions de la V^e République.

L'offensive de division lancée par la direction du PCF constitue ainsi, à la veille des élections de 1978, un nouvel et formidable obstacle mis, contre toute la volonté des masses, sur la voie de leur marche vers le gouvernement ouvrier. A ce moment précis, alors même qu'ils ne cultivent aucune illusion sur une prétendue « voie parlementaire » au socialisme, les marxistes comprenaient que l'issue des élections — majorité en sièges pour les partis bourgeois ou pour les partis ouvriers ? — devenait un enjeu immédiat et décisif du point de vue de la lutte des classes, puisqu'il conditionnait pour les masses une possibilité immédiate de renverser la fausse « majorité » en place. Dans ces conditions, pendant toute cette phase, le combat pour le gouvernement ouvrier

trouvait prioritairement pour point d'application cette tâche : mobiliser les masses pour qu'elles brisent l'obstacle dressé par la politique de division à la victoire électorale du PCF et du PS ; imposer que l'appareil stalinien s'engage immédiatement, inconditionnellement, au désistement ouvrier au second tour ; tout faire pour que l'unité se réalise sur le terrain électoral pour balayer la coalition Giscard-Barre (3).

La politique stalinienne aura effectivement permis à celle-ci d'obtenir un nouveau sursis politique en conservant une majorité en sièges dans la nouvelle Assemblée. Contre toute la politique déployée par l'appareil stalinien, les masses ont cependant remporté une énorme et durable victoire politique : elles ont, en dépit de tous les obstacles dressés sur leur voie, pu affirmer une majorité absolue en voix, une majorité écrasante parmi les travailleurs en faveur des partis ouvriers.

LE COMBAT POUR L'UNITE, AUJOURD'HUI

Dès lors, sont posés les termes d'une contradiction qui est à la base de l'aggravation inévitable de la crise sociale et politique, de la marche à la dislocation politique du régime que l'on peut observer depuis 1978. Il y a d'un côté les masses, dont la volonté s'est exprimée de la façon la plus indiscutable, même sur le terrain déformé des élections bourgeoises. Elles veulent que les partis qu'elles considèrent comme les leurs, le PCF et le PS, aillent au gouvernement, satisfassent leurs revendications...

Et puis, de l'autre côté, il y a l'Assemblée, le gouvernement, la pré-tendue « majorité » bourgeoise. Cette « majorité » n'est pas seulement minoritaire dans le pays — ce que, depuis 1978, confirment toutes les consultations électorales —, rejetée

(3) Dans le même temps restait bien sûr pleinement à l'ordre du jour le combat pour la rupture avec les candidats bourgeois, radicaux ou gaullistes, que les directions du PCF et du PS continuaient à soutenir au titre de l'*« Union de la gauche »*.

par la très grande masse des travailleurs ; elle est également ravagée par les mortelles rivalités qui opposent les deux piliers du régime bonapartiste décomposé, l'institution présidentielle et l'appareil des notables gaullistes. Et pourtant, cette « majorité » désavouée continue à faire la loi dans une Assemblée qui vote tous les plans anti-ouvriers. Et pourtant, ce président qui est minoritaire dans sa propre « majorité » parlementaire continue à concentrer tous les pouvoirs.

C'est là une contradiction insurmontable pour le régime, intolérable pour les masses. Le gouvernement Giscard-Barre qui organise une offensive sans précédent contre tous les acquis des travailleurs n'a aucune base dans le pays. Son existence, sa survie ne tiennent qu'à une seule chose : la politique traître des appareils. Au premier chef, la politique stalinienne de division qui, après avoir permis la reconduction du régime en mars 1978, s'emploie, contre toutes les aspirations des masses, à faire à nouveau obstacle à ce que l'unité se réalise pour le renverser. Mais la politique de l'appareil du PS, se refusant à précipiter l'affrontement avec le régime du fait des intérêts propres à un parti social-démocrate, et ménageant ses chances d'accès au gouvernement sur la base d'une coalition incluant le PCF, prend toute sa part dans le soutien apporté à la prolongation artificielle de l'Assemblée et du gouvernement en place.

Exprimant consciemment la volonté profonde des masses, la lutte de l'avant-garde pour leur frayer la voie du gouvernement ouvrier se devait donc de se diriger centralement contre ce qui constitue aujourd'hui l'obstacle décisif. La survie politique du gouvernement et du président de la République tient tout entière à l'existence de cette Assemblée. Le soutien des appareils au régime suppose que, contre toutes les aspirations des masses et même contre les principes élémentaires de la « démocratie représentative » dont ils se réclament, ils défendent la « légitimité » de cette Assemblée. Tout à l'inverse, l'axe du combat des trotskystes depuis 1978 aura été : cette Assemblée est minoritaire ! Cette Assemblée est illégitime ! Dehors cette Assemblée ! Dehors le gouvernement,

dehors le président qui s'appuient sur elle !

Mais l'aggravation de toute la crise sociale et politique, l'aiguisement de la contradiction entre la mobilisation de la jeunesse et des travailleurs contre le gouvernement et la politique conservatrice des appareils donne à ce combat un développement pratique qu'il n'avait pu prendre dans aucune des phases précédentes. La chute du régime est désormais mise directement à l'ordre du jour par le développement de la lutte des classes. L'aspiration en ce sens des larges masses s'exprime de plus en plus clairement. Elle fait surgir chaque jour un peu plus en termes immédiats la question : renverser le gouvernement, oui, mais par quels moyens ? Et l'avant-garde, face à cette question, est forte de toute l'expérience historique que résumait ainsi Trotsky lorsqu'il appelait au combat immédiat pour imposer un gouvernement Blum-Cachin :

« Par quels moyens ? Par tous les moyens qui mènent au but. Le front unique ne renonce pas à la lutte parlementaire. Mais il utilise le Parlement pour expliquer au peuple que le gouvernement actuel a une base extraparlementaire et qu'on ne peut le renverser que par un puissant mouvement des masses. La lutte pour le pouvoir signifie l'utilisation de toutes les possibilités qu'ouvre le régime bonapartiste semi-parlementaire pour renverser ce régime par une poussée révolutionnaire, pour remplacer l'Etat bourgeois par un Etat ouvrier. »

Ainsi, le combat pour le front unique ouvrier, pour balayer le gouvernement en place et imposer un gouvernement du PCF et du PS n'hésite pas à utiliser révolutionnairement le levier de la « démocratie » pour mieux dresser les masses contre le régime pourrissant et contre la politique des appareils qui le soutiennent. Dans le même temps, il trouve à s'appuyer puissamment sur l'ensemble des mobilisations par lesquelles les travailleurs et la jeunesse, réunissant par leur propre mouvement les conditions qui mettent à l'ordre du jour la grève générale, rendent ainsi possible de briser le verrou de la politique des appareils, de réaliser effectivement le front unique.

C'est cette compréhension que synthétise le rapport politique pour le XXIV^e Congrès de l'OCI :

« Sans qu'il nous soit permis d'oublier son contenu de classe (bourgeois), sans donc la prendre en charge, nous devons opposer la "démocratie" aux institutions bonapartistes, cela afin d'utiliser la "démocratie" contre la forme concrète que prend, dans les conditions présentes, la forme de domination de classe de la bourgeoisie, à savoir la forme bonapartiste. C'est ainsi que la "démocratie" dont se servent les appareils bourgeois contre les masses laborieuses doit être utilisée (et l'est) par les masses laborieuses pour des objectifs tout différents. Parce que nous comprenons la nature bourgeoise du bonapartisme et de la démocratie parlementaire, en même temps que nous comprenons que ce sont deux formes de domination de la bourgeoisie qui s'excluent l'une l'autre, nous sommes à même de définir la situation réelle du point de vue des relations entre les classes et du point de vue de classe. Par là, nous nous rendons capables d'agir sur les événements (...). »

Il suffit de constater ce qui est incontestable : la contradiction entre la revendication de la démocratie que les appareils, et plus particulièrement le PCF, mettent en avant, et le soutien à la Constitution, aux institutions du régime, pour comprendre que toute la politique des staliniens est strictement déterminée par leur volonté de soutenir les institutions bonapartistes en voie de décomposition. L'appareil sait mieux que personne que l'affondrement des institutions de la Ve République ouvrira la crise révolutionnaire. L'OCI a une tâche extrêmement importante. Le régime est ébranlé. Il va s'affondrer. Les fondements du pouvoir bourgeois (sous la forme bonapartiste) sont sapés. Giscard et le gouvernement jouent un jeu désespéré pour se tirer d'affaire. Les appareils sont dans une situation où plus particulièrement l'appareil du PCF doit lui-même jouer un jeu désespéré pour sauver le régime qui ne peut être sauvé. Nous devons profiter de cette situation politique extrêmement avantageuse.

Là est la portée de la campagne pour la signature en masse de la lettre Mitterrand-Marchais. Appuyer tout ce qui remet en cause le régime, grouper autour et dans l'OCI, un recrutement en masse, concentrer toutes ses forces pour préparer et se préparer à la crise révolutionnaire qui naîtra de la combinaison du désarroi gouvernemental et de l'activité des masses, voilà notre tâche.

Ici, une précision est indispensable. La façon concrète dont le gouvernement Giscard-Barre, la V^e République s'effondreront n'est écrite nulle part. Ils peuvent s'effondrer sur eux-mêmes à un moment donné ainsi qu'un château de cartes. Ils peuvent être balayés par un puissant mouvement de masse. D'autres possibilités existent, que nous ne saurions prévoir. En tout état de cause, à l'origine de leur effondrement, sera le mouvement des masses. Aussi, quelle que soit la forme que prendra l'effondrement du gouvernement Giscard-Barre et de la V^e République, plus le dénouement politique approche, plus l'axe de notre intervention politique doit s'affermir dans et vers les usines, les entreprises, les bureaux, la jeunesse, les quartiers, sur la perspective de la grève générale.

C'est ainsi qu'à partir du contenu politique (donné partout par le contenu de la situation politique) de telle ou telle revendication, le conflit qui se généralisera prendra, aura nécessairement un caractère spontané. Un caractère spontané, mais « politique », parce que la revendication dans les conditions politiques du combat revindicatif se situe dans une situation politique où le patron, les patrons, la direction, les directions bénéficient de l'appui le plus total du gouvernement qui ordonne, centralise toutes les attaques particulières et générales contre les travailleurs et la jeunesse.

Parce que la revendication, dans ces conditions, y compris la plus minime, la plus particulière, se dirige nécessairement contre le gouvernement, l'explosion de la lutte générale est son aboutissement, parce que dans tous les secteurs travailleurs et jeunes se trouvent confrontés au gouvernement. »

De ce point de vue, le combat pour le gouvernement ouvrier trouve plus que jamais sa base dans le mouvement des masses elles-mêmes :

« Premièrement, en dépit de la politique de division, les masses laborieuses groupent toujours leurs forces pour l'unité PCF-PS.

Deuxièmement, l'écart grandit entre les masses laborieuses qui continuent à grouper leurs forces pour l'unité PCF-PS et la politique de division (...).

Ces deux faits démontrent non seulement la volonté, mais également la capacité des masses laborieuses à réaliser le front unique qui sera imposé dans le grand mouvement de classe qui dénouera la crise politique du régime dans la crise révolutionnaire. Il s'agit de se préparer, de préparer les masses laborieuses et la jeunesse à ce qui mûrit inéluctablement : l'adresse à F. Mitterrand et à G. Marchais entre directement comme facteur d'organisation du combat pour les revendications, pour chasser Giscard-Barre, pour la grève générale, pour le gouvernement Mitterrand-Marchais sans représentants des partis bourgeois. Cette campagne politique s'inscrit donc comme facteur de la préparation du combat où les masses, par leur activité, dénoueront la crise politique en crise révolutionnaire, préparation qui, comme il est expliqué plus loin, est "l'organisation dans l'OCI des centaines et des milliers de travailleurs qui attendent que nous les organisions".

Le mouvement qui conduit au combat pour les revendications, pour chasser Giscard-Barre, pour la grève générale, c'est le mouvement même de la marche à la révolution prolétarienne. C'est pourquoi les mots d'ordre par lesquels nous l'exprimons consciemment débouchent nécessairement sur un mot d'ordre (gouvernement Marchais-Mitterrand sans ministres bourgeois) incarnant actuellement le combat pour le gouvernement ouvrier et paysan. »

**Lucien Gauthier,
5 mai 1980.**

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

Tous versements à l'ordre de l'APIO

Abonnements :

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : 43 F - 2 ans (10 numéros) : 80 F - 2 ans soutien : 125 F.

Pli clos : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER :

Pli non clos : 1 an : 70 F - **Pli clos** : demander à l'administration.

Le directeur de la publication Pierre LAMBERT.
imprimerie ABEXPRESS - PARIS.



Commission paritaire n° 51695